LÉON DEGRELLE

LA COHUE

DE 1940

ROBERT CRAUZAZ ÉDITEUR, LAUSANNE

1949

AAARGH
Internet
2004

I

UN SOIR AVEC LÉOPOLD III

Septembre 1939 au Château de Laeken. - Portrait de Léopold III. - Politique de neutralité du roi des Belges. - Le comte Xavier de Grünne, champion de l'intervention. - Ma position radicalement anti-interventionniste. -Accord complet avec le Roi. - Projet d'une formule de pleins pouvoirs. - Approbation puis indécision royales. - L'anarchie recommence. - Séances du Parlement. - La presse déchaînée.

La grenade qui alluma la Deuxième guerre mondiale roula sur le sol durant la dernière nuit d'août 1939.

On eût pu la désamorcer avant cet instant fatal. On eût pu retenir le bras avant la terrible projection. On eût pu encore, à l'ultime seconde, détourner l'explosif vers des champs morts. Non. La guerre était revenue parce qu'elle devait revenir, parce que trop de gavials la désiraient, parce que les hommes sont fous, ont besoin de sang, ont besoin de haine, et trouvent dans les grandes tueries internationales ces exutoires fabuleux où les vertus s'exaltent, où les vices se repaissent, où la vie - Bien ou Mal - peut jaillir vers l'exceptionnel.

Dès les premiers remous européens, je fus l'ennemi acharné de cette guerre.

Guerre facilement évitable : une bagarre comme celle de Dantzig et du Corridor polonais n'eût pas été plus compliquée à régler que l'incident des Sudètes. C'était une question de justice et de bon sens.

Guerre insensée ! Saignée à chaque génération depuis Bonaparte (« Ma gloire, disait-il, vaut plus que la vie d'un million d'imbéciles »), l'Europe courait au suicide en courant à la guerre, une fois de plus. Pour moi, c'était évident, d'une évidence qui brûlait les yeux. Depuis 1936, je l'avais répété semaine après semaine.

Refuser froidement, systématiquement, au Reich surpeuplé son espace vital, l'une ou l'autre de ses anciennes colonies, des communications normales, décentes, entre ses deux provinces prussiennes de l'Est ; s'opposer, malgré la volonté massive des électeurs, au retour à la mère patrie de villes aussi indiscutablement allemandes que Dantzig ; faire, au contraire, de chaque étape du regroupement des Germains l'occasion d'un bacchanal universel, monter de toutes pièces une affaire de Pologne en corrompant et en achetant ses colonels et ses ministres, chauffer ce pays à blanc, le pousser à des provocations matamoresques alors que la dite Pologne et ses chefs politiques, quelques mois plus tôt, collaboraient, enthousiastes, avec Hitler, à la liquidation de l'Etat tchèque, exigeaient bruyamment à Teschen, arme au poing, leur part des dépouilles, c'était non seulement acculer le peuple le plus solide et le plus sain du continent à un éclat fatal, mais c'était pousser l'Europe entière à la guerre civile, une guerre où Anglais et Français, même vainqueurs, ne pouvaient rien gagner, ne pouvaient que perdre.

Et il en fut ainsi.

Après avoir appelé l'univers à la curée, on a détruit de fond en comble l'oeuvre d'Hitler. C'est entendu. Et après ? Que reste-t-il de la France cocardière de 1939, de son prestige mondial, de sa monnaie saine, de ses colonies si prospères ? Que reste-t-il de l'orgueilleux Empire britannique, de sa domination matérielle, de sa maîtrise des mers, de l'impressionnante vigueur de la livre sterling, qui dictait sa loi jusqu'alors aux marchés de l'univers ?

Seul le fanatisme a pu rendre les hommes assez aveugles pour ne pas entrevoir cette roulade générale.

Mais si la chute des grands pays européens était inscrite déjà dans l'avenir, à plus forte raison les petits pays, placés aux lieux historiques des télescopages, risquaient-ils de se faire broyer dans ce déraillement fantastique !

Plus spécialement, nous, les hommes des vieux Pays-Bas de la mer du Nord, nous allions nous trouver à l'un des principaux carrefours du feu et du sang.

Pour moi, chef de Rex, pour des milliers de Belges qui avaient conservé leur sang-froid à la veille de cette folle tragédie, une préoccupation avait dominé toutes les autres : tenter l'impossible pour épargner à notre peuple les horreurs de ce conflit, et pour tenir, jusqu'à la dernière seconde, la Belgique à l'écart de l'empoignade des puissants.

A peine la guerre eut-elle jeté son premier cri sauvage dans les plaines de l'Est, je publiai dans la presse rexiste un article pour maudire le nouveau carnage. Puis je demandai au roi Léopold III de me recevoir.

Leader du plus fort parti d'opposition en Belgique, je ne me reconnaissais pas le droit, dans un tel pot au noir, de m'en remettre à ma seule inspiration. Un pays, surtout un pays en danger, est, doit constituer d'abord, physiquement et moralement, une unité. Je ne désirais agir que dans la mesure où je serais certain d'être en complète communion d'esprit et d'action avec celui qui symbolisait, à mes yeux, l'intérêt constant de la nation.

Quelques mois plus tard, les hasards de la tourmente européenne devaient faire de Léopold III un des hommes les plus âprement vilipendés du siècle. Mais en septembre 1939, il était encore un prince de légende, indiscuté dans son pays et à l'étranger.

Le Roi m'invita à le retrouver discrètement dans la soirée, au Palais de Laeken.

La nuit allait tomber. Le grand parc noircissait, masse géante enserrant l'allée claire et la lourde pâtisserie du château gris et blanc. Un officier, le capitaine Jacques de Dixmude, m'attendait. Il me guida vers un salon. Le Roi, en tenue de général, botté, culotte beige, entra aussitôt, le teint frais, les cheveux aériens, les yeux portant ces étranges lueurs de gentillesse et de tristesse qui toujours déconcertaient.

Léopold était alors remarquablement beau, puissamment bâti, mais racé, tout en souplesse. Néanmoins, sa force rayonnante était accompagnée, a toujours été accompagnée, de secrètes émanations de regrets, de timidité, d'ennui, de mélancolie. On le sentait à la fois fort et faible, éclatant de vigueur et hésitant. Son oeil avait des frémissements et, en même temps, des lueurs qui fondaient et s'éteignaient. A chacune de mes rencontres avec Léopold III, j'ai eu la sensation physique que cet homme, éblouissant de jeunesse, était miné par un complexe de neurasthénie qui le débilitait profondément. Cette tristesse transparaissait de façon fugitive, s'évanouissait, revenait, donnait un charme rêveur à ce qu'il y avait d'efféminé dans son corps d'athlète : la peau quasi transparente, les traits du visage presque trop fins, la chevelure qui ondoyait avec des douceurs de soie... Son regard, quand on allait tout au fond, était un regard où flottaient des appels...

Nous nous étions assis côte à côte, sans table pour nous séparer, sans témoin pour nous déranger. Les volets s'étaient refermés sur le crépuscule. Une lumière dorée animait les soieries d'un délicat argent cendré.

Le Roi était un homme extrêmement simple. A ma première audience, en 1936, au bout de quelques minutes, je lui avais dit, tout uniment : « Sire, le protocole veut que je réponde à vos questions, rien de plus. A ce système-là, nous risquons de passer à côté d'importants problèmes. Puis-je, ici aussi, parler clairement ? » Depuis ce jour-là, nos conversations avaient été directes. Le Roi avait l'esprit vif, malicieux, ironique parfois. Son intelligence était nette, profonde, sans pédanterie. Il avait beaucoup étudié, bien étudié ; ses connaissances étaient exactes, complètes, ne s'embrouillaient pas. Il parlait avec lenteur, comme son père, Albert Ier. Mais on devinait, à certains mots lancés d'un ton métallique, qu'il était irritable et têtu. Il avait des nerfs malades, susceptibles de s'effondrer, et une volonté capable de le contracter trop fort, au point de le rendre buté devant l'adversaire et devant l'obstacle.

J'étais curieux de voir comment les événements internationaux avaient réagi sur ce névrosé autoritaire. Il était calme. Il avait couru à cheval jusqu'à la tombée du jour. Le corps détendu, les jambes croisées, il m'expliquait son point de vue, ou il m'écoutait.

Depuis toujours, la politique étrangère de Léopold Ill et la politique étrangère de Rex avaient coïncidé de façon exacte.

Lors de notre poussée en flèche en 1936, le Roi, avec un grand courage, avait sagement libéré la Belgique de tout lien militaire avec des voisins qui eussent pu, contre nos intérêts, nous entraîner dans leurs conflits égoïstes.[1] Il avait toujours veillé à ce que les contacts de l'Etat belge avec l'étranger fussent corrects, orientés vers la compréhension et la collaboration. Une détente réelle s'était produite. Nos relations avec l'Angleterre étaient parfaites. Nos relations avec la France étaient restées relativement bonnes, bien que le Roi ne fût pas précisément un gallophile. Nos relations avec le Reich avaient cessé d'être mauvaises, du moins sur le plan officiel. En 1935 déjà, le roi Léopold avait vivement encouragé le Premier ministre van Zeeland à inviter à Bruxelles M. de Ribbentrop, alors simple délégué personnel d'Hitler.

En face du conflit qui jetait désormais les uns contre les autres Allemands, Français, Anglais, quelle attitude la Belgique allait-elle prendre ? Se lancer, elle aussi, tête baissée, dans la bagarre ? Être neutre du bout des lèvres ? Être neutre réellement, sincèrement, objectivement ?

Je décrivis au Roi les remous violents qui agitaient la nation.

L'Europe entière était marquée spirituellement, depuis plusieurs années, par le conflit militaire naissant. Dans chaque pays, les partis, les clans, les familles s'affrontaient. Les passions s'étaient exaspérées en Belgique comme ailleurs.

Au sein du Mouvement rexiste lui-même, des tendances diverses s'affrontaient. Tous nous étions d'accord pour résister désespérément à l'envahisseur, d'où qu'il vint. « Mais pas de provocations, pas de prises de position prématurées ! s'écriaient les uns. - N'est-il pas préférable, répliquaient les autres, de devancer l'invasion, de choisir à temps ses partenaires, afin d'intervenir avec un maximum de chances, en s'étant préparés au choc, délibérément, et avec soin ? »

Pour certains de nos dirigeants, tels que le comte Xavier de Grünne, la guerre avec l'Allemagne était certaine. Ami inséparable du roi Albert, compagnon de ses excursions montagnardes, Xavier de Grünne était animé par un brûlant besoin de se dévouer et par une générosité à la fois sublime et enfantine. Il avait fait au Congo l'ascension du Mont-de-la-Lune, puis était redescendu de la Lune vers la Belgique juste au moment où je frappais à grands coups de balai dans le houraillis de banquistes, de grugeurs, de coupeurs de bourse et de pots-de-viniers des vieux partis de politico-finance. Il était devenu sénateur de Rex, un sénateur impétueux, fantasque, toujours prêt à grimper aux lustres, se retournant, de son fauteuil, pour administrer des paires de claques sonores dans les abajoues de ses adversaires ébaubis. Mais il était droit comme une épée, pur comme les lumières du matin.

Au début de 1939, il était venu me trouver afin de me proposer un plan nouveau de politique étrangère : « Attaqués par Hitler, nous le serons tôt ou tard, m'expliqua-t-il. Inutile de se leurrer. Plutôt que d'attendre d'être rejetés dans le camp anglo-français, parmi la bousculade d'un premier jour d'invasion, mieux vaut passer immédiatement dans la coalition où nous serons refoulés tout de même un jour, bon gré mal gré, panzers allemands dans les reins. »

Par conséquent, Xavier de Grünne me demandait de lancer à fond le Mouvement rexiste dans une grande campagne d'intervention pro-alliée.

Une initiative de ce genre n'était pas pour me déplaire en principe. Si l'intérêt de notre pays était de renoncer à la neutralité, il fallait renoncer carrément à la neutralité.

Nous étions libres de toute attache vis-à-vis de l'Allemagne. Xavier de Grünne, qui connaissait, jusqu'au plus petit secret politique ou financier de Rex, savait mieux que quiconque que notre indépendance à l'égard du Reich était absolue. Pour lui, pour nous, seul le salut du pays comptait.

Mais où était le salut ? Je ne parvins pas à me rallier aux arguments de Xavier de Grünne. D'abord, au début de 1939, la guerre européenne n'était pas certaine. (Il est

[1] « Le discours du Roi au Conseil des ministres fut bruyamment applaudi par M. Léon Degrelle qui y vit l'aboutissement de sa campagne pour l' « indépendance de la Belgique. » (PAUL REYNAUD, *La France a sauvé l'Europe.)*

hors de doute aujourd'hui que, sans les pressions de tout genre exercées à cette époque-là sur la Pologne par le Royaume-Uni, un règlement, germano-polonais eût été mis au point qui, même imparfait, eût tout de même mieux valu que la réduction de Varsovie en amas de ruines, et la livraison de l'État polonais en 1945 à la tyrannie des Soviets.)

En deuxième lieu, même si cette guerre évitable n'était pas évitée, il n'était pas sûr qu'elle se prolongerait. Un arrangement pouvait survenir. Et, en fait, le rétablissement de la paix fut possible encore, à diverses reprises, durant l'hiver fatal qui suivit la campagne de Pologne. Nous avions donc tout intérêt à ne pas compromettre notre pays trop tôt.

Enfin, les Alliés n'étaient pas prêts. Les Anglais ne possédaient que quelques divisions en état de se battre. Ils comptaient, comme d'habitude, sur la docilité des continentaux pour recevoir les premiers horions. Les Français disposaient des hommes indispensables, cela est exact. Mais le moral de leurs troupes était déLestable. Au surplus celles-ci ignoraient tout de la guerre moderne. Et l'aviation leur faisait défaut.

Nous lancer volontairement et prématurément dans cette bagarre, c'était appeler la ruée allemande chez nous, à un moment où personne en Europe n'était en situation d'y résister.

Certes, depuis lors, la guerre a été apparemment gagnée par les Alliés, après quels délais et à quel prix ! En fait, elle a été perdue par tous les Européens, Français et Anglais compris. Pour ceux-ci particulièrement, elle fut une détestable affaire. S'ils avaient prévu la véritable fin, ils eussent été plus prudents et, sans doute, mieux inspirés au commencement.

D'autres sont venus à la rescousse, sur le tard, les Américains à dollars de Roosevelt, les Asiatiques à faucille de Staline. Eux l'ont emporté. Mais l'Europe a été frappée à mort. Victoire de l'Amérique, oui ! Victoire du communisme et des Mongols, oui ! Mais victoire des Alliés de 1939, non ! Les belligérants d'alors, vaincus et vainqueurs, ont bel et bien été mis knock-out, tous indistinctement.

En 1939, on ne pouvait pas encore tabler sur l'intervention des Américains, demeurés, en grande majorité, des isolationnistes.

Les Soviets, de leur côté, étaient décidés à rester le plus longtemps possible à l'affût. Quand les Européens se seraient bien entre-déchirés et affaiblis, quand ils se seraient engagés sans rémission dans l'irréparable, alors seulement les Soviets devaient entrer en lice pour le coup de massue final.

Chaque soir, je répétais à mes dirigeants et faisait seriner dans mes journaux la même antienne : « S'il y a une guerre en Europe, c'est Staline, en fin de compte, qui la gagnera. »

Pour ces divers motifs, j'étais l'ennemi résolu de la guerre, surtout d'une guerre à l'éclatement de laquelle nous aiderions, ou dans laquelle nous nous engagerions sans y être obligés absolument.

Primo, il fallait tout faire pour éviter la guerre en Europe. Secundo, si elle éclatait, il faudrait tout faire pour l'étouffer. Tertio, si elle continuait nous devions nous acharner à rester en dehors du conflit, dans l'espoir, si mince fût-il, qu'un arrangement interviendrait, malgré tout, avant que le rouleau compresseur ne nous passât, à tous, sur le corps.

Tels furent les arguments que je redis au roi Léopold, au début de septembre 1939.

Tels avaient été les arguments que j'avais exposés, quelques mois plus tôt, à Xavier de Grünne. Nos thèses, à chacun de nous, étaient honnêtes et également défendables. Mais, en conscience, j'étais certain que les miennes étaient les plus conformes à l'intérêt de l'Europe et de mon pays. Je fis appeler mes amis les plus chers et les amis les plus chers de Xavier. Tous me donnèrent raison. Xavier de Grünne, qui était un homme très précis, était venu déjà avec la liasse d'articles qui allaient ouvrir, dans notre quotidien, *Le Pays réel,* la campagne pro-alliée. Il reprit son dossier avec un bon sourire affectueux et gavroche. Il conclut : « Peut-être est-ce vous qui avez raison, mais si vous avez tort, je reviendrai ici un jour et je vous abattrai tous, un par un, au revolver. » Il ne blaguait pas.

Nous nous déclarâmes d'accord sur la formule et nous nous quittâmes fraternellement.

Le plus cocasse fut la suite. Malgré nos efforts pour sauver la paix, la Belgique fut tout de même envahie et submergée. Je m'attendais logiquement, après la campagne de 1940, à voir apparaître le cher Xavier, brandissant son rigolo. Mais quand, après mon séjour dans dix-neuf prisons « démocratiques », je rentrai à Bruxelles, le premier article que je trouvai en tête du principal journal de la presse collaborationniste fut un article de Xavier de Grünne !

Non point qu'il eût changé. Ses principes étaient de roc. Mais il avait vu le résultat de cette guerre qu'il avait voulu, en toute bonne foi, précipiter. Fidèle à son pays, il tentait de relever les ruines.

Il alla aussitôt plus loin que quiconque dans les visions d'avenir. Il comprit tout le parti que les Soviets tireraient de la tragédie où sombrait l'Europe. Redoutant l'ampleur de la poussée communiste de l'après-guerre, n'hésitant pas devant le danger, il imagina un plan personnel de défense de la Belgique aussi secret que radical. Il était devenu presque invisible. Nous ne savions ce qu'il faisait en dehors de ses articles. Audacieux comme toujours, il courait mystérieusement les routes, s'employait à rassembler le matériel de combat d'une milice de son invention, qui, au jour de la décomposition générale, ferait face, à Bruxelles, aux bandes de Moscou triomphantes.

Les Allemands tombèrent sur le pot-aux-roses, découvrirent un arsenal prodigieux. Xavier, qui allait à fond en tout, avait retourné toute la Flandre pour y déterrer les dépôts d'armes enfouis par diverses divisions de l'armée belge, la veille de la capitulation du 28 mai 1940. Il avait ramené, fourbi, caché, dans les caves de son château et ailleurs, de quoi armer plusieurs dizaines de milliers d'hommes ! Cher, très cher Xavier, noble et pur paladin de la Lutte ! Les lois de la guerre étaient contre lui. Les Allemands le condamnèrent à mort, mais ils ne l'exécutèrent point. On n'entendit plus parler de lui. Seulement après la guerre, l'on apprit qu'il avait succombé, à force de privations, mais fier et indomptable, au camp de concentration de Buchenwald.

Ma conversation avec le Roi, à Laeken, s'était prolongée très tard.

Au fur et à mesure que j'avais exposé à Léopold III mes inquiétudes, mes débats intérieurs et mes résolutions, au fur et à mesure aussi que j'avais connu exactement les conceptions du Souverain, j'avais eu la joie de constater que les thèses du Monarque concordaient exactement avec les miennes. Me séparer politiquement d'un merveilleux ami comme Xavier de Grünne m'avait coûté. Mais savoir que le Roi, lui aussi, trouvait la guerre européenne une folie, désirait, dès la première éclaircie, s'employer à réconcilier les opposants, voulait, en tout cas, tenir, jusqu'à la dernière extrémité, la Belgique en dehors de cet entre-égorgement, me donnait le courage de continuer la lutte.

Si même chez nous, au sein de Rex, parti discipliné, les remous avaient été impressionnants, qu'était-ce au dehors, parmi les foules à la dérive que soulevaient les campagnes des journaux !

A travers l'Europe, les agences d'information et la grande presse étaient pour une large part aux mains de flibustiers qui bêtifiaient les masses, leur échauffaient la bile, traînaient le Reich sur la claie, menaient contre lui des campagnes inouïes, mensongères et haineuses.

La presse belge, toujours collée à celle de Paris, n'avait pas échappé à ces chantages. Le roi Léopold en connaissait parfaitement les houles. Elle n'était, à la veille de la guerre, qu'un bouillonnement grondant d'imprécations antiallemandes.

Je fis remarquer au Roi que pareille attitude serait inconciliable avec une politique officielle de neutralité. Il fallait se décider dans un sens ou dans l'autre et, si l'on estimait que l'Allemagne était un pays de monstres et qu'il n'y avait rien à faire avec elle, sortir carrément de la neutralité, prendre parti, le visage découvert ; mais si on jouait la carte de la neutralité, il fallait la jouer honnêtement, publiquement, avec sérénité et objectivité.

Le Roi ne pouvait pas ne pas désirer qu'on désenvenimât l'opinion publique au lieu de lui injecter chaque jour, à dose massive, les pires excitants, à la tribune du Parlement et dans les journaux.

Mais comment mettre un frein à ces campagnes d'emballeurs, de ferrailleurs et de clabaudeurs, dans un pays où la licence est la base même des libertés publiques ? J'en étais arrivé au deuxième point de mon rapport au Roi.

En ce qui concernait la neutralité, je savais désormais que j'étais sur la bonne voie, exactement dans le sens de la pensée royale. Encore fallait-il que cette neutralité ne fût pas seulement une attitude artificielle, démentie quotidiennement par les jappages de milliers de faiseurs et d'énergumènes.

Je proposai au Roi de se servir au maximum des droits que lui conférait la Constitution. La constitution belge ordonne que les Chambres se réunissent au moins durant quarante jours par an. Les quarante jours de l'année parlementaire de 1939 étaient atteints et dépassés.

La constitution beige exige, en outre, que les budgets soient votés par les Chambres.

Je suppliai le Roi de venir lui-même devant le Parlement, de faire appel au civisme des parlementaires, de leur demander d'accorder leur confiance au Gouvernement pour dix mois, et de voter sur-le-champ tous les budgets, patriotiquement, sans discussion.

Les trois grands partis traditionnels étaient au pouvoir. Ils monopolisaient l'autorité. Ils pouvaient donc avoir des apaisements complets sur la gestion gouvernementale. Nous, rexistes, étions prêts, sans demander quoi que ce fût, ne pensant qu'au salut de la patrie, à voter immédiatement ces pouvoirs élargis qui permettraient à un gouvernement fort, fût-il électoralement notre adversaire, de faire respecter dans le pays sa politique.

Les mesures que je proposais au Roi étaient strictement constitutionnelles. Elles ne portaient atteinte à aucun privilège de la nation ou des partis. Si le Roi, à un moment si grave de l'histoire, se présentait lui-même, fort de son prestige, devant le Parlement, en une demi-heure, le résultat serait acquis. Par contre, si les deux Assemblées se lançaient à nouveau dans des débats tumultueux et quotidiens, des paroles intempestives jailliraient ; l'électricité se communiquerait au pays et les efforts du Roi et de ses ministres pour mener une politique honnête de neutralité seraient torpillés publiquement par des barbouillons irresponsables.

Ce qui est possible aux Communes, qui possèdent de vieilles traditions de sagesse et où se rassemblent des Britanniques protocolaires et flegmatiques, ne l'est point dans nos pays de bretteurs au sang vif, au verbe tout en couleurs. Il fallait que les Chambres belges, à l'appel du Monarque, admissent elles-mêmes la nécessité d'éviter tout écart et laissassent le Gouvernement manœuvrer utilement et silencieusement. Il fallait que celui-ci fût certain de pouvoir mener en paix, pendant ces mois périlleux, sa politique difficile et complexe sans s'accrocher sans cesse la patte à des rets, sans que chaque ministre dût, au surplus, perdre chaque jour quatre ou cinq heures à bêtiser, à badauder, à assister, impuissant, à d'interminables débats sur la fabrication des sabots à Saint Nicolas-Waes ou sur les aléas de la pêche des marins ostendais au canal Saint-Georges...

Il fallait, enfin, que, fort de la confiance de la quasi-unanimité du Parlement, le Gouvernement fût à même d'imposer provisoirement une sourdine aux intempérances de langage de certains provocateurs.

Je dis au Roi : « Sire, aujourd'hui tout le pays, sentant le danger extérieur, est frémissant. Il est conscient du péril. Il attend vos consignes et acclamera, soyez-en certain, votre initiative. Les répercussions en seront considérables, à l'intérieur et à l'étranger. Le Gouvernement pourra travailler. La neutralité ne sera pas mise en péril, à chaque instant, par des excès individuels. La neutralité est un exercice de corde raide. Elle ne permet guère d'extravagances, surtout à des pays aussi petits et aussi mal placés que la Belgique. Durant ces jours-ci, où tous les esprits sont tendus, vous pouvez aisément obtenir un effort, librement consenti, vers la discipline nationale. Mais si vous laissez passer cette occasion unique, si, demain, le Parlement redevient une foire à lanterneries et à insultes internationales, votre politique de neutralité s'effondrera et fournira à certains le prétexte à des coups peut-être mortels. »

Le Roi, je le voyais à la vivacité de son regard, était frappé par mon argumentation.

Au fond de lui-même, pareil à son génial grand-oncle Léopold II, Léopold III n'appréciait qu'à demi l'agitation politicienne. Il travaillait assez en marge du Parlement et des ministres issus de celui-ci. Parfois même il se cachait d'eux. Il avait, son cabinet personnel, composé de militaires et de civils experts en toutes rubriques, véritable ministère occulte qui souvent contrecarrait, et parfois même annulait, l'oeuvre du gouvernement parlementaire. La formule des ministres, hommes liges des partis, déplaisait à Léopold III, qui eût voulu leur substituer des hauts fonctionnaires et des techniciens. Il ne manquait pas une occasion de rabrouer les professionnels du Parlement, les renvoyant brusquement à leurs électeurs, les privant de décorations attendues, comme on prive les enfants de leurs jouets.

Léopold II, parlant du Palais des sénateurs et des députés, disait « la baraque d'en face ». Léopold III, plus timide, avait, la dent moins féroce ; mais on pouvait deviner que le fétichisme parlementaire ne le touchait pas.

Il n'était pas rexiste, du moins publiquement. Mais il connaissait toutes les tares du régime des partis, suivait avec attention les mouvements, comme le nôtre, qui visaient à rétablir, au sein d'États libérés de l'anarchie du nombre, l'autorité du pouvoir exécutif, l'ordre, la compétence, la continuité, l'esprit de responsabilité.

Néanmoins, mon projet, du début de septembre 1939 ne visait en aucune manière à humilier une institution tombée tout naturellement, et d'assez longue date dans le décri public. A mon avis, le moment était, mal choisi pour se livrer à des critiques contre le régime démocratique, et pour tenter, en raison des circonstances extérieures, de le stériliser. Ma proposition se situait bien au delà des vieilles polémiques antiparlementaires.

Elle visait uniquement à prévenir, dans l'immédiat, les plus gros excès des clans politiciens et à permettre un travail fécond au pouvoir exécutif, lui-même émanation directe du Parlement et des trois grands partis belges dits « démocratiques ». C'étaient ceux-ci, en définitive, qui auraient à voter ces pouvoirs exceptionnels.

Au fur et à mesure que j'avançais dans mon exposé, le Roi témoignait à ce programme un intérêt croissant. A la fin, il me déclara que ma proposition était excellente, qu'il partageait ma façon de voir et, qu'il allait agir dans ce sens-là. Je le quittai, à la nuit, frémissant de joie, certain d'avoir aidé, pour plusieurs mois - les mois cruciaux, sans doute - au maintien de la neutralité, c'est-à-dire au maintien de la paix pour la Belgique.

Hélas, les bonnes dispositions du Roi ne résistèrent pas aux oppositions aigres, et au chantage des protonotaires qu'il consulta : chaque gâte-pâte parlementaire entendait conserver le droit de lancer, à travers la tempête, ses discours tapageurs, d'agiter l'opinion (puisque, en somme, c'est en l'agitant qu'on la conquiert).

Le Roi bien décidé devant moi à réclamer une formule de pouvoirs élargis, crut préférable de louvoyer lorsqu'il eut heurté les premiers obstacles. Il temporisa, laissa passer l'occasion. Finalement, rien ne se produisit et le Parlement se réunit à nouveau, dans son anguillère agitée, parmi la fièvre et le hourvari habituels.

Pendant trois jours entiers, chaque parti délégua à la tribune acajou ses jaboteurs et ses harangueurs. Dès la deuxième réunion, les provocations commencèrent, des propos blessants pour l'Allemagne furent lancés. Un ostrogoth nommé Hubin, paltoquet à demi gâteux, spécialisé dans la projection de crachats à longue distance, courut, vultueux, au pied de la tribune, cracha à pleine bouche dans la direction de ses contradicteurs. Chaque discours n'était qu'une enfilade de chamailleries, de jocrisseries ou de lieux communs, ânonnés par des bousilleurs.

Le Premier ministre Pierlot, serrant dans ses deux mains maigres son crâne nu comme un goguenot, attendait, l'oeil figé, cadavéreux, la bouche amère, que tous ces péroreurs eussent fini de lantiponner derrière leur carafe. Le ministre des Affaires étrangères, Paul-Henri Spaak, étoffé, mouflard, à l'étroit, dans son banc, ne parvenait, pas à croiser ses petites jambes boudinées ; il agitait sa tête énorme et rose, ses bras courtauds, impuissant devant ces flonflons, ces nigauderies, ces déversements bilieux.

Je parlai après tout ce beau monde, durant quelques minutes seulement, suppliant les Belges - peuple d'entre-deux - de garder leur sang-froid, non seulement

pour demeurer hors de la guerre, mais aussi pour être moralement, préparés à remplir leur devoir de fraternité envers les hommes en réconciliant un jour les ennemis de 1939, par-dessus les cimetières et les ruines. Spaak tira à grand-peine, de son banc ministériel, sa bedondaine de tétrodon. Il vint à moi, les mains tendues, l'oeil chaleureux, son sourire de joyeux vivant à fleur de sa toute petite bouche : « Vous êtes le seul qui ayez dit ici quelque chose d'humain et de sensé ! » déclara-t-il avec chaleur.

Mais si, pendant quelques minutes, j'avais tenu un langage inspiré uniquement par la gravité du drame, si j'avais été, par miracle, applaudi par tous les partis, un instant calmés, les discours partisans de ces trois jours avaient déjà réussi, eux, à casser complètement dans le pays 1'unanimité spirituelle née au premier jour du choc européen.

Faisant écho aux clabauderies des Chambres, les rabouilleurs et les pipeurs de la presse belliciste jetaient le caleçon à Hitler, le traînaient aux gémonies, repartaient avec plus de fougue que jamais dans leur campagne d’informations truquées, de fabuleuses victoires imaginaires, de gredineries et de bobards destinés à braver le Reich et à exciter l'opinion publique. A en croire ces joueurs de gobelet, la cavalerie polonaise courait sur Berlin ! Sur sept colonnes de première page, la ligne Siegfried était enfoncée ! Aix-la-Chapelle était écrasée sous les bombes de l'aviation française ! Et nous n'étions qu'aux tout premiers jours de la politique belge de neutralité !

II

LE TOHU-BOHU NEUTRE

Insanité des bellicistes internationaux. - Folies provocatrices en Belgique. - Vénalité des va-t-en-guerre. - Le cas de l'Allemagne et de l'Italie. - Au-dessus de la mêlée. - Mussolini, Rex et la Belgique. - Le Reich, zone interdite. - Le fanatisme antiallemand. - Abstention allemande en Belgique. - Pas de cinquième colonne. - Amitié de Spaak.

Les Alliés n'avaient pu envoyer à leurs sous-fifres polonais ni un sous-marin ni un avion pendant leur duel décisif de septembre 1939.

Or, l'on ne gagne pas seulement la guerre avec des fanfaronnades de journaux. La preuve avait été faite, le mois même du déclenchement des hostilités, de l'aberration que représentait cette aventure.

Pourquoi pousser la Pologne à se raidir, à se refuser violemment à tout accord, alors que ses excitateurs n'étaient pas capables de lui apporter le moindre secours à l'heure des comptes ?

Désormais la Pologne était morte, bien morte, les pieds et le nez froids pour toujours. Les Soviets eux-mêmes, bravant les Alliés, avaient pu impunément confisquer un gros tiers du territoire polonais, bien décidés à l'absorber en totalité si l'occupant allemand, un jour, défaillait.

Ainsi, dès la fin de septembre 1939, l'objectif officiel de la guerre des Alliés avait cessé d'exister. La Pologne était mangée, à la sauce tartare d'un côté, au « kolrabi » de l'autre. Même si le Reich devait tomber un jour, elle ne pourrait que changer d'estomac, sans plus d'histoire.

On pouvait donc croire encore que les compétiteurs arrêteraient les frais après cette mirifique cacade.

A la ligne Maginot, Français et Allemands apprivoisaient les araignées et tiraient deux coups de fusil par jour. On envoyait les Anglais sur le continent, un par un, avec des précautions de collectionneurs de timbres poste. Le feu sacré n'y était pas. L'opinion européenne renâclait devant la guerre, une guerre engagée follement, par des agents provocateurs et des jocrisses, une guerre qui n'avait déjà plus (en admettant qu'elle l'eût jamais eue) la moindre signification morale, puisque les Alliés n'avaient point osé, le 15 septembre 1939, riposter à l'U.R.S.S. qui, imitant Hitler - mais sans frais, et lâchement - s'était ruée, à son tour, sur le trop naïf « protégé ». Si la guerre du 3 septembre 1939 avait découlé de pactes franco-anglo-polonais, ces pactes eussent dû valoir aussi bien contre l'agresseur Staline que contre l'agresseur Hitler. Ce margouillis n'avait aucun sens.

Il fallait espérer que des hommes sérieux s'interposeraient avant que n'arrivât la catastrophe pour l'Europe entière, puis pour le monde entier.

Hitler avait prononcé à Berlin, à l'Opéra Kroll, le 6 octobre 1939, un discours très conciliant. Il avait offert, avec la paix, la résurrection d'une Pologne, rétrécie certes (en politique comme en amour, les fautes se payent), qui valait mieux, toutefois, pour les Polonais, que la liquidation complète, sous les férules conjuguées du Guépéou et de la Gestapo.

Mais des haines insensées dominaient depuis des années la politique de l'Europe. Pour les Juifs, hargneux et vindicatifs, pour les marxistes rageurs, expulsés de l'Europe centrale, pour les francs-maçons qui avaient perdu Prague, leur capitale, pour les estafiers de la grosse finance menacés durement dans leurs bénéfices et péculats par les gigantesques réalisations sociales d'Hitler, il ne s'était jamais agi, on l'imagine bien, d'accorder ou de refuser à Dantzig le droit - bien démocratique pourtant ! - de décider librement de son destin, ni de favoriser ou de saboter la création pacifique d'un couloir, large d'un kilomètre, entre la Prusse occidentale et la Prusse orientale. Il ne s'agissait pas davantage des millions de Polonais qu'on avait laissé tomber comme des dattes aux premières marques tangibles de leur infortune.

Une fois vaincus, on les avait portés froidement pour zéro à l'actif du consortium allié.

Non, les véritables motifs de la guerre étaient tout autres. Il s'agissait d'abattre, comme au début du XIXe siècle, un adversaire idéologique, un unificateur possible du continent, et un concurrent sur le plan économique.

Les propositions de paix d'Hitler furent repoussées avec jactance et sans examen par Daladier, bélître sépulcral, bégayant devant son flacon de Pernod, puis par le conducteur d'autobus britannique Chamberlain, roide et borné comme son riflard.

Une effroyable clameur de joie sadique accompagna, à travers toute l'Europe, cette perspective de nouvelles tueries.

Que la grande presse aux ordres des gouvernements alliés, que les vide-goussets de l'Internationale juive et des grands trusts se soient livrés à une telle danse du scalp eût pu se concevoir à la rigueur. Les uns défendaient leur râtelier, les autres leur champ de rapine. Mais que, dans des pays neutres comme la Belgique, de pareils trépignements se produisissent, cela dépassait l'entendement.

Car enfin, si vraiment la guerre avait lieu, où allait-elle avoir lieu ? La Pologne avait disparu. La ligne Maginot et la ligne Siegfried fermaient, l'unique front germano-allié, comme deux portes de coffre-fort. Il ne restait qu'un champ de bataille possible : les terres, larges ouvertes, des vieux Pays-Bas, l'éternel champ de bataille des Français, des Anglais, des Allemands, qu'ils s'appelassent Louis XIV ou Louis XV, Dumouriez ou Bonaparte, Malbrough ou Wellington, Blücher ou Guillaume II. Désirer le prolongement des hostilités, c'était appeler sur notre sol des horreurs sans nom.

Les lécheurs et les hyénidés qui, en Belgique, poussaient, à ces abominations eussent dû être voués à la malédiction publique. La Patrie n'avait pas de pires ennemis que ces provocateurs. Pourtant, c'étaient eux que les gobe-mouches proclamaient des patriotes, tandis que ceux qui, lucidement, voulaient écarter de leur pays le danger qui menaçait étaient traînés dans la boue et peints sous les traits d'agents à la solde d'Hitler !

A peine ménagea-t-on Léopold III lorsque, de concert avec la reine Wilhelmine de Hollande, il lança aux belligérants, en novembre 1939, un appel vibrant à la pacification. De quoi se mêlaient, ces deux trouble-fête ? Le roi étant le Roi, la presse pouvait difficilement le bêcher de façon ouverte. Mais cette tentative « défaitiste » de Léopold III fut, dès alors, portée sur la page des comptes à régler : elle fut pour beaucoup dans le débordement inouï de calomnies et de gredineries qui submergea le roi des Belges vaincu, le 28 mai 1940.

Quelques intellectuels bruxellois - laïcs et clercs - eurent la témérité de lancer, eux aussi, un message d'apaisement. Qu'est-ce qu'ils prirent comme insultes : « Valets d'Hitler ! - Combien vous a-t-on payés ? - La voix de leur Maître ! » etc... Or il s'agissait de Belges, donc de non-belligérants, qui avaient parfaitement le droit de préférer, à une guerre qui écraserait leur pays, un arrangement qui l'épargnerait !

Ce désir de paix était si défendable que le Pape lui-même, à la fin de 1939, fit une ultime tentative de rapprochement. Mais au même moment, l'Archevêque de Paris publia dans Paris-Soir une déclaration de Noël : il s'y réjouissait des tueries en cours et les considérait comme des oeuvres pies, au plus haut point agréables à Dieu ! La presse de Bruxelles se délectait de pareilles élucubrations. C'était à qui renchérirait,. Chacun voulait, à tout prix, rendre les Allemands enragés et une réconciliation, quelle qu'elle fût, absolument impossible.

Le journalisme était descendu au degré le plus bas de la prostitution. Les quotidiens de Bruxelles publiaient, pour chauffer à blanc leurs lecteurs béats, de foudroyantes chroniques militaires, datées de l'étranger - de la ligne de feu de préférence ! - chefs d'oeuvre d'« envoyés spéciaux » qui rédigeaient, en ricanant, ces textes à vingt mètres de l'immeuble même de leur journal, à la table du petit café du coin, en face d'un pot de gueuse-lambic...

Ces farceurs pouvaient mentir tant qu'ils le voulaient, mentir grossièrement ou mentir ridiculement, déshonorer la presse d'information, mettre en péril leur pays. Cela n'avait aucune importance ! C'était même très bien ! Ils étaient de bons Belges, de vrais Belges ! Mais nous, qui essayions de conserver notre sang-froid dans cette folle aventure, de tenir la balance droite, de ne prendre parti ni pour l'un, ni pour

l'autre, de démontrer à la nation quelle catastrophe serait pour elle la cessation de la paix, nous ne savions plus comment nous abriter, sous les volées de pommes cuites et d'ignominies dont les hordes bellicistes nous accablaient !

Ces hordes étaient puissamment entretenues par la propagande alliée. En juin 1940, après la capitulation, on découvrit là-dessus une documentation ahurissante. Non seulement la plupart des journaux va-t-en-guerre de 1939 étaient vendus aux services secrets des Alliés, non seulement les plus connus des mandarins de la presse belge étaient appointés par eux, mais une nuée de vedettes de la haute société bruxelloise servaient d'agents d'information au Deuxième bureau français. La noblesse désargentée avait été la plus âpre à trahir les siens, à dresser et à vendre de petites listes perfides. Le président d'un des cercles les plus aristocratiques de Bruxelles en fut réduit à se jeter sous un tram en juillet 1940, lorsqu'il fut établi, documents comptables en main, qu'il dirigeait en réalité une des plus grosses officines du réseau d'espionnage de Gamelin et de Daladier !

Pourtant, ces pandours de salon, ces ruffians blasonnés, ces écumeurs de marmite, bombaient le torse patriotiquement ! Et c'est nous qui avions à nous défendre chaque jour d'accusations infâmes !

A présent encore, comme je l'ai fait en 1939, comme je l'ai fait en 1940 en pleine occupation allemande, je tiens à dire, à répéter avec acharnement que jamais, ni avant ni pendant la neutralité, un seul pfennig, une seule consigne, voire même un conseil quelconque ne nous furent donnés par le Reich, ou de la part du Reich, en vue d'influencer notre ligne de conduite - dictée par l'unique souci d'éviter à notre patrie et à l'Europe le risque d'une nouvelle dévastation du continent.

Certes, divers points du programme de Rex correspondaient plus ou moins exactement avec un certain nombre de données fascistes ou nationales-socialistes. Certes, le grand souffle d'idéal qui soulevait l'Italie et le Reich faisait vibrer nos âmes, éprises de grandeur ! Nous avions étudié avec intérêt le remarquable redressement opéré au profit de leur peuple par Mussolini, puis par Hitler. Il fallait être un croûton ou un fanatique pour se refuser à reconnaître que ces deux hommes d'État avaient à leur actif de magnifiques réalisations : restauration de l'ordre publie ; collaboration des classes ; développement puissant de l'économie de leur pays ; respect des travailleurs et amélioration extraordinaire de leur sort matériel, surtout dans le Reich ; renaissance merveilleuse de la vie familiale (chaque année un million six cent mille naissances dans l'Allemagne hitlérienne, soit un million de plus que dans la France riche, ensoleillée, comblée par le sort) ; épanouissement de la jeunesse ; développement des sports ; rayonnement de la vie artistique ; exaltation de l'esprit de communauté et des vertus civiques.

Ces réformes et ces réalisations, inspirées, soutenues par une mystique rayonnante, fière, désintéressée, détonaient dans l'Europe démocratique, fatiguée, corrompue, sans imagination, sans ferveur et sans foi.

Mais le fascisme, le national-socialisme étaient des phénomènes accidentels. Il y avait d'autres problèmes, antérieurs à Mussolini et à Hitler, problèmes que la disparition des deux grands réformateurs n'a nullement éliminés. Ces problèmes-là aussi nous préoccupaient, en tant qu'Européens et en tant qu'hommes. Nous estimions que dans la répartition des biens terrestres, le peuple allemand et aussi le peuple italien n'avaient pas été traités avec justice. Il y a des injustices entre nations exactement comme il y a à l'intérieur d'une nation des injustices sociales. Pourquoi des nations usées, dépeuplées, comme la Grande-Bretagne et la France, devaient-elles retenir pour elles seules et monopoliser sans fin les terres riches, les colonies, les matières premières ? Pourquoi un espace vital était-il acquis aux seuls pays dont la vitalité, d'année en année, dégringolait ?

En contractant davantage encore qu'il ne l'était le peuple le plus travailleur et le plus prolifique d'Europe les inspirateurs du traité de Versailles ont commis une erreur qui est à l'origine des principaux malheurs de noire siècle. Les seize cent mille Allemands qui naissaient chaque année, au temps d'Hitler, avaient, en toute justice, le même droit de s'épanouir que les rares produits des demi-bourgeois décadents des pays dits «démocratiques», devenus en réalité des pays jalousement, égoïstement conservateurs, conservateurs de privilèges économiques, de marchés internationaux,

de millions de kilomètres carrés de terres souvent inexploitées, en Asie et en Afrique.

Nous estimions que l'épanouissement des peuples qui travaillent le plus et qui ont le plus d'enfants était une question d'équité. Et aussi une question de prudence élémentaire. Si on voulait que l'Allemagne surpeuplée ne débordât point, il fallait lui trouver des exutoires, en Europe et hors d'Europe, et lui rendre notamment ses anciennes colonies d'Afrique, dont l'Angleterre et la France, déjà comblées, s'étaient avidement emparées en 1919.

Mais l'Angleterre, accoutumée à prendre, rarement à rendre, avait fait la sourde oreille à chaque proposition. Ile de deux cent quarante mille kilomètres carrés qui régnait, avant la Deuxième guerre mondiale, sur quarante millions de kilomètres carrés dans le monde (cent soixante six fois sa propre superficie), l'Angleterre entendait qu'on ne restituât pas un arpent de terre coloniale à une Allemagne quasi deux fois plus peuplée que le sol anglais et éclatant de toutes parts dans sa carapace.

En 1945 - folie suprême ! - on contracta davantage encore l'énorme masse des habitants du Reich, chassant, cette fois, de leurs propres terres et de leurs foyers, treize millions de Prussiens, de Poméraniens, de Silésiens, de Sudètes, dépouillés de tout, les empilant fabuleusement dans une demi-Allemagne en ruine dont la densité atteignit, ainsi ou dépassa deux cents habitants au kilomètre carré, soit cinq fois plus que sur la riche terre de France, sept fois plus que dans l'artificielle Pologne ! Politique insensée qui fera que tout sautera, tôt ou tard, une troisième fois en Europe !

En 1939, l'aspect typiquement égoïste et conservateur de la politique anglo-française ne nous échappait point, malgré les belles tirades «démocratiques». Le peuple, c'était pour nous le peuple du monde et non seulement celui de deux pays gavés. Nous eussions désiré qu'une solution de justice et d'équité apportât un nouvel équilibre à l'Europe en répartissant plus humainement, plus équitablement, les moyens de vie entre les États repus et déliquescents, et les États pauvres mais féconds et dynamiques.

Là était le problème fondamental de l'apaisement européen, en dehors des questions passagères de régimes.

Toutefois, l'intérêt que nous portions aux expériences et aux revendications vitales des peuples débordants de l'Europe ne changeait rien à notre comportement concernant la paix belge et la paix continentale. A l'automne de 1939, notre devoir était plus net et plus strict que jamais : saisir les dernières chances qui restaient à la Belgique d'échapper à la guerre, demeurer fidèles à notre mission européenne de pays d'entre-deux [1] ouvert aux réconciliations.

Pour cela, nous devions pratiquer la neutralité la plus exacte, maintenir honnêtement et énergiquement un dernier champ d'atterrissage de la paix, à l'Ouest. Culturellement, nous étions profondément liés à la France. Politiquement et socialement, nous éprouvions un vif intérêt pour les idées nouvelles que représentaient Hitler et Mussolini. Mais raisonnablement, en patriotes lucides, nous voulions, en 1939, demeurer sereinement, totalement, au-dessus de la mêlée, pour sauver notre peuple et pour essayer de sauver les autres peuples.

J'ajouterai, avec la plus totale franchise, que nous ne fûmes soumis à aucune tentation.

On m'a dit qu'en France, il y eut, dans certains milieux touchant de près la politique et la presse, des travaux d'approche entrepris par des personnalités allemandes auxquelles les ressources nécessaires ne manquaient point. C'est assez dans les moeurs de Paris. Pour préparer ses alliances, jadis, et pour placer ses emprunts, le Tsarisme n'avait pas agi autrement. En Belgique, ces collusions n'existèrent point. Je parle de ce que je connais : si étonnant que cela puisse paraître - beaucoup ne me croiront pas, mais c'est ainsi - jamais, durant tous ces mois de neutralité, ni moi ni qui que ce soit à Rex ne fut l'objet de la plus petite intervention,

---

[1] « Chaque jour qui passe sans que la Belgique soit impliquée dans la guerre est un jour gagné pour la cause de la paix. Il y a toujours un élément d'espoir dans l'avenir. Quelque chose peut arriver qui écartera le coup... » *(Léopold III à l'ambassadeur des Etats-Unis Cudahy, janvier 1940.)*

si discrète fût-elle, venant d'un Allemand ou d'un émissaire quelconque des Allemands.

Le Troisième Reich s'est durant l'hiver de la « neutralité » totalement désintéressé de sa propagande en Belgique. Il s'y est laissé insulter, bafouer, sans jamais réagir. Certes, s'il eût tenté quoi que ce fût dans notre direction, il eût été découragé aussitôt. Nous étions neutres et prétendions l'être honnêtement. En politique, l'honnêteté est sans doute une faiblesse. Nous avions cette faiblesse-là. Mais le fait que la propagande du Reich n'ait jamais tenté de nouer le moindre contact avec nous, ne fût-ce que pour nous documenter, m'a toujours laissé rêveur.

Je connaissais personnellement Hitler, comme je connaissais personnellement Mussolini, comme je connaissais personnellement Franco, comme j'avais noué en France de nombreuses relations politiques dans les milieux les plus divers, comme j'avais été l'hôte, aux Communes, de fort aimables députés britanniques du parti de Winston Churchill. Je pouvais arriver au pouvoir. Mon devoir était de préparer pour cette heure-là les relations internationales qui me permettraient de travailler utilement pour mon pays.

Mais la tension européenne et la mauvaise foi de nos adversaires étaient devenues telles dès 1937, que j'avais cru préférable de ne plus entretenir de relations, même très espacées, avec les dirigeants de l'Axe.

Nous possédions, avant cela, en Italie, de nombreux, de vrais, d'ardents amis. Sur le conseil direct de Mussolini (avec qui je n'avais jamais eu de contact avant notre grande victoire de 1936, mais qui, par la suite, s'était pris d'un grand attachement pour moi et m'avait reçu chez lui, à diverses reprises, avec beaucoup d'affection), certains de nos camarades romains avaient financièrement épaulé nos jeunes organisations, matériellement dépourvues de tout. Mais ils avaient toujours fait montre d'un désintéressement absolu, n'ayant, évidemment, sur la Belgique de visées politiques d'aucun ordre. Ils éprouvaient de la sympathie pour nos idées, étaient sensibles au feu de notre idéal, se sentaient solidaires de notre lutte contre le communisme. Ils éprouvaient également, pareils aux Italiens de la Première guerre mondiale, un très vif intérêt pour tout ce qui concernait l'avenir et la sécurité de la Belgique. C'est elle, à travers le Rexisme, qu'ils encourageaient et qu'ils aimaient.

Au lieu de prêcher pour leurs nouveaux associés d'outre-monts, ils s'employaient - paradoxalement - à nous mettre en garde contre nos voisins de l'Est. Mussolini ne me parla jamais du Reich que pour me donner les plus grands conseils de prudence. Au fond, s'il admirait secrètement l'Allemagne - avec une certaine amertume - le Duce fut toujours, comme tout Italien, instinctivement anti-germain. En 1936, il me brossa un portrait-charge de Ribbentrop, qu'il détestait, en des termes beaucoup plus colorés et incisifs que ceux dont se servirent à Nuremberg, dix ans plus tard, les procureurs des Puissances alliées.

Aussi, toute idée d'une influence indirecte de l'Allemagne nationale-socialiste exercée sur la Belgique par la filière Fascisme-Rexisme doit être exclue. C'est exactement le contraire qui se passa. Nul plus que Mussolini ne me déconseilla des contacts avec le Troisième Reich. Ce ne fut pas là, de sa part, un avis isolé ou momentané. La position de Mussolini vis-à-vis de la Belgique resta toujours identique. Ce fut à tel point que le Duce alla, en 1939 et en 1940, jusqu'à dévoiler au profit de notre pays des secrets militaires essentiels que lui avait communiqués son associé de l'Axe, en guerre déjà. Ayant été tenu au courant de divers projets d'invasion des territoires de l'Ouest par la Wehrmacht, Mussolini, à trois reprises, donna l'ordre à Ciano d'en informer l'ambassadeur de Belgique près du Quirinal, puis - pour être bien sûr d'atteindre directement le roi des Belges - de prévenir la princesse Marie-José elle-même, soeur de Léopold III. Ces communications secrètes furent faites le 26 décembre, le 30 décembre 1939 et le 2 janvier 1940.[1] Les remerciements du roi Léopold Ill furent transmis, pa r écrit, à Ciano par la princesse Marie-José, deux semaines plus tard, le 16 janvier 1940, exactement.

Ces révélations du Dure eurent, à l'époque, sur la politique extérieure belge une répercussion considérable. Sur l'ordre personnel du Roi, et à l'insu de ses ministres,

[1] Ciano dit notamment à la soeur de Léopold III : « Que la Belgique soit sur ses gardes, elle *pourrait être attaquée le 15 janvier ou peu après.* » Or, le plan allemand d'attaque à l'Ouest était fixé au 17 janvier !

des initiatives brusquées, ahurissantes, furent prises, en janvier 1940, dans le plus grand secret. Nous reparlerons plus loin de ces incidents mélodramatiques.

L'Allemagne, certes, est en droit, à ce propos, de juger sévèrement Mussolini qui, indiscutablement, ne fut pas correct vis-à-vis de son partenaire de l'Axe. Mais un fait est un fait. Mussolini, jaloux sans doute des triomphes d'Hitler et ne désirant point qu'ils s'accrussent démesurément, au lieu de favoriser le jeu du Troisième Reich, servit directement les intérêts de la Belgique, aux dépens de son associé !

D'ailleurs, je le répète, dès 1937, entendant gronder au loin l'orage des passions internationales, voulant éviter tout ce qui eût pu nuire à l'action intérieure du Rexisme, j'avais mis fin totalement à mes contacts avec nos amis d'Italie. La même réserve fut observée par tous mes collaborateurs. Malgré le plaisir que j'avais à rencontrer Mussolini, foyer prodigieux de vie, d'expérience et de pittoresque, je ne vis plus jamais le Duce. Ni davantage Ciano, cynique, mais drôle, observateur endiablé, croquant avec un humour féroce les bonzes et les cuistres.

Ces relations italiennes étaient intéressantes, utiles à la Belgique. J'ai souvent regretté d'avoir, en les suspendant, cédé au chantage de la canaille. J'eusse dû braver les insulteurs et tenir bon. Finalement, c'est le roi Léopold lui-même qui, secrètement, fut obligé de renouer des contacts avec les chefs du Fascisme. Il expédia, à muse-pot, en 1939, le socialiste (national-socialiste inconscient) Henri de Man chez le comte Ciano, qui le reçut à deux reprises.[1]

Toujours la tendance nettement pro-belge du Fascisme se maintint, qu'elle se soit manifestée à travers moi ou, accessoirement, à travers de Man, ou, en 1939 et en 1940, de manière décisive, à travers l'active princesse Marie-José, agent de liaison direct de Léopold III auprès de Ciano, qui devint, dans le domaine privé, le plus étrange et le plus indiscret des confidents de la soeur du roi des Belges.

Telles furent les relations Hitlérisme-Fascisme-Rexisme.

Mais il n'y avait pas que l'Hitlérisme et le Fascisme.

Toutes les expériences en cours piquaient notre curiosité. C'est ainsi que j'envoyai en mission d'études à Moscou, à l'été de 1936, Xavier de Grünne, chef du groupe sénatorial de Rex. J'avais moi-même, aux débuts de Rex, demandé l'autorisation de me rendre en U. R. S. S. Seul le refus des autorités soviétiques m'avait fait, à l'époque, renoncer à ce projet.

Je fus toujours un grand voyageur. Avant de créer Rex, j'étais allé en Asie, en Afrique, au Canada, aux Antilles, aux États-Unis. A plus forte raison, avais-je étudié de près la plupart des pays d'Europe. Il eût été stupide de ma part d'ignorer l'Allemagne. Jeune étudiant je l'avais parcourue d'un bout à l'autre à bicyclette. J'y retournai, avec un intérêt accru, en 1934, étudier le phénomène national-socialiste, mais mêlé à la foule, sans prendre contact avec les dirigeants du Troisième Reich.

En 1936, lors d'un passage à Berlin - voyage d'excursion en compagnie de ma femme et de deux amis - Ribbentrop vint me rendre visite à l'Hôtel Kaiserhof où nous étions tous descendus. Il m'invita à déjeuner dans sa simple et belle propriété de Dalhem, cachée dans les sapins. Après le repas, nous allâmes, lui et moi, prendre le thé chez Hitler.

Entrevue non préparée, entrevue très vivante, très intéressante, qui m'avait permis d'entendre Hitler énoncer une proposition fort originale pour le règlement de l'épineux litige belgo-allemand d'Eupen-Malmédy. Entrevue dont je rendis compte au Roi par la suite. Entrevue malheureusement sans lendemain car, à la seule annonce que j'avais passé deux jours dans la capitale du Reich (je n'avais pas révélé que j'avais été reçu par Hitler, l'invitation ayant été privée ; on pensa seulement que j'y avais vu Goebbels qui, à ce moment-là, était... à Athènes !), la presse démocratique se déchaîna avec un fanatisme si imbécile, si sauvage, si abrutisseur que je m'en tins là et préférai renoncer, dès lors, à toute nouvelle prise de contact avec le chef du Troisième Reich.

C'était regrettable, car la Belgique, terre d'échanges, eût dû avoir de bonnes relations avec tous ses voisins, et notamment avec le plus puissant d'entre eux. S'il y avait des difficultés, le meilleur moyen de les aplanir était de se connaître, de

[1] De la même manière, Henri de Man avait été envoyé par Léopold III à Berlin, où il avait rencontré Otto Abetz.

s'expliquer d'homme à homme, en toute franchise. Mais quatre ans avant la guerre déjà, les journaux belges et les partis étaient tellement empoisonnés par la haine antiallemande et par les subsides français, qu'il fallait renoncer à savoir quoi que ce fût de ce qui se passait dans le Reich et s'en tenir exclusivement aux ragots, aux déformations et aux mensonges provocateurs des grandes agences juives. Vouloir se rendre compte par soi-même de la vie de l'Allemagne nationale-socialiste c'était, en Belgique comme en France, se suicider politiquement.

Une expérience gigantesque se développait. Le plus important pays de l'Europe - plus peuplé à lui seul que la France, la Suisse, la Belgique, la Hollande, le Danemark et la Norvège réunis - faisait peau neuve. Interdiction absolue de le visiter, de regarder, d'écouter ! Et cela en pleine paix, en 1936 ! Sinon, si on avait l'audace de mettre les pieds dans le Reich pour un week-end, c'était l'assaut général de la presse « démocratique » ! C'était le vacarme et le fleuve de boue ! Elle était belle, la « liberté » !

Je me rendis encore, tout juste, en Tchécoslovaquie et en Autriche, au printemps de 1938. J'eus grand soin de ne plus passer par Berlin, traversai en trombe, en vingt-quatre heures, l'Allemagne du Sud et revins en avion ! Exactement comme si j'avais fait un mauvais coup !

Voilà à quel degré d'intolérance on était arrivé en Europe, des mois, des années, avant « Munich » !

Je fus bien obligé d'interdire à mes amis également de voyager dans le Reich, tant étaient inouïs le fanatisme et le chantage de nos adversaires. Avec une volonté de mentir que plus rien n'arrêtait, des directeurs de journaux à grand tirage, tels que la socialiste *Wallonie* de Liège, allèrent jusqu'à publier, comme document massue, des photos qu'ils avaient truquées à leur rédaction même. Ils avaient substitué au corps d'Hitler passant, bras levé, parmi les drapeaux nazis de Nuremberg, celui du chef de notre groupe de députés, Pierre Daye, extrait d'une photo où il faisait le salut rexiste à la sortie du Parlement, à Bruxelles ! L'escroquerie était flagrante. Nous publiâmes côte à côte la photo de Bruxelles et celle de Nuremberg. L'Association de la Presse - présidée par un franc-maçon, agent français qui devait se rouler aux pieds des Allemands vainqueurs en 1940 et mettre aussitôt sa plume à leur service - ne daigna même pas désavouer ces canailleries, ni adresser un reproche aux falsificateurs

Les plus minimes détails engendraient des campagnes forcenées. En 1937 - 1937 ! - on fit un foin énorme dans la presse de gauche parce qu'une auto allemande avait stationné un soir devant l'immeuble de l'avenue Molière où ma femme, mes enfants, et moi habitions alors. Cette auto, c'était la preuve du complot, des menées d'Hitler en Belgique et de ma trahison ! Qu'y avait-il dans cette histoire d'auto ? Rien ! Pas un Allemand ne m'avait rendu visite. Il y avait dix ou douze appartements dans l'immeuble. Sans doute, un soir, un autre locataire avait-il reçu la visite d'un quelconque citoyen du Reich ? Quel locataire ? A quel étage ? Je n'en sus jamais rien. Les journaux n'en savaient pas plus que moi.

Même eussé-je reçu un soir des Allemands, quel crime y aurait-il eu à cela ?

Je pratiquais en Belgique exactement la même discrétion qu'à l'étranger. Je n'entretenais pas la moindre relation avec l'ambassade d'Allemagne, alors que je rencontrais chez Pierre Daye des personnalités de l'ambassade de France et que je déjeunais chez de gros bonnets de l'ambassade de Sa Majesté britannique. Ni à Bruxelles, ni nulle part ailleurs, je n'avais de contact direct ou indirect, de quelque genre que ce fût, avec un Allemand ou un homme de confiance des Allemands.

Lors des grandes offensives de Rex en 1936, le correspondant bruxellois d'une agence allemande de presse était venu chez moi aux nouvelles, de même que ses collègues étrangers. Si je me souviens bien, il s'appelait Bayer, comme la firme pharmaceutique. C'est l'unique Allemand de Belgique à qui j'ai dit quatre mots durant ces années-là.

Il était lamentable d'être ainsi totalement coupés de tout contact avec le voisin le plus important de la Belgique au moment où l'étude de son activité eût permis de faire tant de constatations instructives ! Je pouvais envoyer Xavier de Grünne étudier à Moscou les rouages de l'U.R.S.S. C'était bien ! Je pouvais moi-même séjourner à Londres afin de voir fonctionner la démocratie britannique. C'était bien !

Mais se pencher, un instant, en simple observateur, sur l'énorme chaudière allemande en ébullition, c'était se condamner automatiquement à des mois de véritable terrorisme journalistique, à voir son portrait affiché sur tous les murs du pays, coiffé d'un casque à pointe, à entendre des centaines d'aliborons en délire et de viragos hurler frénétiquement : A Berlin ! à Berlin ! à chacun de vos meetings !

Hitler lui-même avait fait une croix sur la possibilité d'améliorer les relations de son pays avec la Belgique et avec la Hollande (fanatique elle aussi, quoique avec moins de véhémence). Dès novembre 1939, comme nous le verrons, il avait été informé par les services d'espionnage allemands en France des conventions verbales qui venaient d'être conclues, dans le plus grand secret, entre l'État-major de Léopold III et le généralissime allié Gamelin.

Les services de propagande allemands n'essayèrent en aucune manière de redresser la situation. A croire que tout effort pour éclairer les milieux dirigeants belges leur était apparu comme voué à l'avance à l'échec. Dès le début de la guerre, l'Allemagne eût dû, normalement, envoyer à la rédaction des quotidiens belges, de la documentation, des informations, des reportages, des cartes, des photos. Français, Anglais nous inondaient de pareilles paperasses. Or pas une fois nous ne reçûmes le plus mince imprimé du Reich. Rien. C'était même absolument extraordinaire. Souvent j'en fis la remarque à mes rédacteurs. Non seulement, aucun Allemand, ou aucun délégué de la propagande allemande, ne chercha, durant toute la durée de la neutralité, à entrer en contact avec nous pour nous expliquer le point de vue de son pays ou nous parler de son effort de guerre, mais jamais un seul feuillet de documentation, tendancieuse ou non, ne nous fut envoyé. L'abstention allemande était totale.

Il dut en être ainsi dans tous les milieux belges. J'ai posé beaucoup de questions, à ce sujet, après l'invasion de 1940, alors que les langues s'étaient déliées. Je n'ai eu connaissance que d'une seule exception, d'ailleurs absurde, parce que sans intérêt réel pour le Reich : un Belge, aux caractéristiques physiques et morales nettement israélites, qui dirigeait un petit hebdomadaire, reçut de l'ambassade du Reich à Bruxelles une somme de trois cent mille francs ou de quatre cent mille francs pendant l'hiver 1939-1940. Je ne me souviens plus exactement du chiffre, mais c'est un de ces deux chiffres. Cette gratification fut remise au mercenaire en question par un jeune attaché de l'ambassade d'Allemagne, le Dr Max Liebe. Elle fut pieusement comptabilisée à l'administration de l'hebdomadaire sous une rubrique assez imprévue : « Don de la Finlande. » Cette brave Finlande !

Détail amusant : le bénéficiaire de ce subside nazi avait été libelliste du premier ministre Van Zeeland au cours de sa campagne contre Rex en 1936-1937. Il était, de longue date, à tu et à toi avec Spaak qui, lorsqu'il avait été nommé - c'était ses débuts - ministre des Communications, lui avait assuré un traitement de pure complaisance, de mille francs par mois, aux frais de l'État belge, sans que le discret prébendier fût tenu à un travail quelconque. Durant la neutralité, alors qu'il empochait les billets du Dr Max Liebe, ce brochurier venait visiter le ministre des Affaires étrangères à n'importe quelle heure, le relançant même dans sa salle de bains d'où le bon gros Spaak surgissait ruisselant, cramoisi, le poil en cor de chasse, drapé comme une matrone romaine dans un peignoir bigarré, ou boudiné dans un amusant pet-en-l'air.

Le 10 mai 1940, le premier jour de la guerre de l'Ouest, on arrêta ignominieusement, comme « vendus », des milliers de Belges innocents. Mais celui-là, le seul Belge de langue française qui avait touché de l'argent de l'Allemagne, ne fut, évidemment, inquiété par personne ! Il assista paisiblement à la capitulation du 28 mai 1940. Son ami le Dr Liebe lui fournit, aussitôt après, un fromage de toute première grandeur. Et du journal où on l'avait installé, il s'empressa de larder de flèches empoisonnées l'arrière-train majestueux de M. Spaak, son ex-protecteur.

Je suis à peu près sûr que cet exemple est unique. Les Alliés se sont emparés en 1945 de tous les documents officiels du Reich. Et j'imagine que leur découverte a dû décevoir cruellement les flaireurs de scandales et les gobeurs, car il est établi, de la façon la plus nette, qu'il n'y a pas eu de cinquième colonne en Belgique.

Au tribunal de Nuremberg on a reconstitué, méticuleusement, pays par pays, le plan de la propagande du Reich avant 1940 et le travail préparatoire des divers «

Quisling » en Europe. Qu'a-t-on établi contre Rex ? Contre moi ? Rien. Absolument rien. Sinon le contraire de ce que nos calomniateurs eussent tant désiré prouver. On n'a produit aucun document à la barre, parce que *tous* les documents allemands montraient de façon péremptoire que nos relations avec le Reich avant la guerre étaient inexistantes, que je n'avais été en aucune manière un Quisling, que j'avais tout ignoré des projets d'entrée des troupes allemandes en Belgique, du premier au dernier jour de la neutralité. On a eu beau retourner tous les dossiers, examiner ces archives à la loupe. Ma loyauté patriotique a jailli, éclatante, de ces multiples confrontations avec les faits.

En 1939, déjà, nos adversaires politiques savaient parfaitement à quoi s'en tenir sur les infamies que déversaient sur Rex et sur moi les pipeurs et les fripons de la presse « démocratique ».

Paul-Henri Spaak, mieux à même que n'importe qui, en tant que ministre des Affaires étrangères, de connaître les ramifications de la propagande étrangère en Belgique, ne douta jamais un instant de ma sincérité. Il connaissait mon indépendance, mon patriotisme, mon souci d'épargner la guerre à mon pays. En pleine séance de la Chambre des députés, il ne craignait point de venir, ostensiblement, s'asseoir à côté de moi, car il approuvait ouvertement, chaleureusement, ma politique étrangère, d'ailleurs absolument conforme à celle qu'il professait lui-même à cette époque-là.

Je désirais aller en France passer les fêtes de Noël, au sein de ma belle-famille française. C'est Spaak personnellement qui, avec son habituelle accortise, régla avec l'ambassadeur de France la question de mon visa. Franchement, si j'avais été suspect à ses yeux, Spaak aurait-il fait lui-même une telle démarche auprès du représentant du gouvernement français en Belgique ? Et si le gouvernement français avait eu le moindre doute sur l'honnêteté de ma politique de neutralité, m'eût-il accordé l'autorisation, en pleine guerre, de me promener sur son territoire et d'y passer mes vacances d'hiver en compagnie de militaires redescendant du front ?

Je retrouvai à Paris, venant directement de la ligne Maginot, mon beau-frère, jeune candidat officier, et mon beau-père, capitaine de réserve qui, malgré ses cinquante-sept ans, avait lâché ses usines et était reparti gaillardement, comme volontaire, au front d'Alsace ; il allait mourir pour la France quelques mois plus tard.

Je passai une semaine avec eux, blaguant, flânant. Mon beau père et moi étions des amis intimes. J'admirais son patriotisme bruyant et incandescent. Son devoir à lui, Français, une fois la guerre engagée, était de se battre. Mon devoir à moi, Belge, tant que la guerre épargnait la Belgique, était d'éviter à mon pays cette catastrophe tout en lançant à l'Europe les derniers appels pacifiques qui pourraient encore, peut-être, la sauver des abîmes de feu et de sang vers lesquels elle se précipitait.

On n'a pas entendu mes appels. Ni les appels de personne. La guerre mondiale numéro 2, voulue, cherchée par des milliers de melons et de fous furieux, a eu lieu tout de même. Les résultats sont là : ruines effroyables, amertume partout, le continent européen complètement disloqué, mûr pour les pires convulsions sociales et politiques !

Je ne devinais que trop, dès 1939, qu'il en serait ainsi. Il ne fallait pas être un aigle, ni voler bien haut pour imaginer à l'avance l'ampleur possible du désastre. Mais essayer d'empêcher ce désastre était un crime ! Un crime que nous allions, mes fidèles et moi, payer pendant des années ! Un crime que nous allions payer cher, dans des bains de larmes et de sang !

III

LES LOGES AU TRAVAIL

Pierlot, glaçon hypocrite. - Spaak, le cynique souriant. - Paul-Émile Janson et les Jansonides. - Les quatorze catégories de militaires suspects. - Nouvelle visite au Roi. - Ses promesses. - Fourberie tenace de Janson. - Bovesse, gouverneur de Namur et agent du Deuxième bureau français. - La franc maçonnerie au Palais du Roi.

Au mois de septembre 1939, la peur de la guerre était parvenue à atténuer pendant quelques jours les haines partisanes dans les pays neutres de l'Europe. Mais il ne fallut pas plus de deux ou trois semaines pour que chacun eût réinstallé dans la « drôle de guerre » les préjugés et les fureurs de jadis. En Belgique comme ailleurs, les insultes, les accusations calomnieuses volèrent à nouveau comme des milliers de dards.

Le gouvernement belge, durant ces mois où se jouaient la paix de notre pays et l'avenir de l'Europe, eût dû, lui au moins, constituer un îlot de patriotisme, de loyauté, d'objectivité. Mais comment cela eût-il été possible dans un régime démocratique où le pouvoir ne dépend que des partis, est leur esclave, doit partager et épouser leurs passions sous peine de périr ? Les gouvernements de partis vivent, ne peuvent vivre, que dans le tumulte, la mauvaise foi, la haine, comme les brochets vivent dans l'eau, les chauves-souris dans l'ombre, les crapauds dans la fadeur des marais.

Le premier ministre belge de 1939 s'appelait, si on s'en souvient, Pierlot. Terne, chagrin, c'était un dyspeptique aux pommettes osseuses, à l'oeil vitreux d'anachorète cafard. Il n'avait jamais ri, pas même en se regardant dans son armoire à glace. Ce rabat-joie cabochard n'était aimé que des caricaturistes. Il parlait du ton distant, réfrigérant, du guignard abstème qui vient d'apprendre que sa ferme a brûlé, que sa banque a sauté et que sa belle-mère est tombée de vingt mètres de hauteur sans se faire de mal. Les députés s'approchaient de lui comme d'un cercueil, l'air consterné, cherchant instinctivement de la main le rameau de buis et l'eau bénite.

Au début, on avait tendance à s'apitoyer devant le regard décomposé de cet ordonnateur de pompes funèbres. Mais l'homme n'était pas desséché par un caprice du sort. Il avait le coeur figé comme le visage, était capable - on le vit par la suite - de commettre, par ambition ou par aversion, les pires cruautés. Officiellement bien-pensant, frère d'un chanoine rebondi et apoplectique, ce cagot acéteux allait, durant la guerre. commander et payer, de Londres, les assassinats les plus ignobles et les plus vils qu'ait enregistrés l'histoire de la Belgique, assassinats de centaines de parents, de femmes, d'enfants de ses adversaires idéologiques et notamment des volontaires belges du front de l'Est. Il devait se glorifier de ces crimes abjects dans un discours démagogique à ses électeurs de Bertrix en 1945. Mais il s'écroula peu après dans le mépris général.

Le ministre des Affaires étrangères, Paul-Henri Spaak, était à l'extrême opposé du croque-mort Pierlot : tout rond, bien disant, bien buvant, bien mangeant, il était rosé comme un mètre cube de charcuterie fraîche.

Honnête pour l'argent, il était totalement dénué de scrupules en politique. Le crâne déplumé très tôt, l'échinée dodue, court sur pattes comme un goéland, il était passé avec le sourire des bagarres de rue socialo-communistes aux exercices d'assouplissement ministériels. Il jouait les rôles les plus divers avec une connaissance parfaite de la comédie humaine, ici démagogue, là langue dorée, sensible et charmeur, trop intelligent pour se prendre à son jeu et capable à cause de cela d'opérer les retournements les plus étonnants, les plus imprévus, avec un naturel et un cynisme qui tenaient, en même temps, du prodige et de la farce.

Cultivé, il avait l'éloquence discrètement ampoulée, aux trémolos de bon ton, qui séduit toujours les assemblées populaires. Il avait conscience de sa supériorité d'intellectuel et de bourgeois argenteux sur les croquants de son parti. Il comblait ces coupe-choux de compliments savamment dosés, mais il conservait les distances. Il se permettait même d'étranges libertés avec la démocratie, rejoignant parfois, à la fin des séances de nuit, les travées du Parti socialiste, vêtu d'un smoking impeccable, l'oeillet à la boutonnière, un brin de poudre de riz à l'épaule, le teint fleuri par de distinguées libations.

Spaak a été de tous les ministères : pro-catholiques, anti-catholiques, conservateurs, anti-conservateurs. Il a été républicain, il a été monarchiste. Il a flatté Léopold III. Puis il l'a traîné dans la boue. Puis il s'est traîné à ses pieds. Puis il l'a banni. Mais il le replacerait demain sur le trône, avec la même conviction dans les propos, s'il trouvait à une restauration léopoldienne un quelconque intérêt personnel. Au fond, il a toujours été extrêmement logique. Intelligent, il ne croit à personne ; il ne fait d'exception que pour lui-même, et encore est-ce avec le sourire, uniquement parce qu'il s'agit d'une vieille connaissance à lui et qu'il ne saurait décemment être cruel envers lui-même. Mais il ne se fait pas plus d'illusions sur sa propre personne que sur autrui.

La foi, en politique, est un handicap presque mortel. Celui qui croit à quelque chose est toujours arrêté par sa conscience. Il perd, de prime abord, cinquante possibilités sur cent d'arriver au succès. Spaak, lui, ne croyant à rien, n'est arrêté par rien, et surtout, il ne prend rien au tragique. Pourquoi prendrait-il au tragique des attitudes qui ne sont à ses yeux que des tours de passe-passe ou de vertueuses pantalonnades ? Sérieux quand il pontifie, ne riant pas à l'autel, ambitieux, mais d'une ambition contenue par la bonne éducation capitaliste qu'il a reçue, intelligent, mais d'une intelligence qui prend garde de ne jamais écraser les imbéciles nécessaires, souple, capable des plus extraordinaires pirouettes, mais sauvant toujours les apparences, faisant, à peine retombé à pieds joints sur la piste, des professions de foi tellement éloquentes que ceux qui riaient ou s'indignaient sont pris par le doute ou par l'émotion, prestidigitateur policé, sûr de lui, cynique, mais d'un cynisme tellement nuancé qu'il prend la forme d'une supériorité de l'esprit, Spaak devait réussir. Son échec eût été la condamnation même des procédés les plus classiques de la tactique politicienne.

Il est le spécialiste le plus doué qui soit de la démagogie conservatrice, ayant sur les bourgeois la supériorité du meneur qui dispose des masses, mais dominant de tout son entregent ses collègues marxistes mal dégrossis, accessoiristes passés lourdement, au bout de plusieurs lustres, de leur usine au Parlement ou à la direction d'un ministère de second ordre, autodidactes gênés aux entournures, flanqués, au surplus, de femmes impossibles, épousées trop tôt et dont la présence les paralyse.

Durant l'hiver 1939-1940, Spaak, fidèle au Roi (sans lequel il n'y aurait pas eu de Spaak ministre), avait épousé - provisoirement, car chez lui tout est provisoire ! - l'apparente politique royale de neutralité. Il me comblait au Parlement de gentillesses. Ce garçon volumineux, au corps ramassé de taureau, mais au sourire de bébé Cadum, est aimable sans effort. Nul n'a plus fort que lui réclamé ma tête en 1945 et en 1946. Mais ce n'était point par haine, j'en suis certain. En 1945 et en 1946, l'électeur voulait du sang. Le vent était au cannibalisme. Spaak suivait le vent, essayait même de courir plus vite que lui.

Mais que le vent tourne demain, qu'une nouvelle tornade change la face du monde, il n'y aura pas plus empressé que Spaak pour m'offrir - une nouvelle fois - de faire équipe avec lui.

C'est un Talleyrand du vingtième siècle - dévalué évidemment, comme tout le reste - la bedaine en plus, le pied bot en moins, ayant lâché les pull-overs démagogiques comme l'autre avait envoyé voler les camails, un peu moins caustique, car les gros sont naturellement plus conciliants, mais aussi adroit et ondoyant à Bruxelles et à l'O. N. U. que ne le fut l'ex-évêque d'Autun, pour ou contre Napoléon, avec ou sans les rois, à Londres, à Paris et au Congrès de Vienne. Tous les deux ont triomphé parce qu'ils avaient, en plus de l'intelligence, de l'entregent et de l'ambition, cette indifférence totale à l'égard des principes sans laquelle, en politique, il n'est point de succès ni, surtout, de durée.

L'élément perfide entre tous de ce gouvernement belge de la neutralité, ce ne fut pas Pierlot, venimeux comme un naja mais sacristain sans envergure, ce ne fut pas non plus Spaak, troubadour, équilibriste professionnel, agressif, tortueux ou théâtral dans la chaleur de l'ambition, mais incapable de recourir à froid à la méchanceté et à la vilenie ; le mauvais génie de cette équipe politicienne, celui qui allait ignoblement se servir des circonstances dramatiques de 1939 - 1940 pour tendre, dans le secret, à ses adversaires politiques, un monstrueux traquenard de basse police, était un homme insensible comme du quartz, avec de petits yeux bleus métalliques, rondelet, barbichu, hautain, au crâne brillant et melonné : Paul-Émile Janson.

La tribu des Janson - communément appelée à Bruxelles les Jansonides - appartenait à cette bourgeoisie franc-maçonne si puissante en Belgique, riche en hommes cultivés, employant dédaigneusement et sans frais, pour la basse besogne, toute une clientèle de gagne-petit grincheux, casés d'année en année, dans les administrations publiques.

Les Jansonides régnaient despotiquement parmi l'orgueilleuse mafia libérale où ils s'étaient imposés depuis un demi-siècle, débordant ensuite largement, hommes et femmes, vers le socialisme (Spaak était le neveu de Paul-Émile Janson) quand ce parti fournit un meilleur rendement électoral.

N'abandonnant en route aucun membre du clan, les Jansonides formaient politiquement la caste la plus importante de Bruxelles, à la Chambre des députés, au Sénat, au Gouvernement, dans la magistrature civile et militaire. Ils ne pouvaient pas tout. Mais ils pouvaient beaucoup. On les appelait par leurs prénoms, comme les rois. Spaak, c'était Paul-Henri. Janson c'était Paul-Émile.

Paul-Emile était un vieux manoeuvrier. Cauteleux, il avait, pendant cinquante ans, participé à tous les conclaves maçonniques, préparé les plus ténébreux torpillages politiciens. Revenu, après une longue éclipse, dans le Gouvernement, en 1939, il promenait avec lenteur au Parlement son buste carré comme un pick-up, planté sur les habituelles jambes courtes de la tribu. Il avait, malgré l'âge, gardé le trait mordant, le ton aigu et impératif. Le cou boudiné, le crâne rose et ovoïdal, il interrompait les orateurs en dix mots secs.

Il était courtois avec moi, toujours. Mais les êtres humains ne me trompent pas. Dès le premier regard, je devine les hommes comme si un jaillissement de mon être plongeait un thermomètre secret dans l'âme des autres. Jamais ce diagnostic ne m'a égaré. Ces fluides-là sont bien plus sûrs que toutes les analyses de l'esprit. Chaque fois que, cédant aux prières d'amis arrangeants, je n'ai pas tenu compte de ce premier jugement instinctif, je l'ai regretté, parfois de façon amère. Dans ce Janson ripoliné, aux lèvres aiguës, aux petits yeux d'acier, j'étais certain d'avoir sondé des abîmes de haine.

Jamais, toutefois, je n'eusse imaginé que cet homme qui, comme toute sa race, faisait du patriotisme une profession, allait se servir de ces mois d'avant-guerre pour monter contre ses adversaires politiques la manoeuvre la plus vile et - hélas ! - la plus sanglante à laquelle se livra jamais un membre du Gouvernement en Belgique.

Un jour, je vis arriver chez moi, absolument épouvanté, un officier supérieur de la Gendarmerie. Il sortit de sa poche un ordre secret de son chef. Celui-ci, à la requête de Janson, enjoignait à tous ses subordonnés de dresser la liste de quatorze catégories de militaires suspects, à incarcérer en cas de guerre !

Ces quatorze catégories représentaient exactement toutes les nuances de l'opinion publique qui n'appartenaient pas aux trois partis gouvernementaux. Ainsi, au moment où sept cent mille Belges étaient sous les drapeaux, où nous-mêmes accordions, par patriotisme, le vote de confiance de notre groupe parlementaire au Gouvernement, alors que ce dernier ne possédait pas la plus petite preuve d'une propagande antinationale quelconque au sein de l'armée ou même hors de l'armée, au moment où il n'eût fallu faire du pays qu'un seul bloc et qu'une seule âme, un ministre sectaire avait commis l'infamie d'ordonner qu'on dressât secrètement ces fichiers abominables, vouant à l'avance au déshonneur, si la guerre éclatait, des dizaines de milliers de soldats fidèles et honnêtes qui avaient pu, avant la tornade, ne pas partager entièrement, en politique intérieure, telle ou telle idée des francs-maçons, des marxistes ou des banquiers internationaux, mais qui, dans leurs

régiments, ne pensaient tous qu'à leur devoir, à la défense de leurs foyers et de leur patrie !

Cette manoeuvre satanique, cet abîme d'ignominie me laissèrent d'abord inerte. Comment ! Dans l'ombre d'un ministère, on avait monté un traquenard aussi monstrueux pour happer l'ancienne opposition (car depuis notre vote pro-gouvernemental de septembre 1939, nous n'étions même plus dans l'opposition), on s'était servi de ces circonstances exceptionnelles pour préparer la rafle qui marquerait au fer rouge les anciens opposants électoraux des trois partis traditionnels ! Je ne pouvais arriver à croire cela. Cela me paraissait trop horrible. Pourtant le texte était là, dans mes mains, l'ordre officiel, suivi de la signature officielle !

On imagine quel coup de théâtre se fût produit si j'avais donné connaissance au pays de ce document secret, l'indignation qui eût soulevé l'armée si elle avait appris qu'à une heure pareille, ressuscitant les plus abominables traditions de la franc-maçonnerie du début du siècle, on avait ordonné d'établir, en quatorze catégories, les fiches d'innombrables «suspects», officiers et soldats, non seulement les philo-communistes ou les trotskistes (d'ailleurs sages à ce moment-là), mais aussi les rexistes, les nationalistes flamands, les Dinasos de Joris van Severen, la Légion nationale, l'Action nationale, etc...

Janson était un homme intelligent. Il n'avait pu ignorer qu'une mesure si fanatique risquait, si elle était connue, de flanquer par terre, complètement, le moral de l'armée. Mais la passion politicienne avait été la plus forte, et le maçon Janson avait demandé qu'on dressât parmi les troupes, à la veille peut-être d'une attaque à la frontière, le fichier des milliers d'adversaires politiques à incarcérer et à avilir dès que l'occasion de la guerre le permettrait.

J'hésitai pendant quelques heures sur la décision à prendre. J'eusse dû monter incontinent à la tribune du Parlement, interpeller le Gouvernement, donner lecture de ce document, démasquer devant tout le pays le répugnant manoeuvrier qui sabotait, par calcul électoral, l'unanimité de la Patrie. J'avais à la portée de mes coups ce vieux traître, oui, traître, car c'était la pire des trahisons que de couper ainsi l'armée en deux, que d'essayer de souiller l'honneur de milliers d'officiers et de soldats, sans autre justification que la volonté d'éliminer, par ce coup de force, une ancienne opposition politique.

Janson eût été écrasé sous ces révélations. La colère eût soulevé les éléments sains du pays. Mais où eût conduit ce scandale ? Le moral de la nation en fût sorti redoutablement atteint. Quel courage eût encore eu l'armée, quelle confiance aurait-elle conservée dans l'État si elle avait appris que des politiciens sans vergogne pouvaient, sans l'ombre d'une justification, préparer dans le dos des troupes, par ambition et par haine, de si répugnantes conjurations ?

En conscience, je ne pouvais pas répondre à la manoeuvre criminelle de Janson par un éclat qui eût affaibli ma patrie. Je préférai dominer mon indignation, avaler ma langue et régler l'incident d'homme à homme avec le Roi. Je lui écrivis que j'avais une communication très importante à lui faire.

Lorsque j'eus mis Léopold III au courant de cette manceuvre indigne tendant à diviser l'armée en deux clans - «les bons», ceux qui étaient amorphes ou soutenaient les vieux politiciens professionnels ; «les mauvais», ceux qui avaient rêvé, avant la neutralité, de réformer légalement les institutions de leur pays - le Souverain ne voulut pas croire qu'un tel ordre, si lâche, si tortueux, avait pu être donné officiellement, surtout à un tel moment. Il ne me restait plus, pour convaincre le Roi, qu'à sortir de ma poche l'ordre même, le document authentique, signé. Et j'ajoutai :

- Sire, je ne vais pas laisser ainsi poignarder l'unité du pays ni permettre qu'on déshonore nos camarades sous les drapeaux. J'ai ici le moyen de décocher aux partis gouvernementaux un coup terrible. Je suis prêt à renoncer à cette victoire facile. Mais à une condition : c'est que cet ordre infâme sera retiré sans retard.

- Faites-moi confiance, me répondit le Roi. Moi aussi je trouve cette mesure indigne. Elle sera annulée. Je vous en donne ma parole.

L'ordre fut retiré en effet. C'est à cette intervention du Roi, déclenchée à la suite de ma démarche, que l'armée belge doit de ne pas avoir reçu dans le dos le coup de couteau de Janson, le 10 mai 1940.

Imagine-t-on ce qui se fût passé si cette razzia gigantesque avait eu lieu ? Et quelle excuse à ce plan monstrueux ?

Vit-on des traîtres, le 10 mai, dans l'armée belge ?

La conduite de nos soldats, partout, fut exemplaire, rexistes et anti-rexistes tombant, fraternellement confondus, pour défendre le sol de leur pays. Combien de ces soldats glorieux n'eussent-ils pas été arrêtés, le 10 mai 1940, et couverts d'infamie, si le Roi n'avait pas stoppé à temps le complot des Janson et de leur clique ?

Janson avait fait semblant de se soumettre à la volonté royale. En fait, ni lui ni les Loges n'avaient renoncé à leur plan. Ils allaient nous renvoyer l'éteuf et se venger de leur échec avec une hargne diabolique. Ayant bien dû, malgré lui, renoncer à se servir de ces quatorze listes de militaires « suspects », Janson fit donner d'autres ordres secrets pour que les mêmes préparatifs de dynamitage électoral se fissent, mais aux dépens des civils cette fois-ci.

Je fus stupide en croyant au patriotisme d'un Janson et en pensant qu'un désir royal pouvait passer chez lui avant un ordre des Loges. Je n'envisageai pas une seconde la possibilité d'un second guet-apens. Plus méfiant, j'aurais exigé le renvoi de Janson. Mais j'étais si sincèrement désireux de ne troubler en rien le pays que je me gardai de demander au Souverain cette défenestration qui eût entraîné une crise gouvernementale indésirable à un moment pareil. Ma naïveté allait, trois mois plus tard, coûter la vie à vingt et un martyrs et la liberté à des milliers de nos camarades.

Je n'vais pas seulement soumis à Léopold III le cas des fiches imaginées par les argousins de la bande Janson. J'avais aussi informé le Roi des menées auxquelles se livraient, pour le compte d'une puissance étrangère, dans les provinces de Namur et du Hainaut, des fonctionnaires très importants du ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

Le gouverneur de la Province de Namur, à cette époque-là, était un certain Bovesse, obèse vulgaire, pattu, toujours tonitruant. Il avait une tête de baudroie, des yeux énormes et ronds au ras des sourcils, le poil luisant tombant sur les épaules, toujours coiffé d'un grand feutre noir de cow-boy en deuil. Il barytonisait volontiers dans les estaminets afin d'y flatter les buses et les jobards de sa clientèle politique. Il avait même, jouant au barde local, commis quelques macaronées.

Vieux copain de Janson, frère trois points comme lui, le dit Bovesse, gouverneur de province d'un pays neutre, était, en même temps, le principal agent français dans le sud de la Belgique. A la fin de 1939, il venait de fournir au Deuxième bureau de Paris une liste comprenant les noms de plusieurs centaines de guides belges (deux par localité de sa province) sur lesquels le Commandement militaire français pourrait compter s'il décidait d'entreprendre l'invasion de notre pays.

Un commerçant namurois, membre des Services de renseignements français durant la guerre 1914-1918, avait accepté, en septembre 1939, d'entrer dans cette équipe Bovesse. Il en avait connu les ramifications, à Namur, à Charleroi et à Andenne. Épouvanté de ce qu'il avait vu, il était venu, bourrelé de remords, me demander de prévenir le Gouvernement. Je préférai prévenir personnellement le Roi.

Mais le Roi était souvent faible. (Et d'ailleurs - je ne l'apprendrais que plus tard - il s'était lui-même laissé prendre, avec beaucoup d'imprudence, depuis la fin d'octobre 1939, dans les rets du général Gamelin et de l'État-major français.) Il avait fait casser les ordres visant les quatorze catégories de militaires « suspects ». Il ne se risqua pas à aller plus loin.

Car c'était l'énorme machine maçonnique qu'il lui eût fallu affronter : Janson était franc-maçon ; le général Denis, ministre de la Défense nationale, vieux gaga bégayeur, était franc-maçon ; Bovesse était franc-maçon. La guerre était non seulement la guerre des Juifs et des marxistes, c'était aussi la guerre des Loges.

Les inspirateurs maçonniques de Janson, de Denis, de Bovesse étaient de l'autre côté de notre frontière du Sud ; ils voulaient la guerre qui rétablirait leur domination en Europe centrale, tout spécialement en Tchécoslovaquie, l'ancienne vice-royauté des tout-puissants seigneurs trois points à la Bénès.

Le Palais même de nos monarques était truffé de hauts gradés de la franc-maçonnerie. Léopold Ier avait été un important dignitaire des Loges. Le Palais

royal, depuis ce temps-là, était puissamment «occupé». Léopold III, malgré ses convictions religieuses, avait dû, bon gré mal gré, nommer un franc-maçon comme chef de son Cabinet.

Les efforts du Roi s'arrêtèrent donc à la révocation de l'édit Janson contre les militaires suspects.

Les saboteurs et les espions maçons restèrent tabous.

Ils allaient promptement atteindre leur but.

IV

LA NEUTRALITÉ VAINCUE

Notre pauvreté, notre indépendance. - Les « conventions » Gamelin - Léopold III. - Hitler au courant de tout. - L'avion allemand du 10 janvier 1940. - Appel de Léopold III aux Alliés. - La frontière belge ouverte. - Refus des Anglais de garantir clairement l'intégrité de la Belgique et du Congo. - Marche arrière du Roi. - Les Alliés décidés, en mars et en avril 1940, à pénétrer en Belgique. - Les ultimatums anglais et français prêts dans les deux ambassades de Bruxelles.- Mon incarcération le 10 mai 1940.

J'avais délibérément renoncé à me servir en public des terribles arguments dont j'eusse disposé en révélant les ordres donnés par le ministre Janson concernant les quatorze fichiers de «suspects» à choisir dans les rangs de l'armée belge.

Je m'étais tu parce que, dès le premier septembre 1939, j'avais abandonné la lutte sur le plan de la politique intérieure.

En toute honnêteté, les Janson et consorts eussent dû m'être reconnaissants de ma générosité. Ils eussent dû répondre à mon attitude patriotique en travaillant eux-mêmes à réconcilier les diverses familles spirituelles de notre pays. C'est le contraire, exactement, qui se produisit.

L'alerte dans les coulisses des Loges avait été chaude. Mon intervention auprès du Roi avait montré que je savais mettre les points sur les i, barrer la route aux bellicistes, et contrecarrer leurs plans les plus secrets. Il fallait donc redoubler de violence à mon égard et s'attaquer avec une force accrue à ce bastion de la neutralité que constituait mon journal.

Ce fut un assaut épouvantable.

Les derniers mois de notre lutte pour la paix furent indicibles. On nous traîna dans la fange du matin au soir en tant qu'« agent de l'étranger », nous les seuls, en fait, qui faisions passer l'intérêt du pays avant tout autre.

Puis on essaya de nous anéantir matériellement.

Nous vivions dans la pauvreté la plus extrême. Mois après mois, j'avais liquidé, pour la défense de notre cause, mes dernières ressources personnelles. Notre quotidien, *Le Pays réel*, ne se soutenait, comme tous les journaux, que grâce à ses annonces. On se précipita sur nos annonciers. A peine un industriel, un commerçant, avait-il confié un ordre de publicité à notre feuille, il recevait vingt, trente, cinquante lettres d'insultes et de menaces. Ce service de terrorisme était remarquablement organisé. Il agissait avec une précision mathématique et avec une violence telle que nos clients accouraient, épouvantés, demandant l'annulation de leurs contrats.

Les familles qui faisaient paraître un faire-part de décès dans nos colonnes n'étaient pas épargnées. C'est, jusqu'aux pieds d'un cercueil que tombait une avalanche de lettres anonymes. Il arriva même - on hésite à écrire de telles choses - que certaines familles reçurent des colis remplis d'excréments.

Nos recettes commerciales dégringolèrent en quelques semaines. Bientôt la publication du journal constitua, chaque soir, un problème. Jusqu'à la fin de 1939, nous avions imprimé, *Le Pays réel* chez un pince-maille pelu, nommé Wellens-Pay (paye d'abord !), type du Juif errant aux yeux pleurards, vêtu d'une houppelande crasseuse, portant toujours dans sa barbe au teint d'urine des croûtons, des déchets d'os et des traînées de sauce luisante. Voyant où nous en étions financièrement, il nous pria d'aller noircir nos papiers ailleurs. Nous émigrâmes chez l'imprimeur le plus modeste de Bruxelles, un infirme énergique nommé Flament qui travaillait dans des conditions incroyables, au prix le plus bas. Il fallait grimper par un petit escalier pour accéder à son atelier, où quelques ouvriers se cognaient à de vieilles machines bancales et gluantes.

Le premier numéro imprimé dans ces conditions, celui du Nouvel-An de 1940, parut avec à peu près vingt-quatre heures de décalage ! La photo du Roi formait un placard informe qui ressemblait autant à une tempête de nuit sur la côte malabare qu'au visage du Souverain ! Nous dûmes trimer ainsi pendant quatre mois, surveillant nous-mêmes la composition et la mise en pages, nous demandant à

chaque fois comment nous paierions le numéro en cours de fabrication. Car il fallait payer tous les jours, avant que le numéro ne sortît.

Après avoir déblayé le travail à la Centrale du Mouvement rexiste, puis assisté à des heures de lutte à main plate et de nigauderie au Parlement, j'accourais au journal, sur le coup de quatre heures. Immédiatement j'écrivais trente grandes pages d'affilée, la valeur de cinq à six colonnes du quotidien. On portait mes feuillets, au fur et à mesure, aux linotypistes. En surveillant le télescripteur et en dictant les titres, j'avalais deux sandwiches à la viande crue, achetés à un franc pièce chez un boucher des environs. Puis je partais à la recherche des quatre ou cinq mille francs nécessaires au paiement du numéro de la nuit.

Quelles soirées ! Je courais, de maison en maison, chez de fidèles rexistes, cent francs ici, deux cents francs là, cinquante francs ailleurs. Il fallait être gentil, s'arrêter, lamper un verre de fine, ou d'Armagnac, ou de Schiedam, ou de triple-sec, voir les enfants dans leur lit, féliciter de sa verdeur le grand-père, écouter les souvenirs de jeunesse de la grand-mère. Quand arrivaient onze heures et que j'étais encore loin de la somme, je pensais avec angoisse au journal qui n'allait pas sortir ! Parfois je courais jusqu'à minuit, minuit et demi. Chaque soir, jusqu'au 10 mai 1940, j'ai dû mener cette vie anéantissante. Enfin j'arrivais à l'imprimerie. Le patron était au coin du petit escalier noir, guettant mon retour. Je sortais de mes poches les billets et la mitraille. Il donnait, alors l'ordre de marcher à fond de train. J'enfilais une salopette, travaillais avec les ouvriers jusqu'à ce que les premiers numéros eussent paru, mâchurés et luisants, au bout de la vieille rotative.

Tel était notre combat pour la neutralité, telle notre pauvreté, telle notre indépendance.

Le plus tragique, dans tout cela, c'est que la politique de neutralité avait, à notre insu, été virtuellement liquidée.

Le roi Léopold n'avait pas eu la vie facile. Objet de pressions de plus en plus fortes, il avait dû louvoyer, concéder. Estimant son pays menacé, il avait dû faire des offres successivement à chacune des parties adverses, d'où une politique qui, à première vue, à lire les documents parus depuis 1940, pourrait être considérée comme une politique de double jeu, alors que, en réalité, elle fut toujours commandée par un principe immuable : essayer d'écarter la Belgique de la guerre ou, si la chose était impossible, en atténuer du moins les conséquences pour notre peuple.

La guerre n'était pas encore déclenchée que le Chef des armées françaises, Gamelin, avait tout fait pour rallier Daladier, son président du Conseil, à l'idée d'une progression de ses troupes, vers le Rhin, à travers la Belgique. Dans une note datée du Ier septembre 1939, le généralissime allié considérait le passage par la Belgique comme « la voie unique » en vue d'une action « offensive » de la France contre l'Allemagne. En comptable précis, Gamelin ajoutait : « Cette position écarterait la guerre des frontières françaises, particulièrement de nos riches provinces du Nord. »

Livrer la bataille hors de France avait toujours été la grande préoccupation du Haut-commandement français, qu'il eût à sa tête Napoléon III, Joffre ou Pétain.[1] Dès avant Munich, dès avant l'Anschluss, le 7 mars 1938, Gamelin, dans son *Mémento sur la conduite générale de la guerre sur terre* (0.990-3-EMA), envisageant carrément une offensive « en territoire belge ou luxembourgeois », avait posé sans détour la question : « Au cas où les Belges ne nous livreraient pas le passage sur leur territoire, pourrions-nous le violer délibérément, alors que dans l'hypothèse envisagée, les Allemands l'auraient respecté ? »

---

[1] La Belgique, par sa position géographique, fait stratégiquement partie de la France. (GAMELIN, *Servir,* tome III, p. 25.)
Le général Debeney, un des membres les plus en vue du Conseil supérieur de la Guerre, à la séance tenue par cet organisme sous la présidence du Président de la République, le 4 juin 1932 (déjà) avait déclaré : « Au cas où les Belges nous seraient hostiles, il nous faudrait entrer sur leur territoire malgré eux... *En toute hypothèse,* c'est en territoire belge qu'il faudrait nous porter pour assurer la défense de la région Nord. »
Deux ans plus tard, envisageant la défense de ces mêmes houillères, le maréchal Pétain ne serait pas moins formel : « Les fortifications qu'on établirait à la frontière ne les protégeraient plus. *Il faut aller en Belgique.* » Compte rendu sténographié de la séance de la Commission de l'armée au Sénat français, 7 mars 1934, p. 65.

Toujours, Gamelin fut le partisan résolu de l'offensive par la Belgique : « Sur le plan stratégique, écrit-il crûment, il était du plus grand intérêt de chercher à souder au dispositif allié les vingt divisions belges *dont l'équivalent ne pouvait être obtenu sur notre propre sol, en raison de notre natalité décroissante.* » *(Servir,* tome III, p. 423.)

L'Angleterre ne désirait pas moins s'assurer, en cas de guerre continentale, le contrôle du littoral des vieux Pays-Bas, situé à une portée de canon du sol anglais. Déjà quatre mois avant la bagarre, alors que les bellicistes démocratiques voyaient enfin luire l'espoir d'une conflagration, le problème d'une extension de la guerre en Belgique avait été mis sur le tapis à Londres.[1]

Ces projets-là et la proposition formelle de Gamelin à Daladier du Ier septembre 1939 furent examinés le mois même de la déclaration de la guerre par la France et le Royaume-Uni.

« Le problème, écrit Gamelin (*Servir,* tome I, p. 83 et p. 84), avait été abordé une première fois dans une conversation entre le président Daladier, lord Hankey, ministre de la Production, et M. Hore Belisha, ministre de la Guerre de Grande-Bretagne, qui eut lieu dans le cabinet du premier, *le 20 septembre,* et où *je fus convoqué. Nous y avions décidé d'entrer en relation secrètement avec le gouvernement belge.* La question avait été en outre évoquée au cours de la séance du Conseil supérieur interallié du *22 septembre* à Howe. »

Aussitôt les démarches furent entamées. Elles aboutirent assez rapidement à un accord secret :

« Au début de novembre, écrit Gamelin (*Servir,* tome I, p. 84), nous étions arrivés à un accord avec l'Etat-major belge. »

Churchill, dans le deuxième volume de ses Mémoires, *L'Orage approche* (p. 88), a confirmé ces négociations secrètes et l'accord qui les clôtura :

« Le général Gamelin, *négociant secrètement avec les Belges,* stipulait en premier lieu que l'armée belge serait maintenue au complet et, en deuxième lieu, que les défenses de la Belgique seraient préparées sur la ligne avancée allant de Namur à Louvain. Au début de novembre, l'accord était réalisé avec les Belges sur tous les points. »

Le gouvernement belge, de son côté, avait fait vivement pression sur le roi Léopold pour qu'il négociât avec les Alliés.

Le Premier ministre belge d'alors, Pierlot, a raconté dans un article du journal bruxellois *Le Soir,* du 9 juillet 1947, comment il avait « persuadé » le Roi d'entrer en contact avec les Franco-Britanniques et de préparer une «collaboration militaire» avec eux :

« Le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Défense nationale, qui avait délégation du Conseil pour traiter avec le Roi des affaires les plus secrètes, demandèrent audience et furent reçus à Laeken, le 8 novembre 1939. Reprenant l'échange de vues qui avait déjà fait l'objet de plusieurs entretiens restés sans résultats, les ministres insistèrent de la manière la plus pressante pour persuader le Roi de la nécessité d'établir une liaison avec 1'Etat-major suprême interallié. Le débat fut long. Le Roi se rendit aux raisons des ministres. Il suggéra que le contact fût établi par notre attaché militaire à Paris. Des instructions furent immédiatement élaborées par le ministre de la Défense nationale, chargeant le général Delvoie de voir le général Gamelin et d'organiser un échange de renseignements ainsi que la préparation d'une collaboration militaire, pour le cas où la Belgique serait amenée à faire appel à la garantie des Alliés. Quelques jours plus tard, nous avions connaissance de l'essentiel des interventions de ceux-ci : occupation, à la droite des divisions belges, d'une partie de la position K.W., temps nécessaire pour cette prise de position, voies de communication que suivraient les armées, etc. *Il fut pourvu à la désignation d'officiers belges de liaison pour prêter leur concours aux Franco-Britanniques dès qu'ils auraient pénétré en territoire belge.* Cette communication fut suivie, par la même voie, de plusieurs autres, jusqu'en mars et avril 1940, époque à laquelle les renseignements dont il s'agit furent

[1] « Au cours d'une conversation tenue à Londres par les États-majors français et britannique, quatre mois avant la guerre, le 5 mai 1939, une intervention *éventuelle* en Belgique avait été *envisagée,* sans qu'aucune décision ait été prise. » (REYNAUD, *La France a sauvé l'Europe, I.. p.* 619.)

encore confirmés ; de telle sorte que, quand les armées alliées entrèrent en Belgique, ce fut suivant des dispositions arrêtées d'avance et d'un commun accord. »

En réalité, Pierlot n'avait fait qu'enfoncer une porte ouverte. Le roi des Belges n'avait qu'une confiance très limitée dans ses ministres. Il eût préféré ne point devoir les mettre au courant de ses tractations secrètes avec Gamelin. Ce dernier également - c'est assez drôle à constater après ce qui se passa le 28 mai 1940 - ne voulait traiter qu'avec Léopold III en personne et cela à l'insu de ses ministres, dont il se défiait, de Spaak en particulier, à qui il ne pardonnait pas d'avoir déclaré à l'ambassadeur de France Bargeton, en mai 1938 : « Nous venons de faire des manoeuvres à la frontière française pour marquer que si vous entrez chez nous pour soutenir les Tchèques, vous rencontrerez l'armée belge ! »

Aussi le Roi, son éminence grise le général Van Overstraeten et le généralissime Gamelin décidèrent-ils d'avoir par-dessus les attachés militaires des deux pays, et sans « passer par la voie du ministère »,[1] un agent de liaison secret à Bruxelles, le lieutenant-colonel français Hautcoeur, émissaire personnel de Gamelin auprès de Léopold III et de son conseiller militaire.

Durant tout l'automne de 1939, les «suggestions » (c'est Gamelin qui met humoristiquement le mot entre guillemets dans ses notes !) se succédèrent soit par l'intermédiaire de Hautcoeur, soit par la voie diplomatique.

Gamelin se montra satisfait de la façon dont les Belges exécutaient ses consignes. Dans son compte rendu de la réunion des commandants en chef français du 25 novembre 1939 on lit : « Le général Gamelin expose que les Belges, *conformément à leurs promesses,* ont commencé à travailler sur la partie de la position envisagée Namur-Meuse. »

« Bien entendu, écrit le général Gamelin (*Servir,* tome 1. p. 87), je tenais au courant de ces *conversations officieuses et secrètes* le président Daladier et les autorités militaires britanniques. Les Belges se refusaient à tout accord signé, *de crainte qu'il ne fût connu des Allemands* et ne servît à ceux-ci de prétexte pour envahir leur pays. Mais je n'ai pas cessé de faire parvenir des notes écrites à leur État-major et au Roi : j'en possède la collection complète. Et *les Belges m'ont toujours fait connaître leur assentiment à mes propositions.* J'estime aujourd'hui, en le révélant, ne trahir aucun secret professionnel. »

Au tome III du même ouvrage (page 147) Gamelin rappelle, une fois de plus, que si les Belges avaient grand soin de «répondre verbalement » c'était par «scrupule juridique», «*de crainte qu'un document ne tombe entre les mains des Allemands*».

Évidemment, le jeu était dangereux ! De telles négociations cadraient assez peu avec une politique de réelle neutralité ! Qu'eussent dit les Alliés si l'inverse s'était produit, si Léopold III avait en secret négocié avec le Haut-commandement de la Wehrmacht, avait pourvu avec lui «à la désignation d'officiers belges de liaison, pour prêter leur concours aux Allemands dès qu'ils auraient pénétré en territoire belge », et avait camouflé à Bruxelles un lieutenant-colonel prussien représentant personnel de von Brauchitsch auprès du Souverain et de son État-major ?

Ces contacts militaires avec les Alliés, si on estimait que la ruse est la première des lois politiques, eussent dû, en tout cas, être entourés d'un secret total.

Par malheur pour Léopold III, le secret ne fut ni total, ni même partiel. L'espionnage allemand en France était étonnamment parfait.[2] De septembre 1939 à mai 1940, Hitler sut en fait l'essentiel - et souvent le détail - de tout ce qui se tramait chez ses adversaires.

La démocratie est le règne des bavards. Le fait de devoir tout traiter en comités nombreux où s'affrontent, à tout bout de champ, militaires et civils, provoque fatalement des indiscrétions. D'ailleurs il n'y avait pas que des indiscrets à la tête des services français, politiques et militaires ; il y eut des informateurs patentés. Jamais, sans eux, Hitler n'eût connu d'une manière si exacte et si prompte ce qui se décidait chez les Alliés, qu'il se soit agi de leur expédition en Norvège ou des tractations avec les Belges (et, accessoirement, avec les Hollandais).

---

[1] Gamelin, *Servir*, tome III, p. 147.

[2] « Les Allemands, raconte Gamelin (*Servir*, tome I, p. 97), étaient malheureusement très bien renseignés sur nous, car nos secrets se trouvaient de bien des côtés perméables à leur espionnage. »

Les faits sont les faits. Dès la fin de septembre de 1939, Hitler fut au courant - il me l'a dit lui-même en 1944 - de la décision du Conseil suprême allié « d'entrer en relation secrètement avec le gouvernement belge ». La conclusion des « conventions » de novembre 1939 («Au début de novembre, nous étions arrivés à un accord avec l'État-major belge... ») fut connue la *semaine même* par les services d'espionnage allemands en France et transmise aussitôt à Berlin. Hitler, Goering, Ribbentrop me l'ont affirmé, chacun de leur côté, en 1944 et en 1945. Le 23 novembre 1939 déjà, au cours d'une réunion à la Chancellerie du Reich, Hitler fit état de ces révélations, devant ses généraux commandants d'armées. La preuve matérielle de cette « fuite » monumentale a été retrouvée après la guerre. Le document 789. P. S. des archives de Nuremberg contient le procès-verbal - indiscuté - des déclarations faites, ce jour-là, à ses généraux par le Führer : «La neutralité belge, en fait, n'existe pas, proclama-t-il. Les Belges ne se sont fortifiés que contre l'Allemagne et j'ai la preuve qu'ils ont un accord secret avec les Franco-Anglais.»

Sans ces indiscrétions désastreuses de l'État-major français et de membres du Conseil des ministres français, la manoeuvre du roi des Belges eût pu engendrer certains résultats utiles, permettre de combiner, notamment, avec des alliés «éventuels», une riposte rapide en cas d'agression venant de l'Est. Léopold III n'avait pas dû vouloir davantage. Il ne cherchait pas à se lier en secret à un des belligérants afin de lui ouvrir, sans rime ni raison, la route de son pays. Il voulait se couvrir, rien d'autre. Mais étant neutre, l'affirmant, le proclamant, il eût dû ou se couvrir des deux côtés - du moins en avoir l'air ! - ou bien ne point se couvrir du tout. Mais dès l'instant où, talonné par l'opinion, tourneboulée elle-même par une presse hystérique, il se décidait à flancher d'un côté, il était essentiel que cette manoeuvre périlleuse restât absolument ignorée des Allemands.

Elle ne le fut pas. Pas même une semaine. Déjà en novembre 1939 Hitler eût pu prendre la Belgique à la gorge en criant qu'elle n'était pas restée neutre en dépit de ses engagements solennels. Hitler préféra momentanément se tenir coi[1] sauf devant ses généraux réunis à la Chancellerie, mais à partir de ce moment, il prépara silencieusement sa riposte. Elle faillit éclater déjà au mois de janvier 1940.

Ce mois-là fut décisif dans l'évolution de Léopold III. A la mi janvier 1940, la Belgique fut à un doigt de l'entrée en guerre contre le Reich. Il s'en fallut d'un « oui » anglais, qui fut - comme toujours - un « oui-non », pour que la guerre déferlât alors sur notre territoire.

Cette aventure relève presque du vaudeville.

Le Roi était alerté depuis la fin de décembre 1939. Non qu'il éprouvât des craintes à propos du secret de ses contacts avec Gamelin. Il fût tombé à la renverse sur les tapis moelleux de ses salons de Laeken s'il avait appris que, le 23 novembre 1939 déjà, Hitler avait mis ses généraux au courant, des « conventions » établies entre le généralissime français et lui quelques jours plus tôt !

Le Roi était en alerte simplement à cause des « avertissements » répétés de Ciano : « Que la Belgique soit sur ses gardes, elle pourrait être attaquée le 15 janvier ou peu après. »

Ciano avait dit juste. Informé des menées des Alliés visant à utiliser le champ de bataille belge, Hitler, après bien des hésitations - il espérait toujours ne pas devoir se battre à l'Ouest - s'était décidé à prendre les devants. Un plan d'attaque à l'Ouest avait été improvisé en quelques semaines. L'offensive allemande devait se déclencher le 17 janvier 1940 exactement.

---

[1] Le Führer eut beau jeu, après la capitulation belge, de rappeler à Léopold III ces menées secrètes. A Berschtesgaden, d'abord, le 19 novembre 1940, il déclara au Souverain : « Le gouvernement belge a également sa part de responsabilité. *Je puis faire publier des documents qui le prouvent clairement.* Le gouvernement belge avait une conception toute spéciale de la neutralité. Jusqu'au 10 mai, il a tout fait pour préparer la guerre contre nous, aux côtés de la France et de l'Angleterre. » (Compte rendu établi par le Roi.)

Et ceci, encore plus violent : « Devant votre peuple et devant l'histoire, le gouvernement belge seul porte l'entière responsabilité d'avoir imposé à la Belgique l'effusion de sang et les sacrifices de cette guerre. - (Lettre d'Hitler à Léopold III le 15 février l943.)

Textes trop durs - le gouvernement belge, et le Roi non plus, n'ont jamais voulu directement la guerre - mais qui correspondent toutefois, pour une part, à des faits, hélas indéniables à cause de la légèreté (pour ne pas dire plus) de certains collaborateurs du généralissime Gamelin et du Premier ministre français Daladier.

Une semaine plus tôt, le 10 janvier, un avion allemand Messerschmidt descendit du ciel en territoire belge, près de Mechelen-sur-Meuse, dans le Limbourg. Atterrissage effarant, car le major transporté par l'appareil portait sur lui une partie du dispositif de l'attaque allemande en Belgique et, notamment, les ordres concernant la conquête de la ville de Gand qui devait être investie, par surprise, au moyen d'une division aéroportée !

C'était à peine croyable, tellement les circonstances de la capture de ce plan furent insolites. Un traquenard n'eût pas été préparé autrement. Mais le Roi, contrairement à ses ministres, crut aux documents saisis, mis en garde qu'il était depuis des semaines par Mussolini et Ciano. Il alerta Gamelin dès que les textes allemands furent en son pouvoir : l'agent de liaison secret du généralissime allié, le colonel Hautcoeur, reçut du général Van Overstraeten, le lendemain de la capture, c'est-à-dire le 11 janvier 1940, un pli urgent pour son chef. Ce pli contenait, in extenso, traduit en français, le tableau des renseignements saisis.

Deux jours plus tard - le 13 - nouvelle alerte ; l'attaché militaire de l'ambassade de Belgique à Berlin, le lieutenant-général Goethals, accourait en trombe à Bruxelles. Selon lui, une agitation extraordinaire secouait les milieux dirigeants du Reich. En fait, l'atterrissage de l'avion allemand à Mechelen, avec les plans de leur offensive, avait épouvanté les chefs de la Wehrmacht. Craignant d'être découverts, devancés, certains conseillers du Führer proposaient de précipiter l'opération. Les symptômes manifestes d'une offensive imminente à l'Ouest étaient observés.

La guerre pouvait éclater d'une heure à l'autre. En pleine nuit, le Roi décida de faire alerter Gamelin. A une heure trente du matin, le général belge Delvoie apporta au P. C. de celui-ci, à Vincennes, le message suivant : « Prévenez de toute urgence le généralissime français que l'attaque est presque certaine aujourd'hui 14 janvier. »

Au milieu de la nuit également, l'attaché militaire britannique est convoqué au Palais : « L'attaque est attendue à l'aube », lui déclare-t-on.

Le Roi était sur des braises. Le 10 janvier, après le fameux atterrissage, il n'avait pas senti ses inquiétudes partagées par ses ministres. Il avait au château un de ses amis anglais les plus intimes, émissaire du gouvernement du Royaume-Uni auprès de lui, l'amiral Keyes. L'amiral le pressait d'agir. Brusquement, Léopold III se décida à se servir de l'amiral Keyes - à l'insu des ministres belges trop sceptiques - pour faire appel préventivement au gouvernement britannique et aux forces militaires alliées. A l'aube du 14, un message Keyes dont la teneur était de la main même du Roi fut lancé.

Mais l'appel était conditionnel. Le Roi voulait, avant toute entrée des troupes anglo-françaises, recevoir des garanties formelles concernant le maintien de l'intégrité du territoire de la Belgique et de son empire colonial après la guerre.

« A 15 h. 50, raconte Gamelin dans *Servir,* le président Daladier me téléphone. Il est avisé par M. Neville Chamberlain que l'amiral Keyes, actuellement à Bruxelles, a vu le Roi. Celui-ci *se déclare prêt à nous appeler.* Il demande cependant de savoir si la France et l'Angleterre s'engageraient à garantir au traité de paix les frontières de la Belgique et du Congo. »

C'était la sagesse même. Et c'était l'honnêteté même. Si la Belgique se lançait dans la bagarre à côté des Alliés, le minimum était tout de même qu'on ne lui écornât pas son bien en cours de route.[1]

Du côté français, il y eut aussitôt accord là-dessus, complètement. « Le général Gamelin - note dans son livre, *P. C. Vincennes*, tome I, page 126, son officier de liaison le colonel Minart - est invité par M. Daladier à faire connaître son sentiment sur la situation. La question est notamment de savoir si les avantages que nous pourrions retirer de l'entrée de nos troupes en territoire belge avant l'arrivée des troupes allemandes justifient l'octroi des garanties sollicitées. La position du Commandant en chef des forces terrestres est nette. Il faut, à son avis, *sauter sur l'occasion*, c'està-dire répondre à l'appel belge. »

Considérant dès lors la négociation comme réglée, et ne voulant pas perdre une minute, le Haut-commandement français mit en branle ses divisions tout le long de la frontière du Nord.

[1] Op. cit., t. III, p. 157 (14 Janvier 1940).

Pour le roi Léopold, l'affaire était tellement claire également que - toujours à l'insu de ses ministres ! - en même temps qu'il faisait transmettre son appel par l'amiral Keyes, il avait fait donner, par son Etat-major général, l'ordre de lever les obstacles à la frontière française et de laisser pénétrer les troupes alliées si elles se présentaient. Pendant trente heures, ces ordres allaient rester valables. Pendant trente heures (jusqu'au 15 janvier à 11 h 30) si Gamelin, si Daladier l'avaient voulu, ils eussent pu pousser leurs divisions en Belgique comme à une promenade.

« Le 13 janvier - a raconté dans *Le Soir* du 9 juillet 1947 l'ex-Premier ministre belge Pierlot - dans la soirée, une conférence est tenue au bureau du Chef d'État-major général, général van den Bergen. On y décide de faire enlever les barricades qui ferment les routes à la frontière sud. La *première nuit (soit donc le 14 à la première heure), l'ordre est lancé en clair, aux postes de la frontière sud, de laisser entrer les troupes alliées si elles se présentent.* Ces décisions sont prises en présence et avec l'accord du général Van Overstraeten qui assiste à cette conférence. *Le gouvernement n'est ni consulté ni informé*. »[1]

Mais les troupes de Gamelin piétinent dans la neige épaisse tout le long de la frontière, attendant encore une confirmation définitive. Toute la journée du 14, puis la nuit du 14 au 15 s'écoulent dans un froid sibérien, sans notification aucune.

La notification ne venait pas, parce que la garantie des Anglais concernant l'intégrité du territoire belge (national et colonial) n'était pas encore parvenue.

De toute évidence, le gouvernement du Royaume-Uni renâclait : il eût préféré entrer en Belgique au moyen de pressions plutôt que de promesses. Le général Ironside, chef de l'État-major impérial britannique, télégraphia froidement au généralissime Gamelin le 14 janvier, à 13 h 01 :

« Il me semble *intolérable* que nous ne puissions pas avoir des conversations précises avec les Belges sur les sujets militaires. *Je suis décidé à appuyer de toutes mes forces une forte pression* que vous exerceriez sur le grand État-major belge afin de réaliser ces conversations. » (J. Minart, *P. C. Vincennes,* tome 1, page 125.)

Or il n'était pas besoin de « réaliser » de conversations : la frontière était ouverte, les barricades étaient enlevées, l'ordre de laisser pénétrer les troupes alliées en Belgique avait été lancé depuis le petit matin. Il s'agissait simplement de répondre clairement qu'on maintiendrait le territoire de la Belgique et du Congo après la bagarre. C'était simple ! Mais pendant vingt-quatre heures l'Angleterre hésita à se prononcer. Finalement, elle remit une réponse sibylline, décevante au plus haut point, et qui allait annuler l'opération prévue :

« Le 15 mai au matin, écrit Gamelin dans *Servir* (tome III, p. 158), nous sommes prévenus par le Quai d'Orsay que *le gouvernement britannique n'a pas accueilli sans réticences les demandes du Roi.* Par scrupules juridiques sans doute, il n'aurait cru devoir donner les garanties demandées que *dans toute la mesure possible.*»

Le colonel Minart, son adjoint, note mélancoliquement, à la date du 15 janvier, dans son *P. C. Vincennes* (tome I, pp. 131-132)

« La réponse anglaise n'a ni la netteté, ni la brièveté de la réponse française. Elle semble refléter des scrupules d'ordre juridique pouvant être interprétés, soit *comme un désir de ne pas trop engager l'avenir,* soit même *comme un doute sur la suite même de la guerre et le succès des armes alliées...* Le Quai d'Orsay sentira la nuance. Quand il aura connaissance du texte britannique, *M. Corbin fera, de son initiative, exprimer au Foreign Office le regret que le libellé même des demandes belges n'ait pas été purement et simplement adopté.* »

Si les demandes belges ne furent pas adoptées, c'est parce que, depuis longtemps, la Grande-Bretagne avait des arrière-pensées au sujet du Congo. On sait maintenant, à la suite des publications d'archives faites par les Alliés, que le 19 novembre 1937, par exemple, le ministre anglais Halifax était venu à l'Obersalzberg pour traiter avec Hiller la question des anciennes colonies du Reich.

A la suite de cette entrevue, l'ambassadeur de Sa Majesté britannique à Berlin, Sir Neville Henderson, fut chargé de remettre - le 3 mars 1938 - au Chancelier du

[1] A 15 h 30 du matin, le 14 janvier, l'ordre d'enlever les obstacles militaires à la frontière française avait déjà été exécuté, ainsi qu'en témoigne le télégramme suivant du G. Q. G. anglais au général Swaine, chef de la mission britannique auprès du général Georges, commandant en chef du front Nord-Est : «L'attaché militaire, en traversant la frontière, a vu, vers Tournai, que les Belges avaient retiré les barrières.»

Reich une proposition écrite de règlement. L'ambassadeur, avant de livrer au Führer ce texte officiel, en avait souligné le « caractère confidentiel ». « Sa teneur, déclara-t-il, ne sera communiquée ni aux Français, *ni à plus forte raison aux Belges*, aux Portugais ou aux Italiens. »

Cette proposition visait tout crûment à obtenir l'abandon par le Reich de ses revendications sur son empire colonial, dont la Grande-Bretagne s'était adjugé la meilleure part, et à compenser cette renonciation par l'attribution à l'Allemagne d'une zone d'influence sur une « partie de l'Afrique », « un territoire à peu près égal au bassin du Congo», disait la note remise par Sir Neville Henderson. « Dans la région de l'Afrique dont il a été question, il serait procédé à un nouveau partage des colonies. Lors de ce nouveau partage, l'Allemagne ne serait pas oubliée et elle aurait sous sa souveraineté un territoire colonial. »

Le compte rendu officiel de cette entrevue établit sans doute possible que l'offre anglaise concernait très exactement le Congo belge et l'Angola. C'est donc aux dépens de la Belgique et du Portugal qu'eût été rétablie l'influence du Reich en Afrique.

Hitler n'avait pas mordu à cet appât.

« Peut-être, avait-il rétorqué, non sans malice, à l'ambassadeur anglais, la Belgique et le Portugal ne seraient-ils nullement d'accord ! » Il avait ajouté : « L'Allemagne ne veut pas que le règlement de la question coloniale se fasse au détriment d'autres pays. » Fort sagement il fit cette contre-proposition toute simple : « Pourquoi, au lieu de créer un nouveau système compliqué, ne veut-on pas régler la question coloniale de la façon la plus naturelle, en rendant à l'Allemagne ses anciennes colonies ? »

L'Angleterre, certes, n'avait pas oublié en 1940 ses offres secrètes de 1938, « une solution qui, de l'avis du gouvernement britannique, présenterait bien des avantages », pudique formule qu'Hitler put lire en tête de la note qui lui était remise par Sir Neville Henderson.

Sans doute, deux ans plus tard, la Grande-Bretagne (dont l'une des qualités les plus remarquables est, avec la patience, la suite dans les idées) envisageait-elle encore l'éventualité, en vue d'une réconciliation avec l'Allemagne, d'un geste, sur le plan colonial, dont les autres nations feraient les frais. Et c'est là, fort probablement, l'explication des surprenantes réticences exprimées par les Britanniques le 14 janvier 1940.

Que devait faire le roi Léopold III devant une telle « réserve » des Anglais ? Se lancer préventivement dans une guerre contre le Reich, alors qu'un de ses deux futurs alliés n'acceptait même pas de promettre que la Belgique conserverait ses anciennes frontières et - c'était là surtout la crainte du Roi - son empire colonial ? La Belgique risquait tout, elle ne cherchait aucun profit : elle était tout de même en droit de demander... de ne pas perdre !

« Le Souverain belge, conclut le colonel Minart (*P. C. Vincennes,* tome II, p. 137) ne trouva pas dans la réponse anglaise les assurances dont il aurait pu faire état pour obtenir l'adhésion de son gouvernement à son propre geste. Le scepticisme britannique a réagi sans conteste sur la volonté royale. »

Léopold III estima, s'il fallait courir de tels risques militaires pour ne pas même recevoir une garantie minimum, qu'autant valait attendre et voir venir. Il restait une chance à courir : que le plan allemand de l'avion fût un piège ou que, dévoilé par accident, il ne se réalisât pas.

Léopold III avait offert sa collaboration. La frontière belge avait été ouverte aux troupes alliées pendant trente heures. Il eût suffit aux Anglais de s'engager nettement, comme les Français l'avaient fait, et la Belgique eût été à leur disposition pour la ruée vers l'Est. Les Anglais se défilant, le Roi, à son tour -c'était normal - se défila. Le 15, à la fin de la matinée, l'ordre de laisser entrer les armées alliées fut annulé ; les troupes de Gamelin n'eurent plus qu'à regagner, transies, leurs positions de départ...

Cette aventure allait avoir des retentissements imprévus, profonds, et de la plus haute gravité.

Elle empoisonna les relations du Roi avec son gouvernement. Après avoir d'abord nié catégoriquement devant ses ministres, alertés par une question de

Daladier à l'ambassadeur de Belgique à Paris,[1] qu'il eût lancé un appel aux Alliés, le Roi avait bien dû, assez embarrassé, reconnaître le fait, par la suite, dans un tête-à-tête avec Spaak.[2]

Quant à l'incident des ordres d'enlever les barricades à la frontière française et de laisser pénétrer les troupes alliées (« le Gouvernement n'est ni consulté ni informé... »), lorsque, quelques jours plus tard, le dit gouvernement Pierlot fut mis au courant de ces faits capitaux par des «informations locales», le Roi, ayant à se tirer d'un pas difficile, fit endosser purement et simplement la responsabilité de ces mesures à celui qui les avait dictées sur son ordre, au chef d'Etat-major, le général van den Bergen. Léopold III proposa, sans plus de façons, que ce dernier fût limogé aussitôt ! Ce qui eut lieu. Avec une dignité cornélienne, le général van den Bergen accepta, le bec clos, d'être ainsi saqué par « raison d'État ».

Le malaise se maintint néanmoins. Il avait des racines profondes. Le 10 mai 1940 allait les mettre à nu, pour toujours.

En dehors de ces répercussions intérieures, il y eut des répercussions extérieures.

Les Allemands, à qui la découverte de leur plan, saisi sur le fameux avion, eût pu causer le plus grand tort, en retirèrent au contraire le plus grand avantage ! Car l'armée française, en sortant en masse de ses tanières pour y rentrer deux jours plus tard, avait révélé tout son dispositif de mise en marche ! Hitler, après avoir annulé l'offensive du 17 janvier, put mettre grandement à profit, en vue du 10 mai, les enseignements acquis de la sorte !

Les Alliés, de leur côté, gardèrent rancune de cet échec - tout à fait injustement - à Léopold III. Les Anglais n'avaient qu'à s'en prendre à eux-mêmes. Le roi des Belges n'avait de devoirs qu'envers le peuple belge : le croyant en danger, il s'était déclaré prêt à faire appel aux Alliés, mais il fut bien obligé d'annuler son offre lorsqu'il eut pris connaissance des «réserves» réfrigérantes faites par les Britanniques.

Indisposé., lui aussi pour ce motif, froissé en outre par le caractère clandestin qu'avaient eu les négociations menées entre le Roi et les Alliés, craignant, après tout ce remue-ménage à la frontière française, un violent choc en retour du côté allemand, le gouvernement Pierlot essaya de se dédouaner à Berlin grâce à une prise de position plus raide au sud : « Le Haut-commandement français, écrit le colonel Minart, fut officiellement avisé que si un de nos soldats pénétrait en Belgique, il serait immédiatement considéré comme un ennemi. »

Telle était la situation à la fin de janvier 1940.

Le roi Léopold se sentait brûlé. Il voyait que la menace de guerre se rapprochait de son pays. Du côté, des Alliés, il s'était compromis dans de périlleuses négociations depuis le début de novembre 1939. Il avait été, le 14 janvier 1940, à un millimètre de l'intervention ; il avait dû faire marche arrière à la dernière minute, n'obtenant comme résultat final qu'une explosion de mauvaise humeur de la part des «appelés» devenus, au bout de trente heures, des «repoussés ».

Les «réserves» des Anglais lui avaient fait perdre la foi. Cette guerre ne pouvait être, il le voyait de plus en plus nettement, pour son peuple et pour son pays, qu'une lamentable affaire.

Toujours revenait à son esprit et à son coeur la grande question : «Comment rester en dehors de cette bagarre maudite ?»

---

[1] « S'étonnant - a raconté le Premier ministre Pierlot, dans *Le Soir* du 9 juillet 1947 - de ne pas recevoir l'accord qu'il attendait, M. Daladier a, dans la journée du 15, interrogé l'ambassadeur de Belgique, M. Le Tellier, et lui a déclaré que les troupes sont en place pour entrer sur notre territoire. *L'ambassadeur n'est au courant de rien.* Il télégraphie à M. Spaak, ministre des Affaires étrangères, *qui s'étonne de cette communication dont il ignore la cause*. Il informe le Premier ministre et le ministre de la Défense nationale. Tous trois sont reçus par le Roi et lui font part de la communication de l'Ambassadeur. Cet entretien n'apporte aucun éclaircissement. »

[2] « Peu après, poursuit Pierlot dans son récit, le Roi reçoit M. Spaak et le met au courant avec quelque ennui de l'initiative qu'il avait prise à Londres. Le ministre des Affaires étrangères fait respectueusement les représentations qui s'imposent. Inquiet des conséquences de sa démarche, il demande au Ministre d'arranger cette affaire. »

Une autre question, complémentaire, s'insinua petit à petit : « Si, malgré tout, la guerre éclate à l'Ouest, comment la rendre la moins sanglante possible pour mon peuple ? »

Question subsidiaire, question qui allait, de mois en mois, submerger chaque jour davantage la question principale et fixer finalement la véritable ligne de conduite du Roi jusqu'à la capitulation du 28 mai 1940.

Les Alliés, il le savait, désiraient porter la guerre en Belgique, pour ne pas l'avoir chez eux ! Alors pourquoi, lui, roi des Belges, ne pourrait-il pas raisonner de la même façon, à propos de la Belgique[1] et désirer que la guerre se fît hors de son sol plutôt que sur son sol ? Si un Gamelin trouvait hautement désirable qu'on se battît dans le Brabant belge ou au Condroz belge afin d'épargner les « riches provinces françaises » du Nord, pourquoi un Léopold III n'eût-il pas pu trouver hautement préférable qu'on se battit en Picardie ou en Champagne plutôt que dans les « riches provinces » belges ?

La dernière planche de salut - relatif - pour la Belgique, en cas de guerre, ne consistait-elle point dans une empoignade des belligérants sur leurs territoires respectifs, le plus possible au sud du territoire belge ?

Léopold III ne voulut pas négliger cette ultime possibilité. Discrètement, certains de ses émissaires firent comprendre à demi-mot, en février et en mars 1940, qu'au lieu de se ruer en masse à travers la Belgique, la Wehrmacht devrait plutôt rechercher la rencontre vers le sud, sans se livrer à d'épuisants mouvements tournants à travers le territoire belge. La Belgique ne voulait pas la guerre pour la guerre. Elle s'en tiendrait à la seule défense de son sol national. Ce qui se passerait au sud de son territoire ne l'intéressait pas.

Ces suggestions - tout égoïstes qu'elles fussent - étaient parfaitement défendables. La politique n'est pas de la philanthropie au bénéfice d'étrangers batailleurs. La Belgique avait d'abord à, penser à elle-même, exactement comme les autres pensaient d'abord à eux-mêmes.

Mais en mars 1940, ces conseils discrets arrivaient trop tard pour impressionner encore Hitler. En effet, son plan de rupture à la Meuse était déjà décidé et fixé. Et, au surplus, Hitler n'était pas près de pardonner à Léopold III et à son Gouvernement leurs liaisons secrètes de l'automne 1939 avec Gamelin et avec son État-major. Le Führer conclut simplement de ces conseils chuchotés que si les Belges, après toutes leurs parlotes avec les Alliés, en étaient arrivés, en mars 1940, à désirer que ceux-ci reçussent le choc de la Wehrmacht le plus loin possible au sud du Luxembourg, c'est qu'ils ne croyaient guère à la réussite militaire des entreprises des Français et des Britanniques.

L'affaire eût pu en rester là. Malheureusement, une fois encore il y eut des indiscrétions. Le Haut-commandement allié et le gouvernement français furent informés de ces conseils spécieux par un rapport du commandant Serre, chef du Deuxième bureau au groupe d'armées Billotte, transmis par le colonel Schoesser, chef du Service des renseignements français. Ce rapport contenait les « confidences » suivantes de « l'entourage de M. Devèze, ancien ministre de la Guerre, et de M. Spaak » :

« Nous vous prions instamment d'avertir vos chefs que le roi Léopold et son chef d'État-major actuel ont l'intention de ne pas opposer une sérieuse résistance aux Allemands, car le Roi veut, à tout, prix, éviter la destruction des villes belges. Après une résistance de peu de durée sur la ligne de fortifications, l'armée belge se retirera sur la ligne Anvers-Bruxelles et laissera l'armée allemande s'écouler vers le sud afin qu'elle traverse la Belgique sans s'y arrêter. De cette façon, la bataille sera tout de suite portée en France. »

Le Roi jouait de déveine ! Comme pour les négociations avec Gamelin, une telle tactique ne valait que si elle restait, camouflée.

Des deux côtés, le Roi avait perdu la partie : du côté allemand on le considérait comme un complice de l'État-major allié, avec qui il s'était abouché secrètement dès novembre 1939, tout en s'affirmant publiquement neutre ; du côté des Alliés on le

[1] « En politique extérieure, il ne faut pas faire de sentiment : seuls comptent la raison et l'intérêt profond. » (Gamelin.)

considérait désormais comme un voisin difficile, très peu maniable, voire même de moins en moins sûr.

Or les événements devenaient tels que, talonnées par leur opinion publique, les deux démocraties occidentales étaient acculées à faire un éclat.

Elles avaient cherché, elles cherchaient, de plus en plus à détourner la guerre vers d'autres territoires (toujours la protection des «riches provinces»).

L'échec avait été complet en Pologne en 1939. L'hiver 1939-1940 n'avait été que stagnation. Dirigeants français et dirigeants anglais en vinrent à la conclusion que seule la guerre portée en Scandinavie, dans les Balkans et, surtout, en Belgique, donnerait une satisfaction morale suffisante à leur publie exaspéré.

Jusqu'alors les Alliés avaient mesuré leurs termes, enrobé leurs propositions lorsqu'ils parlaient d'une entrée « préventive » en Belgique. Une fois la grande «espérance» du 14janvier 1940 dissipée par la cacade que l'on sait, l'État-major français se rallia au système de la provocation pure et simple, destinée à obliger les Allemands à entrer en Belgique, puisque les Belges (fermant leur frontière du sud aux Alliés) ne permettaient pas à ceux-ci de courir à travers leur sol vers les divisions d'Hitler.

J'avoue qu'il m'a fallu longtemps pour croire que l'État-major français avait pu, froidement, imaginer une tactique pareille. On avait tant vitupéré le Reich, en mai 1940, à propos de l'assaut allemand à travers l'innocente Belgique, que je ne pouvais pas imaginer un machiavélisme allant jusqu'à décider officiellement de tout mettre en branle pour acculer l'Allemagne à réaliser cette invasion-là ! Mais les documents français publiés depuis lors se sont chargés de convaincre ceux qui refusaient de croire à une telle duplicité. Dans la *Note sur la conduite de la guerre* du 16 mars 1940, signée de Gamelin lui-même et remise par lui au gouvernement Daladier, le Haut-commandement français réclama, sans détours, une politique de blocus telle qu'elle déclencherait l'invasion allemande en Belgique. Le premier point de la note dit textuellement :

« Il faut resserrer le blocus pour enlever à l'ennemi tout intérêt à ménager la Hollande et la Belgique. Le but est : inciter l'Allemagne à brusquer les choses et à envahir les Pays-Bas et la Belgique. »

Ce texte incroyable est reproduit par Reynaud lui-même au tome II, page 20, de son ouvrage *La France a sauvé l'Europe.* Gamelin n'a jamais contesté l'authenticité de cette « phrase malheureuse ».

La veille, le 15 mars, à la réunion des commandants en chef français, la même politique de provocation avait été exigée. On lit dans le compte rendu de celle-ci (*Servir*, tome III, page 215) :

« Il est possible qu'un blocus renforcé de l'Allemagne et des neutres pousse l'Allemagne à attaquer la Belgique et la Hollande qu'elle n'aura plus à ménager.

« Il semble donc que la première arme dont nous devions user à fond reste le blocus. »

Le Conseil suprême allié, réuni le 28 mars 1940, alla encore plus loin. Envisageant un accord - toujours possible - entre la Hollande et l'Allemagne, il décida qu'un tel arrangement hollando-allemand « donnerait aux Alliés le droit de prendre toutes mesures de représailles qu'ils jugeraient utiles ». La Belgique aurait à participer sur-le-champ à ces « mesures de représailles » contre sa voisine, sinon elle serait envahie par les Alliés sans plus de façons. Le général Gamelin expliqua tout crûment l'opération en ces termes (Note398 C. A. B / DN au ministre de la Défense nationale et de la Guerre) : « Il est bien évident que, si la Belgique accepte de nous laisser passer et décide d'entrer en guerre à nos côtés, nous n'aurons rien à changer aux dispositions prévues pour notre entrée sur son territoire et nous bénéficierons d'un appoint de vingt divisions supplémentaires destinées à tenir une partie importante du front.

« *Si elle refuse, nous pouvons avoir devant nous une Belgique hostile.*

« En tout cas, si elle conserve une altitude passive, le problème de notre poussée en avant sur le front nord se trouve profondément modifié. Il ne s'agira plus d'une sorte de concentration de nos forces derrière la couverture constituée par l'armée belge, couverture que nous étaierions dans toute la mesure du possible. Il *s'agira d'une marche en avant en bataille* avec la nécessité d'être prêts à livrer la bataille à

tout moment, dans des conditions imprévisibles à l'avance et *sans le concours de l'armée belge.* »[1]

Les Alliés avaient également décidé de violer la neutralité de la Norvège et de la Suède, afin de couper « la route du fer » et de détourner la guerre vers le nord. Hitler les ayant pris de vitesse, là aussi, et ayant débarqué quarante-huit heures avant eux, il ne restait plus que la solution du champ de bataille belge. Elle fut réclamée avec encore plus de fermeté, le 9 avril 1940, au Comité de guerre, réuni à l'Élysée sous la présidence de M. Albert Lebrun, président de là République française.

Le Livre blanc allemand N° 6 a publié (document 35) le compte rendu historique de cette séance, retrouvé en juin 1940 dans un train d'archives abandonné par l'État-major français dans la gare de la Charité-sur-Loire. On y lit :

«L'amiral Darlan propose :

1° *Entrer en Belgique.*

2° Procéder au lancement des mines fluviales.

3° Procéder à des attaques locales sur le front nord-est.

« Le président du Conseil demande l'avis du général Gamelin sur ces propositions.

« Le général Gamelin se déclare partisan de l'action en Belgique. Le président du Conseil lui ayant fait observer que l'ennemi a sur nous une double supériorité en aviation et en effectifs, le général Gamelin confirme sa réponse affirmative et le général Georges s'y associe.

« Le ministre de la Défense nationale et de la Guerre donne un avis entièrement favorable à l'opération. »

Reynaud, qui était alors président du Conseil, n'a pas essayé, dans ses Mémoires, de cacher le caractère offensif de l'opération proposée :

« La question de l'entrée des troupes alliées en Belgique, écrit-il (tome Il, p. 44), fut posée au Comité de guerre tenu le 9 avril 1940 à l'Élysée.

« Ce que demandait l'amiral Darlan, c'était que nous prissions *l'initiative d'aller en Belgique* avec, naturellement, la certitude de nous heurter à l'armée allemande. »

L'après-midi même, Reynaud soumit le plan au Conseil suprême allié, réuni à Londres :

« Churchill, écrit Reynaud, demande à nouveau de décider que l'opération en Belgique serait faite d'autorité si la Hollande était envahie. Je ne m'y opposai pas.»

Mais le roi Léopold était têtu. Ce fut lui qui s'opposa.

Gamelin avait, aussitôt après ces décisions, dès la nuit du 10 au 11 avril 1940, fait jouer les premières pressions d'ordre militaire à la frontière belge. Il avait ordonne les mesures d'alerte N° 1 et N° 2. Puis il envoya le colonel Hautcoeur chez le conseiller militaire du roi Léopold, le général Van Overstraeten, afin d'obtenir un « appel » à l'amiable.[2] En même temps, les ambassadeurs d'Angleterre et de France recevaient ordre de faire une démarche immédiate auprès du gouvernement de Léopold III.[3] A Vincennes, l'attaché militaire belge était convoqué à 10 h. 30 pour s'entendre «chapitrer» par Gamelin en personne. Celui-ci crut, de nouveau, l'affaire réglée.[4]

Avant midi, Daladier, ministre de la Guerre, réunit chez lui tous les gros bonnets étoilés, Gamelin, Vuillemin, Georges. « Cette réunion, écrit le colonel Minart, officier de liaison du généralissime, fournit à nouveau au général Gamelin l'occasion de souligner avec une grande force l'intérêt que nous aurions de voir s'engager des opérations en Belgique. (*P. C. Vincennes,* tome I, page 113.)

---

[1] Gamelin, *Servir*, tome III, pp. 349-350.

[2] « Le colonel Hautcoeur me téléphone qu'il a été reçu le matin par le général Van Overstraeten. Celui-ci avait initialement paru comprendre la situation et l'occasion qui s'offrait, puis l'avait gardé à déjeuner. Il était ensuite allé voir le Roi. C'est seulement très tard que Hautcoeur avait été finalement avisé que la réponse était négative. » (Gamelin, *Servir,* tome III, p. 330.)

[3] « Il fut décidé que des représentations pressantes seraient faites au gouvernement, belge pour qu'il *invitât* les armées alliées à pénétrer sur son territoire. » (Churchill, *L'Orage approche,* tome Il, p. 213.)

[4] Gamelin, jusqu'alors, s'était fait des illusions folles sur la docilité de Léopold III. Dans une note, du 5 mars 1940 (No 554 CAB / FI), il écrivait : « L'armée belge se trouve sous l'autorité du Roi qui, pour le moment, n'a accepté que de *se conformer à mes directives personnelles*. »

« En conclusion, *le Général commandant en chef marque sa résolution de pénétrer en Belgique,* en soulignant qu'aucune considération nouvelle ne lui semble de nature à modifier un point de vue déjà arrêté, au demeurant, lors de l'alerte du 15 janvier 1940.

« On comprendrait mal, dit-il, que notre intervention ait le même caractère, *que nous agissions de notre initiative* ou sur appel. » *(P. C. Vincennes,* tome I, p. 143.) »

En termes on ne peut plus cavaliers, Gamelin indiqua même comment il faudrait mettre les Belges au courant : « Sans rien promettre au gouvernement de Bruxelles, on l'avisera d'urgence que « tout le raisonnable sera fait pour lui donner satisfaction ». (*P. C. Vincennes,* tome 1, p. 143.)

Le même jour, à la même heure, à Bruxelles, des meutes bellicistes déferlèrent sur les boulevards, acclamant la France et la Grande-Bretagne. Ces manifestations sentaient trop visiblement le chantage et les fonds secrets. Les mesures d'alerte de Gamelin à la frontière sud étaient inadmissibles. Le Roi répondit par un refus net et le soir même - autre réponse ! - il fit serrer les troupes belges à la frontière française.

On le voit, ceux qui crurent que le 10 mai 1940 avait été le couronnement d'un grand amour s'étaient fait de fameuses illusions. Et encore ne savaient-ils pas tout ! N'obtenant pas que le gouvernement belge les « appelât », toujours dominés par l'idée que l'Allemagne pourrait - d'accord, peut-être, avec celle-ci - occuper la Hollande sans toucher à la Belgique, les Alliés donnèrent un caractère définitif à leur décision, prise au Conseil suprême allié de Londres le 9 avril, d'entrer dans ce cas en Belgique « d'autorité ».

Une résolution inouïe fut adoptée : celle de faire parvenir sur-le-champ aux ambassades du Royaume-Uni et de France à Bruxelles deux ultimatums à remettre au «jour J» à M. Spaak, ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté le roi des Belges ! Cette décision fantastique fut communiquée au Haut-commandement français par le Conseil suprême, le 15 avril 1940 : «C'est alors, écrit, assez scandalisé tout de même, le général Gamelin *(Servir,* tome III, p. 350), c'est alors que je connus la décision qu'avaient prise, le 9 avril, nos deux gouvernements, de préparer un ultimatum à la Belgique, qui serait déposé à nos deux ambassades de Bruxelles et remis le cas échéant.

« Je considérais pour ma part que ce procédé n'était pas heureux. On voit, ajoute le généralissime, que les gouvernements britannique el français étaient bien résolus à pénétrer en Belgique et ils allaient dans cette voie bien plus loin que moi. »

Ainsi donc, la situation de Léopold III et de son pays, à la veille du 10 mai 1940, était désespérée. D'un côté, Hitler, parfaitement au courant des menées des Alliés en Belgique depuis novembre 1939, et de leur volonté sans cesse plus impérieuse d'y forcer la décision, était résolu à prendre de vitesse ses concurrents. De l'autre côté, deux ultimatums en bonne et due forme attendaient, dans les coffres-forts des deux ambassades démocratiques, le moment d'informer Léopold III de la violation du territoire belge par les Poilus et les Tommies, en route vers Middelbourg et Bréda, à la rencontre des armées du Reich !

Ainsi, avec la meilleure volonté du monde, bien avant le 10 mai 1940, le roi Léopold se trouvait déjà enfoncé jusqu'au cou dans la glu, de plus en plus épaisse, où politiquement il allait périr.

A travers ces multiples incidents, nous avions poursuivi, nous, rexistes, une politique d'une simplicité rectiligne. Le Roi, au cours de nos entrevues de l'hiver 1939-1940, ne m'avait rien révélé de ses accointances avec les Alliés et des déboires qu'elles lui avaient valus. D'autre part, rien ne permettait alors de supposer qu'Hitler connaissait, avec une si extraordinaire exactitude les négociations les plus secrètes du gouvernement et de l'État-major français avec Léopold III.

J'avais été mis au courant, incidemment, des ordres donnés le 14 janvier, par l'État-major belge, d'ouvrir la frontière aux Franco-Anglais. J'en avais exprimé sur-le-champ au Roi ma stupéfaction et mon inquiétude. Mais, à moi aussi, la défenestration du général van den Bergen avait laissé croire que le Roi avait châtié, aussitôt que connu, ce manquement flagrant à la neutralité belge, commis à son insu, affirmait-il.

Si bien que ma foi dans la neutralité stricte du Roi en avait été renforcée encore.

Comment eussé-je pu en douter ? Je discutais avec le Roi lui-même des principaux thèmes que je développais dans mon quotidien pour défendre la neutralité belge. Il m'appuyait, me soutenait avec autant de sympathie que de chaleur !

Je ne lui en veux pas de m'avoir laissé m'enfoncer dans une voie sans issue et de m'avoir même poussé à m'y enferrer toujours davantage. La politique n'est pas un métier de rosière. En cette occurrence comme en d'autres, Léopold III avait agi pour le mieux, dans l'intérêt exclusif du pays. S'il avait, dès octobre 1939, mené avec les Alliés des négociations qui constituaient une violation clandestine de sa politique officielle de neutralité, c'est parce qu'il voulait conserver à son pays les avantages de la dite neutralité tout en s'appuyant du côté occidental, où il estimait - peut-être assez naïvement - être moins menacé. S'il avait failli même se ranger au côté des Alliés le 14 janvier 1940 et recourir à la guerre préventive, c'est parce que des avertissements et des documents impressionnants l'avaient incité à croire à une violation imminente de la frontière belge de l'est. S'il avait changé d'attitude deux jours plus tard, c'est parce que l'Angleterre lui avait refusé l'engagement précis auquel il était absolument en droit de prétendre.

Sa politique visa jusqu'à la fin à essayer de gagner du temps et à calmer des voisins trop excités, qui brûlaient tous d'en découdre sur le sol de notre pays, tragiquement placé au carrefour des ambitions et des haines.

Les derniers temps, Léopold III ne manoeuvra plus qu'en espérant un miracle. Tant que la paix belge était en vie, il restait de l'espoir. Il voulait, défendre cet espoir-là sur tous les fronts et notamment sur le front de la neutralité, le plus ingrat, où quasiment plus personne n'acceptait de se battre.

Il me poussa tant qu'il le put à prolonger la lutte sur ce terrain-là, pour cette idée-là. Je ne regrette rien, car cette lutte pour sauver la paix eût pu réussir. En tout cas, elle fut pure, noble, honnête et d'un désintéressement total. Le Roi nous a traités en mission sacrifiée. Ça ne fait pas l'ombre d'un doute. Mais il fallait que quelqu'un se sacrifiât. En dehors de nous, qui l'eût fait ? Nous n'avons pu sauver la paix. Du moins avons-nous tout tenté pour cela. Ce n'est pas notre faute si, de 1940 à 1945, tant de sang a coulé, si des millions de mères ont pleuré, si des millions de tombes ont été ouvertes...

Malgré les encouragements que me prodigua le Roi pendant ces mois dramatiques, l'envie m'avait pris bien souvent de tout envoyer au diable ! Si nous n'avions pas été incendiés par un amour désespéré de notre pays, nous eussions, dès les premières semaines de la neutralité, plié bagage et laissé à la meute belliciste l'intégralité du terrain belge.

Que de fois, quand je rentrais à deux heures et demie ou à trois heures du matin, fourbu, la figure et les mains barbouillées d'encre d'imprimerie, que de fois ma femme, révoltée par les haines forcenées des clans bellicistes, ne m'avait-elle pas supplié d'abandonner ce combat impossible et de laisser les foules se suicider puisqu'elles en avaient un si furieux désir !

Mais nous devions rester maîtres de nos nerfs.

Certes, les chances de maintenir la neutralité belge diminuaient chaque jour. La guerre, en se prolongeant, devait tôt ou tard déferler sur la Belgique, puisque, en dehors des lointains Balkans et de la Scandinavie, notre territoire était le seul champ de bataille où pussent se rencontrer les grands belligérants. Ceux-ci allaient-ils sacrifier ou diminuer leurs chances de victoire - ou de survie - pour les beaux yeux d'une poignée de Belges qui, d'ailleurs, dans leur immense majorité, réclamaient à cor et à cri qu'on les précipitât incontinent dans l'empoignade ?

Si, devinant le désastre suspendu au-dessus de l'Europe, on voulait que la Belgique échappât à ces horreurs, il n'y avait qu'une solution : rétablir au dehors la concorde, avant que l'irréparable fût accompli. Cette possibilité ne tenait plus qu'à un fil. Mais ce fil existait encore. Il fallait tout tenter, jusqu'à la dernière minute, pour maintenir des îlots de paix, il fallait continuer à lancer des idées de paix, et pousser les groupes de belligérants à un accord qui, sauvant le continent, épargnerait à notre pays - menacé de tout près, par tous - les larmes et les croix d'une nouvelle tuerie.

La campagne allemande de Norvège, en avril 1940, avait rendu plus ingrate encore notre tâche de pacificateurs.

Même les journaux les plus sérieux se laissaient emporter par un tourbillon de folie. On vit le quotidien le plus grave de Bruxelles, *La Libre Belgique,* publier, en grandes italiques, une description vrombissante, inventée de toutes pièces, de la reconquête du fjord d'Oslo par les troupes de débarquement de Sa Majesté britannique ; pas un détail topographique ne manquait : la reconquête s'était faite par la berge ouest !

La Belgique entière était submergée sous des ouragans de mensonges. Il n'était même plus possible d'annoncer dans *Le Pays réel*, sous un titre normal, une victoire allemande, rigoureusement exacte, sans être aussitôt vitupéré de façon abominable.

Certains rexistes bourgeois, épouvantés, ne se sentant plus capables de résister à ces patoches, montraient les talons, couraient à l'aveugle informer humblement de leur démission les journaux auxquels ils avaient servi de quintaine ! On vit même un avocat bruxellois, le fils d'un ancien ministre catholique, qui avait publié, sous un pseudonyme, dans *Le Pays réel* de nombreux articles, d'ailleurs excellents, sur la neutralité belge, effrayé par le hourvari qu'il avait déclenché, non seulement tirer au large, mais se désolidariser publiquement de Rex, protestant ainsi contre ses propres articles !

L'humanité est un immense bourbier dans lequel les crapauds se précipitent au premier péril. Les crapauds grouillaient par millions dans la vase, le 9 mai 1940 au soir...

Qui se fût douté pourtant, ce soir-là, que la dernière nuit de paix de l'Europe était venue ?

J'avais terminé un peu plus tôt que de coutume mon travail afin de conduire ma femme, si souvent délaissée, à la dernière séance du cinéma Caméo, à onze heures du soir. Nous avions assisté à un film de Greta Garbo, convertie pour la circonstance en une jeune fille bolcheviste débarquée en mission à Paris. Son compère se prénommait Léon, comme moi. Chaque fois que ce prénom était lancé, la foule se retournait dans ma direction, en souriant ou en blaguant. Les gens s'amusaient. Je riais avec eux. Nous sortîmes, guillerets, à une heure du matin, parmi la foule qui se donnait des coups de coude.

Rentré chez moi, je traînai encore longtemps avant de dormir, me taillant une tartine, puis bouquinant dans ma bibliothèque, selon ma vieille habitude.

A cinq heures du matin, ce fut brusquement la tornade. Je sortis sur la terrasse de ma chambre à coucher. Des nuées d'avions miroitaient dans le ciel, bombardaient la région ! La guerre était là ! La guerre maudite ! Après des mois de stagnation, pendant lesquels tout avait été possible, le cyclone se déchaînait !

A six heures et demie du matin, on sonna.

Deux inconnus, en civil, demandaient à me voir. Ils me prièrent de les accompagner en voiture au Palais de Justice où l'Administrateur général de la sûreté d'État désirait me parler.

Même alors, je ne pensai à rien. Le fait que j'étais là, que les Allemands ne m'avaient prévenu de quoi que ce fût, prouvait clairement que je n'avais avec eux aucun lien. Ces deux civils n'étaient porteurs d'aucun mandat d'arrêt. D'ailleurs, député - et à la date du 10 mai 1940, j'étais le député élu avec le plus grand nombre de votes de préférence de toute la Belgique - je ne pouvais être arrêté sans un vote préalable des Chambres.

Je croyais qu'on avait à me demander quelque renseignement. De toute manière, n'ayant pas le plus petit fait à me reprocher, pourquoi eussé-je été inquiet ?

Arrivé à la place Poelaert, je n'eus même pas l'occasion de placer une parole. On me fit suivre un couloir, puis, sans explication, on me verrouilla dans une cellule étroite, pareille à une cage à lion. Quelques heures plus tard, sans mandat d'arrêt, sans la moindre explication, on m'enfourna dans un panier à salade qui me débarqua à la prison de Saint-Gilles où je fus rapidement mis au secret.

Que me voulait-on ? Impossible de le savoir ! Interdiction d'écrire ! Interdiction de rien demander. Toute réaction était vaine. On me refusa même un avocat.

Le vieux fanatique Janson s'était vengé. A l'insu du roi Léopold, parti à son grand quartier général, il avait tout de même réussi, contre les civils, la fameuse manoeuvre politicienne ratée contre les militaires. De la mer du Nord aux Ardennes,

des milliers d'innocents avaient été jetés ignominieusement dans les geôles du régime, à la même heure que moi. Pour toute la nation, leur arrestation le jour même de l'invasion allemande devait revêtir une signification infamante. Ils étaient des traîtres ! Pas de fumée sans feu, dit le proverbe...

Eh bien, non, il n'y avait pas eu de feu ! Il n'y avait eu qu'un misérable agent des Loges nommé Janson qui, sans s'appuyer sur rien,[1] sans même se donner le mal de respecter les formes légales, simplement en violant les lois et en abaissant jusqu'à l'abjection la fonction ministérielle dont il était investi, s'était livré à une révoltante manoeuvre destinée à salir et à déshonorer les hommes politiques qui le gênaient, alors que le pays, à cette heure-là, n'eût dû être qu'une seule âme vibrante, un seul cri de patriotisme et un seul don.

Nous allions connaître des mois effroyables dans les prisons belges et françaises. Un certain nombre de nos compagnons et de nos compagnes de douleur seraient massacrés comme des chiens au hasard des haines, sans que les assassins sussent même quel nom leurs victimes portaient : vieilles gens, jeunes filles, prêtres, abattus sauvagement, aveuglément, à coups de fusil et de baïonnette. Mais Janson, lui, lorsqu'il envoya tant, d'innocents enchaînés au-devant de ces fureurs bestiales, savait exactement ce qu'il faisait.

Il liquidait l'opposition.

Il avait calculé juste. Excitées depuis longtemps contre nous par d'incessantes calomnies, les foules, égarées à un moment si dramatique, n'entendant pas nos protestations indignées, croiraient à jamais qu'il y avait eu, en mai 1940, en Belgique, une cinquième colonne au service d'Hitler.

En politique, c'est celui qui n'hésite devant rien qui gagne.

Janson n'avait pas hésité.

Le coup bas était porté. Nous étions au tapis. Au tapis pour longtemps. Certains d'entre nous pour toujours...

[1] Soixante-quinze jours plus tard, de Vichy, Janson écrira à un des principaux dirigeants de Rex une lettre - qu'on lira plus loin - mendiant mon pardon et notre réconciliation !

V

TOUR DE FRANCE ET DE SOUFFRANCE

L'anarchie des arrestations du in mai. - Mon odyssée dans dix-neuf prisons. - Massacre, de mes vingt et un compagnons à Abbeville. - Moeurs de la police française. - L'Allemand inconnu. - Le missel fatal. -- Histoire de mon double cadavre. - Toujours incarcéré malgré l'armistice. - Mon corbillard. - Le Vernet. - Déjeuner chez Otto Abetz. - Les « fourgons de l'ennemi ».

L'incarcération de milliers de prétendus « suspects », le 10 mai 1940, s'était faite dans l'incohérence totale. On avait arrêté en vrac ce troupeau humain, sans motifs, uniquement parce que des noms avaient été portés sur le fichier politique dressé dans le tohu-bohu des dernières semaines de la neutralité, selon les consignes de Janson et de son spadassin l'auditeur général Ganshof van der Meersch, jansonide lui-même, homme de sac et de corde, brigueur insatiable, flibustier, âpre à l'argent, tyranneau prêt à tous les mauvais coups capables de satisfaire sa cupidité ou son ambition.

A Liége, dans le Limbourg, dans le Luxembourg, la désorganisation des services téléphoniques, la rapidité du rush de la Wehrmacht, avaient empêché le déroulement du plan massif de persécution.

Ailleurs, tout avait été incompréhensible : dans certaines villes, pas une arrestation ; dans des villages perdus : quatre-vingt arrestations ! Un grand mutilé de la guerre 1914-1918 tel que l'ancien député rexiste de l'Entre-Sambre-et-Meuse, Arthur Caignet, francophile ardent, avait été traîné comme un bandit à la prison de Charleroi, malgré ses dizaines de blessures glorieuses et son invalidité quasi totale ! Il ne se remettrait jamais de cet emprisonnement et mourrait durant la guerre même, héros du front, achevé par les politiciens de son pays.

Partout, la chasse avait dépendu du degré de haine, de servilité et de flair électoral des sbires locaux de Ganshof et de Janson.

Une fois ces milliers d'innocents enfournés dans les cellules, la même anarchie présida à un certain nombre de libérations. De même qu'on avait arrêté sans motifs, on libéra sans motifs. Il suffisait d'avoir des amis puissants ou dangereux qui allassent faire une scène dans le bureau d'un ministre et, d'un coup de téléphone, l'on ordonnait une libération. C'était l'arbitraire dans toute son ampleur.

Un cas frappant fut le cas de Staf de Clerq, chef du Vlaamsch Nationalist Verbond (V. N. V.).

Lui s'était rendu à Berlin en 1939. Il était considéré dans les milieux anti-flamands comme le successeur des Activistes de la guerre 1914-1918. A l'heure où tous les escarpes et les assassins de la prison de Saint-Gilles se retrouvent au préau pour la leçon de gymnastique, je n'avais pas été plus étonné que de raison, le deuxième jour de la guerre, en apercevant le teint fleuri, la barbe fluviale et le ventre rebondi de l'excellent Staf. Le sport n'était pas sa spécialité. Il avait vainement essayé de réussir une ou deux flexions. Ça n'allait pas. Le bedon barrait le chemin.

Je n'allais plus revoir Staf de Clerq avant août 1940 ; le jour même il fut libéré.

Pourquoi lui, gros poisson ? Pourquoi pas les autres ? Deux sénateurs du V. N. V. avaient été faire un scandale chez Janson. Celui-ci s'était dégonflé aussitôt, bien que le leader nationaliste flamand eût été pris en flagrant délit de port de revolver lors de son arrestation. Une heure après le tapage des deux sénateurs, Staf de Clerq, libre et réjoui, s'arrosait le lampas à une terrasse de la place de Brouckère, n'ayant rien compris ni à son incarcération, ni à sa libération.

Le directeur de l'hebdomadaire belge *Cassandre,* Paul Colin, qui, après la signature du Traité de Versailles, avait plus ou moins appelé de ses voeux la revanche allemande, fut lui aussi libéré au bout de vingt-quatre heures, sur simple

intervention d'un parlementaire de ses amis, le comte Charles-Albert d'Aspremont-Lynden.

On peut, par ces deux exemples, juger de la légèreté avec laquelle les dresseurs de fiches de la bande Janson avaient agi : douze mille ordres d'arrestation avaient été lancés qui ne reposaient sur rien, qu'une simple démarche politicienne pouvait faire annuler aussitôt.

Rex était un mouvement de jeunes, un mouvement intransigeant qui ne flirtait pas avec ses adversaires dans les coulisses du Régime. Nul de nos parlementaires n'eût pu protester utilement contre mon arrestation auprès d'un Janson ou d'un Pierlot. La plupart de nos camarades, mobilisés, en plein combat, ignoraient même que je fusse devenu le gibier de nos adversaires politiques.

Ce que fut mon calvaire, celui de mes compagnons, on le sait. J'ai raconté dans mon livre, *La Guerre en Prison,* mon aventure tragique. Au bout de trois jours, garrotté au moyen de cordes comme une bête, encadré de soldats qui avaient reçu l'ordre de tirer sur moi au premier geste, je fus emmené dans une camionnette de boucher à la prison de Bruges. Le 15 mai 1940, on commit, l'ignominie de me livrer à une police étrangère, à la police française, à Dunkerque. Je fus traîné dans dix-neuf prisons successives, à un millimètre de la mort chaque jour, la mâchoire démolie à coups de sabots et d'énormes clés de cachot, dix dents brisées, le corps roué au cours de passages à tabac nocturnes, laissé dans cet état sans nourriture et sans boisson à la prison de Caen, pendant soixante-dix heures, puis obligé de boire l'urine de mes gardiens, présenté totalement nu, presque chaque jour, à des hordes sadiques, mis aux fers, pieds et poings enchaînés, à Nantes, à Angers, puis dans les souterrains du bagne tristement fameux de l'île de Ré, dans l'Atlantique.

Je ne reviens pas là-dessus. D'autres connurent un sort encore plus effroyable. J'avais dans mon camion vingt et un compagnons de misère, tous civils arrêtés comme moi, complètement à l'aveuglette, lorsque les gendarmes belges m'avaient amené de Bruges à Dunkerque et livré aux argousins français. Ceux-ci voulurent m'assassiner le jour-même ; après deux heures d'épouvante, ils m'emmenèrent, bandeau sur les yeux, pour me fusiller. Ce n'était qu'un ignoble simulacre. Ils préférèrent me faire endurer d'abord, à leur « tchéka » de Lille, des tourments indicibles, s'imaginant que je connaissais tout le plan de campagne d'Hitler et qu'à bout de souffrance, j'allais le révéler ! C'est ce fanatisme imbécile de mes bourreaux qui me sauva la vie.

Mes vingt et un compagnons, eux, avaient été emmenés plus loin. A la prison de Béthune, hommes, femmes, jeunes filles, prêtres, furent, mis complètement nus en présence les uns des autres. Ils furent battus à tel point qu'un pauvre prêtre brugeois eut un oeil projeté hors de l'orbite. Pendant trois jours, le malheureux retint cet oeil gluant contre sa joue.

Finalement, des officiers et des soldats français les massacrèrent près du kiosque à musique de la grande place d'Abbeville, sur la Somme, en plein midi, le 21 mai 1940. Les femmes y passèrent comme les autres. Il y avait dans notre camion une grand-mère, sa fille et sa petite-fille, originaires de Bruges. Elles furent abattues toutes les trois. La grand-mère fut assassinée à l'arme blanche : elle reçut une trentaine de coups de baïonnette dans les seins avant de mourir.

Policiers français, conseils de guerre français n'auraient pas pu en dire plus contre moi que les Janson, Ganshof et autres logeards.

Quatre mois plus tôt, ils me laissaient boulevarder en paix à Paris. On me livrait à eux ? Bon. Ils m'emmenèrent à Lille où on m'inculpa aussitôt d'espionnage, afin d'avoir l'occasion de me fusiller sans retard et sans explications.

Je fus d'abord confié aux boxeurs de service, à la rue de Solferino.

Jamais de ma vie, je n'ai rien vu de si horrible : des vieillards totalement dévêtus, à la peau verdie par les coups et par l'angoisse, des visages de suppliciés, tuméfiés, gonflés comme d'énormes choux rouges, des doigts piétinés et écrasés. Toute la nuit, les cris effroyables des torturés remplissaient l'immeuble : des corps étaient précipités comme des sacs, du haut de la cage d'escalier ; des malheureux rentraient, crachant à flots leur sang et leurs dents fracassées.

Depuis Dunkerque, on m'avait coincé les poignets dans de courtes menottes d'acier chromé, serrées au maximum, à un tel point qu'il fallut, après deux jours de supplice, les rompre pour dégager les chairs, décuplées de volume, complètement violâtres.

En face de moi se trouvait un homme d'âge mûr qui avait pris, sous les coups, l'aspect d'un véritable monstre. J'ai décrit dans *La Guerre en Prison* son énorme tête meurtrie et vultueuse, aux yeux pochés, débordants, couleur de vieilles nèfles. Il m'avait épouvanté, mais je n'en avais pas dit davantage dans mes souvenirs, ne sachant pas alors de qui il s'agissait. Pendant deux jours, nous avions vécu face à face, entourés de gardiens qui nous guettaient. Je n'avais eu aucune réaction, n'ayant jamais vu cet homme.

Or ce prisonnier avait été mis à dessein devant moi, nuit et jour. Il était, j'allais l'apprendre seulement un an plus tard, une importante personnalité nazie, chef du parti national-socialiste allemand en Belgique. Son nom était Schültze. On s'attendait que je manifestasse de la surprise à le revoir et lui fisse un signe. Au grand étonnement de mes tortionnaires, je ne dis rien, pour l'excellente raison que j'ignorais absolument qui était ce vis-à-vis.

Ce trait montrera, une fois de plus, à quel point les relations de Rex avec les Allemands, avant le 10 mai 1940, étaient nulles. Sinon, j'eusse connu ce personnage N° 1 du Reich dans mon pays. J'avais déjà écrit ma *Guerre en Prison,* lorsqu'un jour je tombai par hasard à Bruxelles sur ce Schültze et reconnus en lui avec ahurissement mon compagnon cramoisi du passage à tabac de Lille. Je compris alors seulement quel piège mes bourreaux m'avaient tendu.

J'y avais échappé le plus naturellement du monde, n'ayant eu - je l'ai dit et répété - aucun contact avec aucun Allemand, ni dans le Reich, ni hors du Reich, ignorant tout de ce pauvre gros Schültze en particulier, comme j'ignorais tout des Allemands de Belgique en général.

Le juge d'instruction français, qui brûlait de me faire fusiller, fut marri de cet échec.

Car, en dehors des résultats décisifs qu'il espérait obtenir de cette confrontation, il n'avait rien, strictement rien à porter à ma charge. Il me fit amener à la citadelle de Lille seul, avec mes gardiens, dans un gigantesque autobus de cinquante places. J'eus vite pris connaissance de mon dossier. Il contenait, en tout et pour tout, mon missel et deux coupures insanes de deux journaux belges : *La Dernière Heure,* dont le nom était particulièrement réconfortant en la circonstance, et un petit torchon socialo-maçonnique de province, intitulé *Journal de Charleroi.*

Ces deux coupures, quel que fût le sens dans lequel on les retournât, n'avaient absolument ni queue ni tête.

Restait mon missel, le morceau de choix. Il était là, sur la table, marqué d'un large sceau en cire rouge. C'était mon unique bagage quand on m'avait livré aux policiers français. Je me demandais pourquoi mon juge militaire, au pantalon gonflé comme un ballon, en voulait tant à ce missel.

Cet homme bruyant, aux moustaches à la Vercingétorix, ne s'y connaissait pas très bien dans les questions religieuses. Pour lui, un missel, c'était une Bible.

Bon, cela m'était égal !

C'était pourtant là que résidait le crime. Et, enflant ses bajoues, le poil dressé, l'impétueux militaire me servit un syllogisme éblouissant : « Si vous avez une Bible, c'est que vous êtes protestant ; si vous êtes protestant, vous êtes Allemand ; si vous êtes Allemand, vous êtes un espion d'Hitler. » Je me jurai de ne plus jamais revenir de ma vie en France avec un missel !

Heureusement, le lendemain, les panzers du Reich approchant, le volumineux commandant anti-luthérien tira ses grègues vers le Midi avec la vitesse d'une gazelle enceinte. Sans cette ruée propice des panzers, le Passionnaire protestant eût connu, bien malgré moi, un martyr de plus !

A mon tour, je fus embarqué, les avant-bras serrés dans deux lourdes barres de fer, des boulets de fonte aux pieds, vers une série de nouveaux cachots.

Jamais je ne connus d'autre charge relevée contre moi. On me battait abominablement. On m'exposait en public, nu comme une sole à la devanture d'un mareyeur. On me contestait le droit de faire appel à un avocat. On s'opposa

absolument, de la première à la dernière de mes prisons, à ce que j'écrivisse la moindre lettre, fût-ce au ministre français de la Justice.

Au surplus l'on ne jugea pas séant de me dire jamais de quoi j'étais accusé. On eût été fort en peine d'avancer à ce propos une raison valable. Par la suite, ni les policiers français, ni les policiers belges ne purent, même après 1945, justifier de quelque manière que ce fût leur inculpation de 1940 et l'incarcération qui s'ensuivit. Au contraire, comme on le verra, mon bourreau en chef, le ministre Janson, se rétractant du tout au tout avec une inimaginable impudeur, allait se précipiter promptement aux pieds des rexistes, après la débâcle.

Mais il s'en était fallu de très peu que je ne périsse au cours de cette odyssée, sauvagement massacré comme tant d'autres.

Il s'en était fallu de si peu qu'on crut, tout un temps, que c'était chose faite. Quand on retrouva les cadavres de mes malheureux compagnons assassinés à Abbeville, ils étaient tellement méconnaissables, tellement défigurés par les coups et la décomposition au soleil qu'il fallut se reporter à la liste du convoi. Or, je figurais en tête de cette liste, n'ayant été arraché - miraculeusement - de mon banc que pour être fusillé dès Dunkerque. Mais ce dernier détail, les chercheurs l'ignoraient. Pour chacun, je me trouvais parmi ce monceau de cadavres putréfiés. Le *Volkischer Beobachter* publia la photo du charnier, indiquant que mon cadavre se trouvait dans le tas.

Puis un grand reportage parut, d'un témoin de Dunkerque, cette fois-ci. L'auteur, un Danois, m'avait vu emmener, les yeux bandés, encadré par la troupe, arme au bras. Il ne pouvait pas se douter que le dénouement avait été suspendu juste au moment de la fusillade. Il avait même entendu des coups de feu, certains soldats ayant tiré pour me faire peur. Il décrivit donc audacieusement mon exécution, me prêtant quelques dernières paroles fortement senties et du meilleur effet.

Bref, j'étais mort deux fois. C'était plus qu'il n'en fallait. Deux fois mort, l'affaire était on ne peut plus définitivement réglée.

Les morts sont toujours sympathiques. Et puis, la guerre de France n'était pas encore terminée lorsqu'on découvrit le charnier d'Abbeville. Aussi le récit de mon assassinat fut-il exploité comme il se devait. On me consacra des articles émus. La radio berlinoise, dans une émission spéciale d'une demi-heure, évoqua pieusement les étapes de ma vie, si prématurément brisée. Une de mes soeurs, femme avisée, pensant à mon repos éternel, fit célébrer deux messes pour que Dieu me pardonnât mes nombreuses fautes. Coût : cinquante francs qu'en bonne Ardennaise elle me fit prestement rembourser à l'heure même où, pleurant de joie, elle me retrouva vivant !

Hitler ordonna qu'on recherchât mon cadavre. Mais j'avais deux cadavres, à s'en tenir aux récits des journaux. On fit une autopsie en règle des vingt et un morts d'Abbeville. Je n'y étais pas. On piocha ferme dans la cour de la caserne de Dunkerque, puis à la citadelle de Lille. Je n'y étais pas. Ce Degrelle mort deux fois, et ne laissant son cadavre nulle part, devenait lassant. On y renonça. Et l'affaire n'eut pas de suite.

Là aussi, franchement, pense-t-on que si j'avais été le chef de la cinquième colonne en Belgique, le traître N° 1, et tout, et tout, pense-t-on que le Reich m'aurait ainsi laissé tomber, mort ou vivant, comme il le fit en juin 1940, après sa victoire ?

Pas une clause ne fut inscrite à mon sujet dans les conditions d'armistice. Pas une démarche ne fut faite auprès des autorités françaises pour vérifier si je vivais encore. Pourtant, tout le Mouvement rexiste était dans l'attente et dans l'angoisse. Mes pauvres parents, torturés par le chagrin, étaient accourus à Bruxelles pour supplier les autorités allemandes de procéder à des investigations. Un coup de téléphone à Vichy eût suffi pour qu'on apprît que je vivais encore et où je me trouvais. Car la police française, elle, ne me lâchait pas d'un millimètre.

Cette inaction totale du Reich serait une preuve supplémentaire, s'il en était besoin, qu'entre l'Allemagne hitlérienne et moi, les liens, avant la guerre de 1940, étaient nuls.

Alors que l'Europe retrouvait la paix, que les plus acharnés ennemis de l'Allemagne rentraient en Belgique librement, de l'essence nazie plein les réservoirs de leurs limousines, je continuais en zone non occupée mon tour de souffrance,

transféré de prison en prison. On redoutait en effet la visite d'une quelconque commission d'armistice, qui eût découvert ma présence.

Je fus emmené, enchaîné comme un galérien, de Bordeaux à Tarbes, de Tarbes à Toulouse, de Toulouse à Rodez, de Rodez au Puy-en-Velay, étouffant dans l'étroite guérite de tôle des camions cellulaires.

J'étais presque nu, vêtu seulement d'un pantalon et de gros sabots de ferme. On m'avait volé tout le reste : mon argent (quarante-six francs !), ma médaille en or de député belge, ma chemise, mon linge de corps, mes souliers, mon unique paire de chaussettes. Mes sabots de bois blanc étaient un cadeau d'un copain forçat de l'île de Ré, joyeux drille qui avait liquidé trois bourgeois en une soirée.

J'avais pour compagnons de transfert, compagnons courtois et gentils, onze députés communistes français, de Florimond Bonte, à la petite tête de commis studieux, remorquant à travers nos prisons un sac de quatre-vingt kilos de bouquins, à Cornavin le bien nommé, haut en couleur, tranche-montagne, mélodramatique.

L'un de ces députés moscoutaires fut mon voisin de cellule au Puy-en-Velay. Grand invalide de guerre, il crachait le sang jour et nuit. J'intervins partout, par la suite, pour le faire libérer. Je ne sais pas ce qu'il est devenu. Mais c'était un bien brave homme. Tous étaient d'excellents Français. J'ai vu leurs réactions lorsque, à notre embarquement pour l'île de Ré, le 19 juin 1940, au soir, ils apprirent que la France succombait. Leur émotion, simple, poignante, était belle, pure. Un Français, qu'il soit de gauche ou de droite, est d'abord et avant tout un Français.

Mais aucun d'eux, et notamment mon compagnon tuberculeux qui vomissait ses poumons, ne comprenait que les Allemands ne fissent rien pour moi.

Je devais leur expliquer que c'était absolument normal. Pourquoi seraient-ils intervenus ? Que me devaient-ils ?

Je voyais le moment où, comme au temps de la Bastille, j'allais rester *sine die* dans les geôles françaises, sur une simple lettre de cachet. Dans mon cas, l'on s'était même passé d'une lettre de cachet ! Certains policiers de Vichy, on l'apprit plus tard, préparaient à ce moment-là, en grand secret - un mois après la défaite de leur pays - mon envoi dans une prison de l'Afrique du Nord.

Je fus sauvé ni par Hitler ni par un Allemand de moindre lignage, contrairement à ce qu'affirmèrent cent pipeurs de la grande presse après 1945, mais par un Belge, un grand mutilé de la guerre 1914-1918, amputé des deux jambes, l'ancien sénateur rexiste Paul de Mont qui, par un hasard providentiel, se trouvait réfugié exactement dans la dernière ville où l'on m'avait incarcéré, en Auvergne, au Puy-en-Velay.

Par une indiscrétion du médecin de la maison de force, il apprit, stupéfait, que je me trouvais vivant, à quelques centaines de mètres de lui, dans un cachot.

Aussitôt il mit en branle le bâtonnier de l'endroit, courut à Vichy, alla voir les membres du gouvernement belge, les gaulant comme des noyers. Nul ministre ne put, évidemment, surtout Janson, donner une justification quelconque à mon arrestation. Ils bafouillèrent tous, honteux du rôle de bourreaux qu'ils avaient joué. Piteux, lécheurs, amadoueurs, ils s'employèrent fébrilement à me faire libérer. Ce sont les Pierlot, les Janson, les Spaak en personne qui intervinrent auprès du gouvernement du maréchal Pétain, qui demandèrent et obtinrent ma libération, alors que, nouveaux Ponce Pilate, ils m'avaient si vilainement livré à la police militaire française deux mois plus tôt.

Puisque les ministres belges, les premiers, proclamaient mon innocence et affirmaient que j'avais été arrêté complètement à tort, le gouvernement de Vichy n'avait pas à être plus belge que les Belges. Le maréchal Pétain ordonna, en conséquence, qu'on me libérât sur-le-champ.

Cet ordre avait été lancé à la suite de l'intervention directe du gouvernement Pierlot, qui n'avait subi d'autre influence que celle d'un des plus purs héros belges de la guerre de 1914-1918. De Bruxelles même, nulle autorité allemande n'était intervenue. Tout ce qu'on a raconté concernant de prétendus ordres personnels du Führer et sur l'arrivée théâtrale à Vichy, «l'armistice français à peine signé », de personnalités bruxelloises mandatées par le Reich pour imposer ma libération au gouvernement français, relève de l'invention et du mensonge.

C'est seulement un mois après l'armistice qu'un de mes vieux camarades d'Université, un Courtraisien nommé Carl Doutreligne, arriva à Vichy. Joyeux garçon, très débrouillard, il venait, en amateur, essayer de retrouver ma piste. Il avait embarqué dans sa voiture l'écrivain Pierre Daye, ancien chef du groupe parlementaire de Rex, ainsi qu'un avocat bruxellois, conseiller provincial rexiste du Brabant. Pierre Daye connaissait l'ambassadeur du Reich à Paris, Otto Abetz. Il était allé le trouver au passage. Ce dernier lui avait fourni les sauf-conduits désirables et lui avait marqué le désir de me recevoir aussitôt que j'aurais été retrouvé. Pour Abetz, j'étais la personnalité belge du style « ordre nouveau » la plus en vue. Il lui semblait donc indiqué que le Reich, au cas où j'aurais échappé à la mort, entrât en conversation avec moi. Mais lorsque les trois enquêteurs belges débarquèrent à Vichy, l'ordre de me libérer avait été donné par Pétain depuis cinq jours.

Le gouvernement belge reçut aussitôt Pierre Daye, le traita avec de grands égards, jura ses grands dieux que mon arrestation le 10 mai n'avait été qu'un affreux quiproquo, profondément regretté, que j'étais innocent, bien sûr, que les membres du dit gouvernement avaient tout fait pour obtenir ma libération. Ils chargèrent Pierre Daye d'intercéder auprès de moi pour que j'acceptasse de me réconcilier avec eux.

Pierre Daye les mit au courant du projet qu'avait formé Otto Abetz de négocier avec moi. Là aussi, il y eut, de la part des membres du gouvernement Pierlot, approbation complète. Cette approbation allait d'ailleurs être confirmée à Pierre Daye par écrit, comme on le verra.

La nouvelle de ma libération, après avoir réjoui Pierre Daye, ne tarda pas à l'inquiéter. Car, depuis cinq jours que j'étais libéré, je n'avais paru nulle part. Il eut l'intelligence de procéder discrètement, avec ses deux compagnons de route, à une enquête en Auvergne. Ils apprirent une chose ahurissante. J'étais effectivement sorti de la prison du Puy-en-Velay un soir, le 12 ou le 13 juillet 1940. Mais on avait vu des policiers m'enfourner immédiatement dans un corbillard. Depuis lors nul ne savait ce que j'étais devenu.

Mon aventure n'avait pas été banale. J'avais reçu, l'après-midi, notification de ma libération, prévue pour le soir à neuf heures ; entre temps, d'ordre du Maréchal, les autorités pénitentiaires devaient me rééquiper de pied en cap, car il eût été peu flatteur pour le bon renom de l'hospitalité française que, futur chef du gouvernement peut-être, je fisse ma joyeuse entrée à Bruxelles le torse nu et les pieds chaussés des sabots d'un gardien de vaches !

La prison assista à un cortège comme elle n'en avait jamais vu : tailleurs, chemisiers, bottiers apportant tout un étalage de complets, de linge de corps, de chaussures, de cravates, de chaussettes, de fixe-chaussettes. Je n'avais pas un rouge liard. Quand je fus bien sûr que ce serait l'État français qui payerait, je me laissai renipper sans le moindre scrupule.

A neuf heures du soir, le directeur de la prison vint ouvrir lui-même, cérémonieusement, la porte de ma cellule. Je ne fis, on l'imagine, qu'un bond vers la liberté ! Mais j'eus à peine le temps d'entrevoir la fine ligne d'or et d'argent qui délimitait le crépuscule à hauteur de la gigantesque statue de la Vierge hissée sur un roc, déjà l'on m'avait poussé dans un corbillard à la place du mort, et le fourgon s'élançait dans la nuit tombante. Des policiers - je ne sus jamais lesquels, ni sur l'ordre de qui - m'avaient escamoté, m'emmenaient à toute vitesse vers le sud !

Au beau milieu de la nuit, dans des landes montagneuses et totalement désertes, ils tentèrent de me faire le coup du lapin, voulant à tout prix me décider à descendre pour tirer avec moi l'un ou l'autre de ces mammifères, à la lueur des réflecteurs du corbillard. Le lapin c'eût été moi, bien entendu. M'en tenant à mon rôle, je fis le mort plus que jamais, comme il convenait.

Après douze heures de route, mes gardes me confièrent à des soldats nègres, à l'entrée d'un vaste cantonnement entouré de barbelés de cinq mètres de hauteur, sur le flanc du val d'Andorre. C'était le sinistre camp de concentration du Vernet, dont le commandant s'appelait Bernheim. On me poussa dans une baraque occupée par deux cents rouges espagnols, antifascistes à tout crin, s'en remettant à eux, sans aucun doute, pour assurer ma liquidation, d'un coup de couteau discret et alerte.

Mais la solidarité entre prisonniers est une chose bizarre. Partout, que ce fût parmi les communistes français en Anjou, en Vendée, à l'île de Ré, ou parmi les

anarchistes du *Frente popular*, je fus rapidement entouré, protégé par l'esprit de camaraderie de mes codétenus. De même que le 17 juin 1940, au soir, à Cholet, mes compagnons communistes m'avaient sauvé la vie en formant le carré autour de moi quand des officiers français ivres avaient voulu m'écharper, de même les républicains espagnols - pourtant des durs de durs - s'employèrent aussitôt, en parfaits camarades d'infortune, à me venir en aide. Ils étaient de braves types, pittoresques en diable. Je n'étais pas un mauvais coucheur. Et nous étions tous membres du même parti, celui des persécutés. Eux étaient des vétérans de la misère, campant dans ce bouge depuis deux années. Ils avaient fabriqué un étrange matériel de camping, petits sièges taillés, vieux bidons déformés pour recueillir la lavasse réglementaire. On me fit participer aussitôt avec une extrême gentillesse aux avantages matériels de la communauté.

Car, dans ce camp de six mille esclaves, nul ne recevait le moindre ustensile, pas même une cuiller, pas même l'écuelle qu'on donne au plus pouilleux des chiens. Nombre de prisonniers devaient se déchausser et tendre une de leurs savates en ruine pour recevoir leur ration de misérable soupe ! La gale rongeait ces milliers d'hommes, entassés dans d'inimaginables conditions de promiscuité, dévorés par la vermine, devant faire leurs besoins à dix mètres des baraques après s'être perchés sur d'énormes tonneaux de fer, répugnants, sans eau, aux odeurs effroyables, entourés de millions de mouches tourbillonnantes, éclaboussés par les flaques de sang des dysentériques. Ces tonneaux immondes, pesant soixante kilos ou plus, il fallait les porter processionnellement à trois kilomètres du camp, chaque matin, les vider, les nettoyer à la main dans une rivière. Des centaines de tombelles s'alignaient au bout des cagnas sordides.

Le seul éclairage des baraques où nous nous empilions était fourni par des quinquets préhistoriques, fabriqués par les prisonniers eux-mêmes au moyen de vieux morceaux d'étoffe et d'un peu de graisse végétale, raclée au fond des gamelles de fortune.

Nul ne peut se faire une idée de ce qu'étaient ces camps de concentration français de 1940 où, en vertu du caprice de fonctionnaires ou de politiciens de gauche, furent entassées trois cent mille personnes des deux sexes, de toutes les nationalités.

Pendant que la police française m'offrait si aimablement cette nouvelle villégiature, les trois automobilistes belges qui me cherchaient, informés de mon dernier rapt, ne parvenant pas à retrouver ma piste, étaient revenus en hâte à Vichy. Ils avaient parlé des grosses dents, mené grand tapage, laissé éclater leur indignation. Ministres belges, ministres français, affolés, firent téléphoner de sous-préfecture en sous-préfecture. On apprit, en fin de compte, que j'étais près de l'Espagne, à ce camp de concentration du Vernet.

Sautant à nouveau dans leur auto, mes trois mousquetaires foncèrent à pleins gaz vers les Pyrénées. Cependant mes mystérieux persécuteurs avaient encore paré ce coup : ils m'avaient libéré un beau soir, muni d'un ordre de marche pour Carcassonne. Me demandant ce qu'on me voulait dans cette ville, sans un sou, chargé de centaines de poux et de puces, je montai dans un train où des militaires français, me reconnaissant aussitôt, malgré ma barbe de pope, faillirent m'écharpiller en plein wagon. Il me fallut tenir à leur intention un meeting d'une heure pour les transformer en de robustes disciples. J'arrivai à Carcassonne à une heure du matin : la maison où je devais me présenter était vide, évidemment, désaffectée depuis deux années ! J'errai dans les rues jusqu'au lendemain après midi, affamé, ne comprenant plus rien à rien, m'attendant à chaque instant à me faire ramasser comme clochard ou à me faire mettre en pièces par des agents provocateurs.

C'est alors qu'à deux mètres de moi une auto klaxonna violemment : j'aperçus mon camarade de la Faculté de droit de Louvain et ses deux compagnons. Bredouilles au Vernet, flairant le nouveau piège, ils m'avaient cherché de ville en ville dans toute la région et enfin me tombaient dessus. Je me hissai dans leur voiture, leur passai ma vermine, enchantée du changement de terrain, et filai vers Paris et la Belgique.

Nous nous arrêtâmes à Vichy où je dînai à la table de l'ambassadeur d'Espagne, Félix de Lequerica. Plusieurs ministres belges vinrent rôder, assez péniblement,

autour de notre voiture, pour essayer de s'expliquer avec moi. Le vieux Janson, voyant le chauffeur pénétrer dans un urinoir, se faufila à côté de lui, patelin, tentant d'engager dans ce lieu select la conversation. L'autre, un « Brusseleer » rondouillard, se contenta de lui asperger vigoureusement le bas du pantalon sans dire un mot.

Janson, ne perdant pas courage, alla s'accrocher, le lendemain matin, aux basques de Pierre Daye, l'entraîna dans sa chambre, l'accabla de félicitations pour m'avoir si heureusement retrouvé et ramené, lui affirma que ses collègues et lui étaient tout prêts à se démettre. Le gouvernement Pierlot nous engageait chaleureusement à négocier avec le Reich, bénissait à l'avance la réapparition de nos journaux, en dépit de l'occupation allemande !

Pierre Daye, étouffé sous ces fleurs et ces voeux, demanda à mon intention la confirmation écrite de ces mirifiques propos. Janson, d'accord avec ses collègues, nous fit quelques heures plus tard apporter à l'hôtel la lettre que voici, exprimant le sentiment du gouvernement Pierlot tout entier :

ROYAUME DE BELGIQUE
MINISTÈRE DE LA JUSTICE — Vichy, le 25 juillet 1940.
CAIBINET – N° 1702 — Hôtel Albert Ier.

Cher Monsieur Daye,

Je vous fais porter la présente lettre avant que vous ne quittiez Vichy.

Je tiens à vous remercier du zèle et du dévouement avec lesquels vous avez accompli la mission dont nous vous avons chargé [*la mission de me libérer, moi, leur prisonnier du 10 mai !*] et nous espérons qu'après les explications détaillées que je vous ai données, vous parviendrez à dissiper les préventions et à préparer une réconciliation dans une atmosphère de concorde nationale. [*Réconciliation avec le «traître » Degrelle, bien entendu !]*

Après notre entrevue de ce malin, j'en ai encore délibéré avec mes collègues. Je vous confirme que nous sommes tous prêts à remettre notre démission et à renoncer définitivement à toute activité politique. Comme M. Pierlot l'a dit dans son discours de dimanche, le gouvernement considère que sa dernière tâche est d'assurer le retour des Belges au pays.

Tout cela, vous pouvez le dire en notre nom tant à Bruxelles qu'à Paris où nous vous engageons vivement à engager les négociations envisagées. [*Il s'agit des négociations proposées par Otto Abetz.*] Vous pouvez aussi marquer notre accord sur les modifications douanières que vous connaissez.

Enfin, en ce qui concerne la presse en pays occupé, la situation est évidemment toute différente de celle de 1914-1918. Si, pour votre part, vous pouviez contribuer à conserver aux journaux publiés à Bruxelles un caractère aussi belge que possible, vous rendriez incontestablement un service signalé au pays. Pour nous, nous encourageons les tentatives qui, nous le savons, sont faites actuellement dans ce sens.

Ne manquez pas de nous tenir au courant de ros démarches, et croyez, je vous prie, cher Monsieur Daye, à nos sentiments les meilleurs.

Le Ministre de la Justice :
P.-E. JANSON

Le lendemain, j'arrivai à Paris. Mes sauveteurs m'avaient appris que ma femme était partie avec tous mes enfants vers la France, dès qu'elle avait su, le 14 mai, qu'on m'avait emmené dans la direction du sud. Elle avait été rapidement engloutie dans le tourbillon des millions de fuyards. Depuis, on avait totalement perdu sa trace.

Je vis Laval, de Brinon, fis mener partout des recherches. Mais vainement. Le mystère restait total.

L'ambassadeur du Reich, Otto Abetz, nous avait fort aimablement invités à déjeuner, mes sauveteurs et moi. Simple prise de contact, sans aller plus loin ce jour-là, que des généralités d'ordre politique.

On devait pourtant broder à ce sujet, par la suite, d'extravagantes histoires d'interventions d'Abetz à Vichy en vue de ma délivrance, avec auto de celui-ci me ramenant du Vernet, télégrammes au Führer, photos prises chez l'Ambassadeur, tous bobards grotesques. Nous avions mangé sur la terrasse du jardin de l'Ambassade que prolongeait poétiquement la Seine. Otto Abetz avait fait installer en mon honneur, sur les pelouses, la fanfare d'une division de la Wehrmacht : elle nous régala de ses aubades pendant le repas, tandis que, soulagé d'avoir retrouvé la douceur de vivre, je contemplais les couleurs vertes du feuillage des Tuileries porté dans le bleu doré du ciel. Je parlai peu, j'étais anéanti par mes souffrances, je gardais le coeur serré en pensant à mes enfants que l'on recherchait en vain.

Je repartis pour Bruxelles dans l'auto d'un brave commerçant de Bruxelles, rencontré à la terrasse du Fouquet's où j'avais pris l'apéritif en compagnie du préfet de Paris, Jean Chiappe. Mon compatriote m'avait, à la grosse mordienne, offert une place dans sa voiture. Je ne le connaissais pas. Il avait un énorme nez tiqueté comme une pomme de terre. Nous arrivâmes, après quelques heures de route, à proximité de la frontière belge. Je guettais, frémissant d'émotion, la terre qui venait : encore cinq cents mètres... encore cent mètres. C'était mon pays !

Près du poteau (j'en avais frôlé tant d'autres, en trois mois !) les gendarmes belges me firent fête. J'allai boire avec eux un demi au café voisin. Ah ! que c'était bon la patrie, une patrie où les haines avaient été balayées, où on se souriait tous fraternellement.

A Soignies, la voiture tomba en panne. Je dus faire de l'auto-stop jusqu'à l'entrée de Bruxelles. Là, je pris prosaïquement le tram. Oui, le tram ! C'est dans un tram bruxellois, gratuitement (comme député), au milieu de la foule débonnaire, que j'arrivai, à neuf heures du soir, à la maison d'une de mes soeurs, à Etterbeek.

Ce retour si familier allait devenir dans la presse « démocratique », six ans plus tard, un acte frappant d'abominable trahison : « Le soir même, salué par les postes allemands, Degrelle, toujours dans la voiture d'Abetz - les fourgons de l'ennemi ! - rentrait à Bruxelles, ivre à l'avance de la puissance qu'il espérait conquérir.»

En fait de poste allemand, je n'avais aperçu qu'une sentinelle en feldgrau à un pont de bois de la Somme. Les autos des réfugiés défilaient par centaines : le planton ne disait rien, ne demandait rien, ne savait pas qui j'étais.

Quant à l'auto d'Abetz, j'ignorais même quelle en était la couleur ! Le «fourgon de l'ennemi» avait été un brave tramway, bringuebalant de l'avenue Louise au boulevard Saint-Michel !

N'empêche que ce retour à l'emporte-pièce fut, par la suite, inscrit solennellement à mon dossier comme crime de guerre.

Le premier !

Je suppose que ce tramway sombrement hitlérien est toujours sous scellés au greffe du Conseil de guerre à Bruxelles, comme écrasant document à charge !

VI

SEUL A ATTENDRE

Ma maison et ses « occupants ». - Aucune visite. - Attentisme rexiste pendant mon absence. - Larmes de crocodile sur mon trépas. - Cinq lignes, dans la presse censurée, pour annoncer ma survie. - Silence absolu en Allemagne. - Chacun sur ses positions. - Comptes entre Belges. - D'abord l'avis de Léopold III. - La ruée collaborationniste.

Le lendemain de mon retour à Bruxelles, j'allai, le coeur battant, à la Drève de Lorraine, retrouver ma chère maison.

Une sentinelle barrait l'entrée principale du parc. Non point que les Allemands eussent pris des mesures pour protéger ma propriété abandonnée, ce qui eût été assez indiqué si j'avais été l'agent N° 1 d'Hitler. Loin de là. Non seulement les autorités d'occupation n'avaient point veillé à ce que le domaine restât intact, mais celui-ci était occupé, envahi par de nombreux membres de la *Luftwaffe.* Les concierges avaient été refoulés dans une maisonnette à l'écart. Des graminées hautes d'un mètre avaient poussé partout sur la terrasse. Quinze, vingt militaires allemands naviguaient dans les salons. Un gros colonel ronflait encore, nu et luisant, au milieu de mon lit d'érable.

Je crus d'abord à un quiproquo. Mais non ! D'ailleurs, je ne saurais trop le répéter, les Allemands ne me devaient rien. Ils avaient réquisitionné ma maison comme n'importe quel autre immeuble. Je crus tout de même, puisque j'étais revenu, qu'on allait me rendre ma demeure. Il y avait à Bruxelles, à ce moment-là, des milliers d'autres logements libres.

Mes propositions n'eurent absolument aucun succès. Ces messieurs se trouvaient bien chez moi et prétendaient fermement y rester.

Ne pouvant continuer à camper chez une de mes soeurs sur un sofa, j'obtins difficilement, après deux jours de palabres, de disposer d'une chambre à coucher dans mon habitation. Ce fut tout. Encore était-il impossible de dormir, les aviateurs vidant fort bruyamment, jusqu'au petit matin, les dernières bouteilles de ma cave.

Je m'attendais à voir revenir, d'un jour à l'autre, ma femme et ma ribambelle d'enfants. S'ils étaient arrivés, j'eusse dû les loger à l'hôtel. Je mangeais à la diable, chez des gargotiers des environs. Cette occupation devenait tellement désagréable qu'il ne me resta plus qu'à confier l'affaire à un avocat. Celui-ci connaissait un civil allemand, ami de Goering, et obtint qu'il lui télégraphiât. Grâce à ce hasard, les bureaux de l'aviation reçurent enfin l'ordre d'évacuer le terrain, me laissant une maison aux parquets râpés, aux peintures écaillées par les appareils de radio et où, en fait de biens meubles, il ne restait plus, éparpillés dans une cave et n'ayant tenté personne, lors des pillages belges de la mi-mai, que mes chers vieux atlas enluminés de Mercator, d'Ortélius, de Kaerius, de Blaue et d'autres géographes selon mon coeur.

J'eusse pu, certes, m'adresser directement aux autorités d'occupation. Mais, si étrange que cela doive paraître à mes détracteurs, je n'avais, durant les jours qui avaient suivi ma rentrée, rendu visite à aucun Allemand de Bruxelles. D'une part, je n'avais aucune obligation à leur endroit. D'autre part, je ne savais pas ce qui se passait en Belgique. Je désirais voir d'abord. Et, de toute manière, je ne voulais pas prendre l'attitude d'un solliciteur qui vient faire ses offres de service.

Du côté allemand, on pratiqua la même abstention.

Le gouverneur militaire de la Belgique occupée, le général d'infanterie von Falkenhausen, et son État-major n'avaient pas à se soucier outre mesure de moi. J'avais été arrêté par haine du Reich, c'est certain, mais arrêté injustement, sans avoir été, en aucune manière, lié aux Allemands. L'affaire ne les regardait donc pas. Ils n'avaient pas à réparer les erreurs et les ignominies de la police belge, même si, du

fait de l'invasion, ils avaient fourni aux Ganshof et aux Janson l'occasion d'exercer à mes dépens leur haine partisane.

Pourtant, je l'avoue, je trouvai l'aventure aigre. J'avais affreusement souffert. J'avais le corps couvert de cicatrices et de meurtrissures. Ma denture était presque complètement démolie. J'avais perdu plus de quinze kilos. On m'avait volé tout ce que je possédais. Ma maison avait été pillée de fond en comble. Les troupes allemandes avaient accroché du matériel partout dans ma maison, crevant ou ébréchant les murs, faisant des dégâts qui s'élevaient à des dizaines de milliers de francs.

On eût pu tout de même envoyer un vague officier d'ordonnance pour m'aider à récupérer ma demeure et me proposer une indemnité en réparation des dommages que les troupes du Reich avaient causés. Il n'y eut aucune démarche, aucune visite. Je ne reçus aucun appui, aucun souhait, aucune offre de dédommagement. Je ne possédais plus un patard. J'avais emprunté mille francs pour payer mes repas dans les gargotes des environs. Je n'avais sur le dos que le complet de confection que le maréchal Pétain m'avait fait payer par la Troisième République moribonde, le jour de ma sortie de la prison du Puy-en-Velay.

Je ne parvins à me tirer de mes difficultés matérielles que grâce à un paiement vraiment cocasse. Je n'étais pas mort : donc j'étais encore député ! Imperturbable, cette bonne vieille démocratie, qui m'avait expédié au massacre, m'envoya par chèque, peu après mon retour, les émoluments des trois mois pendant lesquels j'avais survécu ! Ça me fit une affaire de dix mille francs que j'avais parlementairement gagnés en buvant de force l'urine démocratique de mes gardiens et en encaissant dans la figure leurs coups de sabots et de trousseaux de clefs. Ces appointements, aussi amusants qu'imprévus, me permirent de tenir le coup lorsque fut enfin arrivée la troupe trépidante de mes enfants, poussant des cris aigus, faisant des cumulets dans tous les sens, tandis que leur maman, la main à la porte, retenait avec peine ses larmes...

Eux aussi s'étaient débrouillés. Ils avaient été remarqués dans un village du Limousin par des réfugiés belges qui les avaient chargés en vrac dans leur voiture et me les ramenaient sains et saufs.

L'attitude des rexistes, restés au pays en mai 1940 ou revenus de prison avant moi, avait montré d'éclatante façon comment ma stricte conception de la neutralité avait marqué mes collaborateurs.

J'étais, dans l'intimité, aussi neutre que dans mes articles et que dans mes harangues. Je l'avais été si sincèrement, si totalement, que nul parmi mes amis ne se risqua à changer quoi que ce fût à la ligne du Mouvement, malgré ma disparition.

Pourtant, l'occasion était belle : tout était à saisir, les journaux, la radio, les principaux postes de commande du pays.

Pas un seul membre de mon État-major ne prit d'engagement.

Si mon attitude avant le 10 mai n'avait été qu'une attitude de façade, tous eussent aussitôt été de l'avant, surtout après la façon ignominieuse dont le régime démocratique nous avait traités.

Au contraire, ils se gardèrent prudemment de toute compromission.

Dès les premiers jours de l'occupation, les autorités allemandes étaient venues offrir à mon beau-frère Charles Raty, administrateur délégué de la presse de Rex, de reprendre le plus important journal du pays, *Le Soir.* Poliment, mais très fermement, il déclina l'offre, si tentante qu'elle fût. L'accepter, c'eût été gagner un publie immense. Mais chacun de nos dirigeants s'appliqua à demeurer strictement fidèle, tant que je ne donnais pas de consignes nouvelles, à la neutralité adoptée par Rex, de septembre 1939 au 10 mai 1940.

Non seulement ils refusèrent *Le Soir,* mais ils ne firent même pas reparaître notre quotidien *Le Pays réel.* Partout les journaux renaissaient. Les Allemands voulaient que la presse reparût. Ils avaient, dès le mois de juin, envoyé à la rédaction du *Pays réel* l'autorisation de paraître. *Le Pays réel* ne parut pas. Toute une équipe de rédacteurs était à pied d'œuvre : Jean Denis, le doctrinaire du journal, Victor Mathijs, rédacteur en chef, Serge Doring, chef des services de politique étrangère, Marcel Bailly, chef des informations sociales, Ernest Jamin, secrétaire de la

rédaction, les collaborateurs sportifs, le personnel administratif. Partout on réclamait notre quotidien. L'heure du triomphe, pour nos idées, semblait venue.

Malgré cela, notre journal ne parut pas, nul ne se croyant autorisé, moralement, à s'engager dans une politique de collaboration avant que je ne fusse de retour et n'eusse pris, en conscience, une décision. Cette décision, quelle serait-elle ? Mes amis ne le savaient pas : preuve, encore une fois, que notre politique de neutralité avait été d'une fermeté absolue.

En fin de compte *Le Pays réel* ne sortant pas, les Allemands vinrent réquisitionner nos bobines de papier qui servirent à imprimer la fausse *Nation belge.*

Ce papier ne nous fut jamais rendu, ni remboursé.

Nous avions eu vraiment tous les bénéfices de la neutralité : les emprisonnements, les coups, nos biens volés, nos maisons pillées et occupées, les réserves du journal subtilisées ! Être honnête, être droit, c'est toujours, en politique, une mauvaise affaire

Cet attentisme du mouvement rexiste, en juin et en juillet 1940, attentisme si compréhensible pourtant au lendemain même de l'invasion de notre pays, avait mécontenté certaines personnalités des services de propagande allemands, désireux d'aller vite en besogne.

En outre, les autorités d'occupation en Belgique avaient, dès le début, orienté nettement leur politique dans un sens hypercapitaliste et raciste. Les loups-cerviers des consortiums d'argent, les magnats de l'industrie, les banquistes de toute odeur échangeaient à pleine bouche les baisers de paix avec les vainqueurs de la *Dresdner Bank ou* du bassin westphalo-rhénan. Le mouvement national-flamand V. N. V., considéré à la légère comme un futur instrument de pangermanisation, était soutenu, de son côté, avec une évidente vigueur.

Ma mort avait été déplorée avec plus de rhétorique que de sincérité. En fait, elle arrangeait bien les choses, débarrassait d'un épouvantail les grugeurs tout-puissants de la haute finance que j'avais durement malmenés pendant cinq ans, et elle laissait désormais le champ libre aux partisans d'un débordement flamand à travers l'espace bruxellois et wallon.

Le leader dinaso Joris van Severen ayant été assassiné le 21 mai à Abbeville, l'unité politique flamande avait été rendue possible. Ma mort complétait le travail de déblayage.

Il y eut des larmes, mais des larmes de crocodile. Crocodiles nombreux, crocodiles bruyants, crocodiles tout de même.

L'annonce de ma résurrection provoqua une assez pénible surprise dans diverses canardières.

Le fait que les autorités bruxelloises d'occupation s'abstinrent, à mon retour, de la plus élémentaire démarche de civilité alors que j'étais, tout de même, la personnalité belge «d'ordre nouveau» la plus connue à l'étranger, le fait aussi qu'elles n'avaient même pas remué le petit doigt pour qu'on me rendit ma maison, étaient des aveux frappants de froideur voulue et de mauvaise humeur.

Mon retour représentait - que cela plût ou non - un événement pour la population belge. Pendant près de trois mois on m'avait cru mort. Je vivais. Le public s'attendait à recevoir des détails, à connaître mes réactions, à lire mes projets. *Le Soir* avait publié, sans éclat disproportionné, alors que j'étais encore à Paris, une interview du camarade d'Université qui m'avait dépanné à Carcassonne. C'était trop ! La « Propaganda » allemande de Bruxelles envoya à l'autre journal de la capitale, *La Nation belge,* l'ordre de ne pas consacrer plus de cinq lignes à mon retour ! A plusieurs reprises, *La Nation belge* avait, sous des titres sensationnels, proclamé mon trépas. Quand j'étais mort, on pouvait faire du carillon tant qu'on voulait ! Mais dès l'instant que je vivais, on devait annoncer ce fâcheux événement en moins de lignes qu'on n'en eût consacré à la collision de deux bicyclettes !

La presse flamande reçut des ordres encore plus stricts. *Volk en Staat*, le quotidien du V. N. V., qui tirait alors à 180.000 exemplaires, fit connaître mon retour en trois lignes, en caractères à peine lisibles, au bas d'une colonne de deuxième page.

Certains militants nationalistes-flamands partageaient discrètement l'aigreur des autorités d'occupation. On m'eût, avec beaucoup d'émotion, fait d'imposantes funérailles. Mais j'avais eu le mauvais goût de ne point mourir. Ce n'était pas bien.

Si les Belges ne purent apprendre qu'en quelques mots que je n'étais pas mort, l'étranger, lui, n'en sut rien du tout. Les services bruxellois de la «Propaganda » n'informèrent point les agences du Reich que j'avais été retrouvé vivant. Histoire incroyable ! Le plus grand journal nazi, le *Volkischer Beobachter,* avait, au début de juin 1940, publié une page entière sur ma vie et mon assassinat, avec la photo de mon cadavre, étalée sur trois colonnes. Toute la presse du Reich en avait fait autant, ou à peu près.

Leurs millions de lecteurs ne purent pas être détrompés.

C'était absolument ridicule. Mais cela montre à quel point mon retour avait dérangé certains petits plans. Dès alors il y avait des manoeuvres en cours, visant, officieusement, à submerger politiquement notre pays en deux étapes ; durant la première étape, on s'emploierait à faire occuper les postes de commande par un certain nombre de dirigeants nationalistes-flamands, grisés, espérait-on, par la réussite ; ensuite, avec la collaboration de ceux-ci, ou sans eux, ou contre eux, on mènerait à fond une politique d'assimilation à la va-vite.

Dans le développement d'un tel plan, évidemment, je ne pouvais être qu'un gêneur. Les Allemands savaient tous que j'étais un nationaliste fervent, que j'étais totalement libre vis-à-vis d'eux et que je ne collaborerais, avec qui que ce fût, que dans la mesure où les droits, la dignité et le bonheur du peuple belge seraient assurés. Ce fut toujours ma ligne de conduite. C'était la seule qui eût permis, entre Européens, une collaboration réelle, à longue échéance.

Mais en 1940, certains machiavels policiers des coulisses berlinoises étaient résolument décidés à malaxer rapidement les régions occupées, à corrompre les uns, à intimider les autres, à imposer, dans chaque pays envahi, des acolytes indigènes, sous-fifres solidement tenus à l'attache, pour arriver à des incorporations bâclées ou insensées, insensées parce que fondées sur l'ambition, le lucre, la vilenie, l'incompétence servile de primaires et de rebouteux, au lieu d'être édifiées sur l'honneur, le respect, des valeurs spirituelles de chaque peuple et l'intérêt justement combiné des parties en cause.

Il m'aura fallu trois années de résistance obstinée, de ripostes parfois cinglantes et de conversations interminables pour que la politique de collaboration à l'Ouest devînt claire et pour que les manoeuvriers trop gloutons de Berlin me donnassent eux-mêmes raison.

En tout cas, en août 1940, ma réapparition prit pour ces comploteurs malhabiles et pour la domesticité indigène qui vivait de leurs rogatons l'aspect d'une petite catastrophe. On crut y pallier en étouffant en Belgique, en éliminant en Allemagne la nouvelle de mon retour. Ce tour de gibecière était comique, sans plus. Mais longtemps après, même au front de l'Est, je ne pus parler à un Allemand sans qu'il me dît sa compassion à propos de la terrible mort de mon père, en France, au mois de mai 1940. J'étais si jeune qu'il leur paraissait impossible que je fusse le Degrelle de Rex. Hitler eût pu être mon père. Et puis, ce Degrelle-là avait été assassiné avec un tel luxe de précisions pendant la campagne de l'Ouest que tout naturellement on essayait de consoler en moi le fils si durement atteint par ce coup cruel !

Chacun resta pendant des semaines sur ses positions je ne mis les pieds chez aucun Allemand, n'envoyai même pas une carte de visite au général von Falkenhausen. Je ne prononçai aucun discours, ne parus nulle part en publie, stoppai la remise en train du *Pays réel*. Les Allemands, de leur côté, se comportèrent exactement comme si je n'étais pas revenu.

Physiquement très mal en point, je passais mes journées à récupérer des forces, étendu dans l'herbe haute de mon jardin, tandis que s'épanouissaient les passeroses et que, dans les serres brûlantes, se gonflaient les gros-noirs. Mes enfants gambadaient autour de moi comme des cabris. Je comblais d'affection mes parents, fort secoués par la tornade : la guerre avait ravagé leur petite ville de Bouillon, endommagé leur demeure, réduit en cendres, trois cents mètres plus loin, la maison de mon frère Édouard. Mes soeurs arrivaient escortées du troupeau bondissant - modeste début ! - de mes deux douzaines de neveux et nièces. Famille tendrement unie que rien ne

sépara jamais, nous jouissions avec force de la vraie joie - la seule vraie joie - de nous aimer totalement, grands-parents, époux, frères et soeurs, enfants, tous égaux, avec des coeurs frais, des mots colorés, des explosions d'affection et d'enthousiasme.

Certains m'incitaient à mettre en branle la justice allemande pour qu'elle châtiât les responsables des assassinats monstrueux et des milliers d'arrestations arbitraires de mai 1940. Je m'en gardai bien. Nos querelles entre Belges devaient être réglées entre Belges. Je déposai plainte auprès du Parquet de Bruxelles contre mes persécuteurs.

Je fus d'ailleurs blousé, dindonné de maîtresse manière. Après des mois de procédure, on m'expliqua que je n'avais jamais été arrêté, puisqu'il n'y avait jamais eu de mandat d'arrêt décerné contre moi. J'avais été simplement mis à la disposition de l'Auditeur général ! Le reste n'était qu'une suite de regrettables malentendus ! J'en fus quitte pour six mille francs de frais d'avocat et de paperasserie !

Mais j'aimais mieux cela. Jamais, du premier au dernier jour des hostilités, je n'ai demandé à un Allemand de s'occuper de mes différends avec des Belges. Ganshof van der Meersch fut arrêté par les Allemands, mais il le fut pour des faits qui ne me concernaient en aucune façon. Quant à Janson, je ne soufflai jamais un mot aux Allemands, durant toute la guerre, de ses sinistres inventions de listes de suspects. J'étais au front russe quand, ayant voulu filer à Londres, il fut cueilli en France par la Gestapo. Je n'appris son internement, en même temps que sa mort, qu'à la fin de 1944, en lisant un petit journal belge abandonné dans un village ardennais, durant l'offensive von Rundstedt.

Il avait succombé - tragique retour des choses - dans un camp de concentration, à la suite de longues souffrances. A ces heures-là, se souvint-il des milliers de Belges qu'il avait bassement envoyés dans des camps de concentration étrangers en 1940, de l'horrible agonie des malheureux qui avaient été massacrés à cause de lui, à Abbeville, le 21 mai, du petit abbé qui retenait contre sa joue son oeil gluant, de la pauvre grand-mère aux seins crevés par trente coups de baïonnette, de Joris van Severen, le preux sans tache ? Sans doute ces morts l'entouraient-ils alors comme dans un cauchemar... Dieu les a tous réunis, les victimes et le bourreau, devenu victime à son tour, tous confondus dans sa miséricorde...

Avant de me décider à entreprendre encore une action politique, je voulais avoir l'accord formel de Léopold III.

Certes, le gouvernement Pierlot m'avait, par écrit, « engagé vivement à engager des négociations » avec l'ambassadeur du Reich Otto Abetz et à collaborer avec les autorités allemandes d'occupation, notamment en republiant des journaux « aussi belges que possible » (sic). Mais, au point de vue national, Pierlot, ses ministres et zéro, en août 1940, c'était exactement la même chose.

C'est l'avis du Roi qui comptait, autour duquel la Belgique blessée, vaincue, s'était avec ferveur regroupée. Celui-ci s'était gardé de réagir lors de mon arrestation. Mais par la suite, il avait stigmatisé rudement cette basse opération politicienne.

Lorsque ma mort avait été annoncée, une de mes soeurs, prise d'une sainte furie, lui avait envoyé une lettre terrible, le rendant responsable - négativement - de mon trépas. Malgré la violence de l'apostrophe, le Roi lui avait fait transmettre, aussitôt, ses condoléances et ses regrets, l'assurant que ces mesures arbitraires avaient été prises sans qu'il le sût, qu'il ne les avait connues à son grand quartier général que lorsque j'étais déjà passé dans les mains de la Justice militaire française, contre l'omnipotence dictatoriale de laquelle il avait été sans recours.

Était-ce exact ? Ne l'était-ce point ? Je crois à présent que, le 10 mai 1940, le Roi nous a tous froidement laissé tomber, nous sacrifiant délibérément à sa tranquillité personnelle et, complémentairement, à la raison d'État.

Nous n'avions pas été les premiers à être ainsi vidés par-dessus bord ; on l'apprit lorsque fut éclaircie l'affaire du général van den Berg, en janvier 1940. Et nous ne fûmes pas les derniers, comme l'apprirent à leurs dépens ceux que Léopold III engagea dans la voie de la collaboration après la capitulation du 28 mai 1940, pour les abandonner en 1945, lorsque la défaite du Reich eut enlevé tout intérêt à la collaboration germano-belge.

A deux reprises, à l'automne 1939 et au cours de l'hiver 1939-1940, j'avais demandé formellement à Léopold III, d'homme à homme, si je devais maintenir nos

positions « neutres ». Si le Roi avait été simplement réticent, j'eusse coupé les gaz aussitôt, car la politique de neutralité ne pouvait me valoir que des horions.

Au contraire, il m'avait encouragé avec beaucoup de chaleur.

Or, lors de notre deuxième entretien, Léopold III avait noué déjà ses relations militaires secrètes avec les Français et les Britanniques. Cela ne l'empêcha nullement de nous pousser, des coulisses de Laeken, à poursuivre à fond la lutte pour la neutralité belge ! Nous nous y enferrâmes donc royalement, c'est le cas de le dire, croyant nous sacrifier pour le pays et pour le Souverain.

C'était vrai d'ailleurs dans la mesure où nous devînmes, le 10 mai 1940, les boucs émissaires de la neutralité à la place de Léopold III. Mais celui-ci ne gagna de la sorte que quelques années de répit, avant de payer, lui-même, et chèrement, sa part de la note.

Sachant notre sincérité, nous ayant lui-même orientés si formellement, le Roi eût pu interdire ou tout au moins annuler l'abominable razzia policière du 10 mai 1940. Les malheureux martyrs d'Abbeville furent, pour la plupart, les victimes innocentes de leur fidélité aux consignes de Léopold III. Un mot de lui, pendant les onze jours qui précédèrent le massacre, les eût sauvés. Il ne prononça pas ce mot, ni en leur faveur, ni en ma faveur, estimant sans doute ne pouvoir s'attirer, à un moment pareil, des inimitiés supplémentaires en couvrant ceux qui avaient suivi scrupuleusement ses recommandations répétées.

Je ne proteste pas. C'est à Léopold III de juger en conscience s'il a bien fait, à ce moment-là déjà, de sacrifier des idéalistes, pour des raisons dynastiques dépassant nos modestes personnes.

Mais on comprendra qu'après cette aventure, durant l'été de 1940, j'étais assez dégoûté des attrapoires de la politique et fort peu enclin à m'engager de nouveau dans des chausse-trappes. J'étais formellement décidé à ne rencontrer en Belgique un Allemand, quel qu'il fût, à n'entreprendre d'action quelle qu'elle fût - même la publication d'un journal - sans avoir pris au préalable l'avis clair et net du roi Léopold et sans avoir, en même temps, la confirmation directe de son désaveu des lâches persécutions dont des milliers de rexistes et moi avions été les victimes.

J'envoyai donc au Souverain une lettre très franche (que la « Commission royale » s'est soigneusement gardée de publier après la guerre). J'y protestais d'abord avec vigueur contre le sort inique que le gouvernement du 10 mai 1940 m'avait fait subir. Puis je demandais des directives. Jusqu'au moment de les recevoir, écrivais-je au Roi, j'attendrais.

J'étais d'ailleurs le seul à attendre. A Bruxelles, dans tout le pays, c'était la ruée à boulevue aux pieds des vainqueurs. Les plus frénétiques contempteurs de l'Allemagne nazie, avant l'invasion, étaient les plus acharnés à valeter et à jouer des coudes, tous bruyants comme des jars.

Jamais on n'avait vu en Belgique une pareille bousculade.

VII

LE V. N. V. VAINQUEUR

Pour la Flandre seule. - Le V. N. V. pendant la neutralité. - La Belgique marâtre. - Staf de Clerq. - Le sénateur Van Dieren. - Le sénateur Borginon. - Gérard Romsée. - Élias et Tollenaere. - Éloge de Borms. - Intolérance du V. N. V. en 1940. - Son impérialisme. - Libération des prisonniers flamands. - Les foules aux pieds du V. N. V.

En août 1940, les grands vainqueurs politiques en Belgique étaient les nationalistes-flamands.

Non point que *le Vlaamsch Nalionalist Verbond (V. N. V.)* eût servi, avant le 10 mai 1940, d'agent au Troisième Reich. Je ne crois pas cela. Et je n'ai jamais cru cela. Le V. N. V. était un parti d'honnêtes gens, purement flamands, exclusivement flamands. Seuls, la Flandre, son épanouissement, sa grandeur les intéressaient. Ils ne voyaient qu'elle, ne vivaient que pour elle. Cela fut même une erreur de leur part. Car si, avant 1940, un Flamand pouvait encore s'en tenir strictement à la lutte pour une Flandre isolée dans l'absolu, après mai 1940 les problèmes régionaux, si exaltants fussent-ils, ne pouvaient plus se concevoir que pivotant dans de vastes complexes.

Les dirigeants du V. N. V. virent dans l'effondrement de l'Ouest l'occasion unique de donner au peuple flamand l'unité culturelle et politique pour laquelle ils avaient lutté pendant des années. Pour eux, il ne s'agissait pas de servir le Reich, il s'agissait de servir la Flandre. Rien d'autre.

Le 10 mai 1940, les Pierlot et les Janson s'étaient livrés à une chasse à l'homme à travers la Flandre, comme à Bruxelles et en Wallonie. En incarcérant au mépris de la Constitution et des lois des milliers de Flamands loyaux, ils avaient dégagé les leaders du V. N. V. de leurs devoirs envers un État qui, avec une telle haine, une telle mauvaise foi et une telle stupidité, leur avait déclaré la guerre, bassement, sans le moindre motif valable.

Un Staf De Clerq arrêté, puis libéré un jour plus tard, sans explication, un Raymond Tollenaere, député, traîné sans autorisation préalable du Parlement de geôles belges en geôles françaises jusqu'à l'horrible prison de Caen en Normandie, un Timmermans, député lui aussi, infirme, enfourné dans l'enfer du camp de concentration du Vernet, ne se sentaient plus le moindre respect pour un État qui les avait si malignement rejetés, le 10 mai 1940, de la communauté belge.

La question flamande était déjà avant la guerre une question extrêmement épineuse.

Pendant des dizaines d'années, le peuple flamand avait été brimé dans sa dignité et dans sa culture. Lui qui avait projeté la gloire des grands Pays-Bas à travers l'Europe pendant des siècles, s'était, après la Révolution fratricide de 1830, vu traiter en peuple inférieur, que ce fût devant les tribunaux, dans les Universités, à l'armée, dans l'administration ou dans la vie publique. C'était le temps où des prévenus flamands se voyaient condamner en cour d'assises sans avoir saisi un mot des débats, c'était le temps où, dans des collèges catholiques, les gamins flamands étaient frappés d'une amende de dix centimes par les surveillants chaque fois qu'ils s'exprimaient dans la langue de leur peuple !

Il avait fallu un demi-siècle d'efforts héroïques, de scandales retentissants, et une violente opposition parlementaire, romantique parfois, acharnée toujours, pour rétablir un juste équilibre dans un pays où citoyens de langue flamande et citoyens de langue française cohabitaient en forces à peu près égales.

La montée de Rex en Flandre, où près de cent mille électeurs avaient voté pour nous, notre covenant de 1936 avec le V. N. V., avaient calmé la fièvre séparatiste et

rendu concevable la création d'un État fédéral flamand-wallon, seule solution intelligente - à l'époque en tout cas - du différend.

Pendant la neutralité, de septembre 1939 à mai 1940, l'attitude du peuple flamand, des dirigeants nationalistes-flamands, avait été d'une correction absolue. Eux, comme nous, éprouvaient de l'intérêt pour l'expérience nationale-socialiste qui se déployait dans le Reich. Mais eux, comme nous, avaient fait passer par-dessus tout le souci de la paix, conditionnée rigoureusement à l'Ouest par le maintien de la neutralité belge. On n'avait pas pu leur reprocher le moindre écart. Le fait que le ministre Janson libéra Staf De Clerq, chef du V. N. V., le lendemain du jour où il l'avait fait arrêter prouve à suffisance que les griefs à sa charge étaient nuls, qu'il ne s'était agi que d'un mauvais coup, d'une mesure sectaire qui ne visait, en se servant ignoblement des circonstances, qu'à déshonorer et à étrangler l'opposition.

Non seulement Pierlot, Janson et leur estafier Ganshof poignardaient imbécilement le pays par ces milliers d'arrestations haineuses et injustifiées, mais ils assuraient, mathématiquement, la cassure de la Belgique en deux, en cas de revers. Ils jetaient la Flandre, ainsi violentée, dans les bras des Allemands, une Flandre puissante et frondeuse, qui fut toujours extrêmement sensible à l'oppression et à l'injustice. La conduite de la clique Pierlot-Janson, le 10 mai 1940, fut absolument insensée. Jamais on ne dira assez quel crime ces comploteurs misérables ont alors commis contre la Belgique. Si elle n'est pas morte de leur coup de couteau, vraiment ce n'est pas leur faute.

Les Allemands se sentaient, indiscutablement, une prédilection pour la Flandre. Pendant des siècles, la Flandre fut un des fleurons les plus fameux du Saint Empire romain germanique. Celui-ci lui donna le chevaleresque Maximilien, le Mainteneur. La Flandre lui donna par contre le tenace Charles-Quint, le Fédérateur. Les langues allemande et flamande sont de la même famille. Le sang est le même. Un Memling, un Rubens, nés en Allemagne, se sont épanouis tout naturellement à Bruges et à Anvers. L'Anversois Mercator a fini son oeuvre à Duisburg et les parents flamands de Beethoven ont, sur la rive gauche du Rhin, donné le jour au pathétique créateur de la *Marche héroïque.* Des dizaines de cités glorieuses de l'Ouest, de Malines à Cambrai, portent encore dans leurs armes le vieil aigle bicéphale de nos pères les Germains.

En 1918, l'Allemagne avait poussé à la création d'un État flamand, indépendant, mais qui prolongerait fortement jusqu'à la mer du Nord (l'ancien *Mare germanicum*) l'influence néo-germanique. Vaincu, le Reich était resté fidèle aux autonomistes flamands du temps de Guillaume II, les hébergeant, assurant leur subsistance, quels que fussent les gouvernements au pouvoir à Berlin, marxistes, chrétiens du « Centrum », ou nationaux-socialistes. Les Allemands, méthodiques en tout, sont des hommes qui n'oublient pas. En 1940, ils n'avaient pas oublié les fraternisations de 1918. Ils revenaient en Belgique avec des préjugés favorables aux Flamands. Ils étaient, par la race, par la culture, tendus vers eux, disposés à les épauler politiquement.

A cause de la fielleuse insanité et de l'incommensurable méchanceté des Pierlot, Janson et consorts, les Allemands trouvèrent en Belgique un mouvement nationaliste-flamand immédiatement prêt à un travail d'envergure, alors que, si le gouvernement belge avait été correct le 10 mai 1940, s'il ne s'était pas livré à de criminelles provocations, le V. N. V. eût, sans doute, envisagé la collaboration avec beaucoup plus de nuances. Mais l'État belge s'était comporté vis-à-vis de la Flandre comme une marâtre. La rupture de l'unité du pays avait été le fait du Gouvernement, non des Flamands.

Cela ne signifie nullement que les nationalistes flamands, s'engageant dans la voie d'une collaboration très étroite, se mirent corps et biens à la disposition du Troisième Reich.

Le V. N. V. (et, à l'été de 1940, la Flandre entière se trouvait derrière le V. N. V.) était bien décidé à utiliser à fond les Allemands, mais non à servir le Reich pour le plaisir de le servir. Le jeu était même un peu naïf. Car les Allemands étaient de très intelligents partenaires. Ils s'aperçurent vite que les Flamands, tout en étant de bons, de sincères camarades, tout en leur faisant même la cour de temps à autre, tout

en donnant la main à leurs principales initiatives, étaient des nationalistes flamands avant tout, envahissants en diable, madrés, ondoyants lorsqu'il s'agissait de promettre, vifs comme des félidés lorsqu'il s'agissait de saisir.

Staf De Clerq, le chef du V. N. V., était le type même du terrien roublard, barbu comme un faune, la main grassouillette, toujours un peu moite, le ventre rond comme une Jacqueline, bon coeur, pas glorieux pour un centime, mais merveilleusement ficelle, têtu, fingard même quand il le fallait, jovial Lamme Goedzak qui ne se laissait pas embobeliner par les pipeurs. Il obtint beaucoup des Allemands, leur donna peu, pensant d'abord à son peuple et à son sol. C'était un brave homme, qui vécut toujours modestement, heureux dans sa simple maison au bout des genêts et des bruyères du Payottenland. Jusqu'à sa mort, il fit ce qu'il croyait, en conscience, être son devoir de leader de sa Flandre aimée...

Le plus remuant et le plus original de ses collaborateurs était le sénateur Van Dieren, le sentimental de la famille, géant macropode, à la peau ravinée, secouant au loin ses mains comme si elles sortaient encore des manches de sa toge de plaideur. Très invitant, gavroche comme un collégien, il était pétillant d'esprit, baladin même, écrivant le français, lui Flamand, avec une finesse digne des meilleurs épigrammeurs du XVIIIe siècle.

Il était la spontanéité même. Quand le Ganshof van der Meersch des fiches du 10 mai 1940 rentra impudemment à Bruxelles, après la capitulation, Van Dieren alla, à grandes enjambées, au Palais de Justice et envoya au mouchard balbutieur une paire de claques comme jamais on n'en avait entendu retentir dans ce sacro-saint aréopage. C'était parfait. Vraiment l'autre n'avait pas volé la correction. Des gifles pareilles ne s'effacent pas et ne s'oublient point. Ganshof les portera jusqu'à sa mort sur sa vilaine bobine de fourbe.

Van Dieren, fort applaudi par tous les chers maîtres, se lava les mains au vestiaire, puis retourna à son travail. Cinq ans plus tard, la guerre finie, le giflé bilieux se vengea et fit infliger au bon Van Dieren dix années de prison pour sa paire de claques ! Beau joueur, Van Dieren se défendit avec un brio éblouissant devant le Conseil de guerre de Bruxelles. Le procès fut un continuel feu d'artifice. Mais le siège des juges était fait. Lourds abrutis galonnés, ils répondirent à ses traits d'esprit avec une grossièreté fanatique. Et le joyeux, l'exubérant Van Dieren fila, comme tant d'autres, expier dans des culs-de-basse-fosse son crime de lèse-calotté.

Indomptable, procédurier d'une habileté consommée, Van Dieren, de chicane en chicane, parvint après deux ans de cachot à réintroduire son cas devant les tribunaux de Liège où, à la stupéfaction générale, il finit par se faire acquitter triomphalement ! Cas unique. Cas d'autant plus mémorable !

Tout différent de Van Dieren était son collègue le sénateur Borginon, petit, ingambe, le pas menu, coiffé d'un grand feutre noir de chanteur d'opéra, les yeux gonflés derrière les verres grossissants de ses lunettes. L'air pincé, on l'eût pris pour un professeur de mathématiques du Petit Séminaire. C'était l'homme le plus intelligent du V. N. V., d'une intelligence mordante, sans fiel aucun, toute en paradoxes, assez stérile par le fait même, mais agréable à observer.

Avec une égale adresse et des arguments également irrésistibles, il eût défendu Dieu contre le diable puis le diable contre Dieu, émerveillant le tribunal par sa souplesse juridique, par les pirouettes et les drôleries de son esprit.

Malheureusement, bien qu'il eût flairé avant quiconque la défaite du Reich et rapidement émigré vers des coins d'ombre, sa subtile intelligence, son ironie si vivante et si cocasse ne lui servirent à rien dans le dernier procès qu'il plaida : le sien. Il eût parlé persan devant des Canaques ou des Papous que le résultat eût été absolument identique. Et, collègue jusqu'au bout, un dernier trait d'esprit cinglant aux lèvres, il rejoignit en 1945 dans les cachots de Saint-Gilles son vieil et pittoresque ami Van Dieren.

Trois députés nationalistes flamands, tous les trois très jeunes, encadraient le débonnaire et matois « leider » Staf De Clerq.

Le premier à entrer en piste au début de la collaboration avait été Gérard Romsée. L'ordre - particulièrement stupide - de l'arrêter n'avait pas atteint Tongres à

temps le 10 mai 1940. Le gouverneur catholique de la province de Limbourg avait montré les talons dès la première rafale de mitraillette du canal Albert. Gérard Romsée avait remplacé le fuyard. Cette nomination avait été strictement légale, effectuée selon toutes les formes par les autorités belges du ministère de l'Intérieur. Dès alors il était apparu que Gérard Romsée irait beaucoup plus loin que ce fauteuil naphtaliné.

C'était un garçon de courte taille, aux cheveux lissés, aux yeux bridés, aux pommettes plates de jeune Annamite. Vêtu simplement, modéré, toujours complaisant, il jouissait au Parlement de la considération de tous ses collègues, moscoutaires, wallingants, maçons, droitiers. Extrêmement pieux, se rendant chaque année à Lourdes en pèlerinage, modeste comme une passe-fleur, il était le chéri de son évêque, le baromètre des hommes de bien. Pour une jeune fille à l'âme céleste, il eût été le parti rêvé. Il fut question un moment de lui faire épouser cette ravissante Lily Baels qui devait si brusquement donner, peu après, un beau gros garçon à Léopold III et un sujet de conversations passionnées à tous les bavards.

Dédaignant les bergères et les futures princesses, Gérard Romsée avait été un député modèle, benjamin de l'Assemblée lors de sa première élection, réélu automatiquement depuis lors, non sur une liste V. N. V., mais sur une liste spéciale, une liste à lui, à appellation chrétienne, qui ralliait, chaque fois, un nombre énorme d'électeurs. Mais, toujours, Gérard Romsée était resté le petit jeune homme convenable, rangé, avec seulement, parfois, un petit cri joyeux et un éclair amusé dans l'oeil lorsqu'on sortait devant lui un propos égrillard.

Sérieux, travailleur, méthodique, il fut toujours l'élément pondérateur du V. N. V., celui qui assuma, dans l'Etat belge bâtard de 1940-1944, les responsabilités officielles les plus lourdes, souvent les plus désagréables, regrettant chaque jour davantage de les avoir acceptées, les payant, pour finir, d'une condamnation à vingt ans de prison, après avoir eu, devant le nez, pendant deux années, la Mort à la peau froide et blême...

Son frère, plus malheureux encore, avait été assassiné à Tongres, à la mitraillette, sauvagement arraché de sa cellule.

Les deux autres chefs de file du V. N. V., les députés Élias et Tollenaere, étaient, en 1940, les éléments les plus extrémistes de ce parti.

Fils d'un instituteur activiste de la guerre 1914-1918, durement persécuté avant d'être amnistié, Élias était long comme les perches des houblonnières d'Alost, costaud, intelligent, acharné à sa cause, tranchant., peu enclin, en 1940, à la conciliation. Comme Gérard Romsée, il parlait correctement la langue allemande, ce qui lui avait assuré des avantages tactiques dès les premiers jours.

Plus ardent encore que lui était Raymond Tollenaere, un beau Flandrien à l'oeil noir, à la crinière noire, à la lèvre forte, nerveux, dégourdi. Comme un certain nombre de ses compatriotes, il tenait plus, physiquement, du Castillan ou de l'Andalou que du Nordique. Sa dure et injuste captivité à Ypres, à Béthune, à Rouen, à Caen l'avait décidé à faire table rase de l'État unitaire «Belgique ».

Pendant les premiers mois de l'occupation, il fut un des éléments les plus intransigeants du V. N. V., en organisa et en commanda les milices. Quand éclata la guerre contre les Soviets, il partit bravement au front de l'Est, à la tête de ses gars, et tomba héroïquement au Volchow, non loin de Leningrad, durant l'hiver de 1941.

Père de quatre tout jeunes enfants, il n'avait pas hésité un instant à risquer sa vie pour sauver l'Europe du bolchevisme et pour aider au rapprochement des Germains. Mais lui aussi, comme les principaux dirigeants flamands, pensait d'abord à la Flandre. Il voulait une Flandre forte dans une Europe germanique, une Flandre libre, avec des Flamands maîtres chez eux, amis des Allemands, coéquipiers des Allemands, mais non prussianisés. C'était un sincère, un idéaliste. Il est mort, les yeux francs, en paladin de sa cause.

Quant au vieux leader Borms, ancien président de l'embryon d'Etat flamand de 1918, et condamné à mort en 1919, il n'exerça vraiment aucun rôle actif dans la politique de la Flandre durant la Deuxième guerre mondiale.

En 1936, lors de la signature du « gentlemen's agreement » entre Rex et le V. N. V., il avait été entendu à mi-voix que nos alliés nationalistes flamands laisseraient

discrètement retomber le rideau sur l'ancien chef séparatiste. Le nom de celui-ci était un élément de bagarre. Nous nous étions alors engagés sincèrement, les uns et les autres, dans la voie d'un accord flamand-wallon au sein d'un Etat belge doté d'un statut fédéral. Qu'on fût admirateur ou adversaire de l'ancien leader activiste de 1918, mieux valait écarter de notre travail constructif des réminiscences qui, purement négatives, n'eussent apporté que des perturbations.

Borms, vieilli prématurément par plus de dix années d'incarcération sévère, menait avant la guerre une vie retirée dans la banlieue d'Anvers. Il n'essayait aucunement de retrouver un rôle politique. Pourtant, alors qu'il était inéligible, enfermé dans son cachot de Louvain, la grande métropole de l'Escaut avait apporté à son nom un nombre de voix phénoménal, capable de l'élire sept fois député ! Borms, dont la conduite en prison avait été courageuse et très digne, vivait, à la veille de 1939, dans une condition voisine de la misère, égrotant, vendant lui-même de porte en porte, à sept francs l'exemplaire, un petit livre de souvenirs qui constituait son seul revenu. Des Flamands avaient dû constituer un « fonds » pour l'empêcher de mourir de faim.

J'étais en contact personnel, chaque jour, au Parlement, avec les dirigeants du V. N. V. : je sais très bien que Borms n'intervint en aucune manière dans les événements politiques qui précédèrent la rupture de la neutralité. C'était un vieil homme fini, ratatiné sous sa petite calotte noire de marchand d'antiquités. Pourtant, lui aussi fut jeté en prison par les fous du 10 mai 1940, envoyé au bout de la France dans un camp de concentration, traité avec une barbarie innommable par les militaires français. A chaque arrêt du train de « suspects », on l'arrachait du fourgon, on le giflait, on urinait sur lui, on le piquait à coups de baïonnette, on le forçait à se mettre à genoux devant les Sénégalais et à demander pardon à la France ! Plusieurs de mes amis se trouvaient dans ce train de douleur et de folie : tous furent profondément impressionnés par la sérénité chrétienne avec laquelle ce vieillard impotent supporta ces tourments ignobles, sans se plaindre jamais, mais sans jamais, non plus, courber la tête...

Durant les quatre années d'occupation, son activité politique fut inexistante. Il y eut une manifestation flamande en son honneur au Théâtre de la Monnaie, puis une manifestation allemande dans l'enceinte du Sénat. Manifestations académiques, l'une comme l'autre. Tout cela était rétrospectif. L'homme était tout cassé, chevrotant. Il présida, pour la forme, une vague commission officielle. On avait, dans les milieux allemands, des égards pour lui. Mais c'était le passé. Ce vieillard en avait vu de toutes les couleurs. On adoucissait un peu ses derniers jours. Ce n'était pas un crime.

Même en septembre 1944, lorsqu'à l'approche des blindés anglo-américains, il gagna le Reich, il laissa les dirigeants flamands réorganiser leurs bureaux dans le Hanovre sans leur rendre visite une seule fois et vécut, loin d'eux et de la politique, dans une petite pension de famille du pays rhénan. Il n'avait pas d'argent. C'est un jeune docteur en philologie, le Dr Reusch, homme sensible et discret, qui venait, chaque mois, sur la pointe des pieds, régler sa note...

Après la guerre, on commit l'infamie de faire payer à ce vieillard au bord du tombeau, retrouvé dans un hôpital du Reich, les actes qu'il avait commis un quart de siècle plus tôt et que le roi Albert, en personne, avait solennellement amnistiés. Le bruit passager fait autour de Borms, de 1940 à 1945, n'avait été que de l'éloquence quasi posthume. C'est l'ancien compte, légalement effacé pourtant, qu'on ressortit. Et on fusilla lâchement ce vieux monsieur valétudinaire, usé jusqu'à la corde, blanchi, tout tassé, la jambe prise dans un appareil, n'avançant plus que sur des béquilles, mais qui trouva encore dans sa foi, dans ses convictions, l'énergie suffisante pour se redresser fièrement devant ses juges et pour regarder calmement le peloton d'exécution avant de mourir...

Exécution inutile. Exécution imbécile et lâche, que la Flandre n'oubliera pas de longtemps. Les martyrs, tôt ou tard, cela se paie.

Une chose est certaine, en tout cas, c'est qu'en 1940, plusieurs millions de Belges brûlaient le pavé derrière le V. N. V. vainqueur, malgré ses glorifications de Borms et ses imprécations contre l'Etat Belgique.

Les foules sont ainsi : elles se précipitent sans pudeur dans les bras de celui qui gagne, que celui-ci ait raison ou qu'il ait tort. Ce n'est pas joli, joli. Mais c'est, hélas, la réalité. L'idéaliste tombé à terre est sauvagement piétiné : on s'acharne à le fouler, même si on l'acclamait la veille. Mais celui qui triomphe, même si la veille on l'insultait, est sûr de la prosternation du public, la langue agile autour de ses bottes.

En juin, en juillet, en août 1940, le V. N. V. moissonnait. Il emportait les trois quarts des sièges de gouverneurs de provinces en Flandre. Il envahissait les Hôtels de Ville. Secondé puissamment par l'autorité occupante, il faisait donner aux lois sur la séparation linguistique le maximum de rigueur et obtenait la suppression immédiate et radicale en Flandre des derniers quotidiens et hebdomadaires de langue française. Il poussait en masse ses militants dans le corps enseignant, la gendarmerie, l'Administration.

Cette réaction était normale. Elle était la riposte à des dizaines d'années de francisation contre nature. La Flandre devait être flamande. C'était logique. C'était sain. Ce n'était nullement un mal. Et cela n'avait rien d'inconciliable avec une politique d'équipe dans l'ensemble du pays.

Malheureusement, la facilité de leur succès, l'innommable veulerie du public grisèrent promptement certains chefs du V. N. V.

De 1936 à 1940 ils avaient été pour nous de bons compagnons de lutte, chacun manoeuvrant dans son secteur mais tous s'entraidant avec amitié. Lorsque je revins de prison, en août 1940, je vis bien que l'état d'esprit n'était plus le même. Pas un geste d'amitié au retour. Et, par la suite, durant les premiers mois, une froideur voulue, de la hauteur même, qu'allaient accompagner parfois certains travaux de sape.

Ce n'était pas très aimable. Mais la politique n'est pas toujours une école de nobles mouvements de menton.

Ce n'était pas très adroit non plus. Et en politique, une maladresse tactique est beaucoup plus grave qu'une dérobade des sentiments. Les dirigeants du V. N. V., en pleine ascension stratosphérique, commettaient, en 1940, la lourde faute de ne pas remarquer que le danger de l'engloutissement de la Flandre par un État allemand super-vainqueur, fort de cent millions d'habitants et qui croyait le grand jour venu, était infiniment plus sérieux, plus réel que le risque d'une absorption quelconque des Flamands au sein d'un système fédéral belge.

Déjà, avant la Deuxième guerre mondiale, dans l'État belge de 1939, les Flamands tenaient en main solidement le pouvoir, étaient sûrs non pas de subir l'avenir, mais de le contrôler et de le dominer. En 1940, après la chute de l'Ouest, l'établissement en Belgique d'un statut fédéral flamando-wallon était une revendication acquise : il y avait accord général pour l'instaurer.

Mais, entre temps, l'idée de l'égalité au sein d'un État commun avait été dépassée : les dirigeants du V. N. V. crurent que pour eux désormais tout était devenu possible, et ils rejetèrent avec aigreur toute idée de solidarité et de travail en équipe avec les éléments non flamands (Bruxellois francophones et Wallons) qui représentaient l'autre moitié du pays. Allant plus loin, Staf De Clerq se lança dans une bruyante campagne visant à la colonisation de la Wallonie. La Wallonie devait devenir l'espace vital de la Flandre ! Le leader du V. N. V. prononça sur ce thème plusieurs discours impérialistes profondément blessants, volontairement blessants. Il créa, sans même nous en informer, des sections de son parti en territoire wallon et exigea qu'on nommât en Wallonie divers bourgmestres et fonctionnaires V. N. V.

Pendant des années, il avait lutté pour éliminer de Flandre l'impérialisme «fransquillon». Nous l'avions soutenu totalement, parce que cette revendication était sensée et juste. Mais, à peine vainqueur, il prétendait recréer en grand, à son profit, en Wallonie, les injustices et les erreurs qu'il avait stigmatisées la veille, en Flandre, quand elles lui faisaient tort !

Staf De Clerq ne voulut pas se rendre compte qu'en considérant la moitié du pays comme une vulgaire terre africaine à coloniser et en nous traitant, nous ses anciens camarades et covenantaires, en obstacles à sa politique d'expansion, il s'isolait redoutablement. Le jour où le Reich exigerait plus qu'il ne voulait donner, il serait seul, s'il s'acharnait d'abord, aveuglément, à nous affaiblir et à nous perdre.

Je tentai en vain de lui expliquer combien sa politique était inamicale - faible argument ; injuste - faible argument encore ; et dangereuse - argument plus décisif - pour son parti et pour les Flamands eux-mêmes. Nous avions été pour eux, toujours, des alliés sincères, loyaux, ardents. Mais Staf De Clerq avait la certitude de triompher tout seul et d'absorber, en dix ans, «l'espace vital» du Sud.

Ses illusions s'envolèrent vite. Un an plus tard, avant de mourir, il avait eu le temps de reconnaître, déjà, l'erreur de sa politique. Le V. N. V. poussé en flèche par les Allemands en 1940 allait, avec le temps, être mis en quarantaine par eux, puis presque ouvertement persécuté en 1943 et en 1944.

En août 1940, j'avais mis en garde Staf De Clerq, Élias, Tollenaere. Seul Gérard Romsée était compréhensif, déplorait discrètement cette brouillerie. Mais les autres étaient déchaînés. *Volk en Staat* publiait des articles hargneux. Du matin au soir, Staf De Clerq soufflait dans la trompette impérialiste. Élias, Tollenaere, Borginon même, l'astucieux Borginon, n'étaient plus à tenir.

Tous les moyens de propagande étaient bons.

Le plus pénible moyen qui fut employé, le plus démoralisant, fut celui de la libération des prisonniers de guerre flamands, à l'exclusion des prisonniers de guerre wallons.

Cette discrimination était indigne de l'armée allemande qui ne voulut jamais faire d'autre distinction qu'entre le courage et la lâcheté de ses adversaires : les soldats de l'armée belge, qu'ils fussent Wallons ou Flamands, s'étaient honorablement battus ; ils devaient être tous traités de la même manière ; il fallait les libérer tous ou n'en libérer aucun. Faire de leur captivité et de leur liberté un objet de chantage politique était une manoeuvre indigne.

Les dirigeants allemands - des gens de police surtout - qui ont pris, en juin 1940, la décision d'exploiter politiquement le désir - très humain - d'être libérés, de centaines de milliers de captifs belges, et d'exiger d'eux qu'ils déclarassent par écrit leur appartenance à la race flamande, sous peine de voir se prolonger indéfiniment leur infortune, ces dirigeants-là ont commis une action basse. Et le V. N. V. lui-même eut tort de proposer ou - ce qui est plus exact, je crois - d'accepter et d'utiliser cette discrimination, pour fonder sur elle sa politique de parti et, surtout, sa politique de colonisation.

Car c'est à cela que visait la mesure : prouver que la grande majorité des Belges étaient des Flamands.

Évidemment, chaque pauvre diable qui moisissait au fond de son «Stalag» du Brandebourg, de la Styrie ou de la Prusse orientale, qui pensait à ses gosses, à son travail, devait céder à la tentation. Les huit dixièmes des prisonniers se déclarèrent Flamands.

Qu'est-ce que cela prouvait ? Si l'offre eût été faite dans l'autre sens, les huit dixièmes des prisonniers se fussent déclarés Wallons.

Mais cette machine à propagande était une arme formidable. Des commissions flamandes, extrêmement cassantes, composées pour une bonne part d'anciens activistes de 1918, pratiquaient l'inquisition dans les camps, soumettaient les soldats belges à des inspections et à des examens individuels qui évoquaient les marchés d'esclaves. Selon qu'on était jugé pur ou impur par ces commissions, on recevait la liberté ou l'on était enfoncé dans la captivité jusqu'à la fin de la guerre.

Ces discriminations relevaient du plus pénible trafic électoral. Elles eurent sur l'opinion belge une répercussion immense. C'était, pour la masse, la preuve que le V. N. V. pouvait tout, que les Allemands lui accordaient tout ce qu'il voulait.

Le public eût du s'indigner de ces racolages humains (et inhumains). Au contraire, le V. N. V., parce que puissant officiellement, devint extrêmement populaire dans l'opinion publique. Le *Volk en Staat* grimpa à des tirages astronomiques. Tout le monde se proclamait V. N. V., même dans la bourgeoisie de Bruxelles, vieux bastion de l'antiflamingantisme ! Chacun se trouvait des aïeux flamands, avait toujours été partisan d'une réforme flamande ! Le V. N. V. recevait de l'argent de toutes parts, à flots.

Je fus le seul homme politique à protester avec force contre ces procédés inéquitables, à faire remarquer à nos amis nationalistes flamands que ce battage était

immoral, que cette pêche aux prisonniers était vilaine, que la campagne injurieuse de colonisation de «l'espace vital» wallon se retournerait contre la Flandre, au lieu de la fortifier.

Mes paroles ne firent pas plus d'effet que le jet d'une coquille de noisette sur la carapace d'un vieil alligator. Un vent de folie soufflait.

D'ailleurs, pourquoi les dirigeants du V. N. V. eussent-ils mis une sourdine à leur concert impérialiste d'alors ? Des milliers de flatteurs et de lécheurs (nababs de finance, requins d'affaires, roquentins des anciens partis) rampaient autour d'eux, houssinaient leur tapis avec délice, les comblaient de compliments et de chèques au porteur, mendiaient un sourire, un petit appui.

La chasse humaine dans les « Stalags » et les « Oflags » se développait avec la participation fiévreuse de ceux-là mêmes qui eussent dû être les tout premiers à protester. Il y eut jusqu'à des généraux de l'armée belge qui, au lieu de prendre la défense de leurs soldats livrés à cet immense et vil marchandage, au lieu de montrer, au moins, leur réprobation en s'abstenant d'intervenir dans la manoeuvre, se ruèrent, bousculant tout le monde, pour prendre leur profit dans l'opération. Eux, officiers de carrière, responsables du moral de l'armée et de son unité, eux qui voyaient casser en deux leur pays par cette basse opération politique, furent les premiers à sonner la breloque, les plus acharnés à se découvrir - ou à s'inventer - des ascendances flamandes. Des généraux liégeois cent pour cent, qui étaient incapables de dire deux phrases correctes en « moedertaal », juraient leurs grands dieux qu'on n'avait pas vu plus purs Gantois qu'eux depuis Jacques van Artevelde !

La capitulation de ces arlequins étoilés, en quête de profits personnels, fut ignoble. Elle fut inutile, car ces généraux reptiles restèrent tout de même en boite jusqu'en 1945.

Elle ne fut pas un cas isolé. A l'été de 1940, toutes les anciennes «élites» étaient prêtes à n'importe quel reniement, en vue de se bastinguer, ou de saisir des places, ou de s'enrichir.

Les «forces d'argent» brillaient au premier rang de ces crocodiliens aplatis.

VIII

LA COLLABORATION FINANCIÈRE

L'étrange baron de Launoit. - Le double jeu de l'hypercapitalisme. – Une après-midi chez Coppée. - Dîners, avec Empain junior. - Les frasques du baron Jean. - Raymond Delhaye sur le cocotier collaborationniste. - Sept millions de subsides au V. N. V. - Fraternisation des forces d'argent et de la *Militar Verwallung*.

Le monde belge des affaires fut extrêmement prompt à collaborer en 1940 avec le Reich vainqueur.

Pourquoi eût-il hésité ? Il était couvert : le Roi, dans sa proclamation du 28 mai 1940, avait conseillé à tous ses sujets de se remettre au travail. Comment se remettre au travail, c'est-à-dire se procurer les matières premières, obtenir les moyens de transport, répandre les produits fabriqués, sans collaborer avec l'occupant, omnipotent dispensateur et acheteur ?

Le premier à affronter le problème fut le magnat numéro un de l'industrie lourde en Belgique, le baron de Launoit. Portant beau, type Aga Khan, de Launoit était certainement l'astre le plus extraordinaire qu'on eût vu surgir dans le ciel ténébreux de la finance belge depuis la mort de Loewenstein.

Parti d'à peu prés rien, allumettier en compte à demi, de Launoit était devenu le plus important brasseur d'affaires de Belgique, après une ascension remplie de mystère. D'incroyables histoires à la Stavisky, toutes invérifiables - détournements, empoisonnements, cadavres féminins noircis en une heure ! - avaient fait, bien avant la guerre, de ce baron d'affaires liégeois, un personnage balzacien, redouté, flatté, mais que chacun regardait d'un drôle d'oeil.

L'homme était supérieurement intelligent, avait su s'entourer d'une cour de femmes qu'il comblait de présents somptueux et qui lui donnèrent l'auréole mondaine qu'il lui fallait. Il monta parce qu'il avait du flair, de l'audace, du sang-froid, mais il monta aussi parce qu'il avait, en temps opportun, l'argent facile. Il «arrosait» comme jamais, en Belgique, personne n'arrosa. Il arrosait les partis, tous, quels qu'ils fussent. Il arrosait la noblesse, notamment toute une volière de décavés à blason qui servaient de décor aristocratique à son théâtre personnel. Il y allait par millions, sans hésiter, quand l'homme, la femme, ou le coup l'intéressaient.

Lorsque Rex monta en flèche il souscrivit en une fois, en septembre 1936, sur le conseil d'un ministre catholique wallon, cent vingt mille abonnements de deux mois à notre quotidien de combat, *Le Pays réel !* Je me souviendrai toujours de notre stupeur lorsque nous vîmes arriver aux bureaux de la rédaction du journal le comte de Berlaymont, chargé par lui de régler à la caisse du journal cette souscription inimaginable qui doublait, d'un coup, le nombre de nos abonnés ! Les liasses de billets du baron de Launoit - deux millions de francs ! - remplissaient une valise entière !

Il nous envoya, la même semaine, en cadeau, quatre puissants camions blindés, sans doute pour aller cueillir des herbes d'amour dans la rosée mosane.

Puis tout retomba dans le silence. Plus jamais de Launoit ne nous donna signe de vie. De notre côté, nous nous gardâmes de le relancer.

Quant à notre miraculeux comte de Berlaymont, garçon plein de coeur, de cran et de pittoresque, organisateur-né de coups d'État, il avait monté à titre personnel, dans le Condroz, grâce à d'importants subsides du même baron, une mirifique brigade de choc composée de cagoulards anticommunistes. Plusieurs centaines de solides paysans de la région avaient été armés jusqu'aux dents, se livrant à des mitraillades inouïes, avec la complicité de la gendarmerie locale. On tirait du matin au soir. De Launoit avait payé les camions blindés - dix - destinés à transporter

n'importe où dans le pays, à la première alerte, la meute de ces sympathiques et belliqueux pétaradeurs.

Le complot était enfantin.

Le voisin du comte de Berlaymont, le pacifique et grassouillet comte d'Aspremont-Lynden, que tout ce tapage dans ses récoltes préoccupait, apprit, par une heureuse indiscrétion, que la Sûreté était au courant de ces concerts champêtres et allait intervenir. Berlaymont eut tout juste le temps de courir à la frontière et de s'expatrier.

De Launoit ne s'inquiéta pas pour si peu. Il se dédouanait à droite et à gauche, régulièrement, et princièrement. Il n'avait pas plus humbles caudataires que les socialistes liégeois : Truffaut, le petit Truffaut, député bouffon à pantalon à carreaux clairs, courottait près de lui en public comme un chien basset. Mais cet homme d'argent avait d'autres personnages à sa discrétion. Henri Jaspar, l'ancien Premier ministre catholique, chef de la droite liégeoise, était un de ses hommes de main le plus en vue, le plus utile et le plus comblé. Lorsque de Launoit, toujours vert-galant, désira repiquer une seconde jeunesse et voulut épouser religieusement une tendre agnelle dont l'ascendance, depuis longtemps, lui plaisait au plus haut point, Jaspar mena l'offensive à Rome, fit donner nonce, cardinaux, daterie et toute la grosse artillerie vaticane. De Launoit, bien qu'il eût un fils majeur, obtint l'annulation de son premier mariage, pour «non-consommation» précisaient, en clignant de l'oeil, les commentateurs. Dont coût : un demi-million. Quant à la «non-consommée», elle put aller se promener, laissant le champ libre à la garde montante !

A la veille de la guerre, de Launoit avait atteint le sommet de la puissance. Il maniait vingt trusts, en Belgique et au Congo. II avait couvert à lui seul, à Liège, les frais fabuleux de l'Exposition de l'Eau - dont on l'avait bombardé président afin qu'il crachât, c'est le cas de le dire. Il recevait avec opulence des centaines d'invités, au milieu de la Meuse, sur un yacht éblouissant qui avait coûté plusieurs millions et n'avait été construit que pour servir de décor à ces réceptions sardanapalesques.

De Launoit avait ses hommes (et ses femmes) partout. Il avait même fini par s'introduire fort en avant dans la famille royale de Belgique. En cela, comme en beaucoup d'autres choses, il avait imité Loewenstein, lequel avait pris jadis comme secrétaire - un secrétaire de dix-neuf ans ! - un jeune duc oisif, cousin germain de Léopold III, dont les exploits n'avaient pas tardé à défrayer la chronique.

De Launoit, lui, s'était tourné du côté des dames. Il avait mis à la disposition de la duchesse de Vendôme, soeur du roi Albert, le magnifique château d'Argenteuil près de Waterloo. La fille de celle-ci, l'élégante, fine et blonde Geneviève de Champonay, cousine germaine de Léopold III, séjournait dans un autre domaine du baron, le pittoresque manoir de Modave, merveilleusement perché tout en haut du Hoyoux.

Il en résulta que l'habile de Launoit se trouva finalement presque en famille parmi ce monde couronné. En 1940, après la capitulation, il fut l'un des rares Belges qui trouvèrent accès au Palais de Laeken. La porte, si jalousement gardée, des appartements de Léopold III resta ouverte pour lui durant toute la guerre. Il reçut personnellement du Roi, en juin 1940, toutes les approbations et autorisations qu'il désirait. La grande fraternisation belge des forces d'argent avec le Troisième Reich a daté de ce «licet»-là.

L'influence du baron de Launoit au Château de Laeken s'accrut chaque jour davantage, durant les années d'occupation. Au cours de l'hiver 1942-1943, de Launoit, fut l'un de ceux qui décidèrent Léopold III à rejeter la demande du gouvernement Pierlot, lorsque celui-ci pria le Souverain de protester publiquement contre les envois forcés d'ouvriers belges en Allemagne. Il est presque inutile d'ajouter qu'à la « Libération », lorsqu'on enfourna dans les geôles démocratiques belges environ cent mille pelés et galeux, de Launoit, lui, ne passa pas une minute au bloc. Démocratie = ploutocratie !

Les derniers morts des combats de la Lys, fin mai 1940, étaient à peine ensevelis qu'un formidable consortium à 49 % - 51 % avait soudé l'un des plus puissants bastions de l'industrie lourde de la Meuse à l'industrie lourde du Pays d'Hitler.

Bientôt, toute la sidérurgie liégeoise embotta le pas. Dès la fin de juin 1940, ces seigneurs dorés sillonnaient la route de Liège à Bruxelles où ils venaient assaillir de propositions tous les gratte-papier de la *Militar Verwallung.*

L'essence ne manquait pas pour ces voyages philanthropiques. Elle coulait d'une source pittoresque : elle était achetée en fraude à des distributeurs allemands par le véritable inventeur du marché noir belge, le propre frère du ministre socialiste Wauters, qui revendait, à cinq fois le prix, des milliers de litres de gazoline de la Wehrmacht aux seigneurs empressés de l'industrie collaborationniste.

Certains affairistes belges avaient, de longue date, pris des garanties outre-Rhin. Le cas le plus impudent fut celui du magnat de la soude, John Ernest Solvay.

Lorsqu'en 1937, j'avais provoqué en duel électoral le Premier ministre d'alors, le professeur-bankster van Zeeland, on avait vu ce John Ernest Solvay, triste petit pète-sec, élavé, chafouin, fouille-au-pot, jeter des sommes folles dans la bagarre, dépenser pour me contrer six millions de francs en une vingtaine de jours. J'avais été vaincu provisoirement par ces millions-là. Mais six mois plus tard, je prenais ma revanche, faisant éclater dans les longues pattes de héron du chef du Gouvernement le pétard pré-atomique du scandale de la *Banque Nationale* qui mit fin à la carrière ministérielle de l'éminent et enguignonné « cagnotard ».

Quels avaient été les accords Solvay-van Zeeland (car dans ce monde-là on ne fait rien pour rien) ? On ne le sut jamais. Une fois van Zeeland le nez dans la sciure de bois, le crapoussin Solvay ne m'intéressait plus.

Ce qui me stupéfia, par contre, ce fut d'apprendre plus tard qu'au moment où il gâchait six millions pour faire élire, avec l'appui bruyant des communistes, un van Zeeland bombardé défenseur des «institutions démocratiques» menacées par le «fascisme», le dit John-Ernest Solvay versait exactement la même somme, à un pfennig près, à des oeuvres du Parti hitlérien en Allemagne !

Dès lors, dans le monde des affaires, certains flibustiers qui voyaient loin jouèrent cyniquement sur les deux tableaux opposés, payant des deux côtés, en attendant de toucher des deux côtés.

Il n'empêche que ces messieurs huppés furent assez secoués par les événements de mai 1940. La plupart, lâchant leurs ouvriers, avaient joué des guibolles jusqu'aux Pyrénées, rapides comme des isards.

Renouer des contacts personnels en Allemagne, tout de suite après la défaite, était, pour eux, très compliqué.

Ils ne connaissaient pas les chefs de l'administration militaire allemande en Belgique, et ils étaient absolument convaincus que tout allait être géré dorénavant par les nouveaux partis. Ils brûlaient du désir de s'y assurer des protecteurs, comme jadis dans les vieilles guimbardes démocratiques.

Aussi, dès mon retour à Bruxelles, vis-je s'amener chez moi toutes sortes d'émissaires mystérieux, parlant à mi-voix des sympathies très vives que nourrissaient à mon égard des dizaines d'aimables marsupiaux à qui j'avais pourtant planté de solides harpons, avant la guerre, au cours des chasses acharnées que je menais contre les cachalots de la politico-finance.

On m'invitait. Ces gens désiraient me connaître, me consulter, et saluer en moi un rénovateur !

J'étais quant à moi décidé à voir du monde, à connaître exactement tout l'échiquier du pays avant d'engager à nouveau mes propres pions. Je me rendis donc à certaines de ces invitations. Je ne le regrettai point, car je m'offris ainsi un spectacle aussi drôle qu'il était instructif.

L'un des plus prompts à me prier à prendre le thé fut Coppée, l'Évence Coppée du benzol fourni aux armées de Guillaume II en 1914-1918.

Il me reçut dans sa maison de ville de l'avenue des Nations, château mastoc en faux Louis XVI, étranglé dans quelques mètres de gazonnée jaunie.

Ce qui chez lui m'intéressa surtout, ce furent les Brueghels accrochés aux murs du fumoir, des Brueghels minuscules mais d'une perfection divine. Ils contrastaient tristement avec la bobine cramoisie de leur propriétaire. L'oeil plissé, petit, sournois, les abajoues violâtres par plaques, comme des cuissots mal saignés, ses mains

épaisses pendant ballantes, il ressemblait à un évêque vicieux, un peu décati, sorti en civil pour une bordée. Il avait la langue épaisse et ne paraissait en rien génial.

Il faisait des efforts amusants pour déployer devant moi ses lettres de noblesse d'Ordre nouveau. A entendre ce vieux busard, il n'y avait jamais eu, en Belgique, de plus ardent fasciste que lui. Il était l'ami de Mussolini, avait été reçu à Rome par lui. Le salut du monde n'existait, à ses yeux, que dans le corporatisme, un corporatisme où, bien entendu, le charbon et le benzol du trust Coppée auraient une place de choix.

Je vidais à petits coups, silencieusement, ma tasse de café. Il était bon.

Coppée, que l'usage de la parole épuisait, avait la peau plus violacée que jamais. J'écoutais, attendant la suite.

Il dut bien poursuivre son discours : il était fasciste d'idées, mais aussi fasciste de l'escarcelle ! Cela me semblait incroyable car, physiquement, il avait absolument tous les réflexes du fesse-mathieu, des gestes de chat qui sort et rentre ses griffes, des tics de l'oeil qui calcule et qui soupèse. Pourtant il s'expliqua : il avait financé *l'Action nationale* de Pierre Nothomb, soutenu ce fascisme en herbe au prix de plusieurs centaines de milliers de francs, des francs non dévalués, insista-t-il. Il semblait que le souvenir de chacun des billets sacrifiés à cette grande et noble cause le faisait encore souffrir.

S'il le fallait, il souffrirait de nouveau. Je remerciai pour le thé et je sortis. Il me regarda partir, inquiet, le corps contourné comme celui d'un vieux matou qui n'est plus sûr de ces réflexes.

Les contacts avec les ploutocrates Empain furent encore plus pittoresques. Le trust de l'Électricité me délégua l'espoir de la tribu, Empain junior, Édouard Empain.

Il voulut faire bien les choses. Il me pria à dîner dans le salon d'un hôtel discret, visiblement réservé à d'autres déclarations que des professions de foi pro-rexistes.

Ce qui m'a toujours le plus étonné chez ces hommes d'argent, c'est de voir comment, politiquement, ils étaient des croûtons. Le plus petit propagandiste socialiste ou moscoutaire de Quaregnon, de Marcinelle, de Seraing, a l'esprit bien plus délié qu'eux. Empain junior, lui, dépassait tout en banalité. Pas méchant garçon. Au contraire. Un peu sacristain dans une famille où l'on n'a pas toujours vécu à la sacristie. Pacifique. D'accord sur tout, sur tout, ce qu'il comprenait et sur tout ce qu'il ne comprenait pas. Mais borné comme un cimetière new-yorkais.

Suant de bonne volonté, il était absolument incapable d'imaginer ce qui se passait dans l'univers. Peut-être, dans sa spécialité de brasseur d'affaires, était-il compétent ? C'est, possible. Pourtant j'en doute. Je me suis souvent demandé comment de pareils nicodèmes se tiraient de leurs fonclions. Sans doute disposent-ils de commis capables ? Je n'aurais pas pris la responsabilité en tout cas d'en taire un surnuméraire aux contributions directes ou un secrétaire communal à Sensenruth ou à Mogimont.

A l'heure de régler l'addition, d'ailleurs très modeste, Empain junior retourna devant moi son portefeuille dans tous les sens. Il avait la réputation d'être le roi des pince-mailles. Je vis le moment où j'allais devoir avancer cinq louis à ce disetteux. Finalement il chercha son stylo, ne le trouva point, demanda un porte-plume et un encrier, bafouilla des excuses et signa un chèque, pour payer deux soles et un filet américain.

Ne voulant pas demeurer en reste avec lui, je l'invitai à déjeuner dans ma propriété de la Drève de Lorraine. Il y arriva à l'heure normale du pousse-café, traînant à la main un vélo, des pinces métalliques au bas du pantalon, marmiteux comme un porte-balle, ruisselant de sueur pour s'être perdu durant une heure et demie dans les allées de la forêt. Il était encore plus accablé par son impuissance d'esprit que la première fois. Ma femme, stupéfaite, essayait d'animer la conversation. Mais, visiblement, ce brave garçon appartenait davantage au règne végétal qu'au règne animal.

Le plus terrible, c'est qu'il s'était découvert un vif attachement pour moi. Il m'invita derechef. Ça devenait grave. Je passai en coup de vent à son domicile. Son bureau contenait de remarquables meubles Boule, aux merveilleuses incrustations. Mais ce mobilier raffiné était massacré par la présence de deux coffres-forts horribles, énormes comme des chaudières de cargo.

Par la suite, Empain junior insista encore pour fortifier les contacts entre nous. Durant mon enfance, j'avais contemplé dans les champs ardennais des ruminants de toutes les sortes. Je connaissais à fond le spectacle. Je déléguai un de mes collaborateurs à ce phénomène. Lui non plus, il ne comprit jamais ce qui se passait derrière cette face rouge, derrière ces yeux ronds, sous ce poil un peu crépu, mi-fil, mi-laine.

Le brave Empain excursionna alors du côté des V. N. V., tenta pendant toute une année de se faire nommer par Gérard Romsée commissaire général aux sports (sans doute à cause de sa bicyclette). Mais il était toujours aussi atone et bovin. On lui préféra Pierre Daye qui, ayant pratiqué le nudisme et assisté à de nombreux combats de boxe au parlement belge, était tout indiqué pour de telles supervisions.

Autrement dégourdi que l'Édouard Empain de Bruxelles était le Jean Empain de Paris, maître tout-puissant du métro.

Lui s'était senti chez lui dans la collaboration aussi vite qu'une ablette rejetée à la rivière se retrouve dans le courant. C'était un fêtard peu banal, qui avait promené sur toutes les mers d'Europe son yacht illuminé de filles-fleurs, nues comme des feuilles de vigne. Le succès de ces Èves, qui ne toléraient de voiles qu'aux huniers de l'embarcation, avait été tel que le paradis flottant de Jean Empain avait été successivement banni de tous les ports du monde.

Empain avait mis le comble à ses exploits, une nuit d'orgie au pays de Cléopâtre, en découpant en rondelles le Grand Cordon de l'Ordre du Nil (que le roi d'Egypte venait de lui offrir) et en obligeant chacune de ses invitées à s'en appliquer une en guise de cache-sexe !

Je ne sais pas quelles rondelles l'impénitent batifoleur avait offertes aux représentants du Reich en France, à la fin de 1940. En tout cas, il jouissait à Paris de prérogatives illimitées, roi du pavé, trimbalant bruyamment, du Fouquet's au Maxim, dans une prodigieuse voiture de luxe au long tuyau d'échappement chromé et annelé, une jonchée de femmes éblouissantes qui, avec ou sans Grand Cordon du Nil, festoyaient à ses côtés chaque soir, parmi le champagne, les roses et les oeillets.

«Monsieur le baron», devant lequel maîtres d'hôtel et larbins plongeaient comme s'ils étaient à la piscine, enliassait les millions grâce à son métro qui, monopolisant la circulation, avait alertement doublé ses recettes.

L'on n'appliqua jamais, pour lui, aucun décret de restriction d'aucune sorte. Il avait été très intimement lié avec l'attachante, si belle, si humaine actrice Corinne Luchaire. Il finançait son père aux *Temps nouveaux*. Luchaire lui revalait cela auprès de ses puissants amis du Reich. C'était de la collaboration en trois temps où chacun trouvait son compte.

L'allègre viveur de Paris, le petit bedeau rapiat de Bruxelles, tout cela c'étaient les mêmes trusts, les mêmes coffres-forts, les mêmes sacs d'écus. L'un roulait dans une voiture de maharadja. L'autre suait sur sa bicyclette. Mais l'or entassé en commun ne trahissait ni le parfum des ondines saoulées de soleil sur le yacht adamique, ni l'odeur du cuir des bottes d'Ordre nouveau cirées à Bruxelles et à Paris par la famille.

Le plus tenace de ces renifleurs de collaboration fut le nommé Raymond Delhaye, le Vaxelaire ersatz des grands magasins du *Bon Marché* de Bruxelles.

Les Vaxelaire officiels et lui avaient en commun une passion presque enfantine des compliments, des décorations, des représentations. Le plus connu de ceux-ci, Georges Vaxelaire, petit bonhomme bancroche, aussi aimable que mal foutu, s'était spécialisé dans le genre lyrique et consulaire. Palmé, doré, sonnaillant, submergé de tôles clinquantes et d'aigrettes, il avait toujours l'air d'un vieux mulet sicilien entrant à Catane un jour de fête.

Raymond Delhaye chassait de race. Il avait dû renoncer à suivre les chefs légitimes de la maison sur le sentier fleuri des muses. Là vraiment, il n'y avait rien à faire, ni en prose, ni en vers. Apoplectique, le front presque inexistant, aussi plissé qu'un tuyau de réfrigérateur, le corps balourd, la peau collante, s'épongeant sans cesse, il avait, jusqu'en mai 1940, limité ses ambitions à la diplomatie sud-américaine. Il avait décroché, après beaucoup d'efforts, un vice-consulat : du Nicaragua, je pense, ou du Venezuela, ou du Guatemala ; en tout cas quelque chose

qui se terminait par *a*... En établissant la hiérarchie protocolaire des pays par ordre alphabétique, et en commençant par la queue des mots, il venait donc en tête...

L'occupation de Bruxelles, le vendredi 17 mai 1940, fut pour lui l'occasion inespérée d'aller encore plus haut que *l'a du* Nicaragua. Il était resté à Bruxelles. Pourquoi ? Les desseins de Dieu sont impénétrables. Sans doute le Tout-Puissant le destinait-il à de grandes choses. Delhaye, soumis à l'avance aux plans les plus audacieux du Seigneur, alla se promener dans les ministères vides, le 16, jour de la fuite générale. On avait alors besoin de tout dans ces bureaux béants : de portiers, de nettoyeurs de vitres, de préposés aux cabinets. Notre Nicaraguayen d'adoption offrait ses services. On l'embaucha. On lui confia *ad interim* un secrétariat général vacant, vacant comme tout le reste.

L'homme, s'il était vaniteux, n'était pas aliboron. Bûcheur, il était capable, en s'épongeant beaucoup, de fournir du travail. Mais ce secrétariat d'occasion lui donna rapidement d'ébouriffantes vapeurs. En août 1940, il était déjà perché à la plus haute pointe du cocotier de l'arrivisme collaborationniste. Il se voyait ministre. Qui sait, Premier ministre ! Il réunissait chez lui ex-politiciens, banquiers, juristes. Il était en correspondance suivie avec le général von Falkenhausen. Il brûlait de s'accolader avec Pierre, avec Paul, avec Rex, avec moi. Il invitait, il présentait, il fraternisait, se carrait, paonnait. Les plats étaient mirobolants. Certes, Delhaye suait fort, à table comme ailleurs. C'était gênant. A chaque instant, il déposait sa fourchette, sortait de son pantalon de zouave deux ou trois mouchoirs comparables à des essuie-mains, se tapotait. On cherchait des yeux, instinctivement, un arrosoir de jardinier, et l'on avait sur le bout de la langue le numéro de téléphone des pompiers de la ville. Mais la qualité de la chère faisait passer le reste.

Malheureusement, ce qui devait arriver arriva. Malgré tous les estomacs qu'il avait remplis, on le débarqua. Le brigueur ne comprit même pas qu'on le vidait. Il fit à ses ex-demi-collègues épastrouillés un discours de départ, genre testament de Richelieu. Delhaye croyait fermement avoir accouché d'un chef-d'oeuvre. Il n'en obtint pas la publication dans les journaux, car à ce moment-là le *Bon Marché* ne distribuait pas de placards de publicité. Mais il fit envoyer des exemplaires de son laïus, en français et en flamand, à travers toute la Belgique.

Il s'agissait de ne pas oublier les chers occupants ! Aussi Delhaye fit-il composer expressément pour eux une éblouissante traduction. Le dernier des «Gefreiters» bruxellois la reçut, avec un carton ruisselant de sentiments émus et empressés.

Un déjeuner intime s'imposait pour commémorer ce haut événement littéraire. Delhaye m'invita à sa table le dimanche qui suivit ; je n'avais pas saisi tout de suite l'importance extrême qu'était certainement appelé à prendre un tel document dans l'histoire de l'éloquence et des lettres. Je m'amenai au repas, tout innocemment. A peine Delhaye eut-il avalé sa soupe et trempé ses premiers torchons qu'il prit, toute chaude, cachée (la traîtresse) sous son postérieur fondant, une farde contenant la liasse de lettres de louanges que lui avait values son mirobolant topo !

Ses lecteurs, un peu interloqués, avaient voulu être polis. Et puis, le *Bon Marché* est le *Bon Marché.* Mieux vaut être bien avec les gros, quitte à flatter leurs petites manies. Il y avait donc, dans la farde rose, cent lettres, cent cinquante lettres ou cartes de visite, toutes aussi banales l'une que l'autre, mais truffées de compliments grandiloquents.

Delhaye ne nous fit pas la grâce d'un seul des hommages rendus à son génie. Le déjeuner était fichu, car l'hôte se cassa l'encensoir sur le nez jusqu'à la nuit tombante. Il termina dans une mare d'eau, l'échine ruisselante, absolument convaincu qu'un homme loué ainsi par l'univers était certain, désormais, de son portefeuille dans le ministère que j'allais constituer.

Je l'avoue, si j'avais créé dans mon gouvernement un ministère des Raseurs, Delhaye eût obtenu le maroquin sans concurrence. Je lui eusse même lâché un ministère de l'Irrigation, en période de grande sécheresse.

Si tant de bonzes omnipotents de la finance et des affaires me couraient aux trousses avec leur café, leur thé, leurs soles et leurs pièces montées, les dirigeants du V. N. V. avaient été l'objet de démarches tout aussi pressantes venant de

personnalités du monde hypercapitaliste. Eux, ils avaient répondu en empochant les écus et en ricanant.

Leur cynisme tenait presque de la farce estudiantine : « Si ces imbéciles veulent absolument s'aplatir devant nous, pourquoi ne pas nous amuser du spectacle de leur servilité et de leur bassesse ! » s'exclamaient-ils. « Et s'ils veulent à tout prix contribuer à notre fonds de propagande, pourquoi ne nous servirions-nous pas de leur argent, ne fût-ce que pour les balayer ? »

On jugera du degré de veulerie du monde de l'argent en apprenant que le V. N. V., qui annonçait bruyamment qu'il allait faire sauter l'État Belgique, reçut des chefs de file de la Finance des dons qui s'élevèrent en quelques semaines à sept millions de francs !

Il ne faudrait pas commettre d'erreur d'interprétation. Ce n'est pas en regrettant leurs proclamations antibelges qu'on comblait de billets et de chèques les leaders nationalistes flamands, mais au contraire, c'est parce qu'ils lançaient de telles proclamations. C'est parce que la Grosse Finance avait peur d'eux, c'est surtout parce qu'elle les croyait bien en cour auprès des Allemands de Berlin et de Bruxelles qu'elle les arrosa, en 1940, avec une telle prodigalité.

Tout était là. Si tant de caïmans des affaires essayèrent en 1940 de m'amadouer, ce n'est point parce qu'ils désiraient rencontrer en moi un bon patriote, mais parce qu'ils espéraient secrètement s'en attacher un mauvais. Ce qu'ils voulaient, c'était trouver à Rex, au V. N. V., des agents bien introduits qui soutiendraient leurs intérêts auprès des autorités d'occupation. Rien d'autre. Je m'en aperçus avec fureur à diverses reprises. Chaque fois que j'expliquais que je n'étais pas du tout un homme de la cinquième colonne, que j'avais été arrêté absolument sans motifs par la bande Janson, que je n'étais lié en aucune manière au Troisième Reich et que je n'avais noué aucun contact avec la *Militar Verwallung*, les visages devenaient hermétiques, je n'intéressais plus.

Camus, les ploutocrates belges cherchèrent ailleurs. Ils se rendirent compte petit à petit, en escaladant les échelons de l'administration allemande d'occupation, que parmi elle se trouvaient d'assez nombreux représentants des anciennes forces capitalistes d'outre-Rhin, avec lesquels il leur serait aisé de traiter et de s'arranger.

Le Reich avait besoin de canons, de mitrailleuses, de bateaux, c'est-à-dire de ceux qui les produisent ou qui financent leur production. Le gouvernement allemand en Belgique, dirigé par un hobereau ultra-conservateur, se révéla très rapidement l'allié et le soutien des forces hyper-capitalistes qui, avant 1940, avaient dominé, de tout leur poids, le régime démocratique belge.

On allait assister à Bruxelles, à Liège, à Anvers, à une collaboration économique absolument fabuleuse, la *meilleure d'Europe,* selon le jugement de Goering, collaboration simple en 1940, collaboration double à partir de 1941.

Les guerres ne sont de mauvaises affaires que pour les idéalistes. Pendant que ceux-là se sacrifient, souffrent ou meurent, d'autres vivent.

La Haute Finance belge allait vivre, et bien vivre !

IX

LA COLLABORATION MAÇONNIQUE

Douze mille lettres. - Les francs-maçons français aux pieds de Pétain. - Thé chez les Devèze. - Le père el le fils. - Invitation du comte Lippens. - Projet d'équipe commune. - Offre écrite de chambarder la Constitution. - Tschoffen, Cornil, Hayoit de Termicourt, De Staerke : degrellophiles comme Lippens. - Nouvelle lettre de Lippens. - L'appui des francs-maçons allemands. - Les francs-maçons du Palais de Laeken.

Jamais l'amoralité foncière des foules ne m'apparut si éclatante que durant cet ardent mois d'août 1940 où les hêtres pourpres de mon pare luisaient chaudement, comme mouillés de soleil.

Les facteurs se relayaient pour m'apporter le courrier de chaque jour. De tout le pays, du plus lointain village, m'arrivaient des lettres rampantes, des lettres suppliantes, et, parfois, des lettres sincères, pures et touchantes. Mais, dans l'ensemble, les gens qui s'adressaient à moi estimaient que j'avais gagné et que je pouvais leur donner quelque chose.

On m'avait traîné dans la fange, sous leurs yeux, le 10 mai 1940. Ils avaient, depuis lors, lu tout au plus quelques lignes annonçant mon retour. Ça leur suffisait. Avant de m'écrire, ils eussent dû vérifier les accusations lancées contre moi quelques semaines plus tôt et ne s'adresser à moi qu'avec la certitude que j'étais vraiment lavé de tout soupçon. Or il leur suffisait de penser que j'étais en situation de leur rendre service ! Tant d'empressement intéressé me blessait.

Certes, je savais que l'avenir, en ouvrant les archives officielles, en confondant les imposteurs, ferait éclater lumineusement ma loyauté. La lettre de Janson du 25 juillet 1940, à elle seule, constituait pour moi la plus éclatante des réparations. Mais eux ne savaient rien, n'avaient demandé aucune explication, ni lorsqu'on m'avait arrêté, ni lorsque j'étais revenu. Ils se ruaient vers moi parce qu'ils pensaient à un parent à libérer, à des dommages de guerre à réclamer, à une place quelconque à obtenir. Le reste, et que je fusse une victime ou un salaud, ne les intéressait en aucune manière.

Lorsque j'étais arrivé à Bruxelles, ma première réaction auprès de chacun avait été de protester de mon patriotisme et de stigmatiser mes bourreaux. On m'avait regardé en souriant. J'entends encore une des plus hautes personnalités du Tout-Bruxelles nie répondre, légèrement sarcastique : «Mais, cher ami, tout cela n'a plus aucune importance ; vous pouvez proclamer que vous étiez de mèche avec Hitler et annoncer un meeting au Palais des Sports : cinquante mille personnes s'écraseront pour vous fêter et vous acclamer !»

C'était, hélas ! ainsi. Les foules ne se rangent pas du côté du juste, mais du côté du fort, que le fort soit juste ou injuste. En quelques semaines, je reçus douze mille lettres de cireurs de bottes - douze mille ! -des ballots entiers ! Elles commençaient le plus souvent ainsi : «Monsieur le Premier ministre», «Monsieur le Gouverneur général...» Je rejetais ces courtisaneries avec dégoût et avec colère, ne tenant compte que des sollicitations venant, des femmes de prisonniers. Celles-là du moins avaient l'excuse d'un foyer à refaire, et je leur pardonnais tout à l'avance.

En même temps que j'avais été l'objet des premiers travaux d'approche des magnats de la houille, de l'électricité, des grands magasins, des comptoirs d'argent, je m'étais vu convier à des fraternisations par les hommes qui, toujours, avaient été les plus éloignés de mes affinités : les francs-maçons.

J'aime tout ce qui est clair et loyal ; les brigues dans l'ombre m'ont toujours répugné instinctivement. D'autre part, je suis catholique. Élevé dans une atmosphère brûlante de foi, j'ai, dès mon enfance, vu dans la franc-maçonnerie l'ennemi N° 1 du catholicisme.

Rex, adversaire de toutes les internationales qui minaient secrètement le pays, s'était dressé souvent et violemment contre ces mafias souterraines qui avaient, autant que les marxistes et les Juifs, poussé à la guerre européenne en 1939. Les Loges avaient été tout particulièrement responsables de mon arrestation du 10 mai, de celles de milliers de mes camarades, de la mort horrible des vingt et un martyrs d'Abbeville.

Je m'imaginais, en rentrant au pays, que ces bellicistes à triangles s'étaient clapis au fond de leurs trous depuis qu'avait coulé à flots le sang des jeunes garçons morts au combat à cause de leurs provocations misérables.

Mais non. Cette élite secrète, peu nombreuse mais remarquablement organisée, et qui, dans dix États européens, tenait et tient toujours l'essentiel des cadres de l'administration, de l'armée, de la justice et de la finance, avait à peine vacillé au moment de l'écrasement des soldats qui, sans s'en douter, s'étaient battus pour elle. Par centaines de milliers, les prisonniers coulaient par longs fleuves kakis vers les camps du Reich. Et déjà les araignées maçonniques réparaient leurs fils, regrimpaient, agiles, les pattes crochues.

Le maréchal Pétain, catholique convaincu, mais parvenu à l'âge sénile, pris sur le tard à l'hameçon de l'adulation, était à peine arrivé à Vichy, il n'avait pas encore reçu les pleins pouvoirs que déjà les chefs caravaniers de la maçonnerie française tournaient autour de lui, le flattaient, le circonvenaient, l'enquinaudaient, le tourneboulaient, l'étouffaient malignement sous des monceaux de couronnes. Paul-Boncour, bateleur affété, à la perruque de coiffeur de boui-boui, au buste trapu de souteneur à la retraite, s'était aplati aussitôt devant l'Ordre nouveau, réclamant en faveur de Pétain et de Laval une dictature absolue : «Tous les pouvoirs, je dis tous», s'écriait-il en juillet 1940, devant l'Assemblée nationale française. Le dinosaurien Jeanneney, président du Sénat, gaga inamovible et jauni, pissotant sur ses chaussettes, assura le Maréchal de sa «reconnaissance» et de sa «vénération», proclama la «noblesse de son âme !» Herriot, autre logeard, vint à la rescousse. Énorme boyaudier qui a avalé sa marchandise, la bedaine en édredon, le nez évasé par des fouilles laborieuses, il était avant la guerre - il l'est resté après la guerre - le mage de la médiocrité démocratique. D'une vulgarité de mastroquet, la tête sortant de son habit comme un chou-fleur, il fut toujours la République, une République pattue, qui fume la pipe, se gratte aux mollets et porte des cravates montées sur appareil de celluloïd. Lui aussi à Vichy y alla de ses trémolos : «Autour du maréchal Pétain, s'exclama-t-il, dans la vénération que son nom inspire à tous, notre nation s'est groupée dans sa détresse.»

Plus tard, les autoursiers français de la franc-maçonnerie exigeraient, avec des trépignements, la tête du vieux Maréchal, tellement «vénéré» à Vichy par les vénérables. Mais après l'aplatissement des démocraties, en 1940, le mot d'ordre maçonnique avait été de se faufiler partout dans l'Ordre nouveau. En France et ailleurs. Les deux premières personnalités qui m'invitèrent chez elles, en août 1940, furent deux des plus hauts personnages de la franc-maçonnerie belge : le ministre d'État Devèze et le ministre d'Êtat Lippens.

Le bruit courait avec insistance, à Bruxelles, que j'allais être prochainement appelé par le Führer.

Ce bruit correspondait à des sondages réels. J'étais retourné à Paris avec ma femme afin d'y acheter quelques meubles anciens - mon anticomanie est bien connue, et elle est incurable - qui repeupleraient, notre maison pillée. Otto Abetz m'avait retenu longuement à l'ambassade de la rue de Lille. Il m'avait mis au courant de certaines intentions dont lui avait fait part son ministre des Affaires étrangères, M. de Ribbentrop.

L'entrevue que j'avais eue avec Hitler en septembre 1936 - on m'excusera de le dire moi-même - avait fait sur le chef du Troisième Reich une impression considérable. C'est gênant pour moi d'en faire état. Mais sa réaction d'alors explique seule qu'Hitler, en août 1940, ait imaginé, sur la base de cette prise de contact, remontant à quatre années, un règlement du problème de l'Ouest. Hitler était un homme à intuitions, et qui savait que l'intuition ne trompe pas. Elle vous permet de prendre, au millième de seconde, une radiographie du subconscient de votre interlocuteur. Tout de suite après que je l'eus quitté, Hitler avait dit à Ribbentrop :

«Jamais je n'ai vu de tels dons chez un garçon de cet âge.» Ce jugement porté sur moi par le Führer était connu de son entourage : Pierre Daye, Abetz, dix autres ont entendu Ribbentrop le rapporter. Quelques jours avant l'écrasement final de Berlin, en avril 1945, Ribbentrop, me faisant ses adieux près de la Chancellerie béante, me rappellerait encore, non sans émotion, lui pourtant si sec, ces paroles de son chef.

Hitler donc, en août 1940, s'était souvenu de notre entrevue. Malgré ma lutte farouche pour la neutralité belge, lutte qui avait irrité de nombreuses personnalités d'outre-Rhin, il s'en tenait, lui, à son diagnostic de 1936.

Une entrevue se préparait. Des indiscrétions, venant de divers milieux, coururent vite, à Paris et à Bruxelles. Les dirigeants maçonniques avaient capté la rumeur, y avaient prêté foi.

Je fus invité d'abord par Devèze père qui me reçut à son domicile, flanqué de Devèze fils, autour d'une table chargée de nombreuses assiettes de biscuits et de la théière d'argent traditionnelle.

Je n'avais rencontré le père Devèze que de loin en loin. Il était presque mon voisin au Parlement, collègue bien élevé, pas bêcheur, soucieux par-dessus tout de l'élégance de ses complets bleus. On ne peut pas dire qu'il fût un aigle ; la tête aplatie comme s'il avait eu le crâne coincé sous le plancher d'un ascenseur, l'oeil net mais vide, nerveux, plein de tics, il était volubile mais, intellectuellement, tout à fait quelconque. Ses articles, ses discours, qu'il hachait, cocassement comme si ses mâchoires faisaient office de coupe-paille, ne dépassaient jamais la barrière des lieux communs. La franc-maçonnerie avait fait sa fortune. Elle lui avait tout donné, sauf l'intelligence, que seul Dieu dispense jusqu'à présent. Or Dieu, c'était visible, avait réglé le cas Devèze un mauvais jour et ne s'était pas laissé aller à d'excessives largesses.

Cependant la banalité devézienne ne faisait pas tache dans le monde, au Parlement et dans le Parti libéral. Seuls les hommes de valeur détonnent, énervent et polarisent les animosités. Devèze n'avait vraiment pas de quoi offusquer les envieux : il était un homme moyen, moyen en tout, court d'esprit, mais accort et policé.

Il était passé de la maçonnerie à la politique, de la politique aux affaires, affaires souterraines comme il se doit chez un logeard, mais honnêtement et obligatoirement souterraines puisqu'il s'agissait de mines de charbon ! L'argent avait stabilisé cette immuable médiocrité. Devèze était devenu, comme Carton de Wiart à droite, un des candélabres du régime, un candélabre qui n'éclairait rien, mais auquel on s'était habitué et qui appartenait définitivement au décor.

Devèze fils se prénommait archangéliquement Michel. Il était gentil mais nettement catastrophique. On l'avait élu député comme le père : la maçonnerie est héréditaire dans les obligations qu'elle implique et dans les rétributions auxquelles elle donne droit. Il ressemblait à une petite taupe luisante, aux yeux ronds et bruns. Son ascendance juive était caractéristique : nez busqué, teint bistre, allure chafouine. Mais le Juif généralement a l'esprit alerte. Devèze junior n'était ni actif ni passif. Il n'existait pas. Il n'eût pas fait de mal à un puceron. A la Chambre, il restait assis pendant des heures, les méninges laborieuses, appliqué comme s'il recopiait un pensum. Il bredouilla deux ou trois fois un discours, écrit à l'avance, sur la rondeur des pavés de Thuin, son fief électoral, et sur la longueur et la couleur du pis des vaches dans les régions circonvoisines. Le néant. Un néant qui n'essayait pas de bluffer. Il était modeste. Nul ne lui en voulait. Il était né comme cela. Ce n'était pas sa faute.

Nous grignotâmes des biscuits pendant deux heures.

Je trouvais assez fort de café que Devèze père, patriotard professionnel qui avait fait du drapeau national le parachute de tous ses atterrissages électoraux et ministériels, me reçût avec une telle chaleur alors que, trois mois plus tôt, ses coreligionnaires du Palais de Justice, des Loges et du Parti libéral, les Janson, les Denis, les Ganshof, m'avaient bouclé à la prison de Saint-Gilles comme le dernier des renégats ou des vide-goussets.

Devèze me souriait, multipliait ses tics, me présentait lui-même, toutes les trois minutes, le thé, le sucre, le lait ou le citron. Évidemment, comme tous les autres, il savait très bien à quoi s'en tenir sur le coup bas du 10 mai. Il ne m'eût tout de même

pas invité sous son toit, je l'imagine, s'il avait conçu le moindre doute sur ma loyauté de citoyen. Je lui demandai comment lui et les autres avaient laissé, sans souffler mot, se perpétrer un tel attentat. Il répondit en louant ma lucidité patriotique, en expliquant qu'il était mobilisé le 10 mai et en vomissant Janson, Ganshof et consorts. Il croquait leur honneur, nerveusement, comme il croquait ses gâteaux secs.

J'eus l'impression très nette que les amabilités de Devèze visaient plus loin qu'une simple prise de contact. On le sentait préparé à des accords d'une vaste portée. Et lorsqu'il envisageait entre nous des travaux en équipe, sa voix prenait de l'assurance.

Un avenir prochain allait me montrer que Devèze ne parlait, ne proposait, ne se compromettait que parce qu'il se savait porté par un plan d'ensemble qu'on espérait, en haut lieu, me faire admettre.

Après Devèze, ce fut Lippens qui m'invita : beaucoup plus important, celui-là, à tous les points de vue : manieur d'argent, dompteur d'hommes, de classe internationale, dur au commandement, altissime, réaliste, réalisateur.

Il eut jadis la carrure monumentale d'un coltineur. Avec l'âge, il s'était affaissé et avait pris l'aspect d'un énorme phoque qui a eu des soucis et qui a fondu dans son complet clair. Il gardait la mâchoire carrée, l'oeil vigoureux mais bizarrement décoloré. Sa peau était aussi épaisse que du carton d'emballage, craquelée comme la peau d'un vieux crocodile limoneux qui a séché longuement au soleil.

Homme remarquablement habile, il avait amassé une fortune énorme en achetant et en lotissant le littoral du Zoute, y stabilisant le roi Léopold III, sans oublier, lui, franc-maçon, de construire dans sa cité balnéaire superchic une ravissante église romane, précédée d'un cloître en plein air, aux galeries simples et blanches. Le dimanche, des centaines de filles merveilleuses, sentant bon le sel, y offraient au soleil du Dieu de Beauté leurs chaudes épaules bronzées. Sur elles se déversait l'éloquence melliflue du R. P. Rutten, collègue au Sénat du comte Lippens. Le franc-maçon avait payé la chapelle. Le dominicain à succès faisait monter le prix des terrains à bâtir.

Lippens, type accompli du magnat de politico-finance, avait assis son arrière-train impressionnant dans une trentaine de fauteuils de conseils d'administration. Il avait été ministre, un ministre qui voyait grand, qui se faisait obéir dans ses bureaux, cassant, hautain, Junker transplanté de la Prusse orientale à la mer du Nord.

Je ne l'avais examiné de près qu'une seule fois, dans un compartiment de chemin de fer qu'il avait totalement submergé en y déversant une pyramide d'éblouissantes valises en peau de porc, vastes comme des caisses à violoncelle, et un magasin entier de clubs de golf.

Je reçus de Lippens une lettre chaleureuse. II m'invitait instamment à venir chez lui. Si je le désirais, il se rendrait lui-même chez moi. Je n'oubliai pas qu'il était mon aîné d'environ quarante ans. Je me rendis donc à la maison qu'il habitait au coin d'une délicieuse petite enclave flamande. En homme de goût très sûr, il l'avait fait bâtir en face des pelouses, des contre-terrasses et du clocher pointu de la vieille Abbaye de la Cambre, à l'entrée du Bois.

Lippens alla droit au but. Pour lui, la démocratie politique, qu'il avait toujours détestée - et c'était vrai, car il avait le tempérament d'un boyard - était fichue, finie. Il n'y avait plus à revenir là-dessus. Il fallait reconstruire selon des idées qui venaient de faire la preuve de leur force.

Il avait toujours été partisan du redressement de l'autorité de l'État. Il avait toujours détesté et méprisé la foire parlementaire. Il ne mentait point en me faisant cette déclaration. Nul n'était plus éloigné de la bêtise aux cent têtes des parlements hurleurs que ce hobereau-né, monocle à l'oeil, tranchant, habitué à commander et à prendre ses responsabilités tout seul.

Vieux, mais encore très vert, il brûlait de revenir en piste. La démocratie n'eût plus ouvert ses portes à ce nobliau dictatorial qui ne savait pas cacher sa morgue devant les vilains. La cassure de 1940 lui offrait une occasion inespérée de jouer à nouveau un rôle. Il avait été le tout premier à Bruxelles à frayer avec le général von Falkenhausen. Il possédait de bons amis allemands, parlait allemand. Depuis la fin de mai, il s'agitait beaucoup.

Reniant sans remords un régime dont il était politiquement exclu, il mit cartes sur table et m'offrit de faire équipe, lui et son petit groupe, avec Rex et avec les leaders nationalistes flamands.

Lui, comme tant d'autres, était prêt à travailler avec le V. N. V., malgré les campagnes inouïes que celui-ci menait alors dans ses meetings et dans son journal *Volk en Staat* contre un État belge qui, tout de même, avait fait de Lippens un comte, un ministre d'État et un potentat d'argent !

Je n'ai pas vu, à Bruxelles, durant toute la fin de l'été et durant l'automne de 1940, un seul homme politique des anciens partis ou un seul homme de finance qui ait émis une réserve à propos du V. N. V. Pour eux tous, pour Lippens en tête, l'orthodoxie patriotique de leurs futurs alliés n'importait pas plus que pour les foules aplaties qui assaillaient de flatteries et de suppliques les chefs nationalistes flamands.

Lippens ne demanda à personne si sa conduite avait été honnête avant le 10 mai 1940. Nous eussions pu être réellement des traîtres, des traîtres qu'avaient servis les événements. Et nous sortions de prison, ce qui, en ce temps-là, n'était pas encore une référence ! Lippens eût pu, tout au moins, dire aux dirigeants du V. N. V, et me dire à moi : « Question conception de régime et idées politiques mises à part, pouvez-vous me donner votre parole que votre attitude, avant le 10 mai, a été correcte, que vous n'avez été ni agent ni complice de l'envahisseur ? »

Il eût été normal qu'une telle question nous fût posée. Et j'ajoute que nous eussions été heureux d'y répondre.

Mais non ! Aucune demande semblable ne nous fut faite. On se jetait dans nos bras, tout de go ! Ce n'est pas nous qui demandions l'amitié d'un Lippens. C'est lui qui invitait, qui m'offrait, qui offrait au V. N. V. la collaboration la plus empressée !

Personnellement, j'étais convaincu qu'avec les leaders du V. N. V., braves gens déroutés passagèrement par le succès, mais attachés farouchement, à leur peuple et à leur sol (c'est cela le patriotisme), des solutions de sagesse seraient un jour possibles. Je croyais à leur bon sens parce que je les connaissais de très longue date. Mais Lippens et ses suivants, que savaient-ils de Staf De Clerq, d'Elias, de Gérard Romsée, avec qui jusqu'alors ils n'avaient peut-être jamais échangé une parole ? Que savaient-ils de moi ?

Ils tendaient leurs mains, larges ouvertes, vers nos mains, et surtout vers les portefeuilles ministériels qu'ils croyaient ne pouvoir atteindre qu'en accolant leurs dernières ambitions à nos forces juvéniles montant à l'assaut d'un monde.

Au cours de notre entrevue, Lippens avait déployé toute sa séduction de conducteur d'hommes, de chef d'entreprise. J'avais décelé ses qualités et aussi, bien entendu, son désir extrême du pouvoir. Mais je ne m'étais pas engagé.

J'avais le temps. Les Allemands n'avaient pas bougé. C'était à eux à faire le premier pas puisqu'ils se trouvaient en Belgique sans y avoir été invités. Militairement, ils étaient vainqueurs. Politiquement, nous restions maîtres de nos décisions.

Parcourir les bureaux de la *Militar Verwallung*, palabrer, proposer, c'était affaiblir nos chances. Je n'avais accompli de démarches auprès de personne.

Vis-à-vis de Berlin, j'avais pratiqué la même réserve. Je n'avais rien écrit. Je n'avais rien demandé. Je n'avais rien fait demander. J'avais conçu un plan grandiose de regroupement de nos vieux Pays-Bas bourguignons, plan impérial à l'échelle d'un Charles-Quint. Mon projet ne pouvait passer que par la grande porte. J'attendais qu'on l'ouvrît. Faire de la petite besogne ne m'intéressait pas. Je préférais alors regarder mes roses, mes vieux atlas ou jouer dans les pelouses du pare avec mes enfants.

Rien ne pressait donc lorsque Lippens m'avait proposé si chaleureusement de nous unir au sein d'un *brain trust* de réformateurs. Je l'avais quitté fort intéressé par l'homme, un peu plus édifié encore que je ne l'étais sur l'amoralisme de la fonction politique. Mais je n'avais rien promis,

Lippens, brûlant le pavé, me relança par lettre. Maintenant encore je ne puis comprendre que cet homme intelligent ait pu m'écrire avec une légèreté aussi phénoménale. Il fallait vraiment que l'ambition politique le dévorât. Il ne m'avait parlé qu'une fois. Je ne m'étais encagé absolument à rien. Et il me proposa par écrit,

non seulement que nous fissions bloc pour dépanner la machine de l'État, mais que nous collaborassions, son club et moi, pour préparer une prompte et radicale transformation de la Constitution belge.

Je relus dix fois la lettre avant d'y croire. La proposition était on ne peut plus formelle.

Non seulement Lippens me conviait instamment à ce chambardement de la Constitution, mais il me donnait le nom d'une dizaine de personnalités de tous bords, véritable ministère avant la lettre, qui, sondées par lui, étaient prêtes à entamer immédiatement le travail en ma compagnie !

Cette proposition directe du comte Lippens n'avait pas répondu uniquement à la poussée d'ambition personnelle d'un vieux boa réformé, désireux de déployer à nouveau ses anneaux dans la brousse politique.

Le ministre d'État ne m'avait écrit de la sorte qu'après avoir réuni à deux reprises, le 20 et le 27 août 1940, et amené à un accord précis les personnalités de l'ancien régime qui devaient, accouplées à Rex et au V. N. V., préparer la substitution d'institutions d'ordre nouveau aux institutions démocratico-constitutionnelles.

Ces messieurs, après s'être déclarés d'accord pour faire équipe avec les rexistes et les nationalistes flamands, poussèrent le zèle jusqu'à accoucher d'un procès-verbal officiel, lu et approuvé, dans lequel, résumant leurs prises de position, ils proclamèrent que « la conception de la démocratie était dépassée » et qu'il fallait « faire appel aux V. N. V. et aux rexistes, à MM. Élias el Degrelle » !

Parmi ces intrépides candidats au bouleversement du régime et au concubinage avec le « Fascisme » vainqueur, se trouvaient l'ancien ministre démocrate chrétien Paul Tschoffen et les plus hauts magistrats du pays, le procureur général à la Cour de cassation Cornil et l'avocat général à la Cour de cassation Hayoit de Termicourt, sans parler du futur secrétaire du prince Charles, régent de la Belgique « libérée » en 1944, le nommé De Staercke.

Je ne cherche ici à accabler personne. Je dis ce qui est. Je révèle ce qu'un ministre d'État - Lippens - m'a écrit en toutes lettres, ce qu'ont accepté, puis confirmé de sang-froid, dans un compte rendu officiel, le dirigeant N° 1 de la démocratie chrétienne, Tschoffen, et - ironie suprême ! -les chefs mêmes d'une Justice qui m'avait flanqué en prison comme ennemi de l'État belge, cent jours plus tôt !

Tous approuvèrent le procès-verbal dont je viens de parler.

Ni Lippens, ni Tschoffen, ni les frétillants magistrats du *brain trust* n'éprouvèrent le plus léger scrupule, soit à propos de la légalité de l'opération projetée de tripatouillage en commun des institutions belges, soit à propos du passé des invités à la fête, soit à propos de l'attitude carrément anti-belge qu'affichait alors le V.N.V. convié, en même temps que moi, à cette fraternisation extraordinaire.

Je n'acceptai pas la proposition du comité Lippens, parce que je trouvais biscornue l'idée de perdre des semaines ou des mois à accoucher de solennelles paperasseries sur la réforme de l'État au moment où le pays réclamait avant tout de l'ordre, du travail et des motifs pour ne pas perdre courage.

Je n'avais pas le fétichisme de la Constitution, vieille roulure cent fois violée. Elle avait en fait, été annulée par le régime démocratique lui-même, lors des arrestations anticonstitutionnelles du 10 mai 1940.

Mais, si dépassée qu'elle fût, elle restait cependant utilisable, comme paravent à tout le moins, surtout en temps de guerre. Mise en veilleuse simplement, elle pouvait permettre aux gouvernants d'élargir amplement (les formes étant sauves) les expériences et le champ d'action.

Il fallait provisoirement se contenter des vieux décors abandonnés par les régisseurs de l'ancien régime et mettre sans délai de la vie sur les planches. Il fallait se dépenser à fond, réussir, créer dans l'opinion publique un courant puissant et, se fondant sur lui, couler en forme de lois, plus tard, quand l'occasion serait propice et avec l'approbation et l'appui clairement exprimé de la nation, les résultats d'une expérience menée à bonne fin, de manière dynamique. Moi aussi, je voulais bâtir du neuf, mais du neuf passé d'abord au feu révélateur de l'action et vérifié par la volonté du peuple.

Le comte Lippens ne se découragea point. Il savait que, sans l'appui de Rex et du V. N. V., ses chances de revenir aux rives de la politique étaient nulles. Tenace comme un vieil alligator, il continua de guetter le pouvoir, l'oeil à l'affût, au ras de l'eau.

Il avait fini par comprendre qu'il devait me laisser tranquille avec ses projets de réforme de l'Etat. Mais il ne perdait pas une occasion de me relancer, de me flatter, de me manifester une vibrante sympathie, espérant que nous finirions tout de même par nous accoler d'une manière ou d'une autre. Après qu'eut reparu le quotidien rexiste *Le Pays réel*, il m'écrivit, la lettre de félicitations la plus enthousiaste que j'aie reçue alors, me submergeant de flatteries dithyrambiques. Il vint lui-même à travers la forêt de Soignes apporter cette missive à ma maison, faisant tout un discours au gardien pour être bien sûr que son pli courtisan me serait remis en mains propres !

On se demandera comment des grands manitous francs-maçons comme les Lippens, les Cornil, les Devèze pouvaient s'imaginer qu'ils allaient, faire partie d'un gouvernement dit d'«Ordre nouveau» alors qu'au nom de l'Ordre nouveau, les Allemands organisaient des expositions violemment agressives pour marquer au fer rouge la franc-maçonnerie.

La question est plus complexe qu'il ne le parait. Si la propagande allemande *officielle* donnait à fond contre la secte de MM. Lippens, Devèze, Cornil et consorts, d'autres Allemands, toujours liés moralement à la franc-maçonnerie internationale, soutenaient dans la coulisse les efforts ambitieux et les exercices de rétablissement de leurs anciens collègues étrangers.

L'ambassade d'Allemagne à Bruxelles était le centre de ces intrigues. Lippens y avait ses petites et ses grandes entrées.

Lors de mon congé du front du Caucase, au début de 1943, je fus, pour la première fois, invité à dîner par l'ambassadeur du Reich à Bruxelles, le nommé von Bargen. Soirée d'un ennui accablant. Vieux généraux aux abajoues délavées. Chanteuses aux tibias d'échassiers, à la peau du cou tendue sur des élastiques, aux tristes omoplates qui saillaient. Honorables matrones couperosées, au derrière massif, tombant d'un bloc comme un sac de grains. L'Ambassadeur était un homme sournois, à la peau grise de rat qui a perdu ses poils, au regard fuyant, au dos rond comme l'échine d'un chien qui a volé un os et qui sent qu'on le regarde. Je le détestais. Il le savait. Ses campagnes souterraines en faveur des crabes-araignées de l'ancien régime m'étaient connues. Je lui dis brusquement, mes yeux fouillant ses petits yeux qui clignotaient : « Comment, alors que l'Allemagne mène une violente campagne contre la franc-maçonnerie, comment vous, ambassadeur du Reich, êtes-vous le manager du franc-maçon Lippens ? »

Il eut un recul. Pris de court, il lâcha : « Mais moi aussi, avant la guerre, j'étais franc-maçon ! »

Ce jour-là, vraiment, je compris ce qu'était l'internationale maçonnique !

Si les francs-maçons allemands soutenaient Lippens, d'autres appuis, sur le terrain national, ne lui étaient pas ménagés.

Tout comme Devèze - qui avait été reçu personnellement par Léopold III après la capitulation, bien qu'il fût homme politique - Lippens était, je le savais, *persona grata* au Palais de Laeken. En 1940, Lippens écrivait jusqu'à trois fois par semaine au Cabinet du Roi. Ce courrier est resté en grande partie inédit. Et il n'est pas le seul courrier à avoir été adiré par de puissants prestidigitateurs ! C'est dommage. Mais le ton de ce qui a été publié (*cum permiso superiorum*) a permis au public de juger avec quelle morgue Lippens faisait connaître aux collaborateurs les plus immédiats du Roi sa façon de penser.

Il ne craignit pas de recourir à un chantage à peine voilé pour précipiter les décisions royales qu'il attendait avec une impatience fébrile :

« Je crois devoir vous signaler, écrivait-il au chef de Cabinet de Léopold III, le 10 juillet 1940, ce que j'ai appris aujourd'hui de source sûre : que le retrait des diplomates étrangers de Bruxelles était une mesure de représailles des Allemands

qui sont fort mécontents de ce que les Belges ne constituent pas un gouvernement et, partant, veulent ignorer les Allemands ! »

Cette interprétation était grotesque. En juillet 1940, les Allemands avaient intérêt - nulle tendance n'étant claire, moi-même étant porté disparu - à laisser mûrir le fruit politique belge ; absolument rien ne permettait alors de croire qu'ils étaient mécontents de cette stagnation, favorable au contraire à des visées séparatistes et annexionnistes prônées par certaines grosses légumes de Berlin. En aucune manière, le départ des diplomates de Bruxelles n'avait pu être ordonné comme « mesure de représailles ». Lippens n'avait absolument rien appris de pareil, ni de « source sûre » ni de source incertaine. Il inventait, de toutes pièces, ces « confidences » pour impressionner le Palais et pour s'attribuer le gâteau royal.

A ce moment-là, je passais encore pour mort. Plus vite le Palais se déciderait, plus vite Lippens et sa suite haletante auraient des chances d'être servis.

Les propositions de Lippens se chevauchèrent souvent. Il demandait impérieusement la constitution d'un gouvernement. Puis, le même, matin, il proposait qu'on constituât un Conseil d'État, ce qui était tout à fait différent et nettement extra-constitutionnel. Puis il rêvait encore d'autre chose qui pût harmoniser sa fringale du pouvoir et l'impuissance politique du Roi, momentanément prisonnier.

Il existait pourtant, en attendant le jour plus ou moins proche où le Roi reprendrait ses fonctions de chef d'État, une solution cent fois moins compliquée que tous ces plans. Il n'était pas indispensable que Léopold III s'engageât sur-le-champ et publiquement par un acte officiel. Quand le Souverain aurait vu Hitler - sa soeur Marie-José s'occupait avec diligence de préparer un entretien - il serait encore temps d'envisager l'instauration d'un gouvernement créé selon tout le décorum académique. Avant cela, il était enfantin de sortir de l'anarchie, par voie administrative, sans plus, en nommant par cooptation, un par un, au long de quelques semaines, avec l'accord muet du Roi, de nouveaux secrétaires généraux choisis parmi les représentants les plus qualifiés des nouvelles tendances politiques. Fonctionnaires travaillant dans la pénombre mais essentiels en temps ordinaire déjà, éléments permanents de l'État parmi l'agitation politicienne, épine dorsale de l'administration, les secrétaires généraux belges avaient en fait le pouvoir des ministres depuis que ceux-ci s'étaient enfuis à l'étranger, bien avant la capitulation des Flandres.

Promus à ces fonctions à la suite d'une simple élection au sein du collège, les hommes politiques ainsi choisis eussent donc été ministres de fait, sans abot quelconque au paturon.

Cet aménagement provisoire, qui respectait la Constitution et qui permettait de se mettre au travail sans retard, fut la solution que je préconisai dès le premier jour. Ainsi le Roi ne s'engageait pas officiellement, et la relève gouvernementale se faisait sans heurt, sans fracas, dans la légalité la plus scrupuleuse.

Déjà la nomination du leader des nationalistes flamands, Gérard Romsée, en qualité de secrétaire général du ministère de l'Intérieur avait prouvé que ces petits chevaux de Troie s'introduisaient très facilement. La Belgique eût ainsi possédé rapidement un gouvernement réel, sans chamarrures inutiles, tenant discrètement et fermement le pays en main, lui insufflant un esprit rénovateur. Léopold III eût eu le temps de manoeuvrer et d'obtenir d'Hitler des garanties durables avant de jouer sur la table de l'Ordre nouveau son prestige et son autorité.

Lippens, orgueilleux, mordu par de fastueux souvenirs, eût préféré une arrivée plus spectaculaire au pouvoir, tandis que moi, malgré mes plans de grandeur et mon souci du prestige de l'État, j'eusse été satisfait d'un glissement sans panache vers le pouvoir de fait, vers ces leviers de commande administratifs que nous eussions maniés avec dix fois plus d'efficacité que les ministres en titre de l'avant-guerre, esclaves du Parlement et des partis.

Ce coup d'État en *stoemeling* nous eût légalement tout assuré. Le reste fût venu par surcroît. Quand ? cela importait peu. L'essentiel était que nous fussions - et nous l'eussions été - les maîtres de l'État.

Restaient les questions de personnes.

Puisque le Palais y tenait, je me fusse accommodé d'un Lippens, d'un Devèze, au début du moins. Un plat à la Hugenberg ou à la von Papen, même coriace, même

hors de saison, était digestible pour de jeunes et vigoureux estomacs comme les nôtres.

Lippens, malgré sa bobine de vieux lion édenté, représentait encore une valeur réelle. Il eût été utilisable aux Transports, ou à la Reconstruction, ou à l'Instruction publique. Même à Devèze, pas intelligent, mais adroit, insinuant, on eût pu confier un maroquin mineur. Le tout eût été de leur coller, à tous les deux, un chef de cabinet jeune, sûr, dégourdi, travailleur, ouvrant l'oeil et ayant le sens social qui manquait totalement à ces deux fossiles.

Devèze et Lippens nous eussent utilement couverts, au début, du côté de la bourgeoisie de gauche et des forces d'argent, qu'il était impossible de mettre au pas en un seul jour. Les souhaits, aisément décelables, des hauts dignitaires de Laeken étaient donc satisfaisables, même si, en conseillant âprement le Roi, les plus ardents thuriféraires des deux ministres d'État libéraux rêvaient de nous posséder au premier tournant et pensaient plus à l'avenir des Loges qu'à l'avenir de la patrie.

En tête du « kommando » franc-maçon du Palais ferraillait le principal collaborateur du Roi, le baron Frédéricq, vingt-neuvième degré d'une loge gantoise.

Lippens le traitait de très haut, l'appelant dans ses lettres « mon cher Frédéricq » alors qu'il signait, lui, « Comte Lippens », comme si le Frédéricq en question eût été le régisseur d'une de ses fermes.

Lippens, croyant que le Palais était tout, alla trop fort. A Élias, à Henri de Man, à moi, il parlait d'équipe commune, mais sans jamais spécifier qui serait le chef de l'équipe commune. Qu'était-il encore, lui, Lippens ? Il n'était plus que lui-même, sans parti, sans troupes, à part son demi-quarteron de politiciens oblitérés et de magistrats prêts pour la tournée des grands ducs. Néanmoins, dans son orgueil de vieux crocodilien insatiable, Lippens comptait fermement devenir l'arbitre de la situation, au grand jour où l'Ordre nouveau s'installerait au pouvoir.

Encore fallait-il - c'était un minimum - que le Palois le ponssât en avant, officiellement, comme chef possible d'une telle équipe.

Lippens arriva à ses fins. Le siège du Roi fut mené sans répit par les dignitaires maçonniques du Palais et le Roi lâcha, le 19 novembre 1940, à Hitler, le nom du lotisseur millionnaire du Zoute.

Je l'appris avec stupéfaction lorsqu'on me communiqua plus tard le compte rendu authentique de l'entrevue de Berchtesgaden.

X

LA COLLABORATION SOCIALISTE

La volte-face d'Henri de Man. - De Man et l'hitlérisme avant la guerre. - La mirifique farce du Plan. - Quand de Man était ministre. - Ricanement à l'autel démocratique. - La liquidation du P. O. B. en juin 1940. -Tous les mandarins derrière de Man. - Idéal de la jeunesse socialiste. - De Man et ses journaux. - Immunité d'Henri de Man en 1945. - Spaak muet. - Raison de ce silence.

Henri de Man, président du Parti ouvrier belge (P. 0. B.), passait, lui aussi, pour être franc-maçon. Il ne le niait pas. Il ne l'avouait pas. Cet homme niait ou avouait rarement. C'était un « taiseux », au teint de brique et aux yeux malicieux de curé de village, observateur et finaud. Étranger à la vanité, content n'importe où avec sa pipe et sa canne à pêche, il fut sans conteste une des figures les plus marquantes du socialisme européen de l'entre-deux guerres.

Son coup d'éclat de l'été de 1940 n'avait pas été banal. L'armée de Léopold III venait à peine de capituler près de la mer du Nord que lui, président en exercice du Parti socialiste belge, ministre d'Etat et officier supérieur à la suite du Roi, avait lancé une proclamation supprimant sur l'heure son propre parti, se réjouissant de la victoire allemande et proclamant sa foi dans le national-socialisme libérateur de l'Europe !

Comme à une liquidation de grands magasins, de Man bazardait tout : le P. O. B., le Bureau directeur de son parti, les journaux, les immeubles ! Il n'y avait plus de salut pour un prolétaire belge qu'en devenant national-socialiste !

Je me souviens de mon ébahissement quand le gardien qui m'apportait ma pitance dans mon cachot du Puy-en-Velay m'annonça, un beau midi, que de Man était devenu Premier ministre à Bruxelles ! Moi, le prétendu hitlérien, j'étais au bloc ! Mais de Man, chef de file jusqu'au 28 mai 1940 du plus puissant parti antihitlérien de Belgique, formait un gouvernement vu et approuvé par Hitler !

C'était d'ailleurs inexact. De Man n'était encore rien du tout. Mais il avait envoyé son parti au diable, chantait la gloire des idées totalitaires, manoeuvrait, du matin an soir, du Palais royal de Laeken aux bureaux de l'ambassade du Reich et de la *Militar Verwaltung.*

Comment expliquer sa volte-face ? Était-il devenu secrètement, avant le 10 mai, l'agent belge du Troisième Reich ?

On chuchotait que c'était à cause de lui que le Roi avait capitulé :
« De Man ne l'avait pas quitté un instant pendant ces journées dramatiques, il avait tout combiné. »

Que le rôle d'Henri de Man auprès de Léopold III ait été important à la fin de mai 1940, qu'il ait même été capital, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Le Roi était à bout de nerfs. De Man m'a raconté lui-même, plus tard, dans quel état d'abattement se trouvait alors Léopold III, passant de l'exaltation à la prostration, pleurant, le visage hagard, les cheveux en désordre. De Man ajoutait : « Le portrait physique qu'en a tracé Spaak à Limoges est rigoureusement exact. »

Un tel désarroi était compréhensible. Cette crise morale était pour le Roi une crise terrible : il était acculé militairement, abandonné politiquement. Seul, un observateur à froid à la de Man, penché sur la défaite avec l'insensibilité d'un clinicien, pouvait garder un calme marmoréen parmi cette tornade et observer la détresse du Roi avec l'oeil dégagé d'un annaliste. Il avait conseillé Léopold III, l'avait d'ailleurs bien conseillé. La capitulation était, militairement, la seule solution. Si le combat se fût prolongé deux jours de plus, il eût abouti inutilement à un effroyable massacre.

Mais cette intervention d'Henri de Man avait été indépendante de toute pression quelconque du Reich.

Il en alla de même en ce qui concerne sa fameuse proclamation, au lendemain de la victoire d'Hitler.

De Man a-t-il ou non voulu, à l'été de 1940, donner à ce texte l'éclatante diffusion qu'il connut ? Il a, depuis la guerre, imputé la responsabilité de cette publication à grand fracas au zèle intempestif d'un de ses militants. C'est possible, encore qu'il faille bien reconnaître qu'en 1940, jamais de Man ne fit état devant quiconque d'une telle version des faits. Au contraire, il portait très gaillardement la responsabilité de son texte. D'ailleurs, à quoi rime ce débat sur le sexe des anges ? Le texte a-t-il été écrit par de Man, oui ou non ? Oui, de la première majuscule au point final. Alors...

De Man avait assuré à son message une telle distribution privée, par exemplaires polycopiés à l'infini, que sa reproduction dans la grande presse devait automatiquement découler de cette propagande personnelle. Il l'offrait à tout le monde comme un jeune poète colle à chacune de ses relations son premier bouquin de vers.

Évidemment, le texte était carabiné :

« Ne croyez pas qu'il faille résister à l'occupant ; acceptez le fait de sa victoire.

« Cet effondrement d'un monde décrépit, loin d'être un désastre, est une délivrance ! »

Il est clair que personne, en 1940, n'a publié en Europe des affirmations aussi catégoriques, pas même Mussert, pas même Quisling.

Mais il est clair aussi que de Man écrivit ces apophtegmes avec une absolue sincérité. Sa bonne foi ne fait pas de doute pour tous ceux qui ont connu son honnêteté et son absence d'ambition personnelle. Il parla ainsi parce qu'une grande espérance s'était levée en lui à cette époque : « La paix, écrivait-il, n'a pu sortir de la libre entente des nations souveraines et des impérialismes rivaux : elle pourra sortir d'une Europe unifiée par les armes, où les frontières économiques auront été nivelées. »

L'envahisseur serait l'unificateur.

Indiscutablement, ces textes étaient raides, surtout écrits, si vite après la débâcle, par le chef du principal parti balayé par l'invasion et par un officier supérieur de l'armée vaincue.

Qu'un ancien ministre qui, quelques semaines plus tôt, présidait encore le plus puissant parti antihitlérien de Belgique proclamât qu'il fallait accepter avec soulagement le fait de la victoire d'Hitler, qu'un major de l'armée belge affirmât que la défaite militaire de son pays constituait une délivrance, cela était stupéfiant. Mais il faut avoir le courage de fixer, sans escobarderies, les responsabilités de chacun. Eh bien, si quelqu'un eût dû, en 1940, se scandaliser dans le cas où ces paroles eussent été scandaleuses, qui est-ce, sinon le Roi, qui avait Henri de Man directement sous ses ordres ? Léopold III, après la rédaction de cet appel, mit-il à pied de Man, officier à sa suite ? Lui ferma-t-il sa porte ? Oui ? Non ?

Tout le monde sait parfaitement que le major Henri de Man, pourvu, à la demande du Roi lui-même, d'une autorisation allemande d'entrer jour et nuit au Château de Laeken, continua à se rendre au Palais du Souverain trois fois par semaine durant tout l'été qui suivit la publication de la fameuse équation : victoire d'Hitler = délivrance des Belges !

C'est comme cela ! Malgré cette proclamation hitlérophile, de Man resta, plus que jamais, l'ami personnel et le confident du Roi. Il fut, certes, démobilisé au cours de l'année 1940, cessant par le fait même d'être, en titre, « officier à la suite du Roi », mais cette démobilisation ne changea rien aux relations qui existaient entre le Roi et l'ancien président du Parti socialiste. De Man était, à Laeken, tellement de la maison qu'il appelait par leur prénom (Louis) le valet de chambre du Souverain et (Jeanne) la femme de chambre de la reine Élisabeth ! Il roulait - seul dans son cas, en dehors de l'entourage immédiat du Monarque - dans une auto munie de la plaque officielle allemande « KGL Hofstab », c'est-à-dire « État-major royal ».

Après la publication de ce fameux message, il fut chargé par le Souverain de travaux d'approche auprès d'une personnalité éminente du Troisième Reich, comme en 1939 déjà il avait été l'envoyé secret de Léopold III à Rome et à Berlin.

Si, en entonnant le péan pour fêter le « désastre-délivrance » apporté par Hitler, Henri de Man a commis un crime, il est patent que le Roi a couvert ce crime, comme l'ont couvert tous les Lippens, Ganshof van der Meerch et consorts qui couraillèrent longtemps autour d'Henri de Man pour recevoir leur part de la « victoire délivrance » !

Au moins, lui, de Man, croyait-il ce qu'il disait. Il était réellement animé par l'espoir qu'une Europe plus unie et plus juste surgirait, « de l'effondrement d'un monde décrépit ».

Cet espoir fut déçu en partie à cause des maladresses de la politique allemande. Mais cet espoir était fier, était propre, autrement fier et propre que le zèle courtisan des milliers de brigueurs et d'agrippeurs qui, en se collant à de Man, ne rêvaient égoïstement que de nouvelles prébendes ou de maroquins ministériels.

Il ne faudrait surtout pas s'imaginer que de Man avait, en 1940, retourné sa veste comme un quelconque Spaak, tout simplement parce que les circonstances extérieures avaient changé.

De Man n'avait point, non plus - comme Paul sur la route de Damas - reçu, le 28 mai 1940, sur la route de Wynendaele, une foudroyante illumination.

Théoricien à l'esprit toujours aux aguets, il était tout le contraire d'un emballé. Sa prise de position avait été brusquée, mais nullement provoquée par la défaite militaire du mois de mai 1940. Inconsciemment, le phénomène national-socialiste - phénomène universel - le travaillait depuis longtemps.

L'hitlérisme l'avait fort malmené à ses débuts. Professeur à l'Université de Francfort, de Man avait été chassé de sa chaire, expulsé d'Allemagne en 1933. Ses livres avaient été brûlés sur les places publiques du Reich. Sa curiosité n'avait pas été ralentie pour si peu. De Man était un homme bizarre, qui n'attachait aucune importance aux bagarres partisanes et aux incidents d'ordre matériel. La trajectoire d'une idée politique retenait beaucoup plus son attention que les coups de botte d'un prétorien.

Revenu à Bruxelles, il piochait tout en détail, mais à l'échelle de l'absolu. Il ajoutait à ce détachement une étonnante fantaisie, un goût amusé du scandale intellectuel, une joie sadique à stupéfier les militants de base, à renverser, devant leurs yeux épouvantés, les pontifes et les poncifs. Le vieux Vandervelde notamment, le fondateur, l'ancêtre du P. O. B., diplodocus fort décati en 1936, devenu sourd comme un pot, mais qui était tout de même une relique, avait été bousculé et balancé par de Man, son ancien protégé, avec une désinvolture très voisine du mépris et de la mauvaise farce. Ainsi dégagé de tout sentimentalisme, de Man avait étudié l'évolution du national-socialisme allemand sans le moindre préjugé, comme il eût étudié l'évolution de la doctrine des Tories ou le républicanisme de M. Thiers.

De Man fréquentait des Allemands à Bruxelles avant la guerre, comme Spaak fréquentait des Allemands, comme leur petit groupe catholico-socialiste fréquentait des Allemands, des Allemands sentimentaux groupés autour d'un jeune artiste-peintre dont le nom ferait du bruit un jour, mais en dehors de la peinture : Otto Abetz. Celui-ci venait à Bruxelles de temps en temps, était reçu par un cénacle assez bizarre d'éphèbes socialistes et catholiques, inquiets et fumeux, de jeunes femmes émues dans leurs nerfs, de théoriciens que toute tendance nouvelle intéressait. Ils parlaient interminablement d'une Europe nouvelle, captivante, irréelle comme un rêve.

Seul dans le groupe, Spaak était bourgeoisement équilibré, bon gros Brusseleer aux cent kilos sainement stabilisateurs. Lui, il cherchait simplement à nouer quelques relations utiles avec des jeunes gens d'un pays dont tout alors le séparait. Mais les autres venaient en catéchumènes transis, comme ils se fussent rendus à une séance d'initiation, où l'on évoque les esprits, où l'on attend des oracles.

Ce groupe belgo-allemand était restreint, recruté presque entièrement parmi les jeunes théoriciens, confortablement appointés, de l'école Spaak-de Man-van Zeeland. Seul de nos amis, José Streel avait participé, de loin en loin, à ces

discussions académiques. Il fut chargé, un jour, de m'inviter chez la belle Égérie qui ouvrait ses salons à ces débats. L'Europe nouvelle m'apparut à cette occasion sous un jour assez inattendu et extrêmement plaisant. Au centre d'un boudoir aux couleurs sourdes, la jeune et ravissante inspiratrice de ces échanges de vues était étendue sur une somptueuse peau de lion, Eve sous une fragile robe à fleurs.

Le mari n'assistait point à ces rites. C'était un excellent homme, poli, inoffensif et dépensier, qui servait l'Europe en gestation en promenant ses chiens dans l'avenue Louise, de longs lévriers racés, ondoyants, aux reins fins et nerveux comme ceux de leur poétique maîtresse.

Je ne crois pas qu'on ait préparé de bien terribles complots contre la sûreté de l'État aux pieds de cette déesse électrique. Une Europe vue à travers elle devait être pleine d'attrait.

Tout cela, c'était de la poésie. J'avais à ce moment-là d'autres soucis que de m'asseoir aux pieds d'une dépouille de fauve, si chargée de lyrisme fût-elle. Et je ne retournai plus jamais chez cette attirante beauté à fleurs.

De Man, lui, fréquenta assez régulièrement cet harmonieux jardin d'Europe. Il y connut le Dr Liebe, délégué en Belgique d'Otto Abetz. Mais ces entrechats politiques eurent relativement peu à voir, j'imagine, avec l'évolution doctrinale de l'incisif président du P. O. B.

De Man fut national-socialiste le 28 mai 1940 parce qu'il l'était avant le 28 mai 1940. Il l'était jusqu'à la moelle des os, antiparlementaire-né, contempteur féroce et à peine camouflé des institutions démocratiques, partisan résolu, d'autre part, d'une très énergique supervision sociale de l'État.

Il a fallu la naïveté des foules et surtout le primarisme accablant des dirigeants socialistes pour qu'en 1935 on ait pu faire d'Henri de Man le réformateur démocratique du P. O. B., le mage qui, ranimant sous leurs bandelettes les vieilles momies, apporterait une doctrine, un plan, un miracle qui allaient tout redresser, tout arranger.

Je pose en principe que jamais un militant socialiste n'a su ce que de Man proposait. Il avait publié son fameux « Plan » en un volume de six cents pages, écrit en allemand, traduit de l'allemand en français sous le titre *L'Idée socialiste.* Ce n'était pas un livre, c'était une brique, une énorme brique. Personne n'a lu ce livre jusqu'à la fin : au bout d'une heure, il fût tombé mort. C'était un micmac économico-philosophique, pesant comme du plomb, rédigé dans un baragouin qui n'était plus de l'allemand et qui n'était pas devenu du français. Les phrases étaient interminables. Les mots n'avaient pas une lueur. Quant au sens de l'ouvrage, ténébreux comme un buisson sans lune, il fallait, honnêtement, renoncer à le saisir. Ce galimatias donnait la migraine. Il n'endormait pas, il assommait.

J'ai tenu cent meetings contradictoires sur le plan de Man. Chaque fois, je mettais l'orateur socialiste au défi de jurer qu'il avait, lu le bouquin. Chaque fois, l'autre bafouillait, et le débat se terminait dans le brouhaha et la rigolade.

J'ai toujours secrètement éprouvé pour de Man une profonde admiration, parce qu'il avait écrit ce livre et avait survécu. Ça me dépassait. Cet exploit était l'exploit d'un surhomme.

On essaya de casser la « brique» en morceaux et de la débiter en brochures, imprimées clairement, avec art. La brique, même émiettée, resta inassimilable.

Que pouvaient bien tirer de cet amphigouri, le caillouteur, le charron, le chaînier, leur dure journée finie, le boqueur fourbu qui revenait des hauts-fourneaux, le borin qui remontait de la fosse ?

Je n'ai de ma vie assisté à une pareille entreprise intellectuelle de mystification. Des centaines de milliers de francs de l'épargne ouvrière furent gaspillés à couvrir le pays d'affiches : *Le Plan. Tout le Plan. Rien que le Plan !* Des calicots : *Le Plan. Tout le Plan. Rien que le Plan !* barraient les grand-routes dans toutes les localités industrielles. Mais si vous demandiez ce qu'était le Plan, ce qu'il y avait dedans, on vous regardait avec des yeux interrogateurs, en tournant sa casquette.

On avait fourré ce mot-là dans la tête du peuple. Plan ! Ce n'était qu'un mot. Un de ces mots que le peuple répétait avec sa bonne volonté touchante, avec son besoin si pur de donner sa confiance à quelque chose, à quelqu'un.

Escroquerie d'une syllabe répétée, imposée. Escroquerie inconsciente chez beaucoup de braves militants, niquedouilles tourneboulés par la déification du savoir, synonyme, chez eux, du confus.

La masse, avec son admiration sans limite pour la science, admirait le Plan dans la mesure, exactement, où elle ne le déchiffrait pas « Si c'est si dur que cela à comprendre, c'est que c'est rudement fort ! » Elle regardait le bouquin respectueusement, comme elle eût regardé un appareil de rayons X, un poumon d'acier ou un cerveau-compteur.

De Man, d'ailleurs, n'essayait pas de mystifier. Il n'y a rien de plus redoutablement sincère qu'un théoricien. Si, avant d'être imprimé, le produit de leurs cogitations était mis au contact des faits, les inventeurs de systèmes seraient sans doute moins sûrs de leurs formules, car des ratés se seraient produits, ils auraient vu la nécessité de se livrer à de nombreuses modifications, révisions, simplifications. Mais de Man est un « prof », il croit qu'on dresse un plan politique comme on dresse le plan d'une dynamo. Une fois le plan dessiné, il ne reste plus qu'à fabriquer et à agencer les pièces. Mais le Plan fut toujours impropre à toute incarnation. Jamais on n'essaya sérieusement d'en appliquer un chapitre, une page, une ligne.

Le publie socialiste n'avait rien compris. Les militants barbotaient dans le charabia et les ténèbres et se perdaient dans le tunnel. Ce battage ne servit qu'à donner à de Man, dans ce milieu de primaires et d'illettrés, la réputation qui fit pendant cinq ans sa fortune : « C'est une tête ! »

Et la «tête » fut placée à la tête du P. O. B., cependant que le vieux mandarin Vandervelde, détrôné, déboulonné, roulait dans les piles de brochures et de bouquins de six cents pages, non coupés et invendables.

Bien malin celui qui eût pu dire en 1937 si de Man, élu à la suite de cette mystification à la présidence du P. O. B., était encore ou non un «démocrate» !

Il était devenu ministre et formait avec Spaak un étrange tandem : Spaak, le bon sens et l'opportunisme, glissant dans les eaux ministérielles comme une grosse carpe satisfaite, de Man, la mâchoire dure comme celle d'un brochet, attendant, caché dans les lianes, l'heure du coup de dents, passant dans le courant comme un éclair, fonçant vers sa proie.

Il se fit rapidement la réputation d'un mauvais coucheur, envoyant van Zeeland, son premier ministre, les quatre fers en l'air, d'un croc-en-jambe diabolique qui clôtura sans appel le scandale de la *Banque Nationale* en 1937.

On n'avait jamais remarqué de réel courant de sympathie personnelle en faveur de de Man parmi les foules du P. O. B. Le peuple avait été épaté par les bouquins fumeux du prophète. Mais il n'avait pas ressenti de choc psychologique.

«C'est quelqu'un», disait-on sur le pas des portes, dans les corons. C'était tout.

Mais ses façons cavalières commençaient à irriter. De Man, terriblement intelligent, eut tôt fait de déceler les faiblesses de la démocratie réelle, l'imbécillité pompeuse des acteurs qui grouillaient dans les couloirs du Parlement et dans les conclaves du parti. Car cet homme aux bouquins illisibles avait un don d'observation féroce. Il fallait voir frémir le bout de son nez aigu, se détendre le petit carré blanc de sa denture d'écureuil. Il se dégageait de ses portraits, de ses plaisanteries, un humour cocasse d'ecclésiastique.

Il était, naturellement, supérieur de cent coudées aux pauvres âniers, tout en grisaille, du Comité central du parti et à ses collègues du Sénat, cacochymes pour la plupart, dormant le nez sur leur gilet, dans leurs fauteuils surmontés de lions belliqueux, ou se relayant, à petits pas, au cabinet de toilette. Parmi cet hospice en acajou, de Man éclatait de jeunesse : passionné de ski, le teint cuit par le soleil des neiges, on le prenait pour le carabin insouciant et irrévérencieux chargé de surveiller les ébats de vieux messieurs podagres, guettés par la congestion ou que la vessie tourmentait.

De Man se permit de traiter par-dessous la jambe les parlementaires et tous les pontifes de cette vénérable religion. On cria à l'iconoclaste. De Man, sarcastique, alla jusqu'à la profanation. Ministre, il devait présenter et défendre son budget devant le Sénat. Au jour fixé, tous les burgraves catarrheux étaient là, chevrotants, l'un ou l'autre bouton oublié brillant comme un astre discret. Mais de Man n'apparut point. On s'inquiéta. En Suisse, la neige était belle : brusquement, le ministre était

parti, ses skis sur l'épaule, faire une saison aux sports d'hiver ! Le Sénat suffoqua. De Man ne revint que quinze jours plus tard, brun comme une biscotte, insultant par sa santé nette tous ces vieux lendores adipeux, aux visages brouillés, pareils à des tartes aux abricots qui ont trop coulé dans la vitrine.

De plus en plus, de Man se moquait de la démocratie. Tout, dans cette ménagerie solennelle, lui semblait ridicule, insane et comique : les rites, le décorum en rouge et or, les huissiers chargés de chaînes et de médailles comme des chefs de tribus d'anthropophages, les commissions où tout le monde prenait des airs entendus pour cacher son ignorance ou pour approuver des banalités, l'incompétence érigée en article de foi, l'arbitraire des clubs, l'air compassé, important, pris à propos de tout, comme si chacune de ces nullités avait été déposée par les cieux, parcelle de la divinité, monologuant derrière un verre d'eau à la menthe. Bien avant le 1er septembre 1939, c'était un secret de polichinelle que de Man avait perdu la foi dans la religion démocratique et qu'il blaguait en disant la messe.

Mais le P. O. B. n'osait faire un scandale, après avoir canonisé le père du Plan devant les foules prosternées. On savait que de Man était coriace. Il avait eu la peau de van Zeeland. Il avait fortement noyauté les syndicats, s'appuyait sur eux pour faire chanter le P. O. B.

Les mois de neutralité aggravèrent la rupture morale. De Man, chef du plus fort parti belliciste de Belgique, menait anonymement une campagne mordante contre les va-t'en-guerre qu'officiellement il présidait ! Il avait créé une revue flamande, *Leiding,* ouvertement orientée vers les conceptions totalitaires. Elle s'accrochait aux chausses de tous les adversaires de la neutralité et défendait avec force les idées d'autorité et la politique de conciliation européenne du roi Léopold.

Les articles de fond, non signés, de *Leiding* étaient l'oeuvre d'Henri de Man. Chacun le savait. Mais impénétrable, tirant à petits coups sur son éternel brûle-gueule, de Man, sérieux comme un pape, continuait à présider le parti qu'il canonnait à boulets rouges aussitôt qu'il avait quitté l'Assemblée.

Ce dédoublement de la personnalité devenait un cas pour film policier. Le quiproquo ne pouvait durer indéfiniment. Le lendemain de la capitulation de mai 1940, l'Henri de Man antidémocrate liquida l'Henri de Man démocrate, le président du P. O. B. se fit hara-kiri, culbuta son propre parti sans prendre l'avis de personne, le supprimant purement et simplement, d'un trait de plume dictatorial.

Il ne faut surtout pas s'imaginer que ce coup de force d'Henri de Man provoqua de l'indignation ou des protestations.

En prenant parti avec une grossièreté inouïe contre le Roi qui avait sauvé d'un carnage certain des dizaines de milliers de ses soldats encerclés dans la Flandre occidentale, Pierlot, Spaak et les parlementaires fuyards avaient soulevé la colère générale en Belgique. Les foules ne brillent pas, généralement, par leur courage. Le 27 mai 1940, chacun pensait avec épouvante à sa peau, à la peau des parents, des amants, des amis. Le 28 mai, grâce à la capitulation, ces diverses peaux individuelles étaient sauvées. La foule fut, automatiquement, contre ceux qui avaient voulu «que ça continue» et avec le Roi, et avec de Man, grâce auxquels la grande peur verte avait pris fin.

C'était une affaire de muscles abdominaux et de tripaille. Ces réactions-là sont plus puissantes que les principes, en admettant que Spaak eût été guidé, pour une fois, par des principes et non par son opportunisme.

Hitler, balayant un beau matin les syndicats marxistes du Reich, n'avait pas fait davantage qu'Henri de Man. Le décret de celui-ci bazardant le bric-à-brac socialiste fut encaissé sans sourciller par les pachas du parti.

La liquidation du P. O. B. se digéra. Au lieu d'être l'objet de reproches, de Man fut considéré dans son ex-parti comme un homme à poigne (c'était à la mode), dont le coupoir tapait dur.

C'est toujours la même chose : foncez, soyez fort, et on vous suivra !

Les gens pensent d'abord à leur intérêt, à la pitance quotidienne, à la pla-place. En juin, en juillet 1940, des centaines de mercenaires du défunt P. O. B. et de ses organisations syndicales, ronds-de-cuir embourgeoisés mais qui tenaient encore des ficelles dont de Man pourrait avoir besoin, avaient à choisir : ou défendre envers et

contre tout « l'idée », et être mis à la porte, ou passer au totalitarisme avec de Man et rester, au sein des organisations nouvelles, le monsieur qui touche un traitement, qui contrôle des membres, qui grimpera dans la mesure où il se sera montré docile.

De Man ne rencontra aucune difficulté. Il créa, de toutes pièces, une machine syndicale à la manière allemande, constituant le syndicat unique, l'*Utmi* (Union des travailleurs manuels et intellectuels). La transmission s'effectua sans un soupir. Le martyre est une affaire qui rapporte peu. Il n'y eut pas de martyrs.

De Man, plus sarcastique que jamais, vit déferler vers lui, liquidateur politique et liquidateur social, la cohue des bonzes, jappant, léchant, se frottant. Quelques-uns, exceptions rarissimes, avaient trouvé plus prudent de se terrer dans un trou d'ombre. Quelques autres approchaient, le teint jauni, l'oeil traînard. Mais les neuf dixièmes des militants de l'ex-P. O. B. marchèrent, députés et sénateurs accourant par douzaines, trois ministres socialistes en tête, y compris le zézayant « Acille » Van Acker, futur chef du gouvernement «résistant» de 1945, si peu troublé par le coup de force du «traître» de Man qu'il n'avala même point le cheveu qu'un dieu miséricordieux lui avait posé sur la langue dans l'espoir qu'il se tairait, ce que, d'ailleurs, il ne fit pas.

Dès le mois d'août 1940, de Man avait à sa disposition toute la vieille machine syndicale, prête à être remontée selon le modèle national-socialiste, tandis que tous les « Acille » Van Acker de Flandre et de Wallonie, la main à la couture du pantalon, entérinaient, minaudaient, admiraient.[1]

Si les vieux caciques avaient avalé le crapaud et s'étaient ralliés par opportunisme, la jeunesse de l'ex-P. O. B., elle, avait, avec enthousiasme, emboîté le pas aux réformateurs.

Au cours de centaines de meetings, avant la guerre, j'avais eu affaire aux bandes bien conduites, dures au choc, intolérantes en diable, des Jeunes Gardes socialistes. Elles m'avaient assailli à diverses reprises, à La Hestre en 1934, à Yvoz-Ramet en 1935, avaient essayé de m'abattre à la mitraillette à Seraing en 1936, blessant trois de mes camarades.

Je les avais subies ou affrontées partout. Il n'y avait pas plus acharnés ennemis du fascisme que ces rudes gaillards. Mais, en réalité, nul n'était mieux préparé qu'eux aux violences des régimes qu'ils stigmatisaient à grand renfort de pierres et de boulons.

Après le 28 mai 1940, ils furent, en huit jours, nationaux-socialistes, beaucoup plus hitlériens qu'Hitler, conviant dans tout le pays nos camarades à des entrevues et à des fraternisations. Lors de mes premières visites dans le Hainaut, partout ils accouraient pour me rencontrer. On buvait des «demis» ensemble en évoquant de vieux et sympathiques souvenirs : c'était à qui, pour entrer plus avant dans mon amitié, revendiquerait avec le plus d'ostentation l'honneur de m'avoir assommé autrefois avec le plus de vigueur.

---

[1] Dans Cavalier seul (pp.261 et 262), Henri de Man a évoqué sarcastiquement ce temps de la grande reptation :

« Si j'avais gardé quelques illusions sur l'homo politicus, je les aurais perdues entre juin et octobre 1940 au spectacle des veuleries qui venaient s'exhiber dans mon bureau. Le cours normal des choses était celui-ci : un politicien ou fonctionnaire syndical enfui en France y avait mis en sûreté l'encaisse de son organisation, généralement après avoir prélevé, le montant d'une année au moins de son traitement. Puis, ayant appris par la radio et la propagande chuchotée que «j'étais bien avec les Allemands», il s'empressait de regagner le pays. Il venait m'assurer de ses bons sentiments, expliquer «par la contagion de l'atmosphère» sa participation aux manifestations contre «le roi félon» et son conseiller politique et enfin demander timidement s'il n'y avait vraiment aucun danger à rentrer chez soi.

« Je répondais généralement : «Je ne pense pas, mais je vous conseille de vous tenir tranquille d'abord, le temps de vous réadapter au milieu d'ici.» La plupart me demandaient alors d'intervenir pour qu'ils pussent retourner à leurs postes de bourgmestres, d'échevins, de mandataires locaux ou régionaux. J'eus peut-être trop souvent la faiblesse d'accepter de faire ces démarches ; mais je m'en console en me disant qu'au moins je gardai toujours assez de clairvoyance pour ne pas me méprendre sur la qualité morale de ces solliciteurs. Plus d'une fois mon secrétaire a pu m'entendre dire, en refermant la porte derrière l'un ou l'autre d'entre eux : « En voilà encore un que sa mauvaise conscience et sa poltronnerie vont pousser à me reprocher, en sortant d'ici, d'être toujours fourré chez les Allemands ! »

« Je ne pouvais pas encore prévoir que beaucoup de ces quémandeurs du début me menaceraient, deux ou trois ans plus tard, de me faire assassiner si je ne restituais ou ne détruisais pas les preuves de leurs démarches. »

Celui qui m'avait à peu près défoncé la boîte crânienne à La Hestre le jour de la Sainte-Barbe, en 1934, un ouvrier mineur nommé Nisole, devenu borgne à la suite d'un accident de la mine, me voua un attachement tel qu'il me suivit, comme volontaire, jusqu'au fin fond de la Russie en 1941, l'oeil mouillé d'émotion chaque fois que je lui rappelais affectueusement notre empoignade à la tribune où il m'avait fort démocratiquement retiré la parole en me mettant knock-out d'un formidable coup de gourdin sur l'occiput.

Cette jeunesse socialiste avait de l'idéal, si les vieux rongeurs épilés de l'ex-P.O.B. n'en avaient plus. Elle brûlait de créer avec nous un socialisme puissant et de travailler, dans une camaraderie fraternelle, avec les mouvements nationaux-socialistes qui naissaient partout en Europe, libérés de la domination hypocrite des vieux partis pourris et expirants...

Où de Man dépassa vraiment tout, en fait d'audace, en 1940 et 1941, ce fut dans la question des journaux.

Sans se soucier le moins du monde de respecter les vieilles formes de la propriété, sans chercher même un instant à obtenir des contrats normaux, de Man fit reparaître toute une presse ouvrière, poussant en avant certains éditeurs, dépossédant les autres à grand renfort de mises sous séquestre, réalisées grâce aux autorités d'occupation.

Le quotidien socialiste des Flandres, le *Vooruit*, de Gand, reparut, presque aussitôt, au service de toutes les idées qu'il avait combattues, sans même se préoccuper de changer de titre ! La révolution dans les esprits était si complète que tout paraissait normal, tout était admis ! Titre, personnel, rédacteurs demeuraient. Mais le journal acclamait le suicide de son parti, vantait éperdument le national-socialisme, épouvantail, la veille encore, pour tous ses lecteurs !

A Bruxelles, de Man créa en 1941 un quotidien à lui, en langue française, *Le Travail,* qu'il fit imprimer sur les presses, réquisitionnées militairement, du journal *Le Peuple,* moniteur officiel du Parti socialiste jusqu'à l'entrée des troupes d'Hitler dans la capitale belge.

De Man, parleur pittoresque (du moins dans la conversation), était incapable d'écrire dix lignes vivantes dans un journal. Quoi qu'il fit, c'était de la bouillie pour les chats, qui restait sur l'estomac. Le *Vooruit* était publié selon ses directives, sans plus. A Bruxelles, de Man voulut que son quotidien fût son outil personnel. Illisible, bien présenté pourtant, le *Travail* ne perça, jamais.

Pour l'imprimer, de Man utilisait les splendides rotatives du Parti socialiste. Encore fallait-il, en plus d'elles, disposer de fonds. Reprenant la plus détestable des habitudes de l'ex-P.O.B., de Man puisa des centaines de milliers de francs dans la masse de manoeuvre des organisations syndicales. Son journal, invendable, était un gouffre. De Man le remplit pendant des mois au moyen d'un argent qui n'eût dû servir qu'à l'action syndicale des travailleurs.

Personnellement, Henri de Man fut toujours un homme d'un désintéressement absolu, fantaisiste sans besoins, campant à la diable dans un locatis cénobitique ou dans une modeste garçonnière dont il ouvrait lui-même la porte. Mais l'honnêteté de l'homme privé ne justifie pas les razzias systématiques qu'opérèrent invariablement dans les caisses syndicales, au nom d'une « cause » qui avait bon dos, les prophètes de l'Ancien et du Nouveau Testament socialiste.

De tous les collaborationnistes belges de la Deuxième guerre mondiale, Henri de Man est incontestablement celui qui, au lendemain de l'occupation, alla le plus fort, annihilant le principal parti de gauche (le sien !), unifiant à la manière totalitaire les syndicats marxistes et non marxistes, s'emparant de journaux, faisant réquisitionner des imprimeries, utilisant des fonds considérables appartenant à la classe ouvrière, non consultée, tout cela en collaboration avec l'occupant, souvent avec son aide, grâce à ses pressions ou à ses ordres.

Nul ne salua en termes plus dithyrambiques que lui le «désastre délivranc » du 28 mai 1940 et les possibilités offertes à l'Europe par la victoire d'Hitler.

Et la collaboration d'Henri de Man ne se limita pas à ces manifestations extérieures. Il y eut d'autres engagements, d'une portée capitale, dont nous parlerons par la suite.

Pourtant, si ahurissant que cela paraisse, on ne chercha pas sérieusement à s'assurer de la personne d'Henri de Man en 1945 quand le national-socialisme se fut écroulé en Europe et quand les mandarins de l'ex-P.O.B. eurent regrimpé sur leurs trônes, redorés en toute hâte.

Déçu par les Allemands, dégoûté par de nombreux arias, de Man avait été arrêté près de la frontière française en 1944, lorsqu'il avait voulu fuir les «libérateurs». A la stupeur générale, on l'avait relâché mystérieusement, au bout d'une dizaine de jours. De Man s'était retiré en Suisse. Imposer son extradition eût été relativement simple. Les polices belge et alliées obtinrent bien qu'on refoulât de Suisse ma malheureuse femme, mère de cinq jeunes enfants, et dont toute l'activité publique s'était bornée à adresser, en 1941, deux messages de réconfort aux épouses et aux mères de nos volontaires du front de l'Est. N'empêche qu'on la repoussa de Suisse pour la livrer aux Alliés, elle, jeune femme sans défense, portant dans ses bras son dernier bébé âgé de huit mois. Elle écopa de dix années de prison, n'essaya même pas d'appeler de ce jugement monstrueux, écrasée par la haine et la vengeance.

De Man, divorcé, sans charges de famille, contre qui on pouvait, avec une extrême facilité, rassembler des accusations de droit commun (confiscation de journaux, utilisation de fonds des caisses syndicales), put - tant mieux pour lui ! - demeurer en Suisse, continuer à faire du ski, à se brunir au soleil et à filer l'amour avec une Suissesse charmante qu'il épousa promptement sur place, en secondes noces.

Pourquoi cette immunité étrange, ce silence, alors qu'on rejetait impitoyablement du même pays une jeune mère vouée, par le fait même, aux plus lâches représailles ?

Pourquoi un jeune intellectuel comme Jean-Hérold Paquis, chroniqueur de la Radio française sous l'occupation, était-il livré par la Suisse (il fut fusillé à Paris peu après), alors qu'un ministre d'État comme de Man, qui avait assumé des responsabilités politiques mille fois plus grandes que celles de ce modeste écrivain, pouvait, lui, repiquer en paix, au bord des lacs fleuris, une seconde jeunesse ?

De Man resta parfaitement à l'abri de toute persécution. Un Conseil de guerre belge se hâta de le juger par contumace, pour la forme, sans danger quelconque pour sa personne. Et encore se garda-t-on bien, de crainte de l'indisposer, de le condamner à mort, ou même à la prison perpétuelle ! Pas question, pour lui, de cravate de chanvre et de fourches patibulaires !

A la même époque, plus de six mille Belges, collaborateurs de deuxième ou de troisième rang, étaient condamnés à la peine capitale et plusieurs centaines de sous-de Man se faisaient sauvagement fusiller. Pourquoi cette extraordinaire mansuétude à l'égard de l'homme du « désastre-délivrance » ? Pourquoi cette prudence féline ?

Certes, il est visible que tout ce qui toucha, de loin ou de près, à la franc-maçonnerie fut protégé en 1945, et depuis 1945. Lippens, qui me conviait à tordre le cou à la Constitution belge, n'a même pas été poursuivi. Il assista, éléphantesque et solennel, assis dans un fauteuil d'honneur, aux cérémonies de gala qui eurent lieu après la libération au Palais de Justice ! Il fut même chargé, au lendemain de la guerre, de missions officielles à l'étranger ! Devèze qui, à ma sortie des prisons démocratiques, me recevait sous son toit avec transports, déclarations d'amour, thé et biscuits, est devenu vice-président du Conseil des ministres de la Démocratie belge, en 1946. Il fut promu commandeur de la Légion d'honneur en 1948 ! Mais l'infortuné lampiste qui avait assisté avant la guerre à un meeting de Rex, mais l'obscure femme de charge qui, pour vingt francs par jour, réchauffait la popote à une cantine de Fridolins, ont été envoyés au bloc pour des années !

Dans le cas de Man, toutefois, il y a eu autre chose que la question des Loges. Il y a eu aussi les interventions pressantes des milieux monarchistes belges qui redoutaient les révélations que de Man, en cas de procès, eût pu être amené à faire en ce qui concerne le rôle du Roi en 1940. Lui seul connaît tous les secrets de Laeken, lui seul pourrait révéler ce qui se trama dans le domaine de la politique intérieure aussi bien que dans le domaine de la politique extérieure de la Belgique en 1940. Tout procès de Man serait, par ricochet, le procès de Léopold III. Rien de ce que de Man a fait ne l'a été sans l'approbation, le consentement ou l'ordre du Souverain, au service duquel, militairement, personnellement, quotidiennement, il se

trouvait. D'où l'extrême cautèle de certains milieux dirigeants, inquiets à la pensée d'un scandale dont nul ne peut mesurer les conséquences... D'où le zèle touchant déployé par une certaine presse léopoldienne pour essayer de blanchir de Man, le confident de Léopold III, l'ami intime de la reine Élisabeth (il logeait à sa villa de La Panne en 1940, était son compagnon de promenade, dans les dunes, le soir). On tient énormément à se montrer gentil pour lui. Jusqu'à présent, il s'est tu. On le couvre, afin qu'il ne découvre...

Enfin, surtout, il y a - complétant et fermant le circuit de la frousse - les craintes qui rongent tous les grands chameliers du Parti socialiste belge.

En 1940, le démolisseur du P.O.B. a eu le parti avec lui, presque au complet. La plupart des dirigeants marxistes ont accablé alors d'actes de soumission le de Man national-socialiste, ont signé des covenants avec lui, lui ont écrit des lettres de reptation que de Man, matou diabolique, a soigneusement conservées et qui lient de très nombreuses langues aujourd'hui...

Que de Man parle avec ampleur, qu'il sorte tous ses papiers, et le Parti socialiste belge se débattra dans la plus effroyable confusion !

D'autant plus que pour mendier, après la capitulation de 1940, l'amitié ou l'appui d'Henri de Man, il n'y a pas eu que le troupeau vagissant des dirigeants de seconde zone du parti, dont il est naturel qu'ils soient prêts aujourd'hui à de prudents « oublis » et à d'opportuns «coups d'éponge »...

Il y a eu plus gros qu'eux.

Il y a eu Spaak. Oui, le rondouillard Paul-Henri Spaak.

Ce sera pour un autre chapitre.

XI

LA COLLABORATION COMMUNISTE

Les communistes belges en 1939. - Racoleurs hitlériens en juillet 1940. - Les communistes français et l'«occupant». - Lahaut roulé par le général von Falkenhausen. - Foules socialistes et communistes. - Rencontre des âmes rebelles. - Afflux des forces populaires. - L'ex-compagnon de Spaak, Walter Dauge. - Leaders du P. O. B. informateurs de la Gestapo.

Pendant que l'ancien président du P.O.B. Henri de Man conviait les travailleurs belges à se rallier au national-socialisme et balayait en ricanant, les débris de vaisselle du régime révolu, que devenait en Belgique le Parti communiste ?

Depuis août 1939, il avait eu fort à faire.

Quelques mois plus tôt, les candidats de Moscou à Bruxelles s'étaient fait élire en vilipendant l'hitlérisme. Aux élections de mars 1939, ils avaient pavoisé la Belgique d'affiches représentant un Hitler sanglant aux yeux exorbités, tenant dans ses dents le couteau classique.

A peine avaient-ils eu le temps de prendre des habitudes à la Chambre belge que Staline et Molotoff signaient, en août 1939, le fameux pacte d'alliance germano-soviétique, décoiffant en petit comité, en une seule nuit, dix-neuf bouteilles du meilleur champagne français en l'honneur du nouvel ami Joaquim von Ribbentrop.

Ce retournement était dur à expliquer. A la Chambre, j'avais observé avec amusement les bobines des représentants du Petit Père du Peuple. Ils étaient plutôt penauds. Même Lahaut, le fort en gueule de la section, replié sur ses bras d'atèle, plongeait le nez avec conviction, d'un bout à l'autre des séances, dans les codes dont il ne s'était jamais servi jusqu'alors que comme projectiles gratuits, strictement constitutionnels.

Le petit groupe communiste au Parlement avait, physiquement, de la cohésion, était capable de cogner, d'organiser un brusque corps à corps. Le député Lahaut était costaud comme un débardeur et n'avait pas son pareil pour retourner un veston sur la tête d'un collègue, afin de le rosser avec plus d'aisance. Au catch-catch, il eût connu des succès étourdissants.

Mais durant l'hiver 1939-1940, il s'agissait d'expliquer l'inexplicable. Staline avait achevé la Pologne envahie par Hitler, il fournissait au Troisième Reich, en guerre contre les pays « démocratiques», les matières premières nécessaires à sa victoire, les minerais pour son industrie lourde, le pétrole destiné à la *Luftwaffe* (neuf cent mille tonnes), le blé d'Ukraine qui nourrirait les troupes (un million de tonnes).

Par-dessus le marché, Staline avait sauté sur le dos de la Finlande à la fin de novembre 1939. La S. d. N. avait riposté en expulsant théâtralement l'U.R.S.S. de son sein, le 14 décembre suivant. Les députés soviétiques belges n'étaient pas de taille à faire front à cet ouragan mondial. Ne pouvant rien expliquer, ils piochaient gravement le code et se taisaient.

Ils ne possédaient pas un seul parlementaire qui eût, intellectuellement, du relief. Les prédispositions à la boxe, à la lutte à main plate et au jiu-jitsu sont d'une importance essentielle dans le déroulement des travaux des assemblées démocratiques ; pourtant, elles ne suffisent pas toujours.

Le dindonnier belge du groupe moscoutaire était un pâle avocaillon bruxellois nommé Relecom, magot au visage de pion d'athénée qui surveille, de son coin, les compositions.

Un député socialiste, rompant avec son parti, venait de grossir le groupe de Moscou. Il portait le nom qu'il fallait pour défendre l'U.R.S.S. : Marteau. Il avait une tête de bouledogue gris. Il déboulait tout à coup dans les travées pour saisir un contradicteur à bras le corps. Mais il n'était pas spécialement méchant homme, malgré son poil hirsute.

Lahaut était le plus violent de tous, d'une violence animalesque, l’oeil éraillé, charpenté comme un moujik, inculte, mais cocasse et dru, lançant avec bonne humeur, d'un ton chantant, des goguenardises qui n'avaient pas grand sel mais qui remportaient leur petit succès dans ce milieu facile, désoeuvré, engourdi par la monotonie.

Le pays de Charleroi était représenté par un certain Glineur, myrmidon grasseyant, aux pommettes plates, rougeoyantes et lisses de champion de courses cyclistes. Le reste ne valait pas un kopeck.

La seule curiosité du groupe communiste était une femme nommée Adère, lardée comme une caille, poussant de temps en temps de petits cris aigus. Perdue parmi ce troupeau de mâles sanguins, n'ayant comme compétitrice qu'une socialiste juive cachectique, sépulcrale, au faciès de squelette, nommée Blume, la dodue diaconesse stalinienne avait senti le démon féminin la travailler. De semaine en semaine elle se poudrait davantage, à croire qu'elle s'était roulée, avant d'entrer en séance, dans le pétrin d'un boulanger du parti. Elle se peinturlurait les lèvres au minium, comme si elle avait voulu se prémunir contre la rouille. Le buste trapu, drapé dans des dentelles qui s'étalaient en chasse-mouches, l'arrière-train contracté mais vainqueur, elle exhibait des rondeurs rappelant les coupoles du Kremlin. Nombre de vieux drilles parlementaires reniflaient dans leurs travées, louchaient vers cette dondon caqueteuse, visiblement désireux d'étudier d'un peu plus près l'évolution si intéressante des nouvelles positions soviétiques.

Durant mon embastillement, je n'entendis plus parler de ces honorables collègues. Avaient-ils été arrêtés ? Qu'étaient-ils devenus ? Je n'avais côtoyé, dans mes différentes geôles, que des députés communistes français, incarcérés depuis l'année précédente. Eux ne savaient rien. Mis au secret absolu depuis le 10 mai, je n'en savais pas davantage.

A la mi-juillet 1940, je traversai Toulouse, menottes aux poings, encadré par les gardes mobiles, en route vers une nouvelle maison de force. A proximité de la gare, un escogriffe puissant tenait un meeting devant un public assez nombreux. On me regarda passer, enchaîné, en loques, la mâchoire démolie, le visage ravagé, noirci par une longue barbe hirsute.

Soudain je reconnus la voix, une voix sonore et brutale : c'était Lahaut, le député moscoutaire de Liége !

Cette rencontre me plongea dans des abîmes de perplexité : le Lahaut qui faisait assaillir mes réunions au cri de « A mort Hitler ! » se promenait, à travers la France non occupée, un impressionnant Ausweis, délivré par des généraux d'Hitler, au pare-brise de son automobile ! Il haranguait, les Belges, leur vantail, le paradis de la Belgique occupée, gasconnait, conviait, les travailleurs à rentrer en masse au pays pour fabriquer, dans les usines contrôlées, le matériel qui permettrait au bloc communo-hitlérien d'écraser définitivement l'hyper-capitalisme anglo-saxon. Lahaut était plein d'argent, distribuait aux réfugiés des poignées de billets de cent sous, comme s'il se fût agi de bons-primes d'une marque de caramels ou de cigarettes.

Les gardes mobiles me firent hâter le pas. Je poursuivis mon triste chemin de bagnard tandis que la voix du vendeur de mithridate continuait à tonner au fond de la place, sous le soleil bleu et doré, pour le plus grand profit du Reich national-socialiste.

Lahaut n'en faisait pas davantage que ses congénères ou ses maîtres de l'étranger.

A cette époque, Staline et Molotoff avaient félicité télégraphiquement Hitler et la Wehrmacht de leurs triomphes en Hollande, en Belgique et en France !

A peine les fifres de la Wehrmacht avaient-ils résonné, aigus et joyeux, dans l'avenue des Champs-Élysées, qu'on avait vu sortir de leurs cachettes les dirigeants communistes échappés des rafles policières de Reynaud et de Daladier. L'ambassade du Reich à Paris, les bureaux allemands de la *Propaganda Staffel* avaient été assaillis par des communistes enthousiastes, brûlant de transposer sur le terrain français les accords de Moscou du mois d'août 1939. Abetz était submergé par ces quémandeurs. Artiste, sentimental, il leur avait trouvé du tempérament. A ses yeux - et il ne se trompait pas - ils étaient les seuls en France qui eussent encore de la

cogne, qui fussent capables d'atteindre les masses, de les remuer, de les amener à collaborer.

Les communistes français n'essayaient pas de biaiser. Ils s'offraient sincèrement. Quel est le fond du communisme ? Quel était le fond du national-socialisme ? Une réaction contre l'individualisme égoïste, irresponsable, stérilisateur ; une volonté de rebâtir la société en la considérant comme une communauté. Méthodes, éthiques, pouvaient différer totalement d'un régime à l'autre. Mais il y avait indiscutablement, à la base, une disposition d'esprit commune : la conception collectiviste de l'effort humain, au stade de la nation et de la race chez les uns, d'une classe chez les autres.

En dehors de ces affinités qui remuaient, qu'on le veuille ou non, quelque chose de profond, de noble, dans le subconscient des tenants du national-socialisme et du communisme, la puissance, la discipline, l'esprit, d'organisation des Allemands vainqueurs avaient formidablement impressionné les militants soviétiques français, habitués par Moscou à ne voir que le but, à obéir aveuglément et à travailler par cellules hiérarchisées.

Staline donnait l'exemple de la collaboration ; Abetz était charmeur, sans préjugés sociaux, franc, audacieux.

Nul parti de droite, en France, n'avait encore entamé la moindre conversation collaborationniste lorsque *L'Humanité* clandestine, la veille même du 14 juillet 1940, c'est-à-dire un mois, jour pour jour, après l'entrée de la Wehrmacht à Paris, lança aux prolétaires français cet appel chaleureux à la fraternisation :

« Les conversations amicales entre travailleurs parisiens et soldats allemands se multiplient. Nous en sommes heureux. Apprenons à nous connaître. Et quand on dit aux soldats allemands que les députés communistes ont été jetés en prison pour avoir défendu la paix, quand on dit qu'en 1923 les communistes se dressèrent contre l'occupation de la Rhur, on travaille pour la fraternité franco-allemande. »

La semaine même de la capitulation française, des dirigeants communistes - notamment Mme Ginolin qui, après la guerre, devint député «résistant» du XIIe arrondissement de Paris - avaient demandé aux autorités d'occupation de pouvoir republier, sous le contrôle de la censure allemande, l'organe officiel du Parti communiste, *L'Humanité,* supprimé dès les premiers jours de la guerre par Daladier et sa police. Abetz et la *Propaganda Staffel* accordèrent l'autorisation. Si les Parisiens ne virent point étalée dans les kiosques du boulevard Saint-Michel et de la place de l'Opéra une *Humanité* collaborationniste, dûment supervisée par un officier feldgrau, ce n'est point parce que les délégués d'Hitler ne furent pas d'accord, mais parce que... Pétain ne fut pas d'accord ! C'est le Maréchal, c'est Laval qui, restés foncièrement anticommunistes, refusèrent leur assentiment, à l'encontre des autorités. allemandes d'occupation. Sans le veto des Vichyssois, *L'Humanité* eût devancé largement, dans la voie de la collaboration, *L'Oeuvre* de Marcel Déat et de La Fouchardière, et *Le Matin* de Bunau-Varilla !

L'Humanité clandestine n'en continua pas moins à prêcher la fraternisation franco-allemande et à dépiauter les Anglais. En 1941, après dix mois de « résistance » du général de Gaulle, elle dénonçait toujours aux Français de France les Français de Londres « réactionnaires et anti-démocratiques » qui, écrivait-elle, « ne visent à rien d'autre qu'à priver notre pays de toute liberté en cas d'une victoire anglaise ».

Seul, le coup de bélier lancé par Hitler le 22 juin 1941 dans la frontière de l'Est mit fin à ces enthousiastes embrassades. Ce n'est qu'après cette date-là qu'on entendit parler de « résistance » communiste, résistance non à «l'occupant» de la Belgique ou de la France - chéri, admiré, soutenu durant toute une année par les communistes occidentaux - mais résistance à l'envahisseur de... l'U. R. S. S.

Tant qu'il ne s'était agi que de l'invasion de leur propre pays, les communistes belges et français avaient fait passer la politique de collaboration Berlin-Moscou avant toute considération nationale.

Le zèle pro-allemand de Lahaut, s'il m'avait éberlué à Toulouse, à la mi-juillet 1940, était donc absolument dans la ligne communiste d'alors. Molotoff avait proclamé la nécessité d'une « Allemagne forte ». Le tovaritch Lahaut avait tiré les conséquences de cette affirmation orthodoxe.

Près de deux millions de Belges s'étaient enfuis vers la France. Les usines s'étaient vidées. Il fallait des bras pour fabriquer des wagons aux chantiers de

Cokerill et des armes aux ateliers de la F.N. (Fabrique Nationale d'Armes). Le Commandement allemand désirait ramener d'urgence dans les bassins industriels et dans les dépôts ferroviaires la masse ouvrière exilée. Lahaut avait accueilli les troupes d'Hitler avec chaleur. Il avait de la blague, un langage coloré, une voix chaude où l'émotion montait vite. Les patrons liégeois avaient eu le gaillard dans les jambes à l'occasion de dix grèves, ils connaissaient son influence sur les travailleurs. Si lui, qui insultait Hitler comme un charretier en juillet 1939, allait en juillet 1940 haranguer en France libre nos mineurs, nos fondeurs, nos armuriers, nos cheminots, s'il leur expliquait que, sous les Allemands, tout était magnifique, on l'écouterait, les usines se rempliraient à nouveau, les mitrailleuses de la F. N. sortiraient en séries, les trains de marchandises remonteraient vers les gares rhénanes.

Les Allemands trouvèrent le plan très habile et donnèrent leur appui complet. Lahaut fut le premier Belge à filer en France, à sillonner la zone sud, le long des graves cyprières et des olivaies luisantes, les poches pleines de billets, muni de sauf-conduits allemands et d'immunités plus efficaces que celles d'un ambassadeur.

Pourtant Lahaut, le madré Lahaut, s'était fait proprement blouser. Lorsqu'il rentra de sa tournée de recruteur du Reich, ayant décidé des milliers d'ouvriers wallons à quitter la zone non occupée pour revenir en Belgique aider à l'effort de guerre nazi, il s'attendait à voir pleinement récompenser ses efforts. Le Parti communiste, à Liége, à Charleroi, à Bruxelles comme à Paris, était tendu vers la collaboration. Mais Lahaut avait été manoeuvré par plus fort que lui.

Les Allemands de Paris ouvraient les bras aux communistes. Cela est vrai. Et ceux-ci étaient beaucoup mieux reçus, rue de Lille, à l'ambassade du Reich, que la noblesse française qui assaillait le palais et l'encombrait de camélias et d'azalées monumentales. Abetz, révolutionnaire, aimait les révolutionnaires.

A Bruxelles, par contre, les généraux allemands qui avaient lancé Lahaut sur les routes du Dauphiné, du Languedoc, de la Gascogne, du Roussillon, étaient de vieux messieurs ultra-conservateurs, pleins de mépris pour les prolétaires, dont le rendement, seul les intéressait. Un Falkenhausen, type même du seigneur d'ancien régime, avait en horreur ce qui était peuple, soucis du peuple, revendications du peuple. Anti-hitlérien camouflé, il avait vu dans le pacte Ribbentrop-Molotoff une nouvelle raison de détester Hitler. Sa formation, ses préjugés, ses goûts, tout le portait vers les pays hyper-capitalistes.

Il était vraiment le dernier sur lequel Lahaut eût pu compter pour exercer une action quelconque sous l'occupation allemande. L'utilisation de Lahaut, conseillée par les gros industriels belges, n'avait été qu'un incident. Le résultat était atteint. Lahaut pouvait retomber dans les ténèbres.

Et il y retomba.

Pendant quelques semaines, Lahaut germanophile avait été pressé comme une pamplemousse, puis jeté à la poubelle, une fois le jus sorti. C'était fini. Sa collaboration n'avait servi que le Reich et ses vieux ennemis artificieux, les ploutocrates liégeois. Roulé, furieux, confus, le collaborateur N° 1 en date du général von Falkenhausen ne put que maudire son employeur sans scrupules, en attendant qu'au premier jour de la guerre contre les Soviets, celui-ci, sardonique, méprisant, le fit saisir dans son lit et jeter dans une oubliette.

Le publie communiste de Bruxelles n'avait pas été trop surpris, en juillet, en août 1940 par la volte-face de Lahaut, devenu commis voyageur des occupants. Depuis l'accord Staline-Ribbentrop d'août 1939, il s'était habitué aux coups de théâtre.

La mode était à ce moment-là à la germanophilie. La population, en Belgique comme en France, avait été étonnée au plus haut point par la puissance des troupes du Reich, par leur tenue, leur politesse, leur discipline et leur chic. « Ils » ne pillaient jamais. Ils étaient bien équipés, rasés de frais chaque jour, ils marchaient, chantaient admirablement. Et puis, c'étaient de beaux types, de grands gars blonds, magnifiquement bronzés, un peu enfants, avec des yeux clairs : les femmes adorent ce genre-là.

Aux terrasses des cafés, Allemands et civils « occupés » buvaient côte à côte. Il n'y avait pas la moindre haine nulle part.

De Man, président dit P. O. B. jusqu'au 28 mai 1940, était passé avec armes et bagages au national-socialisme. Lahaut se baladait glorieux, au pied des Pyrénées, grâce à un Ausweis nazi. Les deux grands partis ouvriers s'étaient rangés derrière la croix gammée. Qu'eût pu dire, qu'eût pu faire l'ouvrier belge, d'ailleurs naturellement conservateur et conformiste ?

Je connaissais à fond les masses ouvrières. Il n'y avait pas un fief socialiste ou communiste où je n'avais pris la parole. J'avais porté la contradiction dans la plupart des Maisons du Peuple. J'y étais reçu parfois au milieu d'un fameux hourvari. Mais enfin, j'étais celui qui osait venir. On m'appelait « le Léon », familièrement. J'animais les assemblées. La curiosité se mêlait à la bonhomie populaire, qui trouvait son compte même dans les bagarres.

Les auditoires socialistes étaient massifs, souvent amorphes : les temps héroïques étaient passés. Les auditoires communistes, eux, étaient traversés souvent par des passions furieuses.

A la suite de la Deuxième guerre mondiale, le publie moscoutaire s'est beaucoup élargi, a atteint les cercles modérés du prolétariat. Mais au moment de la grande percée de Rex, en 1937, il n'y avait que trois députés communistes en Belgique. En 1939, ils étaient neuf, en tout. La mer prolétarienne appartenait encore au Parti socialiste. Le Parti communiste devait se contenter de l'écume laissée sur la plage déchale. J'étais toujours frappé en voyant le nombre d'anormaux physiques qui remplissaient les salles de meeting des Lahaut, des Glineur et des Relecom. Il y avait là un incroyable conglomérat de bancroches, de ragotins, de criquets, de mal foutus ; tous ceux qui avaient un pied bot, une bouche démesurée, un oeil torve, un moignon de bras se retrouvaient dans ces auditoires communistes. Pauvres gens, respectables plus que d'autres, car leur infortune physique faisait mal ; réprouvés de la vie, habitués dès leur enfance aux quolibets, révoltés dans leur chair même, ils étaient naturellement portés à soutenir tout ce qui se dressait contre un monde qui les avait marqués pour toujours, aveuglément, injustement.

La moitié des auditoires communistes d'avant 1940 était composée de ces dégénérés. Je n'ai jamais vu pareille collection de crânes soufflés, de visages en galoche, d'yeux disloqués, de peaux verdâtres. J'en avais chaque fois mal au coeur

L'autre moitié des auditoires moscoutaires était formée d'âmes rebelles, non seulement d'âmes déchaînées auxquelles plaisent la colère, l'envie, la vengeance, mais aussi, parfois, d'âmes qui avaient reçu le feu mystérieux qui marque les êtres faits pour les dons supérieurs.

Peu d'intellectuels se trouvaient parmi ces êtres tendus vers un idéal instinctif. L'intellectuel calcule trop, est trop lié à ses aises matérielles, tranche rarement les amarres qui le retiennent aux habitudes et aux facilités de son milieu social. Il est capable de courir des risques, mais quand les chances ont commencé à s'inscrire nettement sur le tableau d'un destin proche. Pour être un vrai révolutionnaire, il faut n'avoir rien à perdre ou - cas bien rare - être prêt à tout perdre : confort, famille, liens mondains. Il manquait au Parti communiste belge avant 1940, pour s’imposer selon les voies normales, ces jeunes bourgeois cultivés et ambitieux, à la Vandervelde, qui avaient, à la fin du XIXe siècle, donné son ton et son «standing» au socialisme naissant.

La tension d'âmes rebelles autour d'analphabètes cabochards et gueulards comme Lahaut ou Glineur n'en était que plus pathétique.

Le bouleversement de 1940 frappa fortement l'esprit et la sensibilité de ces jeunes idéalistes prolétariens. On eût dit que, tout d'un coup, les énormes murailles de préjugés qui les séparaient de nous s'étaient abattues. Ils m'avaient entendu souvent, contredit souvent ; ils connaissaient nos élans, notre mystique. La rupture de 1940 leur dévoila notre sincérité. Et, passant d'un extrême à l'autre, à l'instar des nombreux Jeunes Gardes socialistes, ils se sentirent liés à nous par des affinités irrésistibles.

Lahaut courait nigaudement à ses travaux de négrier en limousine. De notre côté, nous nous abstenions de tout contact avec les chefs communistes malgré leur volte-face. Ce n'est pas le communisme qui nous intéressait, mais les âmes qui y brûlaient,.

D'elles à nous, par-dessus les vieux cadres partisans, la communion s'établit aussitôt. Dans tous les centres ouvriers, d'admirables jeunes communistes de 1939 nous rejoignirent. Plusieurs centaines s'en vinrent avec moi au front de Russie en 1941, écarquillant les yeux en voyant ce qu'était cette U. R. S. S. de torchis, de misère, de crotte et d'esclavage qui leur avait paru de loin, pendant si longtemps, l'Eldorado des travailleurs.

Je les avais accueillis à Rex comme j'ai toujours accueilli les idéalistes, d'où qu'ils vinssent : avec une confiance absolue et fraternelle. Il vaut mieux être roulé dix fois par des fourbes que de décourager un coeur pur et ouvert. Nous ne devions pas redouter d'invasion : si nous n'étions pas capables de convertir, c'est que nous n'avions pas la foi ! Les âmes qui brûlent peuvent tout, changent tout.

Certains vinrent à nous malignement, pour nous tromper, nous espionner, nous tendre les plus dangereux des pièges, se glissant, notamment, sur ordre, parmi nos volontaires du front de l'Est. Ils eussent pu m'abattre avec une facilité extrême. Ils furent conquis comme les autres, m'apportant affectueusement après un combat dur, où j'avais bravé la mort auprès d'eux - ou pour eux – leur carte de membre du Parti communiste ou de la Résistance.

Un idéal ardent est une arme invincible.

Au lieu de redouter ces passages d'éléments de gauche dans nos rangs, je les encourageais de toutes mes forces.

Au début du rexisme, j'avais braqué l'essentiel de mon action sur la conquête des masses ouvrières et paysannes. Le bourgeois marche de lui-même quand on gagne. Comme il craint toujours d'être lésé matériellement, il est toujours prêt à céder politiquement et moralement. La crainte et l'intérêt, sont les leviers de, sa doctrine.

Ce qui m'attirait, c'était l'énorme santé populaire, ce réservoir de sincérité, de bonne humeur, de travail, de fidélité, de vertus fortes et simples.

J'organisai, au début de mon action publique, des centaines de meetings dans les grosses localités prolétariennes, risquant les coups, m'y rendant seul en tramway, sans garde quelconque, parce que je voulais séduire et convaincre. Les résultats de ce travail furent grands : en 1935 et en 1936, je conquis des dizaines de milliers de travailleurs. Les bassins de Liège, Charleroi, Verviers devinrent des bastions rexistes, nous donnant à eux seuls, d'un coup, six députés.

Je pouvais venir dans n'importe quelle localité industrielle une mer d'auditeurs était là. La peur, parmi les meneurs marxistes, fut intense, et la contre-offensive commença, se déploya avec une mauvaise foi et une violence inouïes. Partout les bourgmestres marxistes interdirent mes meetings. On terrorisa les travailleurs inscrits à nos syndicats. On me couvrit de calomnies imbéciles et effroyables. Le peuple, intimidé, impressionné, arrêta son élan. Notre recrutement populaire fut stoppé.

Pourtant, nous devions à tout prix recevoir cet afflux de vie. Non pour collectionner des membres ou des électeurs. Mais parce que nous voulions être le peuple vivant et que la vie était là, dans les milliers de corons, près des terrils rougeoyants, dans ces interminables cités monotones et noirâtres, aux pavés disjoints, aux cieux balayés par de longues traînées grises.

Renoncer à cette force ouvrière, a ce jaillissement constant de vigueur, à cette volonté, à cette honnêteté, c'était échapper au réel, c'était jouer la comédie de la vie politique, n'être plus qu'une peau de survivant sur un corps mort.

Les Jeunes Gardes socialistes, les jeunes idéalistes communistes nous rejoignant à l'automne de 1940, passant tout chauds dans nos rangs comme les travailleurs de 1936, nous apportaient à nouveau le sang pur, le sang puissant du peuple, sans lequel le pouvoir n'est qu'un leurre.

Il n'est personne, à gauche ou à l'extrême gauche, qui n'ait été sensible, en 1940, à la victoire du national-socialisme. Les chefs, les de Man, les Lahaut s'étaient mis, dès juin, soit à la remorque de l'Ordre nouveau, soit à la disposition des militaires du Reich. La jeunesse, plus désintéressée, avait fraternisé avec notre jeunesse plutôt que de fraterniser avec les occupants. Les plus extrémistes furent nos convertis les plus convaincus.

Situé entre le Parti communiste et le P. O. B., fanatique et jusqu'alors irréductible, se trouvait le groupe de « l'Action socialiste révolutionnaire », créé par le Borain Walter Dauge. Dans le kaléidoscope politique de la Belgique d'avant la guerre, Dauge représentait un élément très curieux.

Né parmi les mineurs, Dauge s'était fait lui-même, avait étudié à Mons, s'était donné une culture sensible, humaine, qui détonnait parmi les primaires de son parti. La peau fine, presque transparente, les yeux et le sourire animés par un charme un peu mélancolique et captivant, Dauge était un orateur à la voix admirablement harmonieuse. Chose rare parmi les politiciens belges, il usait d'une langue parfaite, où les voyelles, douces et légères, chantaient. Il avait rapidement conquis un grand prestige parmi les travailleurs du Borinage, musiciens dans l'âme, toujours sensibles à l'éloquence, soeur de la musique.

Mais Dauge n'était pas qu'un enchanteur. C'était, en 1935, un idéaliste incandescent. La médiocrité morale du P. O. B., l'embourgeoisement pesant de ses chefs, les scandales financiers du parti, l'avaient dressé en Savonarole du socialisme belge. Au moment où je fustigeais les « pourris » des partis de droite, Dauge, à l'autre bout de la lice politique, démasquait et bottait les dirigeants marxistes, acagnardés et corrompus.

Il eût pu provoquer alors, à gauche, un mouvement de fond, bien que les masses ouvrières, embrigadées dans leurs organisations syndicales, liées par les cotisations, les indemnités, les soins médicaux, fussent plus difficiles à détourner de leurs habitudes que le grand public anonyme de la bourgeoisie et des classes moyennes devant lequel, chaque soir, je faisais voler en morceaux les vieilles idoles.

Ce qui perdit Dauge en pleine ascension, ce fut son association avec Paul-Henri Spaak. Spaak était alors un bourgeois d'environ trente-cinq ans, inscrit au P. O. B. parce que l'avenir était à gauche, mais qui piaffait, pressé et particulièrement ambitieux. Dauge crut ingénument que les violences de Spaak trouvaient leur aliment dans un sincère sentiment révolutionnaire, car Spaak descendait dans la rue avec les forcenés, allait avec eux briser les vitres des journaux bien-pensants.

Dauge répandait dans le Borinage un hebdomadaire au vitriol, « L'Action socialiste ». Spaak désirant, pour faire pression sur les manitous du parti, tenir en main les masses ouvrières de province, s'appuya sur Dauge, heureusement surpris de voir un militant de la capitale, avocat remuant, le flatter et se lier à lui. Ils se partagèrent la direction du journal, dont les articles vengeurs soulevaient les travailleurs des mines et faisaient trembler dans leurs fauteuils les vizirs confortablement nantis du Parti socialiste.

Spaak fit monter le chantage jusqu'au dernier degré, veillant bien, toutefois, à ne pas laisser sauter le thermomètre. Il fut à un doigt d'être jeté à la porte du P. O. B. Dauge était aux anges à voir le zèle de son codirecteur.

Quand la panique du Parti socialiste fut à son comble, Spaak, le Spaak casseur de carreaux, le Spaak qui allait tout faire sauter en compagnie de son ami Walter, Spaak, réussissant un coup où il allait devenir maître, troqua brusquement diatribes, menaces, vitres brisées contre un maroquin ministériel. En une demi-journée, Walter Dauge fut planté dans les épinards et Paul-Henri Spaak devint ministre.

L'honnête homme, dans l'affaire, incontestablement, avait été Dauge.

Le cynique avait été Spaak.

Pourtant, c'est l'idéaliste qui allait couler, et c'est Spaak qui allait monter. On verrait celui-ci rééditer l'opération du retournement de veste à de nombreuses reprises, être farouchement fidèle au Roi en 1939, quand le Roi tenait l'État ; couvrir le Roi d'outrages abominables le 28 mai 1940, après la capitulation ; s'offrir aux Allemands lorsqu'il les crut à jamais victorieux ; retourner chez Churchill lorsque le Reich eut dédaigné ses offres ; redevenir, à Londres, un défenseur de Léopold III quand les nouvelles de Bruxelles lui apprirent que tout le pays était avec le Monarque ; torpiller injurieusement le retour de celui-ci en Belgique, en 1945, lorsqu'il apprit que Léopold III était décidé à l'éliminer ; faire acclamer du balcon de la Maison du Peuple de Bruxelles le projet de création d'un bloc gouvernemental socialiste-communiste, le soir des élections de 1946 qui triplaient la force des moscoutaires belges ; mais former en 1947 un ministère bourgeois, avec les catholiques royalistes, et le braquer contre les communistes, ses alliés de la veille.

Toutes ces arlequinades politiques, au lieu de discréditer Spaak, lui ont donné une réputation bien assise d'homme habile. Vertueux, Spaak ne fût arrivé à rien. Politiquement amoral, il est arrivé à tout.

Les déboires de Dauge illustrèrent doublement l'aventure. Lui, il avait tenu bon. Malgré la trahison de son coéquipier, il continua la lutte, disetteux, meetinguant chaque soir dans les corons, tandis que Spaak, un oeillet au smoking, poursuivait dans les salons son ascension dorée.

Quarante fois, cinquante fois, de 1935 à 1940, j'eus Dauge comme contradicteur. Pâle, les traits tendus, sentimental, mordant, il essayait de me barrer le chemin. Mais il s'usait au combat. Un soir, je vis avec tristesse que je tenais la victoire. A peine le meeting était-il terminé que Dauge tomba sur le plancher, dans les coulisses, en proie à une crise d'épilepsie. Je le dis franchement : ce soir-là, j'ai souffert. Car ce garçon menait sa lutte avec idéal.

Mais en politique, une santé de fer est la première des lois.

Dauge se débattit tarit qu'il le put contre les bonzes, contre les millions des caisses noires du Parti socialiste, contre les excommunications du Congrès. Il eût dû aller à Bruxelles, comme je l'avais fait. On ne mène pas une révolution d'un obscur patelin de province. Seule la capitale permet de rayonner, de s'imposer. Il s'obstina, mal portant, à lutter de son village ouvrier de Flénu. Il fut candidat aux élections législatives, sur une liste séparée, dans le Hainaut ; il remporta un gros succès mais ne fut pas élu. Il triompha aux élections communales, mais sa nomination de bourgmestre fut annulée par le Gouvernement. Il avait choisi le sentier de la rectitude politique qui ne conduit nulle part. Le 10 mai 1940, Janson, oncle de Spaak, l'envoya croupir dans les cachots de la prison de Mons. Lui aussi, le socialiste impénitent, comme tous les adversaires des vieux partis, avait été fourré dans le sac des suspects d'hitlérisme !

Deux mois plus tard, voyant enfin la possibilité d'exercer une action au grand jour et atteint brusquement par la mystique nationale-socialiste, Dauge passa à l'Ordre nouveau, comme tant d'autres idéalistes d'extrême gauche.

Mais il était dit que ce garçon devait avoir toutes les guignes lorsque le 22 juin 1941, les Allemands flanquèrent les communistes belges en prison, Dauge vola de nouveau dans un cachot ! Quand on arrêtait les hitlériens, on l'arrêtait ! Quand on arrêtait les antihitlériens, on l'arrêtait ! La sincérité est une voie impossible.

J'allais partir pour le front de l'Est. Dauge n'était pas devenu rexiste, mais il n'avait rien à voir avec les Soviets. Il avait été mon ennemi le plus acharné avant, la guerre, mais je le respectais parce qu'il était droit, et parce que le triomphe ministériel de Spaak, qui l'avait trahi m'avait écoeuré. J'allai trouver les Allemands. Butés, ils ne voulurent pas le laisser sortir. En fin de compte, je me portai garant pour lui, personnellement, par écrit. Alors seulement on se décida à le relâcher. Il ne me remercia même pas. Mais j'étais sûr d'avoir accompli une action juste.

Cette dernière aventure avait achevé de dégoûter Dauge de tout, des socialistes, des antisocialistes, des nationaux-socialistes, des communistes. La politique lui apparut désormais comme une mer de boue, impossible à vider, où il importait de savoir nager. Il essaya de nager, se lança dans d'obscures affaires d'influence, de fraude, de marché noir. Entre temps, il était tombé malade. Il termina sa vie misérablement, assassiné dans sa chambre à coucher, à quelques pas de sa jeune femme.

Sans doute Spaak, arrivé aux honneurs suprêmes, ne pense-t-il plus qu'avec un sourire apitoyé à l'ardent et jeune meneur de Flénu qui avait cru, lui, à ce qu'il disait.

Il est mort oublié, renié, assassiné. Mais, pendant quelques années, il y eut là-bas, dans les venelles tristes et monotones du pays borain, une âme qui brûlait...

Et une âme, c'est quelque chose. Tandis que tous les maroquins du monde, ce n'est rien...

Si Dauge avait connu à nouveau les cachots en 1941, si plusieurs milliers de communistes avaient été bouclés le matin de ce 22 juin, c'est parce que le zèle collaborationniste de certains gros pachas du socialisme belge avait été tel qu'ils avaient fourni personnellement à la Gestapo la liste de leurs adversaires politiques à mettre sous les verrous.

Ignominie de la politique des partis. En tout, il s'agit de ne pas perdre l'occasion d'éliminer le concurrent ! Qu'importe la bassesse du procédé si le résultat est atteint, si des rivaux sont écartés de la route du pouvoir, si les électeurs, désorientés ou trompés, sont amenés à changer de casier démocratique !

En 1941, le collaborationnisme marxiste descendit ainsi jusqu'au mouchardage le plus criminel. Le ton fut donné par le bourgmestre socialiste de Liège, première cité de Wallonie, le nommé Bologne, qui communiqua froidement aux Allemands les noms et adresses de tous les militants communistes de la circonscription liégeoise, victimes offertes par la haine et l'ambition de parti aux basses fosses des prisons militaires et aux colonnes, rayées de blanc et de bleu, des camps de concentration.

En moins de treize mois, la collaboration socialiste était passée de la glorification convaincue de la victoire d'Hitler (« cet effondrement, loin d'être un désastre, est une délivrance ») à l'envoi, le 22 juin, de troupeaux de prolétaires belges, concurrents d'extrême gauche, aux bouvrils de la Gestapo.

XII

LA COLLABORATION CATHOLIQUE

Les politiciens catholiques à Limoges. - Leur piteux retour en Belgique. - Pierre von Papen. - Masochisme collaborationniste. - Mon entrevue avec le cardinal Van Roey. - Pas un seul « résistant » catholique en 1940. - Pas une directive anti-collaborationniste. - Le dos de Satan. - Pierlot ou Degrelle au *Te Deum ?* - Le cas de La *Libre Belgique. -* La presse catholique flamande. - Bodart et les démocrates-chrétiens collaborationnistes. -Les offres acharnées de Tschoffen. - L'exécution du député catholique Vindevogel.

Le parti belge qui fut le plus durement malmené par la tornade de mai et de juin 1940 est le Parti catholique. Il avait, avant la Deuxième guerre mondiale, perdu les éléments les plus jeunes et les plus dynamiques de ses troupes, passés par centaines de milliers dans les rangs de Rex et du V.N.V.

La masse électorale qui lui restait était amorphe, gluante comme de la sauce de poisson, conservatrice, timorée, sans initiative, sans imagination : le fleuve lourd, terne, plat des bien-pensants.

La représentation « catholique » au Parlement était de la même farine : un troupeau docile, benoît, chagrin, sans fantaisie.

Le 28 mai 1940 provoqua une crise de folie parmi ce conglomérat de marguilliers en fuite. Le roi Léopold III, ne pouvant plus agir autrement, avait capitulé. Au lieu de faire confiance à leur Souverain ou, au moins, de chercher à voir clair dans ses raisons et de s'abstenir en attendant, les parlementaires catholiques, tremblards et paniquards, sentant monter autour d'eux la fureur aveugle des foules françaises égarées, perdirent la tête.

Quelques jours plus tard, le Parlement belge se réunissait à Limoges. Les «catholiques» furent plus couards, plus vils, plus insultants que tous les autres aboyeurs réunis, hurlant pour qu'on ne les accusât pas de ne pas hurler, votant en masse, sur une terre étrangère, eux, députés belges, l'ordre du jour qui flétrissait le roi des Belges vaincu, et proclamant devant l'univers son indignité !

Qu'un Paul Reynaud ait alors jeté dans le micro ses braiements furieux et imbéciles, c'était déjà révoltant. Mais que le roi des Belges vaincu, prisonnier, fût souillé par ses propres sujets, cela dépassait tout en infamie. Or le Parti catholique, soutien normal du Trône et de l'Autel, lui le parti le plus nombreux du Parlement, n'avait pas hésité à tenir le premier rôle dans cette litée immonde.

De nouvelles catastrophes, survenant en série, allaient détriter comme des olives ces harangueurs félons.

La débâcle des armées françaises avait donné raison à Léopold III. Celui-ci avait résisté pied à pied avec ses soldats pendant dix-huit jours, depuis le canal Albert jusqu'à Bruges, tandis que l'offensive allemande en France, commencée à la Somme le 5 juin 1940, avait submergé Paris au bout d'une semaine et était entrée en pétaradant à Bordeaux, au bout de deux semaines. La « Bataille de France » avait en fait duré trois ou quatre jours en tout : à partir du 10 juin, la plongée vers le sud ne fut plus qu'un rallye pour les Allemands.

Les députés et sénateurs «catholiques» de Belgique, effondrés, se trouvaient éparpillés dans les villages poussiéreux du Midi, écoeurés par les relents de brandade et les halenées d'ail, se battant contre les poux et les punaises, s'arrachant les cheveux de désespoir, se demandant comment ils pourraient se présenter encore devant leurs électeurs.

Les premières réactions du pays leur arrivèrent, faites de colère, de mépris et de honte. Le jugement qui les atteignait le plus durement était celui du Cardinal primat de Belgique. Dès le dimanche 2 juin 1940, il se rangeait au côté du roi Léopold, qu'ils avaient, eux, outragé lâchement, outragé abominablement : « Attitude profondément regrettable», proclamait dans sa lettre aux fidèles l'Archevêque, tandis qu'il qualifiait le geste de Léopold III de «chevaleresque et tout à son honneur ».

Perdus auprès du Souverain, perdus auprès de l'Archevêque, affalés dans leurs laissées, ils n'étaient pas fiers. Ils voulurent d'abord, cafards, me croyant mort, faire chanter une messe pour le repos de mon âme, espérant ainsi se disculper. Puis ils rentrèrent, en Belgique comme ils le purent, dans des camionnettes de bouchers ou de laitiers, ou sur des voitures de pompiers.

Ils se gardèrent bien de mettre le nez dehors. Le seul parlementaire catholique qui osât encore se promener dans la rue de la Loi était le comte de Kerckove d'Exaerde, vice-président de la Chambre, vieillard modeste et avenant, qui faillit se flanquer les quatre fers en l'air lorsque, me croyant enterré depuis trois mois, il me vit brusquement, en chair et en os, en plein Bruxelles, à quelques mètres de lui.

L'autre comte du Parti catholique, Carton de Wiart, dit Caviar de Carton, accablait le Roi de lettres d'excuses, gémissait, implorait, ne recevait pas de réponse et errait. sous les marronniers de l'avenue Louise, lugubre, desséché, les yeux en boutons de culotte, vieux poisson mort retenu droit par un faux col.

Il n'était question évidemment, pour aucun de ces léporides, d'être admis à « collaborer », à quoi que ce fût. Ils étaient coulés, démonétisés aux yeux de tous, au Palais de Laeken, dans la société, dans le public. Il leur eût été moralement impossible de donner une conférence ou de publier un article. Tous se terraient.

Un seul s'agitait encore faiblement. C'était Pierre Nothomb, sénateur de la province de Luxembourg. Il m'expliqua, la larme à l'oeil, qu'il était - ce qui est exact - cousin de Franz von Papen, le vice-chancelier d'Hitler du 30 janvier 1933. Ne se laissant pas complètement abattre, il avait couru faire état de cette illustre parenté auprès des autorités occupantes. Le bluff avait pris. Il était devenu pour les nazis une sorte de *Volksdeutsch. Il* obtint ainsi, seul Belge dans ce cas, l'autorisation d'aller en auto, en Autriche, à la recherche de son fils prisonnier.

Quatre mille militants rexistes, pris dans la capitulation de l'armée belge, restèrent enfermés dans les *Stalags* allemands jusqu'au 8 mai 1945. Mais le fils de Pierre Nothomb fut libéré dès le mois d'août 1940 et rentra au pays en limousine, tout en excursionnant.

Pierre Nothomb ou, si l'on veut, Pierre von Papen, faisait peine à voir. Nous bûmes un demi ensemble à la terrasse du Café de la Paix à Paris. Cruel, je lui annonçai que tous ceux qui avaient outragé le Roi à Limoges allaient perdre le titre de noblesse qu'ils avaient reçu de la monarchie. Le pauvre Pierre avait sué sang et eau pour être fait baron, après des années de flatteries et d'intrigues. Je m'amusai férocement à lui servir et à lui resservir la nouvelle affreuse de cette imminente dégradation que, sans coeur, je venais d'inventer à l'instant même. Ses yeux vacillaient, comme des têtards qui montent à la surface. Il partit désespéré, essuyant ses paupières avec la couronne condamnée de son mouchoir.

A part cette exception, le Parti catholique resta knock-out, le nez au sol. Pas un seul de ses représentants n'osa à cette époque se signaler à l'attention de la Cour ou de l'opinion.

Les de Man, les Devèze, les Lahaut, n'avaient pas été en France, eux. Mais il est écrit que les mauvaises actions rapportent toujours. C'est à leur vote scandaleux de Limoges que les politiciens catholiques, alors disqualifiés pour coup bas, doivent d'avoir maintenu, à l'automne de 1940, pure comme les lis des champs, leur virginité patriotique.

Le désir, certes, ne leur manquait pas de collaborer. Leurs efforts pour plaire à l'Ordre nouveau étaient touchants. L'un d'eux, le député Michaux, poussa même le masochisme jusqu'à envoyer à la presse censurée - et notamment à Paul Colin, pour le *Nouveau Journal* - le compte rendu sténographique, rigoureusement secret, de la séance de Limoges où lui et ses collègues s'étaient déshonorés.

Ils étaient tous malades de jalousie en voyant avancer de Man. Mais que faire ? Partout, s'ils avaient essayé de retâter de la politique, on les eût fessés avec vigueur. Ils traînaient leur vote derrière eux comme une casserole. Se faire oublier, rester pénards étaient leur unique ressource. Obligés bien malgré eux de se tenir cois, ils échappèrent ainsi pour la plupart, maussades et gémissants, à la tentation collaborationniste.

Seuls d'entre eux, quelques parlementaires flamands parvinrent à se faire tolérer, et ils emboîtèrent le pas, discrètement, au V. N. V. vainqueur.

Chrétien fervent, connaissant les interpénétrations du spirituel et du temporel, je n'eusse pas voulu m'engager dans la voie de la collaboration sans avoir consulté, au préalable, les autorités religieuses de mon pays.

J'avais eu avec le cardinal Van Roey, avant la guerre, des démêlés parfois orageux. L'homme n'était pas facile, autoritaire, buté, de caractère grognon. Il vous envoyait brusquement un coup de crosse sur la tête, sans crier gare. J'avais eu de son fait le crâne bosselé de maîtresse façon à diverses reprises. Mais enfin, les principes doivent passer avant les bosses. Et malgré nos brouilleries, j'avais demandé à Son Eminence de me recevoir, désirant être éclairé par Elle - comme par le roi Léopold - avant d'agir.

Le Cardinal me reçut aimablement, un matin, à son palais archiépiscopal de Malines, capucinière sinistre où errent des portiers pâles aux membres distors, aux faces d'anormaux.

Le bureau du Cardinal était situé au premier étage, précédé d'un petit salon à l'air confiné. On y accédait par un escalier ciré donnant sur un jardin où caquetait toute une gent emplumée : «mes poules», m'avait dit innocemment au passage le bucolique Primat, basse-courier à ses moments de loisir.

La conversation fut sans détours. Le cardinal Van Roey n'a jamais eu un vif souci des nuances et des formes. Taillé comme un grenadier du Grand Frédéric, fruste comme un garde champêtre du Limbourg, il a gardé de son ascendance paysanne l'habitude de poser les pieds - qu'il a grands - droit devant lui, quel que soit l'état des routes. Il est animé, par un fanatisme élémentaire, total, cyclonal qui a sa grandeur mais aussi ses limites. En d'autres siècles, il eût, en chantant le *Magnificat,* passé les infidèles au fil de l'épée, grillé ou laissé choir dans des in-pace les brebis capricantes de son troupeau. Au XXe siècle, il ne dispose plus que de la crosse, mais il lui fait faire une fameuse besogne,

Tout, à ses yeux, ne présentait de réelle importance - heureuse, à soutenir ; néfaste, à broyer - que dans la mesure où cela servait ou desservait l'intérêt de l'Église sous ses multiples formes : oeuvres, partis, journaux, coopératives agricoles, institutions bancaires, en cela qu'elles assuraient la puissance temporelle de l'institution divine.

Il n'aimait pas les régimes forts. Généralement l'Église leur préfère les régimes débiles. Elle progresse davantage, extérieurement du moins, dans le laisser-aller de l'État, rendu ainsi plus perméable à ses infiltrations. Philippe II, le plus pieux des souverains de la dynastie des Habsbourg espagnols, eut maille à partir, à maintes reprises, avec le Saint-Siège. Les troupes de Charles-Quint avaient dû prendre Rome d'assaut. Saint Louis, saint Louis lui-même, avait eu de graves conflits d'influence avec la papauté.

Au moyen âge ou à la Renaissance, le cardinal Van Roey eût jeté fort évangéliquement, dans le Tibre ou dans la Dyle ces envahissants concurrents couronnés.

En 1940, outre qu'il était convaincu qu'Hitler n'avait rien, mystiquement, d'un cousin de saint Louis, le cardinal Van Roey était soulevé d'indignation à la pensée des dangers qui guettaient l'Église catholique dans la Belgique fraîchement occupée.

Et 1à, sincèrement, il exagérait. Rien ne permettait de penser sérieusement, durant l'automne de 1940, à l'imminence de cette persécution dont le Cardinal m'entretint en frémissant.

Le mot « frémissant », quand on parle du cardinal Van Roey, doit toujours, bien entendu, être interprété en fonction du personnage. Quand le Cardinal « frémissait», il fallait être furieusement attentif pour percevoir chez lui le plus discret émoi.

Je me souviens, à ce propos, du grand Congrès de la Jeunesse catholique qui eut lieu, en 1930, à Bruxelles. Je me tenais derrière Monseigneur Picard qui se trouvait lui-même à côté du Cardinal. Il y avait deux heures que durait le défilé, un défilé formidable d'entrain : cent mille jeunes gens étaient passés, acclamant les autorités religieuses massées à la tribune. Le Cardinal, le visage implacablement maussade, n'avait pas soufflé mot, ni esquissé un sourire depuis le début de la manifestation. Que pouvait-il bien penser ?

Quand la dernière colonne approcha de la place Poelaert, le Cardinal se pencha vers Monseigneur Picard et lui dit ces quatre mots, les seuls qu'il lâcha de tout l'après-midi : « Je bous d'enthousiasme ! »

Le brave Monseigneur Picard se retourna vers moi, primesautier, et me souffla à l'oreille : « Que serait-ce s'il ne bouillait pas ! »

Bref, en me parlant ce matin-là, dans son bureau de Malines, de la toute prochaine persécution religieuse qui allait déferler sur notre pays, le Cardinal « bouillait », c'est-à-dire qu'il laissait entrevoir quelques très légers symptômes d'animation intérieure. Très lentement - on eût dit qu'il fabriquait ses mots un à un, les roulait dans la mie de pain, puis les extériorisait - il m'expliqua que ses écoles seraient décatholicisées par les Allemands.

Je ne le pensais pas.

J'avais appris, à diverses sources, que parmi les autorités d'occupation de Bruxelles se trouvaient des catholiques fervents. Visiblement, la *Militar Verwallung* ne cherchait pas à se fourvoyer dans des bagarres religieuses. C'est un fait que les écoles catholiques ne furent l'objet en Belgique, de 1940 à 1944, d'aucune mesure d'oppression ; elles continuèrent à toucher leur demi-milliard de subside annuel, donnèrent à des centaines de milliers d'élèves une formation religieuse, relevée souvent de violents piments politiques, sans que celle-ci fût entravée de la moindre manière. Jamais l'Université de Louvain ne compta autant d'élèves qu'à cette période.

Néophore né, le Cardinal ne lisait à peu près rien de ce qui paraissait en Belgique, et il n'avait que des vues on ne peut plus sommaires sur les mouvements qui ébranlaient les autres pays. Il schématisait tout à l'extrême, se voyait déjà au seuil d'une nouvelle *Guerre des paysans,* comme sous l'occupation des sans-culottes, ou d'une *Guerre scolaire,* comme sous Bara et Frère Orban.

Son souci prouvait, d'ailleurs, la conscience qu'il avait de ses responsabilités. Il me déclara, les lèvres agitées :

- Si les Allemands touchent à nos écoles, je me dresserai et je les combattrai.

- Vous pouvez être certain, Éminence, répondis-je, qu'en cas de persécution d'un tel ordre, tous les rexistes, catholiques ou non, se battront à vos côtés pour la liberté religieuse dans leur pays.

On devinait, au ton de voix du Cardinal, qu'à l'armurerie de l'Archevêché la collection des crosses était fourbie, fin prête.

J'offris au Primat de Belgique, s'il estimait que ses organisations de jeunesse couraient un péril quelconque, et s'il voulait les camoufler, de les abriter sous l'égide de Rex, ces formations demeurant évidemment sous son contrôle religieux le plus absolu. Mais le Cardinal, ennemi des totalitarismes vers lesquels il dirigeait sans cesse ses moulinets, était lui-même un totalitaire à l'état intégral. Extrêmement ombrageux au sujet de ses droits et de sa sphère d'influence (elle comprenait tout), il prétendait ne rien devoir à quiconque de ce point de vue-là. Empalé, ou couché sur

le gril de saint Laurent, il n'eût pas cédé au pouvoir temporel une burette de son bedeau. Il me remercia de ma proposition, mais sans « bouillir ». Les arrangements n'étaient pas son fort. Dictatorial comme Hitler et Mussolini réunis, ce vieillard, convaincu mais ferrailleur, préférait naturellement une bagarre formidable à l'abandon, momentané et apparent, d'une parcelle quelconque de ses prérogatives.

Je laissai donc tomber une offre que la paix religieuse, durant l'occupation, rendit d'ailleurs tout à fait sans portée.

Cela, c'était le domaine spirituel.

Restait le domaine temporel, le mien, à moi, homme politique.

Et là, franchement, honnêtement, je suis sûr de ne pas déformer les propos du Cardinal en disant que la collaboration lui apparaissait alors comme une ligne de conduite absolument normale, la seule même qui pût venir à l'esprit d'un être sensé. Il n'envisagea pas un seul instant, devant moi, durant tout l'entretien, qu'une autre attitude fût simplement possible. Pour le Cardinal, comme pour tous les Belges, la guerre, à l'automne de 1940, était finie. Il ne prononça même pas le nom des Anglais, n'émit même pas la supposition qu'un redressement allié fût imaginable.

Quant au gouvernement Pierlot, il ne fut pas évoqué une seule fois dans notre échange de vues, fût-ce comme revenant. Il était le passé, un passé mort dans l'anarchie et la honte. C'est le futur qui domina notre entretien.

Je parlai longuement au cardinal Van Roey de mes projets et de mes premiers contacts avec diverses personnalités belges. Il m'écouta avec son immobilisme coutumier, mais le visage ouvert, m'interrompant de temps à autre, d'un mot qui traduisait son intérêt.

J'appuyai sur la chanterelle pour être bien sûr que je ne faisais pas fausse route. Le Cardinal n'émit pas le moindre propos de nature à me détourner de la collaboration politique ou à me conseiller une autre attitude : soit l'opposition, soit l'abstention. Or il savait parfaitement - je le lui avais dit - que de son avis et de celui du Roi dépendraient ma ligne de conduite et celle des innombrables Belges, pour la plupart catholiques, qui me suivaient.

Je ne voudrais pas engager le Cardinal plus loin qu'il n'alla dans un domaine temporel qui, théoriquement, n'était pas le sien. Mais je suis sûr de rapporter exactement notre conversation en la résumant de la sorte :

Premièrement, le Cardinal redoutait une persécution religieuse (seul aspect de l'occupation qui éveillât réellement, alors, son inquiétude), et je l'assurai de l'appui illimité de Rex si l'on touchait à la liberté de l'enseignement catholique en Belgique ; deuxièmement, le Cardinal ne pensait même pas qu'une autre solution que la collaboration fût, politiquement, concevable ; troisièmement, il ne trouva absolument rien à objecter - pas un mot, pas un geste - à l'exposé de mes conceptions et de mes projets.

Or, c'était un homme au parler franc, et il me connaissait personnellement de très longue date. Il eût pu parfaitement ne pas me recevoir. Il m'avait reçu. Il eût pu - il eût dû - s'il jugeait que je m'égarais politiquement, me mettre en garde, puisque j'étais venu lui demander conseil.

Je rêvais de concilier le fait de l'occupation de notre pays avec les intérêts permanents de notre peuple. J'étais à Malines pour savoir si ce plan était licite. Le Cardinal n'y trouva rien à redire. Dans le cas contraire, ses paroles et son attitude eussent orienté d'une tout autre manière mon action et, par ricochet, l'action des centaines de milliers de catholiques qui, après cette entrevue, s'engagèrent à ma suite parmi les chausse-trapes d'une collaboration plus fertile en soucis qu'en félicités.

Monseigneur Van Roey n'était pas un petit séminariste craintif mais un géant sanguin qui aimait foncer. S'il était fanatique, il était courageux aussi : il n'eût pas fui ses responsabilités, ne se fût pas réfugié, lors d'une entrevue décisive, dans des circonlocutions avocassières. Si mes demandes avaient appelé un conseil d'abstention, il me l'eût donné, avec un peu plus d'amabilité peut-être qu'il ne m'avait assené, jadis, divers coups de crosse, mais avec la même fermeté.

Il s'en garda formellement.

Je n'en demandais pas davantage, n'étant pas venu visiter un chef de parti, mais un chef religieux, un guide moral qui me dirait si je pouvais aller de l'avant sans heurter les intérêts de l'Église et la conception chrétienne du patriotisme.

Avant mon départ, le Cardinal me donna paternellement, sa bénédiction. Et, par les champs verts et roux où flottait un blanc soleil d'automne, je regagnai Bruxelles, éclairé spirituellement sur le choix de mon chemin futur.

D'autres catholiques que moi regardèrent, à l'automne de 1940, vers la puissante tour noire de Saint-Rombaut, au delà des artichaudières et des aspergeries du Malinois. Nombreux furent ceux qui pénétrèrent alors au Palais archiépiscopal, afin de consulter Monseigneur Van Roey ou son entourage immédiat sur la moralité, l'utilité ou la nécessité de la collaboration.

Les avis furent assez élastiques. On vit les orientations les plus diverses se manifester parmi les catholiques, après les multiples visites qui furent faites, à cette époque, au Cardinal-Primat : attentisme discret ici, collaborationnisme là-bas, sans toutefois noter, en 1940, un seul cas déclaré d'opposition, ou de résistance.

Plus de mille bourgmestres catholiques, tous les secrétaires généraux, pourtant triés sur le volet, s'adaptèrent sans retard à l'Ordre nouveau. D'autres catholiques éminents, aussi bien en Wallonie qu'en Flandre, acceptèrent des fonctions-clefs avec l'accord explicite de la *Militar Verwallung*. Ce fut le cas, notamment, du nouveau bourgmestre de la capitale des Flandres, Anvers, et du nouveau gouverneur de la province de Luxembourg.

Imagine-t-on que tous ces braves gens, emprisonnés en très grand nombre en 1944, ou accablés d'avanies, ne s'étaient pas demandé en 1940 : Que pense Malines ? A qui fera-t-on croire que, à Malines même, ou par les évêchés, ou par leurs curés, ils n'avaient pas reçu les apaisements désirables ?

Les huit dixièmes des collaborationnistes belges étaient des catholiques (au front de l'Est, à la Légion *Wallonie* comme à la Légion *Flandre* la proportion fut encore plus élevée).

On catalogua un certain nombre de catholiques sous l'étiquette de rexistes ou de nationalistes-flamands, Rex et le V. N. V. ayant absorbé, dès avant la guerre, les éléments catholiques les plus jeunes et les plus dynamiques du pays. Mais, en réalité, à peu près tous les nouveaux gouverneurs, bourgmestres, hauts fonctionnaires nationalistes-flamands étaient des chrétiens de vieille souche. De même, les rexistes qui acceptèrent de gouverner les provinces de Hainaut, de Liège, de Brabant et le gouverneur d'Ordre nouveau, prince de Croy, qui dirigea la province de Namur, étaient des catholiques convaincus, ainsi que la très grande majorité de nos députés permanents, bourgmestres et fonctionnaires supérieurs.

A nul d'entre eux, pas plus qu'à moi, Malines ou les divers Évêchés, durant ces semaines décisives pour leur choix, ne donnèrent d'avis négatifs, soit écrits, soit verbaux.

En 1945, après avoir laissé torturer des dizaines de milliers de ces malheureux dans les prisons et outrager, violer, d'un bout à l'autre du pays, avec un sadisme abominable, dans les cachots et les corps de garde de la «Résistance », de fraîches, de pures jeunes filles chrétiennes, on affirma, avec une certaine audace, une fois les cadavres refroidis et les victimes pantelantes des « patriotes » en rut envoyées dans les hôpitaux, que tout cela était le fruit de la désobéissance aux « directives » de l'Archevêché :

« Loin de moi, *proclama froidement le cardinal Van Roey, le 2 septembre 1945*, loin de moi l'idée d'approuver (il n'eût plus manqué que cela !) tout ce qui s'est passé sous le couvert de la répression ; c’est une histoire sombre el qui ne fait pas honneur à notre pays. Mais je tiens à déclarer que si tous nos concitoyens avaient écouté la voix de l'Épiscopat, celle histoire ne se serait pas produite. »

A quelles femmes, à quelles jeunes filles déshabillées, violées, traînées nues en publie, martyrisées par les héros démocratiques, à quels gouverneurs, à quels secrétaires généraux, à quels bourgmestres incarcérés, à quels dirigeants nationalistes-flamands ou rexistes, Son Éminence a-t-elle, en 1940, ordonné, ou simplement conseillé de se refuser à une action collaborationniste ? Quand ? Où ? Comment ?

A tous ceux qui - moi en particulier - consultèrent filialement les autorités religieuses avant de se décider à agir, Malines et les Évêchés n'interdirent rien, ne déconseillèrent rien. Ils craignaient une persécution religieuse, c'est tout. Mais, politiquement, ils nous laissèrent nous engager à fond, ne voyant pas du tout d'un

mauvais oeil - pareils en cela, en tous points, à Léopold III - que des compatriotes sûrs, royalistes aux yeux de l'un, catholiques fervents aux yeux de l'autre, se trouvassent à la tête de la collaboration au cas, alors très probable, où la suprématie allemande en Europe se serait stabilisée de façon définitive et irrémédiable.

Par la suite, c'est exact, Malines enfila l'habit de deux paroisses puis versa de plus en plus dans l'opposition antiallemande, au fur et à mesure du redressement des Alliés, exactement. Cette opposition s'accompagna, dans le domaine proprement religieux, de brimades et de répression pénibles. Mais même alors, les avatars archiépiscopaux furent désordonnés, à la merci des indignations cyclonales et des sautes d'humeur du Cardinal, crossant à tour de bras à droite et à gauche, les Allemands un jour, les Anglo-Américains le lendemain. Même la guerre finie, ce jeu de massacre se poursuivit dans les coulisses, à propos des démocrates-chrétiens et de la question royale, cette fois-là. C'est un cas incurable. Tant que le cardinal Van Roey vivra, il crossera, il trouvera toujours quelqu'un ou quelque chose à crosser. Couché dans la tombe, il tapera encore, à grands coups, contre les planches de son cercueil.

S'il désapprouvait le principe de la collaboration, ce tempérament guerroyeur avait eu, à l'été et à l'automne de 1940, dix occasions de faire connaître son désaccord. Alors se prenaient les décisions, les décisions qui allaient commander les années à venir. Une fois l'Ordre nouveau en plein élan, comment stopper la machine ? Avant de la mettre en mouvement, des milliers de catholiques regardaient dans la direction de l'Archevêché. Si la collaboration engageait le pays sur une fausse route, c'était le moment ou jamais (car il était parfaitement temps encore pour les futurs collaborateurs de ne pas s'avancer, ou temps encore de s'arrêter) de faire siffler dans l'air l'arme archiépiscopale tant aimée et si souvent employée. Or ce fut la seule fois, précisément, où la crosse du Cardinal ne tournoya pas.

Pendant ces longs mois décisifs de 1940 où les Belges se trouvèrent - spirituellement et civiquement - devant le cas de conscience précis de la collaboration politique, aucune lettre pastorale ne fit entendre, même très discrète, la « voix de l'Épiscopat » à propos de ce problème capital. Dans l'intimité de l'Archevêché on ne manifesta pas davantage, aux visiteurs quémandant des avis, une opposition de principe à une prise de position en faveur de l'Ordre nouveau. Ni moi, ni aucune des personnalités venues en 1940 à Malines consulter le Cardinal, ne reçut de lui une consigne négative. Telle est, qu'elle plaise ou non, la vérité toute nue.

L'attitude prise par le haut clergé catholique à l'étranger ne pouvait que renforcer la conviction des fidèles que la collaboration était parfaitement compatible avec la foi et avec le patriotisme. A Vichy, les plus hauts prélats de France se faisaient photographier aux côtés du Maréchal et de Pierre Laval, après l'entrevue Pétain-Hitler. A Paris, le cardinal Baudrillart se déclarait publiquement et fièrement collaborationniste.

En Belgique même, le cardinal Van Roey admettait parfaitement qu'un des prêtres les plus célèbres de la Flandre - son plus grand intellectuel catholique - l'abbé Cyriel Verschaeve, déclarât, le 7 novembre 1940, au cours d'une séance solennelle dans l'amphithéâtre du Sénat, en présence d'un général allemand, le président Raeder : « C'est la tâche du Conseil culturel de jeter le pont qui reliera la Flandre à l'Allemagne et par lequel les coeurs et les esprits pourront se rejoindre. Car nous sommes des Germains. »

Durant cette année cruciale, Son Eminence laissa bel et bien les fidèles s'empêtrer dans la glu de la collaboration, sans les gratifier ni en public ni en privé d'une seule de ces prétendues « directives » ou «recommandations » anti-collaborationnistes qu'elle invoqua fort gratuitement en 1945, quand le maquis communisant lui demanda vertement des comptes.

Il serait presque cruel d'insister là-dessus. De l'extrême gauche à l'extrême droite, cette passivité (c'est le moins qu'on puisse dire) du cardinal Van Roey en 1940 n'est plus contestée. Si l'on consulte l'ouvrage mourir debout ! du « résistant » Demany, devenu ministre communiste, on y lit, (p. 42) : « L'archevêque de Malines ne fut que l'ombre falote de son glorieux prédécesseur. » Si l'on se réfère au livre *L'Evolution du Sentiment public en Belgique sous l'Occupation allemande*, du « résistant*,* » Paul Struye, devenu plus tard ministre catholique, on y retrouve (page

27) le même jugement désabusé : « Le silence (les autorités religieuses dans les premières semaines de la guerre a déçu l'opinion publique. »

Le 29 niai 1940, au lendemain de la capitulation belge, le cardinal Van Roey avait représenté l'invasion comme une espèce de cadeau du ciel : «Soyons persuadés, avait-il écrit aux fidèles, que nous assistons en ce moment à une action exceptionnelle de la divine Providence qui manifeste sa puissance par des événements énormes. »

Quant à l'attitude à prendre vis-à-vis de ces Allemands promus instruments «énormes» de Dieu, pas un mot !

Puis des mois avaient passé. La lettre pastorale du cardinal Van Roey du dimanche 20 octobre 1940, donc après une demi-année d'occupation, se garda bien, elle aussi, de faire la moindre allusion au danger éventuel que pourrait présenter la collaboration, alors en plein démarrage. Elle proclama que les Allemands ne s'opposeraient certainement pas au patriotisme belge, eux «qui vouent un culte si ardent à leur propre patrie» ! Le Cardinal écrivit textuellement : « Personne ne peut vous empêcher, nos chers Frères, de garder vivant en votre âme l'amour de votre patrie et nous croyons que personne ne voudrait vous en empêcher. »

Ainsi tenait-il à faire affirmer du haut des Chaires de Vérité sa conviction que nul Allemand ne s'opposerait au patriotisme de notre peuple. Alors, en quoi la collaboration eût-elle été répréhensible ?

Sur la fidélité due par les catholiques au « Gouvernement » de Londres, pas un mot. Le Cardinal convia seulement les âmes à s'unir « autour du Roi », le Roi du 28 mai, « sur qui reposent les espérances de la patrie ».

Quant aux responsables des maux de 1940 et à une condamnation morale de l'envahisseur, le Cardinal avait tout esquivé en faisant, cette fois-ci, tout endosser à Satan, à ses pompes et à ses œuvres : « Nous n'entendons pas, s'exclama le Cardinal, examiner la conscience des autres peuples, mais avouons en toute franchise et humilité que notre pays eut sa part dans le désordre universel : la lutte ouverte contre Dieu, le Christ et l'Église, l'indifférence et la négligence d'un très grand nombre à l'endroit de leurs devoirs religieux les plus essentiels, l'immoralité étalée publiquement, la violation de plus en plus généralisée des saintes lois du mariage et les attentats contre la vie de l'enfant, dont le fait de la dénatalité croissante dans presque toutes nos provinces fournit la preuve douloureuse, l'âpre poursuite de l'argent, la recherche effrénée des plaisirs, l'oubli des devoirs personnels, le mépris de la justice et de la charité dans les relations entre citoyens, toutes ces tares défiguraient, ces dernières années surtout, il faut bien le dire, le visage traditionnel du peuple belge. »

Finalement, Hitler apparaissait presque comme l'instrument purificateur, châtiant providentiellement les Belges, concupiscents et fêtards. Restaient les directives du Cardinal. Elles étaient du même ordre : « Comprendre le sens de l'austérité, pratiquer la mortification. » Comment trouver, dans tout cela, des « directives » anti-collaborationnistes ?

La stricte vérité, c'est que la collaboration massive des Belges (659 000 dossiers en 1945 !) n'a été possible que parce que le cardinal Van Roey garda la bouche cousue pendant les mois historiques de ce grand démarrage.

Il laissa tomber les catholiques collaborateurs comme de vieux surplis effilochés lorsque les dés furent jetés. Mais aussi longtemps qu'il y eut doute, on eut soin, à Malines, de maintenir des portes ouvertes, en attendant de voir qui, Degrelle ou Spaak, s'avancerait, au jour X, dans la grande nef de Sainte-Gudule, pour assister au *Te Deum* final.

Sans doute - la connaissance de l'histoire rend prudent - s'était-on souvenu en 1940 à l'Archevêché, du précédent de la Révolution brabançonne de 1789, au début de laquelle le clergé « résistant» avait proclamé en chaire que « tuer un Vonckiste, c'est faire oeuvre agréable à Dieu », avait entraîné le populo à la bagarre en brandissant des crucifix, avait entonné le 18 décembre à Sainte-Gudule, un *Te Deum* solennel pour remercier le ciel de l'expulsion de l'Empereur très chrétien. Le Cardinal d'alors, Monseigneur de Franckenberg était un Monseigneur Van Roey d'avant la lettre. N'empêche que moins d'un an après le Te *Deum* contre l'Empereur, il y eut un Te *Deum* en l'honneur de l'Empereur restauré militairement, chanté par le Cardinal Archevêque lui-même, fort penaud de son aventure.

Le châtiment impérial fut amusant, et personne n'en mourut.

Il n'en fut pas de même, hélas, en 1944 et en 1945, où le bruit des orgues « démocratiques » de Sainte-Gudule étouffa mal le fracas des fusillades qui abattirent des centaines de ces collaborateurs, non avertis par Malines en 1940, fauchés après la « Libération » sur ordre de ministres « catholiques » désireux de ne pas effaroucher les vainqueurs du jour.

L'indécision des autorités religieuses en 1940 se refléta également dans le comportement de la presse catholique.

En province, les feuilles catholiques de langue française végétaient pour la plupart, depuis très longtemps ; la moitié d'entre elles ne faisaient pas leurs frais ; les autres étaient d'un ennui mortel, fatras d'annonces au rabais et étalage de discours de vagues petits politiciens bénisseurs.

Les politiciens catholiques avaient sombré dans le margouillis de Limoges. Leurs journaux de propagande n'avaient donc pas reparu. D'ailleurs, les rédacteurs, pauvres bougres impécunieux, se souvenaient de leurs confrères de *L'Ami de l'Ordre* de Namur qui, pour avoir fait reparaître sur l'ordre de l'Évêché et du parti cette feuille provinciale durant l'occupation allemande N° 1, de 1914 à 1918, s'étaient vus traînés devant les tribunaux de 1919, condamnés, couverts d'infamie, lâchés tous, comme il se devait, par leurs anciens conseillers ! Les gagne-deniers de la presse catholique de province s'étaient donc tenus pénards en 1940. Ils étaient retournés à leur patelin natal le plus souvent, gardant les vaches, bouchonnant les veaux, pour le plus grand profit de l'Agriculture, de leurs anciens lecteurs et des Belles-Lettres.

Le journal catholique de langue française qui comptait vraiment était *La Libre Belgique,* appelée jadis *Le Patriote,* le quotidien traditionnel, sérieux, quoique rouspétant sans cesse, complet, quoique terriblement tatillon, écrit lourdement, mal présenté, intellectuellement médiocre, mais indispensable.

Un curé belge sans sa *Libre Belgique,* c'est aussi grave qu'un curé belge sans cigares et sans vieux bourgogne. Ça ne se conçoit pas. Le Belge naît en lisant, *La Libre Belgique.* Il meurt en lisant *La Libre Belgique.* C'est un journal qui fait, partie du mobilier, comme la rampe de l'escalier ou le radiateur. Ce journal a cent vingt mille abonnés. Il les avait voilà mille ans. Dans mille ans, il les aura encore.

Sa parution eût donc dû, à première vue, intéresser grandement la *Propaganda Staffel.* Pourtant, même si elle l'eût désiré, *La Libre Belgique* n'eût pas reçu des autorités d'occupation la permission de reparaître. Ce journal avait été le roi de la clandestinité durant la Première guerre mondiale, avait, de 1914 à 1918, symbolisé très vaillamment la résistance de la Belgique (toujours en guerre) à l'envahisseur. Les Allemands n'avaient pas oublié ce combat et avaient occupé les locaux du journal dès leur entrée à Bruxelles. L'imprimerie avait été militarisée, confiée à une direction allemande. Elle sortait les milliers de kilos de paperasses parmi lesquelles s'ébrouaient avec volupté les autorités occupantes.

Il eût été absolument vain de vouloir modifier cette situation de fait. D'ailleurs, *La Libre Belgique se* devait de rester fidèle à son passé qui, après 1918, avait assuré son succès et sa fortune. Les rédacteurs se casèrent tant bien que mal dans des affaires privées ou travaillèrent pour leur fripe dans des feuilles corporatives, éditées par des organisations d'Ordre nouveau.

Quant à la dynastie des Jourdain, propriétaire de l'entreprise, race honnête, habile en affaires, d'un grand bon sens, elle rentra pour quatre ans dans sa coquille. Mais cette famille connut ses drames de conscience, comme toutes les autres. Et un Jourdain, un jeune garçon merveilleux, nous suivit au front de Russie, tout en se proclamant sans cesse et très franchement catholique, et non rexiste. Il tomba mortellement blessé, en haut des montagnes du Caucase, à la fin d'août 1942, durant la bataille de Tjerjakow. Il fut enseveli le long d'une route forestière, sous un tertre jonché de grandes fleurs de tournesols, devant le petit hôpital de campagne du village circassien de Schirwenskaja.

Si *La Libre Belgique,* liée par ses souvenirs de l'autre invasion, ne reparut point, par contre le groupe de journaux de langue flamande qui lui fait pendant se remit au travail dès les premières semaines de l'occupation. La société de presse *Standaard* s'adapta immédiatement aux circonstances, fit tourner à plein rendement ses

rotatives, acceptant la censure allemande, publiant en relief les appels les plus collaborationnistes du V. N. V. Le tirage de ces divers journaux atteignit un chiffre extrêmement élevé. L'affaire, très rapidement, roula sur l'or. Elle représentait, à l'automne de 1940, une valeur commerciale telle que lorsque la principale actionnaire du *Standaard* vint chez moi, à la Drève de Lorraine, discuter de la cession éventuelle de ses actions aux rexistes flamands, elle estima à sept millions de francs son paquet de titres, ce qui rendait, pour nous cette opération impossible.

Le grand banquier flamand Heymans, futur président du Secours d'hiver, guettait l'affaire, lui aussi. Il négocia à son tour. Mais en fin de compte les dirigeants du *Standaard* préférèrent garder pour eux leurs journaux collaborationnistes et empocher eux-mêmes les millions qu'ils rapportaient. Cela entraîna pour eux des difficultés considérables, du fait que la Gestapo avait la prétention de tenir totalement ces entreprises.

Catholiques deux cents pour cent, piliers de l'Église en Flandre, il est fort probable que ces dirigeants ne se fussent pas lancés dans la collaboration sans que le Cardinal, non seulement fermât les yeux, mais leur donnât, en catimini, une approbation préalable, claire et nette.

Même remarque à propos de tout le faisceau de presse catholique, en langue française et en langue flamande, de l'Abbaye d'Averborde. Les bons Pères Prémontrés étaient, très rigoureusement supervisés par Malines, surtout depuis les déboires financiers qu'ils avaient connus. Tous leurs hebdomadaires reparurent, autorisés à la fois par la *Propaganda Staffel* et par l'Archevêché.

Il n'est pas jusqu'à la toute vieille *Revue générale,* la plus importante des revues catholiques belges, sorte de *Revue des Deux Mondes* des Pays-Bas, qui ne fit des efforts désespérés pour être admise par les Allemands. Ces démarches n'aboutirent point, parce que la *Militar Verwallung,* ne disposant que de stocks de papier fort limités, n'accorda les autorisations qu'au compte-gouttes. Il n'empêche que les démarches furent conduites avec beaucoup d'insistance, non par un quelconque administrateur de la revue, mais par le comte Louis de Lichtervelde, qui fut le collaborateur intime du Premier ministre catholique, le comte de Broqueville. Lichtervelde, vieux monsieur drôlement bégayeur, aux joues en vessies de porc dégonflées, mais historien de premier ordre, super patriote, super royaliste, et... super malinois, revint constamment à la charge auprès de la *Militar Verwaltung*. La liste des collaborateurs qu'il présenta aux autorités d'occupation comprenait toute *l'Intelligenzia* catholique de Belgique.

A ce propos, je me rappelle une histoire très drôle. Elle concerne la mise en route d'un quotidien démocrate-chrétien, évidemment collaborationniste, dirigé par un député de Charleroi qui avait souvent fait parler de lui, l'avocat Jean Bodart. Ce Bodart, toujours mal lavé, répandant une odeur d'asaret, avait une tête bouffie en massepain gris, moucheté de chiures noirâtres, des mains collantes de confiturier, la dégaine d'un débardeur. Nous nous étions affrontés en 1936 dans sa ville même, au cours d'une réunion contradictoire qui fut sensationnelle : en trois heures, je lui avais enlevé les quatre cinquièmes de ses troupes.

Le bonhomme eut le malheur d'amuser, un jour, le caricaturiste du *Pays réel*, Paul Jamin, plus connu sous le nom de *Jam,* unique dans toute l'Europe pour son talent, sa fantaisie et sa souriante férocité. *Jam* l'avait, absolument par hasard, observé du haut de la tribune de la presse, à la Chambre des députés. Le discours grasseyant de Bodart était si désordonné qu'il inspira, le soir même, à *Jam* un dessin d'une merveilleuse loufoquerie. *Jam,* avec la prescience de l'artiste, avait, sans s'en douter, atteint le subconscient de sa victime : le loufoque qu'il avait dessiné était un loufoque qui s'ignorait et que tout, le monde ignorait. La caricature, assez innocente, de *Jam* fut la piqûre qui stimula la folie du bonhomme, larvée jusqu'alors. De semaine en semaine, les symptômes de dérangement cérébral se firent chez lui plus évidents.

Paul de Mont, sénateur de Rex, observateur épouvanté de la progression du virus, avait essayé de raisonner notre *Jam.* Mais celui-ci, avec une obstination joyeuse, continuait, imperturbable, de croquer Bodart gambadant sur l'herbe, une cage de canaris à la main, une bottine sur la tête, une culotte à carreaux sur les omoplates.

Une après-midi, Bodart monta à la tribune de la Chambre, son énorme tête de Robespierre suiffard plus terreuse que jamais. On sentit aussitôt, que la catastrophe était là. Le président Kamiel Huysmans dégringola de son perchoir, alla, de travée en travée, supplier l'opposition de tout supporter, de ne pas interrompre. L'interpellateur, de toute évidence complètement fou, lançait des paroles grandiloquentes, proférait des propos inintelligibles. Il parla pendant presque deux heures, devant une assemblée muette et consternée. Il descendit de la tribune, ruisselant, blanc de bave, les cheveux dressés par grosses mèches noires. Son parti l'applaudit, par pitié, et pour qu'il ne se livrât pas de surcroît à une excentricité fatale. Il eût pu parfaitement avaler brusquement les médailles des huissiers ou enlever son pantalon au chef du Gouvernement. Le soir même, il fut conduit dans une clinique d'aliénés et nul n'entendit plus parler de lui jusqu'à l'occupation de 1940.

Me rendant, un beau matin, à l'imprimerie de *L'Echo de la Bourse* pour examiner des devis concernant l'impression de notre quotidien, je tombai nez à nez (il l'avait protubérant et picoté comme une grosse fraise moisie) sur le dit Jean Bodart. Il était libre, sans soulier sur l'occiput, sans culotte à carreaux, mais il avait le timbre plus fêlé que jamais. Il occupait une partie de l'immeuble. Il m'y entraîna bruyamment, non sans m'avoir au préalable embrassé avec effusion, me mouillant la figure d'une oreille à l'autre. Les murs de son bureau étaient tapissés de tous les articles où je l'avais étrillé en 1935 et 1936, les dessins de *Jam* couraient sur les parois comme des frises. Bodart, aux anges au milieu de ces trophées, était devenu un champion tonitruant du national-socialisme !

Il brandissait une autorisation, bel et bien signée, pourvue de tous les cachets allemands, de publier un quotidien. Qu'avait-il pu raconter aux *Sonderführers* de la *Propaganda Staffel ?* En tout cas, il préparait fébrilement son premier numéro. Son frère le secondait. Des curés démocrates, grassouillets, rosés, jaboteurs, déboulaient dans les couloirs comme de gros rats luisants, extrêmement affairés, éclatants d'orgueil aux côtés de leur grand homme. Celui-ci me proposa, dans un renouveau d'effusions, de venir dîner chez moi. Malades de rire, pliés en deux, nous eûmes toutes les peines du monde à semer cet importun.

L'équipe ecclésiastique de Bodart disposait de fonds abondants. L'imprimerie de *1'Echo de la Bourse* n'avait pas à se soucier du reste. On payait. Elle composa les élucubrations de Bodart, vrais poèmes dadaïstes à la gloire d'Hitler. Quand les morasses furent corrigées, des hurlements effroyables remplirent l'immeuble. Une nouvelle crise venait d'éclater ! Le chef de la presse démocrate-chrétienne dut retourner dare-dare à ses camisoles et à ses bains-douches, cependant que les petits curés noirs et roses s'éparpillaient, marris, dans la rue des Houblons, leurs articles morts-nés au fond de leurs grandes poches.

Mais il n'y avait pas que des démocrates-chrétiens fous pour loucher vers la collaboration. Il y en avait d'autres, qui avaient tout leur bon sens et qui se précipitaient, comme happés par des aimants, à la rencontre des personnalités présumées collaborationnistes, sur qui ils comptaient pour satisfaire leurs ambitions.

Ce fut le cas de Paul Tschoffen, l'ancien ministre démocrate-chrétien de Liège, coéquipier, à Bruxelles, du ministre franc-maçon Lippens.

C'était un revenant. Intelligent, cascadeur, âpre à l'argent, il s'était embarqué, comme tant de ses collègues, dans la politico-finance. La Banque Chaudoir, dont il était administrateur, avait sauté. Tschoffen ne s'était tiré de ce mauvais pas qu'en faisant des prodiges d'équilibrisme. Mais il avait été marqué par cette déconfiture.

Il avait, cependant, repris du poil de la bête. On le voyait imposer sa présence dans tous les congrès démocrates-chrétiens, la tête taillée en carotte, les yeux en porcelaine, le crâne pointu miroitant comme un cristal de Val-Saint-Lambert.

Son voyage au Congo, comme ministre des Colonies, avait achevé de le couler auprès de ses vertueux électeurs. Le démon de l'équateur aidant, il s'était, parait-il, intéressé avec une vigueur toute spéciale à certains problèmes qui ne relevaient pas spécialement de la stratégie politique. A en croire les mauvaises langues, il était entré fort avant dans son sujet.

Tschoffen était un gaillard. Il est possible que rien de ce qui est humain ne lui fût demeuré étranger au cours de ce chaleureux voyage d'étude... Sans doute ne

s'agissait-il là que de radotages, dus à des cagots impuissants ou à des vierges rances. Néanmoins le coup avait porté. Une deuxième fois, Tschoffen était marqué.

Le typhon de Limoges, engloutissant dans la honte les neuf dixièmes des politiciens catholiques en 1940, parut à Tschoffen une occasion unique pour repartir de l'avant. Et un Tschoffen tout neuf, pareil à un caïman qui retrouve une autre peau, ressortit de la vase, descendit à Bruxelles, harcela de ses offres le Palais Royal. Il fut reçu par le Souverain qui, officiellement captif, ne recevait aucun homme politique. Après cette entrevue, Tschoffen, brûlant les étapes, bombarda le Palais de lettres et de notes en vue de décider Léopold III, après avoir été libéré par Hitler, à constituer de toute urgence - d'accord avec les occupants bien entendu - un gouvernement «national» dont, cela allait sans dire, Tschoffen eût été le plus sublime ornement !

La mission essentielle que Tschoffen assignait à cette nouvelle équipe ministérielle était la réconciliation avec le Troisième Reich :

« Il sera loisible et souhaitable, *écrivait pompeusement Tschoffen le 8 juillet 1940 au chef du Cabinet du Roi*, qu'un gouvernement nouveau soit constitué pour assumer avec le Roi l'exercice des pouvoirs législatif (par application de la loi du 7 septembre 1935) et exécutif pour veiller au maintien de l'ordre, pourvoir aux nécessités urgentes et signer les traités indispensables pour mettre fin à l'état de guerre. »

Ça, c'était de la « résistance » !

Aussi acharné que Lippens, sentant comme lui, en juin, en juillet 1940, que c'était l'occasion ou jamais de retâter du Pouvoir, il excitait inlassablement le Souverain à se livrer à des actes de haute voltige constitutionnelle.

Les Pierlot et les Spaak devaient se démettre ! S'ils ne s'en allaient pas d'eux-mêmes, le Roi devait, les liquider ! Tschoffen poussa l'empressement jusqu'à indiquer dans une « Note » pour le Roi (26 juin 1940) la marche à suivre. La formule proposée est d'un amusant jésuitisme :

« Si les ministres en fonction, écrivait-il, ne veulent ou ne peuvent pas faire parvenir au Roi une offre de démission, un arrêté pourrait être pris - et contresigné par le membre du Gouvernement qui se trouve à Bruxelles - constatant que par suite de circonstances de force majeure, les ministres se trouvant à l'étranger sont coupés de communications avec le pays et dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions, qu'il est urgent de mettre fin à cette situation qui, en se prolongeant, menacerait le pays dans ses intérêts vitaux, en conséquence, nomme en remplacement des ministres actuels... »

Le « membre du Gouvernement qui se trouve à Bruxelles » était un autre ministre démocrate-chrétien nommé Delfosse, aliboron amidonné, pédant, avocassier analphabète, vêtu et parfumé comme un danseur mondain. Ce bonhomme avait, dans la grande débandade de mai 1940, été coupé de ses collègues, vidé de son auto ministérielle par les Tommies en retraite, laissé sur la route, en manches de chemise, poussant comiquement ses dossiers dans une voiturette d'enfant. Avant la guerre, il avait été l'antifasciste N° 1 du Parti catholique. Cela ne l'empêcha nullement de voler vers la collaboration dès le lendemain du désastre et de mettre tout le personnel de l'Institut national de radiodiffusion belge (I. N. R.) au service de la radio allemande de Bruxelles ! Delfosse s'était acoquiné avec Tschoffen, était prêt, dès juin 1940, à signer l'arrêt qui défenestrerait ses chers collègues et qui porterait la « collaboration » au pouvoir.

Pour achever de convaincre le Souverain, Tschoffen se servit, sans scrupules, comme Lippens, du chantage à la frousse.

Lippens expliquait au Palais que les Allemands étaient furieux qu'il n'y eût pas encore à Bruxelles un gouvernement collaborationniste. Tschoffen, lui, joua de la pression de « l'opinion » :

« L'opinion liégeoise notamment, écrivait-il au Palais, est tout à fait ralliée à cette idée (la constitution d'un gouvernement). L'opinion publique est unanime à désirer que la Belgique soit, sans tarder, soumise à l'autorité d'un gouvernement national. Ce sentiment est celui de la bourgeoisie. C'est aussi celui de la classe ouvrière restée fidèle à la Belgique. »

Ce charabia n'ayant pas bouleversé outre mesure le Roi, l'ex-ministre démocrate-chrétien Tschoffen et l'ex-ministre franc-maçon Lippens, cherchant à s'appuyer sur

une formule un peu plus large tout de même, s'étant rendu compte, au surplus, des sympathies dont nous jouissions auprès de Léopold III, foncèrent vers nous, la bouche en coeur, la larme à l'oeil, nous aimant, nous chérissant, nous adorant !

Dès juillet, Lippens, me croyant mort, se jetait au cou de Pierre Daye. En août, je ressuscitais ! Mon retour mit ces messieurs dans une agitation folle, déclencha la grande manoeuvre qui allait aboutir, quelques jours plus tard, aux conclusions écrites du fameux « Centre d'étude » de Lippens.

Tschoffen serait, avec Lippens, la principale illustration de ces réunions historiques du 20 et du 27 août 1940, au cours desquelles des politiciens et des magistrats de l'ancien régime allaient décider de brûler la démocratie qu'ils avaient adorée, d'adorer l'autoritarisme qu'ils avaient brûlé et... d'ouvrir fraternellement leurs bras et leur coeur aux leaders de Rex et du V. N. V., à MM. Elias et Degrelle »

Tschoffen, l'ex-ministre démocrate Tschoffen, ne réclama pas cette alliance avec les «fascistes» dans un moment d'enthousiasme ou d'égarement. Non. Il s'agit d'un plan étudié à froid, longuement discuté par les intéressés, d'un plan qui fit parmi eux l'unanimité et qu'ils prirent la peine de coucher sur le papier. Le texte de ce procés-verbal fut approuvé personnellement par Tschoffen, présent à la cérémonie, comme il le fut par ses coéquipiers, sans une seule exception.

Ce document inestimable a été conservé par bonheur. Si de pareils textes ne pouvaient être produits noir sur blanc, il y aurait sans doute des gens pour ne pas croire à la duplicité des Lippens et des Tschoffen, les ayant vu bomber le torse, si orgueilleusement, en 1944, lors de la reconquête «démocratique».

Voici la conclusion de ce chef-d'œuvre :

« A la lumière des événements, il convient de créer une économie dirigée et de renforcer l'exécutif... Il faut coordonner nos travaux autour de certaines vérités que les événements ont montrées évidentes et dont dépend l'organisation d'un ordre nouveau.

« La conception de la démocratie est dépassée.

« Il faut faire appel à toutes les couches de la population. Celles qui sont actuellement représentées au Centre d'étude ne la représentent que de manière trop étroite. Nous devons faire appel aux V. N. V. et aux rexistes, à MM. Élias et Degrelle. »

Le rêve de Tschoffen et de sa bande échoua, parce que je ne répondis pas à l'offre *écrite* que m'envoya Lippens. Il échoua parce que Hitler ne se rallia point, à Berchtesgaden, à la proposition de Léopold III en faveur de Lippens. Ce n'est pas le désir de s'associer qui avait manqué à Tschoffen. Ce qui lui manqua, uniquement, c'est l'accord des partenaires qu'il avait cru trouver en nous.

Le 6 décembre 1940 encore, Tschoffen [1] et ses collègues maçons, réunis une fois de plus à Bruxelles, réaffirmèrent sans sourciller leur plan de chambardement constitutionnel et leur désir de collaborer avec les V. N. V. et les rexistes, avec « Messieurs Élias et Degrelle ».

Ce n'est que lorsque tout espoir fut irrémédiablement perdu et après des mois de manoeuvres infructueuses que l'ancien ministre démocrate-chrétien, avec un culot prodigieux suscita, dans un prétoire de province, un incident dont il espérait qu'il servirait à le dédouaner plus tard.

Cet incident local devait permettre à Tschoffen de passer au camp de Londres. Là, habitué aux Marcel-Henri Jaspar et aux Kamiel Huysmans, on avait appris à ne pas examiner de trop près la moralité des comparses auxquels on avait recours.

---

[1] On ne peut relire sans sourire les conseils comminatoires que Tschoffen envoyait au Palais de Laeken, en juillet 1940 :

« La paix étant conclue, il faudra se préoccuper de doter la Belgique des institutions politiques économiques et sociales qu'exigera le nouvel état des choses... Je souligne, en y insistant, l'éventualité favorablement envisagée de l'organisation d'un plébiscite qui pourrait marquer la volonté de la Nation de confier au Roi, sous le contreseing de ses ministres, un pouvoir 1égislalif sans autre limite que celle de sa durée. Il n'est pas impossible qu'il faille un jour en venir à donner à la Nation l'occasion d'exprimer sa volonté de réviser profondément el rapidement des institutions qui ont fait leur preuve, mais qui ont aussi fait leur temps. »

Au moment où Tschoffen faisait la cabriole pour collaborer avec «Messieurs Élias et Degrelle», un autre politicien catholique, député flamand, avait accepté les modestes fonctions de maïeur de la ville de Renaix. Il s'appelait Vindevogel. C'était un brave homme, excité souvent, agitant alors ses longs bras dans le vide, mais débonnaire, et père d'une ribambelle de onze enfants.

Il fut, dans l'histoire de la collaboration des catholiques belges, l'âne qui tond dans l'herbe du talus la longueur d'une langue et paie la casse pour le compte des animaux plus puissants.

Tschoffen revint de Londres, en 1944, décoré, étoilé, promu général d'opérette. Paradant, pétaradant, parangon du super-civisme, il s'offrit le luxe de pourchasser les « collaborateurs » et l'honneur d'être leur bourreau.

Le pauvre Vindevogel, le petit député de province qui en avait fait cent fois moins, évidemment, que Tschoffen n'avait rêvé d'en faire, fut jeté en prison à la « Libération ». Malgré ses onze enfants, on le fusilla comme un chien, en 1945. Le transfuge Tschoffen, cependant, admirait dans sa glace les décorations et les épaulettes que la guerre lui avait values.

Tel est l'épilogue, hautement moral, de la collaboration catholique.

XIII

LA PRESSE ET LA COLLABORATION

Réapparition immédiate de la presse flamande. - *La Légia. - Gazette de Charleroi* et *Journal de Charleroi.* - La collaboration du franc-maçon Heenen. - La fausse *Nation belge. - Propositions* Neuray-Veldekens. -Le faux *Soir.* - Moromati et de Becker. - Le *Pays réel,* quotidien libre. - Dans un salon bleu, avec Marie-Thérèse Rossel. - Sa liste à la *Propaganda Staffel.* - La candidature de Désiré Denuit. - Le pochard Frédéric Denis. - Lévy, candidat rédacteur au *Pays réel.*

Au fur et à mesure que les panzers allemands martelaient de leurs palettes les champs ensoleillés du Limbourg et du Brabant, en mai 1940, les rédacteurs de la plupart des journaux belges de langue française s'enfuyaient vers Paris ou vers la Côte-d'Azur.

Beaucoup pensaient reprendre leur activité là-bas. Les souvenirs de l'autre guerre hantaient les fuyards. Ils se rappelaient que *La Nation belge* avait été, pendant plusieurs années, un remarquable quotidien de Paris avant de s'installer place de Brouckère à Bruxelles.

Certains journalistes belges - à particule ou sans particule - redoutaient la saisie par les Allemands de documents fâcheusement révélateurs : ils étaient particulièrement agiles sur les routes du Midi, ne désirant en aucune manière être mis en demeure de donner des explications sur les subsides confidentiels qu'ils avaient reçus du Deuxième bureau français, en rémunération des rapports secrets dans lesquels ils avaient aimablement dénoncé, à la police de Daladier et de Gamelin, leurs amis politiques, leurs chers confrères, voire leurs amis tout court.

La Meuse, de Liège, par exemple, avait reparu, pour quelques jours, sur les rives de la Seine, puis dans le Sud.

Les dernières fusées belges furent tirées dans la *Gazette de Toulouse* par l'inénarrable Louis Piérard, dit Pied-Rare.

Piérard, vieille haridelle gouailleuse, était député socialiste de Mons, dans le Hainaut. Dix fois il avait cru devenir ministre. Les dix fois, le coup avait raté. Orateur médiocre, mais fleuri et bon enfant, ses lèvres s'ourlaient d'un étrange filet de bave blanche à peine avait-il entrepris un laïus. Il écrivait, ce qui était plus grave, et pinçait le français pour jouer à l'écrivain de Paname. Il accouchait de laborieux récits de voyages dont il relevait la constante banalité en entrelardant son texte de mots évoquant des couleurs : blanc, bleu, vert, violet. Il avait un goût spécial pour le mot orange, sans doute parce que sa figure évoquait un fond de panier de mandarines blettes.

Ce petit truc des couleurs avait pris. Au quotidien socialiste de Bruxelles, *Le Peuple,* où les Koulisher et autres beaux Aryens blonds apprenaient studieusement la construction grammaticale, la prose peinturlurée de Piérard remportait le succès facile des chromos forains. Piérard avait industrialisé son brevet, il grappinait assez d'argent, il avait marié ses filles à des bourgeois nantis. Il portait le smoking comme un garçon boucher, mais il adorait promener aux réceptions des Ambassades les pieds rares qui lui assuraient son gagne-pain.

Chacun regardait fixement ses mains, avec une curiosité malsaine, depuis que Jam s'était mis à tracer de lui des caricatures aussi merveilleuses qu'impitoyables où, toujours, un pied large et plat sortait de la manche, le porte-plume entre les orteils. On avait beau faire, on ne pouvait voir le modèle sans penser à ces attributs. Certains, poursuivis en présence de Piérard par cette évocation, avaient tout d'un coup le coeur qui chavirait...

Piérard ne se formalisait pas pour si peu et faisait donner au maximum ses outils. Touchant à tout, il publiait des chroniques littéraires (en poésie, les pieds, ça

compte), des critiques de peinture (portraits en pied), jouant même au Léon Daudet lorsqu'il se mêlait de cuisine (les pieds dans le plat). Il fut, en 1940, le dernier journaliste belge en fuite qui cessa de se considérer en France sur pied de guerre. Piérard avait conscience de ses dons. Mais l'armistice français l'obligea à mettre pied à terre. Plus que quiconque, il avait des fils à la patte. Il ne lui resta plus, pendant quatre ans, qu'à faire le pied de grue sur la Côte d'Azur.

Les Allemands, déferlant à travers la Belgique, avaient donc trouvé partout des salles de rédaction vides, sauf dans le pays flamand.

Là, on s'était partagé rapidement l'influence. Les V. N. V. s'étaient installés à Anvers, à l'imprimerie réquisitionnée du journal socialiste de Kamiel Huysmans : ils y tiraient, en noir et rouge, *un Volk en Staat* à la dynamite, que le public s'arrachait en Flandre, à Bruxelles et en Allemagne, dans les camps de prisonniers belges. De Man, lui, s'était réservé le quotidien socialiste de Gand, le *Vooruit,* devenu plus national-socialiste que le *Volkischer Beobachter.* Les catholiques avaient mis au service de l'Ordre nouveau et de la collaboration le puissant réseau de presse du *Standaard,* imprimé à Bruxelles, boulevard Emile Jacqmain. La presse de langue néerlandaise dite neutre, c'est-à-dire à capitaux et directeurs généralement francs-maçons, avait reparu, elle aussi, à Bruxelles, presque immédiatement.

Chaque tendance flamande avait ainsi son quotidien et son « espace vital ». On se fût cru au règlement à l'amiable d'un héritage de famille imprévu.

La presse française, par contre, s'était trouvée totalement à l'abandon, mais pas pour longtemps.

Les Allemands étaient entrés à Liége le troisième jour des hostilités, descendant vers le Palais des Princes Évêques par la grand route de Tongres, tandis que la foule enthousiaste, croyant à l'arrivée des intrépides guerriers de la reine Wilhelmine, s'époumonait à crier autour d'eux : «Vivent les Hollandais !»

Liège possédait avant le 10 mai 1940 plusieurs journaux : *La Wallonie,* succédané du Peuple de Bruxelles ; *La Gazette de Liège,* feuille catholique indigeste, mal imprimée sur un bizarre papier rosé, dirigée par une espèce de vieux Juif roumain, pelu, au nez rouge tout mamelonné, gonflé comme une courge, légalement dénommé Demarteau, mais connu des Liégeois sous le nom de Barbe-à-Poux ; enfin *La Meuse,* bien outillée, instrument de la propagande française et d'Havas, mais paraissant sur un format tel qu'on eût pu tapisser, avec un seul numéro, les murs de la salle d'attente de la gare des Guillemins.

Les Allemands, en vingt-quatre heures, firent rouler sur les splendides rotatives de ce journal un journal de présentation identique qu'ils baptisèrent *La Légia.* Un agent du Reich, vaguement bulgare, tenait les ficelles. Le premier employé venu y avait, au pied levé, cumulé toutes les fonctions : rédacteur en chef, rédacteur militaire, rédacteur sportif, comptable, compositeur, correcteur, emballeur et expéditeur.

Le journal, mal fait, souvent mal rédigé, sans vie, jouissait d'un monopole qui lui assura un tirage astronomique, tel que jamais quotidien liégeois n'en avait connu. Jamais il ne fut possible d'écorner les privilèges de cette forteresse. L'observateur superficiel eût pu s'en étonner. Tout s'expliquait quand on apprenait que derrière certains hommes de paille belges se camouflaient de robustes Allemands, propriétaires, en sous main, de la majorité des titres de la société. Ils veillaient au grain, étranglaient tout projet de concurrence, étaient sans cesse à l'affût.

Les recettes, on l'imagine, étaient prodigieuses. Mais ce n'était plus du journalisme, c'était de la gestion coloniale. Elle dura pendant toute la guerre, rendant impossible un effort de presse sérieux au pays liégeois.

La mainmise opérée secrètement par divers Allemands sur les grands journaux belges correspondait plus encore, je pense, à une idée politique qu'au désir, réel aussi, de rafler des bénéfices plantureux. Certaines organisations policières de Berlin, fort influentes, manoeuvrèrent constamment en vue d'éviter qu'un groupe politique d'Ordre nouveau - quel qu'il fût - n'exerçât en Belgique une influence prépondérante. La presse, la radio, le cinéma sont des instruments essentiels de conquête de l'opinion. Le cinéma, la radio furent immédiatement des fiefs tout-puissants de la Propagande du Reich. On n'y admit jamais d'éléments

autochtones qu'à titre exceptionnel. Restait la presse, où des Allemands invisibles se taillèrent la part du lion, non seulement à Liège, où ils prirent tout, mais ailleurs, où ils prirent l'essentiel.

Le second centre journalistique de la Wallonie était Charleroi. On y sortait avant la guerre deux petites feuilles catholiques moribondes, *Le Pays wallon* et *Le Rappel,* au tirage insignifiant, un quotidien socialiste assez répandu, *Le Journal de Charleroi,* enfin une feuille à grand tirage, libérale, sectaire, bastion de la franc-maçonnerie dans le Hainaut, *La Gazette de Charleroi,* idiote, mais extrêmement lue (parce qu'idiote) et truffée de petites annonces.

Le Pays wallon et *Le Rappel* rendirent, à l'arrivée des Allemands, un souffle qui, depuis longtemps déjà, n'était plus qu'à peine perceptible.

Le Journal de Charleroi passa, en un soir, du socialisme au national-socialisme et au demanisme.

Quant à *La Gazette de Charleroi,* elle fut assez tôt reprise en charge, à l'instigation des Allemands, par de vagues inconnus, dont le travail littéraire tenait plus du masticage de cailloux que du journalisme. Ils raflèrent tout : le titre, le matériel, les correspondants locaux, sans oublier le lit et la maîtresse de l'ancien patron franc-maçon qui furent adjugés aux successeurs avec le stock.

Ces deux feuilles, elles aussi, gagnèrent énormément d'argent, s'étendirent jusqu'au Namurois et au Tournaisis, éditant des succédanés régionaux, en un style malgache aussi pur que celui de la maison mère.

Il fut impossible durant la guerre de savoir jamais qui étaient réellement les bénéficiaires matériels de ces opérations. Mais les Allemands devaient connaître le fin fond de l'histoire, car, là comme à Liège, des brouillards artificiels extrêmement propices voilèrent jusqu'au dernier jour les manoeuvres financières et les manoeuvres politiques.

Longtemps cette presse nous fut sourdement hostile, à Rex et à moi, soutenant à fond les mouvements annexionnistes visiblement dirigés par certaines mafias policières du Reich, ne se ralliant à notre effort européen et national que lorsque nos héros et nos morts du front de l'Est eurent imposé à tous, policiers compris, le respect de notre idéal.

Cette presse collaborationniste du Hainaut eut pour vedette N° 1, en 1940, le plus acharné des journalistes francophiles du pays, le nommé Paul Heenen, qui, avant la guerre, fut élu grâce à l'appui des Loges président de l'Association de la presse belge. Nul n'avait, avec plus de violence, malmené les Allemands durant l'hiver de la neutralité, dans le quotidien gantois *La Flandre libérale.* Nul ne fut un partisan plus décidé de l'« Ordre nouveau », une fois Hitler vainqueur. Lui et ses nouveaux coéquipiers avaient été couverts par une des plus grosses légumes de la franc-maçonnerie belge, le sénateur libéral Catteau (qui est resté sénateur après 1945). Celui-ci s'était empressé d'envoyer des félicitations au directeur :

« J'ai appris, lui écrivait-il, le 12 juillet 1940, que vous avez fait reparaître la *Gazette de Charleroi.* Je vous félicite d'avoir pris cette initiative. Je n'ai pas quitté Bruxelles. C'est vous dire que je suis bien placé pour apprécier l'opportunité de votre décision. »

Chez les Trois-Points, tout est ténébreux. On condamne à mort, en 1944 et en 1945, des dizaines de lampistes de la presse. Mais le franc-maçon Heenen, qui a écrit dans un journal entièrement voué au service des Allemands, n'est inquiété par personne ! Il fallut attendre la fin de 1946 pour qu'il daignât quitter l'Association de la presse. Il en était toujours membre deux ans après la «Libération» !

Il n'y a pas d'autre explication que leur appartenance à la maçonnerie pour ce qui est de l'impunité, aussi ahurissante que scandaleuse, des Lippens, Devèze, Cornil, Fredericq, Heenen. Mais les Loges ont été, il faut le reconnaître, autrement courageuses que tel Archevêché, car elles n'ont cessé de couvrir les leurs.

A Bruxelles, deux journaux de langue française, *La Nation belge* et *Le Soir,* revirent rapidement le jour.

La Nation belge reparut dès la chute de la capitale, mais une *Nation belge* truquée, utilisant les articles et les dessins abandonnés sur le marbre par les derniers

rédacteurs, dirigée par une poignée de margoulins qui, le premier jour déjà, offraient leurs services à l'envahisseur.

La foule, anxieuse de lire des nouvelles, se précipita sur cette feuille improvisée, sans style ni signification. C'était du nègre nazifié. Dans le bureau de l'inoubliable Fernand Neuray, le plus grand journaliste, avec Paul Colin, qu'ait connu la Belgique, des aventuriers s'étaient installés. Les Allemands prirent ce qu'ils trouvèrent. L'important pour eux était de rétablir le plus tôt possible les apparences de la vie normale dans les villes qu'ils occupaient. Bruxelles sans journal n'eût plus été Bruxelles, Mais Fernand Neuray a dû se retourner dans sa tombe !

Les Allemands n'étaient pas des aveugles. *La Nation belge, sous* cette nouvelle incarnation, ne vécut guère que quelques semaines.

Dès la fin d'août 1940, des pourparlers avaient été engagés afin que la vraie *Nation belge* reparût.

Il ne faut pas, à cette nouvelle, prendre de petits airs effarouchés, se déchirer les vêtements et crier au blasphème. J'ai toujours éprouvé pour les deux générations de Neuray une profonde sympathie. Fernand Neuray était de mon pays. J'étais encore un jeune étudiant en philosophie de l'Université de Louvain que déjà le directeur de *La Nation belge* m'invitait à sa table en compagnie de mon maître et ami Monseigneur Picard, autre sanglier sorti de nos grands bois. J'entretenais, avant la guerre, avec les fils Neuray, les relations les meilleures. Leur journal, plus d'une fois, m'a épaulé avec force. Mais je trace ici le panorama de la collaboration belge. Il est impossible de celer que les Neuray, comme tant d'autres, furent prêts à rééditer leur journal, d'accord avec l'occupant, à l'automne de 1940.

Leur porte-parole, dans cette affaire, fut un de mes anciens professeurs de l'Université de Louvain, le juriste Veldekens, homme aussi capable qu'érudit. Le professeur Veldekens se démena beaucoup pour arriver à une solution ; son agent de liaison avec la *Militar Verwaltung* était l'avocat de l'ambassade d'Allemagne à Bruxelles, Me Ledoux.

Il n'y avait pas de mal à cela. Mieux eût valu une *Nation belge* digne, patriote, bien rédigée, au lieu du papier sali qui, chaque matin, déshonorait un beau titre.

Les propositions Neuray-Veldekens, puis les démarches de Me Veldekens seul, tendant à créer un grand journal catholique auquel aurait collaboré, parait-il, M. Paul Struye lui-même, futur ministre de la Justice, échouèrent les unes et les autres, non point parce que les demandeurs furent pris de remords, mais parce que Paul Colin, revenu du camp de concentration du Vernet, plus subtil, plus insinuant, sut obtenir des Allemands qu'ils éliminassent *La Nation belge,* quelle qu'en fût la direction, pour faire place au «journal de sa vie», *Le Nouveau Journal,* qu'il créa le 1er octobre 1940, fort de l'appui moral d'importantes personnalités civiles et militaires, attachées par leurs fonctions au Palais de Laeken, fort aussi d'un «prêt» de cinq cent mille francs qui lui fut consenti, non par Léopold III personnellement, comme on l'a écrit, mais par un personnage fort entreprenant qui touchait de très près au Souverain et à sa famille.

Un peu après la *Nation belge* ersatz parut aussi un *Soir* camouflé. Là régnait, pontifiait, à l'été de 1940, un étranger extraordinaire, à la voix chantante, aux épaules carrées, aux cravates vives, aux fins mouchoirs de soie, aux parfums entêtants. Il avait les allures d'un gérant de maisons spéciales vouées par destination aux rapprochements.

Nul ne savait d'où il venait. Il se disait Grec. Il s'appelait Moromati. Les rexistes bruxellois non emprisonnés, et notamment mon beau-frère Charles Raty, ayant refusé de remettre en marche *Le* Soir, c'est ce Moromati qui reçut la commande, après avoir, en bon Oriental, distribué des «bakchichs» fort appréciés.

Ce Moromati ne pouvant pas, décemment, publier dans *Le Soir* des articles en grec ou en turc, l'ambassade d'Allemagne lui accola l'ancien thuriféraire de Paul-Henri Spaak, Raymond De Becker.

Nature inquiète, tenant tout, physiquement et moralement, de l'Israélite, les mains moites, les lèvres épaisses, d'étonnantes lèvres molles d'Africain blanchi, intelligent, mais d'une intelligence complexe, maladive, emporté par des crises

mystiques au point d'avoir voulu créer un nouvel ordre laïco-religieux, puis retombant dans le nihilisme, De Becker était un insatisfait pathologique.

Politiquement, il s'était donné à trop de maîtres, à Spaak, à de Man, à van Zeeland, au Dr Liebe.

Les Allemands croyaient bien le tenir. Il fut leur poulain pendant longtemps. Il leur fit faux bond, pourtant, lorsqu'il sentit fraîchir les vents de l'Est. Il essaya alors, mais trop tard, de se constituer un dossier à décharge, en prévision du retour de ses ex-amis londoniens. Comme il est de règle dans ces cas, son affolement et son double jeu ne lui servirent qu'à recevoir les coups des uns et des autres. Les autorités d'occupation ayant saisi un de ses petits papiers antiallemands, d'ailleurs bien fait, le bouclèrent dans un château du Reich ; il ne rentra, en 1945, au pays, que pour se faire embastiller dans un autre château, celui de la prison de Saint-Gilles, moins confortable, certes, que le « burg » nazi.

Tout Bruxelles, toute la Belgique étant à la collaboration à ce moment-là, *Le Soir,* bien qu'un Gréco-Turc, l'éclairât de son flambeau, fut submergé sous l'avalanche des candidats rédacteurs. D'anciens collaborateurs de la maison, demeurés à Bruxelles, étaient accourus ventre à terre pour retrouver leur place. Quelques rexistes, trop pressés, s'étaient imprudemment avancés sur les ponts d'or qu’on leur offrait. Des personnalités de tous les milieux apportaient des mannes de copie. Le professeur Ganshof, de l'Université de Gand, excellent historien (à ne pas confondre avec le margoulin Ganshof, de la Sûreté d'État), voisinait avec Xavier de Grünne qui, le bras fracassé par une balle allemande quelques semaines plus tôt, n'ayant cure ni des métèques syriens de la maison, ni des amis un peu spéciaux du Dr Liebe, occupait le terrain, pour ne pas le laisser à d'autres. Xavier de Grünne, impétueux et pur comme un torrent, qui ne vivait que pour le service de la patrie et du Roi et dont le frère était grand-maître de la Maison de la Reine, n'avait pas, lui non plus, on le pense bien, engagé son nom, sa responsabilité et son honneur sans avoir demandé et sans avoir reçu du Palais une approbation formelle.

Moromati, élégant, le poil calamistré, ruisselant de Coty ou d'Houbigant, s’abandonna trop tôt aux délices de la conquête. Il se croyait à jamais seigneur incontesté de la presse belge. Sa souple et longue limousine le conduisait de restaurant chic en restaurant chic. Pendant ce temps-là, le petit De Becker, fouinard, les orteils de guingois, rongeait secrètement les pieds de son fauteuil. L'affaire des « bakchichs », colportée de Dienstelle en Dienstelle, faisait son chemin. Un soir, Moromati voulut s'asseoir comme de coutume à son bureau directorial. Il s'aplatit dans un grand fracas. Le travail avait été bien fait. Deux inspecteurs de la Gestapo le relevèrent. La Grèce, la Turquie, la Syrie prirent le deuil. Mais Moro disparut, prisonnier d'abord, volatilisé ensuite.

A mon congé de 1944, après l'encerclement de Tcherkassy, descendant un soir au bar de mon hôtel à Paris, j'aperçus dans une glace la figure plate de Moromati. Il était perché sur un haut tabouret rouge et buvait une bouteille de champagne, à lui tout seul. Il était toujours aussi parfumé, aussi princièrement vêtu. Qu'avaient été ses aventures depuis son passage en météore à la rue Royale, dans la maison de la famille Rossel ? Il roulait sur l'or. Ça crevait les yeux.

En une demi-heure il commanda une seconde bouteille, puis une troisième bouteille, qu'il vida, toujours aussi digne, aussi élégant, aussi solitaire, en haut de son perchoir chromé. Sans doute rêvait-il à De Becker, arrêté à son tour, car son sourire paraissait animé de joies divines.

Recréer le quotidien rexiste, *Le Pays réel,* dans une telle promiscuité n'avait pas laissé de me préoccuper.

En juin, les autorités d'occupation avaient envoyé à l'administration de Rex une autorisation de paraître qui était presque une invite. Fin juillet, l'autorisation était toujours là, inutilisée. Elle avait cela de bon qu'elle me dispenserait de toute visite et de toute demande à la *Propaganda Staffel* si, après avoir reçu un avis favorable du Roi, je me décidais finalement à relancer notre journal.

L'avis du Roi me fut communiqué le 21 août. Il était affirmatif.

Pour moi, dès lors, mon opinion était faite. C'était précisément parce que de nombreux journaux avaient reparu, en mai et en juin, dans une atmosphère louche,

empoisonnée par de ténébreuses compromissions, qu'il fallait donner au public un journal propre, patriote à tout crin et libre de toute ingérence de la part de l'occupant.

La presse de langue française de Bruxelles et de province, pour ainsi dire sans exception, était imprimée sur des presses ravies à leurs propriétaires légaux. Il eût été facile pour nous de recourir à de semblables facilités.

Or seuls, absolument seuls, nous nous gardâmes de profiter de ces spoliations. Nous étions plus pauvres que jamais. Mais nous ne demandâmes aux autorités allemandes ni un local, ni un pfennig, ni l'utilisation d'une machine. Nous ne voulûmes même pas réclamer le papier qui nous appartenait, si cavalièrement réquisitionné par la *Propaganda Staffel,* et jamais payé par elle, sur lequel on avait imprimé, au mois de juin, les premiers numéros de la fausse *Nation belge.*

J'allai moi-même discuter les termes d'un contrat d'impression avec le gérant de la société Imifi, à *L'Echo de la Bourse,* contrat exactement semblable à nos contrats d'avant la guerre. Nous louâmes quelques locaux vides pour nos services de rédaction. Pas un Allemand ne mit le bout de son nez dans cette négociation. Nous obtînmes d'Imifi un crédit d'un mois, pour nous permettre de régler nos factures en fonction de nos rentrées commerciales. Nous n'avions pas dix mille francs devant nous quand, après quatre mois de silence, sortit le premier numéro du *Pays réel* ressuscité.

Je peux relire avec fierté la proclamation qui y parut sous ma signature. C'était depuis la capitulation belge le premier cri d'orgueil national et d'espérance. J'appelais les Belges à rebâtir le pays, dans l'honneur, dans la compréhension et dans la fidélité. *Le Pays réel* reparaissait, libre. Je n'avais ni demandé ni reçu la moindre consigne. Pour avoir les coudées franches, je n'avais fait de visite, même de pure forme, à aucune des personnalités allemandes des services de presse. Je ne connaissais aucun des dirigeants de la *Propaganda Staffel.*

D'emblée, je m'étais fait chez les Allemands la réputation d'un homme décidé. Mon silence d'août avait étonné. Mon article de tête, d'un nationalisme vibrant et intransigeant, estomaqua. Mais nul censeur ne se risqua à me demander la moindre modification ni à me faire la moindre critique, même à mi-voix.

J'avais pris toutes mes précautions pour éviter de m'engager dans une impasse. Je ne voulais plus assumer personnellement la responsabilité du journal. *Le Pays réel* reparut avec la manchette : *Léon Degrelle, fondateur.* J'avais cessé d'en être le directeur. Ainsi je n'aurais pas à me livrer à d'éventuelles discussions avec des sous-ordres étrangers, à un moment où le prestige que je pouvais avoir serait peut-être nécessaire pour des débats plus importants, ceux où se réglerait le sort de la Belgique.

Le Pays réel remporta un succès très vif, son tirage fut le triple et même le quadruple de celui qu'il avait connu au cours de l'hiver 1939.

Notre quotidien, malheureusement, ne représentait à l'automne de 1940 qu'un dixième environ du tirage de la presse de langue française de notre pays. Le gros morceau, c'était *Le Soir,* véritable «institution nationale belge», disaient les Allemands. C'est par ce moyen qu'une action sur l'opinion eût été vraiment efficace.

Je savais que, parallèlement aux démarches Neuray-Veldekens, visant à faire reparaître la vraie *Nation belge,* des démarches pressantes auprès des Allemands étaient entreprises par Mlle Rossel personnellement en vue d'obtenir une autorisation pour *Le Soir* authentique, dont elle possédait les trois quarts des titres.

Marie-Thérèse Rossel, âgée alors d'environ trente ans - l'âge parfait pour les femmes - était, bien qu'on la dit de santé faible, une jeune fille magnifiquement carrossée, aux jambes longues, au visage grave et frais. Elle entreprit de se rendre en personne rue de la Loi, dans les bureaux du général Reeder, chez les responsables allemands des services de presse.

Ceux-ci, habitués à recevoir des Gréco-Turcs bruxellois ou de lourds brocanteurs au parler grasseyant, de Liège ou du Pays-Noir, furent ravis de ces visites qui apportaient de la grâce, de la jeunesse, de délicats parfums dans les bureaux poussiéreux qu'ils occupaient.

L'idée d'un *Soir* authentique devint à leurs yeux pleine d'attraits. Ses titres montaient à chaque nouvelle visite de l'habile chasseresse. Le jeune officier chargé spécialement de l'étude de la question, troublé comme peuvent l'être les Allemands,

rêveurs, sentimentaux, fils du Rhin aux burgs romantiques et aux eaux moirées par la lune, en arriva à désirer ces visites comme s'il eût attendu sur son rocher la Lorelei aux cheveux d'or. Cette belle fille l'avait rendu maboul. Plaisanté par les bureaux, il fut relevé de ses fonctions et envoyé en disgrâce à l'autre bout du continent.

Le projet, néanmoins, fut à deux doigts de la réussite.

Tout le monde avait été mobilisé à cette fin, rexistes en tête. Pierre Daye, tout particulièrement, avait été appelé à la rescousse par Mlle Rossel, invité à son domicile à plusieurs reprises, mis au courant des propositions faites par elle aux Allemands et prié de les appuyer. Je pris moi-même le thé, une après-midi, avec Marie-Thérèse Rossel, afin d'examiner avec elle comment la reconquête de son journal pourrait s'effectuer et comment je pourrais l'y aider.

Ici encore, comme dans le cas Neuray, il serait ridicule et vain de faire les prudes. Ce fut ainsi. Marie-Thérèse Rossel vit les Allemands. Elle vit Pierre Daye, l'invitant chez elle avec une gentillesse acharnée. Elle vit Léon Degrelle, prit le thé avec lui, dans le boudoir ravissant, bleu et argent, d'une de ses plus gracieuses amies.

Travaux d'approche ? Mais non ! Les offres furent formelles ! Et elles furent écrites. Marie-Thérèse Rossel me montra, comme elle l'avait montrée à Pierre Daye, la liste des rédacteurs qu'elle proposait à l'agrément des Allemands. Elle reprenait la moitié de l'équipe De Becker et l'amalgamait avec les meilleurs éléments de l'ancienne équipe du journal. Elle mettait en avant comme rédacteur en chef un Anversois de talent, doux, au parler chantant, zézayant un brin : Désiré Denuit. Je vois encore son nom, inscrit en tête de la liste.

Désiré Denuit était un vieil ami à moi, rédacteur au *Soir* depuis plusieurs années. Il était la bonté même, délicat, pas fanatique pour un sou. Le choix était parfait. Je le soutins de toutes mes forces.

Le *Soir*, après la guerre, s'est distingué par sa chasse aux collaborateurs. C'est toujours la même chose : plus on a voulu collaborer, plus on a été tenu de briller dans l'anti-collaborationnisme...

La belle Marie-Thérèse Rossel prenait le thé avec moi, m'expliquait ce qu'elle avait proposé aux Allemands afin de pouvoir, dans son *Soir* retrouvé, collaborer avec eux ; elle offrait elle-même, par écrit, de repêcher la moitié des poissons douteux que la *Propaganda Staffel* avait jetés dans le vivier de son journal. J'étais alors, à ses yeux, le plus agréable - ou le plus utile - des compagnons, en face de qui l'on grignotait des biscuits, en croisant et en décroisant de longues jambes harmonieuses. Mais, dans le *Soir* que nous voulions sauver en commun, la même déesse a laissé réclamer à cor et à cri, en 1945 et en 1946, qu'on me fusillât, qu'on me pendît, qu'on m'étripât, qu'on me lapidât ! Allons, chère amie, qu'avons-nous fait ensemble ? N'est-ce pas vous qui étiez prête, beaucoup plus que moi, à «collaborer» ? Pour moi, je n'étais pas d'humeur, vous le savez, à prendre dans mon journal une demi-douzaine d'agents éprouvés de la propagande allemande. Qui courait faire des grâces, rue de la Loi, à la *Militar Verwattung ?* Il s'agissait, je n'en doute pas, avant toute chose, de récupérer une affaire capable d'assurer chaque mois un million de francs de bénéfices.

Marie-Thérèse Rossel était candidate à la collaboration, ses rédacteurs aussi l'étaient. Leur élégante patronne les avait réunis avant d'agir. Tous marchaient, y compris le cher Désiré Denuit, le visage rond, les yeux clignotants, « collabos » d'avance, réjouis, impatients de se remettre au travail.

C'est De Becker qui fit dérailler le train. Il n'avait pas déboulonné Moromati pour laisser Denuit lui chiper sa place. Car si Marie-Thérèse Rossel reprenait De Becker, ce n'était que comme secrétaire de rédaction, situation non négligeable pourtant. Mais Denuit, journaliste éprouvé - tandis que De Becker n'était qu'un amateur, presque un débutant - eût été le rédacteur en chef.

De Becker n'accepta pas de redescendre. Il fit donner à fond les soutiens qu'il possédait à l'ambassade du Reich.

Sans cette crise d'ambition contrariée de Raymond De Becker, la chère Marie-Thérèse Rossel, tondue comme un bol, eût connu en septembre 1944 les cachots de Saint-Gilles, après avoir été violée vigoureusement et patriotiquement par

les vaillants « Fifis » démocratiques. Et le séraphique ami Désiré eût fini tristement ses jours, le nez pincé, en face d'une double rangée de gendarmes.

C'est ainsi. La vertu n'est, en général, qu'une affaire d'occasion. Et c'est à un grain de sable que les recalés du *Soir* durent de rester politiquement vierges.

Pour consoler le brave Désiré Denuit, j'ajouterai que son cas fut le cas de beaucoup d'autres journalistes. La même farce advint à un énergumène, toujours aviné, de la presse socialiste, le nommé Denis Frédéric, rédacteur du *Peuple* d'avant la guerre et... d'après la guerre.

Jusqu'au 10 mai 1940, cet éboueur avait déversé chaque jour des tombereaux d'ordures sur Hitler et sur le national-socialisme. D'une bêtise asine, l'ostrogoth courut se jeter aux pieds des Allemands vainqueurs, les bassinant, leur rompant la cervelle, espérant obtenir d'eux de pouvoir rééditer un *Peuple* cuisiné à la sauce nationale-socialiste. La *Propaganda Staffel* l'envoya faire lanlaire.

C'est le même collaborationniste rembarré - à son grand désespoir alors - qui écrivit d'une plume vengeresse, en 1945, un livre intitulé *La Presse au Service de l'Hitlérisme* ! Il ne manque à ce livre qu'un chapitre autobiographique.

Dirai-je, pour terminer, que j'ai connu un journaliste israélite candidat à la collaboration ? Il s'appelait Lévy.

Eh bien, en septembre 1940, trois longs mois après l'entrée des Allemands à Bruxelles, ce Lévy m'écrivit, débordant de conviction et de zèle. Sa lettre était incandescente. Victor Meulenijzer, du *Pays réel,* avait la manie de ranger les petits papiers. Il avait conservé la lettre de ce national-socialiste imprévu et il me la fit parvenir au front d'Estonie, en septembre 1944, avant de tomber lui-même dans les griffes des « libérateurs ». Lévy, dans cette épître, m'assurait de son admiration patriotique, de son entière communauté de vues et - *in cauda venenum* - sollicitait une petite pla-place de rédacteur au *Pays réel.*

On conviendra qu'il m'eût été assez difficile de planter au bas d'un article de notre quotidien un nom comme le sien.

Lévy attendit, patienta. Puis, voyant que ses démarches n'aboutissaient pas, il passa héroïquement, comme un vulgaire Tschoffen, à la maison d'en face, alla servir à Pierlot et à Spaak un petit discours identique à celui qui ne m'avait pas convaincu. Il eut le bon goût de ne pas parler de sa lettre nationale-socialiste de l'automne 1940. On l'installa dans un solide fromage londonien de propagande, de journalisme et de radio. Il rentra à Bruxelles tapissé de décorations multicolores, éblouissant comme un derrière de cacatois.

Je n'ai pas trouvé, dans toute la presse belge de 1945-1946, d'articles plus haineux, plus fangeux que ceux qui me furent consacrés par ce solliciteur éconduit.

Les journalistes belges sous l'occupation ? Il y a ceux qui ont voulu et qui ont pu. Il y a ceux qui ont voulu, et qui n'ont pas pu.

Ce sont ceux-ci qui, en 1945, firent fusiller les autres.

XIV

LA FOULE COLLABORATIONNISTE

Les « occupés » de mai 1940. - L'équipée des deux millions de fuyards belges. - Francophobie, anglophobie, germanophilie générales. - Les Allemands et les Français après les a événements ». - Lune de miel franco-allemande - Les trois quarts des Belges collaborationnistes. - Le projet du prince de Croij. - Reproches du public au sujet de mon attentisme. - Zèle des officiers prisonniers. - Le renvoi de France du matériel de l'armée. - Folie générale.

Il ne faudrait pas qu'on se figure, après coup, qu'à l'été et à l'automne de 1940, la Belgique vit seulement les élites, de droite ou de gauche, se précipiter à boulevue vers la collaboration.

Electoralement, démagogiquement, l'argument pourrait présenter de l'intérêt. Mais les élites n'eurent d'ailes dans le dos que parce que le pays entier avait des ailes dans le dos. La Belgique, au grand complet, était collaborationniste. Et la Belgique n'était pas seule dans ce cas. Paris, comme Bruxelles, se pâmait devant les « occupants ».

Dix-huit jours avaient suffi pour que le territoire belge fût entièrement submergé. La Pologne, elle, avait été mise knock-out en deux semaines. La Norvège, malgré ses milliers de fjords, sa neige épaisse d'avril, son étendue, et le triple débarquement des Alliés, avait été occupée en l'espace de quatre semaines. Le Danemark avait résisté un peu moins d'un quart d'heure. La Hollande quatre jours. Une semaine après la bataille de la Somme, l'armée française avait été annihilée. La Belgique avait sauvé la face.

La population avait été affolée durant les premiers jours. Deux millions de capons s'étaient précipités à la billebaude, dans des tourbillons de poussière, vers le territoire français : énormes matrones en fourrures, à demi mortes d'étouffement sous l'écrasant soleil de mai ; corbillards, autos de pompiers, voitures frigos, transbahutant des êtres hagards. Les vieilles gens succombaient de fatigue et de peur ; leurs cadavres, abandonnés n'importe où par leurs propres enfants, noircissaient en plein air, couverts de mouches. Le spectacle ne faisait guère honneur à l'humanité. On avait même vu des femmes se retrousser jusqu'à l'abdomen devant des centaines de personnes, se promettant au mâle qui les chargerait dans sa voiture ou sur son camion.

La vague allemande avait passé. La population restée sur place, traitée avec courtoisie par les troupes du Reich, avait vite repris son aplomb. N'ayant pu s'enfuir, faute de moyens matériels, elle se décerna aussitôt à elle-même des certificats d'intrépidité.

Des centaines de milliers de magasins et de maisons particulières étaient vides. On vit les Belges et les Français, gens honnêtes dans l'ordinaire de leur vie, se convertir de la Meuse au Rhône, en une meute acharnée de pillards. Les assaillants enfonçaient les vitrines, détalaient en emportant des montagnes de boîtes de conserves, des pièces de tissus, voire des mannequins d'étalage et des stocks de balances automatiques ! Dans les maisons particulières, on faisait sauter les volets, on pénétrait en trombe, on arrachait les draps de lits, les rideaux, les horloges, les installations de douches, les appareils téléphoniques. Pendant des mois, la chronique des tribunaux allait être alimentée par ces édifiants exploits.

Les Allemands de juin 1940 ne gênaient personne. Ils se bornaient à donner des concerts magnifiques. L'euphorie était générale.

Autant en Belgique les Allemands vainqueurs étaient alors admirés, autant les Alliés étaient vomis et détestés : les Français, parce qu'après avoir donné le spectacle de soûleries peu édifiantes, puis d'une fuite éperdue, ils avaient outragé le roi Léopold et l'armée belge ; les Anglais, parce qu'ils s'étaient livrés à des destructions

sans rime ni raison au cours de leur retraite. Chaque Belge qui avait eu ses carreaux brisés par la dynamite des Tommies, chaque abonné dont le téléphone avait été mis hors d'usage à la suite de l'explosion *in extremis* de la centrale de Bruxelles, jurait, pestait contre le Royaume-Uni.

Le Belge est ainsi. Les grands sentiments patriotiques l'étouffent rarement. Il fait la révolution pour des questions d'étape des blés (Matines brugeoises), de taxes communales (Ducs de Bourgogne), de cierges de sacristains (Joseph II), d'impôt sur le sel (Guillaume 1er des Pays-Bas). Il fut partisan de la collaboration tant que celle-ci lui permit de se remplir la bedaine et les poches. Il lâcha Hitler en 1941 pour des histoires de bons de marmelade et de chaussettes, retourna aux Anglais lorsque ceux-ci, ayant enfin compris, se mirent à parler de bateaux fins prêts déjà à être débarqués à Zeebrugge et à Anvers, remplis à mac de farine blanche, de cochonnailles, de chocolat et de café des Antilles.

Au cours de leur fuite, les Anglo-Saxons avaient détruit à tort et à travers les ponts, les viaducs, les téléphones, fusillé en cinq sec des « suspects » totalement innocents ; certains exploits, connus rapidement dans tout le pays, avaient valu aux Insulaires une réputation fâcheuse, notamment l'orgie au cours de laquelle ils avaient envahi un couvent entre Tournai et Ath, avaient endossé en s'esclaffant les vêtements des religieuses, exposant celles-ci, gémissantes et complètement nues, au bord des pelouses du jardin monacal, habitué à d'autres spectacles.

Les Belges, durant l'été de 1940, avaient les Anglais dans le nez. Il n'y avait pas une seule exception, dans un seul coin du territoire. Français, Anglais étaient abhorrés. Ce sentiment était général.

On eût pu penser que le retour des fuyards du Midi allait retourner la situation. Les Belges de l'intérieur, bombant le torse (eux qui n'avaient pas eu peur !), attendaient avec suspicion les Belges du dehors, ceux-là qui, le feu ailleurs qu'à la pipe, ne s'étaient arrêtés qu'au dernier café de la Canebière ou aux raillères du Tourmalet. On les guettait, les globe-trotters de la panique !

Ils revinrent, plus francophobes et plus anglophobes que quiconque.

Leur passage, de mai à août, en France leur avait laissé des souvenirs inoubliables. Ils avaient dû encaisser les scènes de folie furieuse du 28 mai 1940. Beaucoup, avant cette date déjà, avaient été traités de « Boches du Nord » et priés, lorsqu'ils mendiaient un verre d'eau à dix francs, d'aller se désaltérer au canal Albert. Mais le 28 mai avait été le bouquet. Tous, ce jour-là, ils avaient été bousculés, rudoyés, crossés, drapés, apostrophés avec cette éloquence incisive, flagellante, que le dernier des poulbots français manie avec une dextérité consommée. Il leur avait fallu avaler le crapaud, s'humilier, aller en cortège aux monuments aux morts déposer des fleurs de « réparation » et d'« expiation » ! Ils s'étaient faits petits comme des pipis des prés, avaient fait chorus assez lâchement avec les Français, méprisant copieusement leur armée et leur Roi, pour éviter de filer dans un camp de concentration ou d'être flanqués, tête en avant, dans la gadoue.

Ils eussent dû se rebéquer avec violence lors de la souffletade, se faire écharper plutôt que de tolérer ces nasardes. En général, ils furent peu flambards, réalistes d'abord, avalant de travers, avalant tout de même les quolibets et les humiliations.

Mais le plat du 28 mai leur était resté sur l'estomac. Plus ils avaient été couards, plus ils étaient furieux de ce qu'ils avaient subi, et surtout de l'avoir subi.

L'opposition des tempéraments, des sensibilités s'était, à cette occasion, révélée très aiguë.

La France, pour la plupart des réfugiés belges, n'avait été jusqu'à la guerre qu'un mirage lointain, paré des charmes les plus poétiques et les plus séducteurs. La débâcle de 1940 mit, en une semaine, toutes les âmes à nu, belges et françaises. Les hommes se révélèrent tels qu'ils sont, égoïstes, âpres à sauver leur bien, prêts à piétiner amis, vieillards, enfants, afin de s'enfuir plus vite, pour obtenir le dernier pain qui reste, la dernière chambre disponible. Ce n'était pas une occasion bien choisie pour des fraternisations de peuple à peuple.

Et puis, le Belge ne comprend pas l'ironie du Français, alerte, éblouissante, piquante comme un dard, mais généralement sans malice. Sérieux comme des Bouddhas, facilement solennels, chatouilleux, se croyant outragés sous la rafale des

traits mordants, bougonnant, grognonnant au lieu de riposter ou, à tout le moins, de sourire, nos deux millions de compatriotes enragèrent dans cette ambiance, ridicules parfois comme des boeufs que dix mouches affolent. Tout leur parut mal. Eux, habitués à laver et à « reloqueter » leur maison du matin au soir, à nettoyer à grandes eaux, chaque vendredi, la rue elle-même, comme s'il s'agissait de leur corridor, échangeaient à mi-voix des propos horrifiés lorsqu'ils voyaient la saleté des auberges françaises, leurs petits escaliers humides et ténébreux, les cabinets infects, mal fermés, dépourvus d'eau courante, donnant sur le garde-manger ou sur la cuisine. La nuit, les puces s'ébattaient sur les bonnes grosses Bruxelloises, aux chairs abondantes et onctueuses comme dans les tableaux de Jordaens et de Rubens. Le matin, les maris, appelés à crier leur indignation, devaient contempler, sur des paysages rubiconds, l'enchevêtrement des protubérances, grosses comme des fraises, qu'avaient laissées les puces en détalant ! Ces bestioles agiles firent plus que cent mille propagandistes hitlériens pour détruire le mirage français dans l'esprit (si l'on peut dire !) de nos braves Belges. Avant d'attirer à nouveau ceux-ci comme touristes à Toulouse et à Perpignan, il faudra couvrir la Wallonie et la Flandre de placards très clairs, portant ces simples mots : « Association touristique du Midi de la France. Avis : Les puces de 1940 sont mortes. » Sinon, les Belges visiteront le pôle Nord, ils visiteront le pôle Sud, la Cordillère des Andes, la mer Morte, l'Himalaya, mais on ne les reverra plus sur les champs de bataille où, en 1940, les puces françaises eurent raison des arrière-trains moelleux de leurs belles-mères, de leurs épouses et de leurs pucelles !

Les abominations du 28 mai 1940, la saleté, les punaises, l'égoïsme humain, le côté assez radin de l'économie française, contrastant avec l'exubérance du Belge, prompt à dépenser, à s'amuser, à bien boire, à bien manger, l'esprit acéré du Français babillard, persifleur, brocardeur, heurtant la joie à la grosse mordienne de l'homme du Nord rebelle à l'ironie en fléchettes, l'atmosphère générale d'excitation, de suspicion, de fâcheries, de coups de dents, de chauvinisme, la privation de leurs aises, l'absence du foyer, l'incertitude, tout s'employa à faire des deux millions de réfugiés belges deux millions de mécontents, profondément déçus, furieux de s'acagnarder, ne désirant plus qu'une chose : rentrer chez eux, retrouver leur rue, leurs fauteuils, leurs pantoufles, leur radio, leurs pommes de terre frites, leur pain sans croûte, leurs demis et leur accent !

Sur ce conservatisme bousculé et sur cette nostalgie, le charme si réel de la province française n'eut plus aucune prise : frais arbousiers, brûlantes mûraies, longues magnaneries patinées, blanches bastides, pins et cyprès noirs, calanques d'azur, manades paisibles, parfum de l'ailloli et des brandades, cantaloups embaumés, clairette, blanquette aux éclats de soleil...

Seule la peur des Allemands retenait encore nos gémisseurs. Entre les puces et la Wehrmacht, ils choisirent pendant quelques semaines encore les puces, jusqu'au jour où les nouvelles du pays commencèrent à filtrer : ceux qui s'étaient risqués au retour chantaient monts et merveilles. « Ils » étaient aimables, polis, n'arrêtaient personne, ne violaient pas les vieilles dames, ne mangeaient pas à la broche les enfants.

L'agression de la flotte anglaise à Mers-el-Kébir, écrasant plus de quinze cents Français dans la rade algérienne, avait achevé de monter l'opinion contre les Anglais, des deux côtés de la ligne de démarcation. Puisque les Allemands étaient ainsi, on allait repartir !

Les Allemands avaient remarquablement organisé les rapatriements. Non point par calcul politique. Mais parce qu'il est dans leur tempérament de tout organiser avec soin. Enfournés dans des camionnettes ou entassés dans leurs longues limousines ultramodernes, qui avaient tant étonné les Français, habitués, eux, à réajuster chaque printemps, avec des bouts de fil de fer, leurs vieilles Fords, hautes sur pattes, modèles 1921 ou 1922, les Belges arrivèrent en masse aux postes allemands de Moulins et d'ailleurs.

Ils regardèrent les «occupants» avec un certain émoi. «Des beaux types !» décrétèrent les femmes, après un premier coup d'oeil connaisseur.

Des infirmières allemandes, toutes blondes, souriantes, approchaient avec des cruches de lait, tendaient des gobelets et des beurrées aux enfants. «Et il paraît,

godferdum, qu'il y a aussi de la soupe !» annonçait, important, le chef de la tribu, retour d'une rapide inspection.

Un Belge ne repousse jamais un bol de soupe. La famille s'approchait des longues tables, lampait les bols.

- Et ça fait combien qu'on vous doit, Mamoiselle ?

Un sourire expliquait que c'était gratuit.

- Tu t'rends compte, dis, Crotteke ? Gra-tis ! Tu t'souviens de l'eau du canal Albert ?

La famille se réinstallait, plus volumineuse, plus apaisée aussi. Un gros cigare s'allumait, pompé religieusement. La route était animée. On se criait des plaisanteries d'une auto à l'autre. Mais l'essence s'épuisait. On s'arrêtait à un garage.

- Ah ! vous v'là, les Belges ! s'écriait le mécano français. La pompe ? Chez les Fritz ! Là-bas, après l'bistro !

Dix autos, vingt autos à numéros rouges étaient arrêtées devant le relais allemand :

- Tu crois qu'ils vont, comme ça, nous vendre de l'essence ?

Ils ne la vendaient pas. Ils la donnaient ! Vingt litres. Trente litres. Cinquante litres. Tout ce qu'il fallait pour retourner au pays.

Alors ce fut le soulagement total : l'essence pour la route, le lait, les tartines, la soupe et, à la nuit, des centres d'accueil échelonnés tout le long du parcours, toujours éclairés par le sourire des petites Gretchen, propres, polies, habiles, tendres pour les enfants. Les plus craintifs et les plus haineux se sentaient, conquis.

- Jamais on n'aurait pensé qu'ils étaient comme cela

- Si on avait, su, on ne serait pas partis !

Cet accueil humain, succédant aux affres de l'exil, ces relais, ces gîtes, ces prévenances, émurent profondément les deux millions de Belges qui retournaient dans leurs foyers. Passant d'un extrême à l'autre, tout à la joie de retrouver leur maison, ils arrivèrent la bouche fleurie d'éloges : « Bonne-maman, si vous les aviez vus ! »

Bonne-maman avait vu. Tout le monde avait vu. Tout le monde était antianglais, antifrançais, tout le monde était germanophile.

En traversant avec rapidité la France occupée, les Belges n'avaient pu manquer d'être frappés par la sérénité qui régnait et par l'entente parfaite qui existait visiblement entre le public et les occupants.

Avec une discrétion merveilleuse, les Français gazaient les mots qui eussent évoqué avec trop de précision la plus formidable dégelée qu'un peuple avait jamais reçue à travers son histoire. La fuite éperdue de dix millions et plus d'êtres humains, dans l'anarchie du mois de juin, était devenue, bibliquement, « l'exode ». Les Parisiennes vous disaient le mot en baissant les yeux, délicieusement. Quant à la défaite militaire, cela s'appelait pudiquement « les événements ».

Quelle trouvaille, ces deux expressions ! Dans le tréfonds de sa fierté blessée, un peuple qui eut toujours le don des expressions heureuses savait trouver les mots capables d'atténuer son amertume.

Déjà conquis par la douceur de la vie française, par l'exquisité, la grâce légère, pimpante des femmes, par la limpidité des lumières, l'équilibre des pierres, chants d'harmonie et de noblesse, les Allemands n'avaient d'autre désir que d'être reçus gentiment et de se faire aimer. La morgue française, parfois si crispante, n'avait pas encore réapparu. Le bruit des panzers roulant sur le pavé du Roi assourdissait encore les oreilles.

Ce qui manque parfois au Français pour être irrésistible, c'est la modestie. En août, en septembre 1940, les femmes avaient de douces voix en demi-teintes. Les boutiquiers, revenus du Midi, penauds, les poches vides, étaient sans jactance. Militaires et politiciens se taisaient. Pas de cocoricos énervants et vains, dans un pays où le génie ne peut avoir de sens que dans la mesure, la justesse et l'équilibre.

Pour la première fois, peut-être, dans l'histoire de la France, les Français avaient été conquis par des étrangers et les admiraient. Cela les rendait plus humains, masquait leurs petits défauts, et permettait de découvrir, dans un naturel revenu au galop, leurs qualités inégalables, au premier rang desquelles la simplicité. Le parfait

est simple. La langue française, l'art français, la philosophie française ont le dépouillement, la transparence d'une eau de fontaine.

Mais le désir d'épater fausse souvent le génie français. En 1940, débarrassée des plumes criardes de l'orgueil, la France était noble, attirante, non qu'elle fût humiliée : elle était dépouillée. Je ne pouvais penser à elle sans penser à la Victoire mutilée de Samothrace, le plus pur et le plus triomphant, des chants muets.

Ce trésor d'harmonies françaises, aux inflexions marquées par la durée, et la grande vie originelle débordant des plaines germaniques eussent pu créer, fondus ensemble, la force définitive de l'Europe : la force unie du sang et de la grâce, comportant l'ordre de l'Etat et l'ordre de l'esprit

A l'automne de 1940, le climat existait.

Partout ailleurs, la collaboration naissait du troc, du rapt ou du contrat politique. En France, elle jaillissait, dans ce demi-silence des coeurs, d'une qualité, d'une spiritualité, d'une sensibilité très hautes. Elle sombra, là comme ailleurs. Mais, pendant quelques semaines, les deux génies où vit l'âme de l'Europe avaient été face à face, s'étaient regardés sans orgueil, avaient reçu, des dieux émus, le frémissement sacré des interférences heureuses...

Nos bons Belges, eux, sans s'abandonner à de trop hautes spéculations mais en déployant leur sens prodigieux d'adaptation matérielle, s'étaient réinstallés à leurs fabriques, à leurs comptoirs, affriandant les occupants à qui mieux mieux, pour en obtenir toujours davantage.

Chaque famille avait « son » Allemand, généralement sans importance aucune, mais dont elle avait fait son paratonnerre et son agent quémandeur, à qui elle fricotait de temps en temps un petit gueuleton soigné que le convive feldgrau arrosait de champagne coupé de bourgogne, sans préjudice de deux ou trois demis bien tassés. Le Belge était scandalisé de voir ainsi profaner son Clos-de-Vougeot et son Corton, mais la reprise des affaires valait bien une hérésie gastronomique !

Pas le moindre incident pour troubler l'euphorie. Jamais on n'entendait parler d'un fil de téléphone coupé, d'un mot maladroit lâché dans un restaurant. C'était la lune de miel dans toute sa splendeur. Les Allemands avaient gagné. Ils étaient bien vus. Le Belge, réaliste avant tout, était épaté par leur réussite. Il eût pu se contenter de dire avec André Gide *(Journal intime, 5* septembre 1940) : « Composer avec l'ennemi d'hier, ce n'est pas une lâcheté, c'est sagesse et c'est accepter l'inévitable. » Mais il allait plus loin, il admirait. Il admirait tout, comme un enfant : la solidité des uniformes, la puissance des panzers, l'ordre des colonnes motorisées, la rapidité avec laquelle la machine de l'État, les chemins de fer, les ponts, la vie économique avaient été remis en service. « Pas à dire, ce sont de as ! » concluait le bourgeois rubicond à la terrasse de *l'Albert 1er* ou de *L'Horloge,* en payant sa tournée d'Export.

La germanophilie du publie se trouvait encore renforcée par le mépris général dans lequel tous, sans exception, tenaient le régime démocratique qui venait de s'effondrer dans la défaite, le gâchis, la peur, la honte.

Bruxelles avait été couvert, bien avant mon retour, de papillons bilingues : *Degrelle avait raison.* Pas un de ces papiers n'était lacéré.

Bien sûr que j'avais eu raison ! Personne n'eût pensé à ne pas être d'accord là-dessus. Je pouvais circuler en tramway, boire un *Siella* à la Porte de Namur ou à la place de la Bourse, me promener à pied rue Neuve ou boulevard Adolphe-Max : je ne rencontrais que des sourires. On se cognait du coude : « T'as vu Degrelle ? » ou, plus bruxellois: « T'as vu Léon ? » mais avec une curiosité toujours sympathique.

Les commentateurs de l'après-guerre ont été unanimes à reconnaître qu'à l'automne de 1940, les trois quarts des Belges étaient collaborationnistes et convaincus de la nécessité d'une réforme radicale des institutions. C'est nonante-neuf pour cent qu'il faudrait dire. Rien ne trahissait une opposition quelconque. A l'avenue Louise aussi bien qu'au fond des faubourgs, dans les édicules discrets où les héros en puissance peuvent, sans danger, transcrire en termes vengeurs leurs sentiments contenus, les graffiti étaient tous à sens, unique : « Pierlot au poteau ! - A mort les limogeards ! - Vive le Roi ! » On voyait même parfois des croix gammées, tracées avec maladresse dans la couleur verte par les ongles des collégiens.

Le ralliement politique tenait de la cavalcade.

Des hommes violemment antiallemands jusqu'au 10 mai, par exemple ceux de la *Légion nationale* du lugubre Hoornaert, couraient de groupe en groupe pour négocier des accords. Le mouvement *Dinaso* de Joris van Severen, martyr d'Abbeville, s'agitait avec autant d'ardeur. Comme si tous ces partis acquis à une politique d'ordre nouveau n'eussent pas suffi, on essayait d'en créer d'autres encore, mieux adaptés à la révolution qui venait de se faire !

Le prince de Croij excursionnait dans toutes les *Dienstellen,* flanqué d'un secrétaire, grave et important comme un évêque coadjuteur. Il voulait, lui, lancer un grand parti collaborationniste formé par les prisonniers du mois de mai. Comme il y en avait plus d'un demi-million, il y avait là un fameux poisson à pêcher, pour un artiste de l'hameçon. Croij et son coadjuteur vinrent chez moi pour m'exposer leur projet, d'ailleurs déjà soumis aux Allemands. Tous les Belges étaient ainsi en 1940 : ils s'adressaient aux Allemands d'abord !

Le plan du Prince était un peu enfantin : il consistait à envoyer aux cinq ou six cent mille prisonniers ou ex-prisonniers un appel imprimé, accompagné d'un bulletin d'adhésion à son nouveau parti. Il comptait recevoir aussitôt deux cent mille réponses.

Je le mis en garde. En politique, il faut plus qu'un imprimé pour conquérir un adhérent. Mais le fait que le prince de Croij comptait faire sa pêche au moyen de ce seul embecquetage est un témoignage de plus à verser au dossier de la collaboration. Croij n'imaginait pas qu'il pût y avoir, dans le pays, une opposition quelconque à son projet. Deux Belges sur trois envoient automatiquement les imprimés qu'ils reçoivent au panier ou au bac à charbon. Les autres, après avoir lu, seraient emballés : deux cent mille, calculait le Prince, c'est-à-dire tous ceux qui jetteraient un coup d'oeil sur son feuillet ! Il avait établi son budget, fixé un plafond de cent cinquante mille francs : le prix de cinq cent mille imprimés et de cinq cent mille timbres-poste.

Croij n'était pas un fou, c'était un grand garçon rangé, officier de réserve, porteur d'un nom glorieux, sain, équilibré, rayonnant de vigueur, brûlant du désir de servir sa patrie. Son projet se présentait ainsi, parce que les Belges de 1940 étaient ce qu'ils étaient, tous dégoûtés des eaux croupies de l'ancien régime, tous gagnés par les Allemands, tous convaincus de la nécessité de doter la Belgique d'institutions nouvelles à tendances autoritaires, tous certains, enfin, que l'Allemagne avait pris le commandement de l'Europe pour toujours (« pour mille ans », dirait un jour Spaak) et que les plus malins seraient ceux qui s'adapteraient le plus vite.

Les uniques reproches que je reçus à cette époque furent motivés par ma prudence, qu'on jugeait déraisonnable, et par mon « attentisme ». Je voulais voir. Avant de m'engager politiquement, je tenais à connaître l'avis du roi Léopold. J'étais, à cause de ces temporisations, accablé de récriminations, voire de blâmes. Dans mon fabuleux courrier, tel que jamais homme politique n'en reçut en Belgique, beaucoup de correspondants me disaient : «Qu'est-ce que vous attendez ? Pourquoi n'agissez-vous pas ? Quand est-ce que vous prenez le pouvoir ? »

Ce n'était pas si simple que cela. Je ne voulais pas devoir mon influence à des autorisations données avec condescendance par des sous-ordres allemands. Chef d'un parti dont les idées venaient de triompher, je tenais à traiter d'homme à homme avec le chef du Reich, sans passer par les Falkenhausen et autres agents subalternes. En outre, m'en tenant au programme national, royaliste et constitutionnel de Rex, j'étais fermement décidé à ne point me métamorphoser en factieux. C'eût été facile. Pour cent roitelets politiques, c'était une tentation. Mais je n'agirais, Rex n'agirait, que lorsque le Roi, dernier représentant de la légalité, m'aurait fait parvenir son *licet* ou, pour le moins, son *nihil obstat*.

En attendant, je continuerais à promener mes fillettes dans la forêt de Soignes, à Rouge-Cloître, à Groenendael, aux Enfants-Noyés, leur parlant de saints, d'ogres, de fées, de loups, leur apprenant les noms des arbres, des oiseaux, guettant le faon qui bondit, le merle qui flûte, cent fois plus heureux en sentant dans mon poing une frêle main douce et tiède, qu'en pensant à un super-maroquin ministériel.

Mais quand les quémandeurs, massés processionnellement à l'entrée de ma propriété, me voyaient déboucher du bois, une fleur sylvestre dans les dents, encadré par ma troupe bondissante de petites gazelles, tous me regardaient, tous regardaient mes enfants. Les banquiers ne trouvaient pas cela sérieux. Les militants se disaient en hochant la tête : « Mais qu'est-ce qu'il fout, not' Chef ? »

Les militaires eux-mêmes, vaincus de la veille, et qui, plus que tous autres, eussent dû avoir un minimum de retenue, témoignaient d'un empressement plus effervescent encore que celui des pékins.

Leur zèle à ne diminuer en rien leurs chances dans le régime nouveau était si effarant qu'il atteignit parfois les sommets du comique. Pas un officier prisonnier sur cent n'eût cherché à se garer. Se garer, c'était «perdre ses droits». Rester prisonnier, c'était garder ses droits !

Les Allemands avaient permis aux officiers belges de courir le pays, après la capitulation, de retourner chez eux en automobile, pour prendre un bain, pour remettre en ordre leur foyer. La principale concentration se faisait à Anvers. Mais là encore, chacun aurait pu s'éclipser : les officiers logeaient, en toute liberté dans les villas abandonnées du voisinage. Quand les trains partirent vers les camps du Reich, ce fut la bousculade pour ne pas les manquer ! Deux officiers arrivés trop tard à la gare d'Anvers louèrent un taxi, firent une course fantastique qui leur coûta plusieurs centaines de francs pour rejoindre enfin, en poussant un « ouf ! » de soulagement, le fameux transport qui les débarquerait outre-Rhin ! Ainsi les possibilités d'avancement, dans l'armée nationale-socialiste de demain, seraient sauves !

Quant aux rares officiers qui s'étaient réfugiés à Londres, ils étaient, unanimement, considérés par leurs camarades comme des tètes brûlées et comme les derniers des imbéciles.

On se demande parfois si l'on ne rêve pas quand on se souvient de tout ce qui se passa alors.

Les prisonniers étaient prisonniers. Soit. Il était compréhensible qu'ils ne cherchassent pas à s'enfuir. Mais ceux qui avaient échappé à la reddition ? Ceux qui se trouvaient en zone française non occupée, sur la Côte-d'Azur d'où, chaque jour, des bateaux de contrebande emportaient des gaullistes ? ou près des Pyrénées, c'est-à-dire de l'Espagne neutre, relais vers les camps d'instruction alliés ? Ceux-là furent les plus enragés à vouloir se placer sous le contrôle de l'armée allemande.

Un vieux gâteux, le général Denis, ministre de la Défense nationale, mit l'armée belge réfugiée en France libre en route vers les territoires occupés par le Reich, « la guerre étant finie », proclama-t-il ! Les militaires les plus prompts à filer dans leurs limousines vers Bruxelles furent les hauts dignitaires de l'Auditorat militaire, Ganshof van der Meersch en tête ! Des trains entiers d'officiers et de sous-officiers de carrière furent expédiés vers la zone française occupée, sans qu'on eût même obtenu des garanties réelles de démobilisation : ces trains bifurquèrent, filèrent vers l'Allemagne ! Denis avait envoyé lui-même vers les Oflags et les Stalags les cadres qui restaient de l'armée belge !

Il se passa des choses absolument inouïes.

Je me souviens encore d'un matin où un prodigieux vacarme ébranla la Chaussée-de-Waterloo. Je courus voir, comme tout le monde. Je crus d'abord que l'armée belge avait pris sa revanche, chassait les Allemands, rentrait victorieuse à Bruxelles. De magnifiques colonnes motorisées, d'interminables files de camions éblouissants, conduits par des militaires belges en uniforme, faisaient à Uccle une « Joyeuse entrée », aussi bruyante que sensationnelle. L'armée kaki ramenait, elle-même, aux Allemands, un matériel merveilleux qui avait échappé aux deux capitulations, qui se trouvait dans la partie non occupée de la France, qu'on eût pu sans peine escamoter, détruire ou convertir en matériel civil. D'ordre du ministre belge de la Guerre et du Premier ministre Pierlot, on le livrait triomphalement à la Wehrmacht, alors que celle-ci continuait à fond la lutte contre l'Empire britannique !

Les Allemands, enchantés, faisaient ranger, file par file, les camions de l'armée belge dans leurs parcs de matériel. Tout le monde trouvait cela normal. Les soldats riaient. La foule riait.

Ce n'était plus de la collaboration. Ce n'était même pas de l'aplatissement. C'était de la folie furieuse.

XV

LÉOPOLD III COLLABORATIONNISTE

Pierre Dave et la collaboration. - Le Roi m'envoie le comte Capelle. - L'entrevue du 21 août 14-10. - Léopold III et mon arrestation. - Le Roi et les journaux. - Le Roi et le V. N. V. - Le Roi et la réforme de l'Etat. - Le Roi et les contacts avec le Reich. - Otto Abetz et Léopold III. - Les consignes à Robert Poulet. - Ralliement quasi général du Palais à la collaboration. - L'aide de camp du Roi collaborateur de la presse censurée.

Le 21 août 1940, le comte Capelle, secrétaire de Léopold III, informa Pierre Daye qu'il avait reçu du Souverain l'ordre de me faire d'importantes communications. Il demandait à Pierre Daye, ancien chef du groupe parlementaire de Rex à la Chambre des députés, de préparer cette entrevue.

Celle-ci eut lieu l'après-midi même, à trois heures, au domicile de Pierre Daye, 1, avenue de Tervueren, à Bruxelles.

Il est important de signaler qu'il ne s'agissait là, en aucune manière, d'une initiative privée du comte Capelle. Le Roi eût parfaitement pu se contenter de me faire répondre - comme il le fit dans la plupart des cas - qu'il était prisonnier et ne pouvait prendre d'initiative politique. Au lieu de cela, le Souverain chargea le comte Capelle de me voir.

Pierre Daye s'était réfugié dans le midi de la France lors de l'invasion, Le 28 mai, il avait été confiné par la Sûreté de Bordeaux à l'île de Ré. Il y vécut paisiblement durant quelques semaines, en compagnie d'Henri Béraud, sous les pins parfumés, tenu simplement de se présenter chaque matin au commissariat de police d'un joli petit port vert et bleu. De la terrasse d'une gargote fleurie, il aidait un grand journaliste français à rédiger, pour un des plus importants quotidiens de Paris, de mirobolants reportages sur les batailles terrestres et navales du front du Nord. Le récit du combat de la flotte de Dunkerque, notamment, fut sublime. Le recul, dans ces cas-là, permet de faire bien les choses !

Lorsque les Allemands débarquèrent à Saint-Martin-de-Ré, Pierre Daye obtint l'autorisation de regagner Bruxelles dans son auto. Il fut d'emblée aux premières loges du spectacle collaborationniste.

On me croyait encore, à ce moment-là, solidement mort et enterré. Cela poussa les gros requins d'ancien régime à se livrer auprès de Pierre Daye à de nombreux travaux d'approche. Le plus empressé fut, bien entendu, le ministre d'État Lippens. Une importante discussion eut lieu entre eux, le 17 juillet, dans un bureau de la Banque du Congo belge. Le fameux « général » Hannecart, le magnat de la Banque de Bruxelles et des trusts du ciment, n'allait pas être moins acharné, peu après, à convier Pierre Daye à sa table.

Mais surtout Pierre Daye avait un contact suivi avec la Cour. Avant la guerre, il avait été pour moi, de ce côté-là, un très habile agent de liaison.

En juillet 1940, considéré comme *personna gratissima*, il était informé très exactement de l'état d'esprit du Roi à l'égard de la collaboration, aussi bien qu'à mon égard. Lorsque Pierre Daye parvint à me dépanner à Carcassonne, à ma sortie du camp du Vernet, il put, sur la voie du retour, m'éclairer amplement. Je sus avec quelle vivacité de termes le Roi avait déploré - un peu tard ! - mon arrestation du 10 mai, à quel point le Roi et son entourage étaient dressés contre le gouvernement de Limoges et désiraient, dans la ligne et les idées de Rex, que s'opérât une réforme profonde des institutions et des moeurs politiques de notre pays.

Le Palais, au surplus, prônait, discrètement mais nettement, une politique de collaboration avec l'occupant. Henri de Man, officier à la suite du Roi et son agent secret auprès des gouvernements dictatoriaux à l'étranger, avait lancé une vibrante proclamation pro-hitlérienne, sans être désapprouvé par Léopold III.

J'eusse pu me contenter de ces indications. Mais je ne voulais plus me faire rouler comme je l'avais été le 10 mai 1940, envoyé ce jour-là à la rencontre de la mort, alors que j'avais fait strictement la politique du Roi (ou plus exactement une politique du Roi, car j'ignorais encore à ce moment-là qu'il en eût de rechange), d'après les avis qu'il m'avait donnés lui-même, d'homme à homme, à plusieurs reprises, durant les mois ingrats de la neutralité. Je demandais, en août 1940, des directives claires, un accord énoncé autrement que dans un mystère propice à des reniements ultérieurs.

Je ne pus m'empêcher, au début de la conversation avec le comte Capelle, de rappeler en termes vifs à celui-ci l'abandon où le Roi m'avait laissé, le 10 mai 1940, à l'heure où les Janson et les Ganshof van der Meersch accomplissaient leur vilaine besogne.

- Le Roi, me répondit le comte Capelle, a insisté pour que je vous répète que votre arrestation a été faite à son insu et qu'il en a conçu les plus vifs regrets. Une communication dans ce sens-là a déjà été faite sur son ordre à votre famille il y a quelques semaines.

Je voulus croire à la sincérité de l'explication.

Depuis, je me suis demandé souvent si le Roi fut vraiment roulé par Janson, le 10 mai 1940 ou si, plutôt, nous ne fûmes pas tout simplement lâchés ce jour-là par Sa Majesté, comme le furent avant cette date et après cette date la plupart de ceux qui, pions inconscients du double jeu, avaient été placés par l'astucieux Souverain sur le mauvais plateau de la balance.

Il y aurait, maintenant qu'on y voit un peu clair, un livre passionnant à écrire sur les volte-face de Léopold III, parfaitement explicables, à mon avis, du point de vue de l'intérêt dynastique, encore qu'elles ne manquent pas d'un surprenant machiavélisme. Mais, en 1940, cette propension du Roi à laisser tomber ses partenaires perdants, les abandonnant à leur sort, n'avait pas encore été décelée.

Je pensais aussi que le passé était le passé. A l'automne de 1940, au lendemain de la défaite, ce qui importait, c'était le présent, et surtout c'était l'avenir. Que fallait-il faire ? Que répondrait le Roi aux questions qui nous hantaient ?

Je rapportai au comte Capelle, une par une, mes préoccupations. Voici, transcrite minutieusement, la teneur de mon dialogue avec le secrétaire de Léopold III :

QUESTION : Faut-il attendre, ne rien publier, ne pas bouger ? Ou peut-on se remettre à l'action politique, c'est-à-dire, inévitablement, collaborer ?

RÉPONSE : On peut se remettre à l'action, et, comme on dit, collaborer.

QUESTION : Pour citer un cas précis, le Roi estime-t-il qu'il faille republier les journaux, malgré la censure ? [1]

RÉPONSE : Non seulement ces reparutions sont utiles, mais elles sont désirées.

QUESTION : Est-ce vraiment, nettement, l'avis du Roi ?

RÉPONSE : C'est l'avis du Roi.

QUESTION : Ainsi donc, je puis être sûr que la reparution du *Pays réel* sera approuvée ?

RÉPONSE : Elle sera approuvée.

QUESTION : Mais Rex n'est pas seul en piste en Belgique. Le mouvement V. N. V. se démène beaucoup. Je vois que le ministre de Man, collaborateur intime du Roi, est en contact avec les chefs nationalistes flamands, que le ministre Lippens, fort apprécié au Palais, s'est aussi abouché avec eux. C'est pour moi, d'une certaine manière, une indication. Cependant je voudrais apprendre quelque chose de plus précis.

Le V. N. V., le Palais le sait comme moi, a pris des attitudes extrêmement tranchées. Il traite avec grande rudesse une moitié de la population du pays. Le

[1] On se souvient que le ministre Janson avait écrit de Vichy le 25 juillet 1940 à Pierre Daye, mais à mon intention, « après avoir délibéré avec ses collègues » : « En ce qui concerne la presse en pays occupé, la situation est évidement toute différente de celle de 1914-1918. Si pour votre part, vous pouviez contribuer à conserver aux journaux publiés à Bruxelles un caractère aussi belge que possible, vous rendriez incontestablement un service signalé au pays. Pour nous, nous encourageons les tentatives qui, nous le savons, sont faites actuellement dans ce sens. »

Roi conseille-t-il de s'abstenir de contacts avec les dirigeants nationalistes flamands, ou estime-t-il préférable qu'on recherche avec eux des bases d'accord ?

Rex est complètement libre. Son ancien «gentlemen's agrement» de 1936 avec le V. N. V. est virtuellement caduc. Jusqu'à présent, nulle négociation n'est entamée. Que faut-il faire ? S'opposer ? S'abstenir ? Agir en équipe ?

RÉPONSE : Le mouvement nationaliste flamand est originairement sain. Ses réactions actuelles, ses exagérations répondent aux erreurs commises par les anciens dirigeants de l'Etat pendant des dizaines d'années. Mais les principaux chefs du V. N. V. sont considérés par le Roi comme de braves gens. Leur mouvement est aujourd'hui un des éléments les plus importants en vue du redressement matériel et moral du pays. S'opposer à eux, les rendre irréductibles, serait briser les dernières possibilités d'union et de rénovation du pays.

QUESTION : Alors, il est utile d'aller de l'avant ?

RÉPONSE : Le Roi trouve que le pire danger serait de laisser isolés les dirigeants nationalistes flamands. Ce serait renoncer. Ce serait reconnaître devant l'occupant qu'en dehors d'eux il n'existe plus aucune force politique en Belgique.

Il serait certainement souhaitable que Rex renoue avec le V. N. V. d'aussi bonnes relations qu'avant, même si l'atmosphère extérieure a changé. Le Roi insiste toujours là-dessus : le peuple flamand constitue aujourd'hui une force magnifique. Le V. N. V., à l'heure actuelle, en forme le pivot ; ne cassez donc rien. Tentez tout pour vous arranger.

QUESTION : C'est bien. Mais les personnalités du Palais ou les amis du Palais, M. de Man et M. Lippens notamment, qui ont jeté des ponts, ces temps-ci, du côté du V. N. V., ont-ils connu, à ce propos, le point de vue du Roi comme vous me le faites connaître ?

RÉPONSE : Ils ont été orientés exactement dans le même sens que vous ! [1]

QUESTION : Maintenant, si vous me le permettez, nous allons aborder un autre problème. Il est fort possible que je sois appelé, un jour ou l'autre, par Hitler. Or, il existe encore plus ou moins un gouvernement belge. Je sais très bien qu'en fait l'influence de celui-ci est, à cette heure, tombée à zéro et que le Roi ne veut plus rien avoir à faire avec lui. Mais puis-je, le cas échéant, moi, chef de parti et député, me substituer partiellement à ce gouvernement Pierlot moribond en menant éventuellement des négociations avec des hommes d'État étrangers, comme d'ailleurs le gouvernement Pierlot lui-même m'y convie ? [2]

RÉPONSE : Il n'y a plus de gouvernement Pierlot.

QUESTION : Ah ! et c'est certain ?

RÉPONSE : Oui, certain.

QUESTION : C'est pour moi une nouvelle toute fraîche. Le gouvernement n'exerçait plus d'autorité. Il l'avait fait savoir. Mais je n'avais pas entendu dire jusqu'à présent qu'il s'était retiré.

RÉPONSE : Cependant il s'est retiré.

QUESTION : Vous voulez bien me le dire, et je vous en remercie. Mais est-ce un on-dit, ou bien le gouvernement Pierlot a-t-il fait savoir au Roi qu'il cessait d'exister ?

RÉPONSE : Oui, il l'a fait savoir au Roi.

QUESTION : Récemment ?

REPONSE : Tout récemment.

QUESTION : Cette communication avait-elle un caractère définitif ?

RÉPONSE : Oui, définitif.

---

[1] Le Roi en réalité alla encore plus loin. Il tint à avoir des contacts réguliers avec plusieurs chefs nationalistes flamands. Sur son ordre direct, le comte Capelle eut, durant les quatre années d'occupation, une série d'entrevues avec le Dr Elias (condamné à mort en 1946) et avec Gérard Romsée (condamné, en 1948, à vingt ans de travaux forcés). Tous deux patriotes et flamands aussi lucides que fiers, reçurent ainsi de précieuses directives du Souverain et d'abondants encouragements.

[2] « Nous vous engageons vivement à engager les négociations envisagées. »
(Lettre de Janson.)

(Ici vinrent des précisions, quatre réponses à quatre questions, que le comte Capelle me pria de bien vouloir garder pour moi seul. Je les élimine donc, quoique à regret, de mon compte rendu.)

QUESTION : Cet avis de cessation de fonctions a-t-il causé une surprise au Palais ?

RÉPONSE : Aucunement, vous pouvez vous en douter ! A de nombreuses reprises déjà, M. Pierlot et ses collègues avaient offert au Roi de s'en aller. Le Palais était assailli d'offres de démission en même temps que de demandes d'audience présentées par des émissaires de M. Pierlot et de M. Spaak.

QUESTION : De ces diverses pétitions et démarches, reste-t-il des preuves palpables ? Moi, je possède une lettre précise, celle de Janson. Vous, au Palais, avez-vous des documents absolument formels ?

RÉPONSE : Oui.

QUESTION : Je veux dire : des preuves écrites. Certains ne vont-ils pas tout enrober, plus tard, dans des brouillards et de la confusion ?

RÉPONSE : De nombreux documents existent, des documents écrits. Je ne me crois pas autorisé à vous en dire davantage. Mais soyez apaisé. En vérité, la dernière communication faite n'a été, au fond, qu'une simple formalité finale, une conclusion.

QUESTION : Pour éviter des quiproquos, je résumerai la situation : en fait, la Belgique n'a plus de gouvernement ; seul le Roi représente encore le pays ; le Roi étant encore prisonnier n'a pas, pour le moment, le droit de se livrer à des manifestations officielles et de recevoir des personnalités politiques ; il atteint donc celles-ci par des personnes interposées, appartenant à son entourage immédiat ; vous êtes une de ces personnes interposées. Sommes-nous bien d'accord ?

RÉPONSE : Vous employez, comme toujours, un langage fort direct qui n'est pas dans les habitudes du Palais. Mais votre résumé correspond à la réalité. Il n'y a plus de gouvernement. Le Roi est prisonnier. Je vous vois évidemment sur son ordre.

QUESTION : Nous allons maintenant, si vous n'y voyez pas d'inconvénients, rassembler les directives royales que vous m'avez exposées. Premièrement : utilité de reprendre une action publique, notamment par la presse. Deuxièmement : utilité de s'entendre avec les dirigeants nationalistes flamands.

Maintenant, allons plus loin. Le gouvernement Pierlot ayant cessé d'exister, il va y avoir utilité à préparer du neuf en politique. Ce « neuf », le Souverain doit bien l'imaginer, n'est concevable pour nous, rexistes, que dans un renforcement de l'autorité du Pouvoir exécutif, dans le fédéralisme au sein d'un État fort, et dans une politique sociale de grande envergure. De telles bases d'action sont les seules qui nous intéressent. Pouvons-nous écrire, parler, lutter, convaincre les foules dans ce sens-là en étant certains de ne pas être en désaccord avec les conceptions politiques et sociales du Palais ? Je ne demande pas qu'on approuve mes campagnes. Mais qu'on me dise franchement si je ne fais pas fausse route.

RÉPONSE : Ces positions sont saines et sont admises aujourd'hui sans effort, par la grande majorité des Belges.

QUESTION : Un dernier point, auquel j'ai déjà fait allusion tantôt. C'est peut-être le plus important à préciser. Jusqu'à présent, la collaboration politique et diplomatique avec le Reich n'est qu'une formule. Mais le jour où il faudra passer à l'action, prendre des initiatives, diverses tactiques seront possibles. D'abord, question de principe que je répète, peut-on rencontrer des personnalités allemandes ? Est-ce admis ? Est-ce utile ? Est-ce désiré ?

RÉPONSE : Dans l'état où nous nous trouvons, l'isolement serait fatal. Il faut discuter, c'est clair. Les plus farouches opposants du Roi, le 28 mai 1940, MM. Pierlot et Spaak, conseillent eux-mêmes aujourd'hui de négocier.

QUESTION : Bon. Je veux que le Roi sache tout. J'ai suivi jusqu'à présent une ligne de conduite qui peut paraître étrange : je n'ai noué absolument aucune relation avec les autorités d'occupation en Belgique. Je ne sais ni ce qu'elles veulent, ni ce qu'elles préparent. Je me suis abstenu de toute visite et de tout sondage, d'abord parce que je voulais connaître préalablement l'opinion autorisée du Roi, sur laquelle vous venez de m'éclairer ; ensuite parce que ce serait, à mon avis,

condescendre à une grave perte de prestige que d'accepter des discussions sur pied d'égalité avec de simples agents d'exécution du Reich à Bruxelles. Je suis le chef de Rex. Le général von Falkenhausen n'est qu'un général comme un autre, un fonctionnaire qui n'agit que de seconde main, qui peut toujours être déplacé, remplacé, déjugé. De pareilles négociations ne m'intéressent donc point, parce que je serais le seul à m'engager. Je veux aller tout en haut ou n'aller nulle part.

Je vous demande votre avis, à vous secrétaire du Roi ici, et délégué politique du Roi : ma préoccupation, vue sous l'angle du Palais, est-elle conforme à la dignité et à l'intérêt du pays ?

RÉPONSE : Une telle tactique serait évidemment la tactique idéale. Mais toute la question est de savoir si un contact direct avec Hitler est possible.

QUESTION : J'ai des raisons de croire qu'il est possible. Que pense-t-on au Palais de M. Abetz ?

(A ce moment de la conversation, le comte Capelle eut un sursaut. Je vis bien que je venais de m'aventurer sur un terrain scabreux. Quelques semaines plus tard, je comprendrais pourquoi le nom d'Abetz avait provoqué cette réaction quasi électrique sur la personne du secrétaire du Roi. Je coupai court.)

QUESTION : Excusez-moi. Je ne cherche pas à vous arracher des secrets. Mettons donc que je n'ai rien demandé. Simplement, je tiens à vous avertir que j'ai vu à deux reprises, à Paris, l'ambassadeur Abetz. La première fois en revenant de prison : invitation à dîner, simple prise de contact politique. La deuxième fois lors d'un voyage à Paris. Cette fois-là, M. Abetz m'a fait une communication de caractère officieux, mais directe : M. de Ribbentrop désire me voir. A la gravité avec laquelle l'ambassadeur Abetz m'a fait part de ce projet, j'ai cru comprendre que M. de Ribbentrop n'était pas seul en cause.

Je puis être l'objet, bientôt, d'une nouvelle communication de M. Abetz. Elle pourrait revêtir un caractère d'une importance capitale. Que faire dans ce cas ? Pouvez-vous m'orienter ?

RÉPONSE : Ce que vous me révélez est très sérieux. Je ne voudrais pas engager le Roi à propos d'un projet que Sa Majesté n'a pas eu l'occasion jusqu'à présent de connaître et d'étudier.

Mais je suis certain de pouvoir vous dire qu'en principe, des contacts de ce genre, préparés dans un esprit hautement patriotique, ne sont nullement à déconseiller.

(Je ne voulus pas me contenter de cette bénédiction donnée de loin. Je conclus :)

Nous avons encore, sans doute, du temps devant nous. Mettez le Roi très exactement au courant de l'affaire Abetz. Au cas où Sa Majesté verrait avec déplaisir cette action s'engager, même simplement se préparer, vous savez parfaitement comment vous pouvez m'avertir. Pierre Daye est et restera notre agent de liaison. Un mot de mise en garde venant du Palais, et je mettrai fin politiquement à toute conversation avec l'ambassadeur du Reich, malgré les approbations sans détours de Pierlot et de son équipe. Je n'agirai que si votre silence m'indique qu'on ne voit pas au Palais d'inconvénient à ce que j'aille plus loin. Même dans ce cas - dites-le bien à Sa Majesté - j'en resterai prudemment à des travaux d'approche, la décision, en dernier ressort, devant revenir au Roi.

C'était, ce fut toujours le fond de ma pensée. Même aux heures les plus enténébrées de la guerre, j'ai toujours lié la solution du cas belge (plus exactement du cas Ouest) au règlement du cas Léopold III. Partisan résolu du fédéralisme, j'appuyais celui-ci quant à la stabilité d'un pouvoir central héréditaire, trait d'union de nos deux communautés linguistiques. Une monarchie populaire, profondément aimée par les Flamands et par les Wallons, eût pu associer plus facilement les impondérables d'ordre psychologique, aussi importants dans une entreprise de cette ampleur que les services d'administration.

Dans mon plan de rassemblement - en tout ou en partie - des anciens Pays-Bas bourguignons, l'unité monarchique, noeud de puissance et de splendeur, eût rempli la plus utile des fonctions. Elle devenait la clef de voûte où se fussent rejointes les lignes de force et de beauté de l'antique *Leo Belgicus,* ressuscité par mon action.

Mon entrevue avec le comte Capelle avait duré deux heures. Tout avait été mis au point, fermement, sans littérature. Pierre Daye avait été présent à tout l'entretien. Ma façon de mettre les pieds dans le plat quand il le fallait l'avait réjoui. Lui, homme habitué aux caresses de chat des gens de cour, avait ce jour-là éprouvé un plaisir particulièrement intense à me voir, en homme des bois, déblayer si vigoureusement, à la serpette, les fourrés qui encombraient le terrain royal.

Nous reparlâmes du cas Abetz, quand le comte Capelle fut sorti. La balèvre de côté, sensuelle et ironique, l'oeil rond, luisant de malice, l'ami Pierre me dit : « Il en sait plus que nous, sois en sûr. Nous ne sommes pas au bout de nos surprises. »

Il disait vrai. Otto Abetz avait utilisé deux pistes. L'une arrivait chez moi. Une autre, à laquelle je n'avais jamais pensé, arrivait ailleurs. C'est à cela que le comte Capelle avait pensé, sans doute, que je faisais allusion quand j'avais lancé à brûle-pourpoint mon « Que pense-t-on, au Palais, de M. Abetz ? »

Non. Le secret, l'autre secret, *leur* secret avait été parfaitement gardé. Il ne devait m'être révélé brusquement, à Paris, que quelques semaines plus tard.

Quant à l'avis que m'avait communiqué le délégué du Roi sur la nécessité pour la presse de collaborer, il devait être donné, dans des termes analogues, à la même époque, à diverses personnalités aussi soucieuses que moi de n'agir que selon les recommandations du Monarque.

Lorsque fut lancé, le 1er octobre 1940, le *Nouveau Journal* de Paul Colin, Robert Poulet, grand invalide de guerre, écrivain d'une probité, d'une sévérité de principes et d'un patriotisme à toute épreuve, n'accepta de se lancer dans la bataille qu'à la condition de recevoir au préalable une approbation précise du Palais de Laeken. [1] Robert Poulet fut tranquillisé et encouragé, au nom du Roi, par le comte Capelle : « Vous faites oeuvre patriotique », lui dit-il, après avoir entendu l'exposé du programme du *Nouveau Journal.*

Durant toute la guerre. Robert Poulet (condamné à mort en 1946) continua d'être encouragé par le Palais. Il fut reçu par le secrétaire du Roi une vingtaine de fois ! « Ces entretiens, expliqua Robert Poulet dans son *Mémoire confidentiel* destiné au ministre de la Justice, se succédèrent toutes les six semaines en moyenne, tout le temps que je demeurai au *Nouveau Journal.* J'enregistrai toujours des félicitations. La seule réserve qu'on m'opposa un jour concernait mon attitude «trop démagogique » lorsque je critiquais le sens social insuffisant de certains bourgeois belges. La conversation roulait aussi sur des points importants et confidentiels. Plusieurs jours d'avance, je fus averti par M. Capelle du voyage à Berchtesgaden. Il me pria (le n'en pas parier provisoirement, jusqu'à ce qu'on fût d'accord avec les Allemands sur un texte. Plusieurs fois, M. Capelle me laissa nettement entendre que le Roi suivait mon action avec intérêt et sympathie. M. Capelle m'autorisa à faire usage de l'expression « le Roi ne les connaît plus » en parlant des ministres de Londres. »

Dès sa première entrevue, Robert Poulet avait lui aussi été informé de l'abdication du gouvernement Pierlot. On lit dans le compte rendu qu'il dressa de cette première entrevue

« Le comte Capelle formula divers principes :

a) La guerre est finie pour la Belgique.
b) Nous n'avons plus d'alliés ni d'obligations envers eux.
c) Il faut prendre nos dispositions en vue d'une victoire probable de l'Allemagne sur le plan continental.
d) Le gouvernement Pierlot est illégitime (« Nous ne le connaissons plus »).
e) Le Congo doit se tenir à l'écart de la guerre.
f) Le pays doit être calme et travailler.

[1] Il avait également demandé et reçu l'approbation de Pierlot qui lui avait écrit de Vichy, le 12 août 1940 : « Des tentatives inspirées par de très louables intentions vont être faites dans ce sens prochainement. Puissent-elles réussir ! »

g) L'ancien régime et les institutions qui en formaient la base sont périmés. « Il faut trouver autre chose. »

Interrogé par la Justice belge en 1946, au sujet de la conversation qu'il eut avec Robert Poulet, le comte Capelle a signé une déposition qui reproduit quasi textuellement les précisions qu'il m'avait données chez Pierre Daye, un mois plus tôt, concernant la retraite de M. Pierlot et de son équipe. Quant aux autres directives données par le comte Capelle à Robert Poulet, la concordance est complète. Voici, reproduites textuellement, d'après sa déposition, les l'émissaire du Roi a reconnu « avoir pu émettre » au cours de son premier entretien avec le futur rédacteur en chef du *Nouveau Journal* :

La guerre est finie pour la Belgique.

Nous n'avons plus d'alliés.

Il n'y a pas de doute quant à une victoire possible de l'Allemagne.

L'ancien régime est périmé.

Que fallait-il de plus ? Tout était clair, archiclair.

Bien sûr, comme il fallait s'y attendre, le comte Capelle fut converti en bouc émissaire du Palais, quand les affaires du Roi tournèrent mal en 1945. Pourtant, il était le dernier homme capable d'exagérer quoi que ce fût dans ses initiatives ou dans ses affirmations.

Prudent, formé de longue date à la réserve, au mutisme, à la duplicité, sachant mieux que quiconque, puisqu'il était en contact continuel avec Léopold III, quels étaient les difficultés, les dangers, les pièges du moment, il ne se fût jamais risqué à des prises de position sans être sûr de répéter fidèlement la pensée royale. Il y a plus. Non seulement le comte Capelle vint, sur ordre et de la part du Roi, me voir, reçut chez lui Pierre Daye, Robert Poulet, Élias, Romsée, dix autres, mais il remit au Roi, chaque fois, un compte rendu écrit de ces conversations. La remise de ces comptes rendus au Roi est-elle niée ? Pourquoi n'a-t-on pas oser les publier ? Celui qui me concerne, notamment ? Pourquoi les a-t-on fait transporter secrètement à l'étranger en 1945 ?

Que signifient ces hypocrites lâchages ? Le cas de ma conversation avec le comte Capelle - d'où la collaboration de tous mes amis découla - est on ne peut plus net. C'est au Roi lui-même que j'avais écrit. C'est le Roi, personnellement, qui avait reçu et lu ma lettre. Lui seul a pu charger le comte Capelle de me transmettre les assurances que je lui avais demandées de façon si formelle.

Allons jusqu'au bout. Il n'y eut pas que le comte Capelle. D'autres dignitaires du Palais, tout aussi importants, furent chargés de missions confidentielles du même genre auprès d'une série de personnalités de la politique et des affaires. Le baron Frédéricq, le vicomte Jacques Davignon, sans parler d'Henri de Man, pourraient donner là-dessus mille précisions très utiles.

Au palais de Laeken, le ralliement à une politique active de collaboration était quasi unanime en 1940. Même en 1941, les intimes du Souverain étaient encore considérés par les ministres belges de Londres comme de «malencontreux collaborationnistes». Dans la lettre «personnelle et confidentielle» que M. Gutt envoya de Londres (Eaton Place, 37) au banquier Félicien Cattier, le ministre des Finances qualifia tous les conseillers du Roi, sauf Tilkens et Nolf, de conseillers « funestes qui veulent lui faire jouer soit deux tableaux, soit le mauvais ». Or cette lettre, M. Gutt l'écrivit en 1941.

En 1940, seul le tableau de la collaboration était joué au Palais. Et si M. Tilkens et M. Nolf étaient moins « funestes » que les autres, ils se gardaient avec soin de le montrer !

Les directives de Léopold III allaient même être coulées par écrit dans un document mémorable qui jamais, durant les quatre années que dura la guerre, ne fut démenti ou annulé parle Souverain.

Le comte Capelle, mandaté à cet effet par Léopold III, fit envoyer le 6 et le 12 septembre 1940, par le comte d'Ursel, ministre de Belgique à Berne, à tous les diplomates belges à l'étranger, une note contenant des instructions capitales. On y lisait en toutes lettres :

« L'autorité occupante a un esprit compréhensif, ce qui permet d'espérer une solution prochaine.

« Notre indépendance politique pourrait se retrouver, en partie du moins, c'est l'essentiel.

« Nous n'avons jamais admis la thèse du gouvernement Pierlot selon laquelle une alliance existe entre la Belgique, la France et l'Angleterre. Ces deux derniers Pays étaient nos garants, venus à notre appel, suivant leur promesse ; notre contrepartie fut de défendre notre territoire; mais il *n'y a jamais eu ni cause commune ni promesse de lier notre sort.*

« Lorsque nous sommes arrivés à l'extrême limite de notre territoire, nous avons mis bas les armes. En fait, la lutte a donc cessé entre la Belgique et l'Allemagne le 28 mai au matin. C'est vous dire que nous ne pouvons appuyer en aucune façon les ministres qui, actuellement, soit de Londres, soit de Lisbonne, poursuivent *une guerre qui est l'opposé de notre intérêt et de la loyauté.*

« Il est particulièrement répréhensible de risquer, ainsi que le fait De Vleeschauwer, d'entraîner le Congo dans la bagarre. Nous estimons que *notre colonie doit observer une absolue neutralité,* qu'elle doit maintenir au commerce le régime de la porte ouverte et que ses produits doivent être remis indistinctement à *tous ceux qui viennent en prendre livraison.* [1]

« Il serait souhaitable que vous et vos collègues, vous rétablissiez vos relations avec les représentants diplomatiques de l'Allemagne. Nous ne sommes plus, en fait, en guerre avec ce pays : nous devons être loyaux, corrects. » [2]

Ces indications « précieuses » du 6 septembre 1940 furent confirmées presque textuellement le 12 septembre.

Bien entendu, une fois encore, on a voulu, en 1945, se débarrasser de ces poids morts en prétendant que ces documents, très graves évidemment, envoyés par un ministre aussi soucieux de l'intérêt de la Couronne que le comte d'Ursel, l'avaient été à l'insu de Léopold III. Toujours la même tactique, vraiment peu reluisante. Un ambassadeur a obéi avec discipline, a exécuté minutieusement les ordres du Palais ? Ces ordres se révèlent par la suite malencontreux ? Aussitôt l'exécuteur fidèle des volontés royales est sommé de dégager la responsabilité de celui-ci. Et les caudataires du Souverain achèvent à coups de matraque l'homme sacrifié ! Cas du général Van den Bergen, cas du comte d'Ursel, cas de combien d'autres...

De tels faux-fuyants sont indignes de la cause de Léopold III. Ils sont peu nobles. Et ils sont ridicules. Qui peuvent-ils tromper ? Tôt ou tard, les documents sortent. Tôt ou tard, quelqu'un parle. Et le public apprend alors, stupéfait, que ces notes étaient la copie «presque textuelle» des instructions rédigées par deux collaborateurs intimes du Roi, agissant sur ordre de celui-ci, son secrétaire, le comte Capelle, et son ancien ambassadeur à Berlin, le vicomte Davignon, secondés par le directeur des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères.

Ce serait trop simple si à chaque mauvaise baignade on pouvait se tirer d'affaire en noyant un serviteur dévoué.

La circulaire Ursel provenait si bien du palais de Laeken que le dit Palais la fit répandre non seulement dans le corps diplomatique, mais dans les milieux belges acquis à la collaboration. Moi-même j'en reçus communication par l'intermédiaire du vicomte Davignon qui vint en personne informer Pierre Daye de la teneur de ces instructions royales (c'est ainsi qu'on les appelait alors). Henri de Man en reçut communication lui aussi. Et bien d'autres.

Il s'agissait en fait d'un document public.

Non seulement le Roi avait, après les avoir relues et approuvées, fait répandre les instructions Ursel, non seulement le Roi avait comme « officier à sa suite » et comme conseiller intime un homme qui avait poussé l'enthousiasme collaborationniste jusqu'à proclamer que la défaite belge de mai 1940 était une délivrance, non seulement nous fûmes encouragés formellement par Léopold III à publier des journaux sous l'occupation, non seulement le Roi fit envoyer par écrit, à plusieurs reprises, des témoignages de reconnaissance et d'intérêt au rédacteur en

[1] Donc aux Allemands, évidemment !

[2] Rapport de la Commission royale, pages 105 et 106.

chef du *Soir* (du *Soir* volé, ce qui était un comble), mais un des familiers les plus puissants du Roi collabora personnellement, en pleine année 1941, à la presse censurée, apporta à l'hebdomadaire de l'écrivain le plus discuté du pays, Paul Colin, l'appui direct de sa copie !

Ce familier du Roi, c'était le général Van Overstraeten.

Le général Van Overstraeten, tempérament d'ascète et en même temps de dictateur, fasciste à l'état intégral, était le principal conseiller militaire de Léopold III. Or il n'accepta pas de collaborer à *Cassandre*, il demanda à collaborer à *Cassandre.* Plus précisément, c'est le Secrétariat du Roi qui en fit la demande à Robert Poulet et à Pierre Daye.

Les textes du général Van Overstraeten, avant d'être composés, devaient passer d'abord inéluctablement, sous la coupe d'un militaire de la *Propaganda Staffel.* Rien, vraiment, quel que fût le sujet de ses articles, n'obligeait un général qui, au vu et au su de tous les Allemands, était l'aide de camp du Roi et son mentor à rechercher cette humiliation. La presse belge se fût parfaitement débrouillée sans lui.

Je n'avais pas de conseil à donner. Le Roi était maître en son palais. De même qu'il avait admis sans sourciller que son officier « à la suite » Henri de Man se réjouit avec précipitation et éloquence de la victoire d'Hitler, de même Léopold III pouvait avoir ses raisons de permettre à son aide de camp d'écrire dans un journal censuré. Mais cela montre à quel point, du marchand de caracoles au général du Palais, toute la Belgique du début de l'occupation était collaborationniste.

Répétons que la position prise en 1940 par le Palais était parfaitement défendable. Toutefois il eût mieux valu, en 1945, l'expliquer franchement que la nier tortueusement.

Pour les Belges, au cours de l'été 1940, le sort de la guerre était joué. Hitler semblait, aux plus lucides, maître du destin de la Belgique. Le gouvernement Pierlot était le premier à en prendre son parti. Alors, on devait être logique, tout tenter pour sauver ce qui pouvait être sauvé, pour redresser le pays et le mettre dans la meilleure situation possible en vue de son intégration à l'Europe qui se créait.

Notre peuple a de merveilleuses qualités d'initiative, de ténacité, d'habileté. Il sait se faufiler partout, réussir partout. Accoutumé aux invasions, il a pu se débrouiller, s'enrichir, rayonner, garder sa personnalité sous toutes les dominations : sous les rois d'Espagne, sous l'Autriche, sous les sans-culottes, sous l'Empire napoléonien. Anvers était devenu, au temps des Habsbourg, le premier port de la Germanité. Aux jours les plus tourmentés de l'époque espagnole, nous avions donné au monde les chefs-d'oeuvre de Rubens. Sous la domination de Vienne et de Charles VI, nos bateaux de la *Compagnie d'Ostende* avaient pris leur essor vers les Indes orientales. Et Grétry avait porté à Paris nos chants, les chants de la grâce et de l'espoir, aux jours noirs où nous foulaient les bottes françaises et où des milliers de réfractaires, précurseurs pathétiques de toutes les « résistances », tombaient, dans les bruyères du Limbourg et nos landes des Ardennes, sous les balles des occupants du Sud.

Il y a dans le peuple belge une extraordinaire volonté de vivre qui toujours le redresse. Il était prêt à s'adapter à Hitler en 1940, comme il s'était adapté à Napoléon un siècle plus tôt. Il s'était battu le plus longtemps qu'il l'avait pu, au mois de mai 1940. C'était fini. Il ne restait rien d'autre à faire, après la défaite, que de travailler, à force de courage et d'adresse, pour s'imposer à nouveau.

Ce raisonnement du peuple et du Roi Léopold n'impliquait nul pessimisme. Il révélait le bon sens de la race, son énergie, sa confiance profonde dans la vie.

Spaak ne pensait pas autrement, en 1940, lui qui écrivit: « On croyait l'Allemagne maîtresse de l'Europe pour mille ans. »

Cela admis, il fallait en tirer les conséquences.

Nous allons voir comment Spaak, Pierlot et autres volatiles ministériels, tirant, plus que n'importe lequel des «occupés », les conséquences des «mille ans» prévus d'hégémonie germanique, volèrent, à tire-d'aile vers Hitler, la collaboration, et les collaborateurs.

XVI

PIERLOT ET SPAAK COLLABORATIONNISTES

Le conflit Léopold Ill. - Pierlot avant l'invasion. - Cabinet privé et ordres personnels du Roi. - Incompatibilité des caractères. - Refus de Léopold III de venir le 10 mai 1940 au Parlement. - Bagarres avec Pierlot au Grand Quartier Général. - La « perspicacité horrible » de Léopold III. - Pierlot partisan de la fuite éperdue vers le sud. - Le 25 mai 1940 à Wynendaele. - L'ultime sacrifice. - La nuit pathétique du 27 au 28 mai. - L'agression inouïe de Reynaud. -- Léopold III avait prévenu les Alliés. - Manoeuvre peu glorieuse de Churchill. - L'ignominie de Pierlot le 28 mal. - La sarabande de Limoges. - La débâcle à Bordeaux. - Pierlot et Spaak lâchent les Anglais et courent vers Hitler.

Dans le tourbillon de la défaite, le groupe le plus inattendu de candidats collaborateurs, le plus ahurissant et pourtant le plus acharné, aux mois de juin et de juillet 1940, fut, sans conteste, le gouvernement belge lui-même, celui qui, en mai encore, se montrait le plus fanatique des jusqu'au-boutistes.

Le gouvernement Pierlot remontant, en suant sang et eau, du scandale effroyable du 28 mai 1940, se plaça furieusement en flèche de la collaboration, moins de cinq semaines après son coup d'éclat historique contre Léopold III.

C'est une histoire folle. Mais c'est une histoire vraie, comme beaucoup d'histoires folles.

Il y avait longtemps, lorsque survint l'invasion, que Léopold III et son Premier, Hubert Pierlot, ne cousinaient plus. Incompatibilité de principes, d'abord. Pierlot était féru des droits des partis et du gouvernement des partis. Le roi Léopold respectait la Constitution, mais il éprouvait pour la machine politicienne une détestation visible. Son rêve intime eût été d'avoir sous son sceptre un gouvernement responsable devant le Parlement, mais composé d'extra-parlementaires : hauts fonctionnaires disciplinés, hommes d'affaires liés personnellement à la Couronne. Devant provisoirement se contenter de ministres délégués par les politiciens élus, le Roi avait paré à ce désagrément en plaçant avec subtilité, entre le gouvernement parlementaire et lui, le gouvernement N° 2 qui était son Cabinet privé.

L'histoire de Léopold III, c'est l'histoire de son Cabinet privé. Un homme comme le baron Frédéricq, maire du Palais ressuscité, joua un rôle bien plus important dans la conduite de l'État belge que n'importe quel Premier ministre officiellement en fonction. Pas un arrêté ne passait qui n'eût été, d'abord, épluché et approuvé par le chef de cabinet du Roi. Sinon, c'était l'oubliette, même à l'insu parfois de Léopold III. En fait, la clef du pouvoir était dans la poche de cet homme. Pouvoir exorbitant en régime démocratique, pouvoir dangereux sous bien des aspects, car le dit Frédéricq était, au Palais royal, le délégué de la plus redoutable de toutes les sociétés secrètes, Vingt-Neuvième degré de la franc-maçonnerie.

Le climat qui permit la rupture de mai 1940 entre la Couronne et le gouvernement trouve en partie son origine dans ce conflit des pouvoirs : pouvoir « démocratique », émanation des partis d'un côté, pouvoir royal de l'autre côté, pouvoir lui aussi constitutionnel, mais accaparé, gonflé par les conclavistes du Cabinet privé du Monarque. Le Roi - tantôt colérique, tantôt lymphatique - s'il se plaignait parfois du caractère envahissant du gouvernement Frédéricq, était néanmoins féru de cette méthode.

La situation se compliqua, dès le début de la neutralité, par la création, en septembre 1939, d'une sorte de troisième gouvernement belge, un gouvernement militaire cette fois-ci ! Le Roi, chef des armées, convertit l'État-major général en une espèce de directoire secret, dont son aide de camp, le général Van Overstraeten, était le chef, prenant par-dessus le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères, le

ministre de la Guerre même, des décisions politico-militaires d'une importance capitale, totalement cachées au gouvernement N° 1. Tel fut le cas des premiers pourparlers secrets menés à l'automne de 1939 avec le généralissime français Gamelin, suivis de l'insolite installation, dans le dos des ministres belges, d'un agent direct des chefs militaires français auprès de Léopold III, le lieutenant-colonel Hautcoeur. Tel fut le cas des propositions secrètes faites par le roi Léopold à l'Angleterre et à la France le 14 janvier 1940, propositions dont le gouvernement Pierlot ignora tout et que Léopold III nia farouchement quelque temps encore après que Spaak eut été mis au courant de cette initiative royale, grâce à la stupidité asine de Daladier.

Tel fut le cas enfin des ordres invraisemblables que fit donner le Roi aux troupes de la frontière sud, par radios lancés en clair durant la nuit du 13 au 14 janvier 1940, d'enlever tous les barrages défensifs et de laisser pénétrer les troupes alliées lorsqu'elles se présenteraient. Ni Pierlot, ni Spaak, ni le général Denis n'avaient entendu parler de cette initiative. Si les troupes françaises s'étaient avancées comme prévu, elles eussent pénétré librement en Belgique. Le gouvernement eût été engagé dans la guerre à son insu !

Le Roi avait fait prendre cette décision inouïe à une réunion de l'État-major général. Décision non seulement d'ordre militaire, mais politique. Si Daladier avait utilisé l'autorisation qui lui était donnée, Pierlot et Spaak se fussent réveillés, le 14 janvier 1940, en voyant de leurs fenêtres des tanks français déferler sur le pavé bruxellois.

Évidemment, pour un gouvernement un peu chatouilleux, c'était dur à avaler. Il est clair que le Roi agissait pour le bien du pays. Mais il est indiscutable que de telles intromissions rendaient le travail des ministres fort compliqué.

A cette divergence sur les principes s'ajoutaient, à la veille des hostilités, les incompatibilités de caractères. Le Roi, neurasthénique au naturel, était un têtu. Plus est : il était artificieux, recourant volontiers à d'obscures manoeuvres. Il était bien difficile de savoir ce qu'il voulait, d'autant plus que lui-même était capable, à vingt-quatre heures d'intervalle, selon l'évolution des faits, de vouloir, avec beaucoup d'énergie, des choses très différentes. Il cachait son jeu. Plus grave encore, le mot est gros à dire, mais le vrai est le vrai et cacher ceci serait déformer un portrait qui doit être objectif et rendre compréhensibles certains événements sans cela incompréhensibles : le Roi était capable de dire le contraire de la vérité, avec un aplomb absolument ahurissant.

L'ordre d'ouvrir la frontière du Sud, la nuit du 13 au 14 janvier, en est un exemple typique : le Roi nia tout, très énergiquement à ses ministres. Il fit même punir publiquement un innocent, le général van den Bergen, pour détourner les soupçons. Il fit le surpris et l'indigné, fit frapper le général van den Bergen qui n'avait été dans cette affaire, que son agent, d'exécution, purement et simplement.

C'est un cas. Il y eut dix cas pareils. Tous ceux qui ont connu le Roi et qui ne sont pas des paillassons de cour peuvent donner là-dessus des précisions stupéfiantes, comiques souvent.

Ces escobarderies, ces subterfuges continuels étaient fort dans le caractère du Roi. Ce n'est pas le premier roi qui se soit comporté de la sorte. Louis XI, si admiré des Français, en fit bien davantage. On rencontre des historiens pour y voir une vertu.

Un autre que Pierlot eût été capable, sans doute, d'adoucir les angles, de ramener un minimum de confiance dans les relations entre le Souverain et ses ministres. Un Spaak par exemple, ondoyant comme de la soie, sortant une boîte de pommade parfumée de chacune de ses poches, sachant généralement dire les choses avec gentillesse, politesse et humour.

Malheureusement, Pierlot n'avait pas ce talent. C'était un grognon né. Rien qu'à le regarder, on subissait sa mauvaise humeur. Son visage osseux et ses fanons aux longs plis perpendiculaires, tombant comme les branches mortes d'un saule pleureur, ses yeux incolores et consternés, sa bouche amère et pendante dégageaient une guigne qui coupait bras et jambes à son interlocuteur. Avec lui, tout devait rater, la soupe devait brûler, le toit devait s'envoler, les cheminées dégringoler, les vaches mettre bas des veaux sans tête.

Le pire, c'est que son caractère correspondait à sa bobine. Fagot d'épines, éteignoir perpétuel, ne sachant que tancer, ragoter, lantiponner, bassiner, et avec cela autoritaire, cassant, fingard, Pierlot devait pousser à l'exaspération le Roi et son entourage. Où il eût fallu être charmeur, il était atrabilaire, revêche, grinçant comme un piano désaccordé. Où il eût fallu lancer un mot habile ou drôle, il servait, prêcheur, des tirades assassinantes sur l'esprit et la lettre de la Constitution. Toujours maussade. Toujours pète-sec, raide comme un tuyau de grès, cafardeux comme un cercueil.

Honnête homme, dans ce sens qu'il n'avait - que je sache - barboté le portefeuille de personne, ni outragé les bonnes moeurs. Pavé de bonnes intentions vraisemblablement. Pour le reste, un fléau du ciel : peint aux couleurs du malheur, ne pouvant présider qu'à des catastrophes.

Lorsque la guerre déferla sur la Belgique, le 10 mai 1940, Pierlot, à force de maussaderie et de maladresses, avait achevé de dégoûter le Roi des gouvernements parlementaires, des partis, et de tout le bric-à-brac démocratique. Le Souverain s'était habitué à prendre ses décisions en silence, en tête à tête seulement avec son Cabinet privé ou avec son Etat-major général. La cassure était ignorée du public, mais elle était nette. La balourdise de Pierlot allait précipiter le dénouement et transformer un vaudeville personnel en un bruyant drame national, qui se poursuivrait bien après la guerre. C'est ce conflit politique, bien plus que la capitulation du 28 mai 1940, qui allait écarter de son trône Léopold III.

Le Roi avait traité assez cavalièrement le Gouvernement et le Parlement le premier jour des hostilités, refusant catégoriquement de prononcer le discours que Pierlot, gaffeur comme toujours, avait voulu lui imposer tout de go. Il n'avait même pas accepté de se rendre à la séance solennelle des Chambres.

Aux yeux de ces messieurs à écharpes tricolores, l'entrée de la Belgique dans la guerre signifiait, avant tout, une séance parlementaire à pathos, des paroles ronflantes pour les futurs manuels d'histoire, la salle debout s'épongeant, acclamant ! Dans ce genre de chromo, il faut un roi, des enfants royaux, en blanc de préférence, des cavalcades, des uniformes de gala autour du carrosse. Sans quoi c'est raté.

Ce fut raté. Certainement, le Roi, prudent depuis le rush allemand à travers le Danemark et la Norvège, n'avait point voulu, à l'occasion d'un tel discours, se lancer dans des engagements supplémentaires à l'égard des Alliés, devinant dès lors, très clairement, leurs prochains désastres. Mais son absence du Parlement pouvait aussi s'expliquer très officiellement. Il suffisait d'affirmer qu'au moment où les troupes belges recevaient le premier coup de bélier de la Wehrmacht et où le sort du pays se jouait au front, il était peu indiqué que le Roi quittât son poste de commandement militaire pour venir au Palais de la Nation, à Bruxelles, se livrer à des exercices de rhétorique.

Mais pour Pierlot, la guerre, le 10 mai 1940, c'était, avant tout, sa séance des Chambres : le président Van Cauwelaert, requin pourri sur la berge des honneurs, solennel à son perchoir, les tripes pathétiques ; les députés hébétés, cramoisis d'émotion ; les gagas sénatoriaux courottant, pissotant de l'œil ; les vieilles dindes peinturlurées des tribunes, les paupières en coquilles d'huitres, glapissantes d'émoi, pinçant leurs fesses dévastées entre les banquettes. Le Roi n'avait pas ajouté à ce brillant spectacle son képi, son sabre, son Grand Cordon lie de vin et les phrases redondantes que Pierlot lui avait fourbies. Une guerre commencée par un tel reniement de l'essentiel devait tourner mal ! En tout cas, Pierlot considéra l'abstention du Roi à ces festivités comme un outrage aux rites démocratiques.

Un discours du Roi devant le Parlement, ou un simple message rédigé en son nom par d'autres, eût pu, certes, faire du bien ; mais la présence du Commandant en chef à la tête de ses troupes était tout aussi désirable. Le malheur, c'est que les excellentes raisons qu'on a mises en avant pour excuser l'absence de Léopold III ne tiennent pas debout. Le Roi, qui n'avait pas une minute pour venir de Brendonck à Bruxelles pour une séance solennelle du Parlement, vint bel et bien à Bruxelles cette après-midi-là. Il y vint... pour prendre le thé chez sa mère, la reine Élisabeth, dans sa villa des Palmiers, au pare de Laeken. Pierlot, grâce à Dieu, l'ignora.

Il ne s'agissait là que d'un incident. La grande bagarre allait se déclarer cinq jours plus tard, lorsque Pierlot se mit cri tête de dicter au Roi la conduite des opérations.

L'article 68 de la Constitution belge est formel : « Le Roi commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance et de commerce. » Au front, Léopold Ill était donc seigneur et maître.

Passe encore que Pierlot fût venu au Grand Quartier Général donner son avis aux tacticiens responsables, s'il avait été un grand homme de guerre. Mais il avait fait la campagne de 1914-1918 comme vague officier subalterne de seconde ligne, ne connaissait rien à la stratégie. Par-dessus le marché, il manquait totalement de ce minimum d'imagination et d'intuition sans quoi le cerveau n'est qu'un outil mort.

Aussi conçoit-on l'ahurissement des officiers supérieurs du Grand Quartier Général lorsqu'ils virent descendre d'une limousine, devant leur P. C. de Brendonck, notre cocher de fiacre, hochant gravement sa tête pétrifiée de dyspeptique.

Il était accompagné du ministre de la Défense nationale, le général Denis, l'homme le moins guerrier qui existât au monde, sorte de conservateur des Hypothèques retraité, au crâne de friquet. C'était un ministre de la Guerre comme on les aime en démocratie, un brin gâteux, inoffensif, bafouilleur, radoteur, chevrotant.

Une fois la guerre installée, ces petits pères-là ne comptent plus. Le ministère du général Denis avait, dès la première matinée des hostilités, sombré dans une anarchie complète. Le Roi commandait. L'État-major général dirigeait. Denis avait continué de sucer ses jujubes et de boire sa camomille, dans l'incohérence et dans l'ignorance. Pierlot, cherchant du secours, l'avait embarqué dans sa voiture ce jour-là.

Léopold III avait le génie des armes. Il fut, sans conteste, le plus clairvoyant, du côté allié, en 1940. Le 15 mai, il savait déjà à quoi s'en tenir sur les chances de ses partenaires. En quatre jours, les panzers avaient couru de l'Eifel à la Meuse, sauté le fleuve, conquis Sedan, crevé complètement le complément nord de la ligne Maginot. Tout le système défensif français était traversé. Comment arrêterait-on les blindés allemands là où n'existait aucun obstacle, alors qu'on n'avait pu les retenir durant une seule journée là où existaient des travaux de bétonnage énormes, épaulés par des divisions de chars et par le gros des troupes de Gamelin ?

Le Reich utilisait en 1939, en 1940, une tactique de guerre absolument neuve à laquelle les Alliés n'avaient rien à opposer. L'expérience de Pologne avait déjà été très significative. Celle de Norvège encore plus. En cinq jours, en mai 1940, la preuve avait été administrée qu'on n'arrêtait pas plus facilement un déferlement de blindés en Hollande, en Belgique, en France, qu'on ne l'avait fait à l'est et au nord de l'Europe. Le seul obstacle français un peu sérieux, au Nord-Est, le système bétonné de Sedan, avait sauté comme un bouchon champenois. Ce n'était plus désormais qu'une question de pilonnage massif par la Luftwaffe, de flèches audacieuses lancées par les chars, de réduction des poches par eux formées, de convoiement des réserves, des munitions et du carburant nécessaires.

Les campagnes précédentes avaient montré que la cadence moyenne d'une telle progression était d'environ quinze kilomètres par jour durant la période critique. Puis, aux derniers jours de la campagne, c'était brusquement l'éventail, l'hallali à tombeau ouvert. Il suffisait d'avoir, en simple amateur, étudié les campagnes de Pologne et de Norvège pour prévoir la campagne de France, une fois répété le déroulement habituel des ruptures des premiers jours. Le 15 mai, la guerre de 1940 était perdue.

Le Roi avait sous les yeux la carte des opérations. Il pouvait suivre exactement le mouvement ennemi. Il ne s'y trompa pas un instant. Traçant sur la carte, avec le doigt, une ligne allant de Sedan au Pas-de-Calais, il dit avec calme à Pierlot, en désignant l'embouchure de la Somme : « Ils arriveront là avant huit jours. »

Pierlot, lui, en était toujours à l'éternel et invincible poilu, à la Madelon, aux « valeurs morales » volatilisant les escadres aériennes et les blindages des panzers. Douter simplement de la victoire du Commandement français (deux cents généraux prisonniers en quatre semaines !) lui paraissait un effroyable crime. Prévoir l'arrivée des blindés allemands au Pas-de-Calais (sept jours, exactement, après le pronostic de Léopold III, ils y seraient !) était aux yeux de Pierlot faire montre d'un abominable « défaitisme ». La «perspicacité horrible du Roi», dirait Spaak à Limoges le 31 mai !

Or, cette perspicacité, non seulement n'avait rien eu d'horrible, mais elle n'avait rien de spécialement perspicace. Le Roi énonçait une évidence, il ne faisait pas une prophétie.

Pierlot, effondré devant les propos réalistes du Roi, pouvait essayer de comprendre ou se taire. Il jugea plus opportun de dicter leur conduite à l'État-major général et au Roi, leur indiquant la direction à suivre s'il fallait battre en retraite ! Le roi Léopold était parfaitement conscient qu'une retraite vers le Sud n'était plus réalisable : déjà les panzers allemands couraient sur Péronne ; le passage serait coupé par les colonnes motorisées du Reich bien avant que les centaines de milliers de soldats belges eussent pu opérer un mouvement de repli de la Campine jusqu'à l'Oise.

A Pierlot, ce manque de foi dans l'invincibilité des pousse cailloux de Gamelin parut un acte d'une perversité diabolique. Le Roi ne voulut pas, ce jour-là, brusquer son stratège à chapeau boule. Il n'insista point. Pierlot repartit, plus pompes funèbres que jamais, l'oeil dégringolant dans la poche de son gilet. A

Le 16 mai, la voiture de Pierlot s'était arrêtée de nouveau devant le Grand Quartier Général, toujours à Brendonck. Le Roi et ses généraux avaient le souci de contenir un ennemi qui se ruait vers eux de toutes parts. Ils n'avaient pas de temps à perdre en discussions techniques avec des civils incompétents. Le croque-mort et son général échappé d'un asile de vieillards étaient accompagnés de Paul-Henri Spaak, ministre des Affaires étrangères, aussi peu militaire que possible.

Les voici donc tous les trois plantés devant Léopold III qui, ce jour-là, fait des prodiges pour rester calme. Il ne peut annoncer à Pierlot que Gamelin vient de conquérir Hanovre à la baïonnette. Non. Le désastre français est plus net encore que la veille. L'Etat-major du Roi n'est ni optimiste, ni pessimiste, mais réaliste. Un général, attaché à la personne du Roi, désignant à Pierlot la côte belge sur la carte, lui déclare, en tacticien qui a méticuleusement tout pesé : « Là, dans huit jours, la campagne est finie pour nous. »

Encore une fois, il en sera ainsi : juste huit, jours plus tard, la nuit du 24 au 25 mai, Pierlot, Spaak et Denis, réfugiés exactement à l'endroit où, sur la carte, le général avait posé son doigt, trousseront bagages et prendront leurs jambes à leur cou, fuyant de Belgique, abandonnant à son triste sort avant la capitulation le pays qu'ils gouvernent. Mais le 16 mai, en entendant les pronostics raisonnables qu'on fait devant eux, Pierlot suffoque, Spaak suffoque, Denis suffoque. A leurs yeux, ces généraux sont de lamentables lâcheurs. Spaak a dit textuellement, Pierlot l'a répété : « Au Grand Quartier Général, le 16 mai, il régnait une atmosphère de défaitisme épouvantable. »

« Défaitisme épouvantable ! » parce que, d'homme à homme, le roi Léopold et ses principaux collaborateurs, en militaires, avaient montré honnêtement la situation telle qu'elle était, hélas ! à des ministres qui imploraient qu'on les informât.

Mais Pierlot n'était pas venu seulement pour être éclairé sur la situation. Il remonta sur son califourchon de la veille : fuir. «Tout faire pour échapper à l'étreinte allemande en retraitant vers le Sud en territoire français.» Et le voilà qui harcèle le Roi comme un frelon, suggérant le repli - de plus d'un demi million de fantassins ! - à des centaines de kilomètres, vers la France, comme s'il s'agissait de faire manoeuvrer un escadron de chevau-légers

Le Roi répond sagement que le premier devoir de l'armée belge - et du roi des Belges - est de défendre le sol belge, non d'improviser une course à bride abattue vers un sol étranger. Pierlot se cramponne à son ridicule projet : si on ne peut lancer toutes les troupes belges dans cette fuite, «qu'une partie au moins de l'armée s'échappe !»

Si un plan aussi saugrenu avait reçu un commencement d'exécution, on imagine la pagaïe indescriptible qui en fût résultée. Une telle retraite eût créé un désordre sans nom parmi les millions de réfugiés et de soldats amis coincés à la frontière et nos troupes, pour finir, se seraient cassé le nez sur le barrage déjà flanqué en travers de la route du Sud par les colonnes blindées de Guderian et de Rommel.

Léopold III voyait d'heure en heure le couloir français se rétrécir. L'atteindre à temps, même avec quelques divisions, n'était pas dans l'ordre des choses réalisables.

Enfin, raison qui réglait tout, le roi Léopold appartenait militairement à un ensemble, était soumis au plan du généralissime Gamelin. Personnellement, il était sous les ordres du général français Billotte, commandant en chef des troupes belges, françaises, anglaises du front nord. Celui-ci n'eût pas accepté que certaines unités belges prissent ainsi la fuite, laissant nez à nez avec les troupes de choc d'Hitler des unités moins bien équipées qu'elles.

Le Roi venait d'ailleurs de recevoir les ordres de retraite du général Billotte, qui correspondaient exactement à ses propres idées sur la situation : se retirer par étapes d'est en ouest, par le canal de Willebroek, la Dendre, le canal de Terneuzen et l'Escaut. De la Hollande à l'Oise évoluait une masse énorme de combattants alliés. Il fallait être Pierlot pour imaginer une seconde que ce million d'hommes et son immense matériel pussent être transportés en trois jours, en quatre jours, de Middelbourg ou dAnvers, ou de Louvain, ou même de Gembloux jusqu'à Beauvais ou Château-Thierry. Même les troupes motorisées françaises, au combat dans le Brabant wallon, donc les plus proches de la Somme, n'y parviendraient point et devraient se rendre aux Allemands, à Lille, à la fin du mois de mai.

Pierlot réclamait en outre que le Roi, le tout premier, gagnât un abri sûr. En plein combat, alors que la présence personnelle du chef de l'armée constituait l'élément moral le plus important de la résistance belge, Léopold III eût dû, «soit avec une partie de ses troupes, soit, au besoin, en quittant l'armée, se transporter en territoire libre», dès que l'affaire se gâterait !

D'abord, l'affaire était déjà irrémédiablement gâtée. Ensuite, le Roi était à la tète de ses soldats. Les quitter ainsi au moment critique, au moment où il leur demandait de mourir accrochés au terrain, eût constitué de sa part une ignominie.

Léopold III ne voulut point, ce jour-là encore, brusquer Pierlot qui s'acharnait à lui donner en exemple la vieille reine Wilhelmine réfugiée à Londres (à moitié contre son gré d'ailleurs). Au demeurant, la reine de Hollande était une grand-mère et non le commandant en chef d'une armée. Au surplus, l'exemple néerlandais n'était guère encourageant : la Reine enfuie, tout s'était écroulé dans les Pays-Bas, au quatrième jour seulement des hostilités. Il est probable que l'armée belge, fort démoralisée déjà, broyée jour et nuit par la puissante aviation de l'ennemi, se voyant lâchée en pleine bataille par son chef, eût sombré immédiatement dans l'anarchie. [1]

C'était le moment ou jamais de garder la tête froide. Il importait particulièrement, à l'heure où les chances des Alliés s'amincissaient de jour en jour, de ne prendre aucun engagement nouveau. Nous étions tenus, moralement, de défendre notre sol, c'est tout. « Entrée en guerre parce que envahie et pour se défendre, la Belgique, répéta le Roi à Pierlot, n'a pris d'autre engagement vis-à-vis de ses garants que celui de défendre le territoire national. »

« Le Roi, lit-on textuellement dans les notes de Léopold III, résumées par la Commission royale, attira l'attention du Gouvernement sur le danger qu'il y aurait à se laisser incorporer dans l'alliance franco-anglaise à quelque titre que ce soit, la plus grande prudence s'imposant en présence de l'incertitude des événements.

« Il insista pour qu'en toute hypothèse aucune alliance ne fût conclue, la Belgique devant conserver sa liberté d'action, d'autant plus que ni Londres ni Paris ne semblaient, jusqu'à présent, disposés à nous donner les garanties désirées, quant à l'avenir de la Belgique. »

Le Roi se préoccupait avant tout - c'était normal et son devoir le lui ordonnait - de l'intérêt des Belges. Pierlot, par contre, accroché aux girandoles de 1918, tourneboulé par la violence des événements, eût sacrifié l'armée belge, le territoire belge, la liberté politique de l'Etat belge, pour s'accrocher aux basques effilochées d'un aventurier à la Reynaud et du pion étoilé Gamelin en train de couler à pic dans l'eau rabouillée de la Somme.

---

[1] Léopold III déclara, le 16 mai à midi, à Henri de Man : « J'entends rester sur le territoire belge… J'y résisterai tant que je pourrai, mais je veux épargner des vies, du moins ne pas en sacrifier inutilement, même si on devait finir par la capitulation. » Paroles profondément humaines, paroles d'une étonnante lucidité, car le mois suivant, ce ne serait pas seulement lui, mais la France aussi, avec ses cinq millions de soldats, qui capitulerait.

Pierlot et Spaak quittèrent le Roi après avoir ressassé interminablement leurs propositions, ne parvenant qu'à exaspérer l'État-major général au grand complet.

Les événements allaient se précipiter.

Le lendemain de cette deuxième visite au Grand Quartier Général, le gouvernement Pierlot se retranchait à l'extrême bout de la Belgique. La veille au soir, c'était un crime de prévoir que l'armée, dans les huit jours, pourrait être acculée au littoral. Le lendemain matin, Pierlot et Spaak y couraient, le péritoine rasant les oyats des dunes ! Plus loin qu'eux, il n'y avait plus de national, sur trois milles de profondeur, que les crevettes, les soles et les cabillauds de la côte belge. De si loin, Pierlot n'eut d'autre ressource ce jour-là que de relancer le Roi par lettre.

Sur ces entrefaites, le Grand Quartier Général s'était replié à Saint-Denis-lez-Gand. Pierlot et ses deux accessoiristes regrimpèrent dans leur auto, l'après-midi du 18 mai, et coururent - troisième visite en quatre jours ! - au P. C. du roi Léopold. Quelques bombes allemandes étaient tombées à Ostende, dans le voisinage des nouvelles officines gouvernementales. Pierlot était extrêmement affairé. Le Roi lui accorda, sans sourire, l'autorisation d'expédier aussitôt tous ses scribes belliqueux en territoire français. Mais il exigea que quatre ministres au moins demeurassent dans le pays, à toutes fins utiles.

Ce détail réglé, Pierlot - véritable monolithe cérébral que les raisonnements n'entamaient pas plus que les siècles n'entamèrent l'obélisque de Louqsor - revint, une fois de plus, à son dada du décrochage coûte que coûte vers le Sud, « allant, raconta le Roi, jusqu'à proposer l'abandon immédiat des positions occupées pour passer au plus tôt en France, sans attendre les ordres ou les instructions du généralissime ». Sept ans plus tard, en 1947, Pierlot, vomi par ses compatriotes, s'acharnerait encore à défendre de telles insanités, n'ayant toujours point réalisé, malgré le recul du temps, la catastrophe qui en fût résultée.

Déjà le 15 mai, Léopold III considérait, fort raisonnablement, la campagne de 1940 comme terminée, le désastre français étant acquis. Le 18 mai, les panzers allemands avaient dépassé Péronne. Le pessimisme du Roi s'était encore accru. En tout cas, le Souverain n'était plus d'humeur, la France étant perdue, à défendre autre chose que le sol belge. Peut-être même, comme Gamelin l'a laissé entendre,[1] eût-il préféré, dans son for intérieur, terminer la campagne à Bruxelles, sa capitale, où il eût attendu l'encerclement.

En ce qui concernait le cas personnel du Roi, Pierlot eut beau se faire persuasif, Léopold 111 répondit qu'abandonner son armée en pleine tornade serait de sa part une trahison. L'entrevue en resta là.

Deux jours après, le 20 mai 1940, nouvelle visite des trois ministres, à Saint-André-lez-Bruges cette fois-ci, où le G. Q. G. venait de s'installer à la hâte.

Alors la moutarde monta au nez de tous les généraux. Le Roi et ses collaborateurs étaient sur la brèche nuit et jour. Pour la quatrième fois, Pierlot revenait à la charge, avec la même rengaine et toujours plus hors de propos. Le 20 mai, Cambrai avait été pris. Rommel était en train de hacher à coups de panzers les derniers kilomètres qui le séparaient encore de la côte française. Une sortie vers le Sud n'était absolument plus possible. Même en faisant un bond de cent ou de cent cinquante kilomètres en un jour, les troupes belges fussent arrivées trop tard. La carte était là sous le nez de Pierlot, tragiquement éloquente.

Rien à faire ! Dérobant au Roi ses heures d'un prix inestimable, Pierlot, immobile comme la pile d'un pont, reprenait sans trêve sa fatigante litanie (retraite vers la France ! retraite vers la France !) alors qu'on lui montrait sur la carte, toutes les cinq minutes, que le passage était virtuellement barré déjà à cent cinquante kilomètres en arrière des lignes belges.

Pour la première fois, le Roi s'irrita, haussa les épaules, lança à Piertot des mots très vifs, surtout lorsque celui-ci reprit sa proposition de scinder l'armée en deux, laissant les divisions les moins mobiles se faire écrabouiller sur place tandis que les meilleures unités, elles, s'enfuiraient en France.

Le Roi, reprenant son calme, congédia Pierlot, lui annonçant qu'il avait rendez-vous avec le nouveau généralissime Weygand et avec le général Gort. Après

[1] Gamelin, *Servir*, tome I, p. 342 et tome III, p. 405

cette entrevue, il serait sans doute en mesure de faire connaître ses intentions. Les trois léporides s'en allèrent donc. Mais les noms de Weygand et de Gort n'étaient pas tombés dans l'oreille de sourds.

C'est le lendemain, 21 mai, que va avoir lieu, à Ypres, cette rencontre Weygand - Gort - Léopold III. Rencontre de caractère strictement militaire, où les civils n'étaient pas invités. Weygand n'avait pas convié le nabot Reynaud. Gort n'avait pas convié le bouledogue Churchill.

Pourtant, avant même que Weygand et Gort fussent arrivés, trois têtes d'ahuris apparurent dans le hall de l'hôtel de ville. C'étaient nos mousquetaires. Encore eux !

A quel titre les recevoir ? On ne leur permit pas de participer à la délibération qui se tenait dans une salle voisine. Ils durent donc patienter. Des années après, narrant bravement cette scène de pénible vaudeville, Pierlot écrira, toujours blessé dans sa dignité : « Le Roi ne nous admit à aucune de ses conversations avec les généraux alliés. Malgré la position humiliante dans laquelle les ministres se trouvaient ainsi placés, ce n'était pas le moment d'abandonner la partie ! »

Ah ! non, il n'abandonne pas la partie ! Il harcèle ceux qui entrent, ceux qui sortent, s'accroche au ceinturon du général Weygand, aux boutons du général Billotte. Le général Van Overstraeten, l'aide de camp du roi Léopold, a la charité de venir un instant tenir compagnie à nos raseurs. C'est pour entendre les mêmes insanités toujours : « Ne peut-on pas accélérer le mouvement de retraite, agir d'initiative ? »

Car Pierlot et Spaak en sont encore là ! C'est le 21 mai au soir. A ce moment-là, tout est fini. La Wehrmacht a conquis Abbeville, Amiens, sur la rive sud de la Somme et, au fond du Pas-de-Calais, Rommel vient d'emporter Montreuil, près de la mer. Van Overstraeten les regarde, se demandant si ces deux hommes ont encore leur bon sens. « Il vaut mieux, continuent Pierlot et Spaak, il vaut mieux reculer que d'être pris. » L'aide de camp du Roi ne peut s'empêcher de répondre, tout net : « Mais on est pris ! » [1]

C'est l'évidence. La muraille de fer de Rommel a coupé les troupes du Nord des troupes du Sud. Deux millions de soldats français n'ont pu empêcher cette formidable percée. Mais Pierlot, cramoisi de fureur, crie au général : « Non, on n'est pas pris ! Non, on n'est pas pris ! »

Le cas est incurable. Van Overstraeten hausse les épaules, sort du salon sans dire un mot de plus.

La nuit est venue. Weygand s'en va après s'être rallié à la proposition du roi Léopold : résistance de l'armée belge sur le sol belge. Pendant ce temps-là, les forces anglaises et françaises qui se trouvent dans l'Oise et l'Artois, immédiatement des deux côtés de la ligne de rupture, essayeront de couper la flèche Rommel et de rétablir la liaison. C'est la seule solution sensée.

Maintenant du moins, les dés étant jetés, on imagine que Pierlot et Spaak vont s'en aller. Jamais de la vie ! Pierlot lui-même a raconté la scène qui suivit avec son inconscience coutumière : « Après le départ du général Weygand, les ministres furent introduits auprès du Roi. Ils se plaignirent de la manière insuffisante dont ils étaient tenus au courant de la marche des événements. M. Spaak reprocha vivement au Roi le manque de confiance dont il faisait preuve à l'égard des ministres. Le Roi protesta en disant que les ministres avaient sa confiance, mais qu'il avait, lui, ses attributions propres en matière de conduite des opérations militaires. »

Pouvait-on faire une réponse plus sage ? Sous quel prétexte, de quel droit, deux hommes politiques belges, sans compétence militaire, auraient-ils été admis à une réunion de l'État-major interallié alors que nul ministre anglais ni français n'y prenait part ?

Mais Pierlot et Spaak sont indéracinables. Le général Gort n'est pas encore arrivé. Ils vont l'attendre ! Cependant ils accablent le Souverain de remarques

[1] Il y eut, en 1947, une polémique violente entre Pierlot et le général Van Overstraeten pour savoir si c'était le mot « pris » ou le mot « coupé » qui avait été utilisé. « Coupé » eût été plus indiqué pour ces coupeurs de cheveux en quatre !

saugrenues sur la nécessité de déclencher vers le Sud l'éternelle retraite - mirage de nos troupes «fatiguées, mais nullement épuisées».

Avec une patience angélique, Léopold III se retient de faire explosion. «Le Roi, a raconté Pierlot, ne répondit pas, mais parut fort mécontent. La conversation se ralentit ensuite et même cessa complètement. Le Roi conserva néanmoins les ministres près de lui.»

Enfin, le général Gort est annoncé. Le Roi se retire avec lui pour étudier la situation. Après quoi il a la bonté de recevoir Pierlot et Spaak une nouvelle fois, afin qu'ils n'ignorent rien des décisions prises : Gort se rallie - théoriquement - à l'idée d'une opération franco-anglaise pour essayer de rompre le barrage allemand de la Somme, tandis que les troupes belges supporteront, dans sa totalité, le choc allemand sur la Lys, à l'ouest. Néanmoins, il est visible que Gort n'envisage l'opération que par acquit de conscience : « Le général anglais, conclut le Roi, considère que les chances de succès de la manoeuvre à laquelle il va prendre part sont pratiquement nulles. La situation est désespérée. »

Alors seulement, après un assaut qui a duré près de dix heures, Pierlot et Spaak se décident à partir.

Léopold III a regagné son G.Q.G. Il est excédé. Les deux bonshommes, Pierlot surtout, ont outrepassé les bornes de l'incivilité et de la stupidité. Le Roi leur adresse une lettre très dure, d'un ton extrêmement désabusé.

Il en a par-dessus la tête et décide de ne pas faire connaître à ses ministres l'emplacement de son nouveau P. C. On en est au 24 mai. Il y a trois jours que Léopold a signifié à Pierlot son amertume et son courroux. Il y a trois jours qu'il a coupé tout contact avec le Gouvernement. Durant l'après-midi de ce jour, les divisions allemandes rompent le front belge entre Menin et Courtrai. L'issue fatale est proche. Pierlot et Spaak s'affolent, décident de fuir le lendemain matin à Dunkerque où ils veulent s'embarquer sur un navire mis à leur disposition par l'Amirauté britannique. Mais, assez confus d'avoir si peur et sentant combien leur situation est fausse, ils voudraient entraîner le Roi avec eux, comme une sorte d'otage. Mais où se trouve le Roi ?

Pierlot harcèle téléphoniquement les bureaux durant toute la soirée du 24. Il touche enfin un officier de service du G.Q.G. Celui-ci refuse de communiquer l'adresse du Roi au Premier ministre. Il a des ordres. Enragé, Pierlot feuillette fébrilement l'indicateur. Il finit par découvrir que le numéro qu'il a atteint doit être celui du château d'un petit village situé au sud de Bruges. Ce village s'appelle Wynendaele.

Le Roi y est depuis la veille, y a déjeuné avec Henri de Man, installé sous son toit.

A trois heures du matin, Pierlot, Spaak, Denis, un quatrième ministre resté avec eux - un homme bon et doux, M. van der Poorten - et la cohorte de leurs familiers bouclent à la hâte leurs bagages. A quatre heures, ils quittent Bruges. Dans les campagnes, malgré la guerre voisine, tout est calme encore : closeries à volets bleus ou bruns, pâles avénières, éléments de cavalerie qui se reforment en silence, premiers guilleris dans les bouchures, oeil vif d'un hirondeau qui regarde, du bord d'un nid blond, la route brune, l'agitation humaine, le soleil fluet blanchissant les ypréaux.

Vers cinq heures, la colonne des voitures ministérielles stoppe. Le château de Wynendaele est là, en contrebas du chemin, grosse bâtisse lugubre, aux puissantes tours crénelées. D'étranges histoires de fantômes et de revenants l'ont rendu célèbre dans la région. La verdure d'un beau jardin, humide et triste, l'enclôt. Pierlot, Spaak, Denis, Van der Poorten descendent, traversent l'enceinte, s'engagent dans un couloir sombre. Une des entrevues les plus dramatiques de l'histoire de la Belgique va avoir lieu.

Eux, ils doivent être relativement frais, n'ayant eu, depuis huit jours, d'autres soucis que leur petit cas personnel, leur frousse et leurs combinaisons stratégico-politiques. Ils n'ont plus de ministères à diriger, d'ordres à donner. Depuis le 10 mai, ils ont tout laissé filer à la dérive. Le Roi, en revanche, est arrivé à l'extrême limite de ses forces. Malade des nerfs depuis plusieurs années, soigné comme tel par des

spécialistes, ces quinze jours de déroute militaire et de soucis gouvernementaux l'ont mis à bout. Voilà plusieurs nuits qu'il ne dort plus. Il effraie son entourage - Henri de Man surtout - par ses sursauts et ses dépressions. Cette nuit-là, il a été au travail presque sans répit. Partout le front belge craque. Les réserves ont été totalement engagées. L'ennemi a sauté la Lys, s'engouffre par des brèches profondes. Le Roi se débat contre la défaite, l'écrasement, l'étranglement. C'est alors, au moment où il voudrait prendre un bref repos avant d'affronter une journée désespérée, c'est alors qu'on lui annonce l'arrivée de Pierlot dans le château. Le Roi descend dans le grand salon du rez-de-chaussée. Il a l'oeil égaré, les cheveux en désordre.

Le Roi a tenu à recevoir les ministres debout, pour leur signifier que l'entretien lui déplait et son désir qu'il soit bref. Au cours de l'entretien, Spaak, effondré, à bout de nerfs, demandera la permission de s'asseoir. Chacun prendra alors un siège : « M. Spaak, a écrit Léopold III dans son compte rendu, était complètement abattu, couché, la tête en arrière, dans un fauteuil, les bras pendants, il prononçait des phrases décousues. »

Dès la première minute, Pierlot, Spaak, Denis, Van der Poorten, se heurtèrent à la volonté inébranlable du Souverain de partager le sort de son armée, même si celle-ci devait capituler. Il a donné sa parole à ses soldats de rester parmi eux, quoi qu'il arrive. Il ne manquera pas à ce serment. L'attitude est d'une grande noblesse. Attitude sentimentale, rétorquent les ministres. Le Roi a d'autres devoirs, dont le premier est de continuer le combat à côté des alliés et de représenter politiquement, parmi eux, la Belgique en guerre.

Là non plus, Léopold III n'est pas d'accord. Pour lui, premièrement, les engagements de la Belgique se limitent à la défense de notre sol. Secondement - et c'est là l'essentiel du raisonnement royal - s'enfuir chez les Alliés ne servirait plus à rien, car eux aussi sont perdus. La France va succomber à très bref délai, exactement comme la Belgique. L'Angleterre continuera sans doute la lutte mais il s'agit d'une lutte extra-continentale, maritime, coloniale, lutte où la Belgique n'a plus rien à voir.

Tel est le point de vue du Roi. Il va rester avec ses soldats, parce que du point de vue belge et du point de vue du continent, « la guerre est finie », parce que dans ces conditions, « il peut mieux servir les intérêts de la patrie du dedans que du dehors ».

Il formula son raisonnement dans ces phrases lapidaires, énoncées nettement et avec lenteur, consignées par Pierlot dans son rapport et admises par la Commission royale :

« A bref délai, dans quelques jours peut-être, la France devra, à son tour, renoncer à la lutte. Sans doute, la guerre continuera-t-elle, non sur le continent, mais sur les mers et dans les colonies. Cette guerre pourra être longue ; elle sera étrangère aux possibilités d'intervention de la Belgique et, par conséquent, le rôle de celle-ci est terminé... Il n'y a plus de place dans tout cela pour un essai de continuation de la guerre auprès des Alliés. »

Non point que le Roi ait jamais pensé un seul instant à se retourner contre ses partenaires. Il affirmera avec force alors et durant toute la guerre : « Nous avons le désir de n'associer le pays à aucune action contre ceux qui étaient à ses côtés durant la bataille. » Mais il a, lui, rempli tous ses engagements, il va succomber, non par sa faute, mais parce que cette guerre a été montée avec une inimaginable légèreté et parce que, dès la première quinzaine des hostilités à l'Ouest, les Français se sont fait enfoncer, de Sedan jusqu'à l'embouchure de la Somme, permettant ainsi aux armées du Reich d'encercler toutes les troupes du front nord. Le Roi est convaincu que l'effondrement français ne sera plus (et son pronostic, encore une fois, se révèle rigoureusement exact) qu'une question de jours et que la guerre, en admettant même qu'elle continue, se transportera de toute manière hors du champ d'action belge. « Le Roi, a conclu la Commission royale, estimait qu'au cas de capitulation, la Belgique ne pourrait plus aider militairement les Alliés et que, de ce point de vue militaire, la guerre était finie pour elle. »

Ce raisonnement, les événements, en 1944, l'ont démenti. Mais ce raisonnement, en mai 1940, était juste, sensé. Qui, à ce moment-là - où les maigres troupes anglaises venues sur le continent ralliaient précipitamment la côte sans autorisation du généralissime, sans avoir prévenu les voisins de combat, abandonnant à peu près tout leur matériel - qui eût imaginé que l'U. R. S. S., puissant fournisseur d'Hitler en 1940, s'unirait un jour aux Anglais, contre Hitler, et qu'à la suite d'une agression

japonaise à quinze mille kilomètres des rivages de la Tamise, les États-Unis jetteraient dans la lutte contre le Troisième Reich le plus fabuleux matériel dont ait jamais disposé un assaillant ?

Ces événements, absolument imprévisibles alors, ont, par la suite, donné raison, matériellement, à Pierlot et à Spaak. Mais en 1940, de toute évidence, c'est le roi Léopold qui raisonnait juste.

Il raisonnait tellement juste que, moins d'un mois plus tard, la France s'effondrerait comme Léopold Ill l'avait annoncé. Quant à Pierlot et Spaak, ils croiraient tellement, eux aussi, que « la guerre était finie » qu'ils se précipiteraient aux pieds des Allemands, mendiant la faveur de signer avec eux un traité de paix, prêts à subir les conditions les plus humiliantes.

A vues humaines, Hitler en 1940 devait gagner la guerre. L'Angleterre, acculée dans son Ile, sans armée sérieuse, ne pouvait, en admettant que les Allemands n'y débarquassent point, que se replier dans ses brouillards. Le reste, Américains, bolchevistes, n'entrait pas en ligne de compte. Au contraire. Les Soviets aidaient de toutes leurs forces le Troisième Reich. Molotov télégraphiait à Ribbentrop les félicitations chaleureuses de l'U. R. S. S. pour les victoires de la Wehrmacht en Hollande et en Belgique. Et Roosevelt refusait cependant à la France agonisante, non seulement une aide militaire mais la plus minime, la plus lointaine promesse d'intervention.

Le roi Léopold, constatant l'imminence et le caractère inéluctable du désastre continental, ayant rempli tous ses engagements, estima, le 25 mai 1940, que ce serait une folie de suivre plus loin, une fois son pays vaincu, des partenaires irrémédiablement condamnés. « Dans ce cas, je ne me vois pas en France », déclara-t-il. Il n'y serait plus qu'un exilé impuissant : « Si je ne reste pas en Belgique, j'ai la conviction que je n'y rentrerai jamais », expliqua le Roi. Et il ajouta : « La cause des Alliés est perdue. »

Par contre, en demeurant lié à son peuple, en restant au coeur de la place conquise par Hitler, il pourrait encore, peut-être, soutenir moralement, redresser matériellement, défendre politiquement sa patrie envahie.

Léopold III n'avait aucun lien avec Hitler. S'il l'admira toujours, il le redoutait aussi, presque maladivement. Il eût été plus simple et plus agréable pour lui, le 25 mai 1940, de monter dans un bateau et d'aller, dans un ranch des États-Unis ou du Canada, attendre paisiblement un retournement éventuel de la situation et vivre, tout étant perdu, la vie confortable d'un gentleman-farmer bien pourvu. On peut dire, non point que Léopold III se soit trompé, mais que des interventions militaires absolument imprévisibles en mai 1940 ont fait succéder à la guerre continentale, gagnée haut la main par Hitler, une seconde guerre, mondiale celle-là, tout à fait distincte, qui annula le triomphe du Führer, à cinq ans d'intervalle.

Mais ce qu'on ne peut pas dire, c'est qu'il y ait eu dans l'attitude de Léopold III un sentiment bas. Il avait lutté tant qu'il avait pu. Il n'était engagé en rien vis-à-vis des Alliés, simples garants de la neutralité belge. Succombant sous le poids de la masse allemande, i1 proclamait sa volonté de ne jamais rien entreprendre contre ses anciens compagnons d'armes, français et anglais. Certain qu'à brève échéance, le continent tomberait (et il en fut ainsi) dans les mains d'Hitler, il choisissait de rester parmi son peuple vaincu pour essayer de le protéger et de le servir encore.

Pierlot et Spaak, de leur côté, avaient parfaitement le droit de croire à un nouveau miracle de la Marne et de s'enfuir en France en vue de participer à cette contre-offensive imprévisible. Mais ils eussent dû, au moins, respecter l'homme qui, bravant l'adversité, courait des risques plus réels que les leurs pour être fidèle à la conception qu'il s'était faite, en toute conscience, du devoir royal et du service de la patrie.

Quand on connaît les moeurs de la jungle politicienne, on est peu tenté de voir dans la « fidélité » des Pierlot et Spaak à la cause des Alliés la vraie raison du conflit insensé qui devait, trois jours plus tard, opposer les ministres belges réfugiés en France à leur Roi fait prisonnier par la Wehrmacht.

Si le raisonnement de Léopold III était, aux yeux de ses anciens collaborateurs, à ce point monstrueux, il eût dû continuer de leur paraître tel le mois suivant quand

Pierlot et Spaak lâchèrent à Bordeaux leurs alliés anglais et proclamèrent, eux aussi, « que la guerre était finie ».

La bagarre de Wynendaele, si elle marqua le choc de deux conceptions provisoirement différentes à propos des possibilités de redressement des Alliés, montra aussi et surtout la rébellion d'ambitions touchées au vif.

Les grands conflits historiques n'ont pas souvent l'origine désintéressée que le public béat est trop tenté de leur voir. L'homme n'est ni ange ni bête. Le 25 mai 1940, Pierlot et Spaak ne pensaient pas seulement, dans leur coeur de séraphins, à la noble cause alliée pour laquelle ils fuyaient vaillamment leur pays. Ils pensaient aussi et avant tout aux maroquins ministériels qu'ils serraient sous leur aisselle moite.

Dès l'instant que le Roi déclarait, en se laissant englober dans la capitulation, qu'« il pourrait mieux servir les intérêts de la patrie du dedans que du dehors », la question se trouvait automatiquement posée.

Léopold III est un névrosé, c'est entendu, mais c'est un homme de bon sens. Il ne pouvait pas considérer la guerre comme « finie » sans envisager une activité politique dans une Belgique occupée qu'il voulait servir « du dedans ». Ce travail, Hitler n'a pas permis au Roi de l'accomplir. C'était pourtant, le 25 mai 1940, la seule préoccupation de Léopold III. Ergoter à ce propos, essayer de prêter au Roi, à ce moment-là, une volonté farouche d'abstention politique est complètement ridicule. C'est vouloir être plus royaliste que le Roi. Léopold III a reconnu lui-même, dans ses notes, qu'il avait envisagé de constituer, après la capitulation, un gouvernement collaborationniste. Les témoins directs, dont j'ai reçu les confidences en août et en septembre 1940, étaient formels à ce sujet. Qu'on se réfère au compte rendu de Wynendaele, établi par la Commission royale d'après les notes du Roi, ou au compte rendu du ministre Pierlot consacré au même entretien, la volonté de Léopold III d'avoir un gouvernement sous l'occupation est explicite.

Que dit le rapport du Premier ministre ? Je cite mot à mot :
« Les ministres posent la question : « Le Roi aura-t-il un gouvernent en Belgique ? » La réponse : « Oui, je ne suis pas un dictateur. »

Que dit le rapport de la Commission royale ? « Le Roi répondit qu'il n'était pas un dictateur et que s'il devait gouverner, il constituerait évidemment un gouvernement, au cas où les ministres le quitteraient. »

Dès lors que le Roi se décidait à braver le ressentiment de ses anciens alliés et à rester avec son peuple, ce n'était pas pour se tourner les pouces. Travailler, gouverner signifie, pour un souverain constitutionnel, s'appuyer sur un gouvernement. Seule l'intention d'avoir un gouvernement pouvait justifier constitutionnellement le geste de Léopold III. Son serment l'obligeait à remplir ses obligations de chef de l'État. Celles-ci primaient toute considération d'ordre militaire et surtout d'ordre sentimental. Il n'avait pas le droit, sans y être contraint par la force, de se rendre aux Allemands pour faire uniquement « un beau geste ».

A son affirmation, Léopold III a ajouté ces paroles qui ont atteint ses interlocuteurs comme un dard : « au cas où les ministres le quitteraient. »

Argument personnel ! Argument direct ! Et voilà les ministres - eux qui considéraient, cinq minutes plus tôt, comme une abomination de demeurer en Belgique occupée - les voilà qui lancent au Roi cette question ahurissante (c'est Pierlot lui-même qui a rapporté le dialogue) : « Ce gouvernement ne peut, dans la pensée du Roi, être le gouvernement actuel ? »

La réponse de Léopold III tombe, massive. Dans l'instant, elle fait passer Pierlot et ses amis dans le camp des ennemis de la cause royale : « Il parait certain que l'occupant n'y consentirait pas. »

La réponse du Souverain ne paraît pas moins invraisemblable que la question de son Premier ministre. Car le Roi n'a eu jusqu'alors aucun contact avec les Allemands. Rien ne lui permet donc d'affirmer que l'occupant ne consentirait pas. La propagande allemande n'a encore attaqué ni Pierlot ni Spaak. Pourquoi Hitler consentirait-il que le Roi « serve au dedans », et non Pierlot, Spaak et les autres ministres ? Le Roi s'est compromis beaucoup plus qu'eux durant la neutralité. C'est lui, lui surtout, qui a rompu en fait la neutralité en s'abouchant avec Gamelin et en invitant à Bruxelles, à l'insu de ses ministres, un agent de liaison de ce dernier. C'est

lui, c'est lui seul qui secrètement a fait appel aux Anglais à la mi-janvier 1940 (Hitler possédait alors, on l'apprendra plus tard, les preuves de ces étranges initiatives « neutres » de Léopold III) ; c'est lui, lui seul enfin qui, la fameuse nuit du 13 au 14 janvier 1940, a ordonné - toujours à l'insu de ses ministres - d'enlever les barrières de la frontière sud et de laisser avancer les troupes françaises sur notre sol.

Loin de repousser Pierlot et Spaak, il est fort probable que les Allemands les eussent remis en selle avec plaisir, le 28 mai 1940, ne fût-ce que pour démoraliser l'opinion alliée, quitte à leur demander par la suite de modifier ou d'élargir leur équipe.

Le Roi ne lança donc pas à la tête de Pierlot son « il parait certain » parce qu'il était certain. Il n'était pas certain. Il ne savait rien. Rien du tout. Il voulait être débarrassé de Pierlot et de son gouvernement, voilà toute l'affaire !

Pierlot et Spaak, transposant à Wynendaele l'histoire des raisins de La Fontaine, qui sont « trop verts et bons pour des goujats », rétorquent au Roi, d'une manière assez comique: « Nous non plus ! »

Alors pourquoi posaient-ils la question une minute plus tôt ?

Du coup, ayant abandonné leur dernier espoir. Pierlot et Spaak se rejettent dans le camp allié, le seul où il demeure pour eux quelque chance de prolonger leur vie publique.

Comptant ne recevoir qu'une dénégation vague et polie, ils posent au Roi cette petite question hypocrite : « Devons-nous démissionner ? »

Le Roi n'est pas d'humeur à minauder et à s'attendrir. Il répond, du tac au tac, avec une précision glacée : « Cette décision serait dans la logique de la situation. »

Les ministres vacillent. Mais ils ne soufflent mot. Maroquins d'abord ! Démissionner, pour un politicien, c'est pis que mourir. Le Roi ne veut plus d'eux. Le Roi veut qu'ils se démettent. Il ne leur reste plus qu'à filer.

Le Roi ne voit pas le moindre inconvénient à ce qu'ils fuient vers la France. Cela lui est absolument égal. Les seuls sentiments qui animent encore le Roi à leur égard, c'est une immense lassitude et - l'avenir le montrera - c'est une aversion insurmontable. Alors, de grâce, qu'on nous épargne la fable d'un Léopold III incitant ses ministres à rejoindre les Alliés afin qu'ils continuent auprès d'eux la lutte au nom de la Belgique !

Car Spaak a encore posé cette question : « Si le gouvernement actuel poursuit la guerre en France, ce gouvernement sera-t-il toujours le gouvernement du Roi ? »

Léopold 111, lentement, détachant bien les mots, a laissé tomber cette phrase terrible : « Non, ce gouvernement sera nécessairement contre moi. »

Ces paroles sont rapportées textuellement dans le compte rendu du Premier ministre Pierlot. De Man qui reçut, le jour même, les confidences du Roi, me les a rapportées également. Le roi Léopold ne les a jamais démenties ni fait démentir. Elles sont historiques.

Pierlot et Spaak se précipitent le matin même vers Dunkerque, après un bref arrêt à La Panne. Ils savent que le Roi les a définitivement rejetés : « Ce gouvernement sera contre moi. »

La phrase bourdonne dans leur cerveau, sans répit, comme un thrène de Ravel...

Le Roi, lorsque Pierlot lui avait demandé, le 25 mai à cinq heures du matin, combien de temps son armée pourrait résister encore, avait répondu : « Tout au plus vingt-quatre heures. »

Pourtant, vingt-quatre heures après, les divisions belges étaient toujours au corps à corps. Vingt-quatre heures après. Et quarante-huit heures après. Et soixante-dix heures après. Ce n'est que le 28 mai à quatre heures du matin, c'est-à-dire après un ultime combat de soixante et onze heures, que Léopold III et son armée se résignèrent à la capitulation inéluctable.

Le 25 mai, pourtant, tout était virtuellement consommé. D'énormes brèches crevaient, tronçonnaient les quatre-vingt-dix kilomètres du front tenu par les Belges. Derrière lui, trois millions de civils, de réfugiés hagards, de soldats anéantis, tous effroyablement mêlés, contractés dans un espace aussi restreint qu'un département français (pas même dix sept cents kilomètres carrés en tout, soit à peu près deux mille personnes au kilomètre carré), menaient un carrousel de folie, ne sachant plus

où s'arc-bouter, où s'enfuir, traqués sans répit sur ces terrains plats, sur ce sable brillant, par les escadres hurlantes de la Luftwaffe.

Chaque heure de résistance supplémentaire aggravait les massacres. Tout espoir de changer quoi que ce fût à la situation était perdu. Néanmoins, Léopold III fit prolonger pendant soixante et onze heures cette agonie afin de donner aux Alliés le temps de se retirer, de se dégager de la nasse où son armée était en train de périr. On alla jusqu'à pousser bout à bout trois mille quatre cents wagons de marchandises entre Ypres et Roulers dans l'espoir ingénu de contenir ainsi la ruée de la Wehrmacht !

Les troupes belges se sacrifièrent, les réfugiés belges furent immolés pendant soixante et onze heures non seulement pour que les divisions françaises de Belgique pussent se retirer, protégées par cette résistance désespérée, mais aussi pour que pussent se replier à l'aise vers Dunkerque les divisions anglaises qui, elles, avaient décroché sans prévenir personne.

Qu'on ne l'oublie pas ce sont les Britanniques, et non les Belges, qui filèrent à l'anglaise !

Le 27 mai seulement, Churchill daigna télégraphier à Gort qu'il serait tout de même temps de dire un mot aux voisins à propos de la manoeuvre anglaise de repli vers l'Angleterre, alors en pleine exécution : « Il est maintenant nécessaire de prévenir les Belges. Il est souhaitable que vous ayez un contact personnel avec le Roi. Keyes y pourvoira. Nous leur demandons de se sacrifier pour nous. »

C'est textuel. Ces propos sont reproduits par Churchill lui-même dans ses *Mémoires.*

Pendant que les autres détalaient, Léopold III, encerclé depuis le 21 mai, se cramponnait toujours à son secteur belge. Il s'y cramponna jusqu'au 28 mai, alors que, depuis plus d'une semaine, Gort, lui, était décidé à se rembarquer. Il ne s'écroula qu'après l'effort surhumain des trois derniers jours, des trois dernières nuits, effort sans profit quelconque pour la Belgique.

Nuit poignante, nuit dramatique du 27 au 28 mai 1940.

Il y a plus de dix heures que les dernières réserves ayant été épuisées, le front belge est définitivement rompu, à Maldeghem, à Ursel, à Roulers, à Thielt, où sept kilomètres de lignes, enfoncées, sans défenseurs, constituent un trou béant. Le Roi, la mort dans l'âme, a dû se décider à envoyer vers l'ennemi son sous-chef d'Etat-major, le général Derousseaux et un interprète, le commandant Lacre. Vers minuit, à l'hôtel du Gouvernement provincial, à Bruges, le général Derousseaux a remis au Roi - celui-ci a fait réveiller Henri de Man - la petite feuille de papier sur laquelle a été notée, au crayon, la réponse allemande : « Der Führer vertangt bedingungslose Waffenstreckung » (Le Führer exige la capitulation inconditionnelle.) Il ne reste qu'à accepter. A 0 h. 45 (le 28 mai donc) le parlementaire belge est reparti. La capitulation entrera en vigueur à 4 heures du matin (heure belge). Mais le Roi veut encore sauver les drapeaux. En pleine nuit, trente-sept étendards sont transportés, selon les indications du Souverain, à l'Abbaye bénédictine de Saint André lez-Bruges, où un moine cachera ces reliques jusqu'à la fin de l'occupation allemande.

Le P. C. du Roi est funèbre. Seuls, des buissons de bougies, plantées dans des goulots de bouteilles, découpent les silhouettes immobiles des officiers qui doivent recevoir la mission tragique de porter aux divisions l'ordre de cesser le feu. Lorsqu'ils vont partir, le Roi apparaît dans l'embrasure de la porte, passe lentement devant ces messagers du courage vaincu, fixe chaque regard, gravement, sans desserrer les lèvres. Pour la première fois depuis les hostilités, la pluie tombe, une pluie fine. Et l'on entend une voix dans la pénombre qui dit sourdement : « C'est le Ciel qui pleure sur le sort de la Belgique... »

C'est au moment où se terminait cette lutte inhumaine que se produisit l'agression de Paul Reynaud, à la radio française.

A peine l'armée belge avait-elle succombé qu'on entendait la voix prétentieuse et criarde du président du Conseil français proclamer à la face du monde entier la « félonie » de Léopold III, coupable d'avoir capitulé « en rase campagne, sans même prévenir ses alliés ».

Mensonge intégral !

Dès le 21 mai, à Ypres, Léopold III avait informé Weygand de la situation sans espoir de son armée, acculée (à cause des Français vaincus de Sedan à la Manche) à une capitulation très prochaine. Weygand était tellement convaincu de l'issue fatale que le 25 mai, au Comité de guerre français, réuni à Paris, il déclara, textuellement, en présence de Reynaud : «J'ai le devoir d'envisager le pire, c'est-à-dire ce qui se produirait si nous ne disposions plus des troupes qui constituent le groupe d'armées du Nord.»

Non seulement Reynaud admit la perspective de cet effondrement, et il déclara qu'aux yeux de Churchill également l'armée du front nord était coincée dans la nasse allemande, mais il envisagea sur-le-champ - le 25 mai - de recourir à un armistice franco-allemand, ajoutant, craintif : « Il n'est pas sûr que notre adversaire nous accordera un armistice immédiat. »

C'est Reynaud en personne qui parlait d'un «armistice immédiat», le 25 mai, alors que Léopold III, à la pointe de la bataille et non point dans un salon ministériel à deux cents kilomètres du front, lançait à ses troupes son ordre du jour si noble : « La Belgique attend que vous fassiez honneur à son drapeau. Quoi qu'il arrive, mon sort sera le vôtre. »

Dès le 25 mai - dès le 21 même - toutes les dispositions pouvaient être prises par les Alliés, tant Français que Britanniques. Pour leur laisser le temps de manoeuvrer, Léopold III acceptait délibérément une bataille inutile pour lui, utile seulement pour le Reynaud de « l'armistice immédiat » et pour le Gort de la fuite vers Dunkerque et Folkestone.

Cette bataille des Flandres, comme d'avance le Roi le savait, ne put redresser la situation. Les Allemands étaient partout. Prolonger d'un jour, de deux jours la résistance, c'était faire massacrer des milliers de soldats et de civils belges, incapables de se mouvoir encore, laminés par l'aviation et l'artillerie dans leur cuvette sanglante. (Nous *leur demandons de se sacrifier pour nous,* comme télégraphiait Churchill !)

Léopold III résista encore toute la journée du 27 mai pour permettre aux Français et aux Anglais de prendre leurs dispositions devant l'imminence du dénouement.

Ceux-ci avaient été prévenus, le 26 mai à midi, par une note écrite (remise au chef de la mission française près le G. Q. G. de Léopold III) qui se terminait par cette phrase : « Les limites de la résistance de l'armée belge sont près d'être atteintes. »

Quant aux Anglais, dès le 25, le roi Léopold les avait également prévenus. Avec l'aide d'Henri de Man, sur un coin de table, à Wynendaele, il avait rédigé pour le roi d'Angleterre une lettre très émouvante dans laquelle il disait :

« Il est impossible de reculer plus loin... Malgré tous les conseils opposés que j'ai reçus, je sens que mon devoir m'impose de suivre le sort de mon armée et de demeurer avec mon peuple ; agir autrement constituerait une désertion.

« Je suis convaincu de pouvoir mieux aider mon peuple en demeurant avec lui qu'en essayant d'agir de l'extérieur, notamment contre les rigueurs d'une occupation étrangère. »

Cette lettre, datée de Saint André lez-Bruges, fut transmise aussitôt par l'amiral anglais Keyes qui donna au roi Léopold l'accusé de réception de Londres, le lendemain 26 mai.

Le surlendemain à midi et demi, télégramme du Roi avertissant le général Gort, cette fois-ci, de l'imminence du dénouement : «Situation désespérée. Le moment approche où les troupes belges seront, hors d'état de combattre. Le Roi va se trouver contraint de capituler pour éviter une débâcle.»

Le même 27 mai, à deux heures et demie de l'après-midi, avis au bureau français de liaison : « La résistance belge est à toute extrémité ; notre front est en train de s'effriter telle une corde qui se casse après une usure complète. »

A 17 heures - donc onze heures avant la fin - le Roi prévient les missions militaires française et anglaise qu'il a décidé d'envoyer vers les lignes allemandes un plénipotentiaire chargé de demander l'arrêt des hostilités.

Le général Champon, chef de la mission française, se met aussitôt en contact avec le généralissime Weygand et parvient à s'entretenir avec lui par radio. Dans le

compte rendu dressé par le ministre Marcel Héraud, du Conseil des ministres français, la nuit du 27 au 28 mai, on lit en toutes lettres :

« *Paul Reynaud* : Aujourd'hui le roi des Belges a envoyé une note à l'Etat-major allemand pour demander les conditions d'une capitulation de ses armées. Il en a avisé le général Weygand. »

C'est clair ! Et l'infamie de Reynaud, affirmant le lendemain matin : «Cette armée vient brusquement de capituler *sans prévenir* ses camarades de combat français et anglais» n'est pas discutable.

Quant à l'amiral anglais Sir Roger Keyes, il restera personnellement en compagnie du Roi durant toute la dernière journée, approuvant complètement son attitude. Il fut tenu au courant de toutes les initiatives du Souverain et ne le quitta, extrêmement ému, qu'à 23 heures.

Ainsi donc, tout le monde savait, aussi bien du côté anglais que du côté français, que Léopold III était acculé à la capitulation. Churchill, dans ses Mémoires, l'a formellement reconnu : « L'effondrement (de l'armée belge) avait été prévu trois jours plus tôt ; d'une façon ou de l'autre, la brèche était comblée. »

Aussi n'y eut-il ni félonie ni surprise. Mais il y eut le coup bas porté par Reynaud.[1] Celui-ci cherchait un bouc émissaire pour endosser la colère des foules françaises. Sans pudeur, il livra en pâture au public berné par lui un soldat vaincu qui se trouvait dans l'impossibilité de lui répondre.

Un ouragan de fureur monta de la France entière, contre un homme qui, bien qu'il fût sans illusion depuis le 15 mai sur l'issue de la guerre continentale, avait fait son devoir de soldat chaque jour, avec autrement de sérieux que les fuyards de la Meuse et de la Somme.

Où Reynaud dépassa les bornes de l'ignominie, ce fut dans le chantage qu'il exerça, à propos de Léopold III, sur ses alliés britanniques.

Tandis que la mission militaire française était partie, le 27 mai déjà, sans laisser d'adresse, Keyes était demeuré jusqu'à la dernière minute auprès de Léopold III. Il put donc faire à Churchill un rapport très objectif, tout à l'éloge du Roi. Aussi Churchill se borna-t-il, le 29 moi, à déclarer aux Communes : «Nous ne pouvons juger avant de connaître les faits ». (*We must not judge before we know the facts*.) Cette déclaration laconique était en fait un désaveu de Reynaud.

Apprenant que le responsable du discours modéré de Churchill était l'amiral Keyes et sachant que ce dernier ne s'était pas gêné pour donner son avis dans les couloirs des Communes, Reynaud fit envoyer aussitôt au Premier britannique le S.O.S. suivant : «A tout prix empêchez l'amiral Keyes de défendre le roi Léopold.»

Cet appel fut confirmé par un message qu'à la demande de Reynaud encore le chargé d'affaires britannique à Paris, R. Campbell, télégraphia le 29 mai 1940 à Churchill :

« 1° Le conseiller de presse signale que le ministre de l'Information lui a adressé un appel urgent demandant qu'il fasse l'impossible pour éviter que, dans la presse et la radio britanniques, on ne mette l'accent sur les déclarations faites dans les couloirs du Parlement par l'amiral Keyes, lequel insiste pour que l'on suspende tout jugement sur le roi Léopold, et pour éviter que ces déclarations ne soient même mentionnées dans les émissions françaises de la B. B. C.

« 2° M. Frossard craint que les vues exprimées par l'amiral Keyes ne soient considérées comme un pardon et n'incitent donc ici au défaitisme, au moment où l'opinion française a été soulevée de colère (avec comme conséquence une amélioration du moral) par dégoût de cette trahison apparente. »

Trahison apparente ! Il s'agissait donc uniquement, selon l'expression de Frossard, de «provoquer une réaction nerveuse» pour obtenir une «amélioration du moral» français.

Ne considérant que l'objectif politique à atteindre, Churchill accepta de remonter à la tribune des Communes, le 4 juin. Là, malgré tout ce qu'il avait appris par Keyes,

---

[1] Ne perdant pas le nord, Reynaud vit aussitôt dans le désastre belge une occasion de sauter sur le Congo. La nuit même du 27 au 29 mai, il eut le front de s'exclamer, en plein Conseil des ministres : « Il y a un Congo belge. Je me réserve d'en faire une monnaie d'échange ! » P. Reynaud reproduit cette affirmation cynique à la page 245 du deuxième volume de ses Souvenirs.

il s'abaissa jusqu'à reprendre à son compte les ignominies de Reynaud dont il savait mieux que quiconque le caractère nettement calomnieux. Le compte rendu analytique des Communes nous a conservé ce morceau d'éloquence :

« Brusquement, sans consultation préalable, sans prendre conseil de ses ministres, de sa propre initiative, et sans préavis, il (le roi Léopold III) envoya un plénipotentiaire au commandement allemand, se rendit avec son armée, et mit en péril tout notre flanc et tous nos moyens de retraite. (Cris d'indignation.)

« La semaine dernière, je demandais au Parlement de suspendre son jugement parce que les faits n'étaient pas encore élucidés. J'estime qu'il n'existe plus de raison qui nous empêche d'exprimer notre opinion. (Cris : Honte ! Honte !) »

Heureusement, pour l'honneur de l'Angleterre, il y eut au Royaume-Uni des juges capables de courage et d'honnêteté. Un journal, imitant les moeurs du Premier anglais, avait pris à partie Sir Keyes au sujet de la capitulation de Léopold III. L'Amiral releva le gant. En pleine guerre, il poursuivit les diffamateurs. Ceux-ci, mis à quia, durent se rétracter publiquement. Et le juge Tucker fit solennellement en leur nom, le 13 juin 1941, la déclaration suivante :

« Une très grave injustice a été commise à l'égard du roi des Belges lequel, comme Sir Keyes, a toujours agi avec les plus hautes traditions de l'honneur et de la justice. En conséquence, les défendeurs saisissent cette occasion de présenter au roi Léopold, qui n'est plus en état de se défendre lui-même, leurs excuses les plus sincères et les plus respectueuses. »

A la décharge de Reynaud, il faut reconnaître que ses calomnies n'atteignirent la diffusion délirante que l'on sait, en France et dans le monde, que parce que Pierlot et Spaak les couvrirent publiquement, leur donnèrent une immonde confirmation « officielle » et même insistèrent, eux aussi, pour que Churchill les prît à son compte.

Reynaud essayait de sauver sa sale bobine triangulaire d'Indochinois aplatie par un autobus. Mais il n'était pas belge, lui. Et il faisait flèche de tout bois pour se tirer d'affaire. Pour un politicien comme lui, peu importent les moyens.

Tandis que Pierlot et Spaak... Ils savaient, dès le 25 mai, que la capitulation était imminente : Léopold III leur avait laissé trois jours entiers pour le répéter aux autorités alliées (ce qu'ils avaient fait). Ils connaissaient le courage de l'armée belge, la noblesse de l'attitude adoptée par Léopold III.

Passe encore - ce qui n'eût pas été très élégant - que Pierlot et Spaak se fussent désolidarisés de Léopold III prisonnier, eussent publiquement regretté sa décision. Au lieu de cela, Pierlot renchérit sur Reynaud, le dépassa dans ce championnat d'ignominie, poussa l'infamie jusqu'à proclamer au micro : «Le Roi vient d'ouvrir des négociations et de traiter avec l'ennemi.»

Pierlot avait été convoqué comme un larbin chez Paul Reynaud.[1] Il dut soumettre à celui-ci le texte de son allocution radiophonique. Il accepta d'en renforcer encore la dureté, sous la dictée impérative de cet insolent courte-botte ! [2]

Si le Premier ministre de Belgique accusait lui-même son Roi et ses compatriotes, c'était vraiment, aux yeux des Français, la preuve que les Belges avaient trahi, que leur Souverain avait trahi, que leur armée avait trahi.

Trois jours plus tard, le 31 mai 1940, comme si ces infamies n'avaient pas suffi, Pierlot et Spaak rééditèrent leur exploit à Limoges, devant près de deux cents sénateurs et députés belges, réunis dans une atmosphère de cirque, cependant que des diffuseurs transmettaient à la foule française, massée au dehors, les imprécations lancées par ces politiciens.

---

[1] « LEBRUN (Président de la République) : Comment M. Pierlot envisageait-il l'avenir ?
« PAUL REYNAUD : Il est écroulé ! » (Compte rendu du Conseil des ministres français de la nuit du 27 au 28 mai 1940.)

[2] Reynaud, quelques heures plus tôt, avait purement et simplement fait refuser la parole à Pierlot déjà installé devant le microphone : « Au moment ouè, à l'heure dite, j'allais parler à la radio, une communication me parvint du ministre français de l'information nationale me priant de retarder ma déclaration. Le projet de texte communiqué à M. Reynaud avait été trouvé par son gouvernement manquant de netteté et laissant subsister une équivoque concernant l'attitude du gouvernement belge en présence de l'acte du Roi. L'émission de mon discours fut remise à 16 h. 30… Dans l'après-midi le texte fut revu. » (PIERLOT, dans *Le Soir* du 16 juillet 1947.)

Spaak surtout se distingua dans cette assemblée foraine, au cours de laquelle Léopold III fut taxé de « déficience physique et morale ».

A la demande du gouvernement Pierlot, un ordre du jour stigmatisa le chef de l'armée belge, proclama devant l'univers « l'impossibilité juridique et morale pour Léopold III de régner ».

Deux semaines et demie allaient suffire pour que ces insultes inouïes rentrassent dans la gorge des blasphémateurs.

Comme Léopold l'avait si exactement prévu, l'armée française s'effondra avec une rapidité vertigineuse. Quinze jours après le 28 mai, les divisions d'Hitler entraient, fifres en tète, dans Paris. Le 16 juin, elles abordaient partout la Loire. A l'est, la ligne Maginot était non seulement tournée, mais enfoncée. Les panzers à la croix de Prusse roulaient vers Lyon, vers Valence. Ministres, politiciens, tiraient au large, jouaient des jambes. Pierlot et Spaak s'étaient enfuis à Poitiers d'abord. Puis ils coururent jusqu'à Bordeaux où ils s'aheurtèrent le 17 juin

Le gnome Reynaud s'était écroulé entre temps. Eux-mêmes, s'écroulaient. Tout, autour d'eux, s'écroulait.

C'est alors que se produisit le grand coup de théâtre. Ceux qui avaient si vilement outragé Léopold III vingt jours plus tôt, parce que (ayant accompli son devoir) il avait estimé qu'il ne pouvait plus suivre les Alliés, allaient (se déjugeant tout à coup, reniant en quelques heures leurs serments alliophiles tout frais) abandonner, sans un mot d'excuse, leurs alliés britanniques, décidés à continuer le combat. Les mêmes Pierlot et Spaak qui avaient accusé faussement Léopold III « d'ouvrir des négociations et de traiter avec l'ennemi » n'attendaient pas quarante-huit heures, à Bordeaux, pour se précipiter vers Hitler, dans l'espoir de pouvoir eux-mêmes « ouvrir des négociations et traiter avec l'ennemi ».Le 28 mai 1940, ne pas faire bloc hors de Belgique avec les Allies constituait, à entendre Pierlot et Spaak, un épouvantable crime. Ce crime, ils étaient prêts à le commettre eux-mêmes, sans la moindre vergogne, moins d'un mois plus tard

Ce qu'ils n'avaient pas voulu accepter à Wynendaele quand leur chef, encerclé avec ses soldats, s'y résignait, la mort dans l'âme, par pur patriotisme, ils s'empressaient de l'accomplir à Bordeaux, pour suivre l'exemple des Français.

Quand Léopold III cédait, son geste, pour Pierlot et pour Spaak, s'appelait trahison. Mais un étranger, dont le nom est Pétain, agissait de même, et il leur paraissait tout naturel de se ranger à son avis.

C'est un témoin direct, le ministre Marcel-Henry Jaspar, qui publia peu après, (dans *l'Evening Standard* de Londres, la déclaration faite par Pierlot à ses collègues en Conseil dies ministres, à Bordeaux, le 18 juin 1940 :

« J'ai retourné le problème plusieurs fois. Nous ne partirons pas pour l'Angleterre. La France a jeté l'éponge. Nous abandonnerons la lutte avec elle. »

Léopold III, chef de l'armée belge, encerclé sans espoir, jetait l'éponge ? Pierlot et Spaak le reniaient, l'outrageaient. Pétain, militaire étranger, disposant encore d'une large partie de son territoire, jetait l'éponge ? Aussitôt Spaak et Pierlot l'imitaient, capitulaient. Incroyable conception de la dignité patriotique !

Mais l'affaire allait se corser. L'attitude de Pierlot, et de Spaak, si leurs juges y mettaient un peu de bonne volonté, pouvait trouver sa justification dans le découragement panique où ils se trouvaient plongés tout à coup. On voit mal toutefois comment ces mêmes juges, les Belges qui ont continué de leur faire confiance, ont pu leur pardonner ce qu'ils firent tout de suite après. Car nos hommes, sans perdre une minute, en suppliants ridicules, se déjugeant de façon comique, allaient se jeter au cou du Führer et mendier l'appui du Reich.

Il y a des limites à l'impudeur.

XVII

LA RUÉE VERS HITLER

Les beaux serments au diable. – « Aujourd'hui, il ne s'agit plus de lutter. » - Confidences de Pierre Laval. - Découverte du pot-aux-roses, au procès Pétain. - Révélations en cascades sur les multiples démarches de Pierlot et de Spaak pour s'arranger avec les Allemands. - Cinglante fin de non-recevoir de Léopold III. - Démarches par-dessus le Roi. - Folie du zèle pro-allemand de Pierlot, et consorts. - Prêts pour un « Gauleiter » dans un « Zollverein », « hypothèse la plus favorable » - Les offres de Pierlot et de Spaak repoussées par les Allemands.

En quoi la capitulation française libérait-elle le gouvernement Pierlot d'obligations dont il avait proclamé bruyamment le caractère sacré lors de la capitulation belge ?

Ou bien, comme l'avait toujours affirmé Léopold III, nos engagements se limitaient à la défense du territoire belge, et le 28 mai 1940 ils devenaient caducs. Où bien, comme l'avait soutenu si âprement Pierlot, ils impliquaient pour la Belgique, même après l'écrasement, qu'elle devait « poursuivre la lutte tant que la France et l'Angleterre continueraient à se battre». Or la débâcle de la France ne libérait pas la Belgique de ses engagements vis-à-vis de l'Angleterre. Ce qui n'était pas licite en mai, selon Pierlot, quand il s'agissait du Roi, ne pouvait être licite en juin, parce qu'il s'agissait de Pierlot. L'engagement existait ou n'existait pas, mais il ne pouvait avoir une valeur différente en fonction des personnes qui auraient à le tenir.

En mai, la question des engagements extra-territoriaux de la Belgique était très discutable, le Roi ayant toujours nié ceux-ci de la façon la plus catégorique, tandis que Pierlot et Spaak, eux, avaient proclamé urbi et orbi qu'à ces engagements ils donnaient une portée illimitée. Depuis leur proclamation du 28 mai, en tous cas, Pierlot et Spaak se trouvaient personnellement liés par eux.

L'Angleterre, le 18 juin 1940, continuait le combat. Pierlot et Spaak devaient donc, s'ils étaient logiques, s'ils avaient une parole, demeurer solidaires avec elle.

Le 17 juin, ils se trouvaient, à Poitiers. Churchill, sentant proche la fin de la résistance française, avait mis deux avions à la disposition des hommes d'Etat belges pour leur permettre de se réfugier à Londres. Mais Pierlot et Spaak voyaient la défaite se précipiter. Ne connaissant d'autre critère que leur ambition et leur intérêt, ils avaient lâché le roi Léopold quand ils le virent battu, pour s'attacher à la fortune de Paul Reynaud, qu'ils croyaient maître du jeu. Le 17 juin, tout leur paraissant perdu, ils jugeaient malsain de résister davantage et se demandaient ce qu'ils iraient faire de l'autre côté de la Manche.

Il n'y eut dans leur âme ni hésitations grandioses ni duels cornéliens. L'effondrement de Pierlot et de Spaak, à la mi-juin de 1940, s'explique principalement par des préoccupations de bourgeois casaniers et médiocres. Un membre du gouvernement Pierlot, M. De Vleeschauwer, a motivé ainsi l'attitude de ses collègues : « On n'a pas voulu passer en Angleterre sans son entourage, sans les femmes et les enfants, sans les collaborateurs ; il fut même dit qu'il ne pourrait être question d'aller dans un pays dont on ne parle pas, dont on ne connaît pas la langue. »

Bien petites préoccupations chez les matamores qui jouaient aux sauveurs de la patrie dix-neuf jours plus tôt ! Ils sacrifiaient maintenant leur logique à des questions de marmaille, de dictionnaire de poche et de lit conjugal... Pas question du sort de la Belgique dans tout cela.

Comment justifier ce lâchage de juin quand on a condamné si tapageusement le prétendu lâchage du mois précédent ?

« La résolution de continuer la lutte aux côtés de nos garants, expliqua dans une note officielle le général Denis, fut mise en défaut lors de la conclusion de l'armistice franco-allemand. Le gouvernement tira de ce fait la conclusion qui s'imposait : la mise hors de cause de la France le libérait de ses obligations. »

Thèse insoutenable. Si, comme Pierlot l'avait prétendu le 28 mai, la Belgique était tenue de continuer la guerre aux côtés des Alliés, hors de son territoire, la capitulation française ne la libérait de ses obligations que vis-à-vis de la France, sans plus. Ses obligations vis-à-vis de l'Angleterre restaient, de toute évidence, entières, et les Denis, Spaak, Pierlot n'en étaient nullement quittes, malgré la «conclusion qui s'imposait». Un tel raisonnement était particulièrement inattendu sous la plume du général Denis, celui-ci ayant sur la conscience un serment solennel qu'il avait à peine eu le temps de proférer : « Je prends au nom de l'Armée l'engagement qu'elle se battra jusqu'à la fin, jusqu'à la victoire finale, avec la volonté de vaincre, quoi qu'il arrive ! »

Il arriva que le général Denis, bien que les Anglais continuassent la guerre, fut, au bout d'un mois, très fatigué de galoper, le feu au derrière. Alors il se jugea « libéré » de ses obligations et annonça, en s'épongeant le front : « Aujourd'hui, il ne s'agit plus de lutter. »

Et puis, ces messieurs du gouvernement belge ne connaissaient pas l'anglais, et ils ne voulaient pas « passer en Angleterre sans leur entourage, les femmes et les enfants ». En conséquence, ils déclarèrent héroïquement : « la guerre finie ».

On peut admettre, à la rigueur, que la crainte de ne pas retrouver à Londres les petits soins d'une épouse attentive (fauteuil au coin du feu, pantoufles, tisane) ait pu refroidir le zèle de ces héros pour la lutte à outrance aux côtés des Anglais et les inciter enfin à se solidariser avec le peuple beige dans le malheur. Mais il fallait prendre ce parti et puis se taire. Pour eux, le moins qu'on puisse dire est que la discrétion s'imposait.

Il n'est pas impossible que Pierlot, livré à lui-même, se fût réfugié dans un silence décent. Il avait «jeté l'éponge» et il n'eût demandé sans doute qu'à se terrer jusqu'à la fin de la guerre dans Cugnon, son patelin ardennais. Mais le pantin Pierlot était animé par Spaak. Or Spaak, le tireur de ficelles, allait l'embarquer dans une aventure vertigineuse et incroyable. C'est au point qu'il a fallu des années et des révélations arrachées au forceps pour qu'on se rendit compte de l'ampleur des manoeuvres auxquelles ces deux hommes se livrèrent, en vain, de juin à août 1940, pour devenir les amis des maîtres du Troisième Reich.

Un bout de phrase de la proclamation de Pierlot aux réfugiés belges en France, le 27 juin 1940, avait, dès le début, intrigué l'opinion : « Nous avons, disait dans cet appel l'épongé de Bordeaux, entrepris d'entrer en rapport avec le pouvoir occupant et avec les autorités qui sont restées en Belgique. »

Que représentaient encore Pierlot et Spaak à la fin de juin 1940 ? En France, le gouvernement Pétain les traitait avec un mépris flagellant, leur refusant de l'essence pour leurs voitures, les faisant recevoir dans les antichambres par de jeunes secrétaires ou même écarter, comme des importuns, par le personnel de service.

En Belgique, à la même époque, c'était plus que de la colère qu'ils suscitaient, un sentiment de violente répulsion : « M. Pierlot, a écrit un ministre catholique, atteignit le sommet de l'impopularité, et l'on peut sans doute affirmer qu'en dépit de la violence traditionnelle de nos luttes de partis, jamais homme d'Etat ne fut aussi honni par la grosse majorité de ses compatriotes. »

Honni par la population, vomi au Palais de Laeken, quels rapports Pierlot eût-il bien pu renouer avec les « autorités restées en Belgique » ? Quant aux Allemands, il semblait peu vraisemblable qu'ils acceptassent de traiter de l'avenir de la Belgique avec ces politiciens démonétisés. Le public crut généralement à une dernière fanfaronnade de leur part. D'ailleurs Pierlot n'affirmait pas qu'il était en rapport avec le « pouvoir occupant ». Non, il avait seulement « entrepris » d'entrer en rapport.

Dès ma sortie de prison, la lettre Janson encourageant vivement Pierre Daye (et moi, par delà Pierre Daye), au nom de tout le ministère Pierlot, à engager des négociations avec l'ambassadeur du Reich à Paris, Otto Abetz, m'avait mis la puce à

l'oreille. Et quelques semaines plus-tard, à Paris, force m'avait été d'admettre qu'on s'était engagé plus avant que la proclamation de Pierlot n'avouait.

J'avais noué d'excellentes relations d'amitié avec Pierre Laval et Fernand de Brinon. L'un et l'autre me firent des confidences qui me laissèrent pantois. Ils n'avaient aucune raison de me raconter des blagues. Laval m'aimait bien. Brinon m'était très dévoué. L'un et l'autre m'affirmèrent que Pierlot et Spaak, le second poussant le premier, relançaient les Allemands de toutes les manières, voulaient absolument se réconcilier avec eux, signer un traité de paix, et qu'ils utilisaient à cette fin tous les moyens imaginables, y compris les services du gouvernement de Vichy. Laval me répéta à plusieurs reprises que Pierlot et Spaak avaient été jusqu'à relancer la Commission française d'armistice pour qu'elle intervint en leur nom auprès des Allemands, à Wiesbaden. Laval ne disait pas dans quelle mesure Pierlot et Spaak avaient été agréés ou éconduits. Mais sur le fait même de leur manoeuvre, il était formel.

Pierlot et Spaak ne desserrèrent jamais les dents à ce propos. Le roi Léopold, qui en savait long sur l'affaire, ne parla pas davantage. De part et d'autre, l'on se détestait. Chacune des parties, également emberlificotée dans ses contradictions, s'appliquait à garder intact son parc d'artillerie en prévision du jour J.

Il a fallu attendre le procès du maréchal Pétain, en août 1945, pour qu'un premier témoignage public, tout à fait inattendu, fit connaître une des tentatives faites auprès des Allemands en vue de transformer la capitulation du 28 mai 1940 (tant stigmatisée par Pierlot) en un armistice complet, qui eût nécessairement supprimé tout lien avec l'allié britannique. La déclaration fut faite sous serment, le 10 août 1945 (page 301 du compte rendu analytique au Journal officiel français), par le directeur des Affaires politiques au ministère des Affaires étrangères de Vichy, Ernest Lagarde, et n'a jamais été contestée par personne, ni par Pierlot, ni par Spaak. Voici ce document historique

« Dès le début du mois de juillet 1940, le gouvernement belge, qui était réfugié en zone libre, demanda par notre entremise à l'Allemagne que la Belgique passât du régime de la capitulation au régime de l'armistice. Ce fut la délégation française de Wiesbaden qui fut chargée de présenter cette demande. Elle n'eut pas de succès.»

On comprend qu'elle n'ait pas eu de succès. On comprend que les Allemands n'aient pas pris en considération les offres de service d'un « gouvernement » mondialement déshonoré, sans crédit auprès du Roi et méprisé par le peuple belge. Il est tout de même inouï de penser que pendant près de quatre années, Pierlot et Spaak ont joué à Londres la comédie des Belges fidèles à travers tout aux nobles alliés britanniques. Ils étaient les purs des purs, les durs des durs, les vrais de vrais, le dernier carré de la garde démocratique ! Or Hitler n'avait pas triomphé sur le continent depuis quinze jours qu'ils suppliaient les délégués français à Wiesbaden de demander pour eux au Reich un accord qui dépassait de loin ce qu'avait osé Léopold III et qui consacrait définitivement l'abandon de l'allié de la veille.

Les faits sont les faits. Les documents sont les documents. Si le Reich avait accepté la demande introduite par la Commission française de Wiesbaden, nous eussions eu, dès juillet 1940, un armistice belgo-allemand signé non par le « Roi Félon » de Wynendaele, niais par les « jusqu'au-boutistes » Pierlot et Spaak en personnes...

Cette déposition du ministre Lagarde ne représente qu'un témoignage. D'après ce qui m'a été dit, Pierlot et Spaak auraient disposé de nombreux entremetteurs auprès des Allemands. Laval avait parlé devant moi de certains diplomates et fait allusion à des estafettes chargées de messages ultra-secrets. Mais ces démarches furent accomplies dans une atmosphère à dessein embuée, en sorte que tout fût demeuré dans le vague si la bagarre n'avait éclaté entre Léopold III et Spaak. Le Roi, ne se contenant plus devant l'hypocrisie de ses anciens ministres, lâcha en 1947 une première liasse de preuves plus édifiantes les unes que les autres, de la folie collaborationniste qui s'était emparée des Pierlot et des Spaak en 1940, quand tous deux ils étaient en quête d'un nouveau rôle à jouer sous les auspices d'Hitler.

Dès l'instant qu'ils eurent décidé de lâcher les Anglais, il ne fallut pas plus de vingt-quatre heures à Pierlot et à Spaak pour amorcer une politique de

rapprochement avec l'Allemagne. Ils n'attendirent même pas que l'armistice de Pétain fût entré en vigueur !

Le gouvernement Pierlot était toujours à Bordeaux, naviguant d'un entresol lugubre de la rue Blanc-Dutrouilh (trouille vraiment de circonstance !) à un château réquisitionné, le château Labottière (la botte de la Wehrmacht !), tenant ses ultimes séances parmi des caisses, dans la confusion, le brouhaha, les « oui-oui », comme le rapporte avec pittoresque un de ses membres. C'est ce jour-là déjà - les avant-gardes d'Hitler n'étaient encore que dans la Vienne, les Deux-Sèvres et la Vendée - que Pierlot et Spaak virèrent de bord.

Le premier des documents dévoilés par le Roi date, en effet, du 19 juin 1940. Pierlot et Spaak battent tous les records de célérité. D'emblée, selon une expression qui assurera leur gloire dans l'histoire du pays, ils *jettent l'éponge* et prônent l'ouverture de négociations immédiates avec les Allemands. Ils s'accrochent au premier diplomate neutre qu'ils découvrent dans le tourbillon de la retraite, un diplomate argentin. Ils le supplient de télégraphier à son collègue accrédité en Suisse afin que celui informe le roi Léopold, par le ministre de Belgique à Berne, de l'attitude pacifiste qu'ils entendent désormais adopter. Ce télégramme Pieriot-Spaak, envoyé le 19 juin 1940, dit textuellement : « Le gouvernement démissionnera dès que le sort des soldats belges en France et des réfugiés belges sera réglé, afin de faciliter les négociations probables de paix entre l'Allemagne et la Belgique.

Et le ministre argentin précise : « Le gouvernement se propose d'envoyer un de ses ministres auprès du Roi afin que celui-ci, avec la signature de ce ministre, puisse constituer un ministère habilité pour entamer des négociations de paix avec l'Allemagne. »

Pas même un armistice, la paix tout de suite. Quelle hâte !

Le 19 juin, la France se bat encore, l'Angleterre est si résolue à continuer le combat qu'elle vient d'envoyer au gouvernement belge en France deux avions en vue d'un transport à Londres, et elle lui offre de surcroît vingt-cinq places sur un navire de l'Amirauté. Mais la guerre est, pour Pierlot et pour Spaak, à ce point « finie », liquidée, nettoyée, qu'ils sont prêts à se ranger sans plus attendre du côté du Reich.

Le 19 juin pourtant, Pierlot et Spaak montrent encore une certaine retenue. Non en ce qui concerne les Allemands : avec eux ils proposent carrément des négociations de paix séparée, tous alliés vidés par-dessus bord. Ils sont modestes en ce qui touche leurs ambitions personnelles, car ils admettent que c'est un autre gouvernement royal qui pourrait faire la paix. Eux, ils se sacrifient, ils donnent leur démission !

Ce n'est là qu'un premier mouvement. Ils ont tôt fait de se reprendre. Ils se sentent indispensables.

A peine ont-ils mis en branle les Argentins qu'ils se précipitent également sur le Nonce. C'est pour lui demander, à lui aussi, de lancer un télégramme au roi Léopold, l'incitant à une réconciliation avec les Allemands, qu'eux-mêmes pourraient mener à bien, laissent-ils clairement entendre.

Le texte Pierlot-Spaak, télégraphié au roi Léopold par le Nonce apostolique en France, via Berne (ambassadeur belge comte d'Ursel), dit sans détour :

« L'heure est peut-être venue également pour la Belgique d'entamer avec l'Allemagne des pourparlers en vue de conclure un armistice. Le gouvernement belge est prêt à négocier avec le gouvernement allemand à ce sujet. »

Cherchant déjà à profiter de cette occasion pour reparaître devant le Souverain, Pierlot et Spaak ajoutent : « Il (le gouvernement) croit cependant utile, dans l'intérêt supérieur du pays, de prendre contact avec le Roi. » Quelle merveilleuse hypocrisie ! Et quel beau doublé ! Se faire accepter par les Allemands et se réintroduire auprès du Roi (cela après les déversements d'ordures du 28 et du 31 mai). « L'intérêt supérieur du pays » a bon dos !

La manoeuvre va se préciser.

Spaak - l'armistice des Français n'est pas encore effectif - veut de plus en plus impatiemment «négocier les conditions d'un armistice entre l'Allemagne et la Belgique». Pour cela, il lui faut - il l'admet encore - l'accord du Roi. Pour obtenir cet accord, il serait nécessaire d'aller à Bruxelles, donc d'obtenir des Allemands

(toujours en guerre officiellement avec la France) des passeports. D'où cette lettre de Spaak, le 24 juin 1940, au ministre des Affaires étrangères français, Baudoin :

« Dès que l'armistice sera devenu effectif entre la France et l'Allemagne, je vous serai reconnaissant de faire savoir au gouvernement allemand que le gouvernement belge est désireux d'entrer en contact avec lui pour négocier, dans le cadre des conditions de l'armistice franco-allemand, les questions relatives aux officiers, soldats et civils belges se trouvant en France.

« Le gouvernement belge est prêt également à négocier les conditions d'un armistice entre l'Allemagne et la Belgique, mais avant de s'engager dans cette voie, il estime indispensable de prendre contact avec le Roi et demande, à cet effet, un sauf-conduit pour deux de ses membres. »

Le 26 juin 1940 - donc une semaine seulement après les télégrammes du Nonce et du diplomate argentin - nos deux noyés ont déjà retrouvé leur superbe. Pierlot se risque, cette fois-ci, à écrire directement au chef du Cabinet du Roi.

C'est le frère de mon vieil ami Paul Berryer qui sera chargé de porter le message du Gouvernement à Bruxelles. La proposition de s'arranger avec les Allemands est toujours aussi nette. Mais l'offre de démission, lancée par Pierlot dans le télégramme argentin, a, en huit jours, perdu beaucoup de sa vigueur : elle est enrobée maintenant dans des circonlocutions. Pierlot demande un sursis sous le couvert des plus édifiants prétextes :

« Nous pensons, écrit, Pierlot, qu'il y a deux choses urgentes à faire :

« 1. Négocier avec les Allemands le retour des Belges, soldats et civils, se trouvant, en France.

« 2. Négocier avec les Allemands les conditions d'un armistice ou d'une convention concernant la Belgique.

« Sur ce dernier point, connaissant mal la situation, nous ne voulons rien faire sans connaître l'avis du Roi.

« Si le Roi estime qu'il est utile et possible de former un nouveau gouvernement, nous sommes prêts naturellement à donner notre démission. Nous croyons cependant qu'il serait, utile d'agir de telle façon qu'une autorité belge puisse s'exercer en France jusqu'à ce que le problème des soldats, des fonctionnaires et des réfugiés soit réglé. »

Comme palinodie, on ne fait pas mieux. Quant au problème des réfugiés, c'est une trouvaille. L'amour du maroquin rend ingénieux.

Cependant, Spaak et Pierlot n'imaginent, pas encore, le 26 juin 1940, qu'ils soient capables de reprendre les leviers de commande et qu'il leur soit possible d'entrer en contact avec les Allemands sans l'accord et sans l'appui du Roi. Aussi, les premiers jours du moins, se font-ils tout doux.

Le 19 juin donc, le Roi est informé par le Nonce que « le gouvernement belge est prêt à négocier avec le gouvernement allemand ». Le 24 juin, Spaak demande des visas allemands pour aller voir le Roi à Bruxelles. Le 26 juin, après avoir renouvelé sa proposition de négocier « d'urgence » avec les Allemands, Pierlot répète : « Nous ne voulons rien faire sans connaître l'avis du Roi ».

Mais la réponse du Roi tarde.

Entre temps, Pierlot et Spaak ont repris du poil de la bête. Ils redoutent, avec raison, que Léopold III ne s'oppose à leur retour aux Affaires. Peuvent-ils décemment penser que leurs exploits du 28 mai seront oubliés ? Même s'ils se mettent dans la peau de vils flatteurs, même s'ils réussissent à se faire tout plats...

Et l'ambition continue de les travailler. Spaak ne veut, pas sombrer. Les Allemands ont gagné, il veut s'arranger avec les Allemands. Le Roi, là-bas, fait le mort ? On se passera du Roi, comme le 28 mai. On s'adressera directement aux Allemands. Nous en sommes là au bout de deux semaines !

Et c'est la proposition incroyable de Pierlot à l'ambassadeur de Belgique à Berlin, le vicomte Davignon, qu'on trouve consignée dans le rapport, ci-dessous :

« Le 3 juillet, écrit le vicomte Davignon, M. Pierlot m'a télégraphié pour me prier de venir le voir d'urgence à 1'Hôtel Albert 1er, à Vichy. M. Pierlot s'est montré spécialement aimable à mon égard. Il m'a dit que les efforts du Gouvernement en vue d'entrer en contact avec le Reich avaient échoué jusqu'à ce moment. Ces efforts, dans le but de conclure un armistice, avaient été tentés via l'ambassadeur d'Espagne

accrédité en France et via le gouvernement français, lequel avait promis de transmettre la demande belge à la Commission d'armistice de Wiesbaden.

« M. Pierlot me demandait de partir pour la Suisse afin d'entrer en contact avec le ministre d'Allemagne à Berne et d'entamer, par celle voie des négociations d'armistice avec le Reich. M. Pierlot se montrait particulièrement pressant. Durant l'entretien, M. Soudan est entré et a joint ses instances à celles de M. Pierlot. Mes interlocuteurs ont dit à plusieurs reprises que la situation du Gouvernement est devenue intenable. »

L'ambassadeur Davignon n'avait aucune envie de se lancer dans de telles démarches, surtout à l'insu du Roi. Il essaya de s'en tirer sans trop de dégâts :

« J'ai répondu à M. Pierlot, ajoute-t-il dans son rapport, que je ne voyais pas bien au nom de qui je parlerais aux Allemands. Il ne faisait pas de doute pour moi que le Reich se refuserait à reconnaître l'existence du gouvernement belge en exil ; dès lors, si je venais de sa part, je risquais de me voir fermer la porte au nez. J'ai ajouté que je ne voyais pas clair dans la situation. »

Opportunément, M. Davignon fut rappelé à Bruxelles par le roi Léopold, en sorte qu'il ne fut plus question pour lui de se prêter aux manoeuvres de MM. Pierlot et Spaak. Il en fut soulagé.

Une autre demande présentée aux Allemands par l'ambassadeur d'Espagne en France, M. Félix de Lequerica, fut également repoussée par le Reich, de même que fut repoussée, de façon humiliante, la demande présentée par les Français à la Commission de Wiesbaden.

Tout cela est assez piteux. Sur les raisons vraies qui animent Pierlot et Spaak, personnellement je n'ai pas de doute. Mais on pourrait admettre d'autres raisons, imaginer que nos deux hommes ont été illuminés par une grâce tardive et qu'ils conçoivent enfin la nécessité d'établir un modus vivendi avec l'Allemagne d'Hitler.

Dès l'instant qu'ils avaient fait savoir à Léopold III « qu'ils ne voulaient rien faire sans connaître son avis », il semble que la décence leur eût commandé d'attendre cet avis. Que signifie donc cette agitation fébrile, et pourquoi ne donnent-ils pas au Roi le temps matériel de leur répondre ?

Le comble, ce fut le sans-gêne avec lequel Pierlot et Spaak passèrent outre à la réponse du Roi quand celle-ci leur fut communiquée.

L'avis de Léopold III, transmis sous forme de communication verbale, était négatif. Le Roi ne daignait pas faire allusion à la proposition d'armistice (il avait évidemment, pour des discussions éventuelles avec le Reich, un peu plus de prestige que les deux épaves du 28 mai). La réponse de Laeken avait la sécheresse qui convenait. Le Roi refusait de recevoir un émissaire de Pierlot. Il ajoutait qu'il ne voyait pas de raisons pour que l'équipe Pierlot continuât d'exercer des fonctions en France, sous prétexte de s'occuper du rapatriement des réfugiés (la Croix-Rouge avait pris cette tâche en main). Enfin, le Roi faisait savoir à Pierlot et à ses coéquipiers qu'ils n'avaient pas à remettre les pieds en Belgique pour le moment.

Voici intégralement le texte de cette notification, dicté à Bruxelles le 4 juillet 1940 et remis par le vicomte Berryer à Pierlot, à Vichy, six jours plus tard :

« La situation du Roi n'a pas changé. Le Roi ne pose pas d'actes politiques et ne reçoit pas d'hommes politiques.[1]1 La Croix-Rouge s'occupe du rapatriement des Belges de France. A titre personnel, M. Frédéricq estime qu'il n'est pas indiqué que MM. Pierlot et consorts rentrent actuellement en Belgique. »

On parle de « MM. Pierlot et consorts». Il n'y a plus de « gouvernement Pierlot » !

Ce refus cassant, au lieu de désarmer Spaak et Pierlot, ne fait que les exciter davantage. Le Souverain ne veut pas d'eux ? Ils s'imposeront à lui en se rendant indispensables !

---

[1] Pieux mensonge. Le Roi avait accordé audience aux politiciens Devèze et Tschoffen, sans parler d'Henri de Man, confident de tous les jours. Il allait recevoir, quelques jours plus tard, le député catholique de Namur, Huart.

Comment s'imposer à lui, malgré lui, sinon en jouant à fond la carte allemande ? Ainsi ils s'affirmeraient à nouveau, en tant que gouvernement belge, dans des débats officiels à propos d'un traité d'armistice. Reconnus par Hitler, il faudrait, bon gré mal gré, que le Roi les reconnût aussi.

Une fois considérés par Ribbentrop comme ministres belges en exercice, ils fussent rentrés à Bruxelles avec leurs prérogatives. Le roi Léopold se fût trouvé dans une situation très embarrassante. Les conséquences, pour son propre prestige et pour l'unité du pays, en eussent été effroyables. Et c'est pourtant ce que voulurent réaliser Pierlot et Spaak.

Parallèlement à ces démarches désordonnées, ils mirent tout en oeuvre pour se concilier les bonnes grâces des Allemands.

Qui les obligeait à renvoyer dare-dare en Belgique, pour y travailler à la production de guerre allemande, nos compatriotes réfugiés dans la zone non occupée ? C'est qu'ils escomptaient, en leur fournissant un appoint si appréciable, la reconnaissance des Allemands.

Même zèle incroyable en ce qui concerne l'armée belge. Le gouvernement Pierlot ne se contenta pas de constater que la guerre était « finie » et « qu'il ne s'agissait plus de lutter ». Il ne se contenta pas de démobiliser officiellement les troupes belges réfugiées en France, mais il les renvoya aux autorités militaires allemandes, remplissant les Oflags et Stalags du Reich d'officiers et de sous-officiers de l'armée active, restés libres jusqu'alors. Il gorgea, à la même époque, les dépôts allemands d'un matériel magnifique. Extraordinaires « résistants », qui liquidaient à la barbe des « alliés » anglais les forces de l'armée belge rescapées et les livraient en vrac à Hitler, avec le matériel de guerre qui avait jusqu'alors échappé à la Wehrmacht !

Le gouvernement Pierlot était prêt à tout livrer, il était prêt à tout accepter. On ne peut s'empêcher, maintenant encore, de rougir de honte quand on relit les propos incroyables que Pierlot et Spaak firent seriner aux Belges de France, en juillet 1940, pour leur donner une mentalité de vaincus.

Voici la communication que le premier vice-président du Sénat, Leyniers, vint adresser, au nom du Gouvernement, aux parlementaires belges réunis en séance à Limoges, au moment où - 8 juillet 1940 - Pierlot et Spaak, sans l'accord du Roi, harcelaient le gouvernement allemand de leurs offres de services :

« Au point de vue juridique, M. Pierlot et ses collègues nous ont dit ne pouvoir nous donner le moindre renseignement.

« Ils pensent que les Belges doivent commencer à s'adapter à une nouvelle mentalité qui est celle d'un pays vaincu, car nous sommes vaincus.

« Les mesures que nous avons proposé de prendre, m'a dit M. Pierlot, ne dépendront pas de nous, mais du gouvernement français et du gouvernement allemand. Or celui-ci ne se montre nullement pressé d'agir...

« En ce qui concerne l'avenir de la Belgique, le Gouvernement ne sait ce que sera le traité de paix. Le plus favorable serait que la Belgique continuât avec une indépendance relative, englobée dans un *Zollverein* ayant à sa tête un *Gauleiter...*

« Encore une fois, le Gouvernement vous supplie de bien vous mettre dans la tête que nous sommes des vaincus et que nous devons nous adapter à cette situation. »

Ces paroles effroyables, Pierlot ne put en contester l'authenticité. Il fut obligé, en janvier 1948, de reconnaître ceci :

« Que M. Leyniers ait, au cours de conversations avec des ministres, entendu une réflexion de ce genre, je n'en doute pas, puisqu'il le déclare. »

Ainsi, pour un Pierlot et un Spaak, l'hypothèse « la plus favorable » était que la Belgique eût à sa tête un *Gauleiter !* Ils entreprenaient de négocier avec les Allemands en se répétant : « Nous sommes des vaincus, nous devons nous adapter à cette situation de vaincus ! »

L'inouï, c'est que personne n'ayant voulu traiter avec eux, s'entendre avec eux, leur accorder le moindre crédit (les Allemands eux-mêmes ont manifesté le dégoût qu'ils leur inspiraient), l'inouï c'est que ces besogneux de la collaboration aient pu, à la suite de leur échec, passer à Londres quand même et rentrer au pays en 1944 comme les parangons de l'indépendance belge, de la libération belge, de l'honneur

belge et du patriotisme belge. L'inouï, c'est qu'à leur retour ils aient eu le front d'organiser la plus gigantesque chasse à l'homme qu'on ait jamais vue en Belgique, faisant traquer par leur « justice » déchaînée six cent cinquante-neuf mille présumés « collaborateurs », faisant incarcérer dans des conditions effroyables à peu près cent mille de ces malheureux, faisant pleuvoir sur le pays (pluie de larmes et de sang) plus de six mille condamnations à mort et des centaines de milliers d'années de prison !

Cette répression fut d'une sauvagerie horrible : vieillards infortunés, savants illustres, agonisant dans les cachots, terrassés par les sévices et par la faim ; jeunes filles violées dix fois, vingt fois, trente fois par des « patriotes » et finalement laissées pour mortes sur le plancher de leurs geôles ; mères de volontaires du Front de l'Est livrées en pâture à des hordes de prisonniers mongols libérés ; pauvres gosses innocents ayant des pères «collaborateurs» envoyés dans des pénitenciers pour enfants criminels ou précocement tarés !

Qu'avaient fait tous ces malheureux, toutes ces malheureuses victimes des Pierlot et des Spaak ? Quel est celui d'entre eux, quelle est celle d'entre elles qui avaient jamais parlé d'un *Gauleiter* en Belgique ?

Ce n'est, pas d'une Belgique bâtarde, réduite à n'être plus qu'une portion de *Zollverein,* dont nous rêvions, nous, mais des Grands Pays-Bas ressuscités, tels que nos pères les avaient connus aux jours les plus glorieux de la patrie ! Du malheur, nous voulions que rejaillit non pas une patrie amoindrie, mais une patrie agrandie, ayant retrouvé sa fastueuse ampleur bourguignonne, collaborant avec les autres peuples dans l'égalité et la fierté, au sein d'une Fédération germanique à la Charles-Quint, dont nous eussions été, impérialement, la richissime porte océane. Voilà ce que signifiait pour nous, nationalistes belges, la collaboration dans une Europe unie et réconciliée. C'est pour cet idéal-là que nous avons lutté sans trêve, c'est pour lui que des milliers de nos camarades sont morts en héros au front antisoviétique, et sous les balles des assassins.

C'est cet idéal, pourtant, qui fut représenté en 1944 comme le plus bas des crimes. Et par qui ? Par ces Pierlot et par ces Spaak qui, en juillet 1940, suppliaient les Allemands de leur permettre de signer un traité de paix qui, dans l'hypothèse la plus favorable, eût réduit la Belgique à n'être qu'une partie d'un *Zollverein,* sous la férule d'un *Gauleiler.* Farce tragique ! Escroquerie gigantesque ! Eux, regrimpés au pouvoir, après tous leurs reniements, ils n'ont été inquiétés par personne. Spaak, grand homme de la Belgique à l'O. N. U., est devenu Premier ministre. Pierlot, le sinistre Pierlot, a été anobli par le Régent (le frère, le rival, l'ennemi acharné de Léopold III). Mais des centaines d'idéalistes ont été sauvagement fusillés. Mais des dizaines et des dizaines de milliers d'autres ont connu des prisons inhumaines. Mais près d'un demi-million de Belges ont été marqués au fer rouge de « l'incivisme » !

Si Hitler avait été le Machiavel qu'on a dit, il eût exploité cyniquement les offres répétées du gouvernement Pierlot, il eût compromis à jamais les Pierlot et les Spaak, il eût poussé en avant ces ministres rebelles, affaibli de la sorte Léopold III, alors ciment moral des Belges, et absorbé, pour finir, une Belgique couverte de boue et disloquée par ses dissensions.

Hitler n'avait qu'un mot à dire. Pierlot et Spaak fussent accourus à Wiesbaden et à Berchtesgaden. Qui le nierait ? Dix documents, décisifs, l'établissent. Si Spaak et Pierlot, «collaborateurs» en puissance, ne devinrent pas des collaborateurs de fait, c'est uniquement parce que Hitler ne voulut pas de leur collaboration. Le Commandement militaire allemand dut même se résoudre, pour se débarrasser de ces importuns, à lancer, le 18 juillet 1910, l'ordre secret que voici :

« Le gouvernement Pierlot s'est adressé à plusieurs reprises au gouvernement allemand pour engager des négociations au sujet du retour des réfugiés et des négociations officielles d'armistice. Le point, de vue du Führer est qu'il n'y a pas de gouvernement belge. Toute demande émanant d'autorités belges pour entrer en rapport avec nous doit être rejetée. »

XVIII

LONDRES A DÉFAUT DE BERLIN

Pour une paix séparée avec le Reich. - Spaak et de Man. - Le pittoresque Albert De Vleeschauwer. - Son aventure chez Churchill. - Catapulté aux Pyrénées ! - Pierlot et Spaak au fond du désastre. – Repêchage offert par Vleeschauwer au Perthus. - Gutt rejoint les siens. - Fausse promesse de Pierlot et Spaak d'aller à Londres. -- Leurs nouvelles manoeuvres à Bruxelles et leur « cessation de fonctions ». - Riposte allemande : décret de bannissement. - Londoniens faute de pouvoir être Berlinois. - Opposition définitive de Léopold III à « MM. Pierlot et consors ». - Eloge des caractères impossibles. - Spaak, spaakiste. - Immoralité des foules.

Dès la seconde quinzaine de juillet 1940, le gouvernement Pierlet était par terre. Il avait, le 18 juin, « jeté l'éponge », lâché les Anglais, renié les engagements solennels pris à leur égard le 28 mai. Plus exactement, il avait changé de camp, brûlant de se réconcilier avec le Roi (renié un mois plus tôt) et avec les Allemands qu'il avait juré de reconduire à l'Oder, épée dans les reins.

Mais cette volte-face ne lui avait rien rapporté. Diplomates argentins, espagnols, français, monsignores de Berne et de Vichy n'avaient pu décider Hitler à accepter dans sa bergerie ce vieux bouc de Pierlot, si repentant qu'il fût, si prêt qu'il fût à s'incliner devant un *Gauleiter.*

Pierlot et Spaak pensaient de la sorte s'imposer, par ricochet, au roi Léopold. L'Allemagne n'ayant pas accepté de traiter avec eux, il ne leur restait plus qu'à tenter un rapprochement direct avec Léopold III, dans l'espoir que celui-ci consentirait à les dédouaner auprès des Allemands, insensibles à leurs offres.

N'importe qui, après tant de rebuffades, se fût lassé. Pierlot et Spaak, non. Ils voulaient réussir leur manoeuvre, et de la mi-juillet à la mi-août de 1940, on les vit tous deux transformés en doux, respectueux et dévoués serviteurs de Sa Majesté. Le 21 juillet 1940, Pierlot fit à la radio de Vichy un discours mielleux où il se déployait comme un paillasson aux pieds du Monarque. Sept semaines à peine s'étaient écoulées depuis la fameuse réunion de Limoges au cours de laquelle fut proclamée « l'impossibilité juridique et morale pour Léopold III de régner » !

Et Paul-Henri Spaak, désespéré, relançant éperdument tous les «fascistes» qu'il connaissait en Europe, avait dû, le 10 juillet, écrire de Vichy à l'ancien ambassadeur à Bruxelles du « dictateur » Franco, Eduardo Aunos, ces lignes gémissantes : « Nous avons essayé d'entrer en contact avec l'Allemagne, par l'intermédiaire du Nonce d'abord, puis d'un émissaire. Nos efforts ont échoué. Le gouvernement allemand, comme je m'y attendais, nous ignore complètement. Nous sommes pour lui inexistants. »

Une fois cette étape franchie, Pierlot et Spaak ne se laissèrent plus arrêter par rien. Ils accablèrent le Roi et ses collaborateurs de suppliques, d'interventions, de messages. Le Roi devait, écrivaient-ils, négocier un armistice, un traité de paix même, avec le Reich. La paix séparée avec Hitler !

Qui la proposait, cette paix séparée ? Qui la proposait par écrit ? Degrelle ? De Man ? Staf De Clercq ? Nenni : c'étaient Spaak et Pierlot !

Jusqu'alors Pierlot et Spaak se considéraient toujours - non sans raisons - comme ministres en exercice. Un traité de paix avec le Reich eût dû être signé par eux. C'est la raison pour laquelle cet acte les intéressait à un tel point. L'enfant diplomatique né de la sorte eût prouvé la réconciliation des parents. Pour le Roi, depuis la note du 4 juillet, ils étaient tout simplement « MM. Pierlot et consorts ».

A toutes leurs démarches, invariablement, Léopold III opposa la même fin de non recevoir. Il fit éconduire tous les émissaires du « gouvernement » Pierlot, même le ministre Delfosse. Pas une ligne de réponse ne fut envoyée de Laeken à Vichy, fût-elle signée parle plus obscur des chargés de missions.

Spaak ne voyait plus, du côté belge, qu'une chance de survie politique pour lui. Il la voyait dans l'aide que pourrait lui apporter Henri de Man, son ancien collègue au Gouvernement et au P. B. O. Il fallait réellement être décidé à tout pour recourir à un tel intercesseur. De Man venait en effet de liquider en cinq sec le propre parti de Spaak, le Parti socialiste. Au moment où Spaak s'époumonait, à Limoges, en prêchant la guerre à outrance, de Man passait avec armes et bagages au national-socialisme, proclamant que la victoire d'Hitler n'était rien moins qu'une « délivrance ». Au surplus de Man se moquait publiquement de Spaak, au vu et au su de toute la Belgique. A Vichy, nul ministre de l'équipe Pierlot ne l'ignorait.

Mais la passion politique possède Spaak, corps et âme. Son ambition - soyons gentil, disons sa vocation - commande seule ses actes. Spaak se lança donc à la poursuite d'Henri de Man pour se faire ouvrir par lui cette porte de Laeken qu'il n'arrivait pas à forcer. Il supplia son ancien compère de le dépanner. Il le pria de demander en son nom le pardon du Roi. Il chargea sa femme, restée à Bruxelles, d'intervenir personnellement auprès d'Henri de Man : « Va voir de Man, lui écrivit-il textuellement, il a toujours eu de la sympathie pour toi ! » Ces lettres du bon gros Spaak à Mme Spaak étaient fort drôles. Je comprends parfaitement que Spaak, se souvenant de ces messages biscornus notamment, ait fait l'impossible pour que de Man ne fût pas extradé de Suisse. Celui-ci eût pu se défendre avec bec et ongles.

Malgré toute la sympathie qu'éprouvait de Man pour Mme Spaak, - à en croire le mari, tout au moins - le naufrageur du Parti socialiste fit la sourde oreille, rigola, tira sur sa courte pipe et s'abstint de toute intervention.

Tout semblait définitivement perdu pour Spaak et pour Pierlot, lorsqu'une possibilité imprévue leur lut brusquement offerte, la même qu'ils avaient farouchement repoussée un mois et demi plus tôt. Churchill, qui n'avait pas le choix des moyens dans la situation désespérée où se trouvait l'Angleterre, oubliant leur toute fraîche trahison, leur tendait à nouveau la perche.

Le 17 juin 1940, quand Pierlot et Spaak arrivèrent à Bordeaux, un ministre belge s'y trouvait déjà depuis plusieurs jours, le ministre des Colonies, un hurluberlu sympathique nommé Albert De Vleeschauwer.

Je connaissais de longue date ce brave Vleeschauwer, *Vleesch* (viande, en flamand) comme nous disions. Vleesch était un homme du Boerenbond, la grande machine agricole catholico politico financière du cardinal Van Roey. Celle-ci finançant largement la section flamande de l'Université de Louvain, Vleesch y avait été nommé professeur. On en fit aussi un député. C'était un garçon pittoresque, laid comme un clown, les yeux pochés, le poil toujours dressé en l'air ; Jam croquait de lui des caricatures merveilleuses et épouvantables. Mais c'était un bon type, un peu « zoot », pas compliqué, affable, joyeux.

En 1936, au moment des grandes campagnes de Rex, lorsque je démolissais chaque semaine un politicien compromis, Vleesch avait eu chaud. Non point qu'il fût taré. Mais il avait tu des démêlés véhéments avec un ensemblier de la rue de Bruxelles, à Louvain. Le bonhomme avait découvert dans une table de nuit, près du lit conjugal, des lettres où le brave Vleesch révélait, en plus de dons lyriques fort imprévus, certains détails qu'il eût mieux valu, pour la paix générale, laisser dans l'ombre. Vleesch, à qui parait-il la récupération des textes originaux avait coûté assez cher, avait craint que le mari outragé ne me livrât de malencontreuses photos, non rachetées, hélas, de cette littérature romantico réaliste. Des scènes assez étonnantes, provoquées par l'héroïne, eurent lieu dans mon bureau. Mais ces petites histoires n'avaient rien à voir avec la politique, et je ne m'occupais pas des délassements poétiques d'autrui. Je m'amusai fort en écoutant les détails de l'aventure. Mais je laissai le bon Vleesch digérer en paix ses tempétueux souvenirs.

Sur ces entrefaites, comme tout le monde, Vleesch était devenu ministre. Un ministre invraisemblable, fagoté dans des complets raides comme des sacs, le faux col en celluloïd, la cravate accrochée comme une chaussette qui sèche. Dans le tohu-bohu de juin 1940, il était arrivé bon premier à Bordeaux. Ministre des Colonies, il estimait qu'il avait encore son petit rôle à jouer, malgré la débâcle. Flamand, ayant les Français dans le nez, la seule idée de moisir en France lui donnait

la jaunisse. Il essaya d'obtenir pour son département un sort spécial. Il lui fut répondu, selon ses propres paroles, « qu'il ne pouvait y avoir d'exception, que le ministre des Colonies devait suivre le même sort que les autres ministres », c'est-à-dire « jeter l'éponge », comme les Français.

Roublard, profitant, le 19 juin, du désordre où se tint la dernière réunion du gouvernement belge à Bordeaux, il avait rédigé deux lettres, que devait signer Pierlot, le nommant administrateur général du Congo, avec autorisation de résider en Angleterre ou en Amérique.

C'était un moyen de filer. Les deux lettres furent lues. Personne ne prêta la moindre attention à leur contenu, tant était grande l'agitation de tout ce monde : « La plupart, raconta Vleesch, étaient debout dans la vaste salle. Écoutaient-ils ou n'écoutaient-ils pas ? En tous cas, il y eut des oui-oui et personne n'y fit opposition. »

En fait, personne n'avait écouté. Vleesch le rapporte lui-même non sans humour : « Quand, plus tard, j'invoquai ces lettres pour prouver que nous avions continué la lutte sans discontinuer, l'un de mes collègues - qui m'avait rejoint à Londres - me fit la remarque : Tu es parti dans l'équivoque. »

Prudent, notre Vleesch s'était replié non sur Londres, mais sur l'Espagne, puis sur le Portugal. Le temps passa. En juillet, il se décida à aller faire un tour à la City. Là, Churchill, comme Diogène, cherchait un homme. On lui amena Vleesch, le pantalon en accordéon, le col en abat-jour, le poil accrochant les lustres. Mais l'homme, malgré son air ébahi, parut utile. A Londres, à ce moment-là, on embauchait n'importe qui. On l'embarqua donc sur la galère britannique et on le chargea de racoler quelques-uns des ministres belges qui erraient en France, d'hôtel en hôtel.

Vleesch prit tous les engagements que Churchill voulut. Ça ne lui coûtait rien, pas même un coup de peigne. Il ne se doutait guère, à Londres, en juillet 1940, tandis qu'il se lançait dans de si légères promesses, que Pierlot et Spaak étaient en train de supplier les autorités du Reicli, par toutes les voies imaginables, de conclure avec eux un armistice, voire même la paix !

Un beau matin, ce fut la tuile : un télégramme de Pierlot intima à Vleesch, sans explication, l'ordre de rallier aussitôt à Vichy le gouvernement belge. Ce n'était pas Pierlot qui venait à Londres, c'est Vleesch qui devait aller rejoindre en France les collègues qui le 18 juin avaient abandonné les Anglais.

La police de Churchill avait pris copie du télégramme au passage. Le pauvre Vieesch fut savonné par Churchill, sommé d'exécuter sa promesse et catapulté sur la péninsule ibérique pour essayer, coûte que coûte, d'amener en Angleterre ces Pierlot et Spaak alors accrochés à la jaquette de Ribbentrop.

Vleesch leur avait envoyé de Londres un rapport sur les offres anglaises. Pas de réponse. Àrrivé à Lisbonne, il bombarda le gouvernement Pierlot de télégrammes. Pas davantage de réponse. Vleesch se risqua jusqu'à Madrid, recommença le manège télégraphique. Toujours pas de réponse. « Du gouvernement beige à Vichy, a raconté ingénument Vleeschauwer dans ses souvenirs, je ne reçus aucune réponse à mes cris d'angoisse. Ils reçurent cependant mes télégrammes : un collègue ministre me dit un jour à ce sujet : Tes télégrammes, mon cher, on ne les lisait même plus ! »

Ce que par contre Pierlot lui fit offrir par la Légation française de Lisbonne, puis par l'Ambassade de France à Madrid, ce fut un visa pour se rendre à Vichy. Vleesch, déjà fort ébaubi au naturel, le fut plus encore en recevant de Pierlot cet accusé de réception aussi étrange qu'indirect. Il flaira le piège aussitôt. « Que signifiait, demande-t-il dans ses savoureux Mémoires, rédigés en petit-nègre, sans doute en souvenir de son passage au ministère des Colonies, que signifiait ce visa français qui me fut lancé ainsi à la tête ? Collaboration tardive du gouvernement français à l'ordre qui m'avait été donné de rejoindre le gouvernement belge à Vichy ? Essai de m'attirer en France, mon arrivée à Londres ayant déjà provoqué des réactions dans le camp ennemi ? Tout était possible alors. » Bref, Vieesch se vit déjà séquestré à Vichy, lui le Londonien !

Dans un message qu'il envoya de Madrid le 28 juillet 1940 au roi Léopold à Laeken, il se plaignit fort amèrement du gouvernement Pierlot, « que je préfère ne pas juger », ajouta-t-il avec un joli mouvement de perruque.

Il avait bel et bien promis à Churchill de lui amener quelques-uns de ces ministres récalcitrants. Mais il redoutait, en allant en France, d'être kidnappé par

eux. Aussi se borna-t-il à envoyer un télégramme fixant rendez-vous à Pierlot, à Spaak et à Gutt au Grand Hôtel de Perpignan, en se gardant bien d'y aller lui-même. Son récit est vraiment impayable :

« Je déléguai à mon rendez-vous à Perpignan notre consul de Barcelone, M. Jottard, et M. Querin, attaché à notre ambassade de Madrid : ils ne trouvèrent personne au rendez-vous. Et je devais réussir ! Je réexpédiai les deux mêmes fonctionnaires avec mission d'entrer coûte que coûte en contact téléphonique avec M. Pierlot pour lui dire : « Albert doit absolument vous rencontrer, vous, Paul-Henri et Camille. »

« Paul-Henri », « Camille » et « Hubert », à ce moment-là, et sans que « Albert » s'en doutât, se débattaient au fin fond de la nasse de leurs subterfuges. Si cet appel de Perpignan leur avait été lancé trois semaines plus tôt, il eût été repoussé sans discussion : la grande manoeuvre collaboratrice argentino-hispano-franco-vaticano-suisse de Pierlot et de Spaak était alors en plein développement. Pierlot et Spaak étaient si persuadés de l'acceptation de leurs offres qu'ils avaient fait aménager, pour les émissaires du Reich, le magnifique navire belge de la ligne Anvers-Congo, le *Baudoinville*, ancré dans la Gironde en aval de Bordeaux. Un des ministres du cabinet Pierlot, Balthazar, en 1947, a raconté comment le salon du *Baudoinville* fut mis en ordre afin de recevoir les Allemands. Un des membres de l'équipage a donné, de son côté, des détails scandaleux sur l'aventure, décrivant « les officiers en grand uniforme se trouvant sur le pont », relatant les faits et gestes des ministres en mal d'embrassade avec les nazis :

« Personnellement, comme steward, servant la table de ces messieurs, j'ai entendu malgré moi leurs conversations. Je les ai vus à l'oeuvre et j'ai recueilli les échos de leurs bruyants propos.

« Je puis vous assurer que leur vocabulaire n'était pas toujours très choisi. J'ai même assisté à l'ordre donné à un de mes collègues de faire disparaître le buste du Roi qui se trouvait dans le grand salon. Mais le buste était solidement attaché et l'homme dut l'abattre à coups de marteau ; les morceaux furent jetés à l'eau. »

Mais les Allemands n'envoyèrent point d'émissaire et, ajoute le steward, « aussi soudainement qu'ils étaient venus, les ministres disparurent dans toutes les directions ».

Pour le gouvernement Pierlot, la situation n'avait fait que s'aggraver. Les Allemands ne réagissaient pas aux offres qui leur étaient transmises. Le roi Léopold, relancé dix fois, refusait de remorquer Spaak et Pierlot dans les eaux allemandes.

Enfin, désastre des désastres, la Banque de France refusait désormais de payer les chèques émis par le gouvernement Pierlot. Moi-même, j'avais traversé Vichy sans accepter d'entretien avec ces hommes à la dérive, sans répondre à leurs félicitations.

La proposition de Vleeschauwer arriva exactement au moment où se consommait la déroute. Pierlot et Spaak n'avaient plus rien à espérer, ni du côté allemand, ni du côté du Roi. Les autorités françaises étaient devenues hargneuses, traitaient les ministres belges avec hauteur, mauvaise volonté, mépris même. On leur rendait la vie impossible. Ils étaient vidés, piteux, sans le sou. Et voilà, miraculeusement, que cet hurluberlu de Vleesch tombait de la lune avec une solution.

Bien sûr, ça leur paraissait un peu difficile à réaliser après tout ce qui s'était passé depuis le 18 juin. Restait pour eux l'espoir qu'on fût mal renseigné à Londres, et c'était le cas. De Vleeschauwer lui-même ignorait à peu près tout des offres faites aux Allemands. Et puis, que pouvaient-ils faire d'autre que tenter cette dernière chance ?

Le général Tilkens, dans son rapport au Roi, en août 1940, dépeignait ainsi l'état d'esprit des ministres, d'après leur dernier émissaire, le général Hannecart : « Les ministres hésitent : Soudan est malade, De Schijver quelconque, Janson sans aucun ressort, Spaak craint pour sa famille qui est en Belgique, Pierlot ira à Londres s'il obtient une garantie pour sa famille de huit enfants. »

Il ne s'agissait pas, on le voit, de garanties pour la Belgique, mais de garanties concernant l'accueil réservé aux autruchons Pierlot. On ne discutait pas de « résistance », mais home, nursery et popote.

Hanté par ces préoccupations hautement nationales, « Hubert » décide de se rendre avec « Paul-Henri » et « Camille » à l'invitation d'« Albert ». Le 2 août, ils étaient à la frontière espagnole, où ils tinrent un long caucus dans la baraque des gabelous français du Perthus. Vleesch, volubile, fort excité, offrit monts et merveilles. Pierlot et Spaak soupesèrent longtemps le pour et le contre.

Gutt se décide le premier. Il est Israélite. Le nom qu'il utilise est un demi-nom : en réalité il est né Guttenstein et non Gutt. Pour lui, aucune chance ne subsistait de surnager dans l'Europe antisémite de 1940. Le clan allié, c'était le clan de sa race. La résistance, c'était la résistance de sa race. Les Juifs, en aucun cas, ne pouvaient perdre plus qu'ils n'avaient déjà perdu. Résister, pour eux, c'était peut-être sauver l'avenir. Peut-être qu'un jour l'Amérique juive s'ébranlerait. Ça pourrait coûter la vie à l'Europe. Et après ? Eux ne sont pas d'Europe. Ils sont de nulle part. Sans les Juifs, il n'y aurait pas eu de résistance en 1940.

Il y eut, certes, des résistants non juifs, surtout après un certain temps. Mais ils furent les dindons de l'aventure, comme toujours dans les associations avec Israël. C'est une vieille histoire, l'éternelle histoire. Pour Guttenstein, le cas était clair. Il franchit le Rubicon du Perthus le 2 août 1940, allant rejoindre ceux de sa race.

Pierlot et Spaak eussent pu en faire autant cette après-midi-là. Ils s'en gardèrent bien. Ils se contentèrent de promettre, avec des trémolos, au trépidant «Albert» qu'ils le rejoindraient à Londres très bientôt. C'était sûr, décidé, réglé ! L'autre, le plumet dressé comme les pics pyrénéens, repartit émerveillé, flanqué de son archirabbin.

Mais les promesses de Pierlot et de Spaak ne valaient pas plus le 2 août 1940 qu'aux autres dates. Ils avaient dit oui, mais ils ne pensaient ni oui ni non, n'ayant pas fini de soupeser les avantages et les inconvénients, de comparer, d'aller de comptoir à comptoir. Pour ces marchandeurs inquiets, la politique, la patrie, l'univers n'étaient qu'un souk ténébreux où leur ambition hésitait devant le troc. Ils avaient fait semblant de se rallier aux offres du pisteur de Churchill. Ils avaient accepté verbalement d'aller au Royaume-Uni. C'était une tromperie de plus. Ils s'étaient réservé cette chance-là, sans plus. Ils l'utiliseraient si vraiment ils voyaient qu'il ne leur restait plus rien d'autre à tenter.

Alors que Vleesch, fier comme s'il avait abattu le papegai, annonçait à Churchill leur prochaine arrivée à Londres, Pierlot et Spaak envisageaient une opération complètement différente. Leur but était de rentrer coûte que coûte en Belgique - sur la pointe des pieds, puisqu'ils ne pouvaient faire autrement. Ils venaient de décider pour de bon d'offrir au Roi de renoncer à leurs maroquins.

Le 2 août, ils promettaient à Vleesch de venir en Angleterre. Le temps de boucler leurs valises, ils seraient là ! Mais le 20 août, arrivés au comble de l'indécision, ils informaient Léopold III qu'ils liquidaient leur équipe et cessaient d'exercer leurs fonctions gouvernementales.

Ils déléguèrent au Palais de Laeken le général Hannecart qui transmit la renonciation des ministres au général Tilkens, chef de la Maison militaire du Roi. Cette décision fut enregistrée aussitôt. Le comte Capelle, interrogé par la Justice belge en 1946 à propos des conversations qu'il avait eues, d'ordre du Souverain, en 1940, avec divers « collaborateurs », a résumé en ces termes le dernier acte du gouvernement belge de Vichy :

« Il est exact que j'ai exprimé l'opinion que la guerre était finie et que le gouvernement Pierlot n'existait plus. Si j'ai dit cela, c'est en raison de l'attitude adoptée par le gouvernement Pierlot qui - par dépêches, lettres et messages envoyés au Château de Laeken au cours de l'été 1940 - avait incité le Roi à entrer en rapport avec l'Allemagne en vue de négociations de paix ou d'armistice et parce que, le 20 août 1940, le Gouvernement avait fait savoir au chef de la Maison militaire du Roi, par l'intermédiaire de M. Hannecart, qu'il cessait d'exercer ses fonctions.»

Les commissaires belges en France reçurent, huit jours plus tard, des ministres démissionnaires une lettre de remerciements qui commençait ainsi : « Au moment de la cessation de leurs fonctions, les ministres soussignés tiennent à vous exprimer toute la reconnaissance du Gouvernement. »

Il fut formellement établi, au cours du procès Romsée, en 1948, que Pierlot lui-même avait signé cette lettre. Longtemps il avait essayé de nier cet acte capital. Cette démission eut lieu, d'ailleurs, dans une confusion épouvantable. Il n'y eut

jamais moyen de savoir qui, exactement, avait démissionné, ni comment, ni quand. Des années plus tard, les ministres de 1940 se chamaillaient encore publiquement à ce sujet. Le rideau tombait sur cette farce tragique, aux actes si divers.

Du moins, Pierlot, Spaak et les autres s'étaient-ils dit qu'une fois cette liquidation accomplie, plus rien ne les empêcherait, simples réfugiés désormais, de regagner leurs pénates. Informés de leur impopularité en Belgique, ils étaient bien décidés à se faire discrets, à être patients, muets, invisibles, tendus vers l'oubli (petite porte entrebâillée sur l'avenir).

Cet ultime rêve s'écroula, car le gouvernement du Reich venait de prendre un décret de bannissement contre tous les membres de l'équipe Pierlot. Il fallut ce dernier coup du sort pour qu'enfin ils se décidassent. Il ne leur restait plus qu'à partir. Encore hésitèrent-ils sur la direction à prendre, car ils ne croyaient pas fortement aux chances de l'Angleterre. Pierlot et Spaak pensèrent à se transporter aux États-Unis plutôt qu'à s'installer au pays de Churchill : « MM. Pierlot et Spaak, a déclaré leur collègue d'alors, le ministre Balthazar, annoncèrent qu'ils allaient se rendre en Amérique à l'effet de s'occuper du ravitaillement de la population belge. »

Et effectivement, avant d'entrer en Espagne, priés par les autorités françaises de « prendre l'engagement d'honneur de ne pas se rendre en Angleterre », Pierlot et Spaak signèrent l'un et l'autre la déclaration que voici : «Je soussigné déclare formellement demander au gouvernement français un visa de sortie de France afin d'aller à New-York, pour organiser un comité analogue au comité Hoover. »

Pierlot n'était plus qu'une épave. Comme il le déclara assez comiquement à la Chambre belge, le 19 septembre 1944, évoquant la cascade de ses palinodies : « Tous les hommes sans doute, à peu d'exceptions près, qui ont vécu ces événements autrement qu'en spectateurs ont atteint et touché leurs propres limites. Pareille expérience est toujours un sujet de modestie. »

« Modestie » qui ne l'empêcha point de traquer, au moment de cet aveu, plus de cinq cent mille Belges et d'en faire condamner à mort des milliers, pour les châtier d'un « collaborationnisme » qu'il eût porté à son zénith (avec *Zollverein* et *Gauleiter)* si Hitler avait bien voulu, en juillet 1940, accepter ses prières et ses offres !

Dans toute cette histoire, quelles furent les réactions du Roi ? Longtemps on crut qu'elles avaient été absolument claires : refus catégorique d'avoir le moindre contact avec les personnages qui l'avaient si effroyablement vilipendé le 28 mai 1940, à la face de l'univers.

En 1945, lorsque le Roi fut libéré en Autriche par les Américains, son retour fut torpillé net par la décision qu'il fit connaître de ne traiter avec aucun gouvernement dont Spaak et Pierlot feraient partie, à moins que ceux-ci ne retirassent préalablement leurs calomnies de 1940. Spaak préféra plonger, pour des années, la Belgique dans le chaos plutôt que de se soumettre à une telle condition.

Ce veto du Roi, Pierlot et Spaak le connaissaient depuis qu'ils étaient rentrés à Bruxelles, derrière les blindés alliés, en septembre 1944. Ils se heurtèrent alors à un texte royal extrêmement raide.

« Nous étions à peine à Bruxelles, a raconté le ministre Balthazar, que nous eûmes connaissance d'un écrit laissé par le Roi, dans lequel il exigeait réparation publique de la part des quatre ministres de Wynendaele et de ceux qui l'avaient calomnié à Limoges. »

Cet écrit, le gouvernement Pierlot voulut l'étouffer, mais ce fut en vain, car le Grand maréchal de la Cour avait pris soin d'en communiquer une copie, le jour même, au maréchal Montgomery. Le Roi disait :

« Il n'est point de patriote que ne tourmente le souvenir de certains discours prononcés à la tribune du monde entier, par lesquels des ministres belges se sont permis, à des heures exceptionnellement critiques, où la sauvegarde de la dignité nationale imposait une certaine circonspection, de proférer précipitamment des imputations de la plus haute gravité contre la conduite de notre armée et les actes de son chef.

« Ces accusations qui, dans un aveuglement obstiné, attentaient à l'honneur de nos soldats et de leur commandant en chef ont causé à la Belgique un préjudice incalculable et difficile à réparer.

« On chercherait vainement dans l'histoire pareil exemple d'un gouvernement jetant gratuitement l'opprobre sur son Souverain et sur le drapeau national.

« Le prestige de la Couronne et l'honneur du pays s'opposent à ce que les auteurs de ces discours exercent quelque autorité que ce soit en Belgique libérée, aussi longtemps qu'ils n'auront pas répudié leur erreur et fait réparation solennelle et entière.

« La nation ne comprendrait pas que la dynastie acceptât d'associer à son action des hommes qui lui ont infligé un affront auquel le monde entier a assisté avec stupeur. »

Les quatre années de guerre avaient donc conservé au conflit toute son aigreur. Et pourtant - le secret fut gardé longtemps - le Roi, tout comme ses ministres, avait, en 1940, opéré deux retournements de veste stupéfiants.

Le 25 mai 1940, Léopold avait rompu, à Wynendaele, avec les quatre membres du Gouvernement. Rappelons l'essentiel du dramatique dialogue :

PIERLOT : Le Roi aura-t-il un gouvernement en Belgique ?

LE ROI : Oui, je ne suis pas un dictateur.

PIERLOT : Ce gouvernement ne peut-il, dans la pensée du Roi, être le gouvernement actuel ?

LE ROI : Il parait que l'occupant n'y consentirait point.

PIERLOT : Devons-nous démissionner ?

LE ROI : Cette dérision serait dans la logique de la situation.

SPAAK Si le gouvernement actuel continue la guerre aux côtés des Alliés, ce gouvernement sera-t-il toujours le gouvernement du Roi ?

LF ROI : Non, ce gouvernement sera nécessairement contre moi. »

Le désaccord avait été si vif qu'une fois les ministres enfuis en France, Léopold III regrette fortement de ne pas les avoir purement et simplement révoqués. Il essaye de réparer cette omission. Spaak, dans son discours de Limoges, le 31 mai 1940, a donné de curieux détails sur cette initiative in extremis de Léopold III :

« Il faut cependant que je vous indique encore un incident qui s'est produit et qui est venu concrétiser nos craintes. Le dimanche 26 au soir, le Roi a fait téléphoner pour demander qu'un ministre accepte de signer deux arrêtés en blanc, l'un prononçant la révocation du Gouvernement, l'autre portant nomination des nouveaux ministres. Ai-je besoin de vous dire que parmi les treize ministres présents, pas un seul n'a consenti à se prêter à cette manoeuvre ? »

Henri de Man a révélé les détails de cette étrange opération. Le 24 mai déjà, la veille de la fameuse entrevue de Wynendaele, le Roi avait demandé à de Man s'il serait prêt à assumer des responsabilités ministérielles, « au cas où il ne se trouverait pas de ministres en fonctions pour les prendre ». De Man avait répondu affirmativement. Le 26, de Man eut avec Léopold III une nouvelle conversation concernant la constitution d'un gouvernement destiné à remplacer l'équipe Pierlot - Spaak. L'ancien ministre socialiste a résumé ainsi son dialogue avec le Souverain :

« Je voudrais, me dit le Roi, que, en cas de nécessité et pour pouvoir résoudre certaines questions se rattachant à la capitulation, vous acceptiez de redevenir ministre, peut-être avec une ou deux autres personnalités.

« Je me déclarai prêt à le faire et suggérai que, pour bien marquer le caractère occasionnel et transitoire de la mesure, il faudrait prendre les autres ministres également dans l'armée, parmi les hommes se trouvant pour ainsi dire à portée de la main du Roi ; je citai à titre d'exemples les noms du général *Tilkens* et de l'auditeur *Hayoit de Termirourt.* R. L.[1] acquiesça mais fit remarquer qu'avant tout il fallait obtenir, conformément aux conclusions de Hayoit, l'accord d'au moins un ministre en fonctions pour le contreseing requis.[2] Il me chargea de faire le nécessaire à cet effet en téléphonant à l'ambassade de Londres.

[1] R. L. Abréviation que de Man emploie dans ses notes pour désigner le roi Léopold.

[2] « Cette conclusion, fait remarquer avec humour Henri de Man, était manifestement erronée : d'après la Constitution, le Roi pouvait fort bien révoquer ses ministres et faire contresigner cette révocation et la nomination de leurs successeurs par l'un de ces derniers. Cette erreur d'interprétation de la Constitution n'ayant pas été reconnue à temps, on peut dire que ceux qui auraient été choisis l'ont échappé belle ! »

« Aussitôt après cette entrevue, à 21 heures, le comte W. de G.[1] à ma demande et en ma présence, téléphona à l'ambassade de Londres ce texte que je lui dictai : « Le Roi voudrait que Frédéricq » obtienne de Gutt, s'il est à Londres, ou d'un autre ministre, son accord pour que sa signature puisse figurer sur l'acte de démission des ministres actuellement en fonction et la nomination d'un ministre nouveau. L'accord verbal obtenu d'urgence, il y aurait lieu de faire suivre acte remis à l'Ambassade. »

« Ce message fut pris et répété pour vérification par le vicomte de Lantsheere à l'ambassade de Londres. »[2]

A la date du 27 mai, de Man note :

« A 7 heures, W. de G. m'apporte la réponse, signée par notre ambassadeur à Paris, Le Tellier, envoyée de Paris à 3 h. 30 du matin, retransmise par Londres, et arrivée à Wynendaele à 5 h. 50 : *Réponse unanime négative. Le Tellier. »*

Impossible, dans ces conditions, de douter des intentions du Roi à la veille du 28 mai 1940 : il voulut carrément défenestrer Pierlot et sa bande ; il leur avait annoncé que si leur gouvernement continuait, ils seraient « nécessairement contre lui ».

On pensa longtemps que c'est de cette violente prise de position qu'avait découlé l'intransigeance royale qui se manifesta si implacablement par la suite.

Pourtant il y avait eu un entracte, un entracte ahurissant. Il est indispensable d'avoir le document officiel sous les yeux pour croire à la possibilité d'un tel revirement de la part du Roi.

Quel est ce document ? C'est une reconnaissance par le Roi de la légalité du gouvernement Pierlot, en application de l'article 82 de la Constitution. Et de quand date-t-elle ?

Elle date du 2 juin 1940, c'est-à-dire qu'elle est postérieure de quatre jours seulement à la capitulation de l'armée belge.

Le 25 mai, le Roi annonçait à Pierlot que si son gouvernement agissait encore, il serait contre lui. Le 26 mai, il réclamait un blanc-seing pour le révoquer et pour nommer ses successeurs. Et le 2 juin, le chef de cabinet du Roi, le baron Frédéricq, et le colonel van Caubergh, officier de la Maison militaire du Roi, expédiés par Léopold III à travers l'Europe en guerre, arrivaient en trombe à Berne, envoyaient dare-dare de Berne à Poitiers le vicomte Berryer, appelé d'urgence de l'ambassade de Paris, pour qu'il assurât le gouvernement Pierlot que le Roi le reconnaissait comme son propre Gouvernement !

Que s'était-il donc passé ? Pierlot s'était-il déjugé ?Au contraire ! Il avait lancé à la radio une proclamation dans laquelle il accusait le Roi d'avoir « ouvert des négociations séparées et traité avec l'ennemi », d'avoir « rompu les liens qui l'unissaient à son peuple », et de « s'être placé sous le pouvoir de l'envahisseur ».

Au même micro, le gouvernement Pierlot avait permis qu'on lût le fameux manifeste de la « presse belge » : « Le Roi Léopold III a trahi son pays. Il a failli à son serment constitutionnel. La Belgique se sent aujourd'hui couverte de honte. Mais elle ne veut pas accepter le déshonneur qui lui est infligé aujourd'hui par un traître. Elle demande à la France de ne pas la juger d'après un roi félon. »

Il y avait eu plus encore que ces injures inouïes. Il y avait eu, ce même 28 mai 1940, claironnés eux aussi à toutes les émissions radiophoniques, les deux arrêtés du gouvernement Pierlot : le premier proclamant « l'impossibilité de régner du Roi », le second, encore plus blessant, décrétant « la disparition du nom du Roi dans les actes où ce nom était requis ».

Ces textes inouïs qui signifiaient, en fait, la déchéance publique de Léopold III, au lieu de raidir le Roi, rompirent les derniers fils de sa sensibilité, mise à bout par toutes ces épreuves.

Il n'y a rien de blessant pour le Roi à dire qu'il est un hypernerveux. Les plus fameux spécialistes d'Europe, notamment le professeur allemand Gebhart,[3] ont été appelés à soigner ce cas illustre. Nier cet aspect pathologique du problème léopoldien, c'est sortir de la vérité humaine.

[1] W. de G. : Willy de Grünne, grand-maître de la maison de la Reine.

[2] HENRI DE MAN, Cavalier seul (Cheval ailé).

[3] Condamné à mort à Nuremberg et pendu par les Alliés en 1948.

Cette maladie se manifesta par des crises bien caractéristiques, le 25 mai 1940 d'abord, puis après les discours Reynaud-Pierlot ensuite au retour du Roi de Bruges à Laeken, lorsqu'il fut sur le point de rencontrer Hitler ; une quatrième fois à l'occasion de la visite du Roi à Berchtesgaden ; en mai 1945, à San-Wolfran, lors des discussions sur le retour du Souverain en Belgique, sans parler de nombreux autres incidents mineurs.

Je ne donne pas ces précisions pour faire scandale. Si je voulais faire scandale, il est d'autres précisions - non sans intérêt pour les médecins - que j'apporterais concernant les étranges répercussions, pénibles ou grandioses (mégalomanie géniale de Léopold II, folie de sa soeur Charlotte, surdité du comte de Flandre), qu'eut sur la dynastie belge la maladie héréditaire bien caractérisée dont fut atteint Léopold Ier.

Je fais état de la névrose du roi Léopold III parce qu'il le faut bien, parce que l'histoire est l'histoire et que les hommes sont les hommes : chair, nerfs, volonté, triomphants ou défaillants. Et j'aime mieux un Léopold III passant du blanc au noir et du noir au blanc parce que ses nerfs l'ont desservi, mais qui garda toujours une grande noblesse dans ses sentiments patriotiques, que des opportunistes à la Pierlot et à la Spaak, aux nerfs robustes de chevillards, qui mangèrent leur parole dix fois, tournèrent à tous les vents selon leur peur, leurs besoins et leur fringale de puissance.

Lorsque le roi Léopold entendit à la radio, le 28 mai 1940, les outrages dont on l'accablait, quand il se rendit compte, lui trop adulé par ses courtisans, qu'il était traîné dans la boue devant l'univers entier, comme jamais souverain ne l'avait été dans l'histoire du monde, il fut bouleversé à un point inimaginable.

Henri de Man qui était sur place m'a narré longuement ces heures tragiques. Le Roi était comme fou, les mains dans les cheveux, pleurant, ou se redressant hagard. Cela n'a rien d'humiliant. Cet homme souffrait affreusement dans sa fierté. Il se voyait livré, pieds et poings liés, à la furie des insulteurs.

Passant d'un extrême à l'autre, impressionné par l'avis timoré de certains légistes, il ne vit plus d'autre solution, pour circonscrire le scandale et pour contenir les débords de ces régicides moraux, que de lâcher la corde, tendue à se rompre. Il fut, ce jour-là, le Louis XVI se coiffant, pour éviter le pire, du bonnet phrygien de la canaille qui venait de bafouer à ses côtés la reine Marie-Antoinette et de planter au bout de ses piques la tête de ses fidèles Suisses.

C’est ainsi que fut rendue possible, psychologiquement, la déconcertante riposte, le 2 juin, de Léopold III aux abominations de Pierlot et à ses deux décrets de quasi-déchéance : le Roi confirmait légalement Pierlot dans un pouvoir qu'il lui avait catégoriquement dénié trois jours avant ses exploits radiophoniques.

« D'après les conversations que j'ai eues avec M. Frédéricq, lit-on dans le rapport du vicomte Berryer, il ressort bien que le Roi n'a pas l’intention d'entrer en lutte avec le gouvernement de Poitiers, mais qu'il avalise la situation légale de celui-ci. »

Cette volte-face ne changea rien, évidemment - en politique être faible est toujours une faute - à la hargne des insulteurs ; elle ne les empêcha même pas, le 18 juin, de faire fracasser le buste de Léopold III sur le *Baudoinville* et d'en jeter les morceaux dans la Gironde, comme s'il se fût agi de débris de vaisselle !

Cette communication du 2 juin 1940 servit tout juste à donner de l'audace à Pierlot et à Spaak, quand il s'agit pour eux, à partir du 18 juin, de faire couvrir par le Roi leur manoeuvre pro-allemande. Pierlot, s'il est têtu comme une vieille mule colérique, n'est pas spécialement bête. Quant à Spaak, il est intelligent, adroit, subtil. Je n'arrivais donc pas à comprendre pourquoi ces deux hommes s'obstinaient à harceler Léopold III. Tout devint clair à mes yeux quand l'existence de ce document fut révélée. Les deux compères croyaient tenir le Roi.

Il était ainsi tout naturel que Pierlot et Spaak, le 19 juin, se tournassent vers Léopold III, lui demandassent des avis, puisque (malgré le 28 mai et malgré Limoges) il les avait à nouveau reconnus comme ses ministres.

Mais la capitulation française provoqua, deux semaines après ce message, un second revirement dans l'esprit du Souverain. Cette capitulation justifiait sa conduite du mois de mai. C'est lui qui avait vu clair ! Pierlot et Spaak s'étaient trompés. Le souvenir de leur conduite se raviva dans sa mémoire. Non, il ne pouvait pardonner l'affront qu'il avait subi. Il ne le pardonnerait jamais.

C'est pourquoi le ministre Delfosse - pourtant pas « limogeard » - qui venait offrir de contresigner un acte royal comportant démission ou modification du Gouvernement, fut éconduit. Son offre ne fut même pas examinée.

A la lettre de Pierlot du 26 juin, le Roi refusa que ses bureaux répondissent. Il ne toléra, on l'a vu, que l'envoi d'une réponse verbale de son chef de cabinet, réponse de six lignes en tout, flagellante, où l'on prit soin jalousement de ne pas employer l'expression « gouvernement Pierlot », celle-ci étant remplacée par la formule blessante : « MM. Pierlot et consorts ».

« MM. Pierlot et consorts » eurent beau, dès lors, multiplier les appels et les offres, ils se heurtèrent à un mur de silence.

Le 25 mai déjà, à Wynendaele, en affirmant à Pierlot et à Spaak que les Allemands n'accepteraient certainement pas qu'ils demeurassent ses ministres sous l'occupation, Léopold III manifestait son désir évident de se débarrasser d'eux. Une fois annulé l'entracte du début de juin, le Roi se comporta rigoureusement comme si ce ministère Pierlot n'existait plus.

Lorsque j'allai à Berlin le 2 avril 1945 pour lui demander de libérer le Roi - ainsi que les femmes belges déportées - le ministre Ribbentrop, évoquant le passé, m'a déclaré de la façon la plus formelle que le décret de bannissement n'avait été pris par le Reich contre l'équipe Pierlot que parce que le Roi en avait exprimé le souhait.

Trois semaines ne s'étaient pas écoulées depuis la cessation de fonctions des « consorts », que partaient de Berne, à travers le monde, les fameuses instructions d'Ursel, en réalité « instructions royales ».

Le comte d'Ursel commençait son message en ces termes : « J'ai reçu des instructions précieuses datées du 28 août et que j'ai le plaisir de vous communiquer, ainsi que j'ai reçu instruction de le faire.»

Quel fonctionnaire eût osé prendre la responsabilité de consignes aussi graves au corps diplomatique belge, engageant toute la politique étrangère du pays, alors que Spaak avait disparu depuis quatre mois, alors que le secrétaire général des Affaires étrangères était absent, alors que le département n'existait pratiquement plus, sans avoir, au moins, consulté le Palais de Laeken ? Quel fonctionnaire eût osé donner l'ordre à un ambassadeur aussi en vue que le comte d'Ursel de transmettre ces instructions si elles n'avaient été qu'une invention de son cru ? Comment le comte d'Ursel, en étroit contact avec le Palais, en correspondance constante avec lui, chargé de missions spéciales par lui, se fût-il jamais risqué à diffuser dans le monde entier des indications proclamées *précieuses* dont il n'eût pas su qu'elles exprimaient la pensée du Souverain, dont il n'eût pas su qu'elles étaient données par lui ? D'ailleurs, le rôle joué par l'ambassade de Berne durant les événements de 1940 ne laisse aucun doute sur le caractère nettement « inspiré » de toutes les initiatives qui y furent prises.

Quant au document lui-même, il suffit de le relire pour se persuader qu'il n'est pas dans le style d'un fonctionnaire habitué à des rôles passifs : « Lorsque nous sommes arrivés à l'extrême limite du territoire, après avoir fait tout ce qui était possible pour nous défendre, nous avons mis bas les armes. »

C'est Léopold Ill qui a mis bas les armes, et non un vague noircisseur de papier de la rue de la Loi. Tout ce message est écrit dans la manière d'un chef. Il en porte la marque.

Ce document a gêné certains défenseurs maladroits de Léopold III, les a poussés à des dénégations risibles. A quoi bon aller contre l'évidence ?

Ce document, informant tous les représentants du Roi à l'étranger que la guerre avec l'Allemagne était finie, déniait à Spaak et à Pierlot le droit d'engager la Belgique dans une action de guerre quelconque aux côtés des Alliés. Ainsi était impliqué, dans un document officiel, le congé signifié par le Palais, dès le début de juillet, à « MM. Pierlot et consorts ». Pour le Roi, durant toute la guerre, Pierlot et ses collègues ne furent plus rien. Tous les messages que, de Londres, ils adressèrent au Roi restèrent sans réponse. Maintes fois, à ce propos, Pierlot et Spaak ne purent contenir leur irritation et leur amertume. Une fois, parait-il, le Roi aurait eu l'intention de répondre. Si cette lettre - et d'ailleurs ce n'était pas une lettre, mais une note sans destinataire, de quelques lignes seulement, qui ne répondait aucunement

aux demandes précises des ministres de Londres - si cette lettre ne partit point, affirment des thuriféraires excessifs, c'est parce que celui qui devait porter ce pli en Angleterre se fit coffrer par la Gestapo. Vraiment, il vaudrait mieux pour le prestige royal ne pas abuser de fables aussi faibles. Si le Roi avait voulu correspondre avec « MM. Pierlot et consorts », ce n'est pas une estafette qui eût été à sa disposition, mais cinquante, mais cent ! Il en pleuvait du ciel chaque semaine. N'oublions pas qu'on avait même offert au Roi un avion pour aller en Angleterre, et que cet avion était réellement prêt à partir.

Ces contacts avec le clan allié étaient un jeu d'enfant. Moi-même j'en eus. A mon retour du Caucase, en 1942, un messager américain m'attendait, envoyé par l'ancien ambassadeur des Etats-Unis à Vichy, pour me faire des offres absolument identiques à celles qui avaient décidé l'amiral Darlan à passer en Algérie. Deux passeports parfaitement en règle avaient été préparés pour deux de mes collaborateurs, grâce auxquels ils pouvaient se rendre aussitôt à Barcelone où le consul général des Etats-Unis était chargé de les accueillir (pour le cas où j'eusse donné mon accord de principe à l'ouverture d'une telle négociation). Je refusai, car je ne suis pas un retourne veste à la Spaak et à la Pierlot. Je combattais les Soviets, alliés aux Américains. Cette lutte contre le communisme était sacrée. J'étais résolu à la mener jusqu'à la fin, quelle que fût cette fin.

Mais ceci prouve que les contacts avec le clan allié étaient à la portée de n'importe quelle personnalité belge, et à plus forte raison à la portée de Léopold III. Il aurait pu, si la chose l'avait intéressé, écrire cent fois à « Pierlot et consorts » tout au long des quatre années que dura la guerre.

Si le Roi n'eut pas ces contacts, c'est parce qu'il ne voulut pas les avoir. La preuve que sa mauvaise humeur ne désarma point est inscrite dans le texte, extrêmement raide, qu'avant d'être emmené en Allemagne en 1944, il tint à laisser à Laeken pour signifier - même absent - son opposition radicale à un retour de Spaak et de Pierlot (s'ils ne rétractaient pas solennellement leurs propos outrageants du 28 et du 31 mai 1940).

La crise de mauvaise humeur royale se prolongea même après la guerre, sans la moindre atténuation.

C'est drôle à dire : mais c'est uniquement parce qu'ils ont des caractères impossibles que Léopold III et son Premier ministre manquèrent au millimètre la possibilité d'être des Quislings.

Si Pierlot n'avait pas été un bougon insupportable, têtu et râleur, il fût resté auprès du Roi à Wynendaele, et la Belgique se fût réveillée avec un Gouvernement collaborationniste. Les événements eussent enferré Pierlot irrémédiablement.

Si le Roi, de son côté, n'avait pas été un névrosé, il eût, en juillet 1940, continué, comme le 2 juin, à pratiquer l'oubli des injures, et il eût permis à Pierlot, comme chef du Gouvernement légitime, et à Spaak d'ouvrir, comme ils le demandaient, des négociations de paix avec le Reich d'Hitler.

Nos défauts, autant au moins que nos qualités, nous stimulent et nous guident. Nos passions ont plus de poids sur nos actes que nos principes. Corneille, c'est beau, mais Racine, c'est vrai.

Certes la roue du destin eût pu, en 1945, tourner dans un tout autre sens. Mais, ayant tourné comme elle a tourné, force est de reconnaître que si la Belgique s'épargna, à la chute d'Hitler, des discussions pénibles avec les Alliés, elle le dut, pour une bonne part, à l'entêtement conjugué d'un Premier ministre dyspeptique et d'un roi névropathe. S'ils avaient été deux êtres normaux, ils se fussent sans aucun doute lancés à corps perdu dans la collaboration européenne, ce qui leur eût valu à tous deux d'achever leur destin au poteau d'exécution, à l'heure du redressement « démocratique ».

Il faut toutefois être juste. Ils ne furent pas deux, mais trois, à sauver leur peau de la sorte. N'oublions pas l'association indissoluble, durant cette période, de Pierlot avec le bon gros Spaak. Lui aussi, il dut à un de ses défauts la chance d'avoir passé à côté d'un mauvais destin. Ce défaut est l'ambition. Tout chez lui s'explique par l'ambition, et c'est à cause d'elle, après avoir trahi tant d'hommes et tant de principes, qu'il se trouva en fin de compte et tout à fait par hasard du bon côté de la barricade.

A la fin d'août 1940, Spaak était tombé au fin fond de l'adversité. Politiquement, il n'était plus qu'un clochard. Il était renié par tous dans sa patrie. Il quitta Vichy parce que le dernier filin de sa chance sur le continent était rompu.

Confirmant la liquidation du Gouvernement, le ministre Le Tellier, notre ambassadeur à Vichy, en relation avec Spaak chaque jour, venait d'envoyer, le 2 septembre 1940, à son collègue de Suisse ce télégramme mortuaire : «Les ministres du gouvernement belge en France ont cessé leurs fonctions.» Ni Pierlot ni Spaak ne savaient où ils allaient échouer. La malchance, partout, s'acharnaient sur eux, même après qu'ils eurent quitté - à grand'peine - le territoire français. Le 8 septembre, M. Le Tellier adressait à un collègue ces lignes féroces : « Pierlot et Spaak, qui devaient partir pour les États-Unis, sont toujours, je crois, en carafe à Figueras. »[1]

Mais l'ambition politique fait remonter un homme des plus profonds abîmes. Elle est un appel qui ne ment jamais. Spaak n'eût pu vivre sans un maroquin. Il m'a fait toujours penser à Henri Jaspar, l'ancien Premier ministre catholique qui, ayant goûté du pouvoir, en avait conservé une telle nostalgie qu'il m'avoua un soir, en auto, qu'il accepterait n'importe quel département, fût-ce celui des Communications, pour redevenir ministre. Il fut si tenace, si habile, si intrigant qu'à la faveur d'une crise, le Roi le chargea de constituer un nouveau gouvernement. Il éprouva, ce jour-là, la plus grande joie de sa vie. Jaspar passa trois jours à consulter les partis. Mais son plan ne s'arrangeait pas. Il dut aller au Palais prévenir le Roi de son échec. Le soir même, il tomba mort.

Pierlot n'était qu'un vieux broc ébréché dans l'aventure de 1940. Spaak, en revanche, eût tout fait, tout donné, trahi n'importe qui pour rester dans l'ambiance du pouvoir, qui était devenue sa vie.

En tout, il faut d'abord chercher l'homme. L'histoire du gouvernement belge de Londres fut essentiellement la crise d'un homme.

Spaak renia son roi à la fin du mois de mai 1940 pour s'accrocher à Reynaud ; il crut, à la fin du mois de juin 1940, que le Reich était le maître du continent « pour mille ans » ; il se jeta alors vers l'Allemagne, allant, pour assurer ses chances, jusqu'à offrir d'apposer sa signature au bas d'un traité de paix séparée avec le Troisième Reich ; écarté brutalement par les Allemands, il revint à Léopold III qu'il avait trahi ; écarté par lui, il s'abaissa jusqu'à supplier Henri de Man, l'homme qui venait de poignarder son parti, d'obtenir le pardon du Roi, pour le sauver de la mort politique. Ces contradictions et ces humiliations attestent une tragique continuité, celle d'un homme possédé par le démon de la politique et qui lui sacrifie tout.

Intelligent, Spaak réalisa qu'il n'y avait plus aucune chance pour lui chez les Allemands, ni chez de Man, ni à Laeken. Il savait aussi qu'à Londres on était prêt à accepter n'importe qui. Les temps y étaient durs au seuil de l'hiver 1940. Tout bois pouvait faire flèche.

Churchill était mal informé des menées pro-allemandes de Spaak et de Pierlot durant l'été. Il fit comprendre qu'il ignorerait ces mois troubles. Spaak poussa devant lui Pierlot, cafardeux mannequin ballant. Spaak ne pouvait, à lui seul, constituer un gouvernement sur des bases légales. Pierlot à Londres, c'était la résurrection de l'ancien fantôme de gouvernement. Chacun ferait semblant d'oublier qu'il n'avait plus d'existence légale.

Il n'y eut un gouvernement de Londres que parce que ce gouvernement n'avait pas pu être de Bruxelles ou de Berlin. Si Hitler l'avait permis, si le Roi avait cédé, Spaak eût été ministre collaborationniste, à l'automne de 1940, avec de Man, avec moi, avec d'autres. Il eût accompagné officiellement, au mois de novembre, le roi Léopold chez le Führer.

Spaak sait mieux que quiconque que je n'exagère pas. Je suis sûr d'ailleurs qu'il ne se fait à lui-même aucun reproche. Il a été fidèle à sa devise : Spaak d'abord. Il a réussi. Qu'importe le reste ! Et pourquoi serait-il plus sévère pour lui-même que ne le sont ses propres compatriotes ? N'est-il as comblé d'honneurs, adulé, choyé ?

---

[1] Le respect n'a jamais étouffé les diplomates au service de Pierlot et de Spaak. Annonçant leur arrivée à Londres le 25 mai, l'Ambassadeur, dans son télégramme au Roi, les qualifia drôlement : « les gros paquets ».
A Figueras, ils étaient « en carafe ». Et l'on parle de l'impersonnalité des rapports diplomatiques !

En politique, l'immoralité n'est pas un défaut. Le succès est le seul critère !

XIX

RÉSISTANTS LONDONIENS

Quand Spaak « flottait ». - Comment Marcel-Henri Jaspar devint « résistant ». - Sa révocation par Pierlot. - Belges a la dérive en Angleterre. - Kamiel Huysmans en fuite. - L'odyssée des aviateurs belges partis à la R. A. F. - Leur persécution sur ordre du gouvernement Pierlot. - Leur condamnation comme « voleurs ». - Le procès de Grünne. - Lecture de ces jugements sur le front des troupes belges en France. - Pierlot, comte de Wiesbaden. - Les héros morts et les combinards triomphants.

Au cours de ces cinq mois de tergiversations, Spaak avait lâché le roi Léopold III pour les Alliés, puis il avait lâché les Anglais pour Hitler, puis il était revenu d'Hitler à Léopold III, de Léopold III à Henri de Man, puis d'Henri de Man à Churchill, après avoir envisagé d'aller chez les Américains. Il avait voulu la lutte à outrance, il avait abandonné la lutte tout court, puis il était retourné à la lutte à outrance. Tout cela en l'espace d'environ cent cinquante jours !

Spaak fit, en 1941, avec une candeur cynique, l'aveu que seul le souci de bien miser l'avait guidé au cours de ce phénoménal périple. Dans une lettre confidentielle envoyée à Londres, le 22 février 1941, au banquier Félicien Cattier, pour lui expliquer ces nombreuses palinodies, il écrit, inconscient dans son humour : « N'étant pas du tout sûr que l'Angleterre pourrait résister à la poussée allemande, nous nous sommes demandé ce qu'il fallait faire et notre position s'est révélée flottante. »

Mais pendant que Spaak, qui a de la surface, flottait ainsi, certains Belges - très peu nombreux d'ailleurs - avaient pris le large et débarqué dans le Royaume-Uni. Nous allons voir comment les futurs « résistants » Pierlot, Spaak et leurs compères traitèrent ces résistants des premiers jours.

En dehors de Vleeschauwer, chargé de mission en tant qu'administrateur du Congo, et « parti dans l'équivoque », un autre ministre belge n'avait pas voulu sombrer à Bordeaux ni « jeter l'éponge » comme Pierlot et Spaak le firent le 18 juin 1940. Ce ministre s'appelait Marcel-Henri Jaspar.

Parpaillot, galvaudeux, pie déplumée de la politico-finance, mais sans rancune lorsqu'on lui avait botté l'arrière-train, parfumé, marchant à petits pas, les fesses serrées comme s'il portait une gaine, il avait représenté, dans divers ministères, le groupe fort nombreux des rescapés des affaires d'argent.

Il n'était pas plus antiallemand qu'un autre, mais il avait épousé une Israélite, rouquine et courageuse qui, lors des procès que j'avais eus avec son conjoint, assistait à toutes les audiences, les dents serrées, prenant vaillamment sa part des coups que je portais. J'avais admiré cette femme. L'amour est un don, non un marché. Il offre tout, il est, prêt à tout, il ne demande rien, il ne soupèse rien. La femme de Marcel-Henri Jaspar n'avait aucun charme extérieur, ses cheveux tenaient du pelage de l'écureuil, sa peau avait le suint un peu âcre des gens de sa race. Mais elle aimait. L'amour est le plus beau spectacle qui soit au monde, qu'il jaillisse du coeur de Cléopâtre ou du coeur d'une mortelle moins privilégiée.

Mme Marcel-Henri Jaspar n'avait pas plus quitté son mari dans la fuite à travers la France qu'elle ne l'avait quitté pendant ses procès. Durant les derniers jours, à Bruxelles, elle avait campé au Ministère même, accompagnée de quelques amies, fortes en couleurs, et d'attachés improvisés qui s'étaient accrochés au mari le 10 mai, parce qu'ils redoutaient d'être ramassés par la police. L'ultime nuit les avait vus boire, à une dizaine, vingt-cinq bouteilles de Pommery, puis dormir côte à côte sur le parquet ministériel. La caravane s'était enfuie d'abord vers Sainte-Adresse et Le Havre, toujours aussi voyante, sous la houlette d'un trappiste fameux, le Père

Marie-Albert, prieur de l'Abbaye d'Orval, dont la croix pectorale faisait un drôle d'effet parmi ce harem ambulant.

Poitiers - Bordeaux fut la dernière étape du gouvernement Pierlot. C'est alors qu'éclata le grand drame.

La femme de Marcel-Henri était convaincue que toutes les Juives se faisaient scalper, dépiauter, écarteler, cuire dans des feux de camp par les éclaireurs de la Wehrmacht. Elle serrait contre elle une fiole de poison, bien décidée à en absorber le contenu dès qu'elle apercevrait le premier motocycliste feldgrau. Marcel-Henri, peu cornélien à l'ordinaire, se trouva placé devant le dilemme : ou l'Angleterre ou la mort. Il choisit l'Angleterre.

Ainsi naquit la Résistance belge à Londres. Le hasard fait des choses extraordinaires. J'allais, moi, le plus dur cogneur de Marcel-Henri Jaspar, être l'unique témoin belge de son embarquement. Je venais de descendre d'un train-pénitencier, devant la rade de La Rochelle, en compagnie de quatre cents forçats, rasés, vêtus de bure, pieds nus dans de gros sabots de bois blanc, qu'on emmenait à la forteresse sinistre de l'île de Ré, dernier relais avant la Guyane. Nous attendions en silence les bacs au fond desquels on nous entasserait. A trente mètres de nous, un bateau avait hissé le grand pavois. Une garde d'honneur était rangée des deux côtés de l'embarcadère. Des autos arrivèrent. La troupe présenta les armes. Je reconnus alors avec émoi les chiffres rouges sur fond blanc des plaques belges. C'était Marcel Henri Jaspar qui s'enfuyait vers les îles Britanniques !

Nous étions tous les deux députés de Bruxelles. Nous nous étions combattus pendant quatre ans. Pourtant, bien que je l'eusse traqué avec une vigueur féroce, il ne m'en avait pas voulu. Drôle de garçon. Il n'était pas méchant. C'était plutôt un amoral et un faible. Au fond de lui-même, il savait bien que j'avais tapé assez juste. Après toutes nos bagarres, il était venu vers moi, devant toute la Chambre, la main tendue. Il n'était pas râleur. S'il m'avait vu enchaîné à trente mètres de lui, sur le quai de La Rochelle, je suis sûr qu'il m'aurait fait monter sur son bateau, avec son épouse et sa fiole de véronal.

On m'envoya à fond de cale d'un ponton, mêlé à tous les autres captifs. Par les écoutilles, les policiers nous cognaient sur le crâne à coups de crosse de fusil, pour nous empiler davantage. Et je ne revis plus les drapelets multicolores qui flamboyaient au-dessus du carré où, partant vers son destin, venait de prendre place le digne Marcel-Henri.

La nuit, lorsqu'on nous eut enchaînés dans les étroits cachots du fort, creusés à même les rochers battus par la mer, j'entendis les stukas arriver en hurlant à l'attaque des bateaux alliés qui quittaient la côte française sous le clair de lune. Je pensai au pauvre Jaspar dont les poissons allaient se régaler pour leur breakfast. Deux jours plus tard, quand un canot m'emmena en hâte, je vis les coques retournées des navires détruits. Mais le joli bateau pavoisé avait passé.

Marcel-Henri Jaspar fut donc, en juin 1940, le seul ministre belge qui ait tenu le coup. Il se trouvait à l'endroit où les Alliés résistaient encore. Son cas était analogue à celui du général de Gaulle, à la différence près qu'il était, lui, toujours ministre en prenant pied sur le territoire britannique.

Pierlot, Spaak, Janson, Denis, eux, avaient renoncé. « Jeter l'éponge », qu'est-ce que cela voulait dire, sinon que ces bruyants boxeurs quittaient le ring ? Vleeschauwer, lui, galopait vers la Castille. Jaspar était parfaitement en droit de se considérer comme le dernier membre du gouvernement belge qui fit face à l'ennemi.

Il fut donc le de Gaulle bruxellois, avec le parfum en plus et le prestige en moins. Il lança un appel aux combattants belges, aux capitaines de navires belges, leur demandant de rallier l'Angleterre afin d'y résister. Les premiers résistants belges de Londres - pas de doute possible là-dessus - furent Marcel-Henri Jaspar et les quelques Belges qui répondirent à ses appels.

Ils étaient strictement dans la ligne des Spaak et des Pierlot jurant à Limoges, le 31 mai 1940, qu'ils lutteraient fidèlement jusqu'au bout aux côtés des Alliés. Ceux-ci avaient fait de cette bruyante affirmation l'unique justification de leur campagne contre Léopold III. Ou bien Limoges avait été une erreur, et il fallait le dire. Ou bien

il ne fallait pas retirer, le 18 juin 1940, la parole donnée, deux semaines et demie plus tôt, à l'Empire britannique, même si la France reprenait la sienne.

Mais dès l'instant où, voyant les Allemands vainqueurs, Spaak eut décidé de miser sur eux, il était certain qu'il allait condamner avec rage tout acte qui, faisant honneur à son propre serment, risquerait de compromettre ses chances auprès du Führer.

L'armistice français était à peine négocié que Pierlot et Spaak, brûlant d'aller à Canossa, vidèrent par-dessus bord leur collègue Jaspar, le seul, en vérité, qui, volontairement ou involontairement, fût demeuré honnête dans toute cette affaire.

Pierlot et Spaak ne voulaient à aucun prix que le Reich pût opposer les appels de ce résistant aux propositions qu'ils se préparaient à faire aux généraux nazis de la Commission d'armistice de Wiesbaden. Aussi Jaspar, l'empêcheur de danser en rond avec les Allemands vainqueurs, fut-il tapageusement et immédiatement exclu du ministère PierloL-Spaak. Afin de pouvoir prouver, par un acte public, aux délégués d'Hitler qu'ils étaient vraiment repentants, convertis, qu'ils étaient désormais dociles et fidèles, qu'ils n'avaient pas toléré un instant qu'un Belge restât du côté des Britanniques, Pierlot et Spaak ne se contentèrent pas d'éliminer Jaspar; ils envoyèrent à la presse du monde entier un communiqué claironnant l'excommunication majeure lancée par eux contre cet inopportun «résistant» londonien : « Le Gouvernement désavoue d'une façon absolue toutes les déclarations ou initiatives de M. Marcel- Henri Jaspar, qui est considéré comme étant exclu du Gouvernement. »

Pour que cette exclusion prit pleinement son caractère officiel et produisit auprès des Allemands un maximum d'effet, Pierlot et Spaak tinrent insérer ce texte, le jour même, dans les colonnes du *Moniteur* belge, publié alors par eux à Bordeaux.

Au mois de juillet, Jaspar continuant à prêcher la résistance, le gouvernement belge en France rappela une nouvelle fois, publiquement, cette défenestration. Et le général Denis, ministre de la Défense nationale, y alla d'un ordre du jour aux troupes où il expliquait :

« Le Gouvernement estima après mûres réflexions que le souci de reconstruire la Belgique (sic) l'empêchait de continuer dans la voie qu'il s'était tracée et de se ranger aux côtés de l'Angleterre. La rupture qui s'est produite entre celle-ci et la France montre qu'il eut raison d'agir comme il le fit. Il n'hésite pas à considérer comme exclu un de ses membres qui, sans l'avertir, était parti en Grande-Bretagne. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de lutter. »

Ainsi, le résistant politique Jaspar, froussard, taré, tout ce que l'on veut, mais résistant N° 1, arrivé à Londres la même semaine que le général de Gaulle, fut renié par Pierlot et Spaak, épouvantés alors à la pensée d'indisposer Hitler, ce qui ne les empêcha pas d'être, un peu plus tard, les grands profiteurs d'une résistance dont ils ne voulaient à aucun prix qu'elle se manifestât et à laquelle ils ne passèrent que lorsqu'ils furent définitivement convaincus qu'Hitler et Léopold III ne repêcheraient pas leurs épaves « flottantes ».

Jamais, par la suite, Pierlot et Spaak (celui-ci était pourtant son copain) ne pardonnèrent à Marcel-Henri Jaspar d'avoir été londonien avant eux. Sa présence au sein du gouvernement belge de Londres eût trop rappelé à ses rivaux leur prise de position anti-anglaise de juin à août 1940. On mit Jaspar sur une voie de garage en le nommant ambassadeur de la Lune près du Tchécoslovaque Benès, à Londres même. Après la guerre, on l'expédia à Prague. Ce n'était pas encore assez loin. De Prague, il fut catapulté à Buenos-Aires. Sa présence était vraiment trop gênante.

Là-bas, dans la pampa, il a dû se dire souvent qu'il fut bien bête en étant vertueux. Rien, absolument rien ne l'y prédisposait. Ce n'était pas son genre, et c'était la toute première fois. S'il eût retourné sa veste à cinq ou six reprises en quatre mois, comme Spaak, il eût gardé son maroquin ministériel. Il n'avait renié sa parole qu'à Limoges. Ce n'était pas suffisant. C'était blessant pour les autres. Il était normal, il était juste, il était nécessaire qu'il expiât.

Marcel-Henri Jaspar n'avait pas été le seul Belge à débarquer sur le sol anglais. Dans le tohu-bohu extraordinaire de la fin de mai 1940, lorsque le passage vers l'intérieur de la France fut coupé, de nombreux réfugiés et fonctionnaires belges «

repliés », ne sachant plus où s'enfuir, avaient grimpé sur les dernières embarcations qui gagnaient les îles Britanniques. Des bateaux de pêche d'Ostende, de Blankenberghe, de La Panne, abordèrent, eux aussi, tant bien que mal au rivage anglais. Ces braves gens avaient été emportés par le tourbillon, ils avaient cédé à la panique. Ils erraient comme les mouettes de la mer du Nord qui poussent leurs cris tristes dans la tempête.

Des militaires belges, refoulés à Dunkerque, s'étaient, à coups de poing, hissés sur n'importe quel bateau, malgré les Anglais. Eux aussi débarquèrent le long des grandes falaises roses de Douvres et de Folkestone.

Enfin, quelques aviateurs de la *Sabena* avaient atterri sur des champs d'aviation anglais, quasiment abandonnés, que rien ne défendait.

Dix chasseurs de Goering, escortant vingt *Junkers,* eussent, pu, à ce moment-là, s'emparer de n'importe quelle base aérienne du Royaume-Uni. Le Reich manqua, à la fin de mai 1940, sa plus belle chance de la guerre. Stocks d'essence, ravitaillement, autos pour improviser des colonnes motorisées, tout était à prendre. Des plaines d'atterrissage essentielles fussent tombées presque sans coup férir. C'était un jeu d'enfant de courir de là vers quelques points bien choisis du littoral. L'Angleterre était à la merci du Reich.

Nos aviateurs, descendant là-bas au hasard, se rendaient parfaitement compte que s'ils avaient été Allemands, ils eussent atterri avec la même facilité. Certains repartirent pour la France sans la moindre difficulté. Deux d'entre eux, le lieutenant Albert Lassoit et le lieutenant Léon Closset, pilotes fameux de la ligne du Congo, firent plus tard avec nous toute la campagne du Front de l'Est.

Ces Belges, quels qu'ils fussent, civils, soldats, aviateurs, furent abandonnés complètement, en Angleterre, par le gouvernement Pierlot. Ils ne reçurent aucune directive. On les considéra comme des Belges morts, dépourvus de tout intérêt.

L'oiseau le plus drôle qui tournoya, en ces temps troublés, au-dessus de la Tamise, fut un long corbeau déplumé, décharné, couleur de sable humide, Kamiel Huysmans, Méphisto desséché au crâne osseux, branlant au sommet d'un interminable cou jaune dont la peau se recroqueville comme un vieux papyrus.

Huysmans était bourgmestre d'Anvers. Il s'était enfui sous le prétexte que les Allemands le détestaient. C'était absolument faux. Il était le seul bourgmestre belge qui se fût rendu officiellement, avant la guerre en Allemagne nazie. Lui, leader marxiste, s'était fait recevoir à Cologne par le gauleiter Grohée, général des S. A. Il avait paradé parmi les Chemises brunes, à des tribunes, dans des salles de banquet pavoisées de croix gammées, avait échange avec les représentants d'Hitler des toasts chaleureux, clôturés au son du *Horst Wessel Lied.*

Le bourgmestre de Liège, socialiste également, condamné à mort par les Allemands en 1914-1918, demeura à la tête de la métropole wallonne en 1940. Huysmans, lui, le copain du gauleiter rhénan, s'était esbigné aux premières rumeurs de combat, tremblant sur ses échasses d'oiseau de malheur.

Un jour, en 1946, un député catholique, naïvement honnête, lui ayant reproché, au Parlement, cette fuite peu glorieuse, Huysmans répliqua, sans trouble aucun, qu'il s'était sauvé parce qu'il tenait beaucoup à sa peau : « Je préfère, lança-t-il sarcastique, un Huysmans vivant à un Huysmans mort ! »

La Chambre s'esclaffa devant tant d'esprit. Les morts de la guerre auraient pu répliquer qu'à eux aussi il eût été facile de fuir. Mais ils étaient morts et n'avaient plus - c'était bien fait pour eux - que le droit de se taire !

Ce fuyard si content de lui-même, si fier d'avoir été intelligent quand d'autres se faisaient patriotiquement tuer comme des imbéciles, allait prendre place à Londres, par la suite, parmi les dessus de cheminée du ménage Pierlot-Spaak. On le verrait, le crâne ceint de ces fiers lauriers, devenir en 1946 chef du gouvernement belge, de même que Van Acker, partisan en 1940 de l'Henri de Man de la « défaite-délivrance », devint Premier ministre en 1945, de même que Spaak, suppliant repoussé de Wiesbaden, le serait en 1947 !

Huysmans mort, une telle promotion n'eût pas été possible. Huysmans avait bien fait de ne pas mourir !

Au moment où Huysmans mettait à l'abri, à Londres, ses os si précieux pour la patrie quelques jeunes militaires belges, s'échappant audacieusement d'une France submergée par la Wehrmacht, étaient parvenus à débarquer ou à atterrir en Angleterre après des aventures sensationnelles.

Ceux-là étaient des preux.

Ils n'avaient pas couru à Londres, comme Jaspar, parce que leur femme allait s'envoyer dans le gosier un flacon de véronal ou parce que l'eau de la peur leur coulait, comme à Kamiel Huysmans, le long de l'échine. On pouvait dire d'eux qu'ils se livraient à une entreprise folle. Mais un homme qui, délibérément, va au-devant de la mort parce qu'il croit à quelque chose, cet homme-là est toujours respectable, même si ses idées sont chimériques.

Pour Pierlot, pour Spaak qui, à la fin de juin 1940, calculaient égoïstement leurs chances d'être dédouanés du côté hitlérien, qui couraillaient dans les bureaux de Pétain pour obtenir que les délégués français à Wiesbaden voulussent bien présenter aux Allemands leurs rampantes demandes d'armistice, pour ces Double-Patte et Patachon aux vestes si promptement retournées, les aviateurs belges qui se refusaient à «jeter l'éponge» et tendaient leur vie à la mort, étaient des gêneurs absolument insupportables.

Pourtant, plus encore - et surtout avec plus de noblesse que Marcel-Henri Jaspar, ils étaient logiques. Spaak et Pierlot avaient, le 28 mai, vitupéré la capitulation du Roi. Ils avaient appelé à une lutte acharnée tous les Belges sortis à temps de la poche des Flandres. Ils avaient juré de rester fidèles aux Alliés. S'était-il donc, au point de vue de la résistance belge, produit quelque fait nouveau ?

Les Belges qui, s'en tenant aux appels du 28 moi, couraient à Londres un mois plus tard continuer une résistance militaire qu'ils croyaient, de bonne foi, conforme à l'intérêt de leur pays et à leur idéal politique, étaient des volontaires de la mort, des *desesperados* qu'animait une foi de la qualité la plus haute, qu'elle fût bien ou qu'elle fût mal orientée. Mais ils troublaient les savantes manoeuvres de Spaak, virant de la Gironde vers le Rhin. Sur eux, plus encore que sur Marcel-Henri Jaspar, s'abattirent les excommunications gouvernementales.

Ces authentiques résistants - les autres, les Jaspar, les Huysmans, ne furent jamais, en fin de compte, que des résistants involontaires, des résistants qui n'avaient, pu résister, le premier à sa femme, le second à la frousse - ces résistants guerriers furent traités par Pierlot, Spaak et Denis de façon abominable.

Oui, Pierlot et Spaak ont paradé cent fois, lors de l'inauguration des monuments élevés à la gloire de la « Résistance ». Mais lorsque les premiers résistants s'élancèrent avec audace, de la France perdue vers une Angleterre virtuellement condamnée, ils n'eurent pas d'ennemis plus acharnés et plus vils que les ministres de l'équipe Pierlot-Spaak.

Le Gouvernement eût pu au moins, à leur sujet, fermer les yeux. La décence la plus élémentaire le lui imposait, après ses déclarations de fin mai. Pourtant il ordonna que ces résistants fussent poursuivis par contumace par les Conseils de guerre belges, déjà aplatis devant le pouvoir politique. Pour plaire au gouvernement Pierlot et ne pas déplaire aux Allemands vainqueurs, les tribunaux militaires belges frappèrent d'années de prison ces volontaires partis vers le Royaume-Uni, une fois la France débordée. Ces juges cafards, se fondant pharisaïquement sur le fait que les aviateurs s'étaient envolés avec leur appareil - évidemment ! - les condamnèrent comme « voleurs »...

Voleurs, les jeunes Belges qui faisaient le don de leur vie ! S'ils fussent retombés, à ce moment-là, dans les mains de la police du gouvernement Pierlot-Spaak, ils eussent été envoyés dans des forteresses françaises !

La plupart d'entre eux sont morts héroïquement, toujours «Voleurs » aux yeux de la loi belge, loi appliquée contre eux avec une rigueur, une hypocrisie, une mauvaise foi féroces, par ordre du gouvernement Pierlot-Spaak, au moment où celui-ci essayait frénétiquement de marchandailler la Belgique chez les généraux allemands de Wiesbaden !

Cette lutte du gouvernement Pierlot-Spaak contre les résistants de 1940 atteignit les sommets de l'ignominie lors du procès par contumace intenté à l'aviateur belge

comte de Grünne qui, replié en France, s'était jeté dans son avion au moment de l'armistice, avait échappé aux troupes allemandes et atterri sur les champs de la R. A. F.

Les Grünne sont une race de chevaliers, au sang brûlant, mais à l'âme pure et claire comme les sources. On voulut, en choisissant celui-là, faire un exemple, plus spectaculaire encore que les autres.

Un de Grünne (Eugène) avait été tué devant Liège, tout au début de la campagne. Un autre (Xavier), héros sublime comme son frère, avait eu le bras fracassé par une balle allemande durant la campagne de mai. Le troisième de Grünne, le résistant londonien de juin 1940, fut poursuivi et condamné comme « voleur ». Oui, voleur !

Toujours la même tactique : salir l'adversaire, le couvrir de boue. Exactement comme Janson, l'oncle de Spaak, l'avait fait avec nous le 10 mai 1940. Exactement comme Spaak et sa bande le feraient avec nos infortunés camarades du Front de l'Est, en 1945. Étouffer, sous de grossières flétrissures, l'idéal de celui qu'on combat !

Voleur, le comte de Grünne ! Voleur... de son avion de chasse.

Un auditeur militaire en campagne, un nommé Anciaux, de Liège, osa requérir de ce chef. Il obtint la condamnation. Et on vit un Grünne, race qui, pendant dix siècles, a tout donné à la patrie, condamné, alors qu'il se battait dans le ciel britannique, pour « vol de matériel au préjudice de l'armée belge ».

Qu'on n'imagine surtout pas qu'il s'est agi là d'une condamnation isolée, d'un acte de bassesse et de lâcheté dû à un juge irresponsable ou dément. Non. Il s'agissait d'une tactique. Ces jugements prononcés en série, coulés tous dans le môme moule, n'avaient été obtenus qu'à la suite des pressions officielles. Le Gouvernement fut tellement fier de la condamnation obtenue contre le comte de Grünne que le ministre de la Guerre, le gâteux Denis, ordonna qu'elle fût lue devant le front des troupes belges cantonnées dans le sud du territoire français. C'est ainsi.

Au même moment, le dit gouvernement renvoyait aux autorités du Reich nos cadres d'officiers encore libres et livrait aux Allemands notre matériel militaire sauvé lors des deux capitulations !

Celui qui conduisait son appareil chez les « Alliés » était un « voleur ». Mais le gouvernement Pierlot qui livra à Hitler, à l'automne de 1940, le matériel belge resté en France, celui-là a fini, en 1944, par monopoliser la gloire et les profits de la Résistance belge.

La plupart des aviateurs « voleurs » de 1940 sont morts en héros, de 1940 à 1945. Mais leurs insulteurs et leurs persécuteurs, eux, sont bien vivants : Pierlot est devenu comte (comte de Wiesbaden sans doute) ; Spaak s'ébroue comme un cachalot heureux dans les eaux dorées de la haute politique.

Les uns - les héros, les naïfs, mais les purs - ont gardé intact leur honneur, mais ils l'ont payé de leur vie.

Les autres - les politiciens combinards - ont eu les honneurs, des honneurs qui ne leur ont pas coûté cher : seulement une brochette de reniements et une montagne de jeunes cadavres qu'ils souillèrent abondamment en 1940, au sommet de laquelle ils se hissèrent, ensuite.

XX

UN SOIR CHEZ ABETZ

L'épidémie collaborationniste. - Dix ministères possibles. - L'ambassade du Reich à Paris. - Otto Abetz, l'amoureux de la France. – « Votre compatriote Henri de Man. - De Man-Degrelle, forces complémentaires. - Conjonction complète. - Par de Man, aux masses ouvrières. – De Man, envoyé de Léopold III. - Ses missions secrètes. - Hitler décide de me faire appeler. - De Man signe. - Attente.

Ce qui manquait en Belgique, à l'automne de 1940, ce n'était pas les candidats collaborateurs, c'était la collaboration.

Les candidats collaborateurs (tous les Belges l'étaient !) remplissaient l'horizon, serrés comme des nuées de sauterelles, des sauterelles voraces, acharnées, chacune d'elles voulant grimper sur le dos des autres : V. N. V. avec Staf De Clerq, Élias, Tollenaere, Romsée, Borginon ; ex-socialistes avec de Man ; communistes avec Lahaut ; magnats d'argent ou francs-maçons avec les Lippens, les Devèze, les Empain, les Delhaye ; catholiques avec les Tschoffen, les Bodart, les Delfosse ; journaux où se démenait, très en avant, soucieuse de son bien, la vedette de la Propaganda Staffel, MarieThérèse Rossel.

Le cardinal Van Roey laissait des prêtres aussi célèbres que Cyriel Verschaeve convier le publie à « jeter le pont qui reliera la Flandre à l'Allemagne ». Il recevait à son Palais archiépiscopal des gens d'ordre nouveau (moi par exemple), n'ignorait rien de ce qui se tramait à Laeken.

Les émissaires du Roi, fort affairés, se répandaient à gauche, à droite, approuvaient, encourageaient.

A l'été de 1940, il y avait de quoi former à Bruxelles au moins dix ministères collaborationnistes : un de l'épicerie, présidé par Raymond Delhaye, du *Bon Marché* ; un super national-socialiste et monarchiste, présidé par Henri de Man ; un autre de Lippens, axé sur les Loges ; un de Tschoffen, axé sur la démocratie chrétienne, les banques et les évêchés ; un de Staf De Clerq, axé sur la colonisation flamande de Liège et de Charleroi ; un féministe avec Mlle Rossel ; un sémite avec De Becker et Lévy ; un gréco turc avec Moromati ; un militaire, avec le général Van Overstraeten ; un de Wiesbaden, avec Pierlot et Spaak, plus acharnés que quiconque, malgré leur pantalon troué, à remonter en haut du mât de cocagne.

Pour collaborer, c'étaient les partenaires qui faisaient défaut. Lippens avait eu beau courir, Staf De Clerq haranguer le Payottenland, de Man lancer des proclamations, Pierlot et Spaak livrer des camions et des canons, Delhaye suer dans son pantalon : les Allemands étaient restés impénétrables.

La seule indication sérieuse, quant à moi, que je possédasse était la confidence qu'à Paris Otto Abetz m'avait faite, selon laquelle Ribbentrop désirait me voir le plus tôt possible.

Le Palais du Roi, le 21 août, par le comte Capelle, avait été informé de ce projet que le gouvernement Pierlot, dès le 25 juillet, voyait d'un oeil favorable et encourageait. Il bondissait même sur cette occasion de se réconcilier avec moi, sans doute avec l'espoir d'entrer ainsi en contact avec les autorités du Troisième Reich. Pierre Daye, parlant aux ministres, n'y avait pas été par quatre chemins. Il leur avait expliqué que ces négociations chez Abetz conduiraient inévitablement à Ribbentrop et probablement même au Führer. C'était une raison pour eux de me pousser d'autant plus chaleureusement à ces pourparlers. Afin de m'amadouer, c'est Janson, mon bourreau du 10 mai 1940, qui avait été chargé de faire connaître, par écrit, qu'on se réjouirait fort de me voir entrer en négociations à Paris avec l'ambassadeur d'Hitler.

Ainsi donc, du côté du Roi, j'étais couvert. Du côté du gouvernement moribond Pierlot-Spaak-Janson, j'étais couvert. Il n'y avait plus qu'à attendre et, le moment venu, à agir.

Le moment vint. Un matin, un attaché de l'ambassade d'Allemagne se présenta à ma propriété de la Drève de Lorraine, porteur d'un pli diplomatique à aigle vert : Otto Abetz me priait à dîner chez lui, à Paris, le surlendemain, un dimanche soir.

L'ambassade du Reich à Paris était un chef-d'oeuvre de grâce, de netteté et de fraîcheur. Elle était installée rue de Lille, à mi-chemin entre le Palais Bourbon et le charmant hôtel de la Légion d'Honneur, une de ces rues étroites du vieux Paris, aux murs jamais repeints, aux rideaux jaunis, où les concierges envoient de façon si leste leurs seaux d'eau sale dans les brodequins des promeneurs.

Un agent de police, à courte pèlerine, le képi en arrière, le nez couleur du litron quotidien, flânait à dix mètres de deux sentinelles de la Wehrmacht, raides, droites comme deux cocotiers en tôle blindée.

L'immeuble de l'Ambassade avait appartenu, cent trente ans plus tôt, aux Beauharnais. La reine Hortense en avait fait un hôtel exquis. L'hôtel des Beauharnais avait conservé intact son cachet napoléonien. Au premier étage se trouvait toujours la baignoire en faïence, petite, brillante et colorée comme un vase à fleurs, où tant de fois la belle-fille passionnée de Napoléon avait laissé, en rêvant, se rafraîchir son corps de feu, voué à de si dangereux plaisirs...

Le mobilier Empire était de très grande classe : séries altières de fauteuils acajou aux soies vertes, tables aux merveilleuses incrustations de marbres multicolores et aux appliques de bronze dignes de vainqueurs et de dieux.

Otto Abetz était un artiste raffiné dont le goût très pur rejoignait naturellement les lignes sobres de l'art de l'Empire. Sa femme, jeune Française de Lille, avait dans les veines, comme toutes ses compatriotes, le sens exact de la grâce, de la mesure, de la simplicité et du détail. Ils avaient à eux deux parachevé et rafraîchi l'oeuvre de la reine de Hollande, grâce à quelques meubles qui atteignaient au chef-d'oeuvre, grâce à des tableaux discrets et fins et à des tapis somptueux, honneur des Flandres et de la Savonnerie, grâce aussi aux fleurs miraculeuses dont l'Ambassade était décorée. Jamais je n'ai vu de roses aussi sensuelles, aussi profondes, de camélias si vivants, si captivants, à la chair douce et forte, grainés comme la peau, tentants comme des fruits, de si prodigieuses azalées, atteignant deux mètres de hauteur, pareilles à des arbres de paradis.

Tout Paris envoyait des fleurs. Les plus grands noms de l'armorial français se glissaient derrière ces voluptueux pétales. Jamais femme ne fut comblée de fleurs comme la douce et sensible Mme Abetz, reine du Paris de 1940.

Mais ces hommages éclatants faisaient mal, car ces ducs, ces marquises, ces comtesses rampaient trop. Les fleurs n'étaient pas assez discrètes. La ruée du tout-Paris vers l'ambassade du Reich eût gagné à être moins tumultueuse au lendemain de l'humiliation que venaient de subir les armées françaises et alors que tant de tombes fraîches jalonnaient les routes de l'automne... Paris, la ville du coeur, est la ville de l'oubli. Elle est une ville femme. Frémissante, elle se livra trop vite à son vainqueur. Abetz parlait au nom du plus fort, Paris se donnait à lui, curieuse d'émotions nouvelles, heureuse à l'avance d'être prise.

Toutes ces fleurs étaient un symbole.

Otto Abetz ne se laissa pas griser. C'était un garçon simple, bon Badois trapu, au coeur tendre, sentimental comme une pastourelle, robuste, fin, d'un esprit joyeux, jamais méchant, et qui soulignait toujours d'un sourire affectueux une réflexion caustique.

Il aimait profondément la France et lui avait voué une admiration d'artiste qui le conduisit souvent à des concessions dont il fut ensuite la victime. Le verbe *finassieren* était conjugué à tous les temps par les partenaires de Vichy tandis que l'excellent Otto, le coeur sur la main, faisait libérer des milliers de Français et ramenait les cendres de l'Aiglon aux Invalides.

Il fut intelligent. Il fut généreux. Mais il fut roulé. Jamais, à mon avis, les Français ne s'entendront sincèrement avec les Allemands. Ni d'ailleurs avec personne. A ce propos, rien n'a changé depuis Richelieu. La gentillesse n'y peut rien, ni le plus franc désir d'entente, ni la force.

Au contraire, plus le monde s'élargira, plus le Français, aigri de n'être plus à lui seul le monde, se raidira. Son orgueil fondamental se développera, deviendra plus amer, à proportion de la montée des autres peuples.

Otto Abetz fut entouré par des milliers de flatteurs, parce que Paris tient à avoir des vedettes et parce qu'il était la seule vedette de l'hiver quarante. Mais, politiquement, ses interlocuteurs, tout autant que les Pétain et les de Gaulle, ou que naguère les Clemenceau et les Barrés, étaient des xénophobes incurables.

Un Allemand, Frédéric Sieburg, a donné un jour ce titre à un de ses livres : *Dieu est-il Français ? A* tout Français, ce point d'interrogation parut une énormité, presque un outrage. Et encore ce Germain maladroit avait-il interverti les termes !

En dehors du Français-Dieu, il y a le commun des mortels. Qui n'a pas saisi cela ne comprendra jamais rien aux réactions internationales des petits-fils, plus ou moins légitimes, de Louis XIV et de Bonaparte.

Otto Abetz, en septembre 1940, en était encore à sa lune de miel avec la France.

Un crépuscule rosé, de ce rose fin mêlé de gris clair qui donne la douceur des pastels du XVIIIe siècle au ciel de Paris, glissait dans le feuillage des Tuileries voisines. Des gloriettes de la reine Hortense, on plongeait, sur la Seine, vive encore entre les platanes écaillés de plaies d'or. Mais, assis à la terrasse, on avait l'illusion que les ramures des Tuileries prolongeaient indéfiniment les jardins. L'harmonie des verts frais du gazon, des verts noirs du feuillage, ourlé de rose au delà de l'eau, appelait les chants d'Anna de Noailles.

Nous nous taisions. On vint chercher Otto Abetz. Il réapparut longtemps après. La pénombre était descendue dans le silence. Une silhouette se découpait, que je ne connaissais point. Un lustre s'alluma. Abetz me présenta le visiteur : « Votre compatriote Henri de Man. »

Je n'avais jamais parlé à de Man jusqu'alors. J'ignorais complètement que j'allais le rencontrer. Il eût pu, vingt fois, faire ma connaissance à Bruxelles. Il avait préféré qu'un Allemand nous rapprochât.

Je flairai aussitôt ce qu'il y avait d'insolite dans cette rencontre.

De Man était accompagné d'une jeune femme d'une grâce exquise, celle-là même qui présidait, avant la guerre, dans son boudoir bruxellois, à la naissance de la jeune Europe, étendue sur une peau de lion, sous une fragile robe à fleurs. Sa peau avait, au coin des yeux, les premiers filigranes qu'inscrit le temps, même sur les plus délicats visages. Mais elle portait, avec un art consommé, une voilette presque imperceptible qui tamisait l'éclat des lumières, leur donnait des demi-teintes délicates, immatérielles. La beauté est aussi une question d'intelligence, d'application et d'observation de soi-même.

Cette splendeur, aux jambes élancées d'agile chasseresse, aux reins divinement levrettés, n'était là, de toute évidence, que pour agrémenter le décor.

On avait voulu - qui ? de Man, Abetz, un autre ? - que nous fussions en tête à tête, de Man et moi.Y aurait-il, n'y aurait-il pas incompatibilité d'humeur entre nous ?

Je n'adoptai aucune attitude, jugeant préférable de me montrer tout de suite tel que je suis. De Man ne chercha pas, lui non plus, à biaiser. Nous discutâmes après le repas pendant deux heures, près d'un beau feu de bois crissant. Je n'étais, en aucune manière, préparé à cette conversation. Pensant ne rencontrer qu'Abetz, j'étais arrivé de Bruxelles avec un chargement de vieux atlas, du XVIe et du XVIIe siècle, où se trouvaient évoqués les fastes des Grands Pays-Bas bourguignons que je rêvais de rassembler une seconde fois, comme Philippe le Bon et Charles le Téméraire, mes inspirateurs.

Ces atlas aux vieilles couleurs merveilleusement vives chantaient la gloire d'Arras la Fidèle, de Lille au Lion, de Cambrai à l'Aigle, de Middelbourg, cité des départs, de Maestricht, la vieille métropole de la foi, de Bois-le-Duc, repos des princes unificateurs !

Atlas plantiniens d'Ortelius, décorés de cartouches somptueux, d'animaux extravagants étalés sur des terres inconnues, de voiles à la Vierge, de monstres marins découpés sur les bleus chauds des mers, d'îles roses ou jaune pâle, des vêtements munificents du Saint-Empire romain germanique ! Éditions originales,

larges comme les antiphonaires des vieilles abbayes, ou minuscules, reliées en peau de porc, qui avaient guidé jadis les pèlerins, les chevaliers, les commerçants, les marins, par les routes de terre et d'eau, aux ports de la Hanse, aux foires de Champagne, à Compostelle, aux marchés d'esclaves barbaresques ou à la capitale miroitante du Grand Turc.

Atlas plus sévères de Mercator qui avait mis trois ans à arpenter les routes d'Ypres à Alost, de Gand à Bruges et à Damme, avant de dresser la carte de la Flandre !

Atlas de Kaerius, groupant dans sa *Germania Inferior* les dix-sept roses des dix-sept provinces bourguignonnes !

Atlas de De Visscher, avec la carte *Novum Belgium* des États-Unis d'aujourd'hui, découverts alors par des marins d'Amsterdam et des paysans du Hainaut, tous fils de la même patrie !

« Steedenboeken » de Blaeu, où, précis comme des tableaux de miniaturistes, s'étalaient, sous des nuages cendrés et roses, les plans de toutes nos vieilles cités, de Luxembourg à la Zélande, de Béthune à la Frise, où rien ne manquait, ni l'aigle impérial sur les volets de l'Hôtel de Ville d'Anvers, ni le four à chaux qui fume, ni le linge qui blanchit, ni le carrosse qui cavalcade, ni le puits miraculeux de sainte Godelieve à Ghistelles !

Poésie simple de temps précis ! Couleurs que les siècles n'avaient point déflorées ! Reflets fastueux des siècles où nos dix-sept provinces formaient le plus riche faisceau continental ! C'était la vieille splendeur de ma patrie qu'ainsi je portais partout où pouvaient être discutés ses droits à la résurrection.

Cent fois j'ai feuilleté ces atlas aimés devant les personnalités les plus marquantes de l'Europe,[1] pour leur rappeler que nous étions un peuple de maîtres, qui avait fait ses preuves pendant mille ans, répandu la richesse, la civilisation, l'ordre, la beauté autant que Venise, que Cologne, que Mayence, trois, quatre, cinq siècles avant que Berlin fût autre chose qu'un village isolé au bout de ses landes sablonneuses.

De Man, lui, regardait ces témoignages de gloire d'un oeil distrait. Son âme n'avait rien d'épique. C'était un statisticien, un dresseur de plans, un théoricien de laboratoire. Mais, justement, nous étions des forces complémentaires. J'avais le don de poésie, l'électricité qui soulève les foules. De Man, érudit, tout en étant madré, avait la patience professorale, les fiches, le goût de l'abstrait. Nous étions deux hommes sans complications psychologiques. Politiquement, nous tenions en main des publics différents dont la conjonction pouvait constituer une force exceptionnelle, base sérieuse, justification morale d'un État nouveau.

Quant à nos positions politiques et sociales, elles s'harmonisaient totalement. De Man, bien avant le 28 mai 1940, avait délaissé les vieilles marottes marxistes et démocratiques. J'avais, dès le collège, été plus « social » que les socialistes. Nous nous accordâmes donc.

Abetz se retira un instant avec de Man, puis revint, rayonnant. Il m'entraîna alors dans son bureau. Il demanda le fil direct avec Ribbentrop et informa celui-ci que l'ancien président du P. O. B., enchanté de l'entrevue, était prêt à faire équipe avec moi.

J'avais dit oui, moi aussi, non seulement parce que de Man m'avait plu, intelligent, rusé, modeste, mais parce que de Man représentait les masses socialistes, élément capital dans la vie belge, sans l'accord desquelles tout pouvoir politique n'est qu'un instrument de domination et non de fédération. De Man assurerait le contact avec ces six ou sept cent mille foyers de travailleurs, me permettrait de les atteindre personnellement, de leur communiquer une mystique puissante, levain de toute révolution politique et sociale. De Man serait le technicien du régime nouveau, j'en serais l'animateur.

Cependant, une autre raison avait motivé ma décision.

[1] Il est presque inutile d'ajouter que cette collection, unique, je pense, dans les grands Pays-Bas (je possédais environ dix mille cartes, coloriées à l'époque des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles), fut, lors de la « Libération » de 1941, pillée, volée, dispersée aux quatre vents, avec une stupidité asine. Ces champions ne faisaient pas pour rien la guerre de la Culture et de la Civilisation gréco-latines !

J'avais longuement parlé au comte Capelle, le 21 août 1940, de ma prise de contact avec Otto Abetz. Son demi-mutisme à ce propos - tout en sympathie - m'avait un peu déconcerté. J'eus l'explication foudroyante de cette réserve lorsque je vis soudain, à la terrasse de l'ambassade du Reich, se découper, éclairée de dos, la silhouette de mon compatriote Henri de Man.

Henri de Man était en effet, en 1940, le confident politique du Roi et, par-dessus tout, son ami. Sur la demande expresse de Léopold III, il n'avait pas été emmené dans un Oflag, afin de pouvoir rester à la disposition du Souverain. Il se rendait trois jours par semaine au Palais de Laeken. Personne n'était écouté par le Roi avec autant d'intérêt que lui.

Je savais de source très directe quelle influence décisive il avait exercée sur Léopold III avant et après la capitulation. Avant la guerre déjà, on le sait, le Roi l'avait chargé de missions secrètes auprès de Mussolini, de Ciano et des hauts personnages du Reich. La reine Elisabeth et lui étaient des amis intimes (ils ne s'étaient pour ainsi dire pas quittés pendant les hostilités). Ainsi de Man était depuis le 28 mai 1940 le seul dirigeant politique belge qui abordât régulièrement le Roi, qui lui parlât, directement, longuement, souvent. Lorsque le 24 et le 26 mai, à la veille de la capitulation, Léopold III avait voulu constituer un gouvernement qui remplacerait celui de Pierlot, c'est à de Man qu'il fit appel et c'est de Man qui fut chargé par lui d'obtenir le blanc-seing d'un des ministres à révoquer.

De Man ne s'était évidemment pas engagé à la légère dans cette rencontre. S'il avait, au bout de deux heures de conversation avec moi, donné son adhésion au projet d'Abetz, alors que c'était la première fois qu'il me voyait, ce n'était sûrement pas sans avoir, comme toujours, demandé préalablement l'avis du Roi.

J'allais d'ailleurs apprendre peu de temps après que de Man avait été, à diverses reprises, envoyé en mission par Léopold III chez Abetz, depuis le jour de la capitulation et qu'il assurait officieusement la liaison entre le Monarque et le jeune et si important représentant de M. de Ribbentrop.

Un pas capital avait donc été fait. J'avais le sentiment de m'engager sur un terrain tout à fait sûr, ayant en face de moi de Man, homme de confiance du Roi, son conseiller et son confident d'une part ; Abetz, alors homme de confiance numéro un de Ribbentrop, d'autre part.

Le fait qu'Abetz avait, le soir même, informé Ribbentrop du résultat de la confrontation me prouvait que Berlin attachait de l'importance à l'événement.

Je logeais à Paris dans un petit hôtel sans prétention, à trente mètres de l'église Saint-Philippe-du-Roule.

J'aimais ce quartier d'antiquaires, de bouquinistes où j'avais découvert, une après-midi, un petit Breughel de Velours peint sur cuivre, aux lueurs d'émail : coquillages rosés, tulipes rouges, biches jaillissant d'une clairière, jeune femme demi-nue, ses bottiers de nacre et ses peignes épars au bord de l'eau. Le matin, je déjeunais de quelques croissants dans un bar tout proche. Temps heureux où nul ne pensait à des gardes de corps et à des terroristes, où les terrasses des cafés étaient des jardins paisibles, où mes fillettes m'entraînaient de force pour renifler la chaude odeur de Paris au-dessus des bouches du métro.

J'avais quitté l'ambassade du Reich au milieu de la nuit. Le matin suivant, une grande voiture vint me prendre à mon hôtel. Abetz désirait me voir de toute urgence.

Les Allemands sont des oiseaux de ténèbres. Hitler travaillait jusqu'à l'aube. Il y avait eu de longs téléphonages durant la nuit. Ribbentrop avait rappelé Abetz, après avoir communiqué avec le Führer. L'ambassadeur du Reich était chargé de m'annoncer qu'Hitler avait décidé de me faire appeler. L'entrevue aurait lieu dans une dizaine de jours. Une auto me prendrait à Bruxelles même. On me priait de ne pas quitter ma maison afin d'éviter tout retard.

Nous nous promenâmes longuement, Abetz et moi, sur les pelouses dorées de l'Ambassade. L'eau répandue par les jardiniers éparpillait sur la gazonnée des milliers de gouttelettes brillantes. Des oiseaux passaient, gavroches, des oiseaux de Paris. La vie était douce. Elle était belle. Le grand jour approchait où j'allais pouvoir créer. Toutes les possibilités que j'avais senties au fond de mon être depuis mon enfance vibraient comme des ondes ensoleillées. Tout me paraissait fraternel, le

feuillage lisse, la Seine qui coulait grise et argentée, le long du quai luisant et, au-dessus de nos têtes, le carré bleu du ciel, miroir où mon âme brûlante se reflétait.

Otto Abetz et moi avions vite sympathisé, sans doute parce que j'étais, parmi les personnes qu'il fréquentait, l'une des rares qui ne lui dût rien, ni argent, ni démarches.

Nous avions les mêmes goûts. Et puis, dans le domaine des affinités, il y a des divinations et des accords spirituels plus rapides que tous les calculs de la raison. Appel mystérieux des âmes... Otto Abetz était, après trois rencontres, devenu mon ami. A la fin de la guerre, alors qu'il n'était déjà plus rien et que moi-même j'allais bientôt frôler les abîmes, nous nous liâmes d'une affection vraiment fraternelle. Il est l'Allemand que j'ai le plus profondément aimé. Je n'ai jamais lu son nom dans un journal, depuis son emprisonnement, sans me sentir ému, atteint par une réelle souffrance.

C'était un idéaliste magnifique, pur, fort, lumineux, qui voyait loin, qui eût pu, puissamment, aider à la construction d'une Europe juste et humaine. Je suis sûr que, malgré les ombres et les peines du présent, son heure reviendra. Les tourments dont ses bourreaux français l'ont accablé resteront une des hontes de notre époque.

Je rentrai à Bruxelles par Laon, perché sur son éperon de pierre : rues étroites aux teintes d'ardoise, hôtels aux nobles terrasses donnant sur le plat pays, cathédrale trapue aux tours bleues et grises, couleur du ciel.

La guerre avait laissé partout les marques de son rouleau de fer et de feu : vieux villages broyés, monuments aux morts transpercés au hasard par un obus, tombelles dans les talus du sanglant Chemin-des-Dames, gros tanks roussis dont les chaînes ridicules traînaient dans la poussière, au haut d'un virage boisé ou dans la courbe d'un hameau blanchi par le soleil.

En Belgique, *Le Pays réel* avait reparu. Bruxelles entendait, le soir, passer les interminables escadres de la Luftwaffe. La cadence des moteurs emplissait l'air parfumé de ces nuits d'automne, parfums humides de la forêt puissante qui respirait, parfum des arrière-fleurs, lourdes de vie.

A la mer du Nord, hissé sur les dunes de sable aux oyats aigus, on apercevait, au delà des flots mystérieux et chantants, les lueurs rousses et roses de Londres qui brûlait, broyé sous les torpilles.

Méticuleux en tout, les Allemands étaient retournés chez Henri de Man, afin que tout fût parfaitement au point avant mon entrevue avec le Führer. Le Dr Max Liebe, attaché à l'ambassade du Reich, vint me communiquer le texte par lequel Henri de Man confirmait à M. de Ribbentrop qu'il acceptait de travailler avec moi au sein d'un nouveau gouvernement belge.

Le Dr Liebe ne commenta pas seulement le texte. Il me le montra. Je vois encore les trois lignes dactylographiées, suivies de la signature de mon futur partenaire ministériel. Je les vis si bien que j'ajoutai ma signature à côté de celle de l'ancien président du P. O. B.

Ainsi tout était en règle. Je n'avais plus qu'à attendre l'entrevue avec Hitler. Nous étions à la fin de septembre 1940. J'allais attendre jusqu'au 20 février de l'année 1944 !

XXI

LE TORPILLAGE

Bruxelles potinière. - Intolérance croissante du V. N. V. - Rex considéré comme un rival et un obstacle. - Culture flamande et culture allemande. - Le danger du morcellement à l'ouest. - Opposition du V. N. V. au travail en équipe. - Jalousie à l'annonce du projet d'entrevue Hitler-Degrelle. - Flandre, Wallonie, Grands Pays-Bas – Mon plan gouvernemental. - Composition de l'équipe. - J'eusse convaincu Hitler. - Sabotage à la Militar Verwaltung. - Veto du V. N. V. - Bagarres folles des Dienstellen. - Ajournement s*ine die* du cas belge.

Bruxelles, en septembre 1940, n'était plus guère qu'une potinière. Chacun avait son secret à glisser à l'oreille du voisin : chaque matin, le Roi et Degrelle se promenaient sur la route de Boom à bicyclette ; Hitler allait épouser la sénatrice du V. N. V., Mme Maréchal ; la langue flamande allait devenir obligatoire à Lille et en Wallonie ; Verviers était annexé au Reich ; le débarquement des Allemands en Angleterre était un fait accompli...

Dans une atmosphère de complots et de bobards, l'annonce de ma visite imminente chez Hitler passa de club en club, de *Dienstelle* en *Dienstelle* avec la rapidité de l'éclair.

La nouvelle était confidentielle. Mais des indiscrétions étaient inévitables. L'ambassade d'Allemagne à Bruxelles avait été tenue au courant par le Dr Liebe. La Militar Verwallung, de son côté, n'avait pas pu ne pas être informée par les autorités du Reich. Des réactions se produisirent aussitôt, réactions venant de compétiteurs puissants dont les plans étaient radicalement opposés aux miens.

Ils allaient déchaîner une offensive forcenée qui torpilla tout - leurs chances aussi bien que les miennes - ouvrant en Belgique la grande crise d'anarchie qui dura pendant toute l'occupation.

Certains dirigeants du Vlaamsch Nationalist Verbond (V. N. V.) n'avaient pas attendu que courussent ces rumeurs pour mener, contre Rex en général et contre moi en particulier, une campagne insidieuse, corrosive, destinée à miner mon crédit et celui du Mouvement rexiste auprès des Allemands.

Extérieurement, cette campagne n'avait rien de blessant. Les dirigeants du V. N. V. furent en 1940, comme toujours, très corrects dans leurs relations d'homme à homme. Plus tard, après les nombreux déboires qu'allaient connaître les Elias et les Romsée, leurs contacts avec nous redeviendraient même très amicaux : ils auraient eu l'occasion de voir, entre temps, que nous étions pour la Flandre les alliés naturels les plus sûrs.

Malheureusement, cette conception n'était pas admise par tout le monde, au V. N. V., en 1940. Celui-ci, tourneboulé par les slogans de l'espace vital et de la colonisation des peuples faibles, s'était lancé à fond dans une bataille tumultueuse et fanatique, repoussant avec hauteur l'idée d'une collaboration avec les Pays-Bas de langue française, ne considérant plus le territoire wallon que comme un futur domaine colonial à l'usage des Flamands.

Il admettait encore un État commun, il le désirait même, mais sur les bases suivantes : le pouvoir central submergé par ses hommes ; les provinces du Sud converties en zone d'expansion de la Flandre. Staf De Clercq employait sans détour le mot « colonie ».

Certes la Flandre avait dû supporter pendant un siècle de nombreuses formes d'oppression. La réaction contre ces erreurs et ces fautes avait préparé la victoire du V. N. V. Mais passer d'une oppression disparue à une oppression nouvelle, orientée dans l'autre sens, c'était provoquer de nouveaux remous et, surtout, c'était s'affaiblir politiquement et moralement. Un État n'est vraiment fort que s'il est juste. On n'a pas

le droit, sous prétexte qu'on a souffert, de faire souffrir autrui ; ni d'imposer des abus parce qu'on en a soi-même subi.

Le V. N. V., à l'été de 1940, fut soulevé par une poussée d'intolérance, assez compréhensible, car tout lui semblait acquis, mais qui fut la cause profonde de la faillite de son oeuvre, faillite qu'il dut enregistrer, impuissant, en 1943, isolé par sa faute, torpillé par ses anciens protecteurs, après avoir tout fait pour nous torpiller auprès d'eux en 1940, au montent où, unis sincèrement, nous eussions pu obtenir d'Hitler une solution juste, honnête, intelligente et fière du problème de l'espace Ouest.

Nous n'étions pas encore sortis des prisons démocratiques, Flamands et Wallons, en juillet 1940, que la cassure s'était révélée totale : devant les geôliers français, sarcastiques, les internés nationalistes-flamands avaient provoqué tout un scandale à l'occasion des fêtes du 11 juillet (Éperons d'Or, victoire du peuple de Flandre) et du 21 juillet (anniversaire de la prestation de serment du premier roi de l'actuelle dynastie).

Évidemment, le 21 juillet 1831 avait aussi consacré la cassure des Grands Pays-Bas. Cette sécession fut, indiscutablement, une catastrophe. Les Flamands ne sont pas seuls à la déplorer. Quiconque connaît l'histoire glorieuse du *Leo Belgicus*, quiconque a frémi en étudiant les siècles de grandeur vécus par nos dix-sept provinces unies ne peut que pleurer sur les semaines de provocation et de bêtise qui virent sombrer, pour la seconde fois, en 1830, la merveilleuse, la féconde, l'indispensable unité des Pays-Bas du Nord et des Pays-Bas du Sud.

Mais dresser une date contre une date sous les yeux de l'étranger, sous les yeux de tortionnaires qui nous accablaient les uns et les autres, leur signaler avec éclat des différends, mis bien inutilement, à jour dans ces bagnes, trahissait une nervosité, un esprit agressif qui me remplirent de tristesse et d'appréhension.

Rentré à Bruxelles, je dus bien constater que ma survie avait ennuyé plus que réjoui certains extrémistes.

Pourtant, je m'étais battu à côté des V. N. V. pendant des années et je pouvais encore leur apporter l'aide efficace des foules rexistes. Mais le V. N. V. ne voulait plus d'aide de personne, prétendant, en 1940, imposer seul un programme dont il fixerait sans discussion les limites.

Un mouvement d'Ordre nouveau, parallèle au sien, en territoire wallon et à Bruxelles, ne lui apparaissait plus désormais que comme un obstacle. Ayant proclamé sa volonté de coloniser l'espace wallon, le V. N. V. n'avait que faire de coéquipiers rexistes. Il se croyait assez fort pour se passer de tout appui.

J'essayai, en vain, d'expliquer aux dirigeants nationalistes flamands que les temps qui venaient seraient beaucoup plus dangereux pour l'unité morale de la Flandre que ceux qu'elle avait connus dans l'État unitaire belge de 1930-1940.

Une Wallonie de langue française, abritée par sa langue même contre une emprise exagérée de la culture du vainqueur, serait infiniment moins exposée à une submersion intellectuelle qu'une Flandre considérée, avant 1914 déjà, par de nombreux écrivains politiques allemands, comme une vieille terre allemande, dont la langue, coupée des sources originelles, était un *plat deutsch* à la dérive.

La Flandre de 1939, après cinquante ans de lutte acharnée, était parvenue à s'immuniser contre la concurrence de la culture française, en régression générale sur tout son territoire. Dans l'État belge de 1939, la Flandre était arrivée à une solide autonomie culturelle. La Flandre allait, normalement, rayonner de plus en plus, acquérir une influence de plus en plus dominante dans un Etat où, par le simple jeu des lois acquises et, par l'accroissement constant de sa population, le rôle capital lui était désormais dévolu.

En revanche, il fallait être aveugle pour ne pas comprendre que, malgré les places obtenues en 1940 et malgré quelques succès de prestige, la Flandre se trouverait, un fois l'Allemagne victorieuse, en face d'une culture et d'une propagande étrangères comme jamais elle n'en avait vu se développer sur son sol.

En août, en septembre 1940, tout paraissait merveilleux. Mais dans deux ans, dans cinq ans, la Flandre entière serait inondée par des publications allemandes, publications littéraires, artistiques, scientifiques, lancées avec des moyens puissants,

présentées avec le luxe que permettent les grands tirages, rédigées par des collaborateurs de renom mondial que, seuls, des revues, des journaux à immense diffusion peuvent s'attacher à prix d'or.

Que deviendraient à côté de cela les publications flamandes, moins bien présentées, moins riches de contenu, coûtant plus cher, parce que n'étant pas à même d'amortir leurs frais sur des centaines de milliers d'exemplaires ? Elles seraient les parents pauvres. La comparaison serait écrasante, en dépit des plus nobles efforts. La culture flamande deviendrait, qu'elle le voulût ou non, une culture régionale, digne certes de respect, mais régionale tout de même, soutenue comme telle et limitée comme telle.

Et la jeunesse ? Après tant de luttes pour la flamandisation des universités de Louvain et de Gand, qu'allait devenir l'enseignement supérieur de la Flandre ? L'étudiant flamand se sentirait naturellement attiré par les universités du Reich, célèbres grâce à leurs professeurs choisis parmi cent millions d'habitants. L'Allemagne ferait un effort énorme pour modeler la jeunesse universitaire des pays germaniques. L'intérêt de celle-ci serait d'acquérir en Allemagne une formation qui lui donnerait un champ d'action vingt fois supérieur à celui que Louvain et Gand lui promettaient. Les ouvrages scientifiques allemands seraient, de toute évidence, plus intéressants, renouvelés plus souvent, se vendraient à meilleur marché que les volumes édités, de-ci de-là, en langue flamande par un professeur du cru.

Et encore, le phénomène d'aspiration agirait sur les professeurs d'origine flamande, eux aussi tentés par les chaires et par les éditeurs du Reich qui assureraient à leur pensée un rayonnement accru.

Pour des Flamands pointus, comme l'étaient certains dirigeants du V. N. V., inquiets de tout ce qui n'était pas *moederlaal* et guidés souvent par l'esprit de clocher, il eût dû être éclatant, fulgurant, en 1940, que la Flandre allait se trouver, culturellement, devant la plus grande tentation de son histoire. Qu'on nommât trois gouverneurs V. N. V., qu'on laissât Staf De Clercq parler de coloniser les charbonnages borains, n'avait qu'une importance passagère. C'était un fait divers, du détail. C'est l'essentiel qu'il eût fallu régler. Plus que jamais, au lieu de nous refouler, avec inélégance et parfois même avec hauteur, le V. N. V. eût dû former un bloc puissant avec Rex pour doter sans retard l'Ouest - reporté, au sud, à ses frontières historiques - d'un statut fédéral durable, harmonieux, coordonnant les forces politiques flamandes et wallonnes, à l'abri duquel les apports du grand corps germanique eussent pu être reçus heureusement, utilement, sans danger d'absorption ou de consomption.

Ma position était radicalement opposée à la tendance étroitement nationaliste, ou plus exactement, régionaliste, de nombreux dirigeants du V. N. V. d'alors. Pour moi, non seulement les régionalismes, mais même les nationalismes étaient dépassés. Ceux-ci, au lieu de s'opposer orgueilleusement et stupidement, devraient désormais se rejoindre, se fédérer justement, honnêtement, former une unité supérieure à chacun d'entre eux, l'unité continentale. Je croyais à la nécessité de la création d'une Europe harmonieuse, Europe projetée brusquement dans le champ des possibilités politiques par le déferlement militaire - la «défaite-délivrance» d'Henri de Man ! - opéré de Narvik à Bordeaux, de Lublin à Cherbourg.

J'étais convaincu que l'Allemagne et, plus largement, le bloc des peuples germaniques seraient capables de constituer le foyer grandiose où se forgerait cette unité. Mais encore faudrait-il que celle-ci fût une oeuvre de polarisation, de fédération, et non de mastication et d'impérialisme.

La force est souvent une tentation. Elle porte vite à des excès. Le Reich vainqueur risquait d'être tenté par l'orgueil, comme tant d'autres États triomphants le furent jadis. L'Europe napoléonienne, aux promesses si passionnantes, était morte à cause de la mégalomanie d'un homme et d'une nation. Égarée par des succès faciles, l'Allemagne d'Hitler pouvait, elle aussi, se lancer dans une politique d'expansion irréfléchie et de fusions maladroites.

Pour la réussite même du rassemblement des énergies européennes, il était nécessaire de contenir les appétits immodérés, de créer l'Europe nouvelle par paliers, non point en la nivelant au moyen d'un énorme rouleau compresseur, mais en unissant intelligemment ses divers foyers de culture, de travail, de richesse, qui

conserveraient, qui développeraient même au maximum leur personnalité culturelle et historique.

Mais mutiler, en face d'une Allemagne débordante, l'espace Belgique, déjà réduit de siècle en siècle, de Philippe II à Louis XV, de Waterloo à l'insane et sacrilège révolution de 1830, aller à la rencontre de l'Unité européenne par petits clans politiques rivaux, c'était compromettre les possibilités de maintenir le génie propre de l'Ouest au sein de la grande unité continentale en formation.

C'est hélas exactement ce que fit, à cette époque, le V. N. V. qui écarta ses partenaires des Pays-Bas de langue française, fit bande à part, prétendit tout rafler à lui seul et, finalement, quand tout fut bien divisé et affaibli, ne fut plus à même de résister aux pressions et à certaines manoeuvres annexionnistes venant d'une Allemagne qui pourtant, en 1940, avait été prête à stabiliser l'Ouest en respectant son originalité.

Le V. N. V., socialement, politiquement, pensait comme Rex. Le conflit résida uniquement dans sa volonté de monopoliser à son profit la vie de tout l'espace Belgique, ne laissant à une moitié du pays qu'un rôle mineur, et encore juste pendant le temps nécessaire à sa colonisation. C'est exactement le contraire qu'il eût fallu faire en 1940.

Depuis toujours, je luttais pour que la Flandre pût s'épanouir pleinement, grâce à la reconnaissance rigoureuse de ses droits. Dès l'Université, j'avais, moi, né sur le sol wallon, bataillé âprement pour la Flandre. En 1936, quand Rex, en plein développement, représentait une force supérieure au V. N. V. (vingt et un députés rexistes, seize députés V. N. V.), j'avais, non sans y perdre des plumes, engagé tout le prestige de Rex pour soutenir les thèses justes des nationalistes flamands et réclamer, d'accord avec eux, la constitution d'un État fédéral.

Nous traiter avec morgue, en 1940, manquait d'élégance d'abord, de sens politique ensuite.

Le salut, c'était de demeurer unis, pour obtenir que fût reconnue, au sein de l'Empire européen en gestation, comme dans l'Empire germanique de Charles-Quint, l'existence d'un véritable « Cercle de Bourgogne », foyer politique et spirituel bien distinct, rétabli, selon les vieilles données de l'histoire, par delà les frontières atrophiées de 1839.

En tout cas, il importait de sauver le principe. Et le principe, en 1940, était, matériellement et politiquement, représenté par les neuf provinces de l'État belge, débris certes, mais aussi points de redressement possible pour les glorieux Pays-Bas de jadis.

Cette réalité provisoire était susceptible d'aménagements immédiats qui garantiraient pleinement les droits des Flamands à leur vie propre. Une semaine d'étude en commun du problème nous eût mis tous d'accord, sans aucune difficulté.

Mais cet accord, en 1940, le V. N. V. ne le voulait pas, s'y opposait même, ne comprenant pas à quel point il s'isolait, grisé par ses discours violents et vains sur le maximalisme et le colonialisme.

Ce n'est pas moi qui avais demandé à Hitler de m'inviter. Le hasard avait fait les choses de telle manière que j'étais le seul homme politique belge qu'Hitler connût personnellement. Il ne m'avait vu qu'une fois. Mais cet homme se fiait à ses intuitions et ne croyait qu'aux contacts directs.

D'autre part, le Mouvement rexiste avait un rayonnement international, tandis que Staf De Clercq était totalement inconnu hors de Flandre. Hitler ne l'avait jamais vu, ne le vit jamais et ne lui prêta, personnellement, aucune attention.

Le fait que c'est moi qui étais appelé suscita parmi certains dirigeants du V. N. V. une violente explosion de jalousie. Chez eux jouait souvent le complexe de la persécution. Ils furent blessés au plus haut point par le choix d'Hitler. « Alors, s'écrièrent-ils, c'est comme avant, toujours les Wallons en tête ! »

Dieu sait si cette question eut toujours pour moi peu d'importance. Type exact de l'irrédentiste, originaire, du côté de mon père, de la région romane de Maubeuge (exactement, de Solre-le-Château), arrachée au Hainaut par l'impérialisme français, et, du côté de ma mère, du pays germanique de la Moselle (exactement, de Grevenmacher), arraché en 1839 au Luxembourg unique de nos aïeux, je ne me

considère pas comme un Wallon *: je suis un homme des Pays-Bas.* Je ne me sens vivre que là où les Pays-Bas ont existé et furent grands.

Verviers, Charleroi, villes wallonnes mais villes sans relief dans notre histoire, me disent peu ; par contre, toute mon âme frémit quand je vois, du haut du beffroi de Bruges, le canal gris bleu qui conduit à Damme et à la mer, ou bien quand, place Sainte Pharaïlde à Gand, je rêve au pied de l'énorme Château des Comtes que hantèrent nos ducs de Bourgogne et où joua Charles-Quint enfant.

Tournai et Ypres, Anvers et Liège, Malines et Mons, Alost et Huy, Courtrai et Dinant, Lille, Douai, Middelburg, Maëstricht, cités de vie, de gloire et de grandeur de nos vieux Pays-Bas, se prolongent, avec les mêmes feux et les mêmes chants, dans mon âme émue. Je me sens plus dans ma patrie à Dunkerque et, à Zierikzée, vigies disloquées de notre *Mare Germanicum,* qu'à Jemelle et à Bertrix, villes artificielles de mon Ardenne natale.

Par toutes les fibres de mon être, je me sens lié à la Flandre qui a nourri pendant mille ans la splendeur de nos pays d'Ouest. Si un destin cruel me forçait à choisir, je choisirais la Flandre, parce que là est le coeur, là revient, de là repart, depuis plus de cinq siècles, le sang fort et vivace des Grands-Pays-Bas qui sont ma patrie. Là je me sentirais encore vivre. Dans une Wallonie isolée, je me sentirais accroché à un membre mort.

Ces histoires de domination d'un clan sur l'autre m'ont toujours paru une profanation historique et un non-sens. Il y a un passé des Pays-Bas, une psychologie des Pays-Bas. J'eusse, auprès d'Hitler, défendu les droits de la Flandre avec autant de foi, avec autant d'amour, avec une connaissance aussi exacte de son histoire que n'importe quel dirigeant du V. N. V.

En 1940, ma solution du problème de l'État belge était simple : moitié des ministères à des Flamands, moitié des ministères à des Wallons ou à des Bruxellois de langue française ; mais, quel que fût le ministre, deux sous-secrétaires d'État à ses côtés, l'un Flamand, l'autre Wallon, chacun des deux tenant en main la totalité des services concernant soit la partie flamande, soit la partie wallonne du ,pays, le ministre lui-même faisant office d'agent de coordination et de superviseur. J'eusse, de la même façon, décentralisé la présidence du Conseil, ou plutôt la Chancellerie, pour parler comme au temps de nos ducs de Bourgogne.

Ainsi il y aurait eu, en fait, deux gouvernements, assurant la décentralisation parfaite des services, mais travaillant constamment en liaison. Le V. N. V., étant l'élément essentiel de la politique flamande, eût été assuré d'une influence prépondérante dans cet organisme fédéral. D'ailleurs, que nous fussions membres de Rex ou du V. N. V., au point de vue de la renaissance flamande, nous étions entièrement d'accord.

J'étais décidé à aller plus loin encore. Je me proposais de donner à ce gouvernement une ampleur très audacieuse, d'y introduire les éléments les plus intéressants et les plus socialisants de l'équipe de Man, d'y appeler des personnalités d'envergure étrangères à la politique, et même, provisoirement, deux ou trois représentants des puissances d'argent, à la Lippens et à la Devèze, puisque tel était le désir du Roi. Ils eussent été, au début, un contrepoids utile à la fougue et à l'inexpérience des groupements révolutionnaires. Ils connaissaient le métier ministériel. Ils avaient barre sur les représentants des forces économiques avec lesquelles il était tout à fait inutile d'entrer en bagarre dès le premier jour. En politique, il ne faut pas se battre en même temps contre tout le monde.

Ce gouvernement, apportant une formule nouvelle en ce qui concerne la représentation des diverses forces de la nation, je l'eusse soumis à un plébiscite où tous les hommes et toutes les femmes du pays eussent été appelés à se prononcer. Fidèle au Roi ; assurant l'épanouissement de la Flandre, rangée derrière le V. N. V. ; appuyée, grâce à Henri de Man, par les masses ouvrières ; soutenue, grâce à Rex, par de nombreux catholiques et par les éléments les plus dynamiques de la population de langue française ; jouissant, par l'intermédiaire des Devèze et Lippens du soutien des forces économiques qui garantiraient la solidité matérielle du nouveau régime autoritaire, comme la foule le voulait alors, outrée qu'elle était par l'anarchie démocratique consécutive à la défaite ; ardemment nationaliste, pleinement

socialiste, vibrante de jeunesse, une telle formation gouvernementale eût, dès l'automne de 1940, recueilli soixante-quinze à quatre-vingt pour cent des suffrages.

La guerre paraissait arrivée à son terme. La paix eût trouvé ce gouvernement à la tâche, gouvernement fort, optimiste, neuf, en contact direct avec la nation.

Peu importaient les maroquins que mes amis eussent obtenus.

Je me fusse contenté de deux ou trois rexistes d'envergure au sein de l'équipe. J'étais même prêt à y entrer seul. J'eusse donné personnellement l'unité, le feu, le ton. Surtout, j'eusse fait de ce gouvernement un gouvernement populaire, me réservant de brasser le peuple chaque jour, de haranguer les travailleurs, de former la jeunesse des écoles, de lier à mon oeuvre, politiquement, moralement, mystiquement, tout le pays.

J'étais sûr d'atteindre les foules, d'attirer par millions le don des âmes. Avant 1940, avec des moyens limités, sans radio, sans cinéma, traqué chaque jour par cinquante quotidiens antirexistes, j'avais agi sur des centaines de milliers de sensibilités. J'allais, désormais, avoir à ma disposition la prodigieuse machinerie de l'État moderne, les micros, les écrans, les rotatives. Six mois d'action publique, six mois de réformes profondes, et la nation n'eût fait qu'un bloc avec la révolution installée au pouvoir.

L'équipe ministérielle, unifiée au feu de l'action, eût promptement effacé les différenciations des premiers jours. C'est pour cela qu'il était absolument indifférent d'avoir à mes côtés uniquement les délégués des autres groupes. Si vraiment je portais en moi un message, mon dynamisme ferait d'eux tous un seul levier.

Ce plan fut sur le point d'aboutir.

J'étais sûr de convaincre Hitler, bien disposé à l'avance en ma faveur. Rentré à Bruxelles, j'aurais mis mes possibilités d'action au service du Roi. Celui-ci eût décidé en dernier ressort.

La libération totale de nos prisonniers - condition prévue, acceptée chez Abetz, de mon accord avec le Reich - eût libéré Léopold III automatiquement et lui eût rendu ses prérogatives. Le ministre Delfosse, resté en Belgique, s'était déjà mis à la disposition du Souverain pour signer les arrêtés concernant la liquidation de l'ancien gouvernement ; la transition eût été accomplie dans la légalité la plus absolue.

Mais le fait que j'étais appelé - moi et non eux - chez Hitler, que je pouvais mettre en marche un gouvernement nouveau, irrita à un point indescriptible quelques-uns des dirigeants parmi les plus en vue du V. N. V.

Ceux-ci jouissaient de l'appui complet des autorités d'occupation. Pendant que s'éternisait en France ma captivité, ils avaient fait à Bruxelles le siège de nombreux fonctionnaires subalternes du Reich. Connaissant généralement la langue allemande, ils avaient longuement discuté avec eux et leur avaient expliqué le cas belge, à leur manière.

Les souvenirs laissés par la tentative de formation d'un État flamand par Borms, en 1917-1918, les servaient au plus haut point.

Pour un certain nombre de fonctionnaires allemands à l'horizon borné, ignorant l'histoire de l'Ouest, les Flamands étaient presque des Allemands, tandis que les Wallons n'étaient que des Français d'une espèce bizarre, mal définie, qu'ils ne comprenaient point, dont ils ne savaient rien.

L'ignorance de la plupart des dirigeants allemands de Belgique était désarmante en ce qui concernait l'origine des Wallons, la pureté de leur race, leur fidélité, pendant dix siècles, au Saint-Empire romain germanique. Ils ne connaissaient à peu près rien de ces problèmes, ils se documentaient très mal, ignorant presque tous la langue française. Ma réserve, à mon retour en août, avait, sans conteste, ajouté encore à cette incompréhension.

Les dirigeants V.N.V. s'étaient faufilés partout, avaient noué des contacts directs avec tous les cadres allemands de Bruxelles ; ils s'expliquaient faisaient lire leurs journaux, remuaient du vent. La Militar Verwaltung de Bruxelles, en 1940, ne voyait que par eux, ne jurait que par eux.

Par-dessus le marché, les directives envoyées par de hautes personnalités pangermanistes de Berlin (Himmler notamment) stimulaient au plus haut point la politique consistant à soutenir les Flamands aux dépens des Wallons. Cela explique

notamment le cas des prisonniers belges, libérés ou retenus dans les stalags, selon qu'ils relevaient de tel ou tel groupe linguistique.

Le siège de la Militar Verwaltung par le V. N. V. avait été commencé dès le début de juin. Deux mois plus tard, la consigne des autorités d'occupation interdisant à la presse de consacrer plus de trois lignes à mon retour avait été significative. J'étais pour elles un indésirable.

Certains fanatiques étaient allés jusqu'à rechercher, dans les milliers d'articles que j'avais écrits avant la guerre, chaque ligne qui pouvait être interprétée dans un sens défavorable au Reich. Comme j'avais été strictement neutre, donnant raison ou donnant tort à nos voisins selon le seul critère de l'intérêt belge, le petit jeu des citations se révéla facile. Chaque bureau allemand avait reçu sa liasse. De Bruxelles, les dossiers prirent la route de Berlin, accompagnés de solides commentaires.

On conçoit que l'annonce de ma prochaine visite au Führer ait produit l'effet d'une torpille dans les bureaux de la Militar Verwaltung. « Comment, ce Degrelle, qu'on n'avait jamais vu, allait être reçu par Hitler, avant quiconque, avant même les dirigeants du V. N. V. ? »

Ceux-ci n'eurent pas à verser beaucoup d'huile sur le feu si abondamment entretenu par eux de juin à août. Un tollé général monta jusqu'à Berlin : c'était impossible ! Jamais les Flamands n'accepteraient cela. Chaque pavé de Bruges, de Gand, d'Anvers et de Louvain allait bondir jusqu'au ciel ! Le V. N. V. signifia que si je devenais, moi Wallon, le chef d'un gouvernement, il ne marcherait pas.

La Militar Verwaltung de Bruxelles fut ravie de ce veto qui causa, par contre, la plus profonde stupeur au ministère des Affaires étrangères à Berlin. Nous avions été les alliés du V.N.V. jusqu'au 10 mai 1940. On n'avait, chez Ribbentrop, entrevu d'obstacles sérieux que du côté de de Man. Ici, les difficultés avaient été aplanies, un accord conclu. Mais l'opposition catégorique du V. N. V., soutenue fortement par les autorités d'occupation, rendait caducs les préparatifs en cours.

Trois semaines plus tard, je fus averti par la Wilhemstrasse que l'affaire n'était pas mûre et qu'on verrait plus tard.

Les autorités d'occupation avaient donné le coup de grâce au projet en provoquant un de ces incidents de préséance et de susceptibilité où les Allemands se montrent sans rivaux. Un Français mécontent s'emporte, fait pendant un quart d'heure un vacarme du tonnerre. Une fois son sac vidé, il s'apaise à la première boutade. La bagarre s'achève en blague, avec tapes dans le dos et protestations amicales. C'est fini.

L'Allemand, lui, concentre son irritation. Il seftâche pour un mot mal compris, pour une ironie prise de travers. Il croit tout de suite qu'on lui a manqué d'égards, qu'on lui marche sur les pieds, qu'on porte atteinte à ses prérogatives. Il devient solennel, se ferme comme une porte de château-fort, prend un air renfrogné, cuve sa mauvaise humeur pendant des semaines. Et c'est un travail de géant de réparer les dégâts commis. L'Allemand, qui a tant de qualités, a incontestablement ce défaut-là : il est terriblement susceptible. Il se croit outragé à mort pour la moindre vétille.

Souvent, j'ai eu envie de tout envoyer au diable quand je voyais tel ou tel dignitaire du Reich prendre tout à coup le teint d'une pomme de terre, ne plus répondre que par monosyllabes. Il fallait, pour y voir clair après cela, le faire sonder par une dizaine d'intimes, avec autant de précautions que si l'on eût dû lui découvrir des calculs dans le foie.

Ma visite chez le Führer, préparée par le ministère des Affaires étrangères, via Abetz, ambassadeur à Paris, fut l'occasion rêvée pour une empoignade générale de toutes les *Dienstellen* civiles et militaires : action diplomatique dans un secteur de la *Wehrmacht,* fonctionnaires de Paris se mêlant des affaires de Bruxelles ! Tous ces beaux messieurs roulèrent sur le tapis des salons, se décochant des notes corrosives comme des jets de vitriol.

Ce fut un tel drame que, pour en finir, Otto Abetz dut venir par train spécial à Bruxelles faire amende honorable devant le général von Falkenhausen, palabrer avec lui pendant des heures, battre en retraite sur toute la ligne. Après cela, Abetz n'avait plus qu'à me laisser tomber s'il voulait ne pas être sérieusement abîmé lui-même

dans la bagarre. Nous ne nous revîmes que deux ans plus tard. Notre amitié se développa dès lors en dehors de tout débat sur l'avenir politique de la Belgique.

Quant à Ribbentrop lui-même (je ne l'appris que beaucoup plus tard) il se vit retirer toute initiative concernant les pays de l'Ouest, au profit des bureaux «germaniques», soigneusement camouflés, du Reichsfuhrer S. S. Heinrich Himmler.

C'était l'échec total.

Le V. N. V. n'en retira absolument aucun profit. Jamais un dirigeant nationaliste flamand ne fut reçu par Hitler durant les quatre années qui suivirent cette bagarre stupide.

Le seul résultat tangible fut que toute solution du cas belge se trouva ajournée *sine die*.

Cette rencontre annulée, à la suite des faits que je viens de rapporter, toute démarche en vue de dépanner politiquement la Belgique était vouée d'avance à l'insuccès, nos deux principaux mouvements d'ordre nouveau étant en complet désaccord.

Aussi fus-je littéralement sidéré lorsqu'un matin de novembre j'appris que le roi Léopold venait de quitter Bruxelles en auto pour Berchtesgaden, afin de tenter lui-même sa chance auprès du Führer.

XXII

BERCHTESGADEN

Première entrevue manquée. - Regrets de Léopold III. - Sept demandes d'audience du Roi à Hitler. - Deux voyages dans le Reich. - De Man chargé de relancer les Allemands. - La princesse Marie-José intervient auprès du Führer. - Insistance extrême du Souverain. - La portée exacte de la conversation Hitler-Léopold III. - Utilité d'un gouvernement à Bruxelles pendant la guerre. - Lippens et Devèze mis en avant par le Roi. - Stupéfaction Hitler. - Le complot dictatorial de l'entourage du Roi. - Comportement de Léopold III durant l'audience. - Impression défavorable du Führer. - Échec du Monarque.

A la suite de la capitulation du 28 mai 1940, Léopold III fut bien près de rencontrer Hitler à Bruxelles même.

Cette entrevue n'eût rien eu que de très normal. Léopold III était le prisonnier de guerre le plus important du Troisième Reich, le premier souverain fait captif par l'armée allemande depuis Napoléon III. De son côté le roi des Belges, qui considérait la guerre continentale comme virtuellement finie, avait intérêt à apprendre d'Hitler vainqueur quelles possibilités étaient réservées encore à son pays et à sa dynastie.

Que Léopold III, durant les jours qui précédèrent la capitulation, eût rêvé d'avoir un gouvernement à Bruxelles, sous l'occupation allemande, ne peut être contesté.

« Le Roi aura-t-il un gouvernement en Belgique ? » avaient demandé Pierlot et Spaak au Souverain, lors de l'entrevue dramatique de Wynendaele, le 25 mai 1940. « Oui », avait répondu, sans tergiverser, Léopold III.

Et il avait son homme sur place, à ce moment-là, pour remplacer Pierlot au pied levé. C'était de Man.

Dans ses notes, Léopold III admet avoir dit le 25 mai 1940 que « s'il devait gouverner, il constituerait évidemment un gouvernement au cas où les ministres le quitteraient ».

Que ce gouvernement dût, dans l'esprit du Monarque, avoir l'approbation du Reich ne fait pas de doute non plus : Léopold III avait, le matin du 25 mai, repoussé l'offre de Pierlot et de Spaak de devenir eux-mêmes ministres collaborateurs, en affirmant : « Il est certain que l'occupant n'y consentirait pas. »

Un protocole additionnel, qui complétait courtoisement l'acte de capitulation, avait stipulé que «le Château de Laeken était mis à la disposition de Sa Majesté le Roi pour y résider avec sa famille, sa suite militaire et ses serviteurs ».

C'était correct, et de nature à laisser présumer la modération d'Hitler. Le Roi - prisonnier - attendait à Bruges son départ pour Laeken dans le bureau où il avait signé, quelques jours plus tôt, une révocation assez originale, celle de son futur beau-père. Le gouverneur Baets, fils d'Ostendais modestes, arrivé politiquement à la force du poignet, avait été surpris par la guerre en France, le 10 mai. Il s'était gardé de rentrer à Bruges, où son devoir le réclamait. Installé dans le palais provincial, assis dans le fauteuil même du gouverneur volatilisé, sa propre plume au poing, Léopold avait apposé une signature vengeresse sous le décret qui cassait ce fonctionnaire craintif. Sa ravissante fille, Liliane, le serait un peu moins et en donnerait au Roi des preuves tangibles, une quinzaine de mois plus tard. Cela se terminerait, cette fois encore, par une signature, mais plus pacifique, sous l'oeil ému du beau-père vainqueur.

Le 28 mai, des centaines de milliers de prisonniers belges refluaient sans incidents vers la Lys et l'Escaut. Le respect de l'armée allemande les entourait. Le communiqué du Grand Quartier Général du Führer venait de rendre à leur vaillance un hommage apprécié. Le Roi avait été traité avec une grande déférence par le

Commandement allemand, sensible à la noblesse avec laquelle il avait voulu partager jusqu'au bout l'infortune de ses soldats.

Puis il y avait eu l'agression inimaginable de Paul Reynaud à la radio française, avec la complicité du gouvernement Pierlot. Outragé dans son honneur, le Roi fut touché au plus profond de lui-même.

Physiquement rendu, les nerfs brûlés par les insomnies, les émotions, les angoisses, les discussions exaspérées avec les membres de son gouvernement, Léopold III avait fait face, âprement, à l'épreuve ; mais le 25 mai déjà, il se trouvait en pleine crise d'hypocondrie. Lorsque la tornade s'abattit sur lui, il tint tête, eut l'énergie de réagir encore, de poursuivre ses consultations ; mais il se débattait, physiquement et moralement, dans un abîme de tristesse, de nervosité, d'anxiété.

Ces remous, qui tourbillonnaient en lui, le poussèrent en quelques heures à prendre les initiatives les plus contradictoires.

Le hurlement de la haine l'avait frappé en pleine face, l'avait rejeté vers des positions tout à l'opposé de celles auxquelles il se tenait les jours précédents.

C'est dans ces conditions que lui parvint - le 29 mai à vingt heures - une communication officielle dont Henri de Man, toujours perspicace, déduisit qu'Hitler allait recevoir Léopold III.

Deux messagers du général von Reichenau, les colonels von Bechtolsheim et von Tschuler, étaient venus, en effet, informer le Roi que, le lendemain matin, « une autorité allemande supérieure au chef des groupes d'armées opérant en Flandre » aurait un entretien avec lui à Laeken. Il ne pouvait s'agir que d'Hitler.

Il fut entendu que le Roi quitterait Bruges à cette fin, le lendemain matin, à sept heures.

A cette idée, l'énervement du Souverain ne fit que croître. Alors qu'on l'accablait dans le monde entier des noms de « traître » et de « roi félon », une rencontre aussi rapide avec le Führer allait, évidemment, donner un surcroît de fureur à la campagne déchaînée à Paris et apporter une sorte de confirmation aux accusations portées contre lui de complicité avec le Reich.

Le Roi, sur le conseil d'Henri de Man, alla se coucher promptement afin d'être en meilleur état physique lors de l'entrevue.

Mais il était, à peine au lit depuis une heure qu'il fut réveillé en sursaut ; un général allemand était là, le général von Bieleck, porteur de nouveaux ordres. Le départ ne pouvait avoir lieu le lendemain. Le Roi devait partir pour Laeken la nuit même, afin d'être prêt à temps pour le mystérieux rendez-vous annoncé. Il était vingt-deux heures quinze. A minuit, le Roi devait se mettre en route avec ses gardiens.

Léopold III avait imaginé de partir accompagné de sa mère, la reine Élisabeth, et de toute sa suite. Lorsque le général von Bieleck fit, remarquer que, seuls, deux officiers pourraient faire route avec le Souverain, celui-ci se laissa aller à un premier accès public de nervosité 1.[1] Il se mit à manifester de grandes craintes : « Hitler va me traiter comme Schuschnigg », ne cessait-il de répéter. Toute la nuit, cette perspective le hanta.

Le voyage fut interminable. La voie était encombrée de colonnes militaires qui jouissaient, de la priorité. Le Roi s'énerva davantage encore. Schuschnigg ! Schuschnigg ! Il ne pouvait chasser ce nom de sa mémoire et se voyait déjà acculé à subir des violences pareilles à celles qu'avait connues, en 1939, à Berchtesgaden, le débile chancelier autrichien.

Les ponts d'Alost étaient impraticables. Il fallut, faire de longs détours. Finalement, il était plus de trois heures du matin quand l'auto parvint à Bruxelles. Le Roi était à bout.

Lorsqu'ils furent descendus de voiture, un officier supérieur allemand prévint, Léopold III que l'entrevue avec le Führer était fixée pour le matin à onze heures.

L'imminence de la confrontation, la tension des derniers jours, le déferlement du scandale mondial monté contre lui, ce départ sans sa mère et sans sa suite, cette route sans fin, la hantise du cas Schuschnigg, le retour en prisonnier dans son

[1] «Je passe une partie du temps avec R. L. (Roi Léopold) et R. E. (Reine Elisabeth) dans la chambre de R. L. Il continue à être mal à l'aise. » (H. de Man, *Cavalier seul*.)

château firent que le Roi ne put plus contenir ses nerfs et donna des signes de vive contrariété. L'officier allemand se raidit.

Le Roi - c'est Henri de Man qui me l'a raconté lui-même - émit alors une exigence inattendue : « Il faut, déclara-t-il, que l'entretien ait lieu en langue française. »

Or le Roi parlait allemand convenablement. Et Hitler ne comprenait pas un mot de français. L'officier téléphona. Hitler, mis au courant de l'état d'esprit du Souverain, fit répondre que, puisqu'il en était ainsi, tout était annulé. Le Roi, fourbu, alla se coucher. Hitler quitta la Belgique sans revenir sur sa décision.

Cet incident, Léopold le regretta rapidement.

Il établit en tout cas que le roi des Belges n'était pas de mèche avec Hitler avant le 28 mai, qu'il n'était pas un Quisling qu'au contraire Hitler lui faisait peur. A la fin mai de 1940, le Roi redoutait le pire d'une confrontation avec le chef du Reich, non seulement parce que cette rencontre donnerait de nouveaux arguments à ses insulteurs, mais aussi parce que, physiquement, il craignait le Führer.

Pourtant une telle entrevue eût pu être grandement utile à ce moment-là.

Aux premiers jours de juin 1940, la Belgique, bafouée par Reynaud, jouissait, par contrecoup, d'une popularité réelle dans les milieux dirigeants du Reich. Hitler avait voulu voir Léopold III avant même de lancer l'offensive finale Somme-Paris-Biarritz. Il avait laissé entendre qu'il envisagerait une libération immédiate et totale des prisonniers belges. Léopold III, prince de race allemande auréolé de son prestige de soldat valeureux, sorte de héros blond sorti des Niebelungen, était le type même du jeune Germain. Malgré son flirt de l'hiver avec Gamelin, il eût obtenu d'Hitler, qui n'était pas rancunier, beaucoup de choses. C'était le moment rêvé. La France n'avait pas encore reçu l'estocade finale. L'Allemagne était tendue vers ce combat. Elle croyait qu'il serait beaucoup plus dur qu'il ne le fut. Aussi caressait-elle avec faveur l'idée d'un arrangement immédiat avec la Belgique.

Le roi Léopold, d'autre part, était convaincu de la victoire complète, à brève échéance, du Reich sur tout le continent. « A bref délai, dans quelques jours peut-être, la France devra, à son tour, renoncer à la lutte », avait-il déclaré à Wynendaele, le fameux matin du 25 mai.

Après quelques jours de vie paisible dans l'admirable parc du Château de Laeken, les nerfs enfin calmés, Léopold III commença de regretter l'occasion manquée.

Il est plus facile de ne pas casser la vaisselle que de raccommoder celle-ci après l'avoir mise en morceaux.

Léopold III tenta d'abord de rétablir le contact en recourant aux officiers allemands du Palais. Il sympathisa beaucoup avec eux durant toute la guerre, se prêtant à de longues conversations, jouant au tennis en leur compagnie. La reine Élisabeth fut celle qui alla le plus loin dans ce genre de fraternisation, faisant, elle - et aussi la princesse Marie-José - aux Allemands de Laeken et particulièrement au colonel Kiewitz des confidences fort étonnantes sur leur vie intime et sur Albert Ier, leur époux et père. Léopold III, durant l'été de 1940, s'appliqua à obtenir par eux le rapprochement qu'il souhaitait avec leur puissant maître. Mais ces officiers n'étaient chargés que de missions de surveillance et de liaison.

Le Roi dut bien se résoudre à s'adresser directement au Führer. Mais le temps passa sans que parvint la moindre réponse à la demande qu'il avait formulée. Il sollicita à nouveau avec le même insuccès.

Autant le Souverain s'était entêté à compliquer l'affaire quelques heures avant l'entrevue manquée, autant il apportait d'obstination maintenant à obtenir une audience qu'on lui refusait avec une indifférence qui eût dû le frapper.

Certains défenseurs du Roi, fidèles à leur tactique habituelle du démenti systématique, ont nié effrontément, en 1945, que Léopold III eût recherché l'entrevue de Berchtesgaden. Ils ont même affirmé, avec une magnifique audace, que le Roi ne s'était rendu à Berchtesgaden qu'après avoir repoussé deux invitations du Führer. Un troisième refus royal eût pu avoir des conséquences redoutables, ajoutèrent gravement ces généreux commentateurs.

Cette affirmation est d'abord fausse, elle est ensuite complètement imbécile. Imagine-t-on l'Hitler vainqueur de 1940, devant qui l'Europe entière tremblait, supportant deux refus de la part d'un prisonnier et condescendant à le prier une troisième fois d'accepter son invitation ?

Le Roi s'était rendu à Berchtesgaden poussé par les mobiles patriotiques les plus nobles. En niant l'évidence, en affirmant avec opiniâtreté des contrevérités (alors que la simple vérité, en l'occurrence, est si honorable pour lui), on a acculé Léopold III à des dénégations pénibles. Au hasard des polémiques d'après-guerre, des documents nouveaux, des témoignages inattendus sont alors venus renverser l'échafaudage enfantin des pieux mensonges improvisés par les courtisans qui s'acharnèrent après coup à faire du Roi un « résistant » et un « anti-collaborateur ». Or Léopold III ne fut ni l'un ni l'autre, ou plutôt il fut successivement l'un et l'autre, conformément à ce que l'intérêt du pays - sa seule loi - lui ordonna d'être.

A propos de Berchtesgaden comme pour le reste - neutralité, capitulation, guerre perdue, désir de former un gouvernement nouveau, collaboration - il fallait, tout de suite, sans réticences, dire la vérité complète, en exposant avec franchise les raisons d'intérêt national qui avaient décidé le Roi à solliciter une entrevue avec Hitler.

De même il eût fallu dire aussi, dès le début, qu'après Berchtesgaden, Léopold III s'était rendu à nouveau, en tout bien tout honneur, en 1941, dans le Reich pour plusieurs semaines. Au lieu de jouer cartes sur table, on cacha peureusement ce deuxième voyage jusqu'à ce qu'un vulgaire policier, nommé Léonard Rieder, en dévoilât le secret.

Cette politique de duplicité ne pouvait qu'éveiller des soupçons déplaisants parmi les foules. C'est en couvrant ces jocrisseries que le roi Léopold s'est, enferré si maladroitement après mai 1945.

La visite du Roi à Berchtesgaden, le 19 novembre 1940, ne fut donc point le résultat, d'une triple sommation d'Hitler, mais l'aboutissement, laborieux des démarches réitérées de Léopold III. Exactement, il revint, six fois à la charge.

En moins de cinq mois, à sept reprises différentes - et je le tiens de la source la plus directe - le Roi demanda qu'Hitler lui accordât une entrevue. C'était très mal conseiller le Roi que l'encourager à insister de la sorte. Certes, si le Roi s'humiliait, c'était par amour de son peuple et pour tenter de sauver son pays. Quoi qu'il advînt, il n'était, plus qu'un solliciteur à qui l'on a refusé sa porte. C'est une posture bien incommode dans laquelle d'emblée se plaçait le Roi. A supposer qu'on l'accueillit, comment imaginer qu'il se trouverait, en situation de parler avec fermeté ? Au surplus, tant de suppliques ne servirent, à rien, car nulle invitation n'arriva.

C'est alors qu'on fit appel à Henri de Man. Envoyé chez Otto Abetz, l'homme de confiance du Roi tenta d'obtenir une intervention de Ribbentrop auprès du Führer. Mais ce fut, encore en vain. Léopold III, toujours plus impatient, fit alors relancer Hitler par sa soeur Marie-José. Celui-ci, peu sensible en général aux interventions féminines, était néanmoins soucieux de ne pas déplaire à ses alliés transalpins.

La princesse Marie-José joua, en 1940, dans les affaires belges, un rôle très important, beaucoup plus important qu'on ne le pense en général. Sans elle, il est certain que l'entrevue de Berchtesgaden n'aurait pas eu lieu.

Elle se plaisait beaucoup au Château de Laeken, et elle y séjourna longuement après le 28 mai 1940. Épouse du prince Umberto, elle eut une vie conjugale plutôt tourmentée. La naissance de ses enfants avait suscité de sa part d'étranges confidences, rapportées en partie, assez inélégamment, dans le Journal de Ciano.

Son mari, peu intelligent, cascadeur, ne devait pas toujours combler cette jeune femme magnifique, à l'esprit rayonnant, aux vues politiques d'une audacieuse ampleur. Splendidement «corporée», comme disent les Ardennais, femme supérieure, la princesse Marie-José avait toujours «maintenu les distances» selon l'expression consacrée. Rien n'est blessant, en effet, comme les privautés dont usent et abusent les masses à l'égard des personnes de sang royal, hélant, par leur prénom les filles de roi, alors qu'elles n'oseraient pas se permettre cette familiarité avec la fille du receveur des contributions de leur commune.

La princesse Marie-José avait réagi vivement, à diverses reprises, contre ce sans-gène typiquement belge, lorsque, jeune fille, elle habitait encore Laeken. Sa

popularité avait aussitôt décru. Pour plaire aux foules, un roi doit boire le faro à l'auberge, complimenter la serveuse, une reine doit se faire photographier pelant les pommes de terre et assister aux revues militaires mêlée aux marchandes de moules. En démocratie, c'est ce qu'on appelle de la grande politique.

La princesse Marie-José était une vraie princesse, respectueuse de son sang et de son rang. Elle ne se prêtait pas à ces rites démagogiques.

En 1940, elle accourut auprès de son frère, pour lui apporter le réconfort de sa présence. Elle jouissait alors, dans les milieux dirigeants du Reich, d'une position doublement forte. D'une part, elle était la princesse héritière du Royaume d'Italie. D'autre part, elle était la belle-soeur du prince de Hesse, ivrogne insigne, fameux à Rome et à Berlin pour ses cuites, mais membre en vue du Parti national-socialiste allemand.

Le roi Léopold s'acharnant dans sa volonté de voir Hitler, la princesse Marie-José partit pour le Reich, entreprit personnellement le Führer, fit tant et si bien que la Chancellerie reçut l'ordre de préparer une entrevue.

Mais Hitler n'était pas homme à se laisser imposer des décisions. Il n'avait pas refusé à la future reine d'Italie de recevoir son frère.

Toutefois, il n'avait rien promis. « Le roi des Belges veut absolument venir à Berchtesgaden ? Soit ! Qu'il vienne ! »

Une entrevue obtenue de la sorte ne pouvait apparemment comporter de fameux résultats. Et je me suis souvent demandé comment le Roi, intelligent et fin, avait bien pu s'embarquer dans une aventure dont il n'y avait rien à attendre et où il risquait de ruiner son crédit.

Si Hitler avait eu le désir de s'entendre en quoi que ce fût avec Léopold III, il l'eût fait appeler. Tel ne semblait pas être le cas. Au contraire. Le Roi se manifestait à contretemps, commettait une grosse erreur de psychologie. En effet, le moment ne pouvait pas être plus mal choisi.

Car c'était l'époque où Hitler était entièrement orienté vers une alliance avec la France, à laquelle il était prêt à sacrifier les intérêts de ses amis italiens et espagnols, donc, à plus forte raison, certains intérêts belges (peut-être l'espace vital wallon, que convoitaient fort crûment certains impérialistes de l'entourage de Pierre Laval).

Enfin, au moment où la princesse Marie-José obtint une invitation pour son frère, Hitler venait précisément de voir échouer le projet, qui l'avait intéressé vivement, d'un ralliement, autour de moi, des diverses forces d'ordre nouveau en Belgique. Il ne croyait donc plus à la possibilité d'apporter immédiatement une solution politique aux problèmes qui concernaient le secteur de l'Ouest.

Puisque Wallons et Flamands à tendance nationale-socialiste ne s'entendaient pas, étaient divisés en groupes irréductibles, et que l'avenir même de l'espace belge était en suspens, toute discussion sur la Belgique devait être considérée par lui comme une perte de temps. La visite royale, dans les conditions où elle eut lieu, ne pouvait avoir aucune portée.

Le roi Léopold, par dix informateurs différents, avait connu l'intransigeance du V. N. V. et l'annulation de ma visite chez le Führer.

Bien entendu, ce n'était ni à moi, ni à nul autre homme politique, de prendre l'initiative de créer un nouveau gouvernement belge. Cette initiative relevait du Roi seul, et encore à la condition que son statut de prisonnier fût aboli. Par ailleurs, il était loisible de penser qu'Hitler, rendu plus attentiste que jamais au sujet de la Belgique depuis sa rencontre avec Pétain, ne se prêterait pas à la reconstitution d'un gouvernement belge sans être assuré que celui-ci serait orienté vers les idées d'Ordre nouveau.

Si, durant assez longtemps, Hitler n'avait répondu ni oui ni non aux demandes du Roi, c'est parce qu'il voulait laisser à Ribbentrop et à Otto Abetz le temps de procéder aux sondages nécessaires en vue du projet dont je formais le noyau. La visite du Roi ne prenait d'intérêt à ses yeux qu'en fonction de ce projet, et elle devait donc être consécutive à ma propre visite.

Or, avant de s'embarquer pour Berchtesgaden, le roi Léopold savait que mon plan était par terre, qu'il n'y en avait pas d'autre, et qu'absolument personne en dehors de moi n'avait été pressenti par l'entourage d'Hitler. Qu'espérait-il donc ?

Le matin même de son expédition, diverses personnalités vinrent à Laeken supplier Léopold III de ne pas partir.

On a, depuis, expliqué aux naïfs que le Roi s'était rendu à Berchtesgaden uniquement pour discuter de problèmes extra-politiques, pour obtenir le retour des prisonniers belges au pays et... « une augmentation de la ration de pain », comme l'ont écrit sans sourire divers brochuriers après 1945. (Il va de soi que ces questions-là aussi devaient être abordées.)

Mais à qui fera-t-on croire que le Roi ait mis tant d'insistance à obtenir l'entrevue de Berchtesgaden si c'était simplement pour parler de ces questions captivantes, certes, mais d'ordre mineur néanmoins ?

Le Roi - cela ne fait pas de doute - voulait, avant tout, parler de l'avenir politique de son pays. Depuis plusieurs mois, la Belgique vivait dans le chaos, courait le risque d'être morcelée. Il s'agissait d'en maintenir l'unité et de rétablir le fonctionnement de ses institutions.

Laisser indéfiniment la Belgique sans gouvernement, c'était admettre que la survivance même de l'Etat était, du point de vue allemand, devenue problématique. Chaque mois qui passait rendait cette inquiétude plus lancinante.

Dès l'instant où le Roi aurait la possibilité de constituer un nouveau ministère, même médiocre, même mauvais, un principe serait admis par le Reich (principe capital en 1940, alors que la victoire de l'Allemagne paraissait définitive) : la permanence de l'État belge et le maintien de l'intégrité territoriale du pays.

Le Roi était - comme nous - angoissé par ce problème. C'est pour en parler avec Hitler qu'il allait à Berchtesgaden. Il aborderait d'autres questions, mais il voulait surtout parler de cela. Aux yeux du Führer, la Belgique existait-elle encore, oui ou non ? Hitler admettrait-il que le Roi continuât d'exercer ses droits de souverain, par exemple en dotant librement son pays un gouvernement régulier ?

Hitler ayant perdu la guerre, il pourrait sembler aujourd'hui que l'échec des pourparlers de Berchtesgaden fut une bénédiction.

Cela n'est pas évident.

Il est, au contraire, infiniment probable qu'un gouvernement vigoureux, s'appuyant sur toutes les forces d'Ordre nouveau, eût résisté aux pressions, réquisitions, déportations, avec beaucoup plus d'efficacité que les infortunés secrétaires généraux belges, ronds-de-cuir sans relief, tirés à hue et à dia, menacés à Berlin, menacés à Londres, menacés à Bruxelles, et à qui les autorités d'occupation donnaient des ordres comme à des garçons de course.

La Belgique fut, proportionnellement, plus accablée que la France, elle dut envoyer beaucoup plus de travailleurs dans le Reich ; elle fut totalement à la merci de la *Militar Verwaltung,* au point de vue politique, social et économique, parce qu'elle ne disposa pas, comme les Français, d'une équipe de ministres mettant dans la balance leur prestige personnel et l'appui de leurs partisans pour résister aux demandes exagérées du Reich, pour discuter avec ses représentants, louvoyer et marchander.

Les Allemands sont sensibles aux titres et aux fonctions.

Nos secrétaires généraux étaient de braves gens, arrivés après vingt ans d'efforts acharnés et d'obéissance à gagner cinq mille francs par mois, petits bourgeois ne possédant de relations que dans le cercle modeste de leurs collègues, habitués à dire amen à leurs supérieurs, ayant les réflexes de l'éternel subordonné.

Ces hommes furent durant toute la guerre dignes, désintéressés et courageux.

Mais que pouvaient-ils en face d'un général qui donnait un ordre ?

Une équipe de ministres représentant largement les nouvelles forces du pays, soutenus par l'autorité du Roi, en contact constant avec lui, eût discuté avec les représentants du Reich sur un tout autre pied. Avec eux l'on eût composé au lieu d'ordonner. Bien des désagréments eussent ainsi été évités au pays. Des milliers d'ouvriers belges n'eussent point péri sous les bombardements alliés des usines du Reich, parce que les prélèvements humains pratiqués par le vainqueur n'eussent pas été opérés à une si vaste échelle.

Même si l'on prévoyait finalement une victoire alliée, la collaboration - tactique honorable, reconnue par le Droit international - ne devait pas être abandonnée à de

simples fonctionnaires, sans autorité personnelle, instruments d'exécution quasi passifs, elle devait être menée fermement, courageusement, par des hommes dynamiques et capables d'inspirer le respect, sinon une totale confiance aux occupants. La vie de milliers de travailleurs, la liberté de centaines de milliers de citoyens, la santé de plusieurs millions d'enfants valaient bien le risque encouru personnellement par une poignée de patriotes résolus.

Le Roi eût été persécuté ? Il l'a été quand même. Ses ministres eussent payé de leur sang leur audace à servir ? C'est probable. Mais ce n'eût pas été la première fois que les foules eussent égorgé ceux qui s'étaient compromis pour elles. En revanche, pendant quatre ans, le pays aurait moins souffert. Cela est certain. Et cela méritait qu'on risquât sa vie.

Les Alliés eussent fait payer, par la suite, à la Belgique ces années de collaboration ? Qu'est-ce qui permet de le penser ? La France a-t-elle perdu ses colonies à cause de Pétain et de Laval ? Le Danemark a-t-il été châtié pour avoir collaboré dès la première minute ? Et quel pays fut plus comblé par les Alliés vainqueurs que la Grèce qui eut pourtant à sa tête durant toute la guerre un gouvernement collaborationniste ?

Ce qui fût arrivé, c'est que les Belges eussent fusillé ou pendu, avec beaucoup d'entrain, l'ami Degrelle et les membres de son équipe gouvernementale. Puis ils fussent retombés magnifiquement sur leurs pattes, plus souples, plus matois, que gaullistes, Grecs et Danois mis ensemble !

Le problème, en 1940, était d'ailleurs beaucoup plus simple. Il ne s'agissait pas de savoir si on constituerait un gouvernement qui ferait face à une occupation momentanée du territoire belge et qui essaierait de limiter les dégâts. La quasi-totalité de mes compatriotes, en 1940, eussent pu faire leur la conviction exprimée par Spaak : « On croyait l'Allemagne maîtresse de l'Europe pour mille ans ». Tout est dit dans cette phrase. Elle situe exactement le drame.

Au seuil de ces mille ans, allions-nous accepter, sans réagir, de descendre dans le gouffre des pays morts, ou bien allions-nous tout tenter pour reconstituer un pouvoir officiel, signe tangible que les droits de notre peuple à une vie propre étaient reconnus ?

Le Roi se démenait secrètement, nous nous démenions plus ouvertement, car plus les mois passaient, plus les chances de notre pays fondaient, plus on laissait de possibilités aux rêveurs, aux ambitieux, aux dépeceurs de territoires et aux impérialistes étrangers. Mille ans ? Autant dire que l'éternité politique se jouait.

On comprend que le Roi, lorsqu'il aborda Hitler, fût hanté par ce problème.

Il est impossible de se faire une idée de ce que fut l'entretien de Berchtesgaden si l'on s'en rapporte uniquement au compte rendu royal, celui-ci comprenant en tout neuf questions suivies de neuf réponses, fort bizarrement rédigées. C'est peu pour une conversation qui dura deux heures et demie.

Le compte rendu du ministre allemand Schmidt, saisi en 1945 par les Américains, est plus étoffé (quatre pages) mais il ne laisse pas de traces des propos échangés entre le Roi et Hitler au sujet d'un futur gouvernement.

Pourtant ces propos ont existé. J'en ai reçu, pendant la guerre, le témoignage direct et formel.

Le compte rendu de Schmidt, s'il eût tout rapporté, eût comporté cinquante pages et non quatre.

J'ai vu moi-même comment travaillait l'interprète Schmidt. C'était un spectacle extraordinaire. Cet homme servait en même temps de traducteur et de secrétaire, inscrivant au crayon sur un bloc-notes non point des phrases sténographiées, mais des mots happés au vol, ou, plus exactement, des fragments de mots qui lui servaient ensuite de points de repère. Il les utilisait pour transcrire en allemand l'essentiel de ce que l'interlocuteur venait de dire. Tout de suite, après l'entretien, il établissait au moyen de ces notes sommaires un aide-mémoire où l'entretien se trouvait résumé dans ses grandes lignes. Il en élaguait systématiquement tout ce qui était demeuré dans le vague. Son texte n'était plus qu'un schéma. Il n'y faisait un sort qu'aux échanges de vues arrivés à conclusion. J'ai admiré le ministre Schmidt à l'oeuvre. Je sais ce que ses notes disaient et aussi ce qu'elles ne disaient pas.

C'est la raison pour laquelle je ne fus pas étonné outre mesure en ne trouvant pas dans le compte rendu du Dr Schmidt le moindre paragraphe se rapportant aux propos échangés entre Hitler et le Roi sur la constitution éventuelle d'un nouveau gouvernement belge.

Dès le début de l'audience, Léopold III tourna autour de la question de l'Etat belge, essayant à diverses reprises de l'aborder. Mais il n'était pas facile de guider une conversation à laquelle participait Hitler. Celui-ci préférait le monologue à la discussion.

Finalement, le Roi ayant amené une fois de plus la discussion sur ce problème, Hitler (qui ne savait que trop le désaccord des parties en cause) demanda au Roi à brûle-pourpoint : « Mais si vous aviez à rétablir en Belgique un gouvernement, quelles sont les personnalités auxquelles vous pensez faire appel ? »

Que se passa-t-il alors dans la tête du Roi ? Que s'y était-il passé durant, les semaines qui précédèrent l'entrevue ?

A la fin du mois d'août, Léopold III, par l'intermédiaire du comte Capelle, m'avait vivement encouragé à collaborer. En septembre, son confident et ami Henri de Man avait signé, pour le ministre Ribbentrop, une déclaration dans laquelle il se déclarait, prêt à entrer dans un ministère dont je ferais partie. D'autre part, Léopold III n'ignorait pas l'importance politique et la susceptibilité du V. N. V., l'impossibilité pratique qu'il y avait, en 1940, à former sans lui un gouvernement.

Le Roi avait-il changé d'avis, une fois de plus ? Son entourage avait-il réussi à le chambrer, ne voulant à aucun prix partager un pouvoir occulte, alors total, avec un gouvernement réel et surtout à tendance autoritaire ? Etait-il parvenu à persuader le Roi de reprendre son vieux plan - auquel il se raccrochera même en 1944 - d'un «Directoire» composé de trois ou quatrre « techniciens » quasiment fonctionnarisés, infiniment plus commodes à manoeuvrer que des hommes publics représentant les diverses tendances de l'opinion ?

C'est probable.

Le fait est que, dans une de ses notes rédigées, parait-il, pour le Roi avant l'entrevue de Berchtesgaden, le général Van Overstraeten, l'autocrate N° 1 du Palais, conseillait de suggérer éventuellement à Hitler « la création d'une sorte de Directoire économique, composé de nos sommités les plus qualifiées du monde industriel et financier ». Et il faut croire que les maires du Palais étaient parvenus, an mois de novembre 1940, à faire reprendre par Léopold III la formule bâtarde et antipolitique de ce « Directoire » technique dont il avait, rêvé souvent, simple agent d'exécution, placé sous la coupe du Cabinet royal, enfin seul maître de l'État.

La note du général Van Overstraeten est catégorique à ce sujet, même si, comme cela est fort possible, elle ne fut rédigée que beaucoup plus tard, quand il s'est agi de tirer d'embarras le Souverain.

Une chose en tout cas est certaine, c'est qu'à la demande précise qui lui était faite par Hitler : « Si vous aviez à rétablir en Belgique un gouvernement, quelles sont les personnalités auxquelles vous pensez faire appel ? », le Roi répondit par ces mots : « Par exemple, M. Lippens, M. Devèze... »

Hitler regarda Léopold III avec un tel étonnement que celui-ci, pris de court, se rendant compte de l'ahurissement dans lequel il venait de mettre son hôte, ne termina pas sa phrase.

Pour Hitler, le problème était de savoir qui (Degrelle, de Man, quelqu'un du V. N. V.) pourrait être l'élément polarisateur d'une combinaison royale. Et voilà que Léopold III, interrogé, citait en premier lieu deux noms d'ancien régime, dont il n'avait pas été question jusqu'alors et dont la Chancellerie ignorait à peu près tout.

Hitler ne voulait pas imposer de ministres au roi Léopold. Mais alors que l'intransigeance des nationalistes flamands se révélait déjà insurmontable, Léopold III venait de compliquer encore les affaires en proposant, comme vedettes deux conservateurs francs-maçons, rescapés des temps révolus !

Je crois, certes, que je serais parvenu à dédouaner Lippens et Devèze auprès d'Hitler, car le Roi tenait à leur résurrection. Toutefois c'eût, été avec le propos délibéré de neutraliser ces deux hommes, de ne les considérer que comme des agents de liaison et des techniciens complémentaires, à l'instar des Hugenberg ou des

Schacht. Mais il était extravagant de les proposer comme chefs de file dans une telle occasion.

Hitler, interloqué, darda sur le Roi ses yeux chargés de fluide. Il y eut un silence. Puis Hitler reprit son monologue, parlant d'autre chose, expliquant longuement sa conception européenne de l'Ordre nouveau.

Longtemps après, le témoin de qui je tiens ce récit hochait encore la tête en me racontant cette scène. Vingt mots avaient suffi pour donner le coup de grâce aux espoirs que nourrissait le roi Léopold depuis le mois de juin concernant le redressement de la Belgique.

Léopold III, pétrifié par le regard d'Hitler, n'avait pas été plus loin. L'incident donna l'impression aux Allemands que le Souverain ignorait ce qu'il voulait. On savait qu'il avait été effrayé, à la fin de mai, à la pensée d'une entrevue avec le Führer. On se rappelait l'acharnement avec lequel, pendant de nombreuses semaines, il avait sollicité l'entrevue qui lui était enfin accordée. On imaginait que ses candidats d'août et septembre (de Man et moi) avaient conservé sa faveur. On ne comprenait pas.

Hitler avait reçu le Roi très aimablement, avec de grands égards. Léopold III, de son côté, s'était montré désireux de plaire, trop déférent même, au dire des témoins.

Le Roi est d'un naturel timide. Durant l'interminable entretien, il parut effacé, parlant d'une voix pâle. Hitler, robuste, calme, laissant à peine à son interlocuteur l'occasion d'ouvrir la bouche, avait fortement frappé l'esprit du Roi, qui en eut une bonne partie de ses moyens coupés.

A aucun moment, Hitler n'essaya d'exercer sur son visiteur la moindre pression. Les craintes qu'avait émises le Roi, à fin mai, d'être traité comme le chancelier Schuschnigg se révélaient absolument chimériques. Occupant tout le territoire belge, ayant interné l'armée et le Roi lui-même, pourquoi Hitler eût-il été violent ? Il tenait tout. Il pouvait se payer le luxe d'être aimable et courtois.

Mais Léopold III lui parut mièvre, incolore, manquant d'esprit de décision, sympathique mais accablé par les événements et aussi par des défaillances de tempérament. A Berchtesgaden ce n'était pas comme à Laeken : le baron Frédéricq et le général Van Overstraeten (le mentor omnipotent et le dictateur clandestin) ne se trouvaient pas dans le trou du souffleur ni dans les coulisses.

Hitler avait envisagé à la fin de mai et en septembre 1940 - avant Montoire - une solution complète du problème de l'espace belge. Les deux projets s'étant dissipés en fumée, il n'était pas homme à envisager des règlements de détail. Le roi Léopold n'obtint absolument rien, pas même que le Reich mit fin à la discrimination scandaleuse qui existait entre prisonniers belges d'origine flamande et prisonniers belges d'origine wallonne, plate-forme démagogique offerte au V. N. V. par de tortueux Berlinois.

Le fait que, même en cela, Léopold III n'obtint rien du Führer ne fait que confirmer ce que j'appris plus tard aux meilleures sources : c'est qu'Hitler fut déçu par l'homme.

Avant de le voir, le Führer était encore disposé à l'aider. Il avait été aimable pour lui, les mois précédents, malgré les raisons qu'il avait de lui garder rancune. Hitler, vainqueur, avait passé l'éponge sur le passé. Il avait été jusqu'à donner lui-même les ordres nécessaires pour faciliter le retour des enfants royaux réfugiés en Espagne, à Saint-Sébastien.

Mais l'entrevue de Berchtesgaden fut fatale. Le chef du Reich avait une personnalité qui écrasait. Le roi Léopold avait gardé de la dure éducation que le roi Albert lui avait donnée une extraordinaire timidité. Il perdit ses moyens aussitôt en présence d'Hitler, ne pouvant résister au rayonnement mystérieux qui en irradiait, Mussolini lui-même se laissait dominer par le Führer, pourtant extrêmement cordial avec lui. Il sortait chaque fois, de ses entrevues, électrisé, déconcerté.

Léopold III était venu à Berchtesgaden dans de très mauvaises conditions. Il n'y fut que l'ombre de lui-même, et désarçonné depuis le début de la conversation.

L'allusion avortée à laquelle il se risqua, à propos du gouvernement nouveau ou du « Directoire » qu'il voulait créer, fut si timide, si maladroite qu'elle lui fit définitivement perdre contenance.

Léopold III repartit, ayant fait à Hitler une impression médiocre. Tous ses espoirs volatilisés, il rentra complètement bredouille à Bruxelles. Son voyage lui valut une tasse de thé (une jolie tasse à croix gammée) en face d'un impressionnant paysage.

Ce fut tout. Strictement tout. Tout pour le moment.

Car, en 1945, cette tasse de thé, il allait la payer cher...

XXIII

MONTOIRE

Les responsabilités de la France en 1940. - Le cas Pétain et le cas Léopold III. - L'unité des Français. - Exclusivité de leur patriotisme. - Absence d'intérêt des Français pour l'Europe. - Drieu La Rochelle. - Fabre-Luce. - Robert Brasillach. - Vichy et le Maréchal. - Pierre Laval patriote. - L'amiral Darlan. - Solidarité du génie français et du génie allemand. - Fernand de Brinon. - La merveilleuse souplesse française. - Le mystère Doriot. - France et Belgique.

L'automne même qui vit s'effondrer les plans de Léopold III et les possibilités d'une collaboration belgo-allemande avait vu se sceller brusquement la réconciliation Pétain-Hitler et s'amorcer un surprenant et audacieux rapprochement entre l'Etat français et le Reich : moins de quatorze mois après la déclaration de guerre de Daladier, quatre mois après l'écrasante victoire de la Wehrmacht sur les armées disloquées du généralissime Weygand.

On parle toujours, avec des trémolos, des invasions allemandes en territoire français. C'est vite dit. Si Paris fut envahi en 1814 et en 1815, c'est parce que pendant vingt ans, la France - celle de la République aussi bien que celle de Napoléon - avait envahi l'Allemagne, razziant, morcelant, annexant à tort et à travers. De Leipzig à Montmirail et à Waterloo, Blücher n'avait fait que reconduire chez eux les voyageurs indésirables. C'est tout.

De même, si les divisions de Bismarck se promenèrent jusqu'à la Loire en 1871, c'est parce que, en 1870, Napoléon III, belliciste impénitent, avait, en déclarant la guerre au roi de Prusse, rêvé d'abreuver ses chevaux dans l'eau du Rhin.

A part l'invasion de 1914, toutes les invasions de la France furent le contrecoup de guerres françaises.

Bien avant la République, la Monarchie capétienne avait, elle déjà, caracolé avec fougue sur les terre du Reich. Le saccage du Palatinat fut l'oeuvre, non de la Gestapo, mais de Louis XIV.

Au cours de cinq siècles, la France a envahi, par impérialisme, par orgueil, l'Europe entière. C'est un fait tout de même ! Alors il faut être beau joueur et ne pas crier au viol dès qu'on recule.

Le 13 juin 1940, la France fut mal venue à se scandaliser de l'entrée de la Wehrmacht à Paris. Elle avait déclaré au Reich, le 3 septembre précédent, une guerre dont Hitler, indiscutablement, ne voulait pas, ayant porté tout son effort d'expansion vers l'Est et non vers l'Ouest.

L'Allemagne eût, de très loin, préféré avoir la paix avec la France que de battre la France. Cette concorde eût été préférable pour tous, pour les Français de 1945 autant que pour les Allemands de 1940.

Si Daladier, primaire abêti par le Pernod, n'avait pas, le 3 septembre 1939, obéi aux injonctions de l'impérialisme anglais, soucieux d'affaiblir un concurrent, l'Europe n'eût pas connu cette effroyable mêlée dont elle est sortie à peu près morte, les vainqueurs presque aussi mal en point que les vaincus.

L'Allemagne eût dû, normalement, en octobre 1940, témoigner d'un vif ressentiment à l'égard de la France qui l'avait entraînée dans une seconde guerre mondiale (prix fort élevé d'une campagne de Pologne réglée sans cela, définitivement, en une vingtaine de jours).

La Belgique, elle, ne déclara pas la guerre au Reich.

Son sol fut envahi le 10 mai 1940, plusieurs milliers de ses fils tombèrent. Une fois de plus, la Belgique était victime des appétits, des fureurs et de la propagande de ses voisins. Elle aurait pu s'attendre à être traitée, une fois vaincue, avec plus de ménagements que la France.

Mais la politique et la moralité ne sont pas toujours des soeurs jumelles. Léopold III rentra Gros-Jean comme devant de son entrevue de Berchtesgaden, sept fois sollicitée, alors que le maréchal Pétain qui, lui, n'avait rien demandé et qui représentait pourtant un pays agresseur, rencontrait Hitler sur son propre territoire, était comblé de prévenances par lui et reçu par la Wehrmacht au garde-à-vous.

Les Belges devaient, avant tout, s'en prendre à eux-mêmes si les Français, seuls, bénéficiaient soudainement d'un complet changement de destin.

Léopold III avait manqué par sa faute son Montoire bruxellois le 30 mai 1940. Le Maréchal français eût pu, lui aussi, s'énerver : âgé de quatre-vingt-quatre ans, soutenu à coups de massages quotidiens, il était venu en calme Flamand d'Artois que rien n'étonnait. Il avait serré la main d'Hitler, d'égal à égal. Hitler avait subi l'ascendant de ce vieillard blanchi, aux yeux bleus de Germain, au pas resté si ferme.

La Belgique avait été desservie, en second lieu, par ses luttes intestines. Hitler voulait me voir bien avant qu'il ne vît Laval et Pétain. Mais les crocs-en-jambe malencontreux du V. N. V. firent échouer l'opération.

En politique la roue tourne vite. La chance passa deux fois sous notre nez. Les deux fois, craintifs ou divisés, nous la laissâmes échapper.

Les Français, à l'encontre des Belges, étaient unis en 1940 comme toujours ils sont unis à l'heure des revers ou du péril. Le patriotisme français est une chose admirable : il élimine les compétitions et fait passer avant tout l'intérêt national lorsque celui-ci est dangereusement, mis en cause.

A l'été de 1940, les parlementaires français, presque unanimes, votèrent les pleins pouvoirs à Pétain : les plus farouches démocrates s'étaient ralliés à la dictature ; les francs-maçons avaient voté pour une équipe de catholiques; les jeunes pour un vieux ; les antimilitaristes pour un maréchal. Chaque maison française arborait le portrait de Pétain.

Ce peuple a beaucoup de défauts, mais il a aussi de merveilleuses qualités : une des plus frappantes est son souci vibrant de la patrie.

Si Pétain alla voir le Führer à Montoire, si la France s'engagea dans la voie de la collaboration, ce ne fut point par germanophilie, mais par patriotisme, seulement par patriotisme.

En politique extérieure, nul autre sentiment n'animera jamais un Français. Je ne crois même pas à un communisme français capable de travailler contre la France, dans le réel et exclusif intérêt d'un pays étranger. Un Français est d'abord un Français, qu'il soit d'extrême droite ou d'extrême gauche. Il n'a pas aimé les Allemands en 1940, moins encore les Italiens. Il n'est parvenu, depuis lors, à aimer ni les Anglais, ni les Russes, ni les Américains ; il les laisserait sans déplaisir se noyer tous dans le golfe Caraïbe, le canal Saint-Georges, la mer Baltique ou la mer Noire. L'étranger ne lui paraît intelligent que s'il imite la France ou, pour le moins, s'il l'admire. Sinon, c'est un sauvage, un barbouillon, un lourdaud, une buse, un ostrogoth. On s'accouple avec lui si c'est indispensable, mais on sait ce qu'il vaut !

La France vaincue de 1940 ne fit pas exception à cette règle.

Je me souviens, à ce propos, de ma première rencontre avec Laval. Me sachant de passage à Paris, il était venu me rendre visite à mon petit hôtel.

Nous parlions depuis cinq minutes à peine lorsque cet homme, qui ne m'avait jamais vu et qui ignorait l'état de mes relations avec le Reich, me fit cette déclaration claire et nette : « Avant trente ans nous aurons notre revanche ! »

Revanche ! Le seul Français qui me parla en 1940 de revanche fut Pierre Laval, représenté depuis lors comme le pire des traîtres ! En France, il y a rarement des traîtres. Il y a des hommes qui ont des conceptions différentes du service de leur pays. Mais c'est à la France toujours, avant tout, qu'ils pensent, s'emballant souvent, se trompant parfois, mais tous patriotes fidèles.

En 1940, le collaborationniste N° 1, celui qui conduisit par la main Pétain à Montoire, Laval, regardait avec joie les Allemands s'engourdir dans les délices de Paris : « Ils vont s'affadir ici et se corrompre, me répétait-il, avant trente ans notre tour reviendra ! »

En réalité Laval ne connaissait pas les Allemands. En vrai Français, il ne connaissait rien en dehors de la France. Lui, qui fut quatorze fois ministre à Paris,

n'avait jamais visité Bruxelles ! Il avait tout juste traversé le sud de la Belgique une nuit, en chemin de fer, par Liége et Charleroi, lorsqu'il s'était rendu à l'invitation du chancelier Brüning. En dehors de cela, rien. Il habitait à trois heures d'auto de la Belgique : il n'avait jamais eu la tentation de la connaître.

Et ce n'était pas un épicier des Batignolles ou un marchand de vin de Montparnasse, c'était un avocat célèbre, un homme politique important. La Belgique était la voisine la plus proche de Paris, une alliée de la Grande Guerre, un gros client, et, par-dessus le marché, un centre d'art exceptionnel. N'empêche, Laval n'y avait jamais mis les pieds. Il était en cela, rigoureusement, le Français cent pour cent, pour qui tout ce qui n'est pas français ne présente jamais qu'un intérêt accidentel : alliances d'un moment, traités commerciaux, flonflons condescendants. Mais nulle curiosité ne s'y mêle. Pourquoi être curieux si on est convaincu que tout ce qu'on a chez soi est mieux que ce qu'on trouve ailleurs ?

Laval, s'engageant dans la voie de la collaboration, ne vit nullement ce problème en Européen, en 1940. La France est le dernier pays qui comprendra la nécessité de l'Europe. Et encore, si elle l'admet un jour, ce sera avec l'idée de s'en servir personnellement pour se redresser et pour dominer. Laval, collaborateur, fut un Laval uniquement Français, heureux de voir l'Allemagne traiter la France avec égard, faire des concessions, passer l'éponge, mais ne suivant en aucune manière le Troisième Reich, sinon en paroles, dans son oeuvre de coopération.

L'Allemagne, installée au coeur de l'Europe, a naturellement une vocation continentale. Son rayonnement s'identifie avec le territoire continental. La France est, géographiquement, une presqu'île jetée à l'extrémité ouest du continent, une presqu'île donnant sur l'Amérique et sur l'Afrique, liée aux autres parties du monde par un empire colonial qui distrait ses énergies du champ d'action européen. A cause de son passé, tombeau d'orgueil qui l'isole, à cause de la situation excentrique de son territoire, la France ne sera jamais volontairement « continentale ».

L'Allemagne de 1940 fit preuve d'une fameuse dose de naïveté lorsqu'elle imagina d'embarquer la France, la toute première, sur le bateau Europe. Un Belge, un Hollandais, un Danois peuvent devenir des Européens convaincus, un Suisse aussi, voire même un Hongrois ou un Croate. Un Français ne dépassera jamais les réactions du nationalisme aux globules bleus, blancs, rouges, éléments fondamentaux de son existence.

Quelques jeunes écrivains exceptionnels, comme Robert Brasillach, trapu, l'oeil chaud, la face ronde au teint d'olive, ou Drieu La Rochelle, dégingandé, consumé, le style net et pur comme un matin grec, ou Fabre-Luce, observateur lucide comme un chirurgien, voyaient un peu plus loin que le phénomène français. Nous nous retrouvions dans le pittoresque tohu-bohu d'alors au bar, au restaurant, parmi des grappes de jolies filles, ou à la terrasse du Fouquet's qu'abordaient souplement de divines pédaleuses aux jambes éclatantes comme de longs rayons de soleil.

Mais un Drieu La Rochelle gardait la distance du génie français. Fabre-Luce pourrait faire un bout de voyage avec l'occupant ; mais dès qu'il verrait, en 1942, que la victoire du Reich devenait douteuse et que la collaboration présentait moins d'intérêt pour la France, il sauterait aussitôt du train, selon son amusante expression. Ils furent pourtant les figures marquantes de la jeune collaboration.

Je ne peux pas, évidemment, mettre sur la même ligne de combat que ces intellectuels lumineux, intègres, honneur de l'esprit français, le houraillis de domestiques de plume, genre Bunau-Varilla, propriétaire du *Matin*, levant son verre devant les Allemands à la gloire d'Hitler un mois après que celui-ci eut vaincu la France, ou genre Georges Suarez, vénal brocanteur d'articles, offrant sa copie à la criée comme s'il eût vendu des tubes de dentifrice ou des lames de rasoir à un comptoir de magasin à prix unique.

Les Drieu La Rochelle, les Fabre-Luce, les Robert Brasillach devinaient par instant l'Europe, mais avant tout, ils vibraient en Français.

N'ayant jamais agi et réagi qu'en patriotes, nul d'entre eux ne pensa à quitter Paris quand la Wehrmacht reflua. Le pauvre et noble Drieu, traqué sauvagement, se suicida. Fabre-Luce, arrêté par la Gestapo en 1943 après qu'il eut « sauté du train », fut arrêté par de Gaulle en 1944. Robert Brasillach, le cher et sensible Robert

Brasillach fut fusillé le 6 février 1945, une cravate bleu blanc rouge au col, dernier salut à sa patrie.

Lui aussi n'avait vécu que pour éclairer les chemins d'avenir de la France. Fait prisonnier à la ligne Maginot, envoyé dans un camp du Reich, il était très mal vu à l'Ambassade à l'automne de 1940. Je dus beaucoup insister auprès d'Abetz pour qu'on le libérât.

Il fut condamné à mort dans la grande panique que suscita l'offensive dite von Rundstedt à la Noël 1944. Il avait écrit en prison d'admirables poèmes, d'une humanité, d'une sensibilité discrètes, et déchirants. Mais qu'importent les poèmes aux barbares ? Pourtant ces poèmes à eux seuls constituaient une pathétique justification. Comment une telle âme, si pure, si sereine, si fraternelle, eût-elle pu trahir ?

Le monde officiel de Vichy et de Paris était aussi réservé que les Fabre-Luce et les Drieu. Le maréchal Pétain était trop âgé pour abandonner une mentalité strictement nationaliste, nourrie des souvenirs de la guerre de 1870, passée au feu de Verdun.

Il collabora avec le Reich parce que c'était l'intérêt français, mais il ne fraternisa jamais. La foule le soutint très longtemps parce qu'elle sentait, instinctivement, la profondeur de ses restrictions.

D'ailleurs, malgré la légende que la propagande officielle répandait, le Maréchal était vieux, très vieux. Contemporain de Lamartine, de Musset, de Cavour, de Metternich, il eût pu être mon arrière grand-père. Dans l'histoire de Vichy, il fut un paravent solennel plutôt qu'un réalisateur et qu'un initiateur.

Chaque jour on lui faisait des massacres (certains disaient des piqûres) qui le rendaient ingambe, fringant pour quelques heures. Puis il retombait jusqu'au lendemain dans un brouillard où tout s'emmêlait.

Noble, désintéressé, mais dépassé par les ans, le Maréchal ne put qu'être à la merci d'un entourage qui le chambrait, le dopait, flattait ses petites manies, lui arrachait des décisions ou des annulations, lui faisait lancer des anathèmes dans tous les sens, ouvrir le procès de Riom, le fermer, chasser Laval, le rappeler. Une fois massé, il pouvait tenir le coup très correctement, l'esprit clair, incisif même, pendant deux heures, trois heures, comme lors de son entrevue avec Hitler. Après il était un jouet.

Le pouvoir, à Vichy, était partagé, entre le cabinet du Maréchal, saboteur et fort influent - la Maréchale étant elle-même une dogaresse très impérative - et le Premier ministre du moment, qu'il fût Laval ou Darlan. Le plus collaborationniste de tous fut l'amiral Darlan, sans contestation possible.

Laval, finaud, pliant, charmeur, glissait, passait par la chatière, esquivait les pièges, faisait d'habiles rétablissements, escamotait les difficultés au moyen d'un sourire. Il fut l'homme d'Etat le plus adroit de toute la guerre. Il obtint beaucoup, lâcha peu. Sans lui, la France eût certainement dû fournir deux millions d'ouvriers de plus aux usines du Reich. Son travail n'était pas facile. Il fut un éblouissant prestidigitateur, arrivant, sur le tard, à reconnaître la nécessité d'une politique européenne, mais Français toujours, jusqu'à la moelle des os.

Qu'on l'ait jugé à Paris, en octobre 1945, dans une atmosphère de club de la Terreur, qu'on l'ait, fusillé, aux trois quarts mort déjà (avec radiodiffusion de la fusillade et du dernier râle !) ne change rien au fait : Laval fut un Français, un vrai Français, un très grand Français, qui, pour soulager partiellement la France du fardeau de la défaite et de l'occupation, accomplit des prodiges d'adresse, d'intelligence. Il avait l'intelligence vive, étincelante, mais toujours débonnaire. Laval était la simplicité même. Il n'y avait rien en lui de fanatique et de dur. Au contraire, c'était un sensible, un affectueux. Je l'ai bien connu. Je l'ai vu longuement. Je fus le seul à être reçu chez lui, dans l'intimité de son isolement volontaire, à Sigmaringen, à la fin de la guerre. Tout son être vibrait d'intelligence, de bonté et de charme, un charme né de ses yeux chauds et doux et du pli malicieux des lèvres.

Mais surtout, il aimait son pays. C'est vrai. C'est ainsi. On l'a tué par haine (et aussi par envie, car il était mille fois supérieur à ses adversaires), sans même lui permettre de s'expliquer, comme si le patriotisme ne comportait pas mille nuances, mille frémissements divers et parfois totalement opposés ! Temps de brutes, où l'on

exige que les âmes se dessinent sommairement, en blanc et noir, comme au tir aux pipes !

L'amiral Darlan ne remplaça pas Laval parce qu'il était germanophobe, mais uniquement parce qu'un clan vichyssois prétendit se servir de lui pour éliminer Laval, gêneur particulièrement capable. Ce fut un obscur drame de palais, comme en ont connu toutes les régences d'enfants et de vieillards.

Darlan fit aux Allemands beaucoup plus de concessions que son matois prédécesseur et successeur. Il n'avait ni l'instinct politique, ni la souplesse, ni la suavité de Laval. Après avoir été reçu par Hitler, il céda à la *Luftwaffe* l'usage de l'aérodrome d'Alep en Syrie, donnant ainsi aux Anglais l'occasion de monter le scénario qui verrait expulser la France du Levant. Darlan offrit également à la *Kriegsmarine* l'usage de trois ports de l'Afrique du Nord. Il signa même, le 25 avril 1942, un protocole - qui ne fut pas ratifié par Pétain - par lequel il mettait à la disposition des Allemands les ports de Bizerte et de Dakar, la ligne de chemin de fer Tunis-Gabès et acceptait l'affrètement par le Reich de la marine marchande française.

Mais, pas plus que Laval, l'amiral Darlan ne céda pour le plaisir. La preuve, c'est qu'en novembre 1942, il ouvrit aux Américains les portes de l'Algérie, désavoué par Pétain, mais de mèche avec lui, comme me l'expliqua six semaines plus tard l'ambassadeur Scapini, aveugle de guerre, plus Français que quiconque et lui aussi pourtant « collaborateur ».

Ces gens essayaient de tirer la France du fossé dans lequel l'avaient jetée les politiciens ignares ou insensés d'avant juin 1940. Même ceux qui, comme Laval en 1943, désirèrent la victoire de l'Allemagne ne la désirèrent que pour le bien de la France.

Et les événements ne leur ont pas donné tort.

Dans une Europe fédérée grâce aux armées du Reich, la France eût pu jouer un rôle éminent : son intelligence, perçante comme la lumière, sa sensibilité, si divinement équilibrée, son sens inné de l'exact, du simple, du raisonnable, lui eussent assuré une domination de la qualité la plus haute. En une génération, toute l'Europe, y compris le Reich germanique, eût reçu la marque - et le bienfait - de la spiritualité française.

La victoire alliée de 1945, victoire de l'Amérique et de l'Asie, a laissé, au sein d'une Europe abattue, une France atrophiée, démoralisée, lampe faible qui ne rayonne presque plus.

Quelle influence peut avoir à présent la France sur un monde spirituellement laminé par les deux blocs vainqueurs ? Sur une U.R.S.S. hermétique, aux frontières pareilles à des portes de coffre-fort qui ne s'ouvriront plus que pour des désastres ? Ou sur les fabuleux États-Unis d'Amérique, perchés despotiquement sur leurs monceaux d'or, maîtres de tout, des armes atomiques, des bases militaires, des communications, des matières premières, des marchés mondiaux, de la propagande, pour qui la France n'est plus qu'une fleur pâlie sur le vieux mur européen à demi éboulé.

L'« homme allemand » était mille fois plus près de l'« homme français » que l'affairiste yankee ou que le Tchirgische moscoutaire. Laval fut l'un des rares Français qui comprirent - vers la fin de la guerre seulement - que le génie germain et le génie français se sauveraient ensemble ou périraient ensemble, que leurs sorts, désormais, étaient, de toutes façons, unis.

Si la France et l'Allemagne se raniment un jour, elles ne pourront se redresser qu'en se complétant, en transfusant leurs restes de vie. Ce sera leur dernière chance, en admettant que cette chance existe encore.

L'agent le plus actif de la collaboration à Paris était l'ambassadeur Fernand de Brinon qui, avant la guerre de 1939, avait beaucoup voyagé en Allemagne. Il représentait auprès des autorités d'occupation le maréchal Pétain. Chose curieuse, la femme de ce diplomate en contact constant avec les plus hautes sommités nazies était juive.

Brinon avait un long nez de tapir, le teint frais, le regard jeune et amusé ; il tenait à garder sa sportivité, se faisait, masser chaque jour, se livrait à d'étranges

exercices sportifs, vêtu d'épais pull-overs comme en portent les jockeys qui font du footing au Bois, le matin, afin de maigrir.

L'Ordre nouveau lui avait valu un uniforme éblouissant qui lui donnait des airs d'amiral à terre. C'était un homme d'une éducation parfaite, extrêmement complaisant, amusant conteur, pas bluffeur, toujours courageux : il mourut très bravement, en 1947, ravagé par deux ans de cachot, allant de lui-même se placer, appuyé sur sa canne, en face du peloton d'exécution qu'il fixa silencieusement et fermement jusqu'à l'instant de la rafale.

La situation du délégué personnel du maréchal Pétain n'a jamais été facile : d'un côté les Allemands, souvent exigeants, vite irrités ; de l'autre côté, le jardin zoologique de Vichy : émigrés bousilleurs, tourneboulant, le vieux lion devenu aveugle, rats de politico-finance à l'affût de grignotages secrets, affidés gaullistes, passe-volants anglo-américains matelassés de dollars, fouines sournoises de sacristie complotant d'hôtel à hôtel, poissons de mer, poissons d'eau douce, sans oublier un lot criard de bécasses de cour et de vieilles vierges insatisfaites, macérées de longue date dans de l'acide.

Isolé à Paris, Brinon devait représenter avec honneur, même parfois avec faste, cet informe pâté vichyssois d'où émergeaient le képi plat de Darlan ou le poil luisant, en aile de corbillat, de Pierre Laval.

Que ces trois hommes, dans un pareil micmac, malgré un pareil micmac, aient pu se faire prendre au sérieux par le Troisième Reich, engager une politique audacieuse et relativement féconde de collaboration, est un témoignage de plus du « miracle français ». Une bande de vieux singes poussait derrière eux trois des cris inarticulés, leur coupait les bretelles, tirait sur leur fond de pantalon, envoyait des tomates sur le nez de leurs interlocuteurs allemands, et Laval, Darlan, Brinon continuaient à faire face, impassibles comme le zouave de l'Alma !

Ils furent forts. Ils furent très forts.

Quatre mois avaient suffi à Laval et à Brinon pour retourner, du tout au tout la situation de leur pays et réunir à Montoire, en égaux, le vaincu et le vainqueur, Pétain et Hitler.

Quatre ans de tragédies, de comédies, de mélodrames se succédèrent à Vichy. Darlan passa aux Américains à la fin de 1942. Laval, en août 1944, refusa de rester en fonctions hors du sol français. La petite troupe de Brinon, divisée, potinière, stérile, fut cependant traitée en Allemagne comme aucun gouvernement étranger ne le fut, disposant d'un château impérial planté merveilleusement au-dessus du Danube, jouissant de droits d'exterritorialité complets, recevant quatre fois plus de cartes de ravitaillement que n'en obtenaient les réfugiés allemands entassés misérablement, eux, par millions, dans le Reich en ruines.

A l'automne de 1940, seuls quelques isolés avaient noué avec Abetz les contacts qui permirent le coup de théâtre de Montoire.

L'activité des partis qui, avant guerre, étaient plus ou moins teintés de national-socialisme semblait inexistante.

Le colonel Casimir de la Rocque, pareil à la plupart des militaires qui s'égarent dans la politique, manquait de flair, du sens des foules. C'était un velléitaire et une cruche.

Doriot, lui, avait joué des coudes avec vigueur. Dès le 4 juillet, abandonnant son unité, il était accouru à Paris. Les Allemands l'accueillirent mal. Ils ne l'estimèrent jamais. Mussolini non plus, qui, en 1936 déjà, m'avait parlé de lui avec un mépris cinglant. Doriot, déçu, courut à Vichy, puisqu'il ne pouvait être l'homme de Paris. Il y complota, trouva la source des fonds secrets. Quelques mois plus tard, on le retrouvait dans la capitale, comme homme à tout faire d'Adrien Marquet, ministre de l'Intérieur. Je vis Doriot à cette époque-là. Lui-même me raconta que le journal qu'il lançait, *Le Cri du Peuple*, était financé par Marquet. Ce journal connut un échec total.

A la même époque, Doriot écrivit une brochure intitulée : Je *suis un homme du Maréchal.* Pour le prix de ses services, il espérait recevoir de Pétain un portefeuille. Mais si Vichy utilisait son parti, Vichy le tenait, lui personnellement, en quarantaine. Lorsqu'il s'aperçut que cette méthode ne rendait pas, il imagina de se faire imposer à Vichy par les Allemands, et il commença ses travaux d'approche auprès d'Abetz.

Après bien des efforts, Doriot parvint à se faire inviter rue de Lille. C'était une soirée du Tout-Paris : actrices fort excitées, très amies d'Otto Abetz qui les tutoyait, le gratin de la noblesse, Sacha Guitry se statufiant avec conviction et majesté, le monde des lettres ruisselant de servilisme.

Doriot était dans le tas, corpulent comme un camion des services publics. Il s'approcha d'Abetz qui crut reconnaître en lui un boxeur reçu dans une précédente fournée. Le bon Otto se lança dans une éloquente tirade sur l'histoire de la boxe, en lui demandant s'il était satisfait de ses derniers combats. Doriot, malade de fureur, ne savait pas si l'Ambassadeur, pourtant innocent comme un ange, se moquait de lui. Il n'osa pas réagir. Abetz en était encore tout gêné, des années plus tard, lorsqu'il racontait cette méprise.

En 1941 seulement, l'ambassade d'Allemagne se décida à prendre en charge Doriot, paya les chemises bleues, les cravates rouges et le reste, surtout le reste, mais se garda d'imposer Doriot à Vichy, comme celui-ci le désirait.

Doriot pensa que la police allemande serait plus efficace qu'Otto Abetz et il passa, en 1944, du côté de la Gestapo. Un *Tipflieger* britannique lui régla son compte, sur une route de l'Allemagne du Sud, en février 1945.

De toute la collaboration française, ce fut, sans doute, l'homme le moins intéressant. Encore faudrait-il être sûr qu'il ne fut pas un simulateur. Je me suis toujours demandé s'il ne jouait pas un double jeu. Comme Vlassov - ils avaient des points de ressemblance frappants - il sentait encore son Moscou à plein nez. Physiquement, il me mettait tout l'être en éveil.

En face de Vlassov j'avais eu la même réaction, et j'étais sûr de ne pas me tromper. Vingt fois j'avais mis les Allemands en garde à ce propos. Leur confiance aveugle leur coûta le coup de poignard qu'ils reçurent dans le dos, à Prague, au début de mai 1945.

En tout cas, sans partis politiques sérieux et expérimentés pour la soutenir, dirigée par un soldat qui fut pubère, ou peu s'en faut, sous Napoléon III, ne possédant guère à Vichy d'autre élite dirigeante qu'un quarteron de lécheurs et de gâcheurs, décatis presque tous, socialement en retard d'un siècle, néophobes, papoteurs, comploteurs, livrée aux efforts, sans cesse sabotés, de Laval ou de Darlan, représentée à Paris par le seul Brinon, isolé comme un méhari dans le Sahara, la France vaincue fut néanmoins si habile qu'elle réalisa le tour de force de se concilier, dès octobre 1940, les faveurs d'Hitler. La Belgique, elle, dirigée par un jeune roi de race allemande, pourvue de deux grands partis d'Ordre nouveau capables de soutenir avec dynamisme une politique de collaboration, pouvant, avec Henri de Man, compter sur la masse des adhérents de l'ancien Parti socialiste, demeura sur une voie de garage.

Mais le vieux Pétain et sa cour coassante de barbons douteux étaient, en 19,10, soutenus par l'unanimité des Français.

Les patrouilles collaborationnistes de Pétain ne comprenaient que quelques hommes. Mais nul homme politique, de gauche ou de droite, ne les eût alors gênés dans leur tâche, qu'ils s'appelassent Marquet, Brinon, Bergery ou Laval. Le patriotisme français donna à plein rendement.

La France n'avait qu'une chance : elle la saisit. La Belgique avait dix chances : elle les perdit.

Et tandis que la France faisait de nouveau figure de précurseur, gardait l'appui secret de Churchill et de Roosevelt, mais neutralisait au moyen d'une collaboration réaliste le désastre de juin 1940, la Belgique vivait dans le chaos. Incapable de rassembler ses énergies, elle entrait dans un brouillard glacé, pénétrant, épais comme une nuit d'hiver.

XXIV

DANS L'EUROPE NOUVELLE

Le « collaborateur » Pétain. - Le Pape, admirateur du Maréchal. - La collaboration, devoir patriotique ? - Le patriotisme, question de conscience et non de réussite matérielle. - La Belgique à la dérive. - Adaptation d'Hitler à sa mission européenne. - Hitler et Napoléon. - L'Europe, rêve grandiose. - Possibilités ouvertes à la Belgique au sein d'une Europe unie. - Être à temps dans la place. - Ne pas se dépersonnaliser. - L'Europe des patries. - Force et fierté de notre nationalisme.

Bien que la collaboration avec la France n'eût été pour elle qu'une succession de lâchages et d'embûches, l'Allemagne, engagée imprudemment, ne voulant pas, en se déjugeant ouvertement, subir une perte de prestige, maintint avec les vaincus de juin 1940 une politique orientée vers l'entente.

Hitler, Ribbentrop, Abetz restèrent fidèles à Laval, d'un règne à l'autre, sans que Laval, avec eux correct toujours, allât plus loin que la correction. L'amiral Darlan, invité chez Hitler, imposé par les Allemands à l'amitié de Ciano, qui dut courir à Turin le recevoir, passa aux Américains la semaine même du débarquement en Afrique du Nord. Le général Juin, prisonnier libéré par Hitler, roula le Reich avec un égal entrain. A peu près sans exception, les représentants officiels de la collaboration française n'eurent d'autres objectifs que de berner les Allemands.

Ils ne perdirent des points que lorsqu'ils se combattirent entre eux, ou quand ils se firent, comme Doriot et Bucard, épauler par des clans policiers dont ils devinrent la proie ou les agents provocateurs.

Dans l'ensemble, les Français collaborationnistes rapportèrent peu à l'Allemagne : quatre fois moins d'ouvriers, proportionnellement, que l'État belge non collaborationniste ; et jusqu'à l'automne de 1944, douze fois moins de volontaires au front de l'Est - proportionnellement toujours - que les légions *Flandre* et *Wallonie.*

La collaboration n'empêcha en aucune manière le Maréchal de jouir longtemps de la considération de l'étranger. Bien après Montoire, après la fameuse photo, parue dans le monde entier, de Pétain serrant la main du Führer, le pape Pie XII parla avec émotion du « miracle Pétain ». Le nonce de sa Sainteté claironnait au Maréchal, au nom du corps diplomatique : « Vous êtes un homme providentiel ! » Des mois après le lancement de la collaboration, l'amiral Leahy, ambassadeur dus Etats-Unis, qualifiait publiquement le maréchal Pétain de « héros national ».

En 1945, Pétain, à demi sourd, dormant à poings fermés sur sa chaise, à deux pas de ses accusateurs, fut piétiné par la fureur partisane des Français. L'Angleterre, l'Amérique n'approuvèrent point ces débordements. Elles jugèrent que la condamnation d'un nonagénaire glorieux, honnête, qui s'était sacrifié pour son pays, constituait une ignominie.

Il a fallu, en effet, le fanatisme sanguinaire des foules stupides, la haine, entretenue par les profiteurs de la résistance, et l'esprit de vengeance racial pour que le seul fait d'avoir « collaboré » fût automatiquement considéré après la guerre comme un crime.

La « collaboration » des hommes responsables de la conduite d'un pays est parfaitement légitime, elle est admise et réglementée par la Convention de La Haye ; elle petit être la manifestation d'un haut patriotisme et montrer plus de courage que la fuite à l'étranger de ceux qui abandonnent leurs fonctions publiques.

Un Huysmans, bourgmestre d'Anvers, se sauvant à Londres sans aucun motif valable, uniquement parce qu'il avait peur(«J'aime mieux un Huysmans vivant qu'un Huysmans mort »), a manqué à ses devoirs (ce qui n'a pas empêché, en 1946, qu'il devint Premier ministre). L'échevin qui dut remplacer au pied levé ce fuyard a fait

preuve, en se chargeant d'une succession difficile, d'un civisme évident mais il fut l'objet de poursuites en 1945).

Sans la présence et le travail des hauts fonctionnaires belges et français de 1940-1944, déshonorés en 1945 ou enfournés, le crâne tondu, dans des cachots, des millions d'êtres humains eussent flotté en pleine anarchie. Il était évidemment plus confortable de prendre le large. « Ce qu'il y a de plus sain en cas de bagarre, dit un proverbe béarnais, c'est de laisser passer ! »

Que Londres eût succombé, ces fuyards eussent été hébergés grassement aux États-Unis ou au Canada, devenant banquiers, professeurs d'université, présidents de comités juifs. Leurs arrières étaient assurés, ils ne risquaient rien. Mais les millions de Belges, les millions de Français jetés par une guerre stupide dans la plus épouvantable des pagailles, qui allait s'occuper d'eux ? Qui allait lutter pied à pied pour amener l'occupant à leur appliquer un régime raisonnable, à leur assurer un ravitaillement meilleur, et pour essayer de limiter les envois de travailleurs dans le Reich ?

Qui allait s'appliquer à défendre patiemment, péniblement, ardemment, les droits à la vie de la Belgique, de la France dans une Europe dont Spaak pensait que l'Allemagne était « maîtresse pour mille ans » ?

Plus on croyait à une solution prochaine de la guerre, à l'avantage du Reich, plus on devait tout tenter, désespérément, pour empêcher son pays de périr. Il va de soi que l'attitude anti-collaborationniste était également justifiable. On pouvait, en effet, douter de la victoire allemande (quoique, en 1940, à dire le vrai, presque personne n'en doutât).

Dans un cas comme dans l'autre, la seule chose qui compte, ce sont les mobiles. On peut se tromper tactiquement, car la guerre est presque toujours une loterie. Mais, victoire ou défaite, cela ne change rien à la nature des intentions. On peut témoigner de sa noblesse en collaborant, de sa vilenie en résistant.

Un « collaborateur » peut avoir été un patriote irréprochable, s'il collaborait pour assurer le salut et la renaissance de son pays dans une Europe dont il croyait que l'Allemagne aurait désormais la direction pour des siècles. Un « résistant » peut avoir été un incivique méprisable s'il ne se rendit à Londres que par intérêt personnel, par calcul, pour échapper à ses responsabilités.

Les passions idéologiques ont contribué à faire du patriotisme une question de pur hasard. Or le patriotisme est une question de conscience.

Est patriote celui qui risque tout pour sa patrie, même si un jour les faits démentent ses prévisions.

Est un traître celui qui joue le destin de sa patrie d'après la seule loi de ses intérêts égoïstes, qui se sert d'elle au lieu de la servir, et peu importe alors qu'il ait misé sur le bon tableau.

Pierlot et Spaak, s'offrant sans pudeur aux Allemands d'abord, aux Anglais ensuite, poussés uniquement par leur ambition, furent indiscutablement, en 1940, et dans les deux cas, des traîtres.

Ramener le patriotisme à une question de chance, ponter sur le succès matériel de tanks et de bombardiers, c'est le prostituer. C'est faire du service du pays une partie de poker, livrée au seul caprice du hasard.

En fait, et provisoirement du moins, nous les « collaborateurs », nous avons perdu. Nous nous sommes donnés passionnément à notre patrie gisante et nous avons tout risqué pour elle, à l'heure où tant de matamores, aujourd'hui gonflés de suffisance patriotarde, détalaient vers Londres, le pantalon souillé et le visage vert.

La collaboration, à la fin de 1940, était une nécessité pour les Belges, beaucoup plus que pour les Français. La France en effet, grâce à la rencontre de Montoire, avait vu se stabiliser sa position internationale. La Belgique, elle, s'enfonçait de plus en plus dans le marasme et les ténèbres.

Hitler avait ordonné que les missions diplomatiques étrangères quittassent Bruxelles. Cette mesure était motivée, a-t-on expliqué, par la crainte que certaines de ces officines ne se convertissent en bureaux d'espionnage. Mais ces départs nous laissaient dans l'amertume de la solitude, de la désagrégation lente, de l'isolement

grandissant. L'échec du Roi à Berchtesgaden n'était pas fait pour apaiser l'inquiétude qui nous labourait l'esprit.

Pas de gouvernement. Plus de représentation diplomatique. Une frontière mouvante comme la mer : à l'est du pays, les postes de douaniers se déplaçaient de semaine en semaine, sans explications, absorbant des fermes, des châteaux, des villages, belges la veille, allemands le lendemain. Nous n'existions plus comme pays, nous n'étions qu'un espace occupé.

A ce moment-là - qu'on ne l'oublie pas - la majorité des Belges croyait fermement soit à un arrangement germano-anglais, soit à la victoire totale du Reich. Il fallait tout tenter pour clarifier l'avenir de notre pays. Comment voir clair, comment se défendre sans attirer la confiance d'Hitler et sans le convaincre d'accorder ses chances à notre peuple dans l'Europe en gestation ?

Hitler ne s'était pas prononcé sur le « cas belge ». Nous étions en régime d'occupation, c'était tout. L'avenir demeurait obscur, mais il restait libre. Nous n'étions ni absorbés, ni condamnés. Le procès pouvait être gagné. Ce n'était affaire que de foi, de travail, de ténacité et d'intelligence.

Hitler s'était adapté avec promptitude et lucidité à un rôle européen que nul Allemand ne prévoyait en août 1939.

L'extrême modération avec laquelle il avait réglé la question de l'armistice français, la modération encore plus remarquable avec laquelle il avait, à Montoire, fait table rase des ressentiments de la veille, prouvaient que, parvenu à l'apogée de la puissance, il la dominait au lieu de se laisser griser par elle. Même en Belgique, où les Pierlot s'attendaient (« hypothèse la plus favorable ») à un Gauleiter, sa modération avait étonné.

On a souvent dépeint Hitler comme un exalté parce qu'on l'a vu, au cinéma, se démener dans ses meetings, subjugué par les forces mystérieuses de l'éloquence. Mais l'Hitler de la solitude était un homme calme, méditatif, s'attardant durant des heures, en face des chaînes neigeuses du Tyrol ou sous les sapins de son quartier général, à la frontière lithuanienne. Il était parfaitement accessible à des raisonnements conduits avec précision et vigueur. Cet homme était simple, modéré, conciliant avec ceux qu'il estimait et qui l'abordaient avec franchise. J'étais convaincu, en 1940, et j'ai toujours été convaincu depuis qu'avec lui les solutions de la sagesse, éclairées par les lois de l'Histoire, l'emporteraient, une fois la guerre finie, et assureraient l'équilibre de l'Europe. Une Europe dont l'Allemagne serait l'élément dynamique, fédérateur, mais où chaque communauté trouverait la possibilité de s'emboîter sans étouffer son génie, sans renier sa personnalité.

Hitler - l'Histoire le dira quand se calmeront les passions furieuses de notre temps - fut le plus grand homme d'Etat que l'Europe ait jamais connu. Il était plus dépouillé, plus ouvert à l'Universel que Napoléon, qui fut davantage un Français conquérant, bâtisseur d'empires, qu'un Européen véritable.

Hitler, en cela homme de son temps, et sa main tendue à Pétain le prouva, rêvait d'une Europe juste, sérieuse, définitive, unifiée sur l'initiative du vainqueur, mais où chaque groupe ethnique pourrait s'épanouir selon ses mérites et à proportion de son travail.

De même qu'un Bismarck avait su déborder sa qualité de Prussien pour devenir Allemand, de même Hitler était allé rapidement de l'Allemand et du Germain qu'il était à l'Européen qu'il portait en lui. Tôt dégagé des ambitions étroitement impérialistes, créant une Europe dont l'Allemagne serait l'élément fondamental, à l'image de la Prusse dans le Reich bismarckien, il se mit sans effort à penser en Européen. Les Bavarois, les Saxons, les Rhénans n'étaient pas devenus des Prussiens en 1871, après la proclamation de l'Empire à Versailles, mais, tous, avec les Prussiens eux-mêmes, ils prirent conscience de leur communauté en tant qu'Allemands.

Français, Hollandais, Danois, Norvégiens, Roumains eussent, de la même manière, pris conscience de leur vocation d'Européens. Parvenus au stade supérieur de leur évolution, ces vieux peuples, rassemblés lentement, d'Hugues Capet à Frédéric le Grand et à Cavour, au sein d'une vingtaine d'États rivaux, allaient se fédérer enfin, grâce à l'ordre continental instauré par Hitler, au sein d'une vaste,

d'une puissante communauté européenne, instrument de rationalisation et d'émulation, non pas d'oppression.

Si certains des collaborateurs du Führer étaient, parfois encore, des pangermanistes à courte vue, Hitler avait, lui, le génie, la pondération, l'absence de préjugés, la vue panoramique indispensable pour mener à bien cette oeuvre gigantesque. Il disposait d'une autorité unique dans l'histoire du continent. Sa réussite eût stabilisé la force, la richesse, la civilisation de l'Europe pour des siècles, probablement pour toujours.

Ce grand rêve brisé, il est fort possible que l'Europe ait perdu sa dernière chance. Nos pays se sont, en 1945, retrouvés non seulement affaiblis, mais plus haineux que jamais, plus irréductiblement divisés en blocs rivaux, alors que les autres parties du monde consolidaient leur unité politique et économique.

La seule unité dont on parlait en 1940, celle de l'Europe, est en fin de compte la seule qui ne se soit pas réalisée.

Mais on comprendra que ce projet ait pu hanter des millions d'êtres jeunes, attirés par le grand et le raisonnable.

Hitler a représenté pour beaucoup d'entre nous la possibilité de souder enfin les membres dispersés de l'Europe. C'est pour cela que, ne nous attardant pas, après la débâcle de 1940, à gémir stérilement sur des conflits révolus, nous donnâmes notre foi à l'homme qui, se hissant au-dessus des nationalismes dépassés, voulait construire le grand havre où plusieurs centaines de millions d'hommes, se comprenant, adaptant avec intelligence et discipline leurs efforts, éliminant les barrières d'un passé mesquin, travaillant fraternellement selon un plan d'ensemble, eussent constitué le centre spirituel le plus riche, le plus noble et le plus rayonnant de la terre.

Aux Belges, plus peut-être qu'à quiconque, l'unité européenne eût ouvert des possibilités extraordinaires.

Flamands et Wallons ont toujours montré, à travers l'Histoire, une prodigieuse facilité à côtoyer leurs voisins sans perdre pour cela leurs caractéristiques. Ils ont subi vingt invasions et n'ont été déformés par aucune. Placés à un confluent merveilleux de fleuves et de routes, ils ont, toujours été une terre de rencontre, d'échanges matériels et intellectuels, où ont vécu, aussi à l'aise l'un que l'autre, un Durer et un Victor Hugo, un Louis XI et un Metternich.

Le Belge s'accommode de tout, triomphe de tout, adroit, abatteur de besogne, bon vivant, sans façon, joyeux et généreux. Il n'a pas l'orgueil et les complexes de vanité des grands peuples. Il les a vus, écoutés, comparés pendant des siècles. Il s'est assimilé le meilleur des uns et des autres. Habitant une terre d'entre-deux, il possède exactement la psychologie, le tempérament voulus pour s'adapter à tout et pour cimenter les éléments épars. Dans une Europe unie, on eût vu, au bout de trente ans, Wallons et Flamands occuper partout des positions de premier plan.

L'Europe nouvelle ne nous effrayait pas. La redouter, c'eût été douter du génie entreprenant, souple et tenace, de notre peuple.

Bien entendu, il importait de ne pas être submergé avant que l'oeuvre continentale ne fût à point.

Le plan européen d'Hitler représentait le salut pour nous, le salut pour tous. Mais il était indispensable de faire entendre à temps notre voix, de rappeler l'actif mémorable de nos glorieux Pays-Bas, les qualités de nos compatriotes, leurs prédispositions toutes spéciales à l'oeuvre de rapprochement et de compréhension dont rêvait le Führer. Il était essentiel, également, de ne pas laisser s'amenuiser les vertus propres de notre peuple, fortement impressionné par le triomphe du Reich en 1940 et trop prêt à se dépersonnaliser.

Je tendis tous mes efforts durant ces mois d'incertitude - mais aussi d'espérance - de l'hiver 1940-1941 vers un double but. Le premier visait à affirmer notre ralliement à une politique de collaboration *européenne,* ainsi que notre sympathie à la personne d'Hitler non point dans la mesure où il était Allemand - ce qui nous intéressait relativement peu et nous rappelait de douloureux et trop récents souvenirs - mais dans la mesure où il était devenu Européen. Mais cela ne suffisait pas. Le « mirage » de l'Europe eût pu faire perdre à des esprits légers, comme étant

des survivances sans objets, les caractéristiques qui faisaient d'eux les membres d'une nation, alors que, précisément, celles-ci auraient à stimuler la nouvelle Europe, à y encourager les plus nobles émulations. L'Europe ne devait pas naître sur des champs nus, mais se superposer à un monde réel : sinon elle eût amoindri le patrimoine humain au lieu de l'enrichir. Elle devait mettre fin aux anarchies, aux pertes d'énergie, aux rivalités stériles, mais aussi et surtout nouer la gerbe des forces millénaires incarnées dans nos vingt peuples, être une somme, un couronnement.

Pour être vraiment européen, pour apporter à l'Europe un capital authentique, chaque pays devait reprendre conscience, au maximum, de sa personnalité.

Ainsi étions-nous à la fois Européens et patriotes, et Européens parce que patriotes. J'essayais de hisser les Belges au plan continental ; mais, avec une ardeur égale, je stimulais leur fierté. Notre mystique bourguignonne - Grands-Pays-Bas ! - dépassant la Belgique mutilée de 1830, ranimait sans cesse les souvenirs exaltants des temps les plus pathétiques de notre histoire, où nous fûmes, avec Philippe le Bon, Charles le Téméraire et Charles-Quint, le coeur, la lumière, la beauté de l'Europe occidentale.

Nous unissions les gloires du présent à celles du passé.

Jamais journaux belges ne furent si rayonnants de fierté nationale que la presse de Rex durant cet hiver qui suivit la défaite. Car la défaite de mai 1940, elle-même, était pour nous un sujet de fierté : défaite héroïque où notre armée, dépourvue d'aviation et de matériel blindé, avait lutté avec un courage désespéré.

Nous eussions pu, comme tant d'autres, jeter le voile de l'oubli sur les morts et ne plus parler d'une campagne qui nous avait opposés militairement à Hitler. Mais, précisément, nous ne voulions lancer de Heil Hitler ! que la tête haute, fiers de notre pays, orgueilleux du courage avec lequel il avait défendu son sol contre Hitler lui-même. De même, notre histoire loue la Pax Romana de César mais chante la bravoure de nos aïeux qui furent vaincus en barrant la route au conquérant romain, le civilisateur et l'unificateur.

C'est pour cela que, en même temps que nous cherchions à développer parmi notre public une compréhension intelligente de l'Europe-Unie, nous publiâmes une impressionnante suite d'articles qui évoquaient, jour par jour, chacun des aspects glorieux de la campagne de mai 1940 où nos soldats avaient résisté pied à pied - plus que quiconque en Europe - à des troupes imbattables.

Nous n'avions pas à renier nos héros. Nous avions à en être orgueilleux, à exalter avec émotion leur noblesse et leur sacrifice. Ils font partie du glorieux patrimoine de notre peuple. Eux aussi, nous les apportions à l'Europe, preuves émouvantes, décisives, de la survivance, dans notre communauté nationale, des vertus les plus hantes, les plus robustes, les plus pures. Une Europe qui ne se fût pas estimée moralement enrichie par de tels témoignages eût été indigne d'un grand destin.

En tout cas, elle ne nous intéressait que dans la mesure où nous y serions reçus, non point en parents pauvres, mais en représentants vigoureux d'un peuple millénaire. C'était lui, lui tout entier qui devait entrer dans l'Europe nouvelle, avec ses siècles somptueux, avec ses trésors spirituels, ses foyers de beauté, ses vertus, ses traditions, ses morts, symboles de la fidélité et du sacrifice, ses morts de toutes les frontières et de toutes les causes, morts des Éperons d'or et de Woeringen, morts de la Guerre des paysans et de Waterloo, morts de 1914 et de 1940 !

Nous savions qu'Hitler comprenait cela, respectait cela.

Nous regrettâmes, en septembre et en novembre 1940, de manquer la chance qui s'offrait à nous.

Nous n'étions pas de ceux qui se découragent. Nous ne nous découragerions jamais.

Sans cette foi inébranlable, comment eussions-nous poursuivi une lutte qui, déjà, se révélait pénible, qui allait nous coûter tant de souffrances, tant de sang, mais qui nous dispenserait aussi cette joie des coeurs irradiés par un grand don et par un grand rêve, cette joie surhumaine que nulle douleur n'a pu éteindre, que nulle douleur n'éteindra...

XXV

DÉCOMPOSITION A BRUXELLES

Mutisme allemand. - Impossibilité des contacts avec Berlin. – Désillusions en cascade. - Les Rexistes écartés. - Dégringolade d'Henri de Man. - Son dernier poisson. – Violente bagarre avec le général Reeder. - Indifférence, inconscience, liquéfaction de l'opinion publique.

A l'extrême opposé de la politique allemande en France, qui cherchait à favoriser de toutes ses forces la collaboration, à plaire et à donner confiance, la politique allemande en Belgique se contracta de plus en plus, dès l'automne de 1940.

Aidé par le conseiller Achenbach - étrange héron raffiné, ouvertement d'extrême gauche, d'une subtilité à la Marcel Proust, pêchant le poisson sans perdre un détail des frémissements et de la luminosité des eaux françaises - Otto Abetz avait fait de l'ambassade du Reich à Paris le lieu de rencontre des intellectuels et des artistes des deux peuples. On échangeait les conférenciers, on traduisait les bouquins, on préparait en commun des films, on nouait ces sympathies de l'esprit qui sont les filigranes de l'existence.

De leur côté, hommes d'affaires français et allemands, industriels, exportateurs, se côtoyaient dans une atmosphère de curiosité, de travail et de sympathie, stimulés par le général Michel, intelligent et simple, pince-sans-rire au teint vif, à la tête malicieuse de chanoine un peu égrillard, toujours affable parmi la fourmilière d'experts et de jeunes Allemandes, la plupart ravissantes, de l'Hôtel Majestic.

Mais à Bruxelles, c'était le mutisme.

Quelques militaires allemands, tous de seconde zone, frayaient avec les hauts dignitaires du V. N. V. Quant à la population et aux élites, rien ou à peu près rien n'était tenté de leur côté.

Pas le moindre échange de vues avec les hommes politiques. Peu de contacts avec les intellectuels. On eût dit qu'on voulait lasser cette population, la refouler dans l'indifférence, alors qu'elle avait été, durant l'été de 1940, infiniment plus décidée à la collaboration que ne l'étaient les Français.

Le gouverneur militaire, le général von Falkenhausen, voyait dans l'intimité des personnalités de la noblesse, de la finance, des gens de sa caste, à qui il offrait ses luxueuses cigarettes anglaises, fabriquées pour lui spécialement à Gand, marquées soit du fronton de « son » château de Seneffe-en-Brabant, soit de la tête de son épagneul favori. Mais entre le *vulgum pecus* et lui, il avait dressé, en vieux mandarin, une infranchissable muraille de Chine. L'Europe nouvelle, la collaboration étaient pour lui des fariboles, auxquelles il n'eût, pour rien au monde, consacré le dixième du temps qu'il employait à présenter des morceaux de sucre à son King-Charles, l'arbitre de tout.

A Paris, les Allemands recherchaient la collaboration. Le champagne, le foie gras, les glaces monumentales de l'Ambassade de la rue de Lille orientaient à grands frais le courant collaborationniste.

A Bruxelles, nous n'avions pas besoin de foie gras ! La raison, l'intérêt national nous suffisaient, car nous avions saisi l'importance qu'une concentration européenne présenterait pour notre pays. Mais quel avenir lui réservait-on ? Nous eussions désiré des prises de contact qui nous eussent éclairés. Mais Berlin restait immobile, impénétrable comme un Bouddha.

Toujours opposé, à des négociations politiques avec les seules autorités allemandes d'occupation, je pensais que c'était à Berlin même qu'il fallait s'informer. Mais alors que les Pétain, les Laval étaient invités par Hitler, traitaient directement avec la Wilhelmstrasse, pas un de nos compatriotes n'avait eu la possibilité d'approcher ni le Führer ni M. de Ribbentrop. Il eût, fallu, à tout le moins, faire

sonder les Affaires étrangères. Les demandes de passeport demeuraient invariablement sans réponse. Visiblement, le général von Falkenhausen ne voulait pas qu'un seul d'entre nous eût des conversations directes avec Berlin. La Belgique était sa chasse réservée.

Notre pays se trouvait de la sorte à la merci de la *Militar Verwallung,* laquelle voyait en nous, rexistes, une bande de gêneurs. Au début de 1941, nos difficultés s'aggravèrent. Cette période allait pourtant, être décisive.

Le public, dans sa grande majorité, était encore convaincu de l'impossibilité d'une victoire alliée. Réalistes comme le sont les gens de Meuse et d'Escaut, les Belges eussent trouvé normal que des hommes d'Ordre nouveau s'assurent les positions-clefs, occupent les postes administratifs, forment un gouvernement capable de tenir son rang dans la politique européenne à laquelle les Français venaient de se rallier.

La visite du Roi à Hitler avait d'abord surpris. Elle déçut chacun dès l'instant qu'il fut avéré que nulle décision d'envergure n'en résulterait pour le bien dit pays. Un grand espoir s'affirma de nouveau lorsqu'un décret ordonna le rajeunissement des cadres de l'État beige. Grâce à cette mesure, d'innombrables postes allaient devenir libres : des hommes neufs, audacieux, entreprenants pourraient y être nommés... Ce fut une déception de plus.

Les foules, toujours femelles, se livrent aux mâles triomphants. Voyant que nous piétinions, elles ne nous savaient aucun gré de notre ténacité patriotique.

Dans le mouvement rexiste lui-même, il fallut toute ma poigne pour mater les grincheux et les impatients, plus soucieux de résultats immédiats que d'une solution définitive, conforme à l'intérêt et à l'honneur de notre peuple.

Henri de Man, qui tenait moins bien que moi ses hommes en main, fut vite débordé, dépassé, noyé. Sa grande machine de guerre, l'Utmi, envahie par des éléments flamands plus V. N. V. que socialistes, lui échappa des mains au bout de quelques mois. Bientôt de Man ne fut plus à l'Utmi qu'un souvenir, dissipé par le vent comme la fumée de sa pipe.

Il lui restait son journal *Le Travail,* où des centaines de milliers de francs de l'avoir syndical avaient été engloutis, et dont le tirage, en quelques mois, tomba à six mille exemplaires.

Henri de Man venait de temps en temps dîner chez moi, souriant comme un curé malicieux et se fichant de ses propres déboires. Le samedi, il utilisait l'essence du *Travail* pour filer dans un patelin paisible de la vallée de la Meuse, perdu dans les pommeraies. Il passait son week-end à pêcher, tanné par le soleil, tirant sur sa courte pipe noire. Il rentrait le dimanche soir à Bruxelles, croisant des généraux allemands à pied, stupéfaits, cramoisis de voir passer une auto qui transportait des épuisettes et des cannes à pêche.

Pendant ce temps-là, c'était au journal d'Henri de Man la confusion la plus intégrale. Son équipe comprenait de jeunes socialistes terriblement ambitieux, brutaux, et que les scrupules n'étouffaient point.

De Man, homme d'honneur, avait la même position que la nôtre : instauration d'un socialisme réel, complet et. Humain ; construction de l'Europe, mais avec statut digne de l'Ouest ; collaboration, mais reconnaissance de la personnalité et des droits de notre peuple.

Les collaborateurs d'Henri de Man n'étaient pas tous comme lui. Certains d'entre eux étaient devenus, en six mois, plus Allemands que les Allemands. Ils s'étaient abouchés avec des gens de la Gestapo, ne rêvaient que de niveler et de germaniser tout l'Ouest. Au surplus, ils faisaient preuve d'un anticatholicisme haineux, vrai réflexe de primaires.

Nous eûmes bientôt en eux des ennemis acharnés, s'ingéniant à nous dénigrer et à nous combattre dans les bureaux allemands où ils avaient leurs entrées.

Devenu à peu près l'unique lecteur de son journal, se rendant compte que le système de puiser dans les anciennes caisses syndicales devenait de plus en plus insolite, dépassé par ses rédacteurs dénationalisés, n'ayant créé l'Utmi que pour se le faire chaparder par le V. N. V., de Man alla de plus en plus à la pêche, tira de plus en plus sur sa pipe, se ficha de plus en plus du tiers et du quart.

Un beau matin, le *Travail* cessa de paraître. Il était mort comme le Plan était mort, comme tout ce que de Man avait entrepris était mort. Philosophe aux doctrines indigestes comme du cuir bouilli, noircisseur de bouquins philosophico-sociaux impénétrables comme de la corne, Henri de Man était un homme charmant, fantaisiste comme un papillon, sachant planter là tout le tremblement pour aller s'asseoir près des fraisières de Bouvines, à taquiner des goujons aussi distraits que lui. Il pêcha à peu près tous les goujons de la Meuse et de ses affluents.

On entendit à nouveau parler de lui lorsque son fils, totalement inconnu, décrocha, en 1942, à la stupéfaction générale, un mandat d'échevin du Grand Bruxelles. De Man junior eût pu plus mal pêcher.

Le fils étant casé, le père se casa. Après de multiples aventures, il glissa prudemment, en bon skieur, vers les pentes neigeuses de l'Helvétie - avant la grande liquidation de 1944. Comme dans les romans bleus, il pêcha un dernier poisson sous la forme d'une jolie Suissesse. Le gouvernement belge se garda bien d'exiger son extradition. Comme le déclara tout crûment son ex-collègue socialiste Balthazar, ministre du gouvernement Pierlot, « il est dangereux d'avoir laissé traîner, en 1940, des petits papiers sur la table de de Man. Ces papiers sont photocopiés et les photocopies se trouvent en Belgique ».

Sa jeune femme sur les genoux, sa courte pipe entre les dents, face aux neiges lisses et aux glaciers roses, de Man doit se dire souvent, l'oeil ironique, que son aventure personnelle eût pu tourner un peu plus mal...

Il ne resta plus en lice que le V. N. V. et Rex.

Chaque semaine, en Wallonie, on voyait remonter à la surface les cachalots à demi morts des vieux partis, des faquins, des eunuques, des larbins, prendre de nouvelles places.

Le quiproquo ne pouvait plus se prolonger davantage. Il fallait que le public fût éclairé. Un samedi soir, je trempai ma plume dans du vitriol. Le lendemain matin parut dans le *Pays réel* un article dans lequel je me désolidarisais de tout ce qui se faisait en dehors de nous, où je dégageais ma responsabilité et celle de Rex dans les termes les plus explicites.

Ce fut un scandale épouvantable, d'autant plus épouvantable que j'avais, en même temps écrit au général von Falkenhausen, demandant à le rencontrer, afin de pouvoir lui signifier de vive voix ma façon de penser.

Je fus reçu le mardi matin par le général Reeder, président de l'Administration militaire. C'était un homme corpulent, très rouge de teint, natif de Cologne, où il avait exercé avant la guerre d'importantes fonctions administratives. J'aurais l'occasion, plus tarit, de juger son désintéressement, son honnêteté, son sens du devoir. Le général Reeder fut la plus remarquable figure, la plus noble aussi et la plus respectable de tout le personnel allemand d'occupation en Belgique. Austère, vivant durement comme un soldat, travaillant le jour, travaillant la nuit, cet homme solide se donna corps et âme à sa tâche.

Il avait le coeur sensible, une délicatesse de sentiments exceptionnelle. homme d'administration, mais militaire jusqu'au fond de l'être, il ne vécut que pour servir son pays et - il faut le dire si l'on veut être sincère - notre pays également. Il était parvenu, parce que c'était un homme droit, franc et juste, à concilier exactement ses devoirs de soldat du Reich et ses devoirs envers le peuple dont il assumait partiellement la direction. A mesure que je le connus davantage, j'ai apprécié et admiré cet homme. J'ai fini par lui vouer une affection profonde et qui ne s'affaiblira jamais.

Mais, en 1941, le général Reeder était un débutant en Belgique. Il ne connaissait pas un mot de français, se montrait très rétif à l'égard de tout ce qui n'était pas flamand,

Mon article le plongea dans une colère indescriptible. Comment, en pleine occupation, quelqu'un osait ainsi casser les vitres et protester publiquement contre les nominations dont la Militar Verwallung avait pris la responsabilité ? Excité de longue date contre moi par certains provocateurs, mon acte d'indépendance lui apparut comme un acte de rébellion. Dès que j'entrai dans son bureau, je me rendis compte que ça allait barder. En effet, ce fut à qui crierait le plus fort. Le général

tapait sur la table. Je répliquais avec une égale énergie, Je sortis, le verbe haut, rompant les chiens.

Je crus bien que tout était fini, mais j'étais décidé à ne pas changer d'attitude. Quel drame ! Le Roi, là-bas dans son pare, chômeur isolé, n'ayant rien obtenu à Berchtesgaden ; de Man pêchant toujours ses goujons ; le V. N. V. menant isolément son action avec les représentants du Reich en Belgique… Tout cela au moment même des éblouissants triomphes de la Wehrmacht en Yougoslavie, en Grèce, en Crète, aux frontières d'Égypte, alors que, à vues humaines, les Allemands étaient à la veille d'imposer leur paix au monde ou de jouer pour le moins le rôle d'arbitres sur le continent...

Je cherchais en vain une aide autour de moi.

Le public, égoïste, se préoccupait avant tout de son ravitaillement. Les gros bourgeois du quartier Léopold, de l'avenue Louise et de l'avenue des Nations accumulaient des stocks de conserves au fond de leur cave où vieillissaient tout doucement de vénérables fioles. Chaque lot, prévu pour la consommation d'une année, était muré séparément. Il y avait quatre lots, puisque la guerre, évidemment, devait durer quatre années, comme l'autre fois.

Les groupes les plus antifascistes s'arrangeaient avec les Allemands. Les propriétaires du journal franc-maçon *La Dernière Heure* négociaient en toute quiétude la vente de leurs installations à un groupe nazi, pour un prix énorme. Grâce à cette opération, l'occupant put éditer à Bruxelles le plus remarquable journal de langue allemande de toute l'Europe, *Die Brusseler Zeitung*, qui allait atteindre un tirage quotidien de près de deux cent mille exemplaires.

Les « élites » n'étaient pas moins opportunistes. A l'Université de Bruxelles, le procureur général Cornil assistait en grand tralala, au premier rang des auditeurs, aux conférences données par des professeurs du Reich. Magistrats, éditeurs, bourgeois lardés, tout le monde s'adaptait, avalait sa langue, s'installait dans la guerre à grand renfort de bidons d'huile d'olive, de caisses de savon, de conserves de tous genres, murés religieusement.

Partout régnaient l'indifférence, l'inconscience. Unique préoccupation, bien belge hélas: le ventre. Comment le remplir ? Un seul signe d'énergie nationale : l'organisation du marché noir. «Avez-vous de bonnes adresses ?»

On se débrouillait. On s'approvisionnait. On rigolait.

Mais la Belgique, elle, dégringolait.

XXVI

APOGÉE DU V. N. V.

Civils en uniformes. - La marée V. N. V. - Excellence des cadres nationalistes flamands. - Essor prodigieux de la vie culturelle en Flandre en 1941. - Inexistence du V. N. V. en Wallonie. - Le V. N. V. à Bruxelles. - Les Dinasos et Joris Van Severen. - L'étranglement de Rex-Flandre. - Le V. N. V. unifié. - Ivresse de la puissance. - Vers une culbute dramatique.

Le V. N. V., en pleine ascension, s'était installé à la rue de la Loi, le quartier des ministères.

Des barrières « Nadar » coupaient le trottoir à hauteur du puissant édifice sur lequel flottait le drapeau orange, marqué d'un delta bleu, évocation moderne de l'embouchure de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin, les trois fleuves néerlandais.

A l'intérieur de l'hôtel, tout était retapé à neuf : parquets à bâtons rompus, frises, trumeaux, caissons ; des tables, des fauteuils, des bibliothèques magnifiques, dernier cri de l'art moderne, ornaient les salles de conférence et de réception, fastueux présents des magnats de l'industrie du mobilier.

La mode était aux brillants uniformes. Les rexistes étaient d'ailleurs aussi acharnés que les V. N. V. en matière de travestis officiels : képis miroitant comme la coupole du Palais de Justice, avec des dorures, des aigles, des palmes, des cordons ; baudriers de cuir luisant comme des pistes macadamisées : culottes d'équitation (même si on était incapable de se tenir sur une bicyclette), bottes éblouissantes qui affolaient les petites dactylos.

Au Quartier Général de Staf De Clercq, personne n'était moins que major. Il y en avait des quantités, alignés dans les bureaux comme de gros cigares bagués dans leur boîte. Les bagues, c'étaient les épaulettes, des épaulettes tressées de major de la Wehrmacht, tout simplement.

Le plus impressionnant de tous ces guerriers était le bon, le pacifique Staf De Clercq, qui était aussi fait pour revêtir une tenue militaire que pour jouer le rôle de Marguerite à la Cour de Bavière ou pour danser la gavotte au Petit Trianon. Sa barbe de père capucin détonnait dans ce décor ultrabelliqueux. Même les généraux retraités de sapeurs se rasaient en 1940. Pourtant Staf, sans sa barbe, n'eût plus été Staf. Ça faisait partie du paysage. Staf, pour ne pas désorienter les masses, y alla lentement, taillant chaque semaine quelques touffes de poils, les abandonnant comme un candidat au péché se débarrasse progressivement d'une vertu encombrante. Avec le temps, la barbe-fleuve devint un petit bouc noir, pointé comme un blaireau. Staf ressembla à un guerrier italien, à un Balbo rose et rond.

Mais l'esprit offensif ne se limitait pas à des innovations vestimentaires. Le V. N. V. n'avait pas perdu son temps durant les trente ou quarante semaines qui suivirent l'invasion. Au printemps de 1941, il était partout : dans le Collège des secrétaires généraux ; à la tête des principales administrations provinciales de Flandre ; à la direction aussi des plus grosses agglomérations. A Anvers, les nationalistes flamands occupaient plusieurs échevinats, ils tenaient Bruges, ils tenaient Gand où régnait le Dr Élias, bras droit de Staf De Clercq, administrateur habile, conquérant, travailleur. Des centaines de dirigeants locaux du V. N. V. avaient pris en main l'administration de leur commune.

Le V. N. V. possédait en province de bons cadres, éprouvés par une longue lutte : médecins, notaires, instituteurs, sortis de la paysannerie. Les Allemands permirent à Gérard Romsée de nommer à tour de bras ses candidats, dignes d'ailleurs, en tous points, de la sympathie et de la considération, braves gens, dévoués, droits comme les mâts de leurs bateaux, honnêtes comme le pain de leurs fermes.

Nous nous réjouissions sincèrement de ces victoires du V. N. V. Elles dotaient la Flandre d'administrateurs vraiment flamands, venus du peuple et restés en contact

avec le peuple, comprenant son âme. Ceux-ci remplaçaient heureusement les bourgmestres des vieux partis ou de la caste nobiliaire, pinçant le français pour se distinguer des manants, ne parlant (du bout des lèvres) la langue flamande qu'au cul-de-jatte qui venait mendier au pied de l'escalier d'honneur, ou à la vachère qui tirait sur le pis de ses bêtes dans la pâture voisine du castel.

Ces changements politiques étaient sains, conformes à l'intérêt général. L'investissement des administrations par les équipes du V. N. V. marquait, après un siècle d'abus et d'erreurs, le retour à un nationalisme sérieux, réel, fécond.

L'essor le plus remarquable de la Flandre, en 1940 et en 1941, se manifesta sur le plan culturel.

Pour mettre fin aux interpolations, la presse de langue française avait été radicalement éliminée dès le premier jour. Tout fut mis en oeuvre pour que la littérature et les diverses formes d'art jaillies de la Flandre occupassent un rang digne de leur valeur.

Au delà des initiatives de l'État, une politique officieuse, appuyée par les autorités du Reich, assura aux chefs-d'oeuvre flamands un rayonnement comme jamais ils n'en avaient connu. Elle ne manquait pas de rappeler, bien entendu, comment cet art régional était relié au grand tronc germanique. Pour honorer le passé, on fêta Rubens, l'artiste germano-flamand par excellence. Pour le présent, on exposa en Allemagne des oeuvres des peintres modernes de la Flandre, d'une exceptionnelle valeur, et de loin supérieurs aux peintres du Troisième Reich. On traduisit en langue allemande les meilleurs écrivains flamands. On publia leurs oeuvres, dans leur langue originale, à des tirages inusités, à un prix abordable et dans une présentation agréable. Elles étaient tirées à cent mille exemplaires d'un seul coup.

L'agence de presse qui procédait à ces lancements à l'américaine était sous contrôle allemand. Ce sont donc les Allemands qui assurèrent aux chefs-d'oeuvre de la littérature flamande cette diffusion étendue, les mettant à la portée des hameaux les plus retirés. C'était extrêmement adroit de la part du Reich. Cet élan donné à la culture flamande ne changeait rien toutefois à la certitude que celle-ci serait coiffée un jour par la culture allemande. Toutefois, en 1941, cet effort au stade flamand impressionna vivement. La Flandre, très orgueilleuse, et à juste titre, de sa culture, en fut extrêmement flattée.

La presse allemande éditée à Bruxelles pratiquait la même tactique, mais avec un exclusivisme encore beaucoup plus marqué.

La *Brusseler Zeitung,* imprimée sur un papier splendide, publiait des pages d'art prestigieuses, consacrées à la mise en vedette des trésors culturels de nos provinces. Jamais journal belge ne fit un tel effort. La collection de la *Brusseler Zeitung* restera à ce point de vue un modèle du genre. Cela changeait les innombrables lecteurs, wallons et flamands, de ce journal des sempiternelles polémiques de la presse belge d'avant-guerre sur les arrêts des lignes de tram, les taxes sur les chiens et les cachets apposés sur la viande d'abattoir.

Mais les articles du quotidien allemand étaient choisis de façon significative : neuf sur dix étaient consacrés à la Flandre.

Qu'il s'agit de nomination ou de culture, la politique des autorités d'occupation, en 1941, était identique : mise en valeur de tout ce qui était flamand, où l'on voyait une excroissance germanique utile à flatter, suspicion ou absence d'intérêt pour l'autre moitié du pays.

En Flandre même, Rex comptait des adeptes nombreux. En revanche, jusqu'au 10 mai 1940, le V. N. V. n'avait aucun prolongement en Wallonie. Rex y rassemblait seul les forces d'Ordre nouveau. L'unique mouvement qui eût pu nous concurrencer, la *Légion nationale,* réunissait en tout deux à trois cents membres, genre fascistes de 1919, chevaliers du gourdin et de l'huile de ricin. Rex avait toujours répugné à ce genre de violences, humiliantes et inutiles, qui ne font qu'exciter davantage l'adversaire.

Le Belge, jusqu'aux folies sanguinaires de 1944, fut un brave type rondouillard, aimant à boire son demi tranquillement, à cultiver en paix ses poireaux, le dimanche,

en manches de chemise.Il ne provoquait personne, n'aimait pas qu'on le provoquât. La *Légion nationale* n'avait donc rencontré aucun succès. Son chef, Hoornaert, était un avocassier liégeois, inintelligent et lugubre, qui écrivait d'interminables articles dans un charabia pesant. Ses discours étaient sépulcraux. Cela non plus ne plaisait pas en Wallonie où, devant les sépulcres mêmes, on garde une étonnante bonne humeur:

Chez Boniface :
On est mieux ici qu'en face

déclare gaillardement l'enseigne du cabaret situé précisément en face de l'entrée du cimetière de Liège, en haut du paysage de tours légères, d'eaux luisantes, de toits violets et de cheminées d'usines de la ville mosane.

L'influence du V. N. V. était assez faible à Bruxelles également. Dans la campagne avoisinante - pays de fins bouleaux, de bruyères, de terres grasses et vertes, éclairées d'anémones, d'ancolies, de véroniques des prés - le V. N. V. comptait vingt mille électeurs, paysans flamands costauds, habitant de riches villages, cultivant dans leurs forceries des asperges et des fraises, buvant ferme et culbutant les filles dans les talus et dans les noiseraies, les soirs de kermesse.

Quant à la ville de Bruxelles, elle était rebelle à la propagande du V. N. V. Aux élections communales de 1938, Rex avait obtenu cinq sièges, tandis que le V. N. V. avait couru à l'échec. Bruxelles flamand était un slogan, mais c'était le contraire d'un fait.

Afin de grossir le nombre des élèves dans les écoles flamandes de la capitale, à l'hiver de 1940, les V. N. V. installés dans la Commission linguistique avaient eu recours à des calculs qui ne manquaient pas d'originalité : tout ce qui n'était pas strictement wallon avait été d'office enrégimenté dans le secteur scolaire de langue flamande. C'est ainsi qu'on avait vu des enfants d'italiens attelés de force à l'étude intensive du «moedertaal», à la grande stupeur de leurs parents napolitains ou calabrais !

En Flandre même, l'effort nationaliste était très dispersé jusqu'au 10 mai 1940. Trois groupes d'Ordre nouveau se partageaient la clientèle : le V. N. V., flamand, uniquement flamand ; le mouvement *Dinaso,* partisan du rassemblement des Grands Pays Bas bourguignons ; et, enfin, *Rex-Flandre,* complètement autonome, mais relevant de mon autorité personnelle et travaillant en communauté d'idéal avec *Rex-Wallonie* et avec *Rex-Bruxelles.*

Le mouvement *Dinaso,* prônant la reconstitution des XVII Provinces, nous était, de prime abord, sympathique. Il visait plus à former une minorité active qu'à faire appel, comme nous, à la grande masse. De plus, il ne rayonnait qu'en Flandre et, un peu aussi, en Hollande. Durant l'hiver 1939-1940, il avait constitué quelques noyaux de sympathisants dans certains centres wallons. Il jouissait d'amitiés déclarées à Bruxelles, dans les milieux cultivés.

Le chef du mouvement *Dinaso,* Joris van Severen, avait, été élu député de Bruxelles sur les listes du V. N. V. Mais cet intellectuel hautain n'avait pu fraterniser longtemps avec ses collègues assez pot-au-feu, tout occupés à la défense, pour des fins éminemment électorales, de petits intérêts locaux : question des frontaliers, briquetteries, inondations, primeurs. Van Severen, lui, était un visionnaire, hanté par un passé grandiose qui avait eu son plus pur rayonnement à Bruges même, sa ville de coeur. Il habitait à une dizaine de kilomètres du vieux, du magnifique beffroi gris, dans une villa sans luxe, où il déroulait d'impressionnantes cartes des XVII Provinces passées et à venir. Le front immense, les lèvres volontairement dures, l'oeil noir et perçant comme celui de Goebbels, il avait donné à son mouvement l'allure d'un Ordre militaire, entre les Croisés et les troupes d'assaut d'Hitler.

Vêtus d'uniformes couleur de gazon roussi, sac au dos, précédés de tambours de lansquenets et de fifres, les *Dinasos* faisaient d'interminables marches, de jour et de nuit, nul ne savait au juste pourquoi.

Une milice n'est pas une fin en soi. Je crois que van Severen voyait dans cette vie dure et disciplinée un moyen de dégager ses gens d'une certaine médiocrité ventrue fort en honneur au pays de Breughel. Il veillait à donner à toutes les

manifestations de ses adhérents un style de vie austère, rigide, presque glacial. Lorsqu'il faisait un discours, il était interdit d'applaudir. Cet homme avait le tempérament, d'un Grand-Maître des Templiers.

Il avait rassemblé une élite très intéressante, préoccupée de problèmes supérieurs, territoriaux, sociaux, moraux. Ce n'était qu'une élite, mais c'était une élite remarquable.

Pourquoi la police se rua-t-elle sur un pur intellectuel comme van Severen, le 10 mai 1940 ? Il fut englobé dans la Saint Barthélemy criminellement organisée par les Janson et les Ganshof van der Meersch. Lorsqu'on me sortit d'un cachot de la prison de Bruges, à quatre heures du matin, le 15 mai 1940, j'aperçus, enchaîné à quelques mètres de moi, le cher Joris van Severen. Il était de santé chétive, souffrant depuis longtemps de l'estomac. Nous avions été traités de manière infâme dans cette prison, les bras liés derrière le dos avec des cordes. Certains prisonniers avaient été pris d'effroyables crises d'épilepsie. Je fus stupéfait en voyant van Severen, les traits ravagés, défiguré par une barbe de cinq jours, presque blanche, l'oeil dégageant une tristesse fatale.

Il fallait pourtant tenir bon.

Nous restâmes alignés pendant deux heures près du canal aux balcons de bois fleuris de géraniums ; le matin se levait, tout rose ; les cloches sonnaient ; chaque son voyageait tout seul dans l'air frais, vide et pur ; quelques femmes passèrent, les yeux baissés, silencieuses, allant à la messe ; une grosse boutiquière blonde aux seins et aux hanches flottant dans une robe de nuit à fleurs fit glisser le rideau de fer de son étalage où, le nez à la vitre, une tortue vivante était à l'arrêt. Mais van Severen ne regardait rien. Il paraissait plongé dans un abîme intérieur.

Lorsqu'à Dunkerque on m'arracha du camion où nous étions installés, pour un simulacre de fusillade, sa tète ne bougea pas, ses yeux restèrent perdus dans les lointains.

Six jours plus tard, on l'assassina près du kiosque d’Abbeville. Sans un geste inutile, sans dire un mot, sans même regarder ses bourreaux, il alla se placer de lui-même près du petit mur lépreux à l'ombre des marronniers, devant lequel s'élevait déjà un tas de cadavres d'hommes, de vieilles femmes, de jeunes filles, criblés de balles françaises, lardés de coups de baïonnette.

Joris van Severen fut assassiné - ainsi que tous les autres - sans qu'un seul des militaires français qui participaient à ce massacre sût ce qu'on lui reprochait, ni même qui il était. On tuait pour tuer, au hasard, parce que les blindés allemands avançaient et qu'il fallait que cela se paye !

Si Joris van Severen avait survécu, il eût été un concurrent redoutable pour le V. N. V., car il était d'une trempe intellectuelle tout à fait supérieure. Les membres du *Dinaso* se regroupèrent avec courage et avec foi, soutenus par la mystique de leur martyr. Mais ils étaient désorientés. Certains se tournèrent vers *Rex-Flandre.* Mais là aussi, c'était l'incertitude complète.

Il eût été normal que *Rex-Flandre* reprit son activité en môme temps que *Rex-Wallonie* et que *Rex-Bruxelles.* Nos dirigeants flamands étaient venus me voir à Bruxelles. Je leur avais conseillé de se remettre partout à l'action, selon les directives connues : dignité avec l'occupant, prudence dans les relations avec les sous-ordres ; ralliement à la politique de collaboration des forces de l'Europe dans la mesure où nos vieux Pays Bas retrouveraient une place digne de leur passé ; fraternité sincère avec les nationaux-socialistes des diverses communautés européennes, mais en étant nous-mêmes des nationaux-socialistes logiques, c'est-à-dire des hérauts de *notre* peuple, en même temps que du socialisme.

Rex~Flandre ayant toujours mené son combat avec un grand souci de la fierté flamande, ses droits à l'action, en 1940, eussent dû être reconnus par la *Militar Verwaltung,* comme ceux du V. N. V.

On pouvait parfaitement admettre que le V. N. V. exigeât que fussent écartés de Flandre tous les mouvements de langue française, que ceux-ci fussent dirigés de Flandre ou non. Mais *Rex-Flandre* était un mouvement purement flamand. Un Paul de Mont, qui fut sénateur rexiste et directeur de notre quotidien *De Nieuwe Staal,* était un des plus grands journalistes - le plus grand sans doute - de la Flandre d'avant guerre, cultivé, spirituel, fin, profond, possédant au plus haut degré le sens de l'Etat.

Nul n'eût pu dire qu'il n'était pas un Flamand de grande classe, honneur des lettres néerlandaises.

Le chef de *Rex-Flandre* en 1940, Odiel Daems, Anversois pur sang, jeune professeur d'une éloquence somptueuse, illuminée de poésie, grondante de force, était un des plus beaux orateurs du pays flamand. Il avait fait vaillamment la campagne de 1940, était revenu des *Stalags* mûri par l'épreuve et par le contact direct avec le Troisième Reich. Il demanda l'autorisation de rééditer le quotidien des rexistes flamands *De Nieuwe Staal.* L'autorité militaire fit attendre sa décision puis fit connaître son refus, non motivé. Les dirigeants du V. N. V. avaient fait des pieds et des mains pour que la *Propaganda Staffel* repoussât cette demande, agitant l'épouvantail Degrelle. Degrelle en Flandre !

Odiel Daems se vit refuser toute autorisation de prendre la parole en public. Dans chaque ville, l'attitude des autorités militaires allemandes était la même : interdiction à l'un des plus grands orateurs de la Flandre de parler aux gens de son peuple !

C'était inouï. Ou bien Rex professait des idées abominables, et celles-ci étaient mauvaises d'où qu'elles vinssent. Ou elles étaient défendables, et un rexiste wallon devait être admis à les répandre comme un rexiste flamand. Il n'y eut absolument rien à faire. Sur la pression constante du V. N. V. et sans la moindre explication, l'interdiction fut maintenue.

Rex-Flandre, qui avait conquis en 1936 près de cent mille voix en territoire flamand, qui avait réuni au Palais des Sports à Anvers et, en pleine campagne flamande, à Lombeck (soixante-cinq raille auditeurs payants !) des meetings immenses, se vit réduit au silence complet.

Nos dirigeants d'Anvers, que l'inaction rongeait, voulurent organiser une séance d'information : nos formations de combat du port se rendirent en cortège de leur local à la salle de réunion ; leur chef, Paul Suys, garçon merveilleux de dynamisme, de dévouement et d'esprit d'organisation, futur volontaire du front de l'Est (condamné à mort, de ce fait, en 1946), fut menacé de prison par les autorités allemandes et dut leur payer une amende de dix mille francs !

Interdiction à *Rex-Flandre* de publier un quotidien, voire un hebdomadaire. Interdiction de tenir un meeting. Interdiction, en 1941, de publier la traduction néerlandaise de mes ouvrages. La Flandre était une chasse gardée. Le V. N. V. entendait y manoeuvrer seul, avec l'appui de la *Militar Verwaltung.*

En Wallonie, le V. N. V. pouvait s'agiter, lancer son programme de colonisation. A Bruxelles, il pouvait envoyer dans les écoles flamandes des gosses de Siciliens et de Piémontais. En Flandre, par contre, non seulement *Rex-Wallonie* n'était pas admis à exercer une action auprès des milliers de Wallons habitant les provinces du Nord, mais *Rex-Flandre* lui-même se voyait interdire toute action auprès de ses adhérents.

A chaque refus, les autorités d'occupation expliquaient jésuitiquement à nos camarades : « Arrangez-vous avec le V.N.V. ! Arrangez-vous avec le V. N. V. ! »

Rex étant le seul mouvement politique qui couvrit les trois secteurs du pays (Wallonie, Flandre, Bruxelles), j'aurais pu, si j'avais été reçu par Hitler à l'automne de 1940, discuter avec l'autorité d'un leader politique dont le parti couvre tout le pays. C'est précisément pour rendre impossible cette situation privilégiée qu'on s'acharna par tous les moyens, en 1941, à refouler le rexisme hors du territoire flamand. En envahissant le territoire wallon, en parlant d'extension coloniale, on désirait au surplus pouvoir affirmer un jour que les Wallons n'étaient qu'une partie de la Wallonie, que le V. N. V. avait, là aussi, de puissantes ramifications.

A m'entêter, j'allais voir le V. N. V., jouissant du soutien des autorités d'occupation, miner redoutablement nos positions dans la région de langue française du pays. En Flandre par contre, nous allions perdre définitivement nos points d'appui. Quant à Bruxelles, nous en serions progressivement et implacablement refoulés, bien que nos adhérents y fussent beaucoup plus nombreux que ceux du V. N. V.

Un homme politique doit d'abord être un réaliste. Nos rexistes flamands étaient des compagnons fidèles. Je pouvais être sûr que, même absorbés officiellement par le V. N. V., ils garderaient leur idéal et me conserveraient, personnellement, leur foi.

Je fis donc entamer des pourparlers.

La Flandre étant pratiquement perdue pour nous, mieux valait, au lieu de s'entêter, rechercher une formule d'entente. Celle que je proposai fut acceptée. Elle se résume ainsi : Dinaso et *Rex-Flandre* fusionnaient avec le V. N. V., nos dirigeants recevant un certain nombre de leviers de commande dans l'organisation unitaire ainsi formée ; par contre, le nouveau V. N. V. renonçait à toute ingérence dans la partie wallonne du pays (il y reconnaissait à Rex un monopole politique complet) ; enfin, l'influence politique dans le Grand Bruxelles était répartie moitié moitié entre Rex et le V. N. V. unifié.

Le V. N. V. obtenait une victoire de prestige. Mais c'était tout. Et au fond ce n'était pour lui qu'une victoire illusoire, car il renonçait à son activité en Wallonie qui, du fait de son caractère démagogique, eût pu nous créer d'insurmontables difficultés. En outre, la moitié de l'autorité nous était garantie à Bruxelles où nous pouvions craindre un submergement total. Enfin les rexistes flamands retrouvaient le droit d'agir. Odiel Daems, à qui la veille on interdisait toute manifestation, se voyait bombardé membre du Directoire du V. N. V. et proposé aussitôt comme échevin du Grand Anvers.

Cet arrangement eût pu marquer un tournant décisif, s'il avait été conclu dans un esprit de franche camaraderie. Mais le V. N. V. aveuglé momentanément par l'orgueil, n'avait pas voulu s'entendre avec nous, comme nous le désirions sincèrement. Il avait simplement profité des circonstances, avec l'aide des Allemands, pour nous jeter hors de Flandre.

Le V. N. V. prit des airs de grand vainqueur. Pourtant, dans l'ombre, se préparait sa perte. Il allait se trouver seul désormais pour affronter sur son terrain certains manoeuvriers de police berlinois, qui ne portaient d'intérêt à la Flandre qu'avec l'arrière-pensée de la farder un jour en province allemande.

Je me gardai de peiner les dirigeants nationalistes flamands par des propos pessimistes. J'ai toujours aimé la Flandre avec telle passion que son épanouissement, même à nos dépens, pouvait me réjouir. Mais je voyais venir la manoeuvre. Le V. N. V. croyait être arrivé à l'unification alors qu'en réalité c'était à l'isolement qu'il était parvenu.

Le V. N. V. avait joué la carte germanique, mais il l'avait jouée dans la confusion, sans prendre assez de précautions. Une alliance politique n'est pas seulement un accouplement, c'est un contrat : vingt mots précis sont généralement plus importants dans une affaire de cet ordre que les belles paroles dont on s'enivre. Il fallait dire nettement, comme je le proclamerais plus tard, quand serait venu pour nous le moment opportun : « Germains, oui, nous sommes Germains de race, comme tous les peuples épandus de la Baltique à la Somme, mais les Allemands ne sont qu'une branche des Germains, il y a d'autres branches, nous sommes, nous, une autre branche. Egalité de tous les Germains, qu'ils soient Allemands, non-Allemands, d'accord ! Collaboration fraternelle des diverses communautés germaniques, d'accord ! mais dans la reconnaissance des droits et de la vie propre de chacune de celles-ci au sein d'une unité supérieure à tous les États actuels. Fédération des Germains. Fédération des Européens. Mais non absorption et digestion des Germains non allemands par une Allemagne retournée à l'impérialisme. »

Je ne m'avancerais, au début de 1943, vers une collaboration politique convaincue qu'après que cette position, débattue au cours de nombreuses conversations préparatoires, aurait été formellement admise par Hitler et par Himmler.

Je me vois encore, le 10 mai de 1941, prenant par les rebords de son veston et mettant en garde le cher Raymond Tollenaere, à un pas des lignes brillantes de hautes tulipes rouges et de myosotis qui bordaient, au seuil des pelouses, la terrasse de ma demeure. Tollenaere était un grand garçon idéaliste, qui allait, l'année même, mourir en héros dans les neiges et les marais du Volchow, sous l'uniforme des volontaires antibolchevistes de la glorieuse Légion *Flandre.* Tollenaere me répéta à diverses reprises : « Mais oui, un Flamand est un Germain, mais pas un Allemand, c'est juste, c'est juste. »

Un Allemand ne pouvait pas demander à des camarades de combat non allemands de renier leur peuple. Le rassemblement, la fédération des Germains devait, se construire sur des bases justes et en harmonie avec le passé de chaque peuple.

Malheureusement, si beaucoup d'Allemands pensaient comme nous, il y en avait d'autres qui, du fond de leurs repaires mystérieux de police, ne rêvaient qu'annexions, malaxages, tripatouillages. Ils étaient bien décidés en 1941 à bousculer le V. N. V. si celui-ci refusait de se faire leur complice.

Moi, je savais bien que le V. N. V. était un mouvement de vrais, de bons, d'honnêtes Flamands, fiers, têtus, rebelles à toute domination. Mais ils n'avaient pas mis suffisamment les points sur les i. En 1941 déjà, on pouvait, à coup sûr, prédire leur prochain désastre.

Cela commença dès l'automne, lors de l'escamotage de la Légion *Flandre,* arrachée à l'influence du V. N. V. quinze jours après sa formation, pour être convertie en une unité complètement allemande, commandée en langue allemande par des officiers allemands (tandis que notre légion, la Légion Wallonie, elle, conserverait toujours jalousement sa langue nationale, son commandement national, ses étendards nationaux).

Puis ce fut, à l'encontre des promesses faites par la *Militar Verwaltung* de Bruxelles, et peut-être même en dépit d’elle, la création en Flandre de mouvements annexionnistes lancés dans les jambes du V. N. V., à coups de millions, par la Gestapo. Manoeuvres dramatiques qui firent, en octobre 1944, du dernier « Leider » du V. N. V., le Dr Élias, Germain convaincu mais Flamand intelligent, tenace et digne, un demi-prisonnier, confiné dans un village westphalien, avec interdiction de quitter la région et d'exercer la moindre activité politique.

Si nous avions fait bloc, dès l'été de 1940, nationalistes flamands et rexistes, fils les uns et les autres des vieux Pays Bas, nous n'eussions probablement pas couru au-devant d'un échec aussi complet.

XXVII

ARRIVISME ET ARGENT

Les étrennes de Lippens. - Dictature-foetus à la Wodon. - Dubusticos s'adapte aux temps nouveaux. - Les soupières refroidies. - Débandade des insatisfaits. - Démarrages vers Londres. - Les escargots à l'ail. - Ganshof van der Meersch, les fonds secret, le bain de sang. - Changement de râtelier de Tschoffen. - Les Londoniens et Léopold III. - Les marrons des secrétaires généraux. - La guerre et l'hyper-capitalisme. - Dictature de l'argent et démocratie. - Pleins pouvoirs à la Haute Finance belge, le 15 mai 1940.

Pendant que nous nous débattions désespérément dans les coulisses de la collaboration, les rescapés des vieux partis, ignorant tout de ce qui se passait, mais désireux de remonter à tout prix sur la scène, se badigeonnaient des pieds à la tête aux couleurs de l'Ordre nouveau.

Les superfascistes à la Lippens n'y allaient pas avec le dos de la cuiller dans leur plan de « modification profonde du régime » :

« Tout d'abord, proclamaient-ils, le régime futur du pays devra être fondé sur l'économie dirigée. Il faudra ensuite que la structure de l'État soit complètement modifiée. Il faudra accorder aux Flamands l'autonomie qu'ils réclament. Tout cela ne sera possible qu'à la condition d'avoir un pouvoir central fort. Et l'on n'en sortira pas sans pouvoirs dictatoriaux ! »

Pas moins !

Le comte Lippens alla remettre en guise d'étrennes à Léopold III les projets mirifiques qu'il avait bien dû, à son grand regret, préparer sans la collaboration de ses chers « MM. Elias et Degrelle ». Dans son salmigondis de réformettes, il insistait à nouveau sur la nécessité de recourir à « certaines formes d'économie dirigée auxquelles nos voisins se sont adaptés ».

Le Comité Lippens, qui comblait le Roi, pour son 1er janvier, de ce ragoût de marxisme et de national-socialisme, se composait de quarante politiciens aux plumages divers. Mais bien d'autres s'amusaient à jongler avec la vaisselle fasciste.

Un comité, dit Wodozzi, fondé par l'ancien chef de Cabinet du Roi (où jouait des coudes l'avocat général près la Cour de cassation, Hayoit de Termicourt, un des bourreaux démocratiques du 10 mai 1940, très soucieux de donner des gages à ses victimes de la veille), y alla lui aussi d'un projet radical de « mise au point de la Constitution belge » :

« La liberté de la presse serait conditionnée par l'observation d'une discipline solide. Le Roi disposerait à la fois des pouvoirs législatif et exécutif. Il légiférerait après avoir consulté le Conseil d'État dont le rapport serait publié. Il serait assisté d'un gouvernement responsable [sic]. Il n'y aurait qu'une seule Chambre, ayant uniquement des pouvoirs d'ordre financier. Il n'y aurait pas de Sénat. La Chambre serait élue sur une base corporative. »

Cette dictature-foetus pour bocal de laboratoire se complétait évidemment par la fameuse formule de gouvernement confidentiel si chère à ces messieurs du Palais : « Dès la fin des hostilités et la conclusion du traité de paix, le pays sera consulté sur le point de savoir s'il consent à charger le Roi du soin de réviser la Constitution. Le Roi, à ce moment, dirigerait momentanément le pays avec deux ou trois personnalités. Il compléterait son gouvernement si les résultats du plébiscite lui étaient favorables. »

Cela annonçait de beaux jours pour les dictateurs en chambre, le baron Frédéricq et le général Van Overstraeten. On fut si ravi du projet au Palais de Laeken que le Roi chargea un des « réformateurs », M. Henri Velge, de cuisiner le même menu à la sauce sociale.

Où qu'on entrât, on tombait sur un comité de politiciens révisionnistes en train d'accoucher de projets à la mode du jour. Il n'y avait pas un vieux ministre qui n'eût son équipe de tripatouilleurs constitutionnels. Comité Albert Edouard Janssen, où caracolait Tschoffen, vieux chipoteur infatigable ! Comité Moyersoen, où le noble comte Carton de Wiart, très raplapla, s'épuisait à reconstituer les formules des pilules mussoliniennes ! Comité du Bus de Warnaffe, le triomphe, le bouquet !

Du Bas, appelé Dubusticos, était le type du sacristain de gouvernement : topos insexués aux fadeurs d'eau de vaisselle, trombine bouffie, inerte, incolore, informe boudin cireux en papier mâché. Il s'était adjoint Giovanni Hoyois, coincé dans un faux col de 1890, d'où débouchait une cravate verte à élastique.

Une femme même, une sénatrice, participait à ce caucus. Avec notre Dabusticos en chewing-gum et l'édifiant Giovanni Hoyois en celluloïd, cette sainte âme pouvait être tranquille. Dubusticos pondit, comme tous les autres, un « avant-projet de modification de notre charte fondamentale », (la pauvre, ses fondements étaient bien mal en point !) où démocratie, partis, Parlement en prenaient pour leur grade :

« Il faut refaire l'édifice en s'adaptant aux temps nouveaux. Après un siècle de fonctionnement, le régime démocratique a abouti à l'impossibilité de gouverner. Il faut en revenir à une accentuation des pouvoirs et de l'autorité de l'Exécutif. Le pouvoir exécutif devra désormais être placé non plus après le Législatif mais avant lui.

« Le Roi est le chef de l'Exécutif.

« Le renforcement du pouvoir exécutif doit procéder surtout d'une réduction notable des attributions de la représentation nationale. »

Les dits représentants ne toucheraient plus qu'un «jeton de présence » et devraient être envoyés au vert huit mois sur douze.

Quant au Sénat, il serait lui aussi jeté par-dessus bord et remplacé par un *Conseil général* échappant complètement au suffrage universel :

« Il comprendrait soixante membres, dont trente et un désignés par les grands intérêts agricoles, commerçants et industriels, dix nommés par le Roi parmi les recteurs d'Université et les membres des Académies [sic] ; neuf à raison d'un par province, et dix cooptés par le Conseil. »

On le voit, le conservatisme le plus rétrograde mijotait, dans ces soupières d'ancien régime, avec des reliefs de rexisme, de fascisme et d'hitlérisme.

Les soupières refroidirent l'une après l'autre, dans l'indifférence générale. Primo, parce que ces soupes n'étaient que des brouets vaseux. Secundo, parce qu'il n'existait vraiment aucun motif pour que le public fît confiance à des gargotiers qui avaient jusqu'ici raté tous leurs plats.

La confusion qui régna durant l'hiver 1940-1941 se chargea de neutraliser peu à peu la ruée de tous ces laissés pour compte.

Le vieux boa constrictor Lippens dut replier ses anneaux et attendre.

Pierre Nothomb-von Papen se contenta d'améliorer ses relations avec les autorités d'occupation de la province de Luxembourg, aux dépens des biches et des sangliers de la belle forêt où avait flotté jadis le gracieux fantôme de la marquise du Pont d'Oye.

Marie-Thérèse Rossel, n'ayant pu mettre son journal à la disposition de la *Propaganda Abteilung,* se consola en voyant s'accumuler à un compte bloqué en sa faveur par les Allemands le million que rapportait chaque mois un *Soir* qui n'était pas volé pour tout le monde.

Le gros Raymond Delhaye du *Bon Marché* connaissait par coeur toutes les lettres de félicitations qu'il avait reçues des portiers et des plantons de la *Militar Verwaltung.* Il continuait, n'ayant pas encore bien compris, à inviter à tour de bras tout ce qui était collaborationniste. Quand une alerte aérienne interrompait ses festins nocturnes, il conduisait précipitamment ses invités à un abri bétonné, blindé comme une cave de banque. Sous une trentaine de jambons et de languiers, suspendus comme les drapeaux des Invalides, on s'asseyait sur des caisses contenant un assortiment inouï de boîtes de conserves. Ces caisses, c'était la grande arme de Delhaye : il en envoyait des montagnes à tous les collaborateurs. Moi-même je reçus de lui en une seule fois une centaine de ces bottes mirifiques.

Jamais il ne réalisa exactement la situation. En 1944 encore, il faisait allégrement vingt kilomètres sous un soleil de plomb pour se rendre chez le sénateur rexiste Léon Brunet, à son exquise gentilhommière de Rhodes-Saint-Genèse. Delhaye fondait, mais il sentait revivre en lui son espoir tenace.

Les autres, qui suaient moins mais qui pensaient plus, avaient compris, au bout de quelques mois, que le train de leurs ambitions politiques avait déraillé. Ils avaient tout fait pour plaire aux Allemands, donné d'éclatants témoignages de leur ralliement à l'Ordre nouveau. Ils n'avaient abouti à rien. Alors, à quoi rimait la collaboration si leur appétit n'y trouvait pas son compte ?

Pierlot et Spaak, leurs maîtres d'avant le 10 mai 1940, avaient eux aussi rêvé, durant l'été fatal, de tirer la charrette collaborationniste dans le brancard nazi, même fouettés par un *Gauleiter.* Hitler n'avait pas voulu les atteler. Ils avaient offert leurs services ailleurs. Les autres en firent autant, peu à peu. La morale politique est une pommade pour les imbéciles. Ils voulaient les places, les honneurs, le rapport. Les Allemands ne les embauchaient pas ? Il ne restait qu'à filer au comptoir d'en face. Pierlot l'avait fait. Spaak l'avait fait. Pourquoi, eux, se gêneraient-ils ?

En partant pour Londres, les « collaborateurs déçus » de Bruxelles ou de Liège pouvaient être certains que Pierlot et Spaak ne leur reprocheraient rien. L'immoralité politique, c'est comme les escargots de Bourgogne. Personne n'empeste l'ail, à condition que tout le monde en mange.

Les plus comiques de ces transfuges furent Ganshof van der Meersch et Tschoffen.

Le premier, malgré les arrestations massives ordonnées par lui et les crimes dont il fut indirectement la cause, était revenu ventre à terre à Bruxelles dès la capitulation française. Les Allemands avaient commencé par l'incarcérer. Mais l'homme était si rampant que la Gestapo passa promptement l'éponge. Après tout, ce n'étaient que des Belges qui, à cause de lui, avaient été tués... Ça ne regardait pas le Reich ! En outre, les policiers, entre eux, sont toujours indulgents. On n'est pas confrère pour rien. Et Ganshof n'avait rien à apprendre des hommes d'Himmler.

Libéré, le « confrère » s'était pendu aux basques d'un des principaux promoteurs de l'Ordre nouveau : Henri de Man, l'Henri de Man qui avait si bruyamment magnifié le triomphe d'Hitler, «la défaite-délivrance » de mai 40, l'Henri de Man qui avait écrit dans son manifeste : « Ne croyez pas qu'il faille résister à l'occupant : acceptez le fait de sa victoire. »

Voici d'ailleurs un spécimen des flatteries incroyables qu'il adressa au leader de la collaboration, le 27 décembre 1940, c'est-à-dire au bout de sept mois d'occupation, sur papier à en-tête de l'Auditorat général :

« Je sais tout ce que je vous dois... J'aurais eu une grande joie à vous voir, pour vous exprimer ce que je ressens, mieux que je ne le puis dans cette lettre laconique. Sachez que je ne perdrai jamais le souvenir de la confiance que vous m'avez faite et veuillez trouver ici, cher monsieur le Ministre, l'expression des sentiments qui seront toujours fidèlement attachés de

GANSHOF. »

Si Ganshof était revenu en Belgique occupée, c'était en avant-garde de Pierlot et Spaak. Il avait connu leurs premières offres au Troisième Reich. Pendant les mois de juillet et d'août il s'était attendu à les voir rentrer à Bruxelles dans les fourgons de Ribbentrop.

Le coup avait raté.

Les fonds secrets, les chers fonds secrets l'attendaient sur l'autre rive de la Manche. Ganshof se trouva fort stupide à Bruxelles, en 1941, loin des merveilleuses possibilités que cela impliquait. Pas de contrôle parlementaire à Londres ! Des centaines de milliers de livres sterling à manipuler...

Il fila, lui aussi, vers le magot pour ne rentrer à Bruxelles, derrière Montgomery, qu'en septembre 1944. Mais il s'agissait pour lui de faire oublier ses exercices de reptation devant le vainqueur, en 1940. Et c'est pourquoi Ganshof se comporta comme le tortionnaire le plus barbare qu'en deux mille ans de son histoire la

Belgique ait connu. En quelques mois il fit traquer plus d'un demi-million de Belges, en fit incarcérer sadiquement quatre-vingt-onze mille.

N'empêche que ce bourreau fut, pendant deux ans, le grand épurateur de la Belgique. Il eut ainsi la possibilité de faire condamner à mort des milliers de personnes avant de s'effondrer dans le stupre.

Tschoffen, comme Ganshof, baigna abondamment, en 1944, et en 1945, ses épaulettes de général d'opérette *(made in London)* dans le sang de ses compatriotes. Il lécha, avec la même ferveur que Ganshof, les bottes de l'Ordre nouveau, suppliant par écrit Léopold III de former un gouvernement sous l'occupation, déclarant avec Lippens, les 20 et 27 août 1940, que « la conception de la démocratie était dépassée » et qu'il fallait « faire appel aux V. N. V. et aux rexistes, à MM. Élias et Degrelle ».

Comme nous n'avions pas replanté dans le terreau national-socialiste cette vieille carotte mangée des limaces, et comme Pierlot et Spaak, pour se faire des supporters, distribuaient à Londres des portefeuilles et des prébendes à tous les arrivants, Tschoffen, après avoir tergiversé durant de nombreux mois, se décida à passer au râtelier anglophile, n'ayant point trouvé de râtelier hitlérophile où loger sa denture de long canasson famélique.

Ce joli monde resta néanmoins très prudent aussi longtemps qu'il y eut doute sur l'issue des événements. Tout en se repliant sur les protecteurs londoniens, chacun veillait à assurer sa rentrée en cas de nouveau retournement de la situation. C'était, notamment, à qui, de Pierlot, de Spaak et des nouveaux venus, flatterait le plus Léopold III, traîné par eux dans la fange un an plus tôt. Pourtant, qu'y avait-il de changé depuis lors ? Rien, sinon que Pierlot et Spaak avaient eu le temps d'apprendre que le Roi nous avait poussés dans la collaboration ! Rien, sinon que les mêmes Londoniens savaient que le Roi désapprouvait formellement leur « mise en flèche » ! Rien, sinon que le Roi s'était rendu à Berchtesgaden, chez Hitler !

Ils avaient « modifié leur attitude », comme écrivait pudiquement Spaak, parce que tous les échos du pays occupé leur répétaient l'affection dont le Souverain était l'objet. « Vous me disiez, susurrait le ministre juif Guttenstein (Gutt) à M. Gattier, dans une lettre envoyée de Londres le 18 février 1941, que le Roi était l'objet d'un culte général ; c'est ce que ma femme m'avait dit en juillet. »

La radio belge de la B. B. C. était, elle-même, devenue super-léopoldienne. Spaak, le 22 février 1941, écrivit, patelin : « Nous sommes intimement convaincus que la reconstruction de la Belgique au lendemain de la guerre sera difficile et que le Roi peut y jouer un rôle prépondérant. » Et il terminait sa lettre en disant que Léopold III était le «symbole de la résistance passive». C'est pourtant le même roi, «symbole de la résistance passive», qui allait être chassé du trône par les Pierlot et les Spaak, après avoir été proclamé dans leurs journaux «le roi des inciviques», lorsqu'ils apprirent en rentrant à Bruxelles, en 1944, que le Souverain ne les accepterait plus comme ministres s'ils ne se rétractaient pas d'abord publiquement.

Je cherche en vain dans quel pays, à quelle époque, les mêmes hommes auraient pu, avec une telle bassesse, flatter et renier alternativement d'autres hommes et se dédire à chaque fois avec un si révoltant cynisme.

Ce ne fut pas seulement le Roi qui vit les Pierlot et les Spaak changer par cinq fois d'attitude à son égard : le 28 mai 1940, pour se coller à Reynaud ; le 26 juin parce que la France était par terre ; au début de juillet pour entrer, malgré Léopold III, dans la voie du collaborationnisme ; en 1941 parce qu'ils avaient compris que le Roi était extrêmement populaire ; en 1945 parce que laisser revenir le Roi, c'eût été perdre leur portefeuille ministériel.

L'affaire des secrétaires généraux et des hauts fonctionnaires fut un autre exemple, aussi répugnant, de reniement et d'opportunisme.

Spaak, ne pouvant à l'automne de 1940 entrer dans un ministère collaborationniste avec Henri de Man et moi-même, avait redouté au plus haut point que les rexistes, les V. N. V. et les demanistes ne s'implantassent dans toutes les administrations.

Certes, il était prêt à lâcher sans émoi les fariboles démocratiques. N'écrivait-il pas à Gattier, le 22 février 1941 : « Nous savons parfaitement qu'un ordre nouveau

devra se constituer en Europe. » Mais, avec ou sans ordre nouveau, conserver les rouages de l'administration, c'était, aux yeux de Spaak, conserver le réseau précieux grâce auquel on retient la clientèle politique.

Les hauts fonctionnaires, créatures dociles, reçurent l'ordre pressant de rester en fonctions. Ceux-là, pas question de les faire embarquer secrètement dans des avions ! Chaque fois, dans leur inquiétude, qu'ils sollicitaient un conseil des « guides moraux » laissés dans le pays par Pierlot et Spaak : « Restez ! » leur répondait-on.

Ils étaient écrasés sous leurs responsabilités. Mal payés, recevant sans cesse des ordres draconiens de la *Militar Verwaltung*, en butte à des difficultés toujours croissantes, ils n'eussent pas demandé mieux que de filer vers Eaton Place où, assis à côté de Pierlot et de Spaak sur les solides milliards en francs-or de l'ancien État belge, ils eussent attendu en paix que le vent tournât !

Ces fonctionnaires, embarqués bien malgré eux dans la collaboration administrative, gagnaient à peine, chaque mois, de quoi s'acheter une semaine de vivres au marché noir. Ils tinrent le coup, modestement et vaillamment, pendant quatre années. Nous, nous ne les aimions pas. Nous eussions voulu les envoyer au diable, parce qu'ils, maintenaient en vie cette monstrueuse machine électorale des partis qui a toujours faussé l'administration belge. Nous rêvions de les remplacer par un réseau vivant, dynamique, de jeunes fonctionnaires animés par notre foi. Nous fûmes en bagarre continuelle avec la *Militar Verwaltung* parce qu'elle préférait conserver ces vieux cadres rompus à l'obéissance et professionnellement passifs. Mais malgré leur passivité ou, plutôt, à cause de leur passivité, nous ne pouvions pas ne pas les admirer sincèrement. Ils maintinrent quasi intacte à la disposition des partis « traditionnels » cette gigantesque pieuvre administrative sans laquelle les politiciens ne sont rien. Le 3 septembre 1944, la pieuvre était toujours en place, forte de ses cent vingt mille tentacules.

Tous ces fonctionnaires, à part de rares recrues nouvelles, avaient été les serviteurs parfaits des vieux partis, leurs maîtres de toujours. Les Spaak, les Pierlot eussent dû les féliciter, les décorer. Ah bien oui ! Il fallait fixer la rancoeur publique. Il fallait lui livrer des boucs émissaires. Ils se trouvaient là à point nommé. Et ce sont ces prête-noms obscurs, pour satisfaire les meutes en délire, qu'en septembre 1944 l'on enfourna dans les prisons. Ils furent tout juste bons, comme Léopold III, à jouer le rôle des inciviques et des traîtres !

La plupart d'entre eux, après avoir été traînés de tribunaux en tribunaux, menottes au poing, furent acquittés, mais des années plus tard, et le discrédit ne les quitta plus.

Où le cynisme des Londoniens atteignit au prodige, ce fut dans l'affaire de la collaboration économique.

Je ne voudrais pas m'attendrir trop complaisamment sur les petits malheurs de ces messieurs de la Haute Finance. A eux seuls, la guerre a profité. Ils ont gagné des milliards et des milliards. Jamais le monde des affaires, en Belgique et ailleurs, n'a accumulé des fortunes comme durant ces cinq années de sang et de larmes. Longtemps leurs usines marchèrent à une formidable cadence, travaillant jour et nuit pour l'occupant, mettant à son service, rien qu'en Belgique, plus d'un million de travailleurs.

Les Allemands n'eurent pas à faire le siège de ces collaborateurs : c'est eux, dès le premier jour, qui assaillirent leurs bureaux, à Bruxelles, à Paris, à La Haye, dans l'Europe entière, se faisant entre eux une concurrence acharnée, recourant, pour emporter les commandes, jusqu'à la délation et à la dénonciation.

Partout en Europe, l'idéal national-socialiste du Troisième Reich fut sacrifié au rapport matériel. Les guerres sont ainsi : elles tuent les meilleurs, elles exaltent, enrichissent, honorent les combinards et les pervers. Pendant que le combattant râle, hoquette dans la neige rosée, ou dans la boue violette, l'aigrefin devient millionnaire, le fourbe qui a misé sur les deux tableaux s'élève, corrompt, empoche, se couvre.

L'Allemagne voulait gagner la guerre. Pour gagner la guerre, il lui fallait des coeurs désintéressés au front et des affairistes sans scrupules à l'arrière.

Dans les pays occupés, que pouvait bien importer au Reich, à l'heure où seul le rendement matériel comptait, que les idées nationales-socialistes progressassent dans les ateliers et les usines, qu'une ère nouvelle de justice sociale s'ouvrît ?

L'Allemagne avait besoin, d'urgence, non de beaux principes, mais de canons, de camions, de fusils, de mitraillettes, de bottes, de textiles. Pour les obtenir, à la cadence désirée, l'appui total du capitalisme était indispensable. Apporter des améliorations sociales à ce moment-là, c'était mécontenter les patrons, les actionnaires, les grands trusts.

Toutes les guerres se retournent contre les travailleurs, car elles ne se gagnent qu'à force de concessions faites aux magnats de l'industrie, au mépris des droits de la classe ouvrière.

De part et d'autre de la barricade, l'on ferme les yeux sur les abus sociaux. Force est à l'ouvrier de plier s'il ne veut pas aller faire de la gymnastique dans les barbelés et les champs de mines du front. Les patrons sortent des guerres omnipotents, ayant décuplé et modernisé leur outillage, après avoir empoché des sommes immenses, payées au comptant.

Les capitalistes belges ont terminé la deuxième tuerie mondiale aussi flambards que leurs collègues français, anglais, norvégiens, américains. La guerre fut pour eux tous une très bonne affaire.

Ne pleurons donc pas trop sur leurs déboires en septembre 1944. Mais regardons tout de même.

La Grosse Finance n'est pas née d'hier. En Belgique elle tenait en main depuis vingt ans, exactement depuis la fin de la Première guerre mondiale (point de départ de la culbute de l'Europe), toutes les ficelles de la vie politique, la contrôlant totalement du dehors, la contrôlant même du dedans chaque fois que le jeu se resserrait.

Un Francqui avait été son homme au pouvoir.

Un van Zeeland avait été son homme au pouvoir.

En 1940, le ministre des Finances, le Juif Guttenstein (Gutt), ancien spahi français, était le dernier en date de ses mandataires.

Les magnats de la *Banque Nationale,* de la *Société Générale,* de l'industrie lourde, des trusts de l'électricité, du charbon, du ciment, ne s'étaient pas, on l'imagine, lancés dans la collaboration sans avoir, à l'avance, fait avaliser et endosser politiquement leurs gigantesques opérations.

En démocratie, l'État c'est l'Argent. Les ministres passent, l'argent reste. Un gouverneur de la *Banque Nationale* est un homme beaucoup plus important qu'un Premier ministre et, d'ailleurs, huit fois mieux payé que lui. Les ministres sont les commis des forces d'Argent.

Elles laissent les politiciens, les partis, s'amuser, s'ébrouer, se colleter dans les enceintes parlementaires, cirques pour grandes personnes. Cela, c'est le divertissement démocratique, à l'usage des millions de nicodèmes qui votent et se croient quelque chose. Mais les ministères, eux, sont les fiefs dont le politicien obtient, conserve ou perd la direction selon les ukases des quinze ou vingt caïmans de Finance (parfois moins) qui décident souverainement de tout dans les coulisses.

C'est la raison pour laquelle il n'y a pas lieu de se montrer surpris qu'à la veille de l'évacuation, le 15 mai 1940, les ministres Spaak et Gutt aient remis leurs pouvoirs, secrètement, à un « petit groupe d'hommes auquel le Gouvernement pourrait faire confiance pour servir en quelque sorte de guide moral en pays occupé ».

Ces « guides » avaient été choisis, bien entendu, parmi les grands requins des mers d'Argent : Galopin, le gouverneur de la *Banque Nationale,* successeur de l'escroc juif Franck et pratiquement maître des trois quarts des usines belges ; Max-Léo Gérard, revenant des bagarres de la politico-finance ; Colin, le manieur tout-puissant de la *Kredielbank,* qui servit de paravent au sinistre *Boerenbond* du Juif Philips, pillard impuni de cent mille petits épargnants de Flandre ; le baron Vaxelaire, le représentant du consortium enjuivé des Grands Magasins, étrangleurs du petit commerce ; Bekaert, le roi du fil de fer barbelé, plus que jamais à la fête ; et Tschoffen, enfin, célèbre par le krach de la Banque Chaudoir et d'autres culbutes congolaises, moins réfrigérantes, parait-il.

Tschoffen, «guide moral», père capucin du pays occupé, c'était vraiment très drôle !

Le fait que le Gouvernement, représenté par M. Spaak et le Juif Gutt, ait naturellement remis, le 15 mai 1940, la direction secrète du pays à ces magnats est un incroyable aveu de la soumission des régimes démocratiques à la Haute Finance, aveu que Spaak et Gutt, redoutant le chantage communiste, essayèrent de camoufler le plus longtemps possible, même après la « Libération ».

Lorsqu'il leur fallut, acculés au mur, admettre le fait, ils tentèrent par tous les moyens d'en atténuer la portée jusqu’au jour où des documents formidables, dits « documents de Lisbonne », braquèrent une lumière aveuglante sur ces collusions.

XXVIII

SPAAK ET GUTT, FOURNISSEURS D'HITLER

Les « documents de Lisbonne ». - Accord écrit de Gutt et de Spaak, approuvant, en 1941, la fourniture massive de matériel de guerre au Troisième Reich. - Soixante-quatre milliards de crédit. - Trahison des forces d'Argent de Belgique. - Hypocrisie des poursuites judiciaires contre 82000 « collaborateurs économiques ». - L'assassinat de Galopin. - La peur des affairistes qui « savent ». - Les dossiers disparus. - Justice et pots-de-vin. - Sabotage du travail national en 1941.

Les « documents de Lisbonne » auxquels Pierlot et Spaak s'étaient toujours, pendant la guerre, soigneusement gardés de faire allusion n'eussent jamais dû, normalement, voir le jour. Leur destinataire, Félicien Cattier, est mort à Funchal, dans l'île de Madère, le 4 février 1946.

Sans doute les deux ministres pensèrent-ils que Cattier avait détruit ces lettres depuis longtemps. Spaak laissa s'écouler plusieurs mois après les funérailles. Quand il fut bien certain que rien ne sortirait, il lança, du haut de la tribune de la Chambre, le 11 juin 1946, un démenti formel à ceux qui chuchotaient que le gouvernement de Londres avait été en rapport, après le 15 mai 1940, avec le groupe occulte des Galopin et consorts.

Spaak nia, de la façon la plus catégorique, de pareils contacts : « Jamais, pendant la guerre, le comité Galopin ne s'est adressé au Gouvernement », s'écria-t-il.

Bien sûr, Spaak est Spaak, et chacun connaît son opportunisme politique. On le sait prudent. Et il faisait une déclaration solennelle devant le Parlement réuni.

Tout alla bien jusqu'au jour - le 15 décembre 1946 - où éclata le scandale. Une indiscrétion avait permis à un journal, à l'insu de la famille Cattier, d'entrer en possession des originaux de plusieurs des lettres Gutt-Spaak, « oubliées » dans un dossier du mort.

Depuis la publication de ces lettres-là, il n'est plus possible de nier. La collaboration économique et l'aide de guerre fournie aux Allemands par les grands trusts belges furent bel et bien réalisées avec l'accord, l'approbation, l'encouragement formel du gouvernement Pierlot-Spaak, envoyés par écrit de Londres - oui, de Londres ! - en 1941, dix longs mois après l'occupation de la Belgique.

Ces lettres établissent que l'affairiste Hannecart (le lécheur de Pierre Dave) avait, dès l'automne 1940, expédié un rapport à Gutt ; que Galopin en fit autant ; que le Gouvernement leur répondit.

Ces lettres de Guttenstein et de Spaak sont interminables, comiques souvent, quand elles veulent expliquer l'inexplicable, cyniques quand elles ridiculisent la « démocratie » et encouragent à la collaboration de guerre avec les Allemands.

Cattier était l'envoyé du groupe Galopin : c'est reconnu en toutes lettres par Gutt qui écrivit en ces termes à Cattier, alors à Lisbonne :

« Je n'ai pas encore reçu vos documents et les attends naturellement avec impatience. Avant même de voir le rapport Galopin, je vais vous dire la position que j'ai prise. »

Cette lettre *personnelle et confidentielle* de Gutt, datée du 22 février 1941, est un chef-d'oeuvre. Le ministre israélite explique d'abord au banquier Cattier comment les parlementaires belges réfugiés à Londres, qui ne comprennent pas la nécessité de vendre aux Allemands, sont les plus remarquables des imbéciles. Voici textuellernent, brossé par Gutt, le récit de son entretien avec les députés et sénateurs belges en exil :

« Nous avons eu, il y a quelque temps, une réunion avec les parlementaires dont certains, avec leur manie de prendre pour base de raisonnement le contre-pied du bon sens et des réalités, se déclaraient très émus à l'idée des « négociations économiques de Berlin ». Ceci parce que l'occupant les fait rentrer sous l'étiquette

participation à l'Ordre nouveau. Ce sont les mêmes qui se sont opposés au Secours d'hiver, notamment parce que Secours d'hiver est la traduction de *Winterhilfe. »*

Et Guttenstein explique comment il a mouché ces pauvres crétins :

« Je leur ai dit très nettement que quand on avait faim, il fallait manger ! que pour manger, il fallait acheter de la nourriture ! que quand on n'en avait pas assez à l'intérieur, il fallait l'acheter à l'extérieur ! que pour l'acheter il fallait des devises ! que pour avoir des devises, il fallait vendre à l'extérieur.

« Ne croyez pas que j'exagère le côté élémentaire du raisonnement ; il a fallu que je le tienne, que je le développe de la sorte pour convaincre mes auditeurs ou tout au moins la plupart d'entre eux, et ils ouvraient de grands yeux à la fin de ma démonstration comme s'ils n'avaient jamais pensé à cela. *Je ne suppose pas que cela vous étonnera outre mesure !* »

Après ce splendide brevet de stupidité décoché aux élus du suffrage universel, Gutt concluait en disant (c'est lui qui souligne) : *« Vous devez vendre. »*

Vendre même du matériel de guerre aux Allemands ? Oui, même du matériel de guerre. *Pour la plus grande part,* du matériel de guerre ! Voici, sans y changer un iota, la fin de la lettre du ministre des Finances au banquier Cattier :

« Je sais très bien qu'aujourd'hui presque tout le matériel est du matériel de guerre ou en connexion avec la guerre et que c'est l'acheteur qui choisit, non le vendeur. C'est vous dire que je comprends (et quand je dis « je » cela représente également mes collègues qui sont d'accord avec moi *sur tous les points*) parfaitement votre position et que notre seul désir, comme je vous l'ai écrit, serait de l'alléger. »

« Sur tous les points » a été souligné par Gutt, non par moi.

Afin que l'affirmation de l'adhésion totale du Gouvernement à cette politique de livraison de « matériel de guerre » aux Allemands fût avalisée en bonne et due forme, Spaak écrivant, lui aussi, à Cattier, commença ainsi sa lettre du 22 février 1941 : « Cher monsieur Cattier, Gutt vous a écrit une longue lettre dont j'ai eu connaissance. »

Donc pas moyen de dire que Gutt exagère. Spaak reconnaît avoir lu et approuvé la lettre où il était mis en cause avec tous ses collègues. Le gouvernement Pierlot était « d'accord en tous points » pour que les magnats de l'industrie belge vendissent aux Allemands ce que ceux-ci désiraient (« c'est l'acheteur qui choisit »), même si « presque tout le matériel était du matériel de guerre ou en connexion avec la guerre » !

Ainsi, officiellement, le jeu pratiqué par les ploutocrates sur les deux tableaux fut admis par Pierlot.

Le Juif Gutt, homme des banques, donna par écrit, au nom de tous ses collègues du Gouvernement, l'autorisation d'insérer la production des usines belges dans l'effort de guerre nazi.

Pierlot., Spaak et consorts donnant leur consentement, comment la collaboration économique belge n'eût-elle pas atteint promptement des hauteurs astronomiques ?

Quelle attention les autorités allemandes d'occupation eussent-elles encore prêté à nos revendications patriotiques, quand tout ce qui comptait dans le monde des affaires, des usines, des banques, collaborait sans autre souci que celui de s'emplir les poches ?

Entre mes réserves, mon opposition quand l'intérêt du pays le demandait, mes évocations d'un passé glorieux, mes appels constants à l'esprit de grandeur, entre notre collaboration fière et conditionnelle et l'appui illimité des grands manieurs d'argent, les Allemands eussent été bien naïfs d'hésiter.

De mon côté, ils savaient que le jeu serait serré, que je ne me donnerais à la collaboration européenne que dans la mesure où la Belgique y serait admise sur pied d'égalité.

De l'autre côté, l'on ne demandait rien, sinon de l'argent qui ne coûtait aux Allemands que des inscriptions de plus au registre du clearing. Si encore le produit de ce trafic eût servi à nourrir la Belgique ! Mais l'excuse ne valait même pas. Les fournitures étaient portées en compte. Le débit allemand, à la suite de ces livraisons, s'éleva de plus en plus et atteignit la somme folle de soixante-quatre milliards, le

premier septembre 1944. Soixante-quatre milliards de matériel donnés sans contrepartie réelle au Troisième Reich !

Si ces grands capitalistes avaient eu le sens national, s'ils avaient fait bloc avec nous pour demander une politique allemande qui fût claire à l'Ouest, une juste répartition de l'influence des Flamands et des Wallons, des assurances concernant l'avenir de notre pays, s'ils avaient appuyé nos revendications du poids de leur potentiel économique, il est fort probable que des précisions eussent été obtenues, qu'on eût mis fin au gâchis de l'État et aux manoeuvres de clans.

Mais le grand capitalisme est fondamentalement apatride. Ses trésors, il les a dans ses coffres. Ses sujets, il les a dans ses bureaux et ses ateliers. Ses alliances, il les a chez ses fournisseurs et ses acheteurs.

Il s'adapta en Belgique avec une facilité prodigieuse au fait allemand. Nous autres, nous discutâmes pied à pied jusqu'au dernier jour. Les magnats, eux, emboîtèrent leurs trusts dans le plan hitlérien dès les premières semaines. Ils fabriquèrent tout ce que le Reich voulut. Ils investirent des centaines de millions de francs dans des agrandissements géants afin de pouvoir fabriquer en masse des produits essentiels qui manquaient à l'économie allemande. Dès 1941, le grand capitalisme belge n'était déjà plus qu'une section du grand capitalisme d'outre-Rhin. L'ampleur de la collaboration fournie par l'économie belge remplissait de stupéfaction le maréchal Goering : « La meilleure d'Europe », répétait-il.

Un Galopin fit autant pour l'Allemagne au combat que les plus puissants magnats de la Ruhr. La Belgique fut, avec la Bohème, un des tout grands chantiers de guerre du Troisième Reich, avec cette différence, c'est qu'en Bohème, Hitler dut mettre un Allemand à la tête de Skoda, tandis qu'en Belgique Galopin s'acquittait de son rôle à l'entière satisfaction de ses « clients ».

Galopin (*Banque Nationale*), Cattier (*Société Générale*), Colin, (*Kredielbank*) contrôlaient quasiment toute l'industrie belge. Le trust des ciments de Hannecart, par exemple, trust si important pour les travaux de guerre de l'Allemagne à l'Ouest, était, pour plus de quatre-vingt-quinze pour cent, aux mains des grandes banques. Le comité Galopin tenait tout en main. Avec la plus grande facilité, il fit descendre par sa filière les consignes de Gutt et de Spaak.

Certes, des copies des documents signés par les ministres londoniens n'étaient pas remises aux sous-fifres. Mais l'esprit de ces autorisations était communiqué exactement. Chaque industriel se savait couvert.

Avant la guerre déjà, le rôle de Gutt au sein du Gouvernement était connu du public. Les contacts des trusts bruxellois avec le gouvernement belge de Londres étaient un secret de polichinelle.

Il y eut bien d'autres messages que ceux qui furent envoyés à Cattier en 1941. Hannecart, s'il eût voulu, en 1945, eût pu publier des textes formidables. Galopin, lui aussi, possédait des documents de tout premier ordre, plus précis encore que ceux de Cattier. Mais bien malin qui dira où le dossier Galopin a disparu.

Cette disparition des dossiers de la collaboration eut quelque chose d'hallucinant. Pièces essentielles du dossier royal (notamment celles qui me concernent) ? Éclipsées ! Dossier du gouvernement de Londres ? Enterré ! Dossier Henri de Man-Spaak ? Étouffé, à part des broutilles ! Dossier Galopin ? Introuvable depuis l'assassinat de son détenteur ! Dossier Cattier ? Caché, demeuré inconnu longtemps après la mort de son propriétaire, révélé partiellement du fait d'un hasard quasi miraculeux...

Ainsi la répression policière et judiciaire déchaînée contre les forces économiques belges après 1944 fut-elle aussi scandaleuse que l'avaient été les encouragements officiels de Spaak et Gutt en 1941.

Qu'on pense tout ce qu'on veut de ces industriels et de ces banquiers, qu'on proclame qu'ils ont contribué à prolonger la guerre, qu'ils ont empoché des milliards rougis de sang, qu'ils avaient, sans aucune garantie, lié complètement notre économie à celle du Reich, d'accord, cent fois d'accord ! Nous sommes les premiers à nous scandaliser, nous qui fûmes politiquement torpillés par leurs manoeuvres sans vergogne, nous qui vîmes nos compagnons d'armes mourir gratuitement par milliers, au front de l'Est, afin de rendre du prestige à leur patrie, alors que les autres, les gros, gagnaient à saboter ce prestige des milliards de marks !

Mais le Gouvernement, lui, de quel droit s'indignait-il en septembre 1944 ? Ce qui fut fait le fut parce que Pierlot, Spaak, Gutt l'avaient officiellement admis et *recommandé.* Il fallut vraiment le cynisme inouï d'un Spaak et d'un Gutt pour envoyer, à la « Libération », les argousins démocratiques traquer plus de quatre-vingt mille industriels, puisque ces mêmes ministres avaient approuvé « en tous points » la collaboration économique avec l'Allemagne.

Mais le Spaak de 1944, pour rester au pouvoir, devait absolument abandonner des proies aux meutes communistes, en qui il voyait alors ses futurs alliés. La publication, en 1946, des documents Cattier de 1941 - sans parler des offres, alors inconnues, faites par Pierlot et Spaak aux Allemands en juin et en juillet 1940, ni de leur approbation écrite de mes négociations et de celles de Pierre Daye avec Otto Abetz - eût instantanément culbuté le trio Pierlot - Spaak - Gutt.

Pour écarter l'orage de leurs têtes, les ministres laissèrent donc, sans souffler mot, engager des poursuites infamantes contre des dizaines de milliers d'hommes d'affaires qui s'en étaient tenus exactement aux instructions qu'ils leur avaient fait parvenir de Londres. Le nombre de ces « collaborateurs économiques » traqués par la police et la justice de Pierlot et de Spaak, à la charge desquels on constitua un dossier judiciaire, s'éleva en quelques mois à plus de quatre-vingt-deux mille ! Tout ce que la Belgique comptait en fait d'hommes d'affaires importants fut jeté dans le bain.

Les témoins gênants avaient disparu. Épouvanté, sans oser dire un mot, Cattier s'était enfui à Funchal, afin d'éviter le pire. Galopin, lui, avait eu la merveilleuse idée de mourir peu avant le retour triomphal de Guitt et de Spaak.

Comment Gutt et Spaak eussent-ils pu nier leur appui si Galopin avait été présent à leur retour ? Mais il n'était plus là.

Dans le monde de la Haute Finance, on meurt vite, dès qu'on devient encombrant. Les cadavres des Stavisky, des Barmat., des Franck nous l'avaient tragiquement enseigné dès avant la guerre. Qui tua Galopin ? J'essayai, à mon congé de Tcherkassy, d'y voir clair, mais en vain.

En ce qui concerne les Allemands ils étaient de grands amis de Galopin, ils l'appréciaient beaucoup, le portaient aux nues. C'était normal. Nul ne leur avait rendu, en Belgique, des services matériels aussi éminents que les siens. La *Militar Verwallung* fit pour lui ce qu'elle n'avait fait depuis 1940 que pour un seul homme, Borms : elle donna l'ordre à tous les journaux de publier un éloge dithyrambique, rédigé par la *Propaganda Ableilung,* dans lequel Galopin était représenté comme le martyr N° 1 de la collaboration économique.

A qui sa mort servait elle ? C'est la question qu'il faut se poser.

Aux Allemands ? Certainement pas.

A nous ? Nous n'avions rien à voir avec cet individu.

Aux ministres londoniens ?

C'est beaucoup plus vraisemblable.

Galopin les tenait et il ne se fût pas laissé envoyer à Saint-Gilles par eux sans se défendre. Il cessa de les tenir à l'instant précis où il piqua du nez sous la décharge.

Les exécuteurs présumés de Galopin furent découverts en 1945 et bruyamment présentés comme membres d'un groupe flamand extrémiste. Vu les conditions dans lesquelles la « justice » s'exerçait alors en Belgique, il fut impossible de savoir s'il s'était agi d'agents provocateurs ou d'agents doubles. En tous cas, l'élimination de Galopin arrangea fameusement bien les choses, le fit taire d'abord - point essentiel - et ensuite terrorisa totalement tous ceux qui eussent pu « découvrir » les hommes politiques de Londres.

Personne, après cette rafale-là, ne s'est risqué à sortir le dossier Galopin - qui existe pourtant ! - ne voulant pas collectionner dans ses boyaux une deuxième série de jolies petites balles de mitraillette.

Cattier ne se risqua pas davantage à sortir ses petits papiers, pourtant si éloquents, si significatifs. Même dix mois après sa mort, lorsqu'on en publia quelques-uns, la famille Cattier s'empressa d'envoyer une lettre très emberlificotée à la presse pour affirmer qu'elle n'était pour rien dans cette indiscrétion.

Les héritiers eux-mêmes tremblaient.

Les quatre-vingt-deux mille « collaborateurs économiques » livrés aux fureurs de la répression par les super-Ponce Pilate Pierlot, Spaak et Gutt, n'eurent plus, pour sortir du pétrin, qu'à recourir à toutes les formes de la corruption démocratique.

Quatre-vingt-seize pour cent de ces persécutés parvinrent, à coups de millions, à reconquérir leur liberté.

Nos malheureux camarades du front, eux, ne disposaient pas de comptes secrets, de barres d'or, de sacs de brillants, soigneusement mis de côté avant la dégringolade. Ils furent condamnés à mort ou à des dizaines d'années de bagne.

Les autres - qui le leur reprocherait ? - trahis si lâchement par leurs conseillers Gutt et Spaak, distribuèrent tous les pourboires qu'il fallut. J'en connais un qui, très mal en point, ayant accepté de cracher trois millions, fut quitte aussitôt de tout ennui. Il se remit, comme si de rien n'était, à la tête de son usine. En bon Belge débrouillard, il récupéra ses trois millions sur des fournitures de guerre aux Américains !

Mais, généralement, cent à cent cinquante mille francs suffisaient pour qu'un dossier devint blanc ou disparût pour toujours. Soixante-dix-neuf mille « collaborateurs économiques » se dépannèrent ainsi, tant bien que mal, à force de pots-de-vin.

Les trois mille autres, qui furent traînés jusqu'au bout des complications judiciaires, furent ceux qui n'avaient pas pu « casquer », ou qui étaient traqués par des concurrents, ou qui portaient un nom particulièrement voyant, épinglé par la presse communiste.

Quant aux soixante-dix-neuf mille privilégiés, on ne fera croire à personne que leurs dossiers aient été scrupuleusement examinés. Matériellement, c'était impossible. Mille, deux mille substituts eussent été nécessaires, rien que pour ce travail.

Seule, la plus formidable corruption qu'ait connue l'histoire judiciaire de la Belgique permit cette gigantesque liquidation, tandis que trois mille pelés payaient pour tout le monde le fait d'avoir suivi les conseils de Spaak et de Gutt.

Devant cette frénésie de collaboration suscitée par les gangsters du capitalisme, avec l'appui des ministres « belges » de Londres, nous qui parlions des droits de notre peuple à conserver sa personnalité devenions absolument grotesques aux yeux des Allemands.

Qu'étions-nous, à côté des milliards représentés par la *Banque Nationale,* par la *Société Générale,* machines d'argent et de production d'une importance décisive, sources inépuisables de matériel de guerre, instruments de nouvelles victoires d'Hitler ?

La désagrégation politique ne pouvait évidemment que se précipiter dans un pays trahi de la sorte par des magnats aux pattes dorées - et ensanglantées - formellement approuvés, « en tous points », par Pierlot, par Gutt et par Spaak, les trois héros intouchables de la « Résistance » libératrice !

XXIX

LES JOURS NOIRS DE LA COLLABORATION

Capitalistes allemands et belges. - Falkenhausen, général de 1914. - Sourdes menées. - Lassitude et amertume en 1941. - Difficultés *à Rex-Liége.* - L'imbroglio des *Dienstellen.* - Mafias policières et agents provocateurs. - Lutte sournoise contre notre Jeunesse. - Création folle de *l'Agra.* - Dégoût total. - Brelan de victoires du Reich au printemps de 1941. - La collaboration plus nécessaire que jamais. - Ruée à l'aveugle des Belges vers les Allemands. – 403.548 engagements volontaires de travailleurs. - Comment éviter l'abîme ? - Offre au Führer. - Impasse. - Le miracle du 22 juin 1941.

J

Les autorités allemandes d'occupation agissaient au mieux des intérêts immédiats de leur pays en préférant, provisoirement du moins, la collaboration, essentielle à la conduite de la guerre, des grandes forces économiques belges à la collaboration d'idéalistes politiques qui réclamaient l'instauration d'une justice sociale peu conciliable avec la rapacité des trusts financiers et industriels.

Il fallait choisir : ou une transformation rapide des bases de l'État, entraînant des crises de mauvaise humeur dans les milieux d'argent ; ou le statu quo momentané, la stagnation sociale, afin de s'assurer l'appui de ceux qui tenaient les banques, les usines, les machines et régentaient le travail de millions d'ouvriers et d'employés.

Le choix se fit - c'était à prévoir - dans le sens conservateur. Pour le monde des affaires, ce fut vraiment l'âge d'or. Le pouvoir politique, mis en veilleuse, avait cessé, en fait, de contrôler quoi que ce soit ;; pas le moindre risque n'existait d'interpellations au Parlement à propos d'abus ! es grèves étaient interdites ! les syndicats ne gênaient plus personne ; le fisc lui-même était stoppé sans cesse par les mots magiques « production de guerre ». Mais, jour et nuit, les trains de matériel partaient vers les dépôts du Reich. De quoi ce dernier se fût-il plaint ?

Il faut ajouter que ce choix correspondait exactement aux goûts personnels et aux préjugés de caste du général von Falkenhausen. Le milieu des grands seigneurs d'argent était le milieu qu'il affectionnait ; ses amis, en Allemagne, appartenaient au clan capitaliste mis en échec par Hitler ; ils rêvaient avec aigreur d'un renversement du socialisme instauré dans leur pays depuis 1933. Falkenhausen était personnellement lié à plusieurs des animateurs du complot du 20 juillet 1944 contre Hitler, dont le but était de donner le pouvoir à des militaires, associés aux représentants des anciennes classes possédantes.

Dès les premiers mois de l'occupation, Falkenhausen exploita à fond les consignes misant à la surproduction industrielle. Cette politique de strict conservatisme social, au bénéfice exclusif du monde capitaliste, le seul à ses yeux qui comptât, faisait partie de sa façon de penser, de concevoir les hiérarchies sociales.

L'appui qu'il donna ouvertement aux Flamands relevait, lui aussi, des vieilles conceptions de l'Allemagne conservatrice et impérialiste.

Quand Falkenhausen favorisait la nomination, à un poste-clef, d'un des candidats du V. N. V., il y mettait d'autant plus d'enthousiasme qu'il s'agissait d'un homme de son milieu social. Un Heymans, proposé par les nationalistes flamands comme président du Secours d'hiver, lut préféré au candidat de Rex, excellent Flamand lui aussi, uniquement parce qu'il était un grand brasseur d'affaires. Homme affable et sympathique, d'ailleurs, Heymans fit tout ce qu'il put pour se concilier notre amitié.

Le général von Falkenhausen soutint politiquement les gens du V. N. V. non point parce qu'ils étaient nationaux-socialistes, mais seulement parce qu'il voyait en eux les héritiers directs des activistes contemporains de Borms.

Leur suprématie à l'Ouest, c'était, croyait-il, une possibilité d'étendre le rayonnement allemand jusqu'à la mer du Nord et à la Manche, et d'intégrer notre potentiel commercial et industriel dans le complexe de l'économie du Reich. Il jaugeait avec les yeux d'un Allemand de 1914, cherchant des extensions, des débouchés, des marchés : Anvers, le premier des ports germaniques, Gand, formidable bastion industriel, le Limbourg et son bassin charbonnier tout neuf eussent prolongé merveilleusement le réseau fabuleux monté par les magnats westphalo-rhénans qui avaient forgé l'armature du régime de Guillaume II, tous impatients de mettre un terme aux grandioses réformes sociales imposées par le régime hitlérien.

Falkenhausen avait, en somme, mais avec plus d'intelligence et de souplesse, repris le plan de son prédécesseur de la Première guerre mondiale, le Gouverneur général von Bissing, plan conservateur inspiré par le matérialisme économique et l'impérialisme bourgeois. Le V. N. V. lui paraissait un instrument politique utilisable à cette fin.

En Wallonie, seuls la métallurgie de Liège et les charbonnages du Hainaut avaient retenu son attention.

Cet homme étrange, maniaque, à l'esprit voltairien, du fait de ses conceptions politiques et sociales, retardait de trente ans au moins. Rien, en somme, ne le différenciait d'un Thyssen. Lorsque les bombardiers anglo-américains se mirent à pilonner les usines des grands consortiums allemands, il trouva nettement souhaitable qu'on mit fin aux hostilités. Sans doute pensait-il comme tant d'autres, à quelque pays qu'ils appartinssent, que la vraie patrie c'est le capital.

Contrairement à ce que l'on pût, croire, le pouvoir du général von Falkenhausen n'était pas sans limite. De Berlin même, il était contré sans arrêt par des organisations policières, qui travaillaient dans l'ombre, dont la toute puissance se fit sentir peu à peu.

Mes relations avec les autorités d'occupation restaient distantes, et la politique antisociale de Falkenhausen ne m'engageait guère à les améliorer.

Durant le printemps de 1941, je m'étais borné à faire quelques visites à nos sections, simplement pour maintenir le contact. Ne voyant pas suffisamment clair dans l'avenir, j'avais réduit de plus en plus mon activité politique. Ma femme me suppliait de tout abandonner. Jamais je ne m'étais senti aussi proche des miens, si heureux parmi mes enfants. Je ne les quittais presque plus, et c'est tout juste si j'allais chaque jour passer une demi-heure à la centrale de Rex ou au journal.

Plus les victoires du Reich prenaient de l'ampleur, en Yougoslavie, en Grèce, plus je sentais notre débilité. Une masse énorme, le Reich de 1941, se déployait du pôle Nord à l'île de Crète ; elle se dressait à notre flanc, mystérieuse, fabuleuse, indéchiffrable. Nous n'en recevions qu'une ombre qui nous glaçait. La vanité de nos efforts me remplissait d'une profonde mélancolie.

Comme si la trahison des forces d'argent et la cassure du pays en deux zones d'action ne suffisaient pas, des symptômes de plus en plus graves de désagrégation se manifestèrent dans le pays et même au sein du mouvement rexiste. Je crus d'abord qu'il s'agissait d'ambitions exacerbées par mes lenteurs ou trop tendues vers des réalisations immédiates. Je ne me laissai pas impressionner. Je voulais une solution d'ensemble, honnête, honorable, engageant Hitler et le Reich - ou rien.

Mais il y avait chez nous, comme partout ailleurs, des exaltés, des arrivistes. Certains rexistes s'abouchèrent, en province, avec des Allemands de seconde zone, entretenant avec eux, sans mon consentement, d'obscures parlotes, dans l'espoir d'obtenir des mandats locaux. Je fus même sommé de m'engager dans une politique de succès partiels : « Seule, m'affirmait-on, la conquête visible de quelques postes officiels assurera le prestige de Rex dans l'opinion. »

D'un pareil prestige, je ne voulais à aucun prix. Ainsi je fus amené à décapiter *Rex-Liége* et à expulser son principal dirigeant. Collé à la Gestapo du boulevard de la Sauvenière, il se voyait déjà, grâce à elle, installé comme maïeur de la Cité ardente. Certains services allemands repêchèrent par la suite cet ambitieux, l'utilisèrent à de vagues besognes de censure et de police.

Je m'y retrouvais assez mal en ce temps-là dans toutes les complications de la hiérarchie allemande.

Un de mes lieutenants avait acheté un bouquin épais comme un dictionnaire comportant le tableau des organisations du Reich. Des centaines d'uniformes y étaient représentés. Vingt fois j'essayai de comprendre quelque chose à ce prodigieux brouillamini. Vingt fois je dus renoncer à la lutte. Au bout de quatre ans, je parvins à distinguer trente ou quarante grandes catégories de « Dienstellen » rivales. Mais en 1941 j'étais en pleine brousse.

Je me noyais dans tous ces grades, réels ou fictifs, ces uniformes passant de la couleur caca d'oie au gris vert, au bleu gris, au bleu vert, au noir, au rose bonbon, ces épaulettes étroites ou larges, plates ou tressées, sur une épaule ou sur deux épaules, ces lisérés de toutes les couleurs, vert pâle, blanc, rouge, jaune canari. Ces « Dienstellen » innombrables comportaient elles-mêmes un écheveau prodigieusement emmêlé de subdivisions et de bureaux de liaison.

Rien que pour la question de la presse, par exemple, il y avait à Bruxelles un service dirigé par le ministre Achman, dépendant directement de la présidence de la *Militar Verwaltung* ; mais il y avait aussi la *Propaganda Abteilung* ; puis les bureaux de presse de l'ambassade du Reich ; puis le département ténébreux de super-propagande accolé au S. D. Ministère de la Propagande, ministère de la Guerre, ministère des Affaires étrangères, délégués d'Himmler se couraient dans les jambes, jaloux de leurs prérogatives, férus de leurs droits.

La discussion du moindre problème entraînait la convocation d'un véritable concile oecuménique de représentants de chaque « Stelle » ou de chaque « Abteilung ». Au printemps de 1941, je n'imaginais pas que des bureaux allemands pussent mener leur jeu à l'insu d'autres bureaux allemands, nu même en opposition avec ceux-ci.

Je crus d'abord à la duplicité de la *Militar Verwaltung*. Force me fut, au bout de quelques, mois, d'admettre que, malgré la loyauté d'un général Reeder, de petites patrouilles policières, dirigées de Berlin, arrivaient à s'insinuer partout en Belgique, disposant de fonds considérables pour leur travail souterrain. Elles s'ingéniaient à dresser, en face des groupements collaborationnistes pratiquement reconnus, des organisations rivales, fabriquées de toutes pièces, qu'elles manoeuvraient à leur gré et destinées à servir de moyens de pression. Recrutées parmi des ambitieux sans scrupules, des aigris et des vendus, leur rôle était de s'adonner à la surenchère, de franchir d'un bond les Rubicons devant lesquels les autres hésitaient. Un tel chantage fut pratiqué dans tous les pays occupés, et c'est ce qui rendit la collaboration sincère si malaisée.

Le V. N. V. succomba au bout de trois années de telles provocations. Rex n'y résista que parce que j'avais, à temps, fait glisser l'essentiel de notre effort vers la lutte au front de l'Est. A force de souffrances et de sang, nous pûmes faire place nette, forcer le respect du Reich et obtenir d'Hitler la promesse de faire revivre notre pays.

Les comploteurs policiers de 1941 allaient s'acharner tout spécialement contre la plus belle de nos organisations, celle de la Jeunesse rexiste. Un étudiant de l'Université de Bruxelles, John Hagemans, l'avait remise sur pied avec une foi d'apôtre, après l'invasion de 1940.

Hagemans était tout à la fois un idéaliste, un entraîneur d'hommes, un poète passionné par l'époque de nos Dix-Sept Provinces, un peintre aussi magnifique dans ses fresques de trente à quarante mètres carrés que dans ses petits portraits et ses paysages. Son écriture même, aux jambages carrés, résurrection grave et hautaine de l'écriture gothique, était une extraordinaire composition picturale et musicale.

Avec des moyens de fortune, il avait reconstitué des groupes de jeunes, merveilleux de dynamisme, aux uniformes alertes, aux hauts tambours de lansquenets, aux rites inspirés de l'histoire des Pays Bas. Les marches, les jeux, les méditations tenaient mystiquement de l'esprit de chevalerie le plus pur. Les camps étaient le spectacle le plus passionnant de ferveur, de grâce, de joie, d'élévation que j'aie jamais vu de ma vie. Les nouveaux venus étaient armés chevaliers, le genou plié, le plat du glaive sur l'épaule. Les serments retentissaient, nobles et fervents.

Le long des routes, aux feux du soir, résonnaient leurs choeurs, grandioses, épiques toujours, parfois mélancoliques, qui rappelaient la suprématie bourguignonne.

La Jeunesse ainsi formée par John Hagemans brûlait de purifier le monde, de rebâtir un pays aux vertus ardentes comme les feux qui traversaient, au milieu des camps, la majesté nocturne.

John Hagemans était un fils des Pays-Bas jusqu'au bout des ongles. Il était un national-socialiste cent pour cent. Il admirait profondément le Grand-Reich. Mais il voulait entrer dans l'Europe germanique étendards au vent, lansquenets flamands et wallons frappant fièrement leurs hauts tambours marqués de l'Aigle impérial à double tête. C'était le Cercle de Bourgogne qui s'avançait, comme au temps glorieux et libre de Charles-Quint et de la Paix d'Augsbourg.

Cet état d'esprit n'était pas du goût de tout le monde. Pour nous faire échec, certains émissaires de Berlin entreprirent, à coups de subsides, de nous opposer une organisation baptisée *Jeunesse romane*, entièrement artificielle. Malgré un battage considérable et les avantages qu'elle accordait, elle réunit fort peu d'adhérents.

Il suffisait qu'ils fissent une sortie d'un jour ou deux pour qu'aussitôt *Le Soir* leur consacrât un compte rendu enthousiaste. *Le Soir* était devenu l'instrument des intrigues dont le but était de saper l'unité des forces nationalistes de Belgique acquises à l'Ordre nouveau.

Un jour, l'on me fit savoir que le mieux serait de composer avec cette *Jeunesse romane.* Or, la fusion qu'on nous proposait visait purement et simplement à noyauter notre Jeunesse qui eût été de la sorte farcie d'agents de la Gestapo. Je m'y refusai brutalement. La guerre de l'Est survint bientôt. La Jeunesse rexiste formée moralement par John Hagemans y montra de si hautes vertus qu'il ne fut plus question de lui contester ses droits. Mais pour assurer ces droits, John Hagemans avait dû mourir au combat, en paladin sublime.

Cette tentative de sabotage devait être suivie d'une offensive de plus grande envergure. On allait s'attaquer à Rex même, alors que, officiellement, Rex était le seul parti agréé en Wallonie. Du jour au lendemain, nous vîmes pousser un champignon appelé *Agra* (les Amis du Grand-Reich Allemand). Ce mouvement préconisait ouvertement le rattachement de la Wallonie au Reich.

Nous n'étions ni des Alsaciens, ni des Sudètes, mais un vieux peuple tout à fait original. Qu'on nous proposât d'entrer dans une fédération de peuples où notre personnalité serait reconnue, notre personnalité et nos droits, cela était parfait. Mais nous offrir d'être annexés, c'était de la bêtise ou de la provocation.

Nous venions à peine de décider le V. N. V. à cesser ses intrigues en Wallonie que cet *Agra* se mit à nous envoyer ses grenades dans les jambes. Il disposait de fonds illimités.

A cette époque-là exactement, l'Allemagne balayait Belgrade, Sarajevo, Salonique, Athènes. Ses panzers défilaient devant l'Acropole. Les parachutistes de Goering nettoyaient les bois d'oliviers de la vieille Crète, mère de la civilisation méditerranéenne. Les stukas pourchassaient jusqu'à la baie d'Alexandrie les vaisseaux anglais enfuis de La Canée. En Libye, les Anglais détalaient devant *l'Afrika Korps,* abandonnant leur matériel, et se rendant par milliers.

Au printemps de 1941, le plus optimiste des chroniqueurs anglophiles de Bruxelles, le futur ministre Struye, écrivait amèrement :

« Le gigantesque effort des Britanniques en Afrique du Nord a été réduit à néant en peu de jours par l'intervention d'un ennemi puissamment outillé et dont la force militaire n'a jamais été si évidente, puisque rien n'y résiste et que tout plie devant sa volonté.

« Pendant combien de temps les Anglais posséderont-ils encore la maîtrise de la Méditerranée que les Allemands ont pu franchir sans opposition pour aller organiser cette campagne de l'Afrique du Nord qui les mènera peut-être avant quelques semaines sur les rives du canal de Suez, coupant l'Angleterre de toute relation directe avec ses positions asiatiques ?

« Et rien n'indique que le cours des choses doive se modifier, les réserves en hommes de l'Allemagne paraissant inépuisables et ses chances de succès de plus en plus grandes, hélas ! »

L'Angleterre allait-elle encore s'acharner à un combat où elle était régulièrement battue ? Pouvait-on penser, raisonnablement, que pour obtenir, après des années de lutte épuisante, une victoire stérile, le Royaume-Uni irait jusqu'à provoquer lui-même la dislocation de son empire ? Hitler avait proclamé clairement, après les batailles de Pologne et de France, que le Reich n'avait aucun intérêt à détruire l'Empire britannique.

Les Anglais sont têtus, mais ils sont réalistes. Une paix de compromis, inspirée par le bon sens, semblait une solution possible. On savait que des sondages en vue de la paix étaient effectués de divers côtés. Hitler n'avait pas été grisé par ses succès. Les conditions qu'il offrait étaient d'une grande modération.

Si, au début de 1941, une petite minorité d'Européens s'accrochait encore à l'espoir d'un complet redressement britannique, à peu près inimaginable alors, la plupart croyaient à une victoire totale des armées du Reich, pour le moins à une paix de compromis.

De telles paix se font en général sur le dos des faibles. Or, politiquement, la Belgique s'affaiblissait de plus en plus.

Il n'y avait plus à compter sur une réaction quelconque de l'opinion. Celle-ci était devenue parfaitement amorphe. Qu'il arrivât n'importe quoi, peu importait désormais au Belge, pourvu qu'on le laissât tranquille, qu'il gagnât de l'argent, que le « smokkelage » (le fameux marché noir) assurât la viande, le lard, le beurre, les haricots, les « pistolets » blancs et les oranges... Les prospecteurs bruxellois razziaient tout, jusqu'aux Pyrénées. Ils payaient rubis sur l'ongle, véhiculaient en toute quiétude leurs marchandises dans des camions militaires qu'ils louaient dix mille francs par week-end. Les Français, émerveillés et épouvantés, ne pouvaient que s'écrier en jetant les bras au ciel : « Ils nous prennent tout ! », parlant, non des Allemands, mais de nos astucieux compatriotes.

La grande bourgeoisie, par son intégration à la production de guerre, était en fait ralliée à l'idée de la suprématie continentale du Reich. Elle la considérait comme une chose indiscutable, inéluctable, voire profitable.

L'extrême gauche, à de très rares exceptions près était aussi résignée à la tutelle allemande que les gros bourgeois. Le meneur socialiste Brunfaut sirotait en paix son café filtre aux terrasses de la place de Brouckère en lissant sa barbe poivre et sel.

Les chefs communistes, repoussés avec hauteur par Falkenhausen, stagnaient dans une inaction complète. Ils ne publiaient pas le plus petit tract « contraire », comme on dit à Bruxelles. Pour eux, Hitler était un ami, puisqu'il était l'ami de Staline. La « résistance » leur apparaissait alors comme une manoeuvre de vipères lubriques. Seul, l'intérêt de la Russie soviétique les guidait. Normalement ils eussent dû, en 1941, s'opposer aux autorités d'occupation (associées si intimement aux magnats des trusts belges). Mais ils se gardèrent bien de provoquer le moindre attentat, le moindre grabuge, fût-ce un arrêt d'une heure dans le travail. Les ordres de Staline, l'intérêt des Soviets l'emportaient sur toute considération de patriotisme ou de classe.

La masse ouvrière belge, attirée elle aussi par le mirage allemand et par les hauts salaires, prenait de plus en plus la route dg Rhin ; les travailleurs flamands et wallons répandus dans les usines du Reich ne tarissaient pas d'éloges sur les réalisations sociales d'Hitler. Les départs, dans une liberté absolue, étaient de plus en plus nombreux. Ils s'accroîtraient à une telle cadence qu'on arriverait au total fabuleux de quatre cent trois mille cinq cent quarante huit engagements d'ouvriers belges pour le travail volontaire en Allemagne, pour le mur de l'Atlantique, ou pour la construction de champs d'aviation de la Luftwaffe.

Seul un acte sortant absolument de l'ordinaire pouvait encore arracher notre pays à la glu dans laquelle il s'enlisait.

Je connaissais le respect des Allemands pour le soldat. Il y avait là, à mes yeux, une dernière chance à courir.

Deux mois avant le déclenchement de la campagne de Russie, j'écrivis au Führer, me mettant à sa disposition comme volontaire dans n'importe quelle arme. Ainsi peut-être, en me distinguant sur les champs de bataille, je pourrais attirer son attention et lui faire connaître enfin les malheurs de ma patrie...

Je reçus une longue lettre du maréchal Keitel me répondant au nom du Führer, une lettre très aimable dont le contenu me laissa pantois. Elle me prouvait qu'Hitler ignorait tout de notre tragédie : « Le Fuhrer, écrivait Keitel, ne peut pas vous laisser partir pour le front, parce que vous êtes indispensable pour votre activité politique. »

Qu'avait-on bien pu lui raconter dans les rapports de Bruxelles ? Il me croyait donc en pleine action !

Le quiproquo était complet.

XXX

LA CROISADE AU FRONT DE L'EST

Création des légions européennes. - La Brabançonne, le 8 août 1941. - Grognards de Napoléon et légionnaires. - Ferveur des dons. – Mon engagement comme simple soldat. - Il fallait tenter toutes les chances. - Forcer les routes, pour que la Patrie passe !

Trahie par ses politiciens et ses hommes d'argent, poignardée par les rivalités linguistiques, la Belgique n'était plus, en juin 1941, qu'une *res derelicta.*

D'elle-même, elle ne se relèverait plus. Seul un événement immense, rebrassant l'Europe entière, pourrait encore lui donner une dernière chance, mais il fallait pour cela un fait absolument nouveau.

Le 22 juin 1941, à l'aube, en un éclair, le fait nouveau se présenta. Une guerre gigantesque se déclenchait, mettant en cause les valeurs millénaires de vingt peuples, hélant ces vingt peuples à un combat titanesque où vertus, forces, possibilités de chaque communauté européenne seraient définitivement jaugées. A l'instant, peuple jusque-là prostré, nous redevenions un peuple appelé - s'il interprétait avec audace le langage du destin - à reconquérir totalement prestige et droits.

Convaincus comme nous l'étions de l'état de détresse extrême de notre pays, comment eussions-nous hésité ?

Tout nous criait d'agir : notre foi chrétienne, notre souci de la civilisation de l'Europe, notre amour pour notre patrie affalée que, seule, une mise en avant exceptionnelle pouvait encore - en cas de victoire de l'Allemagne - sauver de l'anéantissement ou du dépècement !

Quelle objection - formalisme des lois ? sentimentalisme attardé ? - eût pu être plus forte que cet appel angoissé de notre patriotisme ?

Servir le Reich ? Il ne s'agissait pas du Reich, mais *de la Belgique.* Nous fûmes les volontaires de notre patrie et de l'Europe, rien d'autre. Jamais nul ne nous demanda de jurer fidélité à la Wehrmacht, ou au Reich, ou au chef du Reich. Les légions étaient une organisation européenne et une organisation non allemande. Hitler n'eut d'autorité sur elles qu'en tant qu'Européen et non en tant qu'Allemand. Le serment prêté par les légionnaires écartait délibérément - par la volonté expresse d'Hitler - toute allusion au chef de l'Allemagne ou à l'armée de l'Allemagne.

Condamner, comme on l'a fait après 1945, des milliers de nos légionnaires pour avoir « servi le Reich » est une monstruosité juridique. Le seul pays que nos légionnaires aient servi au front de l'Est, c'est leur pays, leur pays gisant de 1941, pour lequel ils voulaient conquérir, au prix de leur peine et de leur sang, des titres indiscutables à la résurrection. Et, au delà de leur patrie bien-aimée, ce n'était pas davantage du Reich qu'il s'agissait, mais de l'Europe toute l'Europe ! - de sa foi, de sa culture, valeurs éternelles, alors mortellement menacées.

Uniformes du Reich ? Là aussi : mauvaise foi complète ! Il fallait un uniforme unique aux légions de l'Est. L'uniforme de l'armée la plus nombreuse - parce que matériellement il n'y avait pas d'autre possibilité et parce que, juridiquement, les conventions internationales ne nous permettaient pas d'autre issue - devint l'uniforme *européen* de tous les volontaires de l'Est, chacun d'entre eux, pour montrer qu'il restait le fils aimant de son peuple, apposant fièrement à sa manche les couleurs de sa patrie. Les Belges de Londres agirent-ils autrement ? Ils allèrent, par ailleurs, bien plus loin que nous, prononçant, eux, un serment d'allégeance à l'Angleterre que nous n'eussions jamais accepté de prêter au Troisième Reich.

Il n'est pas une précaution que nous n'ayons prise en 1941 pour protéger jalousement le caractère national de notre participation à la croisade de l'Europe : serment militaire à portée exclusivement antibolcheviste, où tout lien de sujétion à un autre pays était formellement exclu ; écusson national sur l'uniforme commun à

tous les Européens ; cadres strictement belges ; langue nationale ; drapeau national, le plus ancien de notre histoire, cravaté aux couleurs noir, jaune et rouge de la Belgique contemporaine.

Pour éviter toute confusion, je m'abstins même de toute visite d'adieu au général von Falkenhausen. Non seulement ma discrétion fut comprise, mais un détachement d'honneur, avec musique, fut envoyé par la *Militar Verwaltung* pour solenniser notre départ. On me fit demander quel hymne je désirais qu'on jouât au moment du démarrage des trains. Je répondis instantanément : *La Brabançonne.*

Il n'y avait eu ni signature de paix, ni même d'armistice (malgré Pierlot et Spaak) entre la Belgique et le Reich : il pouvait paraître assez raide, dans ces conditions, de faire jouer par la Wehrmacht elle-même notre hymne national. Mais le Commandement allemand admit sans discussion mon choix.

Grâce à la Légion *Wallonie,* Bruxelles entendit, le 8 août 1941, après quinze mois de silence, une éblouissante *Brabançonne* résonner à la gare du Nord, jouée à grand renfort de tambours plats, de fifres et de sonnailles, par des musiciens à nids d'hirondelles, à casques d'acier et en uniformes feldgrau !

En Belgique comme ailleurs, la croisade contre les Soviets était extrêmement populaire en 1941. Les grandes foules, hantées pendant des années par le péril communiste, étaient émues en voyant des milliers de jeunes gens de tous les pays partir vers les steppes lointaines où allait se jouer le salut de l'Europe. A partir de 1944, les communistes sont parvenus à terroriser partout l'opinion publique. Ceux qui nous acclamaient en août 1941 hurlent aujourd'hui avec les loups.

Les riches, surtout, les plus enthousiastes alors, ceux qui nous poussaient le plus à aller nous faire casser la figure (pour défendre leurs comptes en banque), ont été les plus prompts à nous renier. Le bourgeois est le plus vil des animaux qui rampent. Il lèche la main qui le frappe. Il s'aplatit devant celui qui le botte.

Rien ne fut plus ignoble que le spectacle de l'après-guerre en Belgique, où une magistrature bourgeoise, saisie par la peur, s'acharna à condamner à mort ou aux travaux forcés à perpétuité des héros magnifiques, revenus par miracle de la plus effroyable des guerres, marqués le plus souvent par les cicatrices de nombreuses blessures.

On eût dû au moins respecter 1'idéalisme et les souffrances des survivants, en dehors de toute question de tendances politiques.[1] Ils furent sincères, désintéressés. Ils risquèrent leur vie cent fois pour les idées auxquelles ils croyaient.

De toute manière, par leur vaillance extraordinaire au combat, ils ont fait honneur à notre peuple. Dès mars 1943, grâce à eux, Hitler se rallia complètement à notre projet de reconstruction bourguignonne à l'Ouest. Même s'ils s'étaient trompés, et ils ne se sont pas trompés, ils furent de bonne foi.

Toute notre histoire est remplie de divergences très nobles dans la conception du devoir patriotique : Belges servant nos princes d'Espagne ou luttant contre ceux qui leur paraissaient alors déjà des « occupants » ; Belges servant nos princes de la Maison d'Autriche ou Belges servant leur rival, l'Empire français, qui occupa longuement nos provinces ; Belges luttant contre Napoléon à Waterloo, Belges luttant pour Napoléon dans la même bataille, s'interpellant les uns les autres du haut de leurs chevaux ; Belges servant Orange ou combattant Orange aux barricades de 1830 !

Une fois les conflits éteints, avait-on, jadis, bafoué, persécuté, emprisonné, condamné à mort les vaincus ? Imagine-t-on, au début du XIXe siècle, un Clerfayt, un Beaulieu, un Chasteler, jetés au bagne par Napoléon, ou un Lahure, un Boussart, un Dumonceau, un Évers, un Duvivier envoyés aux mines par Metternich ?

Jamais un incident, même d'ordre local, n'opposa les anciens combattants belges des armées napoléoniennes et des armées antinapoléoniennes lorsqu'ils reprirent, les guerres finies, leur place dans nos villes et nos villages. Ils furent également respectés et ils se respectèrent entre eux.

[1] On a prétendu après 1945 que nos volontaires avaient reçu des primes de départ. On a même cité le chiffre de 45000 francs. Calomnie ignoble. Jamais un seul de nos soldats ne reçut une prime, si minime fut-elle, de qui que ce fût. Ils offraient leur jeunesse gratuitement, de toute leur âme.

Les bourgeois belges de 1945, suant de peur, firent passer leur frousse avant le respect dû aux héros. Ils sentaient, collé à leur nuque, l'acier froid du chantage communiste. Et pour amadouer les moscoutaires, ils laissèrent traquer, emprisonner et tuer ces mêmes volontaires antibolchevistes qu'ils regardaient d'un oeil ému au début d'août 1941, en murmurant : « Ceux-là au moins risquent leur peau pour leur idéal ; ce sont des purs. »

Avant notre départ, je tins quelques meetings dans le pays. Nulle part il ne se produisit le moindre incident. Baromètre exact de l'atmosphère : je ne reçus pas, dans mon énorme courrier, une seule lettre anonyme où l'on m'insultât. Dieu sait pourtant si le publie est friand de ces exercices valeureux

Le roi Léopold n'avait pas caché à son entourage l'intérêt qu'il éprouvait pour le geste de nos volontaires. Mieux que quiconque, il en comprenait la portée pour l'avenir : les vaincus et les vainqueurs de 1940 redevenaient des égaux au sein de la même armée européenne. Seul le courage pourrait désormais les différencier. Et tous les redressements devenaient concevables.

La pensée de Léopold III, représentant charnel de l'idée nationale, ne nous quittait point. Il n'est pas un jour, où, moralement, il ne fut présent parmi nous. C'est au cri de « Vive le Roi ! » que nous quittâmes la Belgique. C'est au cri de « Vive le Roi ! » que la Légion *Wallonie* aborda le Dniepr, la nuit du 2 novembre 1941. Jamais armée ne fut embrasée par un patriotisme plus pur et plus exaltant.

Toutes les classes sociales, toutes les tendances étaient représentées dans les interminables files d'hommes de tout âge qui se pressaient à nos bureaux de recrutement, à la fin de juillet et au début d'août 1941 : beaucoup de rexistes, mais aussi beaucoup de non-rexistes, jeunes catholiques logiques avec leurs principes ; anciens combattants, couverts de décorations gagnées contre l'Allemagne, mais qui mettaient le salut de l'Europe au-dessus des ressentiments du passé ; ouvriers en très grand nombre, industriels aussi qui abandonnaient les situations les plus brillantes.,

Souvent s'engageaient le père, le fils ou les fils : trois, quatre fils parfois.

Il y eut plus extraordinaire encore : l'engagement simultané à Charleroi du grand-père, du père et du fils. La légion eut un volontaire de soixante et onze ans, vieux papa toujours joyeux, travaillant à la popote du matin au soir, mais incapable, lorsqu'il sortait d'un buisson, de rattacher dans le dos ses bretelles !

Par contre, trois légionnaires n'étaient âgés que de quinze ans et avaient truqué leurs cartes d'identité pour tromper les vérificateurs. L'un d'eux, enfermé depuis plusieurs jours par ses parents dans sa chambre à coucher au deuxième étage et privé de ses vêtements, descendit la nuit le long des murs en se servant de draps de lit, courut en chemise chez un jeune camarade, lui emprunta un pantalon et parvint à se faufiler dans le train sans être repéré par personne. Devant tant d'entêtement, les parents pardonnèrent : à dix-huit ans, ce gamin héroïque avait gagné les épaulettes de sous-lieutenant et la Croix de Fer de première classe.

L'enthousiasme était tel que les natures les plus calmes se laissaient entraîner. J'eus pendant six mois, comme camarade dans mon groupe de combat, un ouvrier du service bruxellois des téléphones. Celui-ci n'avait jamais assisté à un meeting politique et avait passé dix ans de sa vie, crochets aux pieds, à vérifier les godets et les contacts à la cime des poteaux. Il aimait bien sa femme, son foyer, menait une petite vie tranquille : pipe, pantoufles, gueuse lambic. Il lut dans un journal un de mes appels. Le lendemain il laissa un papier sur la table familiale pour avertir sa femme qu'il partait pour la Russie. Il revint du front un an plus tard, grand mutilé, ayant perdu l'usage des deux jambes, pathétique sur ses béquilles, m'ayant voué à jamais un attachement comme seul le peuple en est capable.

Mais au même corps à corps de février 1942 où ce téléphoniste avait été si terriblement atteint, un t'Serclaes, descendant du grand Tilly de t'Serclaes, était tombé, simple soldat, un de Meester de Heyndonck était tombé, simple soldat, Belges de toutes les classes, confondus dans un même amour de leur pays, dans un même désir d'élever leur vie...

Plus de treize cents volontaires wallons s'étaient engagés dans le premier contingent. Il y en eut six mille en tout, de 1941 à 1945. La participation de la Flandre fut sensiblement égale.

Je m'étais inscrit exactement comme tous les autres, avais passé la visite, signé mon bulletin, reçu ma fiche.

Pourtant beaucoup croyaient qu'il s'agissait là d'un geste de propagande, sans plus. C'était mal me connaître.

J'ai toujours eu le goût, le besoin du don. Si j'avais eu la vocation religieuse, je fusse parti dans la brousse du Congo ou dans les îles de l'Océanie. Rex a toujours été pour moi l'occasion d'un grand élan de l'âme. Lorsque je suis entré dans la mêlée politique, c'est le désir de purifier, d'ennoblir la vie nationale qui me poussa à l'action.

J'avais gardé la nostalgie des révolutions spirituelles. Au fond, cela seul en l'homme m'intéresse : son coeur, son coeur à laver, son coeur à guider, à élever, son coeur à aimer.

L'année 1940-1941 avait été pour moi une déception tragique. Je n'ai jamais pu m'habituer à la duplicité. Si ce n'est pas pour bâtir quelque chose de beau, de grand, de propre, à quoi bon s'épuiser dans les combats politiques ?

Ambition, oui j'ai de l'ambition. Mais je puis être heureux aussi dans l'abaissement matériel le plus extrême, à regarder un ciel limpide, à caresser une rose pourpre, à écouter un chant de rossignol dans les ombres légères et chaudes des soirs de juin.

En tout cas, rien - en dehors des grands chants lumineux qui m'habitent - ne m'est une loi. Je n'ai pas aimé la politique pour la politique mais pour qu'elle devînt le prétexte d'un poème où un peuple se serait élevé au-dessus du laid et du médiocre.

Depuis le début de 1941, je savais qu'aussi longtemps que la guerre durerait, la politique ne pouvait conduire à rien de grand.

En m'engageant, je coupais court à toutes les tentations médiocres. J'étais décidé à ne revenir à la politique que dans le cas où j'aurais acquis, entre temps, le droit de parler en maître.

Je n'essayai pas de biaiser. Mon renoncement fut total. Le publie n'en fut pas tout de suite persuadé, et pas mal de gens donnèrent créance assez longtemps à une fable répandue par les anglophiles, selon laquelle j'étais descendu du train à la première halte, à la gare de Schaerbeek. D'autres affirmaient m'avoir vu à Bouillon, m'ayant confondu avec mon malheureux frère Édouard (assassiné en 1944 par les terroristes).

Il semblait évidemment incroyable à nos pantouflards que, vivant dans un foyer heureux, jeune père de famille nombreuse, je renonçasse à tout pour m'enfoncer comme simple soldat dans cette aventure de Russie !

Pour moi, la question ne se posait pas ; on n'engage pas des camarades à aller au-devant de la mort sans courir ce risque soi-même. On ne propose pas aux autres de souffrir, sans souffrir avec eux. Mes camarades m'ont vu à leurs côtés pendant quarante cinq mois : je n'ai pas manqué un seul de leurs combats, au premier rang toujours. J'ai vécu exactement leur vie, vie de gloire parfois, vie de misère souvent, obscure, harassante, où l'âme étouffe ; cinq fois je fus blessé à leurs côtés ! Misère, joies, douleurs, espérances, nous avons tout partagé, les mêmes joies, les mêmes devoirs, les mêmes épreuves.

C'est pour donner à mes compagnons ce réconfort que je partis comme simple soldat, et que je restai si longtemps dans le rang, peinant comme tout le monde, mêlé aux plus humbles d'entre eux dans la maigre paille des gîtes ou dans la neige folle qui hurlait.

Pour rien au monde je n'eusse accepté qu'on fît la plus petite différence entre eux et moi. Tous mes anciens camarades le savent : je fus leur frère d'armes, leur frère tout court. Nous étions pareils. Nous nous aimions. Quel est celui d'entre nous dont le coeur a changé malgré nos malheurs ?

Cette vie parmi la troupe était une entreprise difficile. Pour beaucoup j'avais, pendant des années, été un chef auréolé par la popularité et le succès. Ils allaient voir, jour et nuit, jusqu'aux plus petits détails de ma vie, connaître chacun de mes défauts, chacune de mes faiblesses. La familiarité, le ridicule, la maladresse, la lassitude me guettaient. La cohabitation militaire, surtout au front, est la mise à nu, totale, du corps et de l'âme. Là, il n'y a qu'un moyen de s'imposer, c'est d'être un bon

camarade, c'est d'être toujours serviable, simple, joyeux, c'est d'être le premier à toutes les corvées, c'est d'être le plus courageux à l'heure où chacun joue sa vie.

Je ne fus nommé sous-officier, puis officier, que par le hasard des batailles. Ce n'était pas mon désir. J'aurais voulu rester toujours simple soldat. Même quand je fus devenu commandeur de division, je veillai à garder sans cesse l'âme du soldat, vêtu du même gros drap que mes hommes, portant les mêmes godillots qu'eux, mangeant exactement le même rata, dormant sur le sol ou sur un mauvais plancher d'isba, au petit bonheur, comme eux tous. A l'heure où il fallait bondir à l'ennemi, je passais la direction de l'Etat-major à un technicien afin de,pouvoir sauter le premier à l'assaut à la tête de mes garçons.

Je ne le faisais pas par bravade. Je le faisais parce que je n'avais pas le droit de demander à mes compagnons plus que je ne donnais moi-même. Qui se fût plaint des nuits à la porte ou à l'intérieur des isbas glacées lorsqu'il m'apercevait recroquevillé dans une mauvaise couverture, à deux pas de lui ? Qui eût tremblé devant le danger quand il me voyait courir, une mitrailleuse dans les poings, à vingt mètres en avant de tous ?

Le don des autres ne peut naître que du don de soi sinon, ce n'est qu'un feu de paille. Et notre feu à nous brûla pendant quatre ans, toujours plus intense, toujours plus haut.

Je tins, en second lieu, à pratiquer cette austérité totale de la vie du soldat parce que je voulais m'imposer aux Allemands par mon courage, par mes exploits et ne rien devoir au favoritisme.

Accepter un grade sans l'avoir mérité, c'était se mettre dans un état d'infériorité vis-à-vis des Allemands. C'était leur devoir quelque chose. En outre, c'était se convertir en faux officier, incompétent, incapable de remplir correctement sa tâche.

Partout ailleurs, les dirigeants politiques eurent la faiblesse d'accepter ces promotions spectaculaires.

A la Légion *Flandre,* trois dirigeants du V. N. V. furent promus officiers le jour du départ.

En France, Doriot enfila, dès la première minute, une veste de lieutenant.

On m'offrit aimablement les mêmes faveurs. Je refusai de toutes mes forces. Ce que voulais, c'est la Croix de Fer obtenue au péril de ma vie. Grades, décorations ne pouvaient avoir de valeur à mes yeux que si je les avais gagnés au feu.

Sur les Allemands, peuple de guerriers, mon attitude était la seule qui pût faire de l'impression. Elle ahurit d'abord, stupéfia pas mal d'officiers de la Wehrmacht à qui on me montrait du doigt, en première ligne, chargé de tout mon barda de simple troupier, ma grosse mitrailleuse sur l'épaule. Mais elle me valut, avec le temps et les combats, une autorité et une renommée telles que si Hitler avait gagné, elles m'eussent permis de tout obtenir pour la Belgique.

Il y avait eu de quoi se décourager pendant l'année de déboires, de tergiversations et même d'humiliations que nous avions connue d'août 1940 à août 1941.

Mais, dans l'état d'abandon tragique où se trouvait mon pays, j'avais le devoir, en conscience, de tenter encore cet ultime effort personnel, l'effort du sang.

L'Allemagne eût pu gagner la guerre. Dans ce cas, que fût-il advenu si nous, les combattants de l'Est - flagellés après la défaite par l'horrible nom de traîtres - nous n'avions pas acquis, à force de souffrir, le droit de parler au nom de notre peuple en compagnons d'armes respectés par le vainqueur ?

Tout le reste s'effondra : Léopold III connut la déportation, le V. N. V. fut annihilé après d'innombrables guet-apens. Nous seuls, les soldats, nous nous imposâmes. En 1942, le prestige de notre légion était déjà très grand. Après notre fabuleuse sortie de l'encerclement de Tcherkassy en 1944, tout était sauvé. Je le dis parce que j'en suis sûr, ayant vu alors longuement, à plusieurs reprises, le Führer et parce que, dès le printemps de 1943, après notre épopée du Caucase, Himmler m'avait donné de la part du Führer les assurances les plus formelles que mon plan politique était accepté dans toute son ampleur. Si Hitler l'avait emporté, nous eussions tiré notre patrie de l'abîme. Nous l'eussions hissée vers des destins

grandioses : notre gloire avait, à l'avance, payé et obtenu sa résurrection et sa grandeur.

Hitler a perdu : donc, pour le spectateur opportuniste ou lâche, nous avons eu tort.

Non, nous n'avons pas eu tort. Il fallait tenter toutes les chances. Si Staline et Churchill avaient été vaincus, notre pays devait-il mourir ? A cette heure-là, nous eussions pu, grâce à nos morts, lui redonner la vie. Et les foules nous eussent acclamés et bénis de les avoir sauvées.

D'ailleurs, qui oserait dire que demain il ne faudra pas recommencer l'oeuvre de sauvetage de l'Europe, cette oeuvre que, pionniers méconnus et trop lucides, nous avons entreprise prématurément, avec des coeurs trop vite consumés ?

Mais qu'importent l'aveuglement, la couardise et l'injustice des meutes humaines, tributaires des passions, esclaves des réussites matérielles !

C'est dans la paix et le feu de nos âmes que réside notre récompense. Nous avons été francs et honnêtes. Nous avons tout fait pour notre peuple. Pouvait-on pour lui plus risquer ? Pouvait-on pour lui souffrir davantage ?

Nous savions tous très bien, le 8 août 1941, que nous affrontions de terribles tragédies.

Pendant les deux derniers jours que je passai à mon foyer, je ne fus plus capable de dire un mot, tant l'émotion me serrait la gorge. Je regardais mes gentilles fillettes, mon petit garçon de deux ans folâtrer dans l'herbe chaude et les bleuets pâles. Le chagrin me brisait l'âme. Quitter ce logis, si doux, où tout était tendresse, douceur, beauté, poésie... Partir là-bas, dans la solitude et l'inconnu, à des milliers de kilomètres, tout laisser, tout perdre, recommencer une vie...

Je me réfugiais dans ma bibliothèque pour pleurer tout seul, la tête repliée sur mon bras, comme un enfant. Ah ! vous qui nous avez salis et tant haïs, vous ne savez pas quels déchirements nous avons connus pour avoir aimé d'un amour désespéré notre peuple, alors que tant d'autres se garaient et se taisaient !

Le 8 août 1941 fut pour chacun de nous un jour de peine indicible. Mais le front haut, parmi les vivats d'une foule émue qui alors comprenait, parce qu'on ne lui avait pas encore souillé le coeur, jetant un dernier regard à nos familles, à nos vieilles rues familières, à la statue de Godefroy de Bouillon, le précurseur, nous partîmes, premier contingent de la grande cohorte des chercheurs de gloire et de grandeur, qui, échappant à la torpeur d'un présent amorphe, têtus, refoulant le désespoir, voulaient coûte que coûte ouvrir à leur pays les routes de l'avenir !

FIN

TABLE DES MATIÈRES